Année 1987. - N° 47 S. (C. R.) ISSN 0755-544 X Vendredi 26 juin 1987

SÉNAT

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION,
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75727 Paris CEDEX 15.

TÉLÉPHONE :
Rens. (1) 45-75-62-31 Adm. (1) 45-78-61-39
TELEX 201176 F DIR JO PARIS

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1986-1987

COMPTE RENDU INTÉGRAL

47e SÉANCE

Séance du jeudi 25 juin 1987

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. MICHEL DREYFUS-SCHMIDT

1. **Procès-verbal** (p. 2300).

2. **Diverses mesures d'ordre social.** - Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 2300)

Article 11. - Adoption (p. 2300)

Article 12 (p. 2300)

M. Marc Bœuf.

Amendements nos 51 de M. André Méric, 179 et 180 de M. Paul Souffrin. - M. Marc Bœuf, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Louis Boyer, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; Claude Huriet, Charles Bonifay. - Rejet, au scrutin public, des amendements nos 51 et 179, identiques ; rejet de l'amendement no 180.

Adoption de l'article.

Article 13 (p. 2302)

Amendements nos 181 de M. Paul Souffrin et 9 rectifié de la commission. - Mme Paulette Fost, MM. le rapporteur, le ministre, Marc Bœuf. - Rejet de l'amendement no 181 ; adoption de l'amendement no 9 rectifié.

Adoption de l'article modifié.

Article 14. - Adoption (p. 2303)

Article 15 (p. 2303)

M. Marc Bœuf.

Amendement no 182 de M. Paul Souffrin. - Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article additionnel (p. 2304)

Amendement no 32 rectifié *bis* de M. Raymond Bouvier. - MM. Raymond Bouvier, le rapporteur, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale ; Lucien Neuwirth. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 15 *bis* (p. 2305)

Amendement no 52 de M. André Méric. - MM. Marc Bœuf, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Rejet.
Adoption de l'article.

Article 15 *ter* (p. 2305)

Amendements nos 53 de M. André Méric et 183 de M. Paul Souffrin. - MM. Marc Bœuf, Ivan Renar, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Claude Huriet, Jean Chérioux. - Rejet, au scrutin public, des amendements identiques.
Adoption de l'article.

Article 15 *quater*. - Adoption (p. 2307)

Article 15 *quinquies* (p. 2307)

Amendement no 808 du Gouvernement. - MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur. - Adoption.
Adoption de l'article complété.

Article 15 *sexies* (p. 2307)

Amendement no 809 du Gouvernement. - MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur. - Adoption de l'amendement constituant l'article modifié.

Article 15 *septies* (p. 2307)

M. Guy Robert.

Amendements nos 54 de M. André Méric et 30 de M. Michel Sordel. - MM. Marc Bœuf, Michel Sordel, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Guy Robert. - Rejet de l'amendement no 54 ; adoption de l'amendement no 30 constituant l'article modifié.

Articles additionnels (p. 2309)

Amendement no 22 de M. Jean Chérioux. - MM. Jean Chérioux, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. - Retrait.

Amendement no 152 rectifié de M. Pierre Lacour. - MM. Pierre Lacour, le rapporteur, le ministre. - Retrait.

Amendement n° 820 du Gouvernement. - MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Mme Paulette Fost. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Demande de priorité du titre IV. - MM. le rapporteur, le ministre. - La priorité est ordonnée.

Article 31 (p. 2311)

MM. Hector Viron, Jean-Luc Mélenchon, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. le ministre, Mme Hélène Missoffe.

Amendements nos 229 à 231 de M. Hector Viron. - Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hector Viron, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; le ministre, Jean-Luc Mélenchon. - Rejet, au scrutin public, de l'amendement n° 229 ; rejet des amendements nos 230 et 231.

Amendement n° 136 de M. André Méric. - MM. Jean-Luc Mélenchon, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Retrait.

Amendement n° 232 rectifié de M. Hector Viron. - Mme Paulette Fost, MM. Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Rejet au scrutin public.

Amendements nos 233 de M. Hector Viron, 139 rectifié *bis*, 138 et 137 de M. André Méric, 39 rectifié *ter* de M. Jean Chérioux. - MM. Ivan Renar, Jean-Luc Mélenchon, Jean Chérioux, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Rejet des amendements nos 233, 139 rectifié *bis*, 138 et 137 ; adoption de l'amendement n° 39 rectifié *ter*.

Amendement n° 41 de M. Jean Chérioux. - MM. Jean Chérioux, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Retrait.
Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels (p. 2318)

Amendements nos 3 et 4 de M. José Balarello et sous-amendement n° 810 rectifié du Gouvernement. - MM. Pierre Louvot, le ministre, Louis Souvet, rapporteur. - Retrait de l'amendement n° 3 ; adoption du sous-amendement n° 810 rectifié et de l'amendement n° 4, modifié, constituant un article additionnel.

Suspension et reprise de la séance (p. 2320)

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

3. **Rappels au règlement** (p. 2320).

MM. Robert Vizet, le président, Claude Estier.

4. **Règlement définitif des budgets de 1984 et 1985.** - Discussion de deux projets de loi (p. 2320).

Discussion générale commune : MM. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget ; Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances.

5. **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (p. 2324).

MM. André Chandernagor, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.

6. **Règlement définitif des budgets de 1984 et 1985.** - Suite de la discussion et adoption de deux projets de loi (p. 2325).

Discussion générale commune *(suite)* : MM. Robert Vizet, Louis Perrein, le ministre.

Clôture de la discussion générale commune.

Règlement définitif du budget de 1984

Article 1er. - Adoption (p. 2331)

Article 2 et tableau A. - Adoption (p. 2332)

Article 3 et tableau B. - Adoption (p. 2336)

Article 4 et tableau C. - Adoption (p. 2374)

Article 5 et tableau D. - Adoption (p. 2408)

Article 6 et tableau E. - Adoption (p. 2416)

Article 7 et tableau F. - Adoption (p. 2424)

Article 8 et tableau G. - Adoption (p. 2425)

Article 9 et tableau H. - Adoption (p. 2431)

Article 10 et tableau I. - Adoption (p. 2434)

Article 11 et tableau J. - Adoption (p. 2448)

Articles 12 à 15. - Adoption (p. 2452)

Vote sur l'ensemble (p. 2453)

MM. Claude Estier, le ministre.

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi.

Règlement définitif du budget de 1985

Article 1er. - Adoption (p. 2454)

Article 2 et tableau A. - Adoption (p. 2454)

Article 3 et tableau B. - Adoption (p. 2458)

Article 4 et tableau C. - Adoption (p. 2494)

Article 5 et tableau D. - Adoption (p. 2528)

Article 6 et tableau E. - Adoption (p. 2536)

Article 7 et tableau F. - Adoption (p. 2544)

Article 8 et tableau G. - Adoption (p. 2545)

Article 9 et tableau H. - Adoption (p. 2551)

Article 10 et tableau I. - Adoption (p. 2554)

Article 11 et tableau J. - Adoption (p. 2566)

Articles 12 à 17. - Adoption (p. 2570)

Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi.

7. **Diverses mesures d'ordre social .** - Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 2571).

Article additionnel après l'article 31 (p. 2571)

Amendement n° 14 rectifié *bis* de la commission. - MM. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Articles 31 *bis* et 32. - Adoption (p. 2571)

Article 33 (p. 2571)

Amendements nos 140 à 142, 144 rectifié et 143 rectifié de M. André Méric, 234 et 235 de M. Hector Viron. - MM. Charles Bonifay, Hector Viron, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre, Jean-Luc Mélenchon. - Retrait de l'amendement no 143 rectifié ; rejet des amendements nos 140, 141, 142, 144 rectifié et 235.

Adoption de l'article 234.

Article 34 (p. 2575)

M. le ministre.

Adoption de l'article.

Article 35. - Adoption (p. 2575)

Article 36 (p. 2575)

Amendement no 145 de M. André Méric. - MM. Jean-Luc Mélenchon, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article 36 *bis* (p. 2575)

Amendement no 46 de M. Jean Chérioux. - MM. Lucien Neuwirth, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Adoption.

Amendement no 146 de M. André Méric. - MM. Jean-Luc Melanchon, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Rejet.
Adoption de l'article complété.

Articles additionnels (p. 2576)

Amendement no 147 de M. André Méric. - MM. Jean-Luc Mélenchon, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Retrait.

Amendement no 811 du Gouvernement. - MM. le ministre, Louis Souvet, rapporteur. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement no 160 du Gouvernement. - MM. le ministre, Louis Souvet, rapporteur ; Hector Viron, Jean-Luc Mélenchon. - Adoption, au scrutin public, de l'amendement no 160 constituant un article additionnel.

Article 37 (p. 2578)

MM. Jean Garcia, Jean-Luc Mélenchon.

Amendements nos 148 à 150 de M. André Méric, 236 de M. Hector Viron et 812 du Gouvernement. - MM. Jean Garcia, le ministre, Jean-Luc Mélenchon, Louis Souvet, rapporteur ; Lucien Neuwirth. - Rejet, au scrutin public, des amendements nos 148 et 236 identiques ; adoption de l'amendement no 812 : rejet des amendements nos 149 et 150.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel (p. 2583)

Amendement no 161 du Gouvernement. - MM. le ministre, Louis Souvet, rapporteur ; Jean-Luc Mélenchon, Lucien Neuwirth. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 38. - Adoption (p. 2586)

Article 38 *bis* (p. 2586)

Amendement no 151 de M. André Méric. - MM. Jean-Luc Mélenchon, Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Retrait.

Adoption de l'article.

Articles additionnels (p. 2587)

Amendements nos 237 et 238 de M. Hector Viron. - Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Rejet au scrutin public.

Amendement no 239 de M. Hector Viron. - Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Louis Souvet, rapporteur ; le ministre. - Rejet.

Suspension et reprise de la séance (p. 2589)

PRÉSIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY

8. **Décès d'un ancien sénateur** (p. 2589).

9. **Demande d'autorisation d'une mission d'information** (p. 2589).

10. **Rappel au règlement** (p. 2589).

M. Robert Vizet, le président.

11. **Diverses mesures d'ordre social.** - Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 2589).

Article 16 (p. 2589)

MM. Franck Sérusclat, Robert Vizet, Lucien Neuwirth, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; le ministre.

Adoption de l'article.

Article 16 *bis* (p. 2592)

M. Franck Sérusclat.

Amendements nos 10 de la commission et 116 de M. Franck Sérusclat. - M. le président de la commission ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille. - Adoption de l'amendement no 10.

Suppression de l'article.

L'amendement no 116 devient sans objet.

Article 17 (p. 2593)

M. Franck Sérusclat.

Amendement no 117 de M. Franck Sérusclat. - Mme le ministre, M. Franck Sérusclat. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article 18 (p. 2594)

M. Franck Sérusclat, Mme le ministre.

Adoption de l'article.

Article 18 *bis* (p. 2594)

M. Franck Sérusclat.

Amendement no 11 de la commission. - M. le président de la commission, Mme le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 18 *ter*. - Adoption (p. 2595)

Article 19 (p. 2595)

Amendement no 118 de M. Franck Sérusclat. - MM. Franck Sérusclat, le président de la commission, Mme le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 20 (p. 2595)

M. Franck Sérusclat.

Amendement n° 119 rectifié de M. Franck Sérusclat. - MM. Franck Sérusclat, le président de la commission, Mme le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 21. - Adoption (p. 2596)

Article 22 (p. 2596)

M. Franck Sérusclat.

Amendements nos 120, 165 de M. Franck Sérusclat et 184 de M. Paul Souffrin. - MM. Franck Sérusclat, Robert Vizet, le président de la commission, Mme le ministre. - Rejet des amendements nos 120 et 184, identiques, et de l'amendement n° 165.

Adoption de l'article.

Article 23 (p. 2598)

M. Franck Sérusclat.

Article L. 525-1 du code de la santé publique (p. 2598)

Amendements nos 185 de M. Paul Souffrin, 121, 166 rectifié et 167 de M. Franck Sérusclat. - MM. Robert Vizet, Franck Sérusclat, le président de la commission, Mme le ministre. - Rejet de l'amendement n° 185 ; adoption des amendements nos 121, 166 rectifié et 167.

Adoption de l'article du code, modifié.

Article L. 525-2 du code de la santé publique (p. 2599)

Amendement n° 122 rectifié *ter* de M. Franck Sérusclat. - MM. Franck Sérusclat, le président de la commission, Mme le ministre. - Adoption.

Amendements nos 123 et 124 de M. Franck Sérusclat. - MM. Franck Sérusclat, le président de la commission, Mme le ministre. - Rejet de l'amendement n° 123 ; adoption de l'amendement n° 124.

Adoption de l'article du code, modifié.

Article L. 525-3 du code de la santé publique (p. 2601)

Amendements nos 126 et 125 de M. Franck Sérusclat. - MM. Franck Sérusclat, le président de la commission, Mme le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article du code.

Adoption de l'article 23 modifié.

Renvoi de la suite de la discussion.

12. **Dépôt d'une proposition de loi** (p. 2602).

13. **Transmission d'une proposition de loi** (p. 2602).

14. **Dépôt de rapports** (p. 2602).

15. **Ordre du jour** (p. 2603).

COMPTE RENDU INTEGRAL

PRÉSIDENCE DE M. MICHEL DREYFUS-SCHMIDT, vice-président

La séance est ouverte à neuf heures quarante-cinq.

M. le président. La séance est ouverte.

1

PROCÈS-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la précédente séance a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

2

DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL

Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi (n° 271, 1986-1987) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social. [Rapport (n° 273, 1986-1987) et avis (nos 284 et 298, 1986-1987).]

Dans la discussion des articles, le Sénat est parvenu à l'article 11.

Article 11

M. le président. « Art. 11. - I. - L'article 1234-18 du code rural est complété par la phrase suivante :

« Ils sont également tenus de fournir chaque année à l'autorité administrative chargée de veiller au respect de l'obligation d'assurance instituée par l'article 1234-1 la liste des chefs d'exploitation ou d'entreprise ayant satisfait à cette obligation, dans des conditions fixées par décret. »

« II. - Dans l'article 1234-26 du code rural, les mots : "1234-12 et 1234-18" sont remplacés par les mots : "et 1234-12 ainsi que de la première phrase de l'article 1234-18". »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11.

(L'article 11 est adopté.)

Article 12

M. le président. « Art. 12. - Les premier et deuxième alinéas de l'article 1251 du code rural sont ainsi rédigés :

« Le bénéficie des dispositions des articles L. 433-2 et L. 434-2, L. 434-7 à L. 434-10, L. 434-13 à L. 434-16 et L. 452-1 à L. 452-4 du code de la sécurité sociale, 1217 et 1221 du présent code est accordé aux assurés des professions agricoles et forestières visées au livre III (deuxième partie) du code local des assurances sociales en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, conformément à l'article 1226, à condition qu'au moment de l'accident la victime ait eu la qualité de travailleur agricole salarié.

« La liquidation et la charge de l'ensemble des prestations dues aux travailleurs salariés ci-dessus désignés, pour les accidents survenus après la date fixée à l'article 1226, sont assumées par l'organisme d'assurance dont ils relèvent. La cotisation complémentaire qui peut être mise à la charge de l'employeur en cas de majoration de rente en faveur de la victime, conformément aux dispositions des cinquième et sixième alinéas de l'article L.452-2 du code de la sécurité sociale, est recouvrée par ce même organisme d'assurance. »

La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. L'article 12 vise à étendre la possibilité donnée aux chefs d'entreprise de s'assurer contre leurs fautes inexcusables en cas d'accident du travail.

Comme nous l'avions déjà souligné en décembre 1986 lors de la discussion du projet de loi portant D.M.O.S., nous ne pouvons accepter une telle disposition. L'assurance de l'employeur contre sa propre faute inexcusable soulève, en effet, un problème moral.

Monsieur le ministre, pensez-vous qu'il soit logique que l'on puisse s'assurer contre l'utilisation volontaire d'un matériel dangereux parce que défectueux ou contre l'inobservation consciente des règles de sécurité ? De par sa gravité, la faute inexcusable doit être et doit toujours rester l'exception, d'où la nécessité d'éviter de la banaliser.

En décembre dernier, nous avions souligné que l'interdiction faite aux chefs d'entreprise de contracter une assurance pour faute inexcusable les inciterait à être beaucoup plus vigilants, notamment dans le domaine de la prévention. C'est dans cette voie - tout le monde en est d'accord - qu'il faut aujourd'hui s'engager.

Telles sont, très brièvement exposées, les raisons de notre hostilité à cet article.

M. le président. Sur cet article, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

Le premier, n° 51, est présenté par MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Grimaldi, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés.

Le deuxième, n° 179, est présenté par M. Souffrin, Mme Beaudeau, M. Viron, Mme Luc, MM. Renar et Minetti, Mme Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Enfin, le troisième, n° 180, présenté par M. Souffrin, Mme Beaudeau, M. Viron, Mme Luc, MM. Renar et Minetti, Mme Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté, tend à rédiger comme suit cet article :

« Le troisième alinéa de l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale est abrogé. »

La parole est à M. Bœuf, pour défendre l'amendement n° 51.

M. Marc Bœuf. Je pense avoir défendu cet amendement lors de ma prise de parole sur l'article. En matière de dépenses de sécurité sociale, le meilleur moyen est une politique de prévention. Or, les dispositions de cet article n'incitent pas à la prévention. C'est la raison pour laquelle nous en demandons la suppression.

M. le président. La parole est à Mme Fraysse-Cazalis, pour défendre les amendements nos 179 et 180.

Mme Jacqueline Fraysse Cazalis. L'article 12 a pour objet d'étendre aux départements de l'Alsace et à celui de la Moselle les possibilités qui sont ouvertes aux patrons, en vertu d'une loi portant D.M.O.S. du 27 janvier 1987, de s'assurer contre les conséquences de leurs fautes inexcusables en matière d'accidents du travail.

Dès le vote de cette loi, en décembre 1986, le groupe communiste avait manifesté son opposition à la suppression d'une disposition dont le caractère dissuasif représentait « un plus » dans la mise en œuvre des mesures de prévention des accidents du travail.

Vous avez pris prétexte des difficultés dans lesquelles l'application de la législation sur la fraude inexcusable avait mis certaines petites entreprises. Mais, si tel était vraiment votre souci, il ne fallait légiférer que pour celles-ci. Or, ce n'est pas cette voie que vous avez choisie, puisque vous avez légiféré pour toutes les entreprises, quelle que soit leur taille.

L'impossibilité de s'assurer contre les conséquences d'une faute inexcusable, qui est, je le rappelle, une faute d'une exceptionnelle gravité, faisait, en quelque sorte, planer au-dessus du patron peu scrupuleux la menace d'une épée de Damoclès, sous la forme d'une majoration de sa cotisation accidents du travail, majoration-sanction pour lui et majoration-réparation pour la victime de l'accident.

En supprimant cette impossibilité, vous permettez au patron de diluer ses responsabilités de chef d'entreprise, auxquelles vous faites pourtant si souvent référence, en matière de sécurité et vous permettez, en quelque sorte, d'acheter le droit de commettre des fautes inexcusables.

Il y a dans cette affaire deux gagnants, le patron et les compagnies d'assurance et un perdant, le salarié, le travailleur.

Voilà pourquoi nous demandons la suppression de cet article 12 et, par souci de cohérence, le rétablissement de l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale dans sa rédaction d'avant la loi portant D.M.O.S. du 27 janvier 1987.

Monsieur le président, dans la mesure où il s'agit d'une question de principe, nous demandons que le Sénat se prononce par scrutin public sur l'amendement n° 179.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 51, 179 et 180 ?

M. Louis Boyer, *rapporteur de la commission des affaires sociales.* Les amendements nos 51 et 179 ont le même objet, supprimer l'article 12. La commission ayant approuvé cet article, elle donne donc un avis défavorable sur ces deux amendements.

L'amendement n° 180 revient sur une disposition qui avait été acceptée par la commission et adoptée par le Sénat lors de la discussion de la précédente loi portant D.M.O.S. La commission a donc émis un avis défavorable sur ce texte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces trois amendements ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* M. Bœuf et Mme Fraysse-Cazalis ont souhaité rouvrir le débat relatif à la faute inexcusable qui avait déjà eu lieu lors de l'examen du précédent projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Or, l'article 12 n'a qu'un effet d'extension, comme chacun l'a compris. Le Gouvernement ne souhaite pas se dérober et je rappellerai les raisons pour lesquelles il avait accepté l'initiative d'origine parlementaire qui avait conduit à la disposition incriminée.

Sur 700 procédures introduites en 1985 en vue de reconnaître une faute inexcusable, 250 ont été reconnues par les juridictions de sécurité sociale. Or plus de 700 000 accidents du travail sont malheureusement déclarés chaque année. La confrontation de ces chiffres - 250 fautes inexcusables contre 700 000 accidents du travail - permet de prendre la mesure du phénomène. De plus et surtout, avant la loi du 27 janvier 1987, il existait une différence de traitement difficilement admissible entre les entreprises selon leur taille.

Depuis 1976, en effet - ces dispositions n'ont jamais été remises en cause - les grandes entreprises peuvent s'assurer contre la faute inexcusable de leurs préposés. En revanche, les petites entreprises qui, dans la plupart des cas, n'ont pas de préposés, ne le peuvent pas et l'employeur ne pouvant s'assurer contre sa propre faute inexcusable, le chef d'entreprise se trouve donc dans une situation différente selon qu'il a le bonheur d'être à la tête d'une grande ou moyenne entreprise ou à la tête d'une petite entreprise.

Au-delà de ce rappel - mais est-il bien utile de le dire ? - la diminution du nombre des accidents du travail est un objectif du Gouvernement ; elle passe selon lui plus par une politique de prévention que par une politique de sanction. C'est pourquoi, vous vous en souvenez, le Gouvernement avait accepté, lors du débat relatif au dernier D.M.O.S., un amendement tendant à permettre aux entreprises de bénéficier d'avances pour des actions de prévention entrant dans le cadre d'un programme fixé par les partenaires sociaux, en l'espèce la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Le Gouvernement, par son action dans ce domaine, démontre, je crois, sa volonté de lutter contre les accidents du travail. Ainsi rappellerai-je, par exemple, l'autorisation de créer un troisième centre de l'I.N.R.S. - Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles - à Neuves Maisons. Son objectif est encore et toujours de diminuer le nombre d'accidents du travail, notamment le nombre d'accidents graves.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement n'est pas favorable aux amendements nos 51 et 179 tendant à la suppression de cet article et s'oppose de la même manière à l'amendement n° 180.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nos 51 et 179.

M. Claude Huriet. Je demande la parole, contre ces amendements.

M. le président. La parole est à M. Huriet.

M. Claude Huriet, *rapporteur.* Après le rappel que vient de faire M. le ministre, je suis encore plus à l'aise pour intervenir contre ces amendements de suppression.

En effet, s'ils étaient adoptés, ils iraient dans le sens d'une injustice, car l'article vise à étendre le bénéfice de certaines dispositions à des catégories qui sont actuellement exclues de la loi. C'est la raison essentielle pour laquelle je voterai contre ces amendements, afin de ne pas créer, en les approuvant, une situation inéquitable au préjudice des bénéficiaires de l'article 12 dans la nouvelle rédaction qui nous est proposée.

M. Charles Bonifay. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bonifay.

M. Charles Bonifay. Je suivrai en partie la logique de M. Huriet.

Il est vrai que ce texte ne fait qu'étendre des dispositions, mais, puisqu'une brèche a été légèrement entrouverte par M. le ministre au sujet du débat qui a eu lieu au mois de décembre, permettez-moi d'y revenir brièvement.

Il existe, effectivement, une différence de nature entre la petite et la grande entreprise.

Mais il en est une autre qui tient au caractère collectif de la cotisation de la petite entreprise pour des raisons de commodité qui, dans le passé, ont joué au détriment de l'efficacité en matière de prévention de la cotisation individuelle. La grande entreprise a une cotisatiton individualisée, c'est-à-dire qui tient compte de la réalité des risques survenus dans les trois années précédentes, ce qui a été supprimé pour la petite entreprise, voilà fort longtemps, je le reconnais, pour des raisons de commodité.

La cotisation individuelle assurait l'efficacité de la prévention des accidents du travail. Or, on l'a collectivisée, c'est-à-dire qu'elle ne joue plus que pour l'ensemble d'une profession : il existe, en effet, non plus une cotisation pour les risques subis par la petite entreprise, mais une cotisation pour l'ensemble de la profession à laquelle appartient la petite entreprise.

En matière de responsabilité, cette mesure de prévention que constituait autrefois la cotisation individuelle, qui a disparu, établissait une sorte de compensation entre la petite et la grande entreprise.

Avoir fait disparaître totalement cette cotisation, avec les textes votés au mois de décembre, entraîne, contrairement à ce qu'on imagine, non pas un rétablissement d'égalité, mais une inégalité entre ces deux catégories d'entreprises en matière d'accidents du travail.

Telle est la précision que je voulais apporter. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 51 et 179.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 211 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour l'adoption	78
Contre	229

Le Sénat n'a pas adopté.

M. Claude Estier. Il a eu tort !

M. Lucien Neuwirth. Vous faites du mauvais esprit de bon matin, mon cher collègue ! *(Sourires.)*

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 180, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

Article 13

M. le président. « Art. 13. - I. - L'article 1023-1 du code rural devient l'article 1023-2.

« II. - Il est créé dans le code rural un nouvel article 1023-1 ainsi rédigé :

« Art. 1023-1. - En cas de carence du conseil d'administration ou du directeur d'une caisse de mutualité sociale agricole, l'autorité administrative compétente, à l'expiration d'un délai déterminé, peut aux lieu et place du conseil d'administration ou du directeur, ordonner l'exécution d'une dépense ou le recouvrement d'une recette, lorsque la dépense ou la recette a un caractère obligatoire en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ou d'une décision de justice.

« L'agent comptable est tenu, sous sa responsabilité, de procéder à l'exécution de la dépense ou au recouvrement de la recette.

« L'autorité administrative compétente peut, à l'expiration d'un délai déterminé, se substituer au conseil d'administration en cas de désaccord constaté entre le conseil d'administration et un comité de la protection sociale dans chacune des matières énoncées aux troisième et quatrième alinéas de l'article 1012. Dans ce cas, le comité de la protection sociale est consulté. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 181, présenté par M. Souffrin, Mme Beaudeau, M. Viron, Mme Luc, M. Renar, M. Minetti, Mme Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté, tend à supprimer cet article.

Le second, n° 9 rectifié, déposé par M. Louis Boyer, au nom de la commission des affaires sociales, vise à supprimer la dernière phrase du dernier alinéa du texte proposé par le paragraphe II de cet article pour l'article 1023-1 du code rural.

La parole est à Mme Fost, pour défendre l'amendement n° 181.

Mme Paulette Fost. Avec cet amendement, nous proposons de supprimer l'article 13, qui a pour objet d'introduire un nouvel article dans le code rural.

Ce dernier prévoit les dispositions applicables en cas de carence du conseil d'administration ou du directeur d'une caisse de mutualité sociale agricole. Sauf erreur de notre part, il existe déjà, dans le code rural, des dispositions prévoyant un tel cas de figure. Nous ne voyons donc pas l'intérêt d'un tel article.

En revanche, ce qui nous inquiète, c'est le dernier alinéa de cet article, qui permet à l'autorité administrative de se substituer au conseil d'administration non pas en cas de carence, ce qui serait légitime, mais en cas de désaccord entre le conseil d'administration et un comité de protection sociale. Voilà qui nous semble surprenant, en particulier au regard du principe de l'autonomie de gestion des caisses.

En outre, une question vient tout de suite à l'esprit : qui exerce le pouvoir de gestion ? Le conseil d'administration ou ce comité de la protection sociale ? Que les pouvoirs publics prennent des mesures en cas de carence pour qu'une telle situation ne porte pas préjudice aux assurés sociaux, cela peut se concevoir, mais, ici, il s'agit en réalité d'une remise en cause de la souveraineté des conseils d'administration. En effet, un simple désaccord suffirait à les dégager de leurs compétences au profit des pouvoirs publics.

Voilà pourquoi nous demandons la suppression de l'article 13, qui nous semble, dans son dernier alinéa au moins, menacer l'autonomie de gestion des caisses.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 9 rectifié et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 181.

M. Louis Boyer, *rapporteur.* La commission ayant approuvé l'article 13, en le modifiant toutefois par son amendement n° 9 rectifié, elle ne peut qu'être défavorable à l'amendement n° 181.

L'article 13 tend à améliorer le fonctionnement des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale en évitant les risques de blocage qui résultent des attributions importantes des comités de protection sociale dont l'avis conforme est requis en certaines matières. Il est ainsi proposé de donner, en cas de désaccord persistant, un pouvoir de substitution aux représentants de l'Etat.

L'Assemblée nationale a précisé qu'à l'occasion de l'exercice de ce pouvoir de substitution le comité de la protection sociale serait à nouveau consulté. Cet amendement répondait, semble-t-il, au souci de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales d'éviter un nouveau blocage de la décision. La commission estimait, en effet, que la substitution du représentant de l'Etat au conseil d'administration, en cas de désaccord, ne remettait pas en cause la nécessité juridique de requérir l'avis conforme du comité de protection sociale. C'est pourquoi elle a proposé de spécifier que, dans ce cas de figure, l'avis du comité n'est plus que consultatif.

L'amendement adopté par l'Assemblée nationale nous semble doublement inutile.

D'abord, sur un plan juridique, l'article 1012 du code rural stipule très explicitement que l'avis conforme du comité de protection sociale n'est requis que sur les délibérations du conseil d'administration portant sur des matières limitativement énumérées. L'article 13 du projet de loi institue une procédure dérogatoire qui prive le conseil d'administration de son pouvoir de délibération, la décision appartenant au représentant de l'Etat. En l'absence de délibération du conseil d'administration, il n'y a plus lieu de requérir un avis conforme du comité de protection sociale.

Ensuite, sur le fond, le maintien d'un avis consultatif allonge une procédure que l'on souhaite accélérer. Par ailleurs, le désaccord persistant aura permis aux uns et aux autres de faire connaître leurs positions.

Pour ces deux raisons, votre commission vous propose de supprimer la dernière phrase du texte proposé pour l'article 1023-1 du code rural et d'adopter l'article 13 ainsi amendé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Pour les raisons qui ont été évoquées par M. le rapporteur, le Gouvernement n'est pas favorable à l'amendement de suppression n° 181.

En revanche, il fait droit aux observations qui ont été formulées par la commission des affaires sociales. Cette dernière a déposé, comme l'a indiqué M. le sénateur Boyer, un amendement n° 9 rectifié, qui a pour objet de simplifier la procédure d'exercice du pouvoir de substitution.

Le texte proposé pour l'article 1023-1 du code rural a pour objet de mettre fin au désaccord durable constaté entre le conseil d'administration d'une caisse de mutualité sociale agricole et l'un des deux comités de la protection sociale, l'avis conforme requis à l'article 1012 du code rural ne pouvant être obtenu. La consultation du comité de la protection sociale paraît superflue à ce stade de la procédure, l'autorité administrative ayant déjà connaissance des positions divergentes adoptées par chacune des deux instances.

Le Gouvernement émet donc un avis favorable sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 181, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 9 rectifié.

Mme Paulette Fost. Je demande la parole, contre l'amendement.

M. le président. La parole est à Mme Fost.

Mme Paulette Fost. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, l'article 13 donne le pouvoir au comité de la protection sociale de contester les décisions du conseil d'administration, ce qui a pour résultat de dessaisir ce dernier de ses prérogatives au profit de l'autorité administrative. Il faudrait, au moins, ne pas supprimer l'obligation de consulter ce comité, pour connaître la cause du désaccord.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 9 rectifié. En effet, le texte adopté par l'Assemblée nationale, mentionnant le comité de la protection sociale, nous paraissait beaucoup plus judicieux.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9 rectifié, accepté par le Gouvernement.

Mme Paulette Fost. Le groupe communiste vote contre.

M. Marc Bœuf. Le groupe socialiste également.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13, ainsi modifié.

(L'article 13 est adopté.)

Article 14

M. le président. « Art. 14. - Le 5° de l'article L. 615-1 et l'article L. 622-9 du code de la sécurité sociale sont complétés par les mots : "sauf si l'activité qu'il exerce est de nature agricole au sens de l'article 1144 du code rural". » - *(Adopté.)*

Article 15

M. le président. « Art. 15. - I. - L'article 1031 du code rural est complété par les dispositions suivantes :

« La rémunération des personnes mentionnées au 1 de l'article L. 128 du code du travail dont l'activité n'excède pas la durée fixée par le décret prévu à l'article L. 241-11 du code de la sécurité sociale ne donne pas lieu à cotisations d'assurances sociales agricoles. »

« II. - L'article 1073 du code rural est complété par les dispositions suivantes :

« *h)* les associations intermédiaires prévues à l'article L. 128 du code du travail ».

« III. - L'article 1157 du code rural est complété par la phrase suivante : "La rémunération des personnes mentionnées au 1 de l'article L. 128 du code du travail dont l'activité n'excède pas la durée fixée par le décret prévu à l'article L. 241-11 du code de la sécurité sociale donne également lieu à versement d'une cotisation forfaitaire d'accidents du travail". »

La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. L'article 15 prévoit, par analogie avec le code de la sécurité sociale, d'introduire dans le code rural des dispositions permettant d'exonérer les personnes exerçant des activités salariales dans le cadre des associations intermédiaires. Il vise donc à étendre les exonérations des charges sociales, y compris salariales, aux associations intermédiaires pour des opérations de défrichement et, d'une manière plus générale, pour les travaux agricoles.

Si cette disposition peut permettre à des gens de mieux s'insérer dans les circuits du travail, de trouver une activité et un revenu, nous ne pouvons qu'y être favorables. Néanmoins, il ne faudrait pas trop déplacer le problème : veillons, à cet égard, à ne pas créer une concurrence à laquelle les entreprises de droit privé ne pourraient évidemment pas faire face, surtout dans le domaine qui nous concerne.

En effet, les opérations de défrichement et de travaux forestiers nécessitent de nombreux salariés. Connaissant très bien la région de la Haute-Lande, je peux vous affirmer que le seul travail des habitants de ces zones complètement dépeuplées est constitué par des opérations de défrichement et de travaux forestiers.

Aussi avons-nous peur que cette mesure, généreuse au départ, n'ait des effets pervers qui pourraient remettre en cause l'existence même des petites entreprises. Nous ne mesurons pas, en effet, les conséquences exactes qui pourraient résulter de l'extension trop rapide des exonérations de charges sociales dont profitent les associations intermédiaires dans ce milieu forestier et agricole.

Telle est la raison pour laquelle nous exprimons quelques inquiétudes quant à l'article 15.

M. le président. Par amendement n° 182, M. Souffrin, Mme Beaudeau, M. Viron, Mme Luc, M. Renar, M. Minetti, Mme Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer l'article 15.

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. L'article 15 nous inspire également quelques inquiétudes. L'amendement n° 182, qui a pour objet de le supprimer, est un texte de cohérence avec notre opposition de principe au système des associations intermédiaires, contre la création desquelles nous avons été les seuls à voter, en décembre dernier. Ces associations sont, en réalité, de véritables agences de placement pour « petits boulots ». Elles constituent le complément indissociable de la déstructuration du service public de l'emploi, réalisée par une ordonnance sur l'A.N.P.E. intervenue au cours de l'été 1986.

Ici, nous sommes confrontés, sur un point particulier, à la mise en œuvre concrète des recommandations du rapport Dalle ; selon ce dernier, l'emploi stable appartient au passé ; il suggère donc le développement d'un nouveau salariat - entendez « emplois précaires » - affecté d'un système de protection sociale *bis*. Etant fondamentalement opposés au travail précaire, nous souhaitons donc supprimer l'article 15.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* La commission a approuvé l'article 15, qui étend au régime agricole les exonérations en vigueur dans le régime général. Elle émet donc un avis défavorable sur l'amendement n° 182, qui vise à sa suppression.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, s'agissant de ce que Mme Fraysse-Cazalis appelle le travail précaire, je la renverrai à nouveau au très beau texte prononcé ici même par M. Jack Ralite... *(Protestations sur les travées communistes.)*

Si vous trouvez que M. Ralite a dit des inepties, il faut l'indiquer !

Mme Paulette Fost. Retirer un texte de son contexte n'est pas très honnête intellectuellement !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je vous laisse la responsabilité de la façon dont vous vous exprimez. En tout cas, pour ce qui me concerne, je continue à croire que, dans une situation économique donnée, la proposition d'une alternative positive au chômage, même si ce n'est pas un emploi classique, est préférable au maintien au chômage.

M. Lucien Neuwirth. Bien sûr !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Vous raisonnez autrement. Je respecte tout à fait votre façon de penser ; j'observe néanmoins qu'elle a pour effet de laisser en situation de chômage des gens qui souhaitent en sortir.

M. Lucien Neuwirth. Tout à fait !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Il faut créer des emplois ; c'est cela la solution !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* S'il était si facile de créer des emplois, puis-je vous rappeler que M. Ralite, ministre communiste de l'emploi, qui a occupé ses fonctions de mars 1983 à juillet 1984, n'aurait pas laissé augmenter le nombre des demandeurs d'emploi de plus de 300 000, lorsqu'il était à la tête de ce ministère ? Ce n'est donc pas si facile ! Comme il le disait si bien, à défaut de pouvoir créer des emplois, compte tenu des problèmes de croissance et d'environnement international, du moins faut-il tenter de proposer des alternatives positives au chômage. Il l'avait compris !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. C'est l'échec de cette politique-là qui nous a fait quitter le Gouvernement ; vous le savez très bien !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Avec quelque retard ! J'observe que vous avez mis près de trois ans pour vous rendre compte du caractère erroné de cette politique.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. C'est trop facile !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Pour notre part, nous sommes là depuis à peine plus d'un an. Alors, laissez-nous le temps de faire nos preuves !

M. René Régnault. Vous avez fait beaucoup de promesses !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Vous envisagez sans doute de quitter le Gouvernement ?

M. le président. Mes chers collègues, vous pourrez vous exprimer au moment des explications de vote. Pour l'instant, seul M. le ministre a la parole.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* En revanche, les objections qui ont été formulées par M. Bœuf méritent intérêt. Je tiens à le rassurer en lui rappelant que la procédure d'agrément préalable instaurée par le texte prévoit expressément que l'autorisation de fonctionnement et d'habilitation n'est délivrée à une association intermédiaire que dans la mesure où les activités qu'elle propose à des demandeurs d'emploi ne sont pas exercées, à un titre ou à un autre, par le secteur privé.

S'agissant du cas des départements auxquels M. Bœuf a fait allusion, je ne doute pas que les préfets – au besoin, je le leur rappellerai – seront extrêmement attentifs à éviter tous les risques de concurrence que l'honorable parlementaire pouvait craindre. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R.)*

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 182, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15.

(L'article 15 est adopté.)

Article additionnel

M. le président. Par amendement n° 32 rectifié *bis,* M. Bouvier propose d'insérer, après l'article 15, un article additionnel ainsi rédigé :

« Avant le dernier alinéa de l'article 1003-7-1 du code rural, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les personnes qui exercent des professions connexes à l'agriculture en double activité ou non dans les communes situées en zone de montagne, sont automatiquement affiliées à la caisse de mutualité sociale agricole, sous réserve d'une durée d'activité minimale de 1 200 heures sur une période d'une année. »

La parole est à M. Bouvier.

M. Raymond Bouvier. Cet amendement vise à permettre à certaines professions connexes à l'agriculture, notamment aux bûcherons, d'obtenir plus facilement leur affiliation à la caisse de mutualité sociale agricole.

En effet, en zone de montagne, la forêt est inaccessible aux bûcherons pendant une période de l'année. Ils atteignent donc très difficilement le seuil fatidique des 2 080 heures exigées actuellement. L'amendement n° 32 rectifié *bis* permettrait donc une affiliation automatique – en effet, c'est bien, à mon avis, de ce régime qu'ils doivent relever – sous réserve toutefois « d'une durée d'activité minimale de 1 200 heures sur une période d'une année », de façon à éviter les affiliations fantaisistes, si elles devaient se produire.

Sur ce point, j'ai reçu deux correspondances très précises : la première émane de la sous-direction de la protection sociale du ministère de l'agriculture, qui nous encourage vivement à une telle mesure ; la seconde provient de M. le président des caisses centrales de mutualité sociale agricole, qui souhaiterait, lui aussi, que nous réglions une fois pour toutes ce problème par voie législative.

Telle est la raison pour laquelle je serai reconnaissant, d'une part, à la commission et à M. le ministre de donner un avis favorable sur cet amendement et, d'autre part, au Sénat de bien vouloir l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* L'amendement n° 32 rectifié *bis* concerne principalement les bûcherons, qui, en zone de montagne, effectuent une activité inférieure au seuil minimal d'affiliation et ne sont donc pas couverts par la mutualité sociale agricole.

La commission, sans méconnaître la réalité de ce problème en zone de montagne, où les conditions climatiques empêchent l'exercice d'une activité continue en forêt, avait toutefois émis un avis défavorable sur l'amendement n° 32, qui ne prévoyait aucune condition de durée d'activité minimale. L'affiliation à la mutualité sociale agricole devenait ainsi automatique, même dans le cas d'une activité marginale.

L'auteur de l'amendement, en rectifiant son texte, a prévu une durée d'activité minimale de 1 200 heures par an pour les personnes exerçant en zone de montagne. La commission ne s'est pas prononcée sur l'amendement ainsi rectifié, mais la précision apportée répond aux craintes qu'elle avait exprimées. Dès lors, si elle avait eu connaissance de l'amendement sous cette forme, elle aurait sans doute émis un avis favorable. C'est celui que je formule.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale.* L'amendement n° 32 rectifié *bis,* présenté par M. Bouvier, tend à assujettir au régime de protection sociale des non-salariés agricoles les personnes exerçant une activité connexe à l'agriculture, en particulier les bûcherons indépendants, sous réserve que les intéressés exercent leur activité pendant une durée minimale de 1 200 heures par an.

Le temps de travail actuellement nécessaire a été fixé par le décret n° 927 du 24 novembre 1980 à 2 080 heures par an. Ainsi que vous le soulignez, monsieur le sénateur, ce seuil d'assujettissement est sans doute trop élevé lorsqu'il s'agit d'activités à caractère saisonnier ou soumises à des aléas climatiques comme c'est le cas pour certains bûcherons travaillant en zone de montagne. Votre préoccupation rejoint tout à fait celle de M. le ministre de l'agriculture qui fait étudier par ses services une révision, dans le sens que vous souhaitez, du décret du 24 novembre 1980.

Sous le bénéfice de ces explications, je vous demanderai, monsieur Bouvier, de bien vouloir retirer l'amendement n° 32 rectifié *bis,* puisque la fixation de la durée minimale d'activité requise pour les personnes exerçant une activité connexe à l'agriculture relève non pas de la loi, mais du règlement.

Je puis, d'ores et déjà, vous indiquer que le projet de décret auquel travaillent les services du ministère de l'agriculture propose de fixer la durée minimale d'activité pour les personnes concernées à 1 200 heures, c'est-à-dire au chiffre que vous proposez vous-même. C'est la raison pour laquelle je pense que vous pourriez répondre à notre appel, étant entendu que votre demande sera prochainement prise en compte.

M. le président. Monsieur Bouvier, l'amendement n° 32 rectifié *bis* est-il maintenu ?

M. Raymond Bouvier. Je suis tout disposé à retirer mon amendement, monsieur le secrétaire d'Etat, après les explications que vous venez de me donner, mais je souhaiterais que vous me précisiez les modalités de protection des personnes concernées. En effet, un vide existe en la matière. J'aimerais savoir comment, entre-temps, nous allons les orienter, car des problèmes graves se posent.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 32 rectifié *bis.*

M. Lucien Neuwirth. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. La question posée par M. Bouvier est importante. Elle mérite une réponse, car il faut effectivement régler les problèmes que connaissent les travailleurs de la forêt dont la situation n'est plus possible. En effet, aucune définition légale n'est donnée du métier de forestier. Or, il convient de rappeler l'importance de la forêt dans les massifs de montagne ; c'est ainsi, par exemple, que mon département compte 120 000 hectares de forêt, ce qui est considérable eu égard à sa taille.

Il est vrai que dans les zones de montagne, en particulier pendant les mois d'hiver, des problèmes se posent ; en outre - je le répète - la fonction même de travailleur forestier n'est pas parfaitement cernée par les textes en vigueur. Il serait donc souhaitable que l'étude que notre groupe avait demandée au ministre de l'agriculture fût accélérée et que, cette affaire durant déjà depuis très longtemps, la protection sociale de ces personnes puisse être effective dès maintenant.

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* J'indique à MM. Neuwirth et Bouvier que déjà, à l'heure actuelle, des assouplissements sont apportés au principe du seuil de 2 080 heures. Je rappelle également que, sur la base des concertations interministérielles qui sont en cours, interviendra très rapidement une nouvelle définition du seuil à 1 200 heures, ce qui devrait vous donner entière satisfaction.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32 rectifié *bis*, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 15.

Article 15 *bis*

M. le président. « Art. 15 *bis*. - I. - La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 131-2 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigée : « Les taux qui leur sont applicables sont fixés par décret. »

« II. - Les taux qui seront déterminés par décret sont applicables aux avantages servis à compter du 1er juillet 1987. »

Par amendement n° 52, MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Si vous le permettez, monsieur le président, avant de présenter cet amendement, j'attirerai l'attention de M. le ministre sur le problème que posent les unions départementales d'associations et de services de soins à domicile. En effet, la mise en place d'associations intermédiaires exonérées des charges patronales et salariales leur fait craindre une certaine concurrence. Je me fais l'écho, aujourd'hui, de leurs craintes.

J'en viens à l'amendement n° 52, par lequel nous demandons la suppression de l'article 15 *bis*. En effet, il nous semble que cet article, qui paraît bénin sur le plan technique, peut receler une perversion importante. Je rappelle qu'il tend à remplacer la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 131-2 du code de la sécurité sociale, qui est ainsi rédigée : « Le taux qui est applicable aux préretraités est celui des cotisations à la charge des salariés dans le régime d'assurance maladie dont ils relèvent ou relevaient du fait de l'activité au titre de laquelle ces avantages leur sont attribués. », par la phrase suivante : « Les taux qui leur sont applicables sont fixés par décret. »

Techniquement, cela peut s'expliquer. Je crains, cependant, que nous ne rompions le lien qui existait entre le taux de cotisation et le salaire. Une telle disposition risquerait d'avoir des conséquences perverses, car elle créerait un précédent qui pourrait se révéler préjudiciable. A cet égard, j'ai été quelque peu étonné en constatant que la commission d'évaluation et de sauvegarde de l'assurance vieillesse recommande, entre autres, que la revalorisation des pensions ne suive pas toujours l'augmentation des salaires.

Pour la première fois, apparaît donc dans un texte la rupture entre la notion de cotisation et celle de salaire. Une telle disposition - je le répète - pourrait créer un précédent et servir de référence ensuite pour arrêter d'autres mesures qui reprendraient les conclusions de la commission d'évaluation et de sauvegarde de l'assurance vieillesse, que nous condamnons évidemment. C'est la raison pour laquelle nous proposons cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* La commission a approuvé l'article 15 *bis*, car il est favorable aux préretraités. Elle donne donc un avis défavorable sur l'amendement n° 52.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* Le Gouvernement est, lui aussi, défavorable à cet amendement. Je voudrais simplement indiquer au Sénat que, s'il devait suivre M. Bœuf, les préretraités subiraient au 1er juillet prochain une majoration de 0,4 point de leur cotisation d'assurance maladie. Je ne suis pas sûr que ce soit l'effet que recherche M. Bœuf !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 52, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15 *bis*.

(L'article 15 bis *est adopté.)*

Article 15 *ter*

M. le président. « Art. 15 *ter*. - I. - Le premier alinéa de l'article L. 245-2 du code de la sécurité sociale est complété par les mots : « à l'exclusion des dépenses de personnel de toute nature engagées, directement ou indirectement, pour le fonctionnement des réseaux de visiteurs médicaux ».

« II. - Cette mesure entrera en vigueur pour la détermination de la contribution due le 1er décembre 1988. »

Je suis saisi de deux amendements identiques.

Le premier, n° 53, est présenté par MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés.

Le second, n° 183, est déposé par M. Souffrin, Mme Beaudeau, M. Viron, Mme Luc, M. Renar, M. Minetti, Mme Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté.

Tous deux ont pour objet de supprimer cet article.

La parole est à M. Bœuf, pour défendre l'amendement n° 53.

M. Marc Bœuf. A l'heure où le débat devrait s'instaurer pour plus de solidarité nationale, l'extension des solidarités devrait être présente dans toutes les dispositions relatives à la sécurité sociale. Tel est, d'ailleurs, l'objectif que vous recherchez avec l'organisation des état généraux. Mais, au fil de la discussion des articles, nous mesurons les incohérences préjudiciables à l'effort de rigueur qui est, en effet, nécessaire pour que la solidarité nationale s'exerce dans de bonnes conditions.

Nous sommes favorables à une réforme de la profession de visiteur médical. Toutefois, nous ne pouvons pas, une fois de plus, accepter d'être privés de ressources.

Avec cet article 15 *ter*, c'est un nouveau cadeau qui est fait à une profession. En effet, pourquoi seraient exclues des charges des laboratoires pharmaceutiques les dépenses de personnels de toute nature engagées pour le fonctionnement des réseaux de visiteurs médicaux ? C'est une prime à la publicité que vous donnez !

Je comprends fort bien que nos laboratoires doivent être compétitifs. Toutefois, consacrent-ils suffisamment de temps et d'argent à la recherche ? Malheureusement, nous savons que, sur ce point, les laboratoires français sont loin derrière les laboratoires américains ou allemands.

En outre, si une semblable disposition était adoptée, ne créerait-elle pas un précédent ? Pourquoi, demain, telle ou telle profession ne ferait-elle pas pression auprès du Gouver-

nement pour que, dans un futur D.M.O.S., telle ou telle taxe ne soit plus perçue ou ne le soit que partiellement pour telle ou telle raison que l'on essaiera de justifier par une exigence, tout à fait normale, de compétitivité en matière commerciale ?

Par ailleurs, des mesures de cet ordre ont-elles quelques effets ? Non ! Nous nous apercevons, en effet que, depuis le mois de mars 1986, tous les cadeaux que vous avez pu faire à des entreprises ont très peu, voire rien rapporté. Nous vous demandons donc de vous arrêter là et nous proposons au Sénat de supprimer cet article.

M. le président. La parole est à M. Renar, pour défendre l'amendement n° 183.

M. Ivan Renar. Cet article 15 *ter*, dont nous demandons également la suppression, tend à modifier l'assiette de la taxe sur la prospection et la publicité pour les produits pharmaceutiques, évidemment dans un sens favorable aux industries pharmaceutiques, puisqu'il s'agit d'en exclure les dépenses de personnel.

Nous y sommes opposés pour deux raisons. D'abord, parce qu'il s'agira encore d'une réduction des ressources de la caisse d'assurance maladie. Ensuite, parce que l'on ne nous fera pas croire que l'industrie pharmaceutique française supporte des charges telles qu'il soit nécessaire de les réduire. On nous dit - je cite le rapport - que « l'industrie pharmaceutique française serait pénalisée par rapport à ses concurrents », affirmation dont nous attendons la démonstration. Quoi qu'il en soit, il faut constater que c'est toujours pour tirer le droit social vers le bas qu'on invoque la situation dans les autres pays.

Ce point particulier confirme une certitude que nous avons, pour notre part, toujours eue : l'espace social se réalisera non pas dans un sens favorable aux travailleurs, en l'occurence, ici, aux assurés sociaux, mais sur la base du plus petit dénominateur commun, c'est-à-dire par un nivellement par le bas.

Nous trouvons pour le moins choquant que la contribution des industries pharmaceutiques à l'équilibre du financement de la sécurité sociale soit réduite, alors que celles-ci doivent tant, dans notre pays, au régime de sécurité sociale tel qu'il est et qu'elles profitent déjà largement de la recherche publique.

Au moment où les travailleurs sont appelés à contribuer toujours plus pour être toujours moins couverts, cette exonération au profit des entreprises qui bénéficient le plus de la sécurité sociale est tout simplement inacceptable.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous demandons, par scrutin public, l'adoption de notre amendement de suppression de l'article 15 *ter*. *(Applaudissements sur les travées communistes.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* La commission, ayant approuvé l'article 15 *ter*, ne peut que donner un avis défavorable sur ces deux amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* Le Gouvernement est, bien entendu, défavorable à l'adoption de ces deux amendements.

Je voudrais donner trois arguments.

Premièrement, cette taxe sur la publicité pharmaceutique estunique en Europe. Cela doit faire réfléchir.

Deuxièmement, je confirme que le prix des produits pharmaceutiques en France est parmi les moins élevés d'Europe.

Troisièmement, les prix des médicaments sont fixés par arrêté interministériel : la hausse de ces prix a été de 2 p. 100 sur deux ans et demi. Peut-on réellement parler de cadeaux ?

M. Ivan Renar. Quand on connaît le prix des cachets d'aspirine ! On pourrait les distribuer gratuitement !

M. le président. Je vais mettre aux voix ces deux amendements identiques.

M. Claude Huriet. Je demande la parole, contre les amendements.

M. le président. La parole est à M. Huriet.

M. Claude Huriet. J'interviens contre ces amendements pour deux raisons.

Tout d'abord, en cas d'adoption, ces amendements iraient à l'encontre de la recherche soutenue, à laquelle nous devrions tous nous associer, de tout ce qui peut contribuer au développement de l'emploi.

En effet, l'assiette dont il est question concerne les dépenses de personnel engagées ; si les amendements proposés par nos collègues socialistes et communistes étaient adoptés, l'industrie pharmaceutique chercherait à réduire davantage encore les personnels qui ont pour mission de faire fonctionner les réseaux de visiteurs médicaux. Cela irait donc à l'encontre de l'un des buts auxquels nos collègues se disent attachés.

Ensuite, la défense de l'industrie pharmaceutique n'est pas une cause vaine. Les propos de M. le secrétaire d'Etat confirment - hélas ! - l'évolution à laquelle nous avons assisté au cours des dernières années, évolution qui s'est traduite non seulement par des pertes de marché pour l'industrie pharmaceutique française, mais également par une réduction notable des moyens qu'elle doit normalement consacrer à la recherche. Les médicaments innovants et les nouvelles molécules ont tendance à se faire plus rares dans l'industrie pharmaceutique française ; cela s'explique non par une baisse de la qualité de nos chercheurs, mais par une réduction des moyens que l'industrie pharmaceutique est susceptible de consacrer à ses programmes.

M. Jean Chérioux. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux. Je suis quelque peu attristé par la position prise par notre opposition dans cette assemblée au sujet de cet article 15 *ter*. On dirait, en effet, qu'on s'acharne sur l'industrie pharmaceutique comme si ce devait être une catastrophe qu'elle dégage, par malheur, des profits.

Or, ces profits, à quoi servent-ils ? Essentiellement à l'autofinancement, et, comme l'a très bien dit notre collègue M. Huriet, sans autofinancement, pas de recherche, sans recherche, pas de nouvelles molécules ni de nouveaux médicaments.

Je constate que la gauche ne souhaite qu'une chose, que notre industrie pharmaceutique périclite et que, finalement, nous soyons, dans ce domaine, obligés d'acheter des licences aux industries pharmaceutiques étrangères, qui, elles, ne sont pas soumises au même carcan que l'industrie pharmaceutique française.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Nous avons voulu insister sur l'incohérence des mesures qui nous sont proposées.

Le Gouvernement prône un effort de solidarité et va nous demander, dans quelques heures, de voter une loi prévoyant un plan de financement de la sécurité sociale. Et, dans le même temps, nous assistons, depuis plusieurs jours, à la mise en place d'exonérations de cotisations, à des baisses de taxes dont le produit pourrait servir au financement de la sécurité sociale. Nous ne comprenons pas. Ou nous voulons, tous ensemble, redresser la sécurité sociale et faire un effort de solidarité nationale, ou nous allons, une fois de plus, faire payer la sécurité sociale aux moins favorisés et faire des cadeaux à certains favorisés.

M. Auguste Chupin. C'est faux !

M. Ivan Renar. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Renar.

M. Ivan Renar. Je suis attristé par les propos de notre collègue M. Chérioux concernant l'industrie pharmaceutique. *(Sourires sur les travées communistes.)*

Je suis étonné d'apprendre qu'elle serait en difficulté.

M. Louis Boyer, *rapporteur.* Et pourtant !

M. Ivan Renar. Chacun le sait, les industries pharmaceutiques sont parmi les plus prospères de notre pays et réalisent les profits les plus élevés. En revanche, elles ne consacrent presque rien à tout ce qui touche à la recherche scientifique, laquelle est assurée, en fait, par le service public et bénéficie

directement auxdites entreprises. Je pourrais citer des exemples de pôles du médicament dans certaines grandes villes universitaires de France.

C'est, une fois de plus, aux mêmes que l'on demande de faire des efforts !

Je pense que notre amendement est conforme à la raison ; il va dans un sens favorable à l'industrie pharmaceutique et non pas dans le sens de son déclin.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 53 et 183.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 212 :

Nombre des votants	309
Nombre des suffrages exprimés	309
Majorité absolue des suffrages exprimés	155
Pour l'adoption	78
Contre	231

Le Sénat n'a pas adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15 *ter*.

(L'article 15 ter *est adopté.)*

Article 15 *quater*

M. le président. « Art. 15 *quater*. - L'article L. 322-5 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Des conventions conclues entre les organismes d'assurance maladie et les entreprises de taxi peuvent déterminer les conditions dans lesquelles l'assuré peut être dispensé de l'avance des frais compte tenu des circonstances locales particulières. Ces conventions n'entrent en vigueur qu'après homologation par le représentant de l'Etat dans le département. » - *(Adopté.)*

Article 15 *quinquies*

M. le président. « Art. 15 *quinquies*. - Dans les 1°, 2° et 3° de l'article unique de la loi n° 62-897 du 4 août 1962 relative aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire, après les mots : « "sous la responsabilité de l'autorité militaire" sont insérés les mots : "ou de sociétés agréées par elle". »

Par amendement n° 808, le Gouvernement propose d'ajouter *in fine* au texte de cet article un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispostions prennent effet à compter de la date de promulgation de la présente loi. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* La portée de cet amendement est très modeste. Il vise simplement à préciser la date d'entrée en vigueur de la couverture sociale des jeunes gens accomplissant leur préparation militaire sous la responsabilité de sociétés agréées par l'autorité militaire, disposition qui a été votée à l'Assemblée nationale.

Cet amendement ne devrait pas poser de problème.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* La commission ne s'est pas prononcée sur cet amendement. Celui-ci précise utilement l'article 15 *quinquies* du projet de loi et, à titre personnel, j'y donne un avis favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 808.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15 *quinquies*, ainsi complété.

(L'article 15 quinquies *est adopté.)*

Article 15 *sexies*

M. le président. « Art. 15 *sexies*. - Dans le deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 13 de la loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence, après les mots : "auquel il est affilié" ; sont insérés les mots : "ou ayant obtenu la liquidation à son profit d'une pension d'invalidité attribuée par le régime d'assurance invalidité-décès des professions artisanales ou des professions industrielles et commerciales". »

Par amendement n° 809, le Gouvernement propose de rédiger comme suit cet article :

« I. Le quatrième alinéa de l'article 3-1 du décret n° 53-260 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et artisanal est ainsi rédigé :

« Le preneur ayant demandé à bénéficier de ses droits à la retraite du régime social auquel il est affilié, ou ayant été admis au bénéfice d'une pension d'invalidité attribuée dans le cadre de ce régime social, a la faculté de donner congé dans les formes et délai de l'article 5. »

« II. Dans l'article 34-3-1 du décret du 30 septembre 1953 précité, après les mots : "auquel il est affilié", sont insérés les mots : "ou ayant été admis au bénéfice d'une pension d'invalidité attribuée par le régime d'assurance invalidité-décès des professions artisanales ou des professions industrielles et commerciales". »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* L'Assemblée nationale a adopté un amendement qui étend aux titulaires d'une pension d'invalidité attribuée par le régime d'assurance invalidité-décès des professions artisanales ou des professions industrielles et commerciales les conditions de cession de bail actuellement en vigueur pour les commerçants et les artisans qui prennent leur retraite.

Cette mesure concerne exclusivement les relations entre un locataire ou un commerçant et un propriétaire au moment de la cessation du bail définie par les décrets de 1953.

Elle répond à une demande des organisations professionnelles. C'est pourquoi le Gouvernement a accepté cet amendement.

Toutefois, il vous est proposé de modifier la rédaction de l'article 15 *sexies*, car il est apparu que, pour des raisons de clarté juridique, il convenait de modifier non seulement l'article 13 de la loi du 30 décembre 1985, mais encore l'article 14 de ladite loi.

L'expression « admis au bénéfice » remplace la formule de l'amendement adopté par l'Assemblée nationale « ayant obtenu la liquidation à son profit ».

La nouvelle rédaction présente une garantie suffisante puisqu'elle fait expressément référence à la décision de la commission médicale d'accorder au demandeur une pension d'invalidité.

Tel est donc l'objet de l'article 15 *sexies* amendé par le Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* Cet amendement n'a pas été examiné par la commission, mais il semble apporter une rédaction plus précise de l'article 15 *sexies*.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 809.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'article 15 *sexies* est donc ainsi rédigé.

Article 15 *septies*

M. le président. « Art. 15 *septies*. - I. - Dans le paragraphe I de l'article 1618 *octies* du code général des impôts, les taux de 2,03 p. 100 et 1,82 p. 100 sont respectivement remplacés par les taux de 1,83 p. 100 et 1,64 p. 100.

« II. - Dans l'article 1618 *nonies* du même code, le taux de 1,83 p. 100 est remplacé par le taux de 1,65 p. 100.

« III. - Ces taux s'appliquent à compter de la campagne 1987-1988. »

La parole est à M. Guy Robert.

M. Guy Robert. Monsieur le président, monsieur le ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, par cet article 15 *septies*, il est demandé à la Haute Assemblée de diminuer le taux des taxes parafiscales alimentant le B.A.P.S.A. d'environ 10 p. 100.

Monsieur le ministre, me tournant vers vous, je souhaiterais avoir quelques explications. Je pense que vous voulez vous rapprocher du système communautaire. Néanmoins, permettez-moi d'exprimer certaines craintes. Si ces taxes parafiscales qui ont été inscrites au B.A.P.S.A. et votées dans la loi de finances pour 1987 sont applicables au premier juillet prochain, le B.A.P.S.A. subira une perte de recettes. Il faudra donc des recettes compensatoires, qui seront sans doute des cotisations directes versées par les exploitants agricoles, en référence au revenu cadastral.

Cela vous paraît peut-être sans importance ; néanmoins, si cet amendement est voté, nous aggraverons la différence de charges entre les animaliers et les céréaliers, parce que les animaliers également céréaliers consommateurs de leurs céréales bénéficient de restitutions. Donc la restitution sera moindre, et la charge générale des cotisations directes sera augmentée.

Compte tenu des difficultés spécifiques à l'élevage, il n'est pas sage d'aggraver les charges des animaliers par rapport à celles des autres productions.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 54, présenté par MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés, tend à supprimer l'article 15 *septies*.

Le second, n° 30, déposé par M. Sordel et les membres du groupe de l'U.R.E.I., a pour objet de rédiger comme suit l'article 15 *septies* :

« I. - Les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas du I de l'article 1618 *octies* du code général des impôts sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les montants de cette taxe s'établissent comme suit en francs par tonne :

« - pour le blé tendre : 23,25 F ;
« - pour le blé dur : 38,85 F ;
« - pour l'orge : 22,10 F ;
« - pour le seigle : 23,25 F ;
« - pour le maïs : 20,85 F ;
« - pour l'avoine : 25,55 F ;
« - pour le sorgho : 22,10 F ;
« - pour le triticale : 23,25 F. »

« II. - Le deuxième alinéa de l'article 1618 *nonies* du code général des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le montant de cette taxe est fixé 49,25 F par tonne de colza et de navette, et à 59,10 F par tonne de tournesol. »

« III. - Ces montants s'appliquent à compter de la campagne 1987-1988. »

La parole est à M. Bœuf, pour défendre l'amendement n° 54.

M. Marc Bœuf. Nous demandons la suppression de l'article 15 *septies*. Ce nouvel article, qui a été introduit dans ce projet de loi par le biais d'un amendement à l'Assemblée nationale, pose pour nous un problème complexe.

Nous pensons qu'il est tout à fait souhaitable de réformer l'assiette des cotisations sociales agricoles, mais qu'il n'est pas possible d'entreprendre de manière partielle et improvisée une telle réforme.

Quelles que soient les intentions affichées, cette réforme sera, une fois de plus, un transfert de charges entre, d'une part, certains agriculteurs et, d'autre part, l'ensemble des agriculteurs.

Permettez-moi, monsieur le secrétaire d'Etat, de vous poser quelques questions. Tout d'abord, le texte que nous votons sera-t-il appliqué en 1987 ? Si oui, vous remettez en cause des dispositions de la loi de finances de 1987, notamment celles du B.A.P.S.A. Comment comptez-vous alors combler le déficit de 1987 ? Pour 1988, si l'article 15 *septies* est adopté, comment comblez-vous le déficit ?

En commission, un chiffre a été avancé. Faudra-t-il envisager une augmentation de la cotisation du B.A.P.S.A. ? Si oui, de quel montant sera-t-elle ? Commencera-t-elle en 1987 ou en 1988 ? Je crains que ce ne soit en fait l'Etat qui soit obligé d'intervenir et que nous n'ayons très rapidement à revoir le financement du B.A.P.S.A.

M. le président. La parole est à M. Sordel, pour défendre l'amendement n° 30.

M. Michel Sordel. Comme les intervenants précédents viennent de le rappeler, l'article 15 *septies*, qui concerne les taxes prélevées sur les céréales au profit du B.A.P.S.A., prévoit que ces taxes sont proportionnelles au prix d'intervention fixé à Bruxelles.

Or, actuellement, nous ne connaissons pas le prix d'intervention de la prochaine campagne puisque les ministres n'ont pas encore pu se mettre d'accord.

Par ailleurs, à la conférence annuelle agricole, qui a eu lieu au mois de décembre dernier, M. le ministre de l'agriculture avait pris l'engagement de baisser de 10 p. 100 le montant des taxes prélevées sur les céréales au profit du B.A.P.S.A.

C'est la raison pour laquelle il nous paraît souhaitable de rédiger différemment l'article 15 *septies*, d'indiquer, non pas en pourcentage mais en valeur, ces taxes et de définir ainsi, pour la campagne 1987-1988, le montant du prélèvement sur les céréales au profit du B.A.P.S.A.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n°s 30 et 54 ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* La commission ayant approuvé l'article 15 *septies*, elle est défavorable à l'amendement n° 54, qui tend à le supprimer.

L'amendement n° 30 a pour objet d'exprimer, en francs par tonne, le taux de la taxe défini à cet article. Les prix d'intervention n'ayant pas encore été fixés, la détermination en pourcentage de la taxe ne permet pas de garantir la diminution de 10 p. 100 de cette taxe sur les céréales, betteraves et graines oléagineuses. Cet amendement se limite donc à modifier les termes de l'article 15 *septies* sans en modifier la portée.

La commission a donné un avis de principe favorable à cet amendement, mais elle m'a chargé de poser une question au Gouvernement. La diminution de la taxe sur les produits entraîne une perte de recettes de 150 millions de francs pour le B.A.P.S.A. pour la campagne 1987-1988. Nous souhaiterions connaître les conditions exactes dans lesquelles ce manque à gagner sera compensé, notamment son influence sur les taux des cotisations, répondant en cela au souci exprimé par notre collègue M. Robert.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 54 et 30 ?

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* Je rappellerai tout d'abord que l'article 15 *septies* a pour objet de réduire de 10 p. 100 le taux des taxes sur certains produits : céréaliers, graines oléagineuses et betteraves. Il répond à l'engagement pris par le Gouvernement lors de la conférence annuelle agricole de décembre 1986 et correspond à une demande de la profession agricole.

Dans la perspective de la réforme de l'assiette des cotisations sociales, présentée dans le projet de loi de modernisation agricole pour le développement rural, qui sera soumis au Parlement lors de la prochaine session, il a, en outre, été décidé de procéder à un premier rééquilibrage de la contribution que versent certains producteurs au financement de leur régime de protection sociale, le but étant de rapprocher les cotisations des capacités contributives réelles, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Certains producteurs agricoles qui peuvent, peut-être, avoir des capacités contributives égales ou supérieures aux céréaliers ne paient pas aujourd'hui une telle taxe, alors que les céréaliers et les producteurs de graines oléagineuses et de betteraves acquittent non seulement ces taxes, mais aussi les cotisations sociales habituelles. Il convient donc de prendre en compte un nouveau calcul de l'assiette des cotisations agricoles.

Je voudrais indiquer aux sénateurs qui m'ont interrogé sur ce point que la réduction des taxes, qu'il est proposé d'opérer à compter de la campagne 1987-1988, représente une somme de 150 millions de francs, dont la moitié, soit 75 millions de francs, a déjà été répercutée sur les cotisations dues par l'ensemble des exploitants agricoles au titre de l'année 1988.

Globalement, le financement du régime de protection sociale ne sera pas affecté par cette diminution du montant des taxes. En outre, un dispositif équivalent n'existe dans aucun des pays de la Communauté économique européenne. Nous avons, dans ce domaine aussi, intérêt à nous rapprocher des pays avec lesquels nous sommes en compétition.

Par ailleurs, en ce qui concerne le problème plus spécifique des éleveurs, j'indiquerai à M. Guy Robert que cet article n'aggravera pas leurs charges. En effet, la réforme des cotisations doit permettre de faire payer les cotisations au prorata des revenus réels. Or, les éleveurs ont, en raison de difficultés bien connues, des revenus relativement plus modestes que d'autres producteurs. C'est la raison pour laquelle, globalement, il n'y aura pas de transferts de charges sur les éleveurs puisque leurs revenus réels seront progressivement mieux pris en compte.

De plus, les taxes dont nous proposons la réduction sont payées à la livraison. Elles sont donc, en fait, supportées par les éleveurs qui achètent les céréales, ce qui les défavorise par rapport aux céréaliers qui utilisent directement leurs céréales pour la production d'animaux.

En ce qui concerne les amendements, le Gouvernement rejette l'amendement n° 54 tendant à la suppression de l'article 15 *septies* et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de M. Sordel. Cet amendement permettrait de contourner la difficulté qui pourrait naître d'un report éventuel de la fixation des prix communautaires.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 54, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 30.

M. Guy Robert. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Guy Robert.

M. Guy Robert. Monsieur le secrétaire d'Etat, j'ai compris votre argumentation. Néanmoins, je crois savoir que les taxes parafiscales affectent, outre les céréales et les oléagineux, les viandes et le tabac. Pourquoi ne toucher qu'à quelques éléments des taxes parafiscales et non à leur ensemble ?

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 30, accepté par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 15 *septies* est ainsi rédigé.

Articles additionnels

M. le président. Par amendement n° 22, M. Chérioux et les membres du groupe du rassemblement pour la République proposent d'insérer, après l'article 15 *septies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Les personnes dont la participation aux tarifs servant de base au remboursement des prestations en nature de l'assurance maladie qui étaient totalement prises en charge par une mutuelle, qui ont cessé d'être membres de ladite mutuelle lorsque cette participation a été supprimée, dans le cadre des dispositions de l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale, et pour qui cette participation aux frais a été rétablie en application des décrets n°s 86-1373, 86-1376, 86-1377 et 86-1378 du 31 décembre 1986, peuvent, lorsqu'elles adhèrent de nouveau à la mutuelle dont elles avaient cessé d'être membres, faire prendre en charge par celle-ci la totalité de la participation mentionnée au 1er alinéa dans des conditions identiques à celles dont elles auraient bénéficié si elles en étaient restées membres. »

La parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux. Un certain nombre d'assurés sociaux, notamment les personnes âgées, qui avaient été précédemment mutualistes, se sont adressées à leur caisse mutuelle pour s'assurer à nouveau contre le risque maladie et leur faire prendre en charge le complément qui leur est demandé. Ils se sont alors vu réclamer des cotisations extrêmement importantes, particulièrement lourdes pour des personnes d'un certain âge. S'ils avaient maintenu leur adhésion, ils auraient évidemment continué à bénéficier des conditions de protection dont ils jouissaient précédemment.

Or, je constate, que bien de ces anciens mutualistes sont restés pendant des périodes encore assez longues adhérents à la mutualité même lorsqu'ils étaient pris en charge à 100 p. 100 par la sécurité sociale.

A l'évidence, pendant toute cette période, la mutualité a bénéficié des remboursements à 100 p. 100 effectués par la sécurité sociale.

Je pense qu'il serait normal qu'aujourd'hui ces anciens mutualistes puissent jouir des mêmes conditions de prise en charge que pendant la période où ils étaient adhérents. On pourrait considérer en quelque sorte que le contrat qu'ils avaient souscrit à l'époque a été simplement suspendu pendant la période où ils ont été pris en charge à 100 p. 100.

Tel est le sens de cet amendement, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* Comme vient de l'expliquer notre collègue, cet amendement concerne la prise en charge par les mutuelles des personnes qui ne sont plus remboursées à 100 p. 100 depuis les décrets du 31 décembre 1986.

Aux personnes qui étaient membres d'une mutuelle avant d'être prises en charge à 100 p. 100 par la sécurité sociale, il serait permis d'adhérer de nouveau à cette mutuelle dans des conditions identiques à celles dont elles auraient bénéficié si elles en étaient restées membres.

En effet, beaucoup de personnes âgées qui ne sont plus remboursées à 100 p. 100 se voient proposer des conditions d'adhésion défavorables lorsqu'elles désirent souscrire une couverture complémentaire. Néanmoins, la commission a constaté que l'amendement touchait au domaine contractuel. Il impose en effet aux mutuelles des conditions de prise en charge pour certaines personnes et restreint ainsi la liberté contractuelle. Par ailleurs, les intéressés ayant librement résilié leur adhésion lorsqu'ils ont été pris en charge à 100 p. 100, il semble peu équitable de les placer aujourd'hui dans une situation plus favorable que les personnes qui n'ont jamais adhéré à une mutuelle.

La commission a compris les motifs, tout à fait justifiés, qui ont inspiré l'amendement mais, compte tenu des réserves qu'elle a exprimées, elle s'en remettra à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* Le Gouvernement n'est pas favorable à l'amendement proposé par M. Chérioux, même s'il soulève un problème réel, à savoir celui des personnes âgées qui souhaitent bénéficier d'une protection sociale complémentaire à celle qui est offerte par la sécurité sociale, en adhérant à une mutuelle.

Or, certaines mutuelles comme certaines compagnies d'assurance refusent, en fait sinon en droit, l'adhésion des personnes âgées.

Le problème posé appelle trois observations.

Premièrement, il faut rappeler, ainsi que M. le rapporteur vient de le faire, que les mutuelles sont des organismes de droit privé qui fixent librement leurs conditions d'adhésion et doivent équilibrer leurs finances.

Deuxièmement, le domaine concerné est celui de la protection sociale complémentaire et facultative. Il revient à chacun, à l'âge actif, de mesurer les conséquences de ses actes et de décider ou non d'avoir ou de conserver une protection sociale complémentaire.

Troisièmement, le secteur de la protection sociale complémentaire concerne plusieurs institutions : les mutuelles, que vous avez évoquées, mais aussi les compagnies d'assurance. Il

faut éviter de fausser les règles de la concurrence en imposant aux seules mutuelles la prise en charge des personnes âgées.

Des solutions doivent donc être définies pour l'ensemble des organismes de prévoyance. Une réforme de cette importance ne saurait être envisagée sans une large concertation préalable, laquelle est d'ailleurs engagée sous une forme plus large encore au sein des états généraux de la sécurité sociale.

Le problème soulevé par cet amendement revêtant une réelle dimension sociale, la solution adaptée doit être déterminée avec l'ensemble des partenaires concernés sur la base d'une très large réflexion.

En outre, la prise en charge du ticket modérateur des médicaments à vignette bleue a été en fait réglée par la création d'une prestation supplémentaire obligatoire d'action sanitaire et sociale, qui sera accordée sur avis du contrôle médical à la plupart des personnes âgées malades, qui en feront la demande.

Telle est la raison pour laquelle je demande à M. Chérioux de bien vouloir retirer l'amendement n° 22, sinon je serai obligé d'en demander le rejet.

M. le président. Monsieur Chérioux, l'amendement n° 22 est-il maintenu ?

M. Jean Chérioux. Je viens d'entendre les explications de M. le rapporteur et surtout celles de M. le secrétaire d'Etat. A l'évidence, l'amendement que j'ai déposé répondait aux inquiétudes des personnes âgées.

J'enregistre tout d'abord qu'en ce qui concerne la vignette bleue la plupart des personnes âgées bénéficient d'une prise en charge légale. Il fallait qu'elles le sachent car, malheureusement, les médias ne s'en sont guère fait l'écho.

Néanmoins, je voudrais dire que je suis un peu choqué que la mutualité qui est, par définition, un organisme de solidarité se comporte vis-à-vis des personnes âgées comme elle le fait. Je sais bien que les mutuelles sont obligées de faire face à des charges mais, lorsqu'on considère le problème des mutuelles comme cela a été notre cas quand nous avons examiné, il y a quelques années, un texte relatif à la mutualité dont j'ai été le rapporteur, on constate une dérive de l'utilisation des fonds. En effet, des fonds importants sont affectés à des opérations de construction d'établissements, qui n'ont pas toujours un rapport direct avec la vocation des mutuelles, ou à des opérations de type culturel. Je me souviens d'ailleurs de l'interprétation extensive que l'on a donnée de cette notion dans le texte proposé par le gouvernement socialiste, lequel n'a d'ailleurs pas été adopté dans cet hémicycle.

Je regrette que ces sommes soient utilisées à de telles fins alors qu'actuellement des personnes âgées pourraient bénéficier de conditions de prise en charge bien meilleures si la mutualité n'avait pas été au-delà de ce qu'était sa vocation première, c'est-à-dire prendre en charge les adhérents mutualistes.

Je retire mon amendement car j'ai été convaincu par les arguments de M. le secrétaire d'Etat, mais je ne regrette pas de l'avoir présenté car il m'a donné l'occasion de faire une mise au point qui, je crois, était nécessaire.

M. le président. L'amendement n° 22 est retiré.

Par amendement n° 152 rectifié, MM. Lacour, de Catuelan, Cauchon, Daunay, Treille proposent d'insérer, après l'article 15 *septies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« A l'article 7 de la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 modifiée relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles, les mots : « dans un délai de deux ans » sont remplacés par les mots : « dans un délai de quatre ans ».

La parole est à M. Lacour.

M. Pierre Lacour. L'article 7 de la loi du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles pose le principe de la déclaration des droits, concessions ou autorisations par leur titulaire en vue de bénéficier des dispositions de l'article 433 du code rural susvisé.

La déclaration devait intervenir dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi, soit au plus tard le 1er janvier 1987.

Toutefois, il était apparu opportun au Sénat de proroger d'une année le délai légal de la déclaration, afin de permettre aux propriétaires de plans d'eau de faire valider leurs titres, autorisations ou concessions dans de bonnes conditions. A cette fin, il avait été procédé à une modification de l'article 7 consistant à prolonger le délai initial d'une année supplémentaire.

La date limite de déclaration a ainsi été portée au 1er janvier 1988 dans l'article 59 de la loi L. 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété des logements sociaux et le développement de l'offre foncière.

Il s'avère que ce délai ne sera pas suffisant pour que les propriétaires de plans d'eau puissent effectuer leur déclaration en temps utile.

L'amendement vise donc à prolonger de deux ans ce délai. Je me permets d'ajouter qu'il est unaninement souhaité par l'ensemble du monde de la pêche qui compte - faut-il le rappeler ? - quelque 5 millions de nos compatriotes. Il contribuera grandement à l'apaisement social souhaité.

Des nombreuses auditions auxquelles je me suis livré dans le cadre de la mission qui m'a été confiée par M. le ministre délégué, chargé de l'environnement, j'ai retiré le sentiment qu'il est éminemment souhaitable que le Sénat adopte cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* Cet amendement tend à repousser un délai limite de déclaration pour les titulaires de concession ou d'autorisation, le délai initial étant, semble-t-il, trop bref.

La commission a estimé qu'il lui était difficile de se prononcer dans le cadre d'un projet de loi portant D.M.O.S. sur le bien-fondé d'une disposition relative à la pisciculture.

Je dois dire que la discussion sur ce sujet a été assez difficile en commission. L'avis défavorable qu'elle a donné vise son insertion dans un D.M.O.S. et non la valeur au fond de l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Etant moi-même élu d'un département où exercent une partie non négligeable des quelque cinq millions de Français intéressés par l'amendement n° 152 rectifié, je ne serai pas le dernier à reconnaître que la loi du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce pose des problèmes d'application. Ce texte stipule, en effet, que les propriétaires de plans d'eau doivent faire valider leurs titres dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la loi, soit, au plus tard, le 1er janvier 1987. Ce délai a été prorogé d'un an, à savoir jusqu'au 1er janvier 1988, par l'article 59 de la loi du 23 décembre 1986, tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété des logements sociaux et le développement de l'offre foncière.

Ce nouveau délai est néanmoins apparu insuffisant pour permettre à tous les propriétaires de plans d'eau d'effectuer leurs déclarations en temps utile. L'amendement de M. Lacour et de ses collègues de l'union centriste propose donc un article additionnel visant à repousser de deux années cette obligation de déclaration.

Je ne méconnais pas l'intérêt du problème soulevé par le biais de cet amendement, il me semble cependant difficile d'envisager qu'une telle disposition figure dans ce projet de loi portant D.M.O.S.

Je suis sensible aux efforts qui ont été faits par l'intervenant pour justifier son texte. Il a parlé de la nécessité d'un apaisement social. Apaisement « social », diverses mesures d'ordre « social », on pourrait trouver qu'un rapprochement est possible ! Très sincèrement, je partage l'avis de la commission et j'estime, me plaçant sur le plan des principes, que, si une telle mesure était introduite dans un D.M.O.S., aucun parlementaire ne pourrait plus jamais reprocher à quelque gouvernement que ce soit de lui présenter des projets de loi « fourre-tout » ! *(Sourires.)*

Je souhaite d'autant plus que cet amendement soit retiré que M. Alain Carignon, ministre chargé de l'environnement et des problèmes de la pêche, à qui j'ai fait part de ce texte m'a indiqué qu'il lui réserverait un accueil favorable lors de l'examen du projet de loi relatif à la sécurité civile et à la prévention des risques naturels, qui est actuellement déposé à l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale puis le Sénat devraient probablement examiner ce texte soit au cours de la présente session, soit au cours d'une éventuelle session extraordinaire.

Compte tenu de ces engagements et de ces assurances, je souhaite que cet amendement soit retiré.

M. le président. Monsieur Lacour, l'amendement est-il maintenu ?

M. Pierre Lacour. J'aurais mauvaise grâce à ne pas faire confiance au Gouvernement, qui vient de s'engager à reprendre cet amendement dans une loi relative à la sécurité civile. Je tiens cependant à apporter quelques explications supplémentaires.

Si je comprends le souci du Gouvernement et de la commission quant à l'aspect institutionnel de cet amendement, j'estime qu'ils sont sans doute mal informés sur le fond du problème, comme nous l'étions tous, d'ailleurs, lorsque nous avons voté à l'unanimité cette loi relative à la pêche.

En réalité, monsieur le ministre, si, dans ce régiment de cavalerie introduit dans le D.D.O.S., il en est un bon de caractère social précisément, c'est bien celui-là !

Personne n'ignore, en effet, que, s'il est un moyen de détente sociale qui non seulement ne coûte rien à la sécurité sociale mais lui est bénéfique, c'est bien cette disposition relative à la mise à la disposition des plans d'eau de tous, en particulier des collectivités locales, des syndicats et des comités d'entreprise.

Cet amendement revêt à bien des égards un caractère éminemment social, j'aurais cependant mauvaise grâce à ne pas faire confiance au Gouvernement après les engagements que vous avez pris en son nom ; je le retire donc.

M. le président. L'amendement n° 152 rectifié est retiré.

Par amendement n° 820, le Gouvernement propose, après l'article 15 *septies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est inséré dans le code de la sécurité sociale un article L. 162-38 ainsi rédigé :

« *Art. L. 162-38.* - Sans préjudice des dispositions du présent code relatives aux conventions conclues entre les organismes d'assurance maladie et les professions de santé, les ministres chargés de l'économie, de la santé et de la sécurité sociale peuvent fixer par arrêté les prix et les marges des produits et les prix des prestations de services pris en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale. Cette fixation tient compte de l'évolution des charges, des revenus et du volume d'activité des praticiens, ou entreprises concernées.

« Les dispositions du titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 sont applicables aux infractions prévues par ces arrêtés. »

La parole est M. le secrétaire d'Etat.

M. Adrien Zeller, *secrétaire d'Etat.* La sécurité sociale, notamment l'assurance maladie, suppose et comporte la fixation administrative d'un certain nombre de prix et de tarifs : médicaments et prestations sanitaires, respectivement.

Or, les ordonnances de 1945 sur la concurrence et les prix sur la base desquelles les prix et tarifs ont été fixés ayant été abrogées en 1986, il convient de combler un quasi-vide juridique. Les arrêtés de prix en vigueur au moment de l'abrogation n'ayant été abrogés que transitoirement, cette situation ne peut pas durer.

Il convient d'éviter le maintien de cette situation qui correspondrait à un gel des tarifs et le recours aux procédures exceptionnelles et dérogatoires prévues explicitement dans les ordonnances de 1986 et qui ne visent que des interventions au coup par coup, par décret en Conseil d'Etat et après avis du conseil de la concurrence.

En effet, cette procédure n'est pas appropriée au secteur de la sécurité sociale où la fixation de certains prix est non l'exception, mais la règle. Les procédures qui seraient ainsi imposées aux professions de santé risquent de se révéler, pour elles et la sécurité sociale, une gêne, pouvant mettre en cause les garanties accordées aux assurés.

C'est pourquoi le Gouvernement vous propose, dans le cas précis des produits et prestations de service remboursés par la sécurité sociale, de lui donner la possibilité de fixer les prix et tarifs par arrêté, ce qui correspond en fait au maintien de la pratique actuelle.

Le texte qui vous est proposé ne modifie évidemment en rien - ai-je besoin de le préciser ? - ni les modalités de remboursement ni la vie conventionnelle, qui doivent rester le fondement de la fixation des tarifs dans ce domaine.

C'est donc pour des raisons juridiques que je vous demande de bien vouloir adopter l'amendement n° 820 présenté par le Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Boyer, *rapporteur.* Cet amendement permet de tirer les conséquences de l'ordonnance du 1er décembre 1986 portant sur la liberté des prix et la concurrence. N'ayant pu l'examiner, la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

Mme Paulette Fost. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Fost.

Mme Paulette Fost. A la première lecture de cet amendement, déposé très tardivement par le Gouvernement, il semble qu'il ne s'agisse que d'une modification de forme tendant à supprimer l'obligation du recours au décret pour édicter des règles dans le domaine concerné et y substituer le recours à un simple arrêté ministériel. *A priori,* nous sommes plutôt hostiles à cette modification dans la mesure où la procédure du décret nous semble présenter plus de garanties formelles, notamment en matière de consultation des instances concernées.

Quoi qu'il en soit, il me semble tout à fait révélateur de voir le Gouvernement appliquer aux problème de santé les règles relatives à la concurrence, comme si la santé était devenue une simple marchandise comme les autres.

Vous faites état du souhait de ne pas bloquer les prix des produits et des services à leur niveau de 1986, mais, en procédant de la sorte, vous dissimulez le problème de fond, celui de l'égalité d'accès aux soins. En effet, d'abord avec la création du secteur II dans la convention médicale, puis avec la réduction des remboursements d'un nombre croissant de prestations, cette égalité d'accès aux soins est attaquée et la mise en place d'un système inégalitaire entre une médecine de riches et une médecine de pauvres n'est plus contestée par personne.

Telles sont les observations que nous inspire cet amendement du Gouvernement, déposé hier, comme en témoigne la date qui figure sur le texte.

Au bénéfice de ces observations, nous nous abstiendrons lors du vote sur cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 820, sur lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 15 *septies.*

Demande de priorité

M. Louis Boyer, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Louis Boyer, *rapporteur.* Certains de nos collègues avaient demandé hier dans quel ordre se déroulerait le débat. J'ai indiqué en fin de séance que nous demanderions la discussion du titre IV après celle du titre Ier. Je renouvelle maintenant cette demande de priorité.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette demande de priorité ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Le Gouvernement avait lui-même laissé entrevoir cette possibilité dès hier matin. Il est donc favorable à la demande formulée par le rapporteur.

M. le président. En conséquence, la priorité est ordonnée.

TITRE IV
DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL ET A L'EMPLOI

Article 31

M. le président. « Art. 31. - I. - Dans l'article L. 122-14-11 du code du travail, les mots "de la présente section" sont remplacés par les mots : "des articles L. 122-4 à L. 122-14-10".

« II. - Il est inséré dans le chapitre II du titre II du livre premier du code du travail, les articles L. 122-14-12 et L. 122-14-13 ainsi rédigés :

« *Art. L. 122-14-12.* - Les dispositions relatives au départ à la retraite des salariés prévues par une convention collective, un accord collectif de travail ou un contrat de travail sont applicables sous réserve qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions légales.

« Sont nulles et de nul effet toute disposition d'une convention ou d'un accord collectif de travail et toute clause d'un contrat de travail prévoyant une rupture de plein droit du contrat de travail d'un salarié en raison de son âge ou du fait qu'il serait en droit de bénéficier d'une pension de vieillesse.

« *Art. L. 122-14-13.* - Tout salarié quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier du droit à une pension de vieillesse a droit, sous réserve des dispositions plus favorables d'une convention ou d'un accord collectif de travail ou du contrat de travail, à l'indemnité de départ en retraite prévue à l'article 6 de l'accord annexé à la loi nº 78-49 du 19 janvier 1978 relative à la mensualisation ou à la procédure conventionnelle.

« Tout salarié dont la mise à la retraite résulte d'une décision de l'employeur a droit, sous réserve des dispositions plus favorables en matière d'indemnité de départ à la retraite contenues dans une convention ou un accord collectif de travail ou un contrat de travail, au versement d'une indemnité de départ en retraite équivalente soit à l'indemnité de licenciement prévue par l'article 5 de l'accord mentionné au premier alinéa s'il remplit les conditions fixées pour en bénéficier, soit à l'indemnité minimum de licenciement prévue à l'article L. 122-9 du présent code. Les indemnités de départ mentionnées au présent alinéa obéissent au même régime fiscal et social que l'indemnité de licenciement.

« La mise à la retraite s'entend par la possibilité donnée à l'entreprise de rompre le contrat de travail d'un salarié qui bénéficie d'une retraite à taux plein et qui remplit les conditions d'ouverture à la pension de vieillesse ou, si elles existent, les conditions d'âge prévues par la convention ou l'accord collectif ou le contrat de travail. Si les conditions de mise à la retraite ne sont pas remplies, la rupture du contrat de travail par l'employeur constitue un licenciement.

« L'employeur ou le salarié, selon que l'initiative du départ à la retraite émane de l'un ou de l'autre, est tenu de se conformer aux dispositions des 1º, 2º, 3º et du deuxième alinéa de l'article L. 122-6 du présent code. »

La parole est à M. Viron.

M. Hector Viron. Monsieur le ministre, vous venez de faire voter, après maintes péripéties, votre texte sur la flexibilité. Pour montrer sans doute la continuité, vous avez fait inscrire, immédiatement après, dans ce texte « fourre-tout », comme tout le monde le qualifie, les dispositions relatives au travail et à l'emploi.

La démarche du Gouvernement apparaît, avec l'article 31 qui ouvre ce titre, particulièrement vicieuse. L'objectif fondamentalement recherché est le report de l'âge auquel le salarié peut percevoir une retraite convenable. Vous parlez d'une retraite « couperet » ou de clauses « guillotine », qui interviennent automatiquement à l'âge de soixante ans et qui s'opposeraient, selon vous, au versement d'une retraite décente.

Mais, faut-il le rappeler, la loi autorisant la retraite à soixante ans ne prévoit pas d'automaticité. En pratique, il est évident que nombre de patrons ont utilisé cette notion pour porter une atteinte intolérable au droit du salarié du secteur privé de prendre ou non sa retraite.

Vous présentez votre texte, monsieur le ministre, comme allant au devant d'une revendication d'un certain nombre de salariés. Mais relisons-le ! Si la retraite est un droit, nul salarié ne doit être obligé de partir en retraite à l'âge de soixante ans, voire à un âge inférieur.

Quant à nous, nous réaffirmons aujourd'hui que l'âge ouvrant droit à la retraite doit être fixé à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes et pour ceux qui accomplissent des travaux pénibles. Telle est la position constante des élus communistes et apparenté.

Or, l'article 31 vise un autre objectif. Il s'agit, en définitive, de donner tous les droits à l'employeur. On profite donc de la suppression de ce que vous appellez la retraite « couperet » pour légitimer une sorte de licenciement à l'âge de la retraite, cet âge devenant un motif réel et sérieux de rupture de contrat. C'est en effet tout le piège et toute l'illusion de cet article. Le salarié aura la liberté de continuer de travailler au-delà de soixante ans. Mais s'agit-il vraiment d'une liberté ? Au contraire, le patron n'aura-t-il pas les moyens de faire pression sur le salarié pour l'obliger à démissionner ou à continuer de travailler en fonction non plus de l'âge du salarié, mais du seul intérêt patronal ?

Par ailleurs, nous nous étonnons, monsieur le ministre, que l'article L. 136-2 du code du travail n'ait pas été respecté. En effet, cet article confie à la commission nationale de la négociation collective le soin d'émettre un avis sur les projets de loi et de décret relatifs à cette négociation collective. La sous-commission « conventions et accords », réunie le 2 juin dernier, n'a pas été saisie de l'article 31.

Pour toutes ces raisons, nous rejetterons donc cet article 31 que vous présentez dans ce D.M.O.S.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 31 aborde le problème de la mise en pratique de la retraite à soixante ans.

Il s'agit d'une importante conquête sociale due à l'initiative du gouvernement de la gauche. Elle a été décidée après des décennies de luttes syndicales et sociales. Si je fais ce rappel, c'est parce que je me souviens avec la même émotion indignée du silence qui accompagna l'adoption de cette décision. Je me rappelle le jour où elle est entrée en application : on venait d'arrêter le chanteur Richard Antony pour un retard dans le paiement de ses impôts, c'est de la fraude fiscale. Toute la presse se faisait l'écho des cris d'écorché du malheureux, tandis qu'elle passait sous silence cette magnifique et immense avancée sociale que représente la retraite à soixante ans. Que cette intervention marque d'une pierre blanche la mémoire de cette conquête !

Sur le fond, les dispositions prévues, nous dit-on, sont destinées à faire en sorte qu'il n'y ait plus de clause « couperet » qui oblige à prendre la retraite à soixante ans. Nous sommes d'accord sur cette orientation. Si, quelque part, figure une obligation de prendre la retraite à cet âge, nous y sommes opposés ; nous l'avons indiqué à l'Assemblée nationale et à d'innombrables reprises.

Toutefois, nous ne sommes pas non plus partisans des personnes qui demeurent à leur poste de travail, parfois sans justification. En effet, nous avons le sentiment, dans la situation actuelle, que cela retire la possibilité d'un emploi à un jeune qui vient d'être formé ou à quelqu'un qui pourrait reprendre du travail alors qu'il n'est pas arrivé à l'âge de la retraite.

Par conséquent, l'idée que nous ne soyons pas partisans d'une obligation n'a pas, pour autant pour nous, valeur d'une incitation à rester à son poste de travail. Dans la période actuelle, cela se comprend.

Mais, après un examen plus attentif, les articles L. 122-14-12 et L. 122-14-13 du code du travail ne nous semblent pas relever de la même inspiration. Peut-être allez-vous nous rassurer, mais pour notre part nous comprenons que l'article L. 122-14-13 du code du travail donne la possibilité à l'employeur de mettre à la retraite un de ses employés. Il s'agit là d'une nouveauté à laquelle nous sommes opposés.

En outre, les dispositions prévues aux articles L. 122-14-13 et L. 122-14-12 du code du travail semblent contradictoires. Le second n'instaure pas de clause « couperet » ni d'obligation de partir pour le salarié, alors que le premier donne à l'employeur le droit de mettre le salarié à la retraite, c'est-à-dire qu'il lui ôte la possibilité, alors qu'il s'agit en réalité d'un licenciement, de choisir s'il poursuit ou non sa carrière et, s'il va ou non reprendre un emploi. Cette clause me semble être tout à fait abusive.

Je ne vous ferai pas de procès d'intention, mais je vous demande simplement de confirmer ou d'infirmer mes propos. Dites-moi que je me trompe et, que vous ne prévoyez pas pour un employeur la possibilité de mettre à la retraite d'office un salarié et donc de remplacer ce qui devrait être un licenciement par un licenciement au motif de l'âge, par le droit à la retraite. Donnez-nous des précisions sur ce point et la discussion sera simplifiée.

Mais s'il est vrai que vous avez créé ce droit nouveau, comme le texte nous le fait croire, nous y sommes totalement opposés. Nous sommes obligés de vous dire que vous êtes revenus à vos mauvais démons. D'un côté, vous affirmez qu'il ne doit pas y avoir de « couperet », qu'il faut la liberté. De l'autre, on va construire une rigidité, si j'ose dire. La liberté est encore pour les mêmes.

Nous sommes obligés de vous répondre que nous, nous ne vous suivrons pas.

M. le président. La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Je profite de mon intervention sur cet article pour faire une mise au point.

A plusieurs reprises, M. le ministre n'a eu d'autre réponse à nous faire, lorsque nous parlions de la précarisation de l'emploi et d'autres phénomènes que subit notre pays, que de citer les propos de mon ami Jack Ralite.

Nous pourrions, bien sûr, répondre facilement qu'il vous est mal venu de donner des leçons de cohérence politique, vous, monsieur le ministre, qui, en tant que député, avez voté la loi Le Pors sur le droit de grève dans la fonction publique et qui êtes venu ici avec votre collègue M. de Charette pour l'abroger !

M. Ivan Renar. Ça c'est bien !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Allons plus loin. En citant Jack Ralite comme vous le faites pour nous répondre, vous vous livrez, monsieur Séguin, à une manœuvre de diversion qui ne vous grandit pas. Elle témoigne de la gêne que vous avez à répondre sur le fond à nos arguments.

Faut-il vous rappeler qu'au moment où Jack Ralite tenait ces propos, notre pays était régi en matière de contrat à durée déterminée et de travail temporaire par l'ordonnance de 1982, qui avait apporté à cet égard des garanties satisfaisantes pour les travailleurs, notamment des garanties contre les dévoiements de ces contrats qui étaient réservés à des cas exceptionnels limitativement énumérés ?

Or, depuis, est intervenue la loi Delebarre portant D.D.O.S. du 25 juillet 1985, qui a supprimé beaucoup de garanties et étendu les cas de recours aux contrats de ce type. Nous avons eu aussi l'ordonnance du 11 août 1986, qui a fait de ces contrats précaires des contrats de droit commun et qui a introduit dans le code du travail le contrat de travail intermittent. Nous avons eu toutes les mesures de précarisation de l'emploi des jeunes. Si nous avons quitté le Gouvernement, c'est précisément parce que nous avons constaté que la politique que celui-ci mettait en œuvre n'avait plus rien à voir avec les engagements pris devant le pays et sur la base desquels nous y étions entrés. Dans ce domaine, je vous le rappelle, si nous sommes comptables de l'ordonnance de 1982, nous ne sommes pas concernés par la loi Delebarre de 1985, ni par l'ordonnance de M. Séguin du 11 août 1986, que nous avons vigoureusement combattue, comme vous le savez.

Je vous propose donc, monsieur le ministre, de trouver une autre argumentation. Dites-nous simplement que vous n'avez rien à répondre et surtout, surtout, que vous partagez le vœu de M. Dalle pour l'accélération de la précarisation. C'est bien clair !

Mme Paulette Fost et M. Hector Viron. Très bien !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Bien que Mme Fraysse-Cazalis, cédant à de vieux démons, me dise « vous n'avez rien à me répondre » - j'imagine que cela signifie implicitement : « taisez-vous » *(Mme Fraysse-Cazalis fait un signe de dénégation)* - je vais quand même lui dire un mot. Je prends acte avec beaucoup d'intérêt de l'éloge qu'elle vient de faire de l'ordonnance de 1982. Elle pourra vérifier dans les journaux officiels que certains de ses collègues, notamment députés, sont beaucoup moins enthousiastes qu'elle à cet égard. Ils expliquent qu'étant au Gouvernement ils avaient dû l'accepter en dépit de son caractère souvent négatif.

En tout état de cause, je vais lui donner les résultats annuels de cette ordonnance de 1982 dont elle dit grand bien : 1,5 million par an de contrats à durée déterminée et 2,3 millions par an de contrats de travail intérimaire. J'ai cru comprendre que vous rangiez les contrats à durée déterminée et les contrats de travail intérimaire dans la catégorie du travail précaire.

Voilà donc les résultats - j'y verrais peut-être l'amorce de l'esquisse d'une contradiction dans votre propos - de cette ordonnance de 1982 à laquelle vous accordez tant de vertus. Je m'en félicite, et cela d'autant plus qu'en matière de travail intérimaire une organisation patronale de travail intérimaire a beaucoup critiqué l'ordonnance que vous avez vous-même critiquée en disant que, non, décidément, elle n'apportait rien par rapport à cette ordonnance de 1982, qui contenait l'essentiel.

M. le président. La parole est à Mme Missoffe.

Mme Hélène Missoffe. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il s'agit d'un article extrêmement important, si l'on en juge par la littérature qu'il a engendrée. En effet, finie la retraite « couperet », finies ces dates qui vous obligent à abandonner toute activité, ces anniversaires fatidiques qui sont signes, pour les uns, de soulagement et de bonheur, pour les autres, de catastrophe.

Je crois, monsieur le ministre, que la retraite à soixante ans, si elle a été désastreuse pour la sécurité sociale, a au moins eu un avantage, celui de faire prendre conscience à nos concitoyens que rien n'était pire que d'être obligé, quelquefois dans la force de l'âge, à cesser une activité qui ne représente pas pour tous une corvée.

Finie la retraite « couperet », c'est un point capital. C'est un premier pas. Il faudra ensuite voir comment on peut cumuler une retraite réduite, si j'ose dire, avec une activité réduite. Tous les médecins, depuis vingt-cinq ou trente ans, sont d'accord pour dire à quel point le passage de l'activité totale à la non-activité totale est désastreux pour le physique et le psychisme des victimes.

Par conséquent, monsieur le ministre, nous sommes tout à fait d'accord avec cet immense progrès qui finalement était dû, chose originale, à la retraite à soixante ans, et qui a fait prendre conscience de la valeur financière et de l'absurdité d'une telle disposition. C'est un premier pas, nous devons aller plus loin.

Pour reprendre ce qu'a dit M. Mélenchon tout à l'heure, on peut effectivement se poser des questions sur la rédaction du deuxième paragraphe de l'article 122-14-13. L'Assemblée nationale a d'ailleurs défini, dans un amendement, la notion de mise à la retraite.

J'aimerais, monsieur le ministre, comme M. Mélenchon, que vous nous donniez quelques explications sur les cas où c'est l'employeur qui met à la retraite un salarié à la suite d'une décision unilatérale. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I. et de l'union centriste, ainsi que sur certaines travées de la gauche démocratique.)*

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, j'ai cru comprendre que certains groupes conditionnaient leur attitude à venir aux explications que je pourrais donner. Le moment est donc venu, je crois, de les apporter au Sénat.

Quel est l'objectif de cet article 31 ? Désormais, il me paraît clair : il tend à interdire, dans les conventions et les accords collectifs ou dans les contrats de travail, les clauses « couperet » de départ à la retraite qui imposent, en quelque sorte, aux deux parties une automaticité de la rupture du contrat de travail.

La retraite à soixante ans constitue un droit. C'est le principe que nous entendons faire respecter dans cet article. Toutefois, ce principe ne doit en aucun cas être tourné pour devenir une obligation.

En revanche, il est exact - M. Mélenchon s'interrogeait sur ce point - que l'article 31 confirme le caractère licite de certaines clauses souples - elles sont très fréquentes, beaucoup plus fréquentes d'ailleurs, et heureusement, que les clauses « couperet » - qui permettent soit le départ à la retraite à l'initiative du salarié - vous serez probablement d'accord sur ce point - soit sa mise à la retraite à l'initiative de l'employeur - cela peut paraître poser des problèmes - mais sous les deux conditions suivantes.

Premièrement, le salarié doit, à ce moment-là, pouvoir bénéficier d'une pension de retraite à taux plein, au sens défini par les dispositions du code de la sécurité sociale. Dans le cas contraire, ce n'est pas possible.

Deuxièmement, l'âge prévu, dans le cas de l'existence de ces clauses souples, par la convention collective ou par le contrat de travail doit avoir été atteint. Il y a donc deux conditions. Si l'une d'entre elles n'est pas satisfaite, la mise à la retraite ne peut alors pas intervenir.

L'article 31 ne modifie en rien les règles du code de la sécurité sociale quant à l'âge et aux conditions de la retraite. Nous agissons en toute neutralité par rapport à ce code. Nous veillons simplement, dans le droit du travail, à régler les contradictions éventuelles qui pourraient exister entre ce droit et celui de la sécurité sociale.

La retraite, je le répète, reste un droit et le salarié demeure le seul juge du moment où il décide de faire liquider ses droits à pension de vieillesse.

Enfin, l'article 31 précise également quelles doivent être les indemnités minimales de départ à la retraite ; ces dernières peuvent toujours être négociées par les partenaires sociaux - les journalistes l'ont d'ailleurs fait récemment - afin d'améliorer leur montant, comme peut l'être également le préavis qui doit être respecté par la partie prenant l'initiative de la rupture du contrat de travail. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R., ainsi que sur certaines travées de la gauche démocratique.)*

M. le président. Sur l'article 31, je suis d'abord saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Tous trois sont déposés par MM. Viron, Souffrin, Mme Beaudeau, les membres du groupe communiste et apparenté.

Le premier, n° 229, vise à supprimer cet article.

Le deuxième, n° 230, tend à rédiger comme suit cet article :

« L'article L. 122-9 du code du travail est modifié comme suit :

« I. - Les mots " qui est licencié " sont remplacés par les mots " dont le contrat de travail est rompu du fait de l'employeur ".

« II. - Après le mot " sont " sont insérés les mots " sous réserve des dispositions plus favorables des conventions ou accords collectifs de travail ". »

Le troisième, n° 231, a pour objet de rédiger comme suit cet article :

« L'article L. 122-45 du code du travail est modifié comme suit :

« I. - Au premier alinéa, après le mot " sexe ", sont insérés les mots " de son âge, que cet âge lui permette ou non de bénéficier d'une pension de retraite ".

« II. - Après le mot " acte ", la fin du second alinéa est rédigé comme suit : " toute clause de convention ou d'accord de travail individuel contraire est nulle de plein droit et nul d'effet ". »

La parole est Mme Fraysse-Cazalis, pour défendre l'amendement n° 229.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. L'amendement n° 229 vise à supprimer l'article 31, qui abroge les clauses conventionnelles et tend, en fait, à légitimer une sorte de licenciement à l'âge de la retraite, cet âge devenant un motif réel et sérieux de licenciement.

Présentant ce projet de loi, M. le ministre a déclaré, s'agissant des dispositions de cet article :

« ... J'ai déjà parlé de l'article 31 relatif aux départs à la retraite. De nombreuses conventions collectives prévoient un âge donné de départ à la retraite en comportant une clause " couperet ", qui implique la rupture automatique de plein-droit du contrat de travail. Cette situation comporte de graves inconvénients pour les salariés, en particulier lorsqu'ils n'ont pas travaillé pendant les cent cinquante trimestres nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Ces clauses sont en outre dommageables pour les entreprises et contraires au principe du droit du travail. Le Gouvernement a donc décidé de les interdire. En revanche, les clauses de départ à la retraite souples seront maintenues, le salarié et l'employeur bénéficiant du même droit d'initiative dans la rupture du contrat de travail. »

La décision du départ à la retraite serait donc prise à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. C'est bien ce que nous n'acceptons pas, car le droit de choisir le moment du départ à la retraite appartient, à notre avis, au salarié et à lui seul. C'est à lui, et non au patron, de faire valoir ce droit.

Dans le texte sur la flexibilité du temps de travail, vous avez défendu les accords de branche, même ceux qui sont signés par les organisations minoritaires, et vous avez institué les accords d'entreprises, imposant ainsi des contraintes nouvelles aux salariés. Voilà que, pour répondre à la demande du patronat, avec tous les dangers qu'elle comporte, vous entendez, à propos de l'âge de départ à la retraite, mettre en cause les conventions collectives, dont vous dites que quelques-unes prévoient un âge « couperet ».

Vous avez certes trouvé de telles conventions, sans préciser d'ailleurs si elles ont été négociées par les organisations représentatives majoritaires des salariés ou par des organisations minoritaires, ce qui n'a pas la même signification. Vous vous appuyez alors sur ces quelques exemples pour porter atteinte à un droit important pour les salariés, à savoir le droit à la retraite à soixante ans.

Je dirai, en conclusion, que les sénateurs communistes sont favorables au respect du libre choix du salarié et à des retraites d'un bon niveau, permettant de vivre. Ils considèrent que, dans une situation où le patronat peut imposer toutes ses volontés, les salariés ne seront pas les gagnants de cette nouvelle disposition.

En définitive, vous portez un mauvais coup de plus au droit à la retraite à soixante ans. Vous voulez faire plaisir au conseil national du patronat français - on vous comprend ! Néanmoins, le Sénat s'honorerait, à notre avis, en n'étant ni le défenseur ni le porte-parole de ce grand conseil national. Nous lui en donnons les moyens avec l'amendement n° 229, sur lequel nous demandons un vote par scrutin public.

M. le président. La parole est à M. Viron, pour défendre les amendements n°s 230 et 231.

M. Hector Viron. Il aurait bien sûr été préférable de voter sur l'amendement n° 229, avant d'aborder les amendements n°s 230 et 231, qui ne se justifient que si l'article 31 n'est pas supprimé.

L'amendement n° 230 tend à préciser la portée exacte de l'article L. 122-9 du code du travail, qui, dans certains cas, peut être interprété de façon défavorable au salarié.

Quant à l'amendement n° 231, il confirme nos deux propositions précédentes tendant à maintenir les garanties existantes pour le droit à la retraite à soixante ans. Nous tenons à réaffirmer que la retraite à soixante ans est un droit et qu'aucune discrimination, fondée notamment sur l'âge, ne doit pouvoir être pratiquée.

Par ailleurs, il est évident que, pour que ce droit puisse s'appliquer, le pouvoir d'achat des pensions et des préretraites devra être revalorisé.

Tel est l'objet de l'amendement n° 231.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n°s 229, 230 et 231 ?

M. Louis Souvet, *rapporteur de la commission des affaires sociales.* Je rapporterai l'avis de la commission sur l'amendement n° 230 et ma réponse vaudra pour les deux autres amendements.

La nouvelle rédaction proposée par l'amendement n° 230, ne portant que sur l'article L. 122-9 du code du travail relatif à la résiliation du contrat, écarte l'ensemble des dispositions contenues dans le projet de loi pour régler le problème posé par les clauses « couperet » de départ à la retraite. M. le ministre a bien voulu rappeler, d'une part, qu'il s'agissait d'un droit et non d'une obligation et, d'autre part, qu'il fallait satisfaire aux deux conditions qu'il a énoncées tout à l'heure et que je ne rappellerai donc pas.

La commission, en adoptant l'article 31, a manifesté son accord avec les orientations réalistes du Gouvernement sur les conditions de départ à la retraite des salariés. C'est pourquoi elle a émis un avis défavorable sur cet amendement, comme sur les amendements n°s 229 et 231.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 229, 230 et 231 ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, le Gouvernement ne peut bien évidemment pas accepter l'amendement de suppression n° 229, qui va à l'encontre des objectifs que j'ai précisés.

J'aimerais néanmoins relever deux points de l'intervention de Mme Fraysse-Cazalis. Tout d'abord, je me demande si elle a bien saisi les implications de ses propos sur la liberté totale qui doit être reconnue aux salariés de choisir l'âge de leur retraite. Est-ce à dire qu'ils pourraient, dans ces conditions, sans que les conventions collectives ne puissent prévoir autre chose, prendre leur retraite à l'âge de soixante-dix, soixante-quinze, quatre-vingts, quatre-vingt-cinq, voire quatre-vingt-dix ans ? *(Mme Fraysse-Cazalis fait un signe de dénégation).* C'est pourtant ce que vous avez dit, madame, et je suis navré d'avoir à vous le faire remarquer !

Par ailleurs - c'est ma seconde observation - ce que vous souhaitez, madame, n'est en rien le droit actuel, pour lequel vous allez d'ailleurs vous prononcer dans quelques instants en votant contre la proposition du Gouvernement. Aujourd'hui, en effet, les salariés appartenant à des secteurs pour lesquels les conventions signées par les organisations syndicales prévoient des clauses « couperet » sont mis à la retraite de manière automatique. En cas de clause souple, le licenciement doit avoir une cause réelle et sérieuse, selon la jurisprudence. Nous sommes donc bien loin de la situation que vous souhaitez.

Mon texte va dans le sens non seulement d'une plus grande liberté pour les salariés, par le biais de l'interdiction des clauses « couperet », mais aussi d'une extension de leurs droits, par la reconnaissance, pour la première fois, par une loi, d'une indemnité minimale de départ à la retraite ou de licenciement.

Je regrette beaucoup - peut être me suis-je mal expliqué ? - que vous ne compreniez pas le sens de ce texte, car je crains qu'en votant contre lui tout à l'heure, vous n'adoptiez la position la plus réactionnaire qui soit !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Oh !

Mme Paulette Fost. C'est extraordinaire !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Oui, tout à fait, je ne vous le fais pas dire !

Pour ce qui concerne maintenant...

Mme Paulette Fost. Votre manière de dévier les problèmes de fond est magnifique !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Souhaitez-vous m'interrompre, madame Fost ?

Mme Paulette Fost. J'ai indiqué ce que j'avais à dire !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je craignais que vos propos ne figurent pas dans le *Journal officiel ! (Sourires.)*

Les amendements n°s 230 et 231 n'ayant strictement aucun rapport avec le projet de loi, le Gouvernement émet un avis défavorable sur ces textes. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R. et de l'union centriste.)*

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 229.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Je ne voudrais pas poursuivre inutilement une polémique viciée tant sur le fond que sur la forme.

Mme Paulette Fost. Tout à fait !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. M. Séguin a tenté une démonstration qui est effectivement difficile et qui le gêne. Je comprends donc qu'il essaie de dévier le débat.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Pas du tout !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Sur le fond, monsieur le ministre - vous ne pouvez le nier - vous donnez au patronat des possibilités de choix qui ne devraient appartenir qu'aux salariés.

Mme Paulette Fost. Voilà ! C'est cela le problème !

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. C'est un cadeau supplémentaire au patronat ; mais vous lui en faites depuis que vous êtes au Gouvernement. Très bien ! C'est votre politique et ce n'est pas du tout incohérent. !

Mme Paulette Fost. Très bien !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, je bats ma coulpe ! J'ai été incapable de me faire comprendre, notamment - je le constate une fois de plus - par Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Nous avons du mal à vous comprendre, monsieur le ministre. Nous sommes communistes, alors que vous êtes réactionnaire. Nous ne nous comprenons pas !

M. Jean-Luc Mélenchon. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. *A priori,* je crois que nous allons voter l'amendement du groupe communiste car, nous non plus, nous n'avons pas compris !

Monsieur le ministre, vous avez expliqué, en répondant à Mme Missoffe et à moi-même, que l'employeur ne pourra prononcer la mise à la retraite de l'employé que si deux conditions sont réunies : le taux plein et avoir atteint l'âge requis. Heureusement !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Eh oui !

M. Jean-Luc Mélenchon. Effectivement, il est heureux que les gens que l'on met à la retraite puissent toucher une retraite au taux plein et qu'ils aient l'âge d'y être mis !

Mais cela ne supprime pas mon objection. Oui ou non, l'employeur a-t-il dorénavant le droit de mettre quelqu'un à la retraite ? Le couperet que l'on a enlevé à l'article L. 122-14-12 n'est-il pas rétabli à l'article L. 122-14-13 ?

Vous nous répondez que cet homme qui sera mis à la retraite pourra percevoir une vraie retraite. Comme je le disais tout à l'heure, heureusement ! Mais si vous rétablissez le droit, pour l'employeur, de l'y mettre, alors vous allez contre le vœu que nous avons exprimé, Mme Missoffe et moi-même, à savoir le couperet pour personne.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Actuellement, monsieur Mélenchon, le chef d'entreprise a la possibilité de mettre à la retraite le salarié, même s'il n'a pas le taux plein. En vérité, autour de quoi tourne ce débat ? Mme Fraysse-Cazalis nous a mis involontairement sur la piste : il s'agit de savoir si, oui ou non, on peut prévoir, dans des conventions collectives, des clauses relatives à l'âge de départ à la retraite.

J'ai cru comprendre que le groupe socialiste ne souhaitait pas que, arguant du fait que la retraite à soixante ans est un droit et non une obligation - les gens « s'éternisent » sur leur poste de travail ; vous n'avez pas employé le mot, monsieur Mélenchon, mais l'idée était celle-là.

On peut parfaitement prévoir une discussion libre entre organisations syndicales et patronales d'une branche pour décider que, dans cette branche, compte tenu des particularités de l'organisation du travail et de sa pénibilité, l'âge normal de départ à la retraite sera le suivant.

Nous rajoutons alors les deux conditions : le chef d'entreprise ne pourra décider le départ à la retraite que dans la mesure où la personne concernée aura, certes, l'âge requis, mais aussi la possibilité de bénéficier du taux plein. Si elle n'a que l'âge sans le taux plein, contrairement à ce qui peut se passer actuellement, elle aura désormais le droit de rester.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 229, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 213 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	317
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour l'adoption	78
Contre	239

Le Sénat n'a pas adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 230, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 231, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 136, MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de supprimer le paragraphe I de l'article 31.

La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Le paragraphe I de l'article 31 nous paraît inutile.

Notre amendement se propose de conserver la procédure existant aujourd'hui pour l'édiction des modalités d'application de ce texte. En effet, l'actuelle section du code du travail prévoit que les articles L. 122-4 à L. 122-14-10 renvoient à des décrets dont l'édiction se fait en Conseil d'Etat. Le rôle de conseil du Gouvernement donné à l'institution du Palais-Royal pourrait être étendu sans difficulté aux articles L. 122-14-12 et L. 122-14-13, que le Gouvernement se propose de faire adopter aujourd'hui par le Sénat.

Si le Conseil d'Etat est compétent pour les décrets ayant trait à la résiliation des contrats à durée indéterminée, on ne voit pas quelles seraient les raisons qui le dispenseraient de donner son avis sur l'application des deux nouveaux articles qui traitent de la rupture de ce contrat pour la mise à la retraite, dont on reparlera dans un instant.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Les dispositions du paragraphe I de l'article 31 que tend à supprimer cet amendement sont d'ordre rédactionnel. Elles tiennent simplement compte des modifications intervenues dans la section II du code du travail relative à la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée à la suite de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Par conséquent, la commission ne peut qu'être défavorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, contrairement à ce que dit l'exposé des motifs de l'amendement n° 136, le paragraphe I n'est pas superfétatoire.

Les deux articles nouveaux introduits par le projet qui vous est soumis, et qui ne nécessitent pas de décret d'application, entrent dans la section II du chapitre II du livre Ier du code du travail. Il nous est apparu qu'il convenait de préciser que le décret en Conseil d'Etat mentionné à l'article L. 122-14-11 du même code ne concerne que les articles du code qui le précède à l'intérieur de la section, et non pas la section tout entière.

Sous le bénéfice de ces explications, il me semble que l'amendement pourrait être retiré.

M. le président. Monsieur Mélenchon, l'amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Les explications qui viennent de nous être données nous permettent de le retirer.

M. le président. L'amendement n° 136 est retiré.

Par amendement n° 232 rectifié, MM. Viron, Souffrin, Mme Beaudeau, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de rédiger comme suit le texte présenté pour le second alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-14-12 du code du travail :

« Est nulle et de nul effet toute clause d'une convention collective de travail, d'un accord collectif ou d'un contrat de travail prévoyant une rupture de plein droit ou à l'initiative de l'employeur, justifiée par l'âge du salarié ou par le bénéfice de son droit à pension de vieillesse. »

La parole est à Mme Fost.

Mme Paulette Fost. Notre proposition a pour effet de préserver le libre choix du salarié quant au départ à la retraite en le protégeant contre l'arbitraire de l'employeur. C'est la raison pour laquelle nous suggérons d'ajouter à la nullité de toute rupture de plein droit en raison de l'âge celle de toute rupture intervenant pour les mêmes raisons à l'initiative de l'employeur.

Notre proposition de justice sociale doit être adoptée. Le groupe communiste demande donc un scrutin public sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* La commission a émis un avis défavorable, car cet amendement n'améliore pas la rédaction d'origine.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Le Gouvernement s'est longuement expliqué ; il renonce à se faire comprendre du groupe communiste ! Par conséquent, il est défavorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 232 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 214 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	317
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour l'adoption	79
Contre	238

Le Sénat n'a pas adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 22-14-12 du code du travail.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Toujours sur l'article 31, je suis maintenant saisi de cinq amendements, relatifs à l'article L. 122-14-13 du code du travail, qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 233, présenté par MM. Viron, Souffrin, Mme Beaudeau, les membres du groupe communiste et apparenté, tend à rédiger comme suit le texte proposé pour l'article L. 122-14-13 du code du travail :

« *Art. L. 122-14-13.* - Sous réserve des dispositions plus favorables des conventions ou accords collectifs de travail, tout salarié démissionnant de l'entreprise pour faire valoir son droit à pension de vieillesse bénéficiera de l'indemnité de départ en retraite résultant de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 sur la mensualisation annexé à la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978 modifiée par la loi du 9 juillet 1984. »

Le deuxième, n° 139 rectifié, déposé par MM. Méric, Régnault, Authié, Bœuf, Bonifay, Ciccolini, Delfau, Estier, Mélenchon, Sérusclat, les membres du groupe socialiste et apparentés, vise, dans le deuxième alinéa de ce même texte, à remplacer les mots : « la mise à la retraite » par les mots : « la rupture du contrat de travail ».

Le troisième, n° 138, également présenté par MM. Méric, Régnault, Authié, Bœuf, Bonifay, Ciccolini, Delfau, Estier, Mélenchon, Sérusclat, les membres du groupe socialiste et apparentés, a pour objet de supprimer le troisième alinéa de ce même texte.

Le quatrième, n° 39 rectifié *ter*, déposé par M. Jean Chérioux, les membres du groupe du rassemblement pour la République et M. de Villepin, a pour but, dans le troisième alinéa du texte proposé par le paragraphe II de l'article 31 pour l'article L. 122-14-13 du code du travail, de remplacer les mots : « qui bénéficie d'une retraite à taux plein et qui remplit les conditions d'ouverture à la pension de vieillesse » par les mots : « qui peut bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein, au sens du livre III, titre V, chapitre premier du code de la sécurité sociale et qui remplit les conditions d'ouverture à la pension de vieillesse ».

Le cinquième, n° 137, présenté par MM. Méric, Régnault, Authié, Bœuf, Bonifay, Ciccolini, Delfau, Estier, Mélenchon, Sérusclat, les membres du groupe socialiste et apparentés, tend à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-14-13 du code du travail.

La parole est à M. Renar, pour défendre l'amendement n° 233.

M. Ivan Renar. Par cet amendement, nous voulons préserver le libre choix du salarié pour faire valoir ses droits à la retraite ainsi que ses intérêts en cas de démission.

Nous souhaiterions vivement que cet amendement fût retenu par le Sénat. Nous lui accordons beaucoup d'importance. Aussi serais-je tenté de demander un scrutin public, mais, par égard pour nos collègues et compte tenu de l'heure, je ne le ferai pas.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon, pour défendre l'amendement n° 139 rectifié.

M. Jean-Luc Mélenchon. M. le ministre se plaindra sans doute, encore une fois, de notre prétendue incapacité à admettre des raisonnements dont il semble lui-même totalement convaincu.

Monsieur le président, je voudrais, si vous le permettez, rectifier l'amendement n° 139 rectifié ; la rectification consiste à ajouter les mots : « qui peut bénéficier d'une retraite à taux plein et dont la rupture du contrat de travail... »

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 139 rectifié *bis*, qui vise, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-14-13 du code du travail, à remplacer les mots : « dont la mise à la retraite » par les mots : « qui peut bénéficier d'une retraite à taux plein et dont la rupture du contrat de travail ».

Pousuivez, monsieur Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Nous considérons que la possibilité légale pour un employeur de mettre à la retraite un employé n'existait pas jusqu'à présent et que vous la créez.

Votre argumentation ne devrait pas, j'imagine, soulever que des acclamations, y compris parmi ceux qui d'habitude soutiennent vos textes. Nous restons, nous, sur le sentiment qu'un droit nouveau est créé pour l'employeur, celui de mettre un employé à la retraite, y compris contre son gré. Vos explications ont montré en quoi cette procédure serait moins cruelle qu'il y paraissait au premier abord, mais elles n'ont pas prouvé qu'un droit nouveau n'était pas ainsi créé pour l'employeur.

Ce faisant, j'ai également présenté les amendements n^os^ 138 et 137.

M. le président. La parole est à M. Chérioux, pour défendre l'amendement n° 39 rectifié *ter*.

M. Jean Chérioux. Cet amendement vise à clarifier et simplifier le texte qui nous est proposé, et cela sans en déformer l'esprit, en vue de le rendre applicable à l'ensemble des branches et entreprises qui sont couvertes soit par le régime général, soit par un régime particulier.

Bien entendu, cet amendement maintient la double condition d'ouverture à pension et d'âge, lorsque cette dernière est prévue.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces cinq amendements ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Sur l'amendement n° 233, la commission a émis un avis défavorable ; la rédaction qui nous est proposée est moins précise que celle du projet.

L'amendement n° 233 aurait, en particulier, pour effet de supprimer les dispositions qui ont été introduites par l'Assemblée nationale et qui définissent la notion de mise à la retraite, que la commission a considérée comme indispensable pour la mise en œuvre de l'article 31.

Pour ce qui est de l'amendement n° 139 rectifié, la commission avait initialement émis un avis défavorable sur sa première version, qui restreignait la portée du texte pour certaines professions pouvant être régies par des dispositions de départ à la retraite à l'âge de soixante ans.

Or, compte tenu des remarques faites en commission, je constate que les auteurs de cet amendement ont rectifié sa rédaction initiale. La commission n'a pu donner son avis sur cette nouvelle version, très différente, je dois le dire, de la première.

A titre personnel, je ne puis accepter cette nouvelle rédaction, qui déforme l'objet de l'article L. 122-14-13 relatif aux conditions de mise à la retraite et non aux conditions de licenciement.

S'agissant de l'amendement n° 138, la commission y est également défavorable.

Sur l'amendement n° 39 rectifié *ter*, présenté par M. Chérioux, la commission a émis un avis favorable. Il élargit le champs d'application du texte aux régimes particuliers tout en maintenant la double condition d'ouverture à pension et d'âge.

A propos de l'amendement n° 137, je dirai que le dernier alinéa de l'article L. 122-14-13 du code du travail dispose que l'employeur, ou le salarié, selon le cas, est tenu de se conformer aux dispositions de l'article L. 122-6 du code du travail, qui fixe les conditions du délai-congé applicable à un licenciement pour motif autre qu'une faute grave en l'absence de contrat de travail ou d'accord collectif de travail.

Votre commission a donné un avis défavorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Selon le Gouvernement, l'amendement n° 233 ne présente pas d'utilité. Les termes « démission » ou « départ volontaire de l'entreprise » ouvrent, en effet, les mêmes droits au salarié à l'égard de l'indemnité de départ en retraite.

Les termes « départ volontaire de l'entreprise » ont été retenus par référence à l'article 6 de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 sur la mensualisation, annexé à la loi du 19 janvier 1978, modifiée par la loi du 9 juillet 1984. Ils correspondent, par ailleurs, au motif autonome de rupture du contrat de travail consacré par le texte qui vous est proposé.

Le Gouvernement est défavorable à cet amendement.

A propos de l'amendement n° 139 rectifié *bis*, je préciserai qu'il s'agit bien évidemment d'une rupture du contrat de travail, mais pas de n'importe quelle rupture : nous nous trouvons dans le cadre de la mise à la retraite, termes

consacrés dans la jurisprudence et les conventions collectives. Ils signifient que l'employeur prend l'initiative de la rupture, dès lors que les conditions prévues dans le paragraphe III de l'article L. 122-14-13 sont remplies, le salarié dont le contrat est rompu restant libre de faire liquider ou non son droit à pension.

Le Gouvernement veut éviter de créer la moindre ambiguïté. C'est pourquoi il est également hostile à cet amendement.

J'en arrive à l'amendement n° 138.

Le troisième alinéa du texte de l'article L. 122-14-13, qui résulte d'un amendement parlementaire, présente un intérêt aux yeux du Gouvernement, celui de définir les conditions dans lesquelles la mise à la retraite est possible ; le salarié doit non seulement pouvoir bénéficier, comme je l'ai expliqué, d'une retraite au taux plein - et MM. Chérioux et de Villepin ont raison de vouloir préciser que cette notion de « taux plein » résulte des règles contenues dans le code de la sécurité sociale - mais aussi avoir atteint l'âge prévu par la convention collective, si elle contient à ce sujet une clause souple, faute de quoi la rupture à l'initiative de l'employeur constitue un licenciement.

Espérant que mes explications l'auront convaincu, je demande à l'auteur de l'amendement de le retirer, sinon je serai dans l'obligation de m'y opposer.

En ce qui concerne l'amendement n° 39 rectifié *ter*, le Gouvernement y est favorable. Il s'agit d'un amendement de clarification, qui précise le sens qu'il convient de donner aux mots « retraite à taux plein », en faisant référence à la définition contenue dans le code de la sécurité sociale.

Il importe, en effet, de ne permettre aucune ambiguïté et d'avoir une définition commune au code de la sécurité sociale et au code du travail.

Enfin, l'amendement n° 137 est un amendement de coordination. Le dernier alinéa de l'article L. 122-14-13 a pour objet de définir la durée du préavis pour la partie qui prend l'initiative de rompre le contrat de travail dans le cadre du droit au départ à la retraite. Cet amendement n'est pas utile et je demanderai également à ses auteurs de bien vouloir le retirer, faute de quoi je serai donc l'obligation de m'y opposer.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 233, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 139 rectifié *bis*, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 138, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 39 rectifié *ter*, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 137, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 122-14-13 du code du travail, modifié.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 41, M. Chérioux et les membres du groupe du rassemblement pour la République proposent de compléter l'article 31, par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« III - Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux procédures contentieuses individuelles en cours à la date de publication de la présente loi. »

La parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux. Nous avons déposé cet amendement pour que les dispositions individuelles de l'article 31 ne soient pas applicables aux procédures contentieuses en cours à la date de publication de la loi. Il ne serait pas souhaitable, en effet, que ce texte puisse avoir une quelconque conséquence rétroactive.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Votre commission a donné un avis favorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, je voudrais indiquer à M. Chérioux que le Gouvernement comprend tout à fait son souci. Pour autant, je suis en mesure de l'apaiser. En effet, la loi n'étant pas rétroactive, les procédures contentieuses individuelles en cours à la date de sa publication ne deviennent pas caduques du fait de cette publication.

Compte tenu de ces assurances, je demande à M. Chérioux de bien vouloir retirer l'amendement n° 41.

M. le président. Monsieur Chérioux, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jean Chérioux. Monsieur le président, compte tenu de la déclaration très nette de M. le ministre, je retire mon amendement. Ceux qui se référeront aux travaux du Sénat pourront constater que cette disposition n'a aucun caractère rétroactif.

M. le président. L'amendement n° 41 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 31, modifié.

(L'article 31 est adopté.)

Articles additionnels

M. le président. Je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune. Ils sont tous les deux présentés par M. Balarello et les membres du groupe de l'U.R.E.I.

Le premier, n° 3, vise à insérer après l'article 31 un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Le cinquième alinéa de l'article 127-1 du code du travail est supprimé.

« II. - Au premier alinéa de l'article L. 127-7 du code du travail, après les mots : " audit groupement ", il est inséré les mots suivants : " notamment par adhésion en application de l'article L. 132-25 ". »

Le second, n° 4, tend à insérer, après l'article 31, un article additionnel ainsi rédigé :

« Au cinquième alinéa de l'article L. 127-1 du code du travail, le mot : " dix " est remplacé par les mots : " deux cent cinquante ". »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 810 rectifié, présenté par le Gouvernement et tendant, à la fin du texte de l'amendement n° 4, à remplacer les mots : « deux cent cinquante » par le mot : « cent ».

La parole est M. Louvot, pour défendre les amendements nos 3 et 4.

M. Pierre Louvot. Le groupement d'employeurs établi par la loi du 25 juillet 1985 permet à plusieurs entreprises de moins de onze salariés de se regrouper pour embaucher une même personne dont elles partagent le temps et les compétences au gré de leurs besoins respectifs.

Cette formule assure au salarié une stabilité qu'il ne trouverait pas dans le travail à temps partiel ou à durée déterminée chez plusieurs employeurs. Elle est à la fois plus réaliste, plus souple, moins onéreuse et plus durable que le travail temporaire.

La limitation aux entreprises de moins de onze salariés en restreint beaucoup l'intérêt et l'usage. La situation des sans emploi et les besoins d'évolution des petites entreprises incitent à supprimer cette limite.

La très grande difficulté qu'ont aujourd'hui les personnes privées d'emploi à se faire embaucher, particulièrement lorsqu'elles sont âgées, incite à promouvoir l'usage du groupement d'employeurs pour faciliter leur réinsertion, notamment lorsqu'elles ont une qualification précise et que leur compétence est particulièrement appréciée.

De même, les petites entreprises souffrent aujourd'hui d'un manque de compétences dans des domaines en évolution rapide ou qui requièrent une formation préalable importante. Utiliser à plusieurs un même spécialiste est plus efficace, plus durable et moins coûteux que le recours au conseil, généralement inaccessible aux petites entreprises.

En ce qui concerne l'amendement n° 4, je ne reprendrai pas l'argumentation que j'ai développée. Il prévoit de porter de 10 à 250 le seuil en deçà duquel une entreprise peut adhérer à un groupement.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre le sous-amendement n° 810 rectifié et donner son avis sur les amendements n°s 3 et 4.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Les amendements n°s 3 et 4 concernent donc les groupements d'employeurs qui ont été créés par la loi du 25 juillet 1985.

L'institution du groupement d'employeurs vise à permettre à des chefs d'entreprise dont les besoins en main-d'œuvre pour certains travaux, par exemple administratifs ou comptables, sont limités et qui hésitent à recourir au temps partiel, de se regrouper dans le cadre d'une association et d'embaucher, à temps plein, une ou plusieurs personnes qui seront mises en tant que de besoin à leur disposition.

La finalité du dispositif, qui est d'inciter les petites entreprises à se regrouper afin de créer des emplois, avait amené le gouvernement précédent à limiter cette possibilité aux entreprises employant moins de onze salariés.

Il est vrai que le groupement d'employeurs s'adresse, dans cette logique, à des chefs d'entreprise ayant une capacité d'emploi réduite.

L'amendement n° 3, qui tend, dans son paragraphe I, à supprimer tout seuil, ne peut être accepté par le Gouvernement car, au-delà d'un certain effectif, ces entreprises ont des structures qui permettent le recrutement de salariés à temps partiel.

Le paragraphe II de cet amendement est, par ailleurs, soit inutile, soit, à la limite, dangereux.

Il est inutile, parce que l'article L. 127-1 du code du travail institue le groupement d'employeurs d'entreprise entrant dans le champ d'application d'une même convention collective. Dans ces conditions, le groupement est soumis à la même convention collective et la procédure de l'article L. 132-25 n'a donc pas à être appliquée. Elle peut l'être, si une entreprise qui n'entre dans le champ d'application d'aucune convention collective décide d'adhérer au groupement, donc à la convention qui lui est applicable.

Etant donné que c'est la règle existante, il n'est pas utile de le mentionner.

L'article L. 127-7 du code du travail prévoit que les personnes physiques ou morales n'entrant pas dans le champ d'application d'une même convention collective peuvent également se constituer en groupement d'employeurs à la condition de déterminer la convention collective applicable au groupement.

Mais, dans ce cas, le groupement doit être agréé par l'administration. L'entreprise, qui adhérerait à ce groupement, continue d'appliquer la convention collective dont elle dépend pour ses salariés propres. En revanche, pour elle, l'adhésion signifie que, pour les salariés du groupement, elle applique la convention choisie par ledit groupement.

Voilà pourquoi cet amendement pourrait être à la limite dangereux, même si telle n'est pas l'intention de ses auteurs. Il pourrait laisser supposer qu'une entreprise soumise à une convention collective plus favorable pour ses salariés pourrait se dispenser de l'appliquer en adhérant à la convention applicable au groupement qui pourrait être moins favorable.

A l'heure où le Gouvernement préconise une généralisation de la couverture conventionnelle, il ne peut courir le risque de constater, ici ou là, par une interprétation, évidemment fallacieuse, d'un texte, une dégradation de la couverture conventionnelle dans telle ou telle entreprise.

Si le groupement d'employeurs, qui comprend des entreprises soumises à des couvertures collectives différentes, ne peut fonctionner avant d'avoir obtenu un agrément, c'est bien à juste titre. C'est pour ces raisons que je solliciterai des auteurs de l'amendement n° 3 qu'ils veuillent bien le retirer.

L'amendement n° 4, tout en traitant toujours de la même matière, a un autre objet. Il vise à remonter le seuil des effectifs permettant à une entreprise d'adhérer à un groupement et à permettre cette adhésion aux entreprises employant jusqu'à deux cent cinquante salariés.

L'adoption d'un seuil plus élevé ne doit pas aboutir à la remise en cause de l'équilibre du système, le risque étant que les entreprises ayant une structure suffisante pour recruter des salariés ne substituent des emplois non permanents à des emplois permanents.

Cependant, le Gouvernement a le souci de faciliter pour les petites entreprises la possibilité de conduire une politique dynamique. Limitée à des entreprises employant moins de onze salariés, cette possibilité peut paraître insuffisante, le Gouvernement le comprend. Cependant, il lui est apparu que certaines entreprises employant plus de onze salariés n'ont pas pour autant la structure nécessaire pour inciter au recrutement de salariés à temps plein ou à temps partiel en vue de développer l'innovation, une politique commerciale nouvelle dont les résultats ne sont pas acquis d'avance. C'est pourquoi le Gouvernement a déposé un sous-amendement tendant à remplacer le chiffre de « deux cent cinquante » par celui de « cent» salariés. Cette taille d'entreprise lui paraît mieux adaptée.

Par ailleurs, je voudrais insister sur certaines précautions auxquelles vous avez accordé, comme je le fais moi-même, toute l'importance qu'elles méritent. Il va de soi que les entreprises, surtout celles dont les effectifs sont compris entre cinquante et cent salariés, ne peuvent avoir recours à cette procédure que pour un nombre restreint d'emplois et pour le temps durant lequel la permanence de l'emploi concerné ne peut être assurée. Dans le cadre de ses attributions, le comité d'entreprise est bien entendu consulté.

Dans ces conditions, compte tenu des précisions que je viens d'apporter, le Gouvernement serait favorable à l'amendement n° 4 sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 810 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* L'amendement n° 3 a pour objet d'étendre les dispositions créées par la loi du 25 juillet 1985 sur les groupements d'employeurs aux entreprises de plus de onze salariés par la suppression du dispositif correspondant de l'article L. 127-1 du code du travail et par un assouplissement des conditions d'adhésion aux groupements d'employeurs.

La commission avait donné un avis favorable au développement d'une formule qui allait dans le sens du développement de l'emploi.

La commission s'étant prononcée, son rapporteur est lié par l'avis qu'elle a émis. Toutefois, je comprends bien évidemment les explications qui ont été données par M. le ministre et les assurances qu'il a données, mais je ne peux le faire qu'à titre personnel.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* C'est déjà important.

M. Louis Souvet, *rapporteur.* S'agissant de l'amendement n° 4 sous-amendé, j'exprimerai le regret que le Gouvernement ne se rallie pas au chiffre de 250 salariés qui laisserait plus d'ouverture au fonctionnement des groupements d'employeurs. Mais là encore vous comprendrez bien que je suis tenu par la position de la commission des affaires sociales, qui est favorable à l'amendement n° 4.

M. le président. Monsieur Louvot, les amendements sont-ils maintenus ?

M. Pierre Louvot. Les explications qu'a données M. le ministre m'ont apporté des éclaircissements. Je reconnais volontiers que la loi du 25 juillet 1985 concerne essentiellement les petites entreprises dont la capacité d'emploi est réduite. Vous observez à juste titre, monsieur le ministre, qu'au-delà d'un certain seuil les entreprises doivent pouvoir

recruter les spécialistes dont elles ont besoin. Néanmoins, la proposition qui a été faite par M. Balarello et le groupe de l'U.R.E.I. était porteuse d'une espérance, celle de faciliter le recrutement pour un certain nombre d'entreprises à travers ce mode particulier de regroupement.

La commission avait approuvé cette proposition mais j'avoue qu'en vous écoutant, monsieur le ministre, j'entrevois les effets secondaires et parfois pervers qui peuvent apparaître en matière de couverture conventionnelle.

L'essentiel à mes yeux est que les bonnes intentions des auteurs de l'amendement soient reconnues. Dans ces conditions, je me crois autorisé à retirer l'amendement n° 3 au nom de ses auteurs.

M. le président. L'amendement n° 3 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 810 rectifié, accepté par la commission.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, l'amendement n° 4, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article additionnel ainsi rédigé est donc inséré dans le projet de loi, après l'article 31.

Le Sénat voudra sans doute interrompre maintenant ses travaux, pour les reprendre à quinze heures quinze. *(Assentiment.)*

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à treize heures cinq, est reprise à quinze heures vingt, sous la présidence de M. Pierre-Christian Taittinger.)

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER, vice-président

M. le président. La séance est reprise.

3

RAPPELS AU RÈGLEMENT

M. Robert Vizet. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, ce rappel au règlement se fonde sur l'article 32 du règlement ainsi que sur ses articles relatifs à l'organisation de nos travaux.

Mon amie Mme Bidard-Reydet est intervenue hier pour s'opposer, au nom de notre groupe, aux propositions de la majorité de la conférence des présidents de faire siéger le Sénat samedi et dimanche prochains.

L'Assemblée nationale se réunit aujourd'hui même, demain, lundi 29 juin et mardi 30 juin, c'est-à-dire ni samedi, ni dimanche - le *Journal officiel* du 24 juin 1987, édition Lois et décrets, le confirme d'ailleurs - nous ne voyons donc pas ce qui oblige le Sénat à siéger samedi et dimanche.

Depuis lundi dernier, nous assistons à un « saucissonnage » et à une précipitation qui sont préjudiciables au bon travail du Sénat.

Puisque le Gouvernement a déclaré que tout devait être achevé au cours de la session extraordinaire, et étant donné qu'au début de ladite session le Sénat ne pourra pas délibérer tant que l'Assemblée nationale n'aura pas procédé aux premières et secondes lectures qui lui incombent, siéger samedi et dimanche paraît tout à fait inutile.

De surcroît, cette situation, imposée par le Gouvernement et acceptée par la majorité sénatoriale, a des retombées néfastes sur les conditions de travail du personnel du Sénat. En disant cela, je pense notamment au secrétariat collectif, qui, malgré sa bonne volonté, n'est plus en mesure de suivre le rythme qui nous est imposé. C'est absolument intolérable.

Nous devons encore examiner trois textes déjà soumis à commissions mixtes paritaires, sept projets de loi déclarés d'urgence qui n'ont fait l'objet que d'une seule lecture, et vingt et un projets de loi encore en navette, et ce, sans compter les conventions internationales. Il est certain que tous ces projets ne pourront être examinés d'ici au 30 juin. Dans ces conditions, pourquoi cette précipitation ?

Même si le Sénat s'est prononcé hier sur la question de siéger samedi et dimanche, nous savons depuis que c'est absurde puisqu'il faudra attendre que les textes reviennent de l'Assemblée nationale. Au nom du Gouvernement, M. le ministre chargé des relations avec le Parlement doit donc venir s'expliquer devant le Sénat. Il est, en effet, indispensable que l'ordre des travaux parlementaires des prochains jours soit connu afin que nous puissions nous organiser.

Dans l'immédiat, conformément à l'article 32, alinéa 4, du règlement, je demande au Sénat, compte tenu des informations que je viens de donner, de revenir sur sa décision de siéger samedi et dimanche prochains.

Le problème n'est pas de savoir si l'on va siéger samedi ou dimanche. Si nous étions certains que la session serait close dimanche, nous accepterions bien évidemment de siéger même la nuit. Mais, puisque nous savons que nous allons « déborder », pourquoi nous précipiter et travailler samedi et dimanche ?

Monsieur le président, je souhaite que le Sénat se prononce sur la proposition de mon groupe car il convient de mettre un terme à une telle inorganisation. Dans le cas contraire, soyez-en certain, samedi et dimanche, nous compterons le nombre de sénateurs présents à chacune de ces séances ; or , 227 ont accepté de siéger.

M. le président. Monsieur Vizet, ces informations étant déjà connues et le Sénat s'étant prononcé sur cette question par un vote, il n'y a pas lieu qu'il se prononce à nouveau.

M. Claude Estier. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Estier.

M. Claude Estier. Il n'y a peut-être pas de raison que le Sénat se prononce à nouveau, mais je ne suis pas certain qu'il ait été parfaitement informé des conditions dans lesquelles se dérouleraient les derniers jours de la session ordinaire et le début de l'éventuelle session extraordinaire. En effet, à ce moment-là, nous n'avions pas entendu les informations que M. Dailly a livrées à l'ensemble des sénateurs.

Les informations apportées par mon collègue M. Vizet constituent des faits nouveaux qui n'étaient pas présents à l'esprit des sénateurs qui ont voté la décision de siéger samedi et dimanche.

Le problème est de savoir non si nous siégeons samedi et dimanche mais si nous siégeons ces deux jours-là pour, ensuite, n'avoir plus rien à faire les premiers jours de la session extraordinaire.

Une telle situation de désordre dans les travaux parlementaires mérite, pour le moins, que nous obtenions des explications complémentaires.

Le groupe socialiste s'associe donc à la demande de M. Vizet.

M. le président. Mon cher collègue, je transmettrai votre remarque à M. le président du Sénat. S'il estime nécessaire de réunir la conférence des présidents pour tenir compte de vos informations, il en prendra la décision.

Pour l'instant, messieurs Vizet et Estier, je ne peux que vous donner acte de vos déclarations.

4

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES BUDGETS DE 1984 ET 1985

Discussion de deux projets de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi (n° 296, 1986-1987), adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1984

[Rapport n° 301 (1986-1987)] et du projet de loi (n° 297, 1986-1987), adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1985. [Rapport n° 302 (1986-1987).]

La conférence des présidents a décidé qu'il serait procédé à une discussion générale commune de ces deux projets de loi.

Dans la discussion générale commune, la parole est à M. le ministre.

M. Alain Juppé, *ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, les projets de loi de règlement des budgets de 1984 et 1985 que je vous présente aujourd'hui se rapportent, vous le savez, à des exercices budgétaires dont les lois de finances n'ont été ni préparées ni exécutées par le gouvernement auquel j'appartiens.

Ces budgets traduisent une politique économique, budgétaire et financière dont chacun sait qu'elle ne fut pas la nôtre et qu'elle ne correspond pas à nos convictions.

J'ai assez souvent condamné les effets néfastes de cette politique pour qu'il me soit possible aujourd'hui d'éviter de reprendre des critiques qui sont bien connues et qui, en outre, n'auraient pas de portée concrète, puisqu'il s'agit de lois de finances maintenant définitivement exécutées.

Je me bornerai donc à une analyse technique des deux projets de loi de règlement qui vous sont soumis.

Je ne veux naturellement pas dire par là que le débat sur la loi de règlement auquel nous allons procéder cet après-midi n'est qu'une simple formalité. Ce type de projets de loi, appuyés par les déclarations générales de conformité et le rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances dont je me plais à souligner la qualité, constituent en effet des pièces essentielles du contrôle parlementaire que vous exercez, mesdames, messieurs les sénateurs. Celui-ci exige, en effet, une information précise et complète sur les modifications apportées aux lois de finances.

Il convient de constater les opérations réelles de l'année, d'ouvrir des crédits complémentaires qui s'avèrent nécessaires, d'apurer les opérations particulières et de transférer les résultats au découvert du Trésor.

M. le rapporteur général exposera le contenu précis de ces projets de loi avec les qualités de synthèse et d'analyse que nous lui connaissons tous et que je tiens une nouvelle fois à saluer. Pour ma part, je me bornerai, en premier lieu, à rappeler l'insuffisante maîtrise des finances publiques que l'on décèle à la lecture des deux projets de loi de règlement et, en second lieu, à répondre aux critiques de caractère général formulées sur les conditions dans lesquelles ces lois de finances ont été exécutées.

Je dois avouer qu'il m'est plus facile de soumettre à votre vote les projets de loi de règlement pour 1984 et 1985 que de défendre les exercices 1981 et 1983, lesquels ont marqué une dégradation sans précédent de nos finances publiques.

Alors que la loi de finances initiale pour 1981 avait été votée - vous vous en souvenez sans doute - avec un déficit prévisionnel légèrement supérieur à 29 milliards de francs, le déficit d'exécution a été porté à un peu plus de 81 milliards de francs puis à 99 milliards de francs en 1982 et à 129,6 milliards de francs en 1983.

Dans notre histoire budgétaire récente nous n'avions jamais connu une telle progression exponentielle du déficit des dépenses publiques.

Il est vrai que les deux exercices budgétaires de 1984 et de 1985 marquent une stabilisation par rapport à cette tendance. Ils n'en font pas moins apparaître une insuffisante maîtrise que deux indicateurs mettent en évidence.

Premier indicateur : la progression des dépenses du budget général. Celle-ci est demeurée à un niveau très élevé, supérieur à la fois aux prix et aux prévisions initiales de la loi de finances, à savoir une augmentation des dépenses de 8,4 p. 100 en 1984 et de 7,7 p. 100 en 1985. Je vous rappelle qu'au cours des deux années considérées les prix avaient augmenté quant à eux de 7,4 p. 100 et de 5,6 p. 100. Il y avait donc bien eu un alourdissement du poids de la dépense publique dans la richesse nationale alors que le premier projet de budget présenté par l'actuel Gouvernement, à l'automne dernier, comprend des dépenses publiques en augmentation de 1,8 p. 100, qui sont donc inférieures à l'inflation prévisionnelle et à l'inflation que nous connaîtrons cette année.

Deuxième indicateur : les déficits d'exécution. Au cours de ces deux exercices, ils ont dépassé les prévisions initiales. Si l'on exclut les aléas dus aux variations des taux de change - je veux parler des opérations avec le fonds monétaire international ou des mouvements enregistrés par le front de stabilisation des changes - les soldes définitifs traduisent un déficit de 146 milliards de francs en 1984 alors que le déficit prévu s'élevait à 126 milliards de francs. Le déficit réel atteint donc 3,3 p. 100 du produit intérieur brut et est donc supérieur à la norme fixée à l'époque, à savoir 3 p. 100.

Pour 1985, le déficit réel s'établit à 153 milliards de francs par rapport à une prévision de 140 milliards de francs. Cette année-là encore, la norme de 3 p. 100 fixée par le précédent gouvernement avait été dépassée, puisque l'exécution se situait aux alentours de 3,4 p. 100.

A ceux qui seraient tentés de penser que quelques dixièmes de points ont peu de signification, je rappellerai qu'ils représentent en fait un dérapage de 15 milliards de francs, c'est-à-dire une somme équivalente à la réduction du déficit que nous avons engagée dès 1987 et qui sera poursuivie dans les années à venir, à commencer par la loi de finances pour 1988.

Je soulignerai également que, pour la première fois depuis 1980, l'exécution de la loi de finances pour 1986 - qui revient en grande partie à l'actuel Gouvernement, puisque c'est lui qui l'a exécutée après les mesures correctrices prévues par la loi de finances rectificative - a permis de dégager un solde de 141 milliards de francs, inférieur à la prévision initiale. Nous sommes retombés à 2,87 p. 100 du produit intérieur brut après avoir atteint ce maximum de 3,4 p. 100 que j'évoquais à l'instant.

Voilà les quelques chiffres, sans doute trop nombreux, que je voulais vous rappeler pour bien mettre en évidence le changement qui s'est opéré depuis quelques mois dans notre gestion budgétaire. D'une situation de dérapage de la dépense publique, qui caractérise encore 1984 et 1985, nous sommes revenus à une situation de bonne maîtrise budgétaire.

J'aborderai maintenant, très rapidement, le deuxième point de cette présentation des lois de règlement, à savoir les conditions d'exécution de la loi de finances de 1984 et 1985 et les critiques qui ont été énoncées, notamment par votre rapporteur général dans ses rapports très documentés.

Ces critiques ont trait à l'insuffisance de la prévision des crédits nécessaires au paiement des charges de la dette publique, aux modifications réglementaires excessives apportées au montant des crédits, à l'information partielle du Parlement en matière de fonds de concours, à l'excès de la pratique du visa en dépassement, ainsi que du volume des reports et transferts de crédits. Je souhaiterais formuler quelques observations sur ces questions importantes de pratique et de doctrine budgétaires. En y revenant, je me tournerai plus vers l'avenir que vers le passé. En effet, le principal intérêt des lois de règlement est de nous inciter à corriger, pour la gestion future, les imperfections des gestions passées.

Le premier point que j'aborderai est celui des écarts entre la prévision et l'exécution. Chacun comprendra que l'infaillibilité des prévisions n'est pas assurée en matière budgétaire comme en n'importe quel autre domaine. Pour les recettes fiscales, par exemple, les difficultés de prévision sont nombreuses : la loi de finances initiale est souvent préparée alors que les recouvrements des impôts de l'année « N moins 2 » ne sont pas encore connus - c'est le cas de l'impôt sur le revenu - les recettes de T.V.A., pour leur part, sont extrêmement sensibles aux variations de la conjonction économique. Je pourrais citer d'autres facteurs qui justifient les écarts entre la loi de finances initiale et la loi de règlement. Les surprises sont parfois bonnes, parfois mauvaises, les difficultés techniques - je le reconnais volontiers - n'expliquent cependant pas tout. Le dépassement de 20 milliards de francs des crédits initiaux de la dette publique en 1984 correspond,

pour une part, à une sous-estimation évidente qu'on ne peut imputer totalement aux aléas de la prévision. Les observations de votre commission des finances sont parfaitement justifiées sur ce point.

Comme une erreur en entraîne une autre, l'insuffisance des crédits initiaux a conduit le Gouvernement précédent à multiplier de façon excessive les visas en dépassement, plus de 11 milliards de francs en 1984.

Sur ce point, je partage l'opinion de M. le rapporteur général et regrette comme lui la pratique du visa en dépassement. Le Gouvernement actuel s'efforce de ne plus y avoir recours. En 1986, à l'exception des crédits demandés dans le collectif de fin d'année destinés à assurer les traitements des personnels de l'éducation nationale et qui ont donné lieu à un visa anticipant l'autorisation législative de quelques jours, il n'y a eu aucune utilisation de cette formule. En 1987, la même attitude rigoureuse s'est accompagnée du relèvement des dotations au titre des dépenses éventuelles accidentelles. Elle peut, aussi, justifier un recours plus fréquent aux décrets d'avances.

S'agissant des fonds de concours, je suis bien conscient que leur traitement budgétaire est encore imparfait.

Tout d'abord, en matière de connaissance des fonds de concours, je tiens à préciser que l'information du Parlement, si elle a été améliorée à partir de 1985 par la publication d'un document « vert », cette information n'est pas encore tout à fait au point.

La jeunesse de ce document explique largement les imperfections constatées, telles que l'absence de certaines recettes ouvertes par des textes réglementaires pourtant publiés au *Journal officiel*. De façon à répondre au souci exprimé par le Parlement, je veillerai à ce que le document qui sera publié en 1988 marque un progrès décisif en la matière.

Quant à la régularité de certains fonds de concours, je me bornerai à souligner que le Gouvernement, suivant en cela les remarques du Parlement et de la Cour des comptes, a mis fin à l'assimilation des recettes en provenance du F.S.G.T., le fonds spécial de grands travaux, à un fonds de concours, a rebudgétisé le prélèvement sur la taxe sur les bureaux en région d'Ile-de-France et étudie également les possibilités de rebudgétisation de la taxe foncière.

M. le rapporteur général fait état, d'autre part, des critiques traditionnelles de la Cour des comptes sur les annulations de crédits par voie réglementaire. L'article 13 de l'ordonnance de 1959 permet les annulations de crédits « devenus sans objet ». Je ne m'étendrai pas sur la querelle métaphysique et sémantique de « l'objet » des crédits. Cela ne vous surprendra pas : j'ai quelques difficultés à suivre parfois le raisonnement de la Cour en la matière. Le Gouvernement a la latitude, ainsi que l'a admis le Conseil constitutionnel par sa décision du 28 décembre 1985, de procéder à l'annulation d'un ensemble de crédits devenus sans objet de manière à ne pas altérer l'équilibre de la loi de finances.

Je terminerai ces considérations en abordant le problème des reports. La Cour des comptes relève leur montant et la date tardive de parution des arrêtés de report.

Certes, la règle de l'annualité - nous le savons tous - constitue un principe fondamental non seulement du droit budgétaire, mais aussi du contrôle parlementaire. Ce principe est intangible, mais il reste que l'ordonnance organique - qui est notre bible en la matière - prévoit des exceptions notables.

Une analyse fouillée de la structure des reports met en évidence que ceux qui concernent des crédits reportables par nature, c'est-à-dire ceux des fonds de concours, des dépenses en capital et de l'« état H » annexé à la loi de finances, représentent l'immense majorité des reports. Les autres, également prévus par l'ordonnance organique, n'atteignent que 2 à 3 p. 100 des reports. Il n'en demeure pas moins vrai que le niveau excessif de 1984 - 4 p. 100 - traduit une insuffisance de maîtrise de la consommation des crédits budgétaires.

Le Gouvernement est par ailleurs sensible aux critiques concernant la parution tardive des arrêtés de report. En 1980, ces arrêtés ont été publiés entre le 30 juillet et le 19 août. En 1985, ils l'ont été le 21 septembre. Dès 1986, le Gouvernement s'est efforcé de réduire ce retard et nous nous efforcerons, bien sûr, d'aller à nouveau dans ce sens à l'avenir.

S'agissant enfin des reports de charges, je distinguerai les reports traditionnels assimilables en fait à de simples décalages comptables pratiqués régulièrement et ce que votre rapporteur général appelle « le report à l'exercice suivant de dettes échues et non payées... pour minorer le montant apparent des dépenses ». Il va de soi que je m'associe pleinement aux critiques concernant ces pratiques peu orthodoxes et trop fréquemment utilisées en 1984.

J'arrête là, mesdames et messieurs les sénateurs, cet exposé. J'ai bien conscience de sa très grande technicité, donc de son aridité, mais le contrôle parlementaire de la dépense n'est pas une partie de plaisir, il fallait, je crois, aborder ces questions avec toute la technicité nécessaire.

Comme vous l'avez constaté, au lieu de me lancer dans un procès qui aurait été facile à instruire, car le verdict est contenu dans les chiffres qui sont sous vos yeux, j'ai préféré vous exposer ce que nous avons déjà entrepris de faire pour garantir au Parlement les conditions d'une information la plus complète possible par une transparence des procédures et une sincérité accrue des prévisions comme des résultats.

Si je vous demande maintenant d'adopter ces projets de loi de règlement, ce n'est pas, croyez-le bien, pour ratifier *a posteriori* la gestion budgétaire des deux années 1984 et 1985, mais tout simplement parce qu'il s'agit de documents comptables que nous ne pouvons, à mon avis, pas faire autrement que de constater. Je vous en remercie à l'avance. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I. et de l'union centriste.)*

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Maurice Blin, *rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, notre assemblée est donc appelée à se prononcer cet après-midi sur deux textes qui, à l'évidence, peuvent paraître bien dépassés. Pourquoi cette procédure ?

Tout d'abord parce que c'est en juin 1987 seulement que nous avons à connaître la gestion des crédits votés en 1984. Les observations que nous allons formuler portent donc sur un passé bien lointain et, de fait, perdent apparemment une large partie de leur impact.

Ensuite, parce que le gouvernement qui présente et défend aujourd'hui ses projets ne partage pas - vous venez de le rappeler, monsieur le ministre et c'est une évidence - les choix politiques que ces lois de règlement traduisent.

Pourtant, cet exercice n'est pas vain. Le recul du temps permet de discerner dans l'évolution des finances publiques au cours des années 1984 et 1985 des choix dont les conséquences sont encore sensibles aujourd'hui.

Avant d'étudier le contenu des textes qui nous sont soumis, je voudrais très brièvement rappeler le contexte économique de l'époque.

En 1984, la conjoncture économique internationale fut marquée par deux faits majeurs.

Les Etats-Unis connaissaient une croissance exceptionnelle. En douze mois, le P.N.B. américain s'est accru de 6,8 p. 100. S'accompagnant d'une vigoureuse reprise de la demande intérieure, cette expansion s'est payée d'un afflux d'importations et d'un gigantesque déficit commercial. Par ce biais, la reprise américaine a pu exercer un effet d'entraînement sur le reste du monde.

Parallèlement, le vaste mouvement de désinflation mondiale, engagé dès 1982, s'est poursuivi. Grâce à des politiques salariales rigoureuses, le rythme moyen de la hausse des prix a pu être ramené, pour l'ensemble de la Communauté économique européenne, de 7,3 p. 100 à 6,1 p. 100.

Dans cet environnement général pourtant favorable, les performances de la France sont restées très moyennes. Certes, des résultats non négligeables ont été obtenus en matière de lutte contre l'inflation. Mais la politique de rigueur, tardivement engagée par notre pays, bien qu'étant imposée par la rupture des grands équilibres due à des errements antérieurs, a limité notre capacité à profiter de la reprise.

Le pouvoir d'achat du revenu des ménages ayant baissé de 0,5 p. 100, la demande intérieure française est restée pratiquement étale. Malgré une contraction du déficit commercial, le produit intérieur brut marchand n'a progressé, en volume, que de 1,5 p. 100 contre 2,4 p. 100 pour l'ensemble des pays de la C.E.E.

En matière budgétaire, le projet de loi de finances pour 1984 prévoyait une progression de 6,5 p. 100 tant des dépenses que des recettes. Le déficit devait donc être contenu

à 125,8 milliards de francs, soit 3 p. 100 du P.I.B., contre les 117,7 milliards de francs prévus dans la loi initiale pour 1983.

Toutefois, ces estimations ont enregistré de fortes variations et de nombreuses modifications en cours d'année.

Ainsi, un décret d'avance du 29 mars 1984 a ouvert 3,7 milliards de francs au titre des interventions dans le secteur naval. Il était gagé, il est vrai, par des annulations de même montant portant tant sur le budget général - 2,7 milliards de francs - que sur les comptes de prêts - 1 milliard de francs.

Un arrêté en date du 23 novembre 1984 a annulé d'un coup 24,6 milliards de francs de crédits.

La loi de finances rectificative a ouvert enfin 40,7 milliards de francs de crédits complémentaires - dont 14,5 milliards de francs au titre de la dette et 9,7 milliards de francs correspondant à une redistribution de dotation - rendus nécessaires par la réforme de l'indemnisation du chômage.

Compte tenu de ces diverses opérations, le solde du budget pour 1984 s'établissait alors, à la fin de 1984, à 144,4 milliards de francs, soit - vous le rappeliez tout à l'heure, monsieur le ministre - 3,3 p. 100 du P.I.B.

Aujourd'hui, la loi de règlement 1984 dont nous avons à connaître porte ce même déficit - hors F.M.I. et hors fonds de stabilisation des changes - à 146,1 milliards de francs, soit 3,42 p. 100 du P.I.B. Les ajustements qu'elle propose se répartissent en 14,4 milliards de francs d'ouvertures et 5,6 milliards de francs d'annulations au titre du budget général, les crédits complémentaires concernant essentiellement la dette - encore elle - pour 3 milliards de francs, les remboursements d'impôts - plus 6 milliards de francs - le fonds national de chômage - plus 1,3 milliard de francs - et les encouragements à la construction immobilière - plus 1,2 milliard de francs ; 4,1 milliards de francs d'ouvertures et 2,3 milliards de francs d'annulations au titre des budgets annexes ont été effectués. On notera en particulier une dotation complémentaire de 1,3 milliard de francs pour les remboursements d'emprunts des P.T.T. Voilà pour l'année 1984.

L'année 1985 devait être marquée, selon les hypothèses économiques annexées au projet de loi de finances, par un net redémarrage de la croissance.

Le ralentissement prévisible de l'expansion aux Etats-Unis devait, du moins le croyait-on, s'accompagner d'un rééquilibrage avec les autres pays industrialisés. Dans ces conditions, le gouvernement de l'époque escomptait une progression de 2 p. 100 de notre P.I.B. en volume, due non seulement à une reprise de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, mais aussi à un nouvel accroissement de nos exportations.

Lors du débat budgétaire, votre commission des finances avait souligné l'extrême fragilité de ces hypothèses. Les faits lui ont malheureusement donné raison.

Certes, la croissance mondiale, particulièrement américaine, a été moins forte qu'en 1984. Toutefois, ce ralentissement n'a pas permis de résorber les déséquilibres existants entre la République fédérale d'Allemagne et le Japon, d'une part, les autres pays industrialisés, d'autre part.

Sur le plan intérieur, la consommation des ménages a connu une légère accélération - plus 1,9 p. 100 en volume - tandis que l'investissement des entreprises cessait de décroître et enregistrait même une amélioration - plus 1,6 p. 100 en volume. Mais ces deux mouvements ont entraîné un gonflement de 2,9 p. 100 en volume de nos importations, alors que nos exportations connaissaient une croissance de 1,9 p. 100, c'est-à-dire un taux bien moindre qu'en 1984.

En conséquence, le P.I.B. s'est accru en volume de 1,1 p. 100, chiffre légèrement inférieur à celui de 1984, mais surtout nettement en retrait par rapport aux estimations initiales de 2 p. 100 et à la moyenne européenne, qui s'élève à plus 2,1 p. 100.

Se fondant sur les hypothèses économiques que je rappelais à l'instant, la loi de finances initiale pour 1985 s'était fixée deux objectifs : d'une part, limiter le déficit à 3 p. 100 du P.I.B. et, d'autre part, réduire d'un point le poids des prélèvements obligatoires. C'est dans ce contexte qu'il fut décidé de supprimer la contribution sociale de 1 p. 100, instituée, en 1983, au profit du régime général de sécurité sociale. A l'époque, la commission des finances s'était interrogée sur l'opportunité de cette suppression, qui risquait de compromettre l'équilibre déjà précaire de nos régimes sociaux. Le budget, quant à lui, était qualifié par la presse comme comportant « moins d'impôt et plus de taxes ». En effet, la réduction de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu s'accompagnait d'une forte majoration des taxes sur les produits pétroliers.

Les dépenses hors remboursement d'impôt devaient progresser de 5,3 p. 100 par rapport aux estimations initiales de 1984. Toutefois, compte tenu du poids croissant de la dette - ce fait revient de manière lancinante chaque année - à savoir plus de 20 p. 100, une telle évolution globale supposait une forte progression des autres types d'intervention. Sous ces contraintes, le déficit budgétaire se stabilisait à 140,1 milliards de francs.

L'évolution peu favorable de notre économie a conduit à modifier sensiblement ces prévisions budgétaires. Un arrêté, en date du 27 novembre 1985, a annulé 13,9 milliards de francs de crédits, dont 3,37 milliards de francs à la suite de la mise en œuvre, à titre rétroactif, du mécanisme de surcompensation entre les régimes spéciaux d'assurance vieillesse.

Une loi de finances rectificative a parallèlement majoré les dépenses du budget général de 25,9 milliards de francs, soit 4,9 milliards de francs au titre de la dette, 3,1 milliards de francs au titre des versements à la Communauté économique européenne et 2,4 milliards de francs sous la forme d'un reversement au budget annexe des P. et T. Encore faut-il rappeler que cette dernière opération s'est accompagnée d'un transfert sur le budget des P. et T. de nouvelles charges représentant la participation de l'Etat au financement de la filière électronique.

Compte tenu de toutes ces modifications, le déficit budgétaire s'est trouvé porté à 149,6 milliards de francs, soit 3,3 p. 100 du produit intérieur brut.

Le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985, que nous examinons, fixe désormais ce même déficit - toujours hors F.M.I. et hors fonds de stabilisation des changes - à 153,2 milliards de francs, soit 3,34 p. 100 du produit intérieur brut.

En effet, ce texte prévoit, au titre du budget général,7,6 milliards de francs de crédits complémentaires, dont 5 milliards de francs sont destinés au financement de la dette - je la cite pour la sixième fois ! Ces ouvertures de crédits sont compensées par 7,8 milliards de francs d'annulations de crédits inutilisés.

Au titre des budgets annexes, 13,3 milliards de francs de crédits complémentaires sont demandés, dont 10,2 milliards de francs sur le seul budget des P.T.T. En particulier, on relève un nouveau versement de 2,5 milliards de francs du budget annexe au budget général. Ces résultats d'ensemble couvrant les deux années 1984 et 1985 traduisent, mes chers collègues, des choix que notre assemblée n'avait pas acceptés. De plus, la gestion des crédits durant ces deux exercices appelle de nombreuses observations de la part de votre commission, qui se fait ici l'écho de la Cour des comptes.

Le recours systématique à certaines procédures, en particulier, a conduit à négliger le rôle du Parlement en matière budgétaire. Je citerai quelques exemples de ces méthodes.

Les annulations de crédits - massives en 1984, plus réduites en 1985 - ont souvent porté sur des crédits qui n'étaient manifestement pas devenus sans objet, comme l'aurait voulu le droit budgétaire. Par exemple, les annulations opérées en 1985, à la suite de la mise en œuvre du mécanisme de surcompensation que j'évoquais tout à l'heure, ont obligé la caisse des mines à emprunter 2,4 milliards de francs au taux de 9 p. 100. Ces réductions de crédits auraient donc dû s'inscrire dans le cadre d'une loi de finances rectificative et non d'un simple arrêté.

De même, certains fonds de concours font l'objet de sévères observations de la part de la Cour des comptes. C'est, en particulier, le cas des crédits du fonds spécial de grands travaux qui, en outre, se substituent progressivement à des dotations budgétaires.

Les autorisations de visa en dépassement - vous avez évoqué ce point à l'instant, monsieur le ministre - semblent devenir une pratique courante, alors que cette procédure est totalement irrégulière.

Enfin, la Cour des comptes constate que l'ampleur de certains dépassements sur des chapitres dotés de crédits évaluatifs résulte essentiellement d'une sous-évaluation des besoins lors de l'élaboration de la loi de finances et de l'ab-

sence d'ajustement par la loi de finances rectificative. C'est, en particulier - ai-je besoin de le rappeler une dernière fois ? - le cas des crédits consacrés à la dette.

Parallèlement, diverses mesures ont permis de contenir - mais seulement en apparence - le déficit budgétaire dans des limites plus « raisonnables ». M. de la Genière, dans son rapport sur la situation des finances publiques de la France, les a d'ailleurs évoquées largement.

Ainsi, en 1984, Gaz de France a été convié à prendre en charge le surcoût du gaz algérien, au lieu et place du budget de l'Etat.

De même, la caisse nationale de l'énergie a été sollicitée pour compléter, à hauteur de 3,2 milliards de francs, les ressources de Charbonnages de France, de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie et du commissariat à l'énergie atomique.

L'imputation, d'une dette de plus de 9 milliards de francs à l'égard de la sécurité sociale - cela est peut-être plus grave encore - a été décalée de 1984 sur 1985 avec, pour seul objet et seul résultat, d'éviter une aggravation du déficit de 1984, alors que l'appel massif au concours de la Caisse des dépôts et consignations permettait à l'Etat, dans le même temps, de réduire de 7 milliards de francs ses interventions dans le domaine du logement.

L'émission d'obligations renouvelables du Trésor - les fameuses O.R.T. - et la suppression de la rémunération des fonds déposés par les C.C.P. auprès du Trésor ont permis de limiter artificiellement la charge croissante de la dette. Mais le coût des O.R.T. se retrouvera dans les budgets ultérieurs, et encore dans celui d'aujourd'hui.

Enfin, on ne peut manquer de souligner la complexité des relations existant entre le budget général et le budget annexe des P.T.T. En 1985, ce dernier aura, certes, reçu 2,4 milliards de francs à la suite de la décision du Conseil constitutionnel condamnant un prélèvement indû pratiqué l'année précédente. Toutefois, le transfert de charges opéré au même moment annule l'impact de cette restitution. Le projet de loi de règlement pour 1985 nous demande, en effet, d'avaliser un nouveau versement de 2,5 milliards de francs au budget général, qui vient se cumuler avec celui qui était déjà prévu dans la loi de finances initiale. Du coup, de telles opérations n'ont pas permis aux P.T.T. de profiter pleinement de leur capacité d'autofinancement et le budget annexe a dû s'endetter. Ainsi, le montant des emprunts contractés est passé de 14,1 milliards de francs le 31 décembre 1983 à 21,9 milliards de francs le 31 décembre 1985, soit une progression de 55 p. 100.

Enfin, le nouveau budget annexe de la navigation aérienne créé en 1985 présente, lui aussi, une évidente anomalie. En effet, le budget général lui ayant versé une dotation initiale, celle-ci a été assimilée à un prêt amortissable, assorti d'intérêts calculés au taux de 14,3 p. 100, comme si l'Etat avait été conduit à se prêter à lui-même. On ne peut que s'interroger sur le bien-fondé d'une telle opération.

Monsieur le ministre, cette trop longue série d'observations ne vous est bien évidemment pas adressée. Elle concerne - vous l'avez rappelé - une gestion qui n'était pas la vôtre et qui comporte diverses mesures - débudgétisation, report de dépenses et taxes se substituant à l'impôt - qui visaient à masquer la dégradation des finances publiques. Elles justifient l'opinion déjà exprimée par le Sénat lors de l'examen des budgets de 1984 et 1985.

Toutefois, mes chers collègues, si la loi de règlement retrace clairement l'exécution d'une politique budgétaire, elle revêt également un aspect plus comptable, plus technique, en permettant de solder définitivement les comptes de l'exercice. Il est, en effet, nécessaire de constater les opérations réelles de l'année, d'ouvrir les crédits complémentaires et de transférer les résultats définitifs au découvert du Trésor.

Consciente de cet impératif juridique, votre commission des finances ne vous demandera donc pas de rejeter ces deux textes. Elle se contentera de ne pas vous en recommander l'adoption. *(Applaudissements sur les travées de l'union centriste, de l'U.R.E.I., du R.P.R. et de la gauche démocratique.)*

5

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

M. le président. L'ordre du jour appelle le dépôt du rapport établi par la Cour des comptes au cours de la présente année.

Huissiers, veuillez introduire M. le premier président de la Cour des comptes.

(M. le premier président de la Cour des comptes est introduit avec le cérémonial d'usage.)

M. le président. La parole est à M. le premier président de la Cour des comptes.

M. André Chandernagor, *premier président de la Cour des comptes.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, en exécution des dispositions de l'article 11 de la loi du 22 juin 1967, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, après l'avoir remis à M. le Président de la République, le rapport établi par la Cour des comptes au titre de l'année 1987.

M. le président. Je vous remercie, monsieur le premier président.

Le Sénat donne acte du dépôt de ce rapport.

La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je voudrais, au cours d'une très brève intervention, rappeler l'importance que revêtent pour la commission des finances du Sénat les excellents travaux de la Cour des comptes.

L'action de la haute juridiction que vous présidez, monsieur le premier président, connaît chaque année deux moments privilégiés : le rapport sur la loi de règlement et le rapport annuel dont vous venez d'effectuer le dépôt. A chacune de ces deux occasions, les observations de la Cour, par leur pertinence, leur qualité et leur objectivité, constituent un élément de référence indispensable pour les travaux de notre commission des finances.

Le rapport sur l'exécution du budget, qui accompagne traditionnellement le projet de loi de règlement, est, en premier lieu, un outil indispensable du travail parlementaire ; en vérifiant la correcte exécution de la loi de finances, la Cour des comptes contribue à assurer le respect des autorisations budgétaires consenties par le Parlement, et nous ne devons pas oublier, mes chers collègues, que ce respect est l'un des fondements importants du parlementarisme et un gage de la protection des contribuables.

Cette année encore, ce rapport a démontré l'existence de pratiques que nous devons combattre énergiquement : visas en dépassement abusifs ; répartition de crédits dont l'existence n'a pas été autorisée par un vote du Parlement ; reports et transferts de crédits qui modifient parfois profondément le sens du vote du Parlement.

Le rapport public au Président de la République est également une référence nécessaire pour tous les rapporteurs spéciaux de la commission des finances.

Le rapport public de 1987 sera, une fois de plus, riche d'enseignements ; en le feuilletant rapidement - trop rapidement, le temps m'ayant manqué - j'ai d'ores et déjà pu relever l'intérêt de certains sujets abordés ; les remarques sur l'évolution et les résultats du budget annexe des postes et télécommunications confirment les préoccupations - je parle sous le contrôle de M. le rapporteur général - que nous avions, ici même, maintes fois exprimées.

Les critiques relatives aux concours publics aux exploitations agricoles concernent un sujet d'une actualité brûlante,quelques jours après que notre assemblée vient de discuter, et alors qu'elle se propose de nouveau de le faire, des difficultés de la politique agricole commune.

De même, au moment où le Sénat vient d'examiner le projet de loi renforcant la lutte contre l'alcool au volant, la Cour des comptes rappelle, fort opportunément, les défaillances dans la mise en œuvre de la politique de sécurité routière.

D'une manière générale, le rapport public contient, comme à l'habitude, une somme d'informations que les rapporteurs spéciaux de la commission des finances ne manqueront pas, j'en suis sûr, d'exploiter, au sens noble du mot.

A cet égard, monsieur le premier président, il me souvient qu'au tout début de la Ve République s'était instituée, à la demande réciproque de nos deux institutions, une collaboration active entre les rapporteurs spéciaux et les magistrats de la haute juridiction.

Ce rappel nous permettra de comprendre que la mission de contrôle de l'exécution du budget, qui nous revient, a eu tendance à se dégrader et qu'il nous incombe de la réactiver avec le concours de la Cour des comptes. Il y a là, monsieur le premier président de la Cour des comptes, matière à réflexion en vue de conjuguer nos efforts pour atteindre le même objectif : la régularité des comptes de la nation.

Relever et dénoncer une erreur, un excès, c'est bien ; préciser les mesures de redressement prises à la suite, c'est encore mieux. Il convient de veiller qu'il en soit ainsi. A ce propos, je me réjouis de la publication, trop longtemps différée, du rapport de la commission des suites. Il va falloir préciser et accentuer notre démarche dans ce domaine.

Enfin, je voudrais vous assurer, monsieur le premier président, que la commission des finances veillera à tirer le meilleur profit de la qualité des excellents travaux de la Cour des comptes. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I., de l'union centriste, de la gauche démocratique et sur les travées socialistes.)*

M. le président. Huissiers, veuillez reconduire M. le premier président de la Cour des comptes. *(M. le premier président de la Cour des comptes est reconduit avec le même cérémonial qu'à son arrivée.)*

6

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES BUDGETS DE 1984 ET 1985

Suite de la discussion et adoption de deux projets de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale commune du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1984 et du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1985.

Dans la suite de la discussion générale commune, la parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Monsieur le ministre, vous vous êtes livré à une analyse technique des deux projets de loi de règlement des budgets de 1984 et de 1985 et vous nous avez dit que ce débat n'était pas une simple formalité, car la loi de règlement, appuyée par la déclaration générale de conformité et le rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances, vous paraissait « constituer une pièce essentielle du dispositif du contrôle parlementaire sur la dépense publique ».

S'agissant de la technique, nous en conviendrons. Mais est-ce seulement technique, monsieur le ministre ? Je ne le pense pas.

Cela est si vrai que vous vous êtes laissé aller à déclarer : « Je dois avouer qu'il m'est plus facile de soumettre à votre vote le projet de loi de règlement pour 1984 et 1985 que cela n'aurait été le cas si j'avais eu à défendre la gestion des exercices 1981 à 1983, qui ont marqué une dégradation sans précédent de nos finances publiques ». Quel aveu !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Je n'ai pas commis de faute !

M. Robert Vizet. Cet aveu confirme *a posteriori* l'analyse que nous avions faite du projet de loi pour 1984, projet que nous avions approuvé tout en considérant, lors de sa discussion au Sénat, qu'il recélait un certain nombre de risques, dont celui de prélèvements supplémentaires sur les salariés.

Je ne siégeais pas encore, à cette époque, à la Haute Assemblée et j'ai dû me reporter au *Journal officiel* des débats du Sénat. Même si nous avions alors quatre représentants au Gouvernement - quatre seulement, soit 10 p. 100 de la représentation - mes amis Pierre Gamboa, Camille Vallin, Fernand Lefort et la présidente de notre groupe, Mme Hélène Luc, montrèrent que le budget pour 1984 était en recul par rapport aux acquis des deux budgets précédents.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Quel aveu !

M. Robert Vizet. Dans le même temps, s'affirmait l'infléchissement majeur de la politique gouvernementale ; les engagements pris devant le pays n'étaient pas tenus.

Mes amis avaient relevé des menaces, telles que le prélèvement de 1 p. 100 sur le revenu imposable pour la caisse nationale des allocations familiales, le prélèvement de 1 p. 100 pour l'assurance vieillesse, la surtaxe conjoncturelle et la suppression de l'exonération du foncier bâti. Nous avions alors formulé un certain nombre de critiques sur le budget de 1984.

Vous nous parlez de dégradation des finances publiques, monsieur le ministre, ce qui vous dispense, bien entendu, de nous parler encore, par exemple, du gaspillage que constitue l'emprunt Giscard, du poids qu'il représente dans la charge de la dette publique ; il aura coûté 4,5 milliards de francs en intérêts versés en 1984. Faut-il rappeler qu'au total son montant dépassera largement le coût total des nationalisations ?

Cet emprunt désastreux pour les finances publiques, scandaleux par rapport aux autres intérêts versés - songeons à ceux du livret A de la caisse d'épargne, par exemple - pille scandaleusement les finances publiques. Nous regrettons, à cet égard, que nos amendements visant à faire participer les porteurs de l'emprunt Giscard à l'effort national aient été repoussés.

Nous avons dû constater et nous constatons encore que la parole de l'Etat est quelque peu sélective suivant que l'on défend les intérêts des détenteurs de l'emprunt Giscard, des grandes fortunes ou ceux des petites gens.

Nous avons regretté que ce thème ne soit pas pris en compte pour l'exonération du foncier bâti. Nous n'avons pas approuvé cette mesure, qui pénalisait gravement plusieurs millions de foyers qui s'étaient engagés dans l'acquisition d'un logement à partir des assurances de l'Etat, même si, à l'Assemblée nationale, les députés communistes obtinrent le maintien de l'exonération de la taxe sur le foncier bâti pour 1,3 million de propriétaires et d'accédants à la propriété.

D'une manière générale, les revenus salariaux et non salariaux ne participaient pas également à l'effort national. A moins de 5 milliards de francs de mesures positives en faveur des contribuables correspondait un prélèvement de 20 milliards de francs sur les salaires. Certes, le taux de l'impôt sur les grandes fortunes avait été porté à 8 p. 100, mais nous étions encore loin du compte.

S'agissant des dépenses, nous avions émis quelques réserves concernant l'enseignement, la santé et les anciens combattants, pour lesquels nous souhaitons toujours le rattrapage du rapport constant, que vous n'avez pas encore réalisé.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Si !

M. Robert Vizet. Or ce rattrapage aurait été rendu possible si les propositions que mon groupe avait présentées avaient été adoptées.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Monsieur le sénateur, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Robert Vizet. Je vous en prie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. le ministre, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Je vous remercie, monsieur le sénateur.

Je veux simplement vous rappeler - mais vous le savez aussi bien que moi - que, dans la loi de finances pour 1987, telle qu'elle a été votée, le rattrapage intégral est prévu à partir du 1er décembre 1987. Cet engagement sera donc tenu dès cet exercice. Je tenais à faire le point à ce sujet.

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur Vizet.

M. Robert Vizet. Je vous en donne acte, monsieur le ministre.

Trois mois après le vote du budget de 1984, un arrêt d'annulation de crédits à hauteur de 11 milliards de francs était pris le 29 mars 1984. Dans la loi de finances rectificative pour 1984, le déficit était porté à 3,3 p. 100 du produit intérieur brut. C'était la traduction du coût du chômage, qui dépassait 100 milliards de francs en année pleine.

La dérive de la charge de la dette publique était de plus en plus préoccupante puisque le projet proposait d'ajouter près de 18 milliards de francs aux 70 milliards initialement prévus.

Mon groupe avait alors émis l'appréciation suivante : « Ces choix traduisent une rigueur de plus en plus difficile à distinguer de l'austérité. Cette politique, qui se veut d'assainissement de nos finances et de retour aux grands équilibres, aboutit à des résultats qui infirment souvent les objectifs initiaux. »

Ce rappel s'impose. Je ne développerai pas les inquiétudes formulées par mon groupe à l'occasion des différents plans de rigueur et des plans de réduction de nos capacités en matière de production sidérurgique. Tout montre, aujourd'hui, que nos craintes étaient fondées.

C'est une telle politique d'austérité, aggravée en 1985 et amplifiée depuis votre retour, qui creuse le déficit budgétaire, limite nos capacités productives, augmente le chômage et comprime le pouvoir d'achat des salariés.

Puis vint la présentation du projet de loi de finances pour 1985, au moment où la situation économique et sociale ne cessait de se dégrader : chômage en progression, inégalités sociales plus marquées, nouvelle diminution du pouvoir d'achat des ménages, baisse du taux d'impôt, casse industrielle et abandons nationaux. Tous les voyants étaient au rouge.

Les dispositions essentielles de ce projet de loi de finances ne correspondaient pas aux préoccupations majeures du peuple français, à savoir l'emploi et le pouvoir d'achat.

Vous n'avez pas évoqué, monsieur le ministre, la baisse des prélèvements obligatoires. Nous comprenons cet oubli, car, finalement, en quoi votre présentation de la baisse des prélèvements obligatoires opérée dans la loi de finances pour 1987 est-elle fondamentalement différente de celle qui a été opérée par M. Bérégovoy en 1985 ? Songeons-y !

En 1985 a été décidée une baisse uniforme de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu qui était tout aussi inégalitaire que la vôtre pour 1987. En réalité, comme l'ont dénoncé mes amis Pierre Gamboa et Camille Vallin, notamment, la réduction d'impôt a été négligeable pour celles et ceux qui en auraient eu besoin tandis qu'à l'autre bout elle était somptueuse : ainsi, 7 p. 100 des contribuables parmi les plus fortunés raflaient 50 p. 100 de la réduction totale, soit 10 milliards de francs. D'un côté, 16,50 francs, de l'autre 500 000 francs !

Nous avions proposé de plafonner la réduction justement en fonction du revenu imposable de manière que les plus bas revenus puissent profiter d'une réduction importante. Mais les voix de la droite sénatoriale s'ajoutant à celles du groupe socialiste, notre proposition de justice sociale fut rejetée.

Cela n'était sans doute pas suffisant puisque le gouvernement socialiste décidait un nouvel allégement de 10 milliards de francs de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises, et ce de manière uniforme, que les entreprises soient petites, moyennes ou grandes, sans aucune contrepartie en termes de création d'emplois stables et qualifiés.

Ainsi, de 1981 à 1984, plus de 37 milliards de francs ont été dégrevés ; s'y ajoute l'allégement de 10 milliards de francs provenant de la cotisation nationale, diminuée puis supprimée en 1983 ; cela représente au total 47 milliards de francs.

Force nous est bien de constater que tous ces dégrèvements, diminutions et allégements, n'ont malheureusement abouti ni aux créations d'emplois ni aux investissements nécessaires. En revanche, les entreprises retrouvaient leurs marges brutes d'avant 1974.

Si nous avons obtenu à l'Assemblée nationale la réintégration des revenus de l'emprunt Giscard dans l'assiette de l'imposition, toutes nos autres propositions de justice fiscale, notamment celles visant à supprimer l'avoir fiscal et le prélèvement libératoire, furent repoussées. Faut-il rappeler que, dans la précédente législature, c'est-à-dire avant 1981 - je vous renvoie au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale - des amendements présentant ces deux dernières propositions furent signés par MM. Fabius, Pierret et Emmanuelli ?

Le budget de 1985, c'est aussi le « hold-up » opéré sur la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales - C.N.R.A.C.L. - auquel seul mon groupe s'est opposé.

L'examen de la loi de finances pour 1987 montre que nous avons eu raison de nous y opposer et de ne pas désespérer d'être entendus, puisque nos collègues socialistes ont finalement voté dernièrement pour la suppression du prélèvement opéré sur la C.N.R.A.C.L.

Sans revenir sur tous les budgets dépensiers, retenons que les progressions envisagées n'étaient pas à la hauteur d'une grande politique économique et sociale pour notre pays.

Le budget de 1985, c'est aussi la suppression de 5 000 emplois de la fonction publique et de 15 000 au total dans le secteur public.

Nous regrettons que nos propositions de recettes supplémentaires n'aient pas été acceptées. Elles auraient permis de rééquilibrer les budgets de la santé, de l'action sociale, et combien d'autres que cette loi de finances a sacrifiés délibérément au profit de la rémunération du capital.

M. Jean Garcia. Très bien !

M. Robert Vizet. Au total, le budget de 1985 et son collectif auront entériné une régression générale dans les domaines social, fiscal et économique.

Le 16 novembre 1984, à cette tribune, la présidente de mon groupe, Mme Hélène Luc, déclarait notamment : « Force nous est de constater que le projet de budget pour 1985 est marqué par une politique qui s'apparente de plus en plus à la politique d'austérité rejetée par les Français en 1981. » Elle démontrait combien ce budget ne contribuerait pas à faire sortir notre pays de la crise. Les faits nous donnent, hélas ! raison.

Vous l'avez dit, monsieur le ministre, le projet de loi de règlement du budget de 1985 dont nous débattons ne fait qu'arrêter les comptes et procéder aux ajustements nécessaires.

Les sénateurs communistes, parfaitement conséquents avec leur position d'hier, s'abstiendront donc sur le projet de règlement du budget de 1984 et confirmeront leur appréciation négative du budget de 1985 en votant contre le projet de loi de règlement du budget de 1985.

Pour conclure, je tiens à dire que la droite ne pourra pas s'en sortir en ne participant pas au vote, comme à l'Assemblée nationale, ou en votant contre. Ces budgets, notamment celui de 1985, vous ne les avez pas rejetés, vous les avez aggravés ! En témoignent les débats parlementaires d'hier et la lettre de cadrage de l'actuel Premier ministre aujourd'hui.

Ainsi, on appréciera que, juste avant de partir pour les Etats-Unis faire sa cour au roi dollar, en avril dernier, M. Chirac ait invité chaque ministre à serrer d'un tour de vis supplémentaire les dépenses destinées à celles et à ceux qui ont le moins tandis que seront couverts de nouveaux cadeaux celles et ceux qui ont le plus.

Telle est la recette appliquée aux impôts : les allégements pour les plus fortunés, l'alourdissement des charges pour les autres qui ont pu en goûter, cette année, les amers résultats.

La diminution des impôts annoncée à grand fracas l'année dernière s'est bel et bien traduite par une addition plus salée ; cotisations et ponctions sur les revenus ont creusé la différence.

Le Gouvernement a l'intention de recommencer son tour de passe-passe en 1988. Vous persistez dangereusement, monsieur le ministre, dans cette voie.

Eh bien, pas plus que nous ne l'avons accepté hier, nous ne l'accepterons aujourd'hui ou demain. Nous proposons de donner la priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat et de doter la France des moyens de maîtriser les techniques modernes afin de produire français. Nous appelons dès aujourd'hui tous les travailleurs de notre pays, quelle que soit par ailleurs leur opinion, à agir pour faire éclater ce cadrage dans lequel veut les enfermer le Premier ministre. *(Applaudissements sur les travées communistes.)*

M. le président. La parole est à M. Louis Perrein.

M. Louis Perrein. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, tout ce qui est excessif est subalterne.

Vous vous souvenez certainement, mes chers collègues, des propos apocalyptiques tenus dans cet hémicycle en 1982, 1983, 1984 et 1985.

A entendre nos nouveaux Cassandre, la gestion des gouvernements Mauroy et Fabius menait notre pays à sa perte, à son inévitable déclin. J'ai même entendu un de nos éminents collègues déclarer sur les ondes d'une radio locale de la banlieue parisienne, à l'automne 1983, que le fonds monétaire international était aux portes de la France !

Malgré ces propos et les vôtres, monsieur le ministre, ajoutés à l'excessive rigueur de M. le rapporteur général sur les projets de loi de règlement budgétaire pour 1984 et 1985, il est clair qu'à aucun moment notre pays n'a été au bord de la faillite.

La dramatisation orchestrée de certains discours pessimistes, destinée à créer la peur collective, a manifestement échoué. La réalité est là, aveuglante. La gestion de la gauche a été exemplaire à plus d'un titre. *(M. le ministre proteste.)*

Oui, monsieur le ministre, je vais vous le démontrer.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* J'en doute !

M. Louis Perrein. Les projets de loi de finances de 1984 et de 1985 se caractérisaient par trois préoccupations : poursuivre la désinflation en évitant la déflation ; se donner les moyens du sursaut économique ; stabiliser la pression fiscale et poursuivre l'effort de justice sociale.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement avait prévu - je vous le rappelle - de stabiliser le déficit budgétaire autour de 3 p. 100 du P.I.B.

Force est de constater que le pourcentage de l'accroissement du solde par rapport aux évaluations de la loi de finances initiale - autrement dit le dérapage - était de moins 1,87 p. 100 en 1984 et de moins 1,11 p. 100 en 1985 contre - je vous le rappelle, monsieur le ministre - moins 5,47 p. 100 en 1978, moins 4,68 p. 100 en 1977, moins 5,88 p. 100 en 1976 et moins 12,70 en 1975, année où M. Chirac était Premier ministre.

Par conséquent, à l'exception de l'année 1981 - l'année de l'héritage ! - où le dérapage s'est élevé à moins 7,20 p. 100, les gouvernements Mauroy et Fabius ont mieux maîtrisé le déficit budgétaire que les gouvernements Chirac et Barre.

M. Emmanuel Hamel. C'est incroyable ! Vous avez accumulé 601 milliards de francs de déficit en cinq ans et 1 224 milliards de francs de dette publique. Par conséquent, ne nous faites pas prendre des vessies pour des lanternes !

M. Claude Estier. Ne vous énervez pas !

M. Louis Perrein. J'autorise l'honorable parlementaire à m'interrompre.

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur Perrein.

M. Louis Perrein. Pas du tout, j'autorise l'orateur à m'interrompre. *(Rires.)* Je suis un démocrate !

M. Auguste Chupin. Il faut répondre !

M. Louis Perrein. En pourcentage du P.I.B., le déficit a été légèrement supérieur à 3 p. 100, mais ce résultat plaçait notre pays - cela va vous faire plaisir, monsieur Hamel - dans une position médiane. Le déficit budgétaire exprimé en pourcentage du P.I.B. était, en France, inférieur aux ratios observés en Belgique et en Italie.

Je m'arrêterai quelques instants sur l'Italie, car ce pays semble intéresser tout particulièrement M. le rapporteur général.

M. Auguste Chupin. Et les autres ?

M. Louis Perrein. Selon la dernière note de conjoncture de M. Blin, que je lis toujours avec intérêt, l'Italie connaît un dynamisme certain. Ainsi, le déficit budgétaire n'est pas une mauvaise chose en soi !

Le déficit budgétaire de la France en pourcentage du P.I.B. était également inférieur à ceux des Pays-Bas, des Etats-Unis et du Japon.

Cette maîtrise du déficit budgétaire a été obtenue sans accroissement de la pression fiscale d'Etat. Elle s'est, en effet, stabilisée par rapport au P.I.B. depuis 1983 avec 18,3 p. 100, soit un pourcentage inférieur à celui de l'année 1981 qui était de 18,5 p. 100. Le matraquage fiscal que vous annonciez, messieurs de la majorité sénatoriale, ne s'est donc pas vérifié.

A ce propos, monsieur le ministre, j'ai lu avec intérêt, à la fin du mois de mai dernier, un article que vous avez signé et dans lequel vous déclarez avec beaucoup d'honnêteté, je vous en rends hommage : « L'augmentation des prélèvements obligatoires depuis trente ans - donc y compris la période de gestion socialiste - n'a pas été le fait de l'Etat. » *(M. le ministre manifeste son étonnement.)*

Dois-je vous rappeler, monsieur le ministre, que tel n'était pas votre slogan au cours de la dernière campagne électorale avant 1986 ? Enfin ! vous aussi avez droit à l'erreur, comme nous-mêmes d'ailleurs !

Dans son rapport, M. Blin a mentionné le résultat positif de la lutte contre l'inflation en 1984 et 1985, qui s'explique notamment par la faible dérive des coûts salariaux.

Ces deux années étaient une période test pour le Gouvernement, car le blocage des prix de juin 1982 et - hélas ! - le plan de rigueur d'avril 1983 posaient un redoutable problème. Comment sortir du blocage sans dérapage excessif des prix, comme on avait pu le constater en 1979 et 1980, monsieur le ministre ? Vous accepterez de convenir avec moi que vous connaissez exactement le même problème aujourd'hui !

Les résultats sont là : non seulement les prix ont été maîtrisés alors que le dollar était à l'époque à 8,90 francs et 10,60 francs en 1985, contre seulement 5,43 francs en 1981 - année où nous avons pris le pouvoir - et 6 francs aujourd'hui.

C'était la fin de l'infernale spirale « indexation - prix - salaire » que les gouvernements d'avant 1981 n'avaient pas réussi à juguler. N'était-ce pas l'O.C.D.E. qui notait, en juin 1985 : « Les taux de salaire horaire ont, pour la première fois en France, progressé légèrement moins vite que les prix à la consommation » ?

C'était également le retour progressif à l'équilibre des comptes extérieurs et le regain de l'investissement puisque la production industrielle, hors bâtiments et travaux publics, progressait en 1984 de 1,5 p. 100 en moyenne annuelle par rapport à 1983, retrouvant ainsi le niveau atteint en 1980, après une période de forte croissance en 1979, je vous l'accorde bien volontiers.

La reprise des investissements s'est poursuivie en 1985 grâce à la restauration des marges des entreprises - à un niveau proche de celui d'avant 1973 - et à la modernisation du tissu industriel à travers les dotations budgétaires en faveur du secteur industriel et en particulier de la recherche - que vous semblez d'ailleurs fortement négliger actuellement.

Ce redressement de l'économie du pays s'est fait sans croissance négative, contrairement à ce qui a pu se passer en 1982 en Allemagne fédérale. Certes, notre croissance fut plus faible que celle de nos partenaires, mais le décalage conjoncturel n'a-t-il pas un lien avec l'équilibre extérieur ? La réponse est affirmative, bien sûr, pour la période correspondant aux années 1984 et 1985, et c'est la réussite de cette politique.

En revanche, aujourd'hui, la situation est inquiétante. Notre commerce extérieur se dégrade dangereusement ; même notre solde industriel est négatif depuis trois mois. Or notre croissance sera faible, car les taux d'intérêt sont trop élevés, par rapport à ceux de l'Allemagne notamment. Selon les commissions de la Communauté européenne, la croissance française sera, en 1987, de 1,5 p. 100 contre 2,2 p. 100 pour la moyenne communautaire.

Quant à l'inflation, elle sera largement supérieure aux prévisions du Gouvernement parce que le prix du pétrole, qui avait fortement chuté l'année dernière, devrait, hélas ! remonter cette année en moyenne de plus de 18 p. 100. Ce matin, nous avons entendu à la radio que le prix du baril était maintenant fixé à vingt dollars. Par conséquent, la manne pétrolière, qui avait facilité en 1986 la désinflation - que vous ayez poursuivie, certes - et qui avait gonflé artificiellement le pouvoir d'achat des Français, risque de ne pas se poursuivre.

En réalité, les efforts fondés sur une politique de justice sociale, de solidarité, de modernisation industrielle, et ce malgré les contraintes extérieures, amorçaient un redressement certain de l'économie française, redressement qui s'appuyait sur des budgets cohérents et sincères, ainsi que je vais le démontrer.

Monsieur le rapporteur général, vous avez rappelé les diverses anomalies qui ont caractérisé l'exécution de ces budgets, à savoir les décrets d'avance, les annulations de crédits, la pratique des autorisations de visa en dépassement de crédits, la sous-évaluation des crédits évolutifs qui n'avaient pas fait systématiquement l'objet d'ajustements dans les lois de finances rectificatives. Dont acte ! A vous entendre, monsieur le rapporteur général, ce serait la première fois qu'un Gouvernement aurait usé de telles pratiques. Hélas ! Elles existent, c'est vrai, mais si l'on compare les règlements des budgets précédents, en particulier ceux que vous avez soutenus avant 1981, on constate que la norme - si je puis dire - est largement respectée, en notre faveur, d'ailleurs.

Contrairement aux allégations de la majorité sénatoriale, allégations que vous avez savamment entretenues, sur les prétendus trucages de nos comptes, ces deux projets de règlement pour 1984 et 1985 montrent, en réalité, la rigueur de notre gestion, et je vais vous le démontrer.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* La Cour des comptes serait-elle aveugle ?

M. Louis Perrein. Mais non, monsieur le ministre, la Cour des comptes n'est pas aveugle, mais elle répète simplement ce qu'elle dit depuis de nombreuses années concernant le règlement des budgets ! Et si nous n'avons pas fait beaucoup mieux, nous avons quand même fait mieux !

M. Maurice Blin, *rapporteur général.* Vous avez fait beaucoup plus mal !

M. Emmanuel Hamel. On n'a jamais été aussi sévère pour des budgets !

M. Louis Perrein. Les décrets d'avance ont été multipliés par quatre entre 1970 et 1980 - j'insiste bien sur ce point - atteignant, cette dernière année, 4,3 milliards de francs. En 1985, aucun décret d'avance n'a été pris.

S'agissant des annulations de crédits, on ne saurait utilement contester le droit qu'a un gouvernement d'utiliser la possibilité offerte par l'article 13 de la loi organique de 1959 de réduire le montant des crédits et d'en faire l'un des moyens de maîtrise des finances publiques. Personne, d'ailleurs, ne l'a nié.

Le Gouvernement actuel ne s'en est d'ailleurs pas privé - n'est-ce pas, monsieur le ministre ? Ainsi, dans le second collectif de décembre 1986, nous avez-vous prouvé que la pratique des annulations était un mode de gouvernement, puisque ces dernières ont représenté 1,1 p. 100 des dotations initialement inscrites dans la loi de finances de 1986, taux équivalent à celui des annulations pour l'exercice 1985, monsieur le rapporteur général, qui était de 1 p. 100. Un coup partout !

M. Raymond Courrière. Eh oui !

M. Louis Perrein. Si les annulations opérées en 1984 atteignaient un montant important en valeur absolue, soit 2,06 p. 100 des crédits initiaux, pour autant elles n'ont pas eu pour conséquence de bouleverser la structure des dépenses budgétaires telle qu'elle ressort de la loi de finances initiale. Je rappelle, d'ailleurs, à la Haute Assemblée que ces opérations étaient détaillées dans la loi de finances rectificative approuvée par le Parlement en décembre 1984.

J'en viens aux dépassements de crédits. Je prétends que, là encore, le raisonnable l'a emporté, contrairement à ce que vous feignez de croire. Certes, les dépassements restent sensibles pour les budgets annexes. Monsieur le rapporteur général, vous me permettrez de ne pas évoquer les prélèvements sur le budget annexe des P.T.T...

M. Maurice Blin, *rapporteur général.* C'est dommage !

M. Louis Perrein. ... car je m'en suis largement expliqué ici.

Mais, globalement, les critiques adressées par la Cour des comptes et le Parlement ont été entendues, puisque les dépassements de crédits dans le budget général ont été de 1,3 p. 100 en 1984 et de 0,6 p. 100 en 1985, contre, messieurs qui voulez nous donner des leçons, 2,97 p. 100 en 1978 et 2,53 p. 100 en 1979 !

Sous notre gestion, les dépassements ont été divisés par cinq. Cette évolution est donc encourageante car la quasi-totalité des dépassements soumis à autorisation du Parlement porte sur des crédits évaluatifs. Elle est d'autant plus remarquable qu'il existe une exception d'importance à cette réduction, à savoir les dépenses relatives à la dette publique. Cela vous fait plaisir, mon cher collègue !

Sur ce dernier point, il est encore très facile d'affirmer que les crédits ont été sous-évalués. Or vous savez très bien qu'une compression entre les crédits initiaux relatifs à la dette publique et les dépenses effectives démontre les difficultés que rencontrent tous les gouvernements pour évaluer correctement cette charge.

En 1983, les dépenses effectives ont été supérieures de 27 p. 100 aux crédits initiaux ; en 1982, elles ont été inférieures de 0,7 p. 100 à ces mêmes crédits. En 1981, la charge de la dette a dépassé de 26 p. 100 les crédits inscrits dans la loi de finances initiale ; c'est vous qui l'aviez votée ! *(M. le ministre marque sa désapprobation.)* Ce dépassement était de 6 p. 100 en 1980, 20 p. 100 en 1979, 48 p. 100 en 1978, 12 p. 100 en 1977, 52 p. 100 en 1976 et 73 p. 100 en 1975.

Nous n'avons donc pas de leçons à recevoir de vous, mais nous ne vous en donnons pas, monsieur le ministre !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Perrein ?

M. Louis Perrein. Je vous en prie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. le ministre, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Monsieur Perrein, vos études chiffrées sont très documentées. Vous faites preuve d'une grande compétence, ce qui ne me surprend pas, mais comment pouvez-vous comparer l'insuffisance des crédits de la dette publique entre 1981, 1982 et 1983, où le solde de la loi de finances se situait entre moins 95 et moins 117, et l'insuffisance de l'évaluation de la dette publique en 1975 et 1976, alors que le solde de la loi de finances s'élevait à plus 27 et à plus 7 ?

Il n'est absolument par correct - permettez-moi de vous le dire - de comparer une loi de finances en équilibre et des lois de finances aussi profondément dégradées que celles dont nous parlons, c'est-à-dire celles de 1984 et de 1985 ! *(Applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I. et de l'union centriste.)*

M. Raymond Courrière. La loi de finances n'a jamais été en équilibre !

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur Perrein.

M. Louis Perrein. Je ne possède pas vos documents, mais vous me permettrez, monsieur le ministre, de reprendre le dialogue avec vous lors de l'examen de la loi de finances. Je ne manquerai pas, alors, de vous donner mon point de vue sur les chiffres que vous avez avancés.

M. Raymond Courrière. Bien sûr ! Cela prouve que Barre était meilleur que Chirac.

M. Louis Perrein. En vérité, mes chers collègues, on peut dire que, contrairement aux lois de règlement précédentes - je pense notamment à celles qui sont antérieures à 1981 - les projets de loi de finances pour 1984 et 1985 étaient sincères. Ces deux années montrent que les résultats de l'exécution budgétaire n'ont pas été faussés. C'est là, je crois, le plus important.

Sur la répartition des dépassements, mon analyse sera la suivante : les autorisations de visa en dépassement sont plus nuancées que ce que nous voulons bien croire les uns et les autres. S'il est vrai, comme le mentionne le rapport de la Cour des comptes de 1985, que ces autorisations représentent près de 30 p. 100 des dépassements constatés en fin d'exercice, on ne peut pas dire aussi facilement qu'elles résultent de l'insuffisance de crédits sur certains chapitres.

Selon M. le rapporteur général, les crédits inscrits dans les lois de finances initiales ont été délibérement sous-évalués.

M. Maurice Blin, *rapporteur général.* Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la Cour des comptes !

M. Louis Perrein. C'est une analyse un peu rapide. En effet, il a fallu faire face à certaines urgences ; je pense, notamment, à la situation en Nouvelle-Calédonie qui a conduit, en 1985, à accroître divers chapitres de fonctionnement supportant les dépenses courantes de maintien de l'ordre.

M. Raymond Courrière. Et au Liban !

M. Louis Perrein. Il a fallu aussi et surtout tenir compte, dans divers budgets, des titularisations plus tardives que prévu, avec leurs conséquences sur les rémunérations des personnels. Ainsi, sur 2 254 milliards d'autorisations de dépassement en 1985, le budget de l'éducation nationale en a-t-il perçu à lui seul près de 1 milliard. Je signale que ces dépassements temporaires ont été régularisés par l'ouverture, sur chacun des chapitres intéressés, de crédits d'égal montant dans le collectif de la fin de l'année 1985.

Je dirai un mot encore sur les reports de la gestion précédente. En pourcentage des crédits initiaux, ils ont représenté 2,94 p. 100 en 1984 et 3,49 p. 100 en 1985 ; c'est dire qu'ils ont été inférieurs à ceux, par exemple, des années 1979 et 1980. Une amélioration se dessine donc ; néanmoins, il faudrait user avec modération de ces aspects prévus et régis par l'article 17 de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, car ils posent - c'est vrai, monsieur le rapporteur général - un véritable problème au regard des principes du droit budgétaire et du contrôle du Parlement. Ils font exception à la règle de l'annualité budgétaire et, comme pour toute exception, leur utilisation doit être envisagée avec prudence, et même avec rigueur.

Il reste - je le répète - que les reports effectués en 1984 et 1985 ont été d'un montant voisin de celui des reports des années précédentes et, en tous les cas, inférieur à celui des années 1979 et 1980.

Toutes ces opérations, notamment le report de certains versements à la sécurité sociale, ont été connues de tous. Il n'y a pas eu, contrairement aux informations erronées qui ont été apportées par un hebdomadaire et reprises, hélas ! par des membres de la majorité sénatoriale, de manipulations budgétaires. Le gouvernement de l'époque avait le droit d'agir ainsi, conformément à l'ordonnance de 1959 déjà citée. Son unique souci était d'alléger les charges du budget général et ce report était motivé par le fait que la situation financière du régime général de la sécurité sociale était satisfaisante, ce qui, malheureusement, n'est plus le cas, en raison de votre mauvaise maîtrise des dépenses sociales !

M. Raymond Courrière. Très bien !

M. Louis Perrein. Je rappelle, enfin, que le versement à l'A.C.O.S.S. fut effectué avant la fin du mois de février 1985, dans les limites de la période budgétaire complémentaire, donc tout à fait régulièrement. Par conséquent, aucune dissimulation ou irrégularité n'a été commise ; c'est un souci de bonne gestion qui a animé le gouvernement d'alors.

Au regard de ces observations qui - je le crois - rétablissent la vérité des comptes des gestions précédentes, je serai en revanche d'accord avec M. le rapporteur général sur au moins deux points : d'une part, l'utilisation des fonds de concours et, d'autre part, les procédures exceptionnelles de financement interministériel.

Les fonds de concours ont sensiblement augmenté en 1984, plus 13,6 p. 100, et en 1985, plus 13,7 p. 100. Ces pourcentages - faut-il le rappeler ? - sont égaux au taux moyen de la période 1980-1983. Ces hausses résultent surtout de la forte augmentation des versements communautaires - je dis bien « communautaires », mes chers collègues - qui ont eu pour effet de majorer la masse des fonds de concours de plus de moitié.

Mais ce qui est important, c'est le volume des ressources budgétaires tirées des fonds de concours et assimilés. Ces ressources représentaient 3,4 p. 100 des dépenses nettes en 1984 et 3,6 p. 100 en 1985, contre, par exemple, 3,4 p. 100 en 1981. Vous le voyez, ces chiffres sont très proches. En conséquence, l'importance des fonds de concours est à peu près constante depuis 1980.

En revanche, j'estime que le contrôle parlementaire reste insuffisant quant à l'utilisation de ces fonds de concours. Certes, il faut souligner une incontestable amélioration consécutive aux dispositions qui ont été prises en application du décret du 24 mars 1981, mais la situation demeure non satisfaisante.

Comme chaque année, la Cour des comptes relève avec persévérance les errements d'une procédure qui, parce qu'elle déroge au principe essentiel de non-affectation des recettes, devrait être strictement respectée. Force est malheureusement de constater que les observations réitérées, je le répète, depuis des années par la Cour des comptes ne sont toujours pas suivies d'effet. Monsieur le ministre, j'espère que vous allez nous donner l'exemple.

Monsieur le rapporteur général, vous avez rappelé le rattachement par voie de concours du prélèvement opéré sur les fonds de réserves et de garanties des caisses d'épargne pour un montant de 7,4 milliards de francs en 1984 et 7,7 milliards de francs en 1985. Le produit de ce prélèvement est rattaché au budget des charges communes et au budget de l'urbanisme et du logement.

Or, la recette ne figure pas dans l'équilibre prévisionnel de la loi de finances initiale. Mais plus encore que le caractère aléatoire de certains fonds de concours, la part prise dans trois ou quatre budgets par les crédits de cette nature doit retenir notre attention. On relève, en effet, une nouvelle fois, l'importance considérable des fonds de concours et assimilés rattachés au ministère de l'économie, des finances et du budget.

Ainsi, le fascicule « Services financiers » a bénéficié, en 1984, de 18,9 p. 100 des crédits initiaux et le fascicule « Charges communes » de 38,6 p. 100 des crédits en 1985. Autrement dit, ces crédits n'ont pas été modifiés, les recettes nécessaires ayant été majorées respectivement de 18,9 p. 100 et de 38,6 p. 100, ce qui est d'ailleurs très critiquable, nous le reconnaissons bien volontiers. Mais, je le répète, j'espère que les lois de règlement définitif des budgets de 1986 et 1987 donneront l'exemple d'une excellente gestion dans ce domaine.

Par conséquent, malgré la poursuite de l'effort de régularisation et de clarification entrepris depuis 1981, il faut, me semble-t-il, faire davantage. Je ferai donc, moi aussi, preuve de persévérance, comme les rapporteurs de la Cour des comptes, en reprenant - j'espère que l'exécutif en tiendra compte - ce qu'écrivait le rapporteur général de l'Assemblée nationale dans un rapport concernant le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 : « Dans une période où la rigueur impose le réexamen systématique des dépenses budgétaires, une situation dans laquelle des recettes reçoivent une affectation dont le bien-fondé n'est jamais remis en question, ne saurait être considérée comme satisfaisante. Il serait donc souhaitable, notamment pour les recettes de caractère non fiscal assimilées à des fonds de concours par simple décret, conformément à l'article 19 de l'ordonnance du 2 janvier 1959, d'examiner, cas par cas, celles qui pourraient être réintégrées dans les recettes non fiscales du budget général, les dépenses correspondantes faisant dans ce cas l'objet d'une ouverture de crédits en loi de finances initiale. Nul doute que celle-ci y gagnerait en clarté et en sincérité. »

Je partage aussi les remarques de M. le rapporteur général concernant notamment les procédures exceptionnelles de financements interministériels.

Ces financements interministériels, qui consistent à financer une opération qui, au départ, est imputée sur un budget mais qui, en fait, est assurée par plusieurs budgets, peuvent engendrer une dérive du contrôle parlementaire.

Pour l'exercice 1984, la Cour des comptes dresse, à la page 256 de son rapport, la liste de ces opérations qui se sont renouvelées en 1985. Cette pratique budgétaire conduit sans nul doute à des abus. S'il est vrai que ce mode de financement n'est pas normal s'agissant d'actions décidées en cours d'année, comme le rappelle la Cour des comptes, il faut néanmoins que les réaménagements de dotations auxquels elles donnent lieu soit clairement explicités dans le projet de loi de finances rectificative. Je fais miennes vos observations sur ce point, monsieur le rapporteur général.

En vérité, tout gouvernement devrait veiller à ce que ce mode de financement ne se développe pas car il implique des montages financiers complexes. Je pense, notamment, à l'effort supplémentaire d'aide alimentaire fait en 1985 par la France, à la suite du Conseil européen de Dublin, qui a été réparti - monsieur le rapporteur général, vous l'avez sans doute souligné - entre neuf ministères.

Ces montages financiers nuisent évidemment à la clarté des informations budgétaires qui sont données au Parlement. Faut-il rappeler que ce mode de financement ne date pas des années 1984 ou 1985 ? Cette pratique a été inaugurée bien avant 1981. Mais, je dois le reconnaître, elle a un peu trop tendance à se pérenniser.

Pour terminer, je regrette que dans les moments difficiles que nous connaissons, la majorité sénatoriale envisage de s'abstenir ou de voter contre les deux présents projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1984 et 1985, qui sont de simples lois d'exécution, comme vous avez d'ailleurs bien voulu le faire remarquer, monsieur le ministre, sinon dans les mêmes termes, tout au moins dans le même esprit.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Pas du tout !

M. Louis Perrein. La continuité de l'Etat exigerait de la part de la majorité sénatoriale un plus grand souci de ses responsabilités. C'est ce que nous avons fait lorsque le 6 mai 1982 - permettez-moi de le rappeler - nous avons voté les projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1979 et 1980. Le Sénat pourrait reprendre à son compte les propos que tenait alors notre regretté ami et collègue Henri Duffaut : « Bien entendu, nous allons approuver ces comptes administratifs. Ce n'est, pour nous, qu'une formalité qui n'implique pas, bien évidemment, l'approbation de la politique qui a présidé au vote des lois de finances de 1979 et 1980. »

Le groupe socialiste espère encore que le Sénat adoptera, comme c'est normal et comme c'est la tradition dans notre Haute Assemblée, les projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1984 et 1985. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Je ferai simplement quelques observations.

La première concerne les aspects techniques de ces lois de règlement. Je n'y reviendrai pas car je ne veux pas engager une polémique avec des séries chiffrées remontant à dix ans, je me contenterai de renvoyer les membres de la Haute Assemblée au rapport de la Cour des comptes, qui est d'une particulière sévérité sur les manipulations budgétaires qui ont eu lieu en 1984 et 1985 et qui ne s'étaient jamais produites auparavant.

Je reviendrai maintenant - c'est ma deuxième observation - à l'intervention de M. Perrein. A la fin de son propos, il a fait une sorte d'amalgame entre sa position et la mienne. M. Perrein comprendra que je ne puisse laisser passer cela sans réagir.

Je voudrais donc revenir sur ce qui s'apparente à une gigantesque entreprise de désinformation. Vouloir nous faire croire que la gestion économique des années 1980 à 1985 a été admirable et que nous sommes depuis le 16 mars 1986 dans une période de déclin économique, c'est tout de même aller un peu loin et c'est peu fort.

Je me bornerai, puisque ce n'est pas le moment d'engager un grand débat sur le bilan d'avant 1986...

M. Raymond Courrière. Pourquoi pas ?

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* ...et sur la politique que nous menons, à vous rappeler - vous le savez d'ailleurs tous très bien, mesdames et messieurs les sénateurs - que le déficit du budget de l'Etat est passé de 30 milliards de francs en exécution 1980 à 153 milliards de francs en exécution 1985, soit un quintuplement de ce déficit. Cela a naturellement abouti à un triplement de la dette de l'Etat qui est passée de 400 milliards de francs à 1 300 milliards de francs. C'est le fardeau que porte l'économie française en raison des charges financières que cela représente pour le budget de l'Etat. Ces charges ont doublé : elles représentaient 5 p. 100 des dépenses publiques en 1981 ; elles en représentent 10 p. 100 aujourd'hui. Cette gestion budgétaire a été désastreuse.

Lorsque j'entends M. Perrein nous parler du redressement de nos comptes extérieurs en 1984-1985, cela me rappelle l'histoire du fou qui se tape sur la tête et qui, quand il arrête, se dit : « Ah ! comme c'est bon ! ». C'est vrai, il y a eu redressement en 1984-1985. Mais par rapport à quoi ? Par rapport au véritable cataclysme que la France a subi entre 1982 et 1983 et qui a provoqué une augmentation de l'ordre de 100 milliards de francs de son déficit extérieur. Nous étions bien, comme vous l'aviez dit dans cette Haute Assemblée, au bord de la faillite. C'est ce qui a contraint le précédent gouvernement à changer du tout au tout de politique. Ce n'est pas M. Vizet qui me contredira sur ce point !

M. Raymond Courrière. Récupération !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Ma troisième remarque concerne le redressement de l'investissement dont on nous parle pour 1985. Vous savez tous - M. le rapporteur général le sait mieux que quiconque, ses notes de conjoncture le montrent - qu'entre 1980 et 1984, la France a pris un retard d'investissement dramatique par rapport à la plupart de ses pays concurrents de l'O.C.D.E., l'Organisation de coopération et de développement économiques. On a effectivement noté un léger mieux en 1985, mais l'amélioration date - j'y reviendrai dans un instant - de 1986.

Enfin, dernier point, s'agissant des comptes de la sécurité sociale, il faut faire justice, une fois pour toutes, de cette légende qu'on essaie d'accréditer et qui voudrait que la sécurité sociale ait été en excédent à la fin de 1985.

Je vous renvoie à ce qu'a dit mon collègue M. Séguin, à la tribune de l'Assemblée nationale, lors de l'examen du projet de loi relatif aux mesures d'urgence sur la sécurité sociale. Il a longuement cité le rapport qui a été fait en 1985 par la commission des comptes de la sécurité sociale et qui comporte des citations de la C.F.D.T., de F.O., de la C.F.T.C. et de la C.G.T., qui dénoncent la manipulation des comptes de la sécurité sociale en 1985 et, naturellement qui a abouti à un excédent de trésorerie - vous le savez bien - qu'en décalant les dépenses et qu'en anticipant les recettes. La gestion, derrière la trésorerie, était naturellement désastreuse.

Alors, en contrepoint de ce rappel que je voulais faire et qui est indispensable - c'est fondamental - parce que, à l'heure actuelle, on est en train d'essayer de distiller l'oubli dans l'esprit des Français...

M. Raymond Courrière. C'est facile !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* ...je dirai qu'il ne faut pas, inversement, céder à la « sinistrose » s'agissant de ce qui se passe aujourd'hui.

M. Raymond Courrière. Parlez du passé, non de l'avenir !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* L'économie française est en voie de redressement. J'en citerai deux preuves.

D'une part, référez-vous à ce qu'a dit récemment l'O.C.D.E. : sur les années 1986, 1987 et 1988, en termes de croissance de l'investissement en volume, la France sera le meilleur des pays de l'O.C.D.E., avec un taux prévisionnel d'augmentation de 16 p. 100, devant la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie et le Japon.

M. Raymond Courrière. Il se gargarise !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* D'autre part, en matière d'inflation, tous les instituts de prévision continuent à pronostiquer une réduction de notre différentiel d'inflation avec la R.F.A., qui serait ramené de près de 4 p. 100 à 2 p. 100 environ à la fin de l'année 1987.

Nous sommes bien sur la voie du redressement et si les résultats économiques ne sont pas plus brillants qu'ils ne le sont aujourd'hui *(M. Raymond Courrière rit)* c'est tout simplement parce que ce redressement prend du temps et que nous avons à payer le prix de la gestion désastreuse des années 1980 à 1985.

Voilà ce que je voulais dire afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. Si le Gouvernement, dans la tradition républicaine, vous a demandé de voter des constats comptables, il ne vous a naturellement pas demandé d'approuver une politique économique et budgétaire que nous continuons à juger désastreuse pour la France. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées du R.P.R., de l'U.R.E.I., de l'union centriste, ainsi que sur certaines travées de la gauche démocratique.)*

M. Raymond Courrière. Il vaut mieux parler du passé que du temps présent !

M. Louis Perrein. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Perrein.

M. Louis Perrein. Monsieur le ministre, je n'engagerai pas de polémique avec vous, mais je voudrais tout de même vous dire que vous nous avez habitués à un peu d'énervement de votre part dès que nous apportons quelques éléments de réflexion.

M. Emmanuel Hamel. Quand on dit la vérité, vous dites que l'on s'énerve. Ce n'est pas correct, monsieur Perrein !

M. le président. Je vous en prie !

M. Louis Perrein. C'est pourtant le rôle de l'opposition de dire qu'elle n'est pas d'accord avec le gouvernement en place. Vous nous avez vous-mêmes donné de très bonnes leçons !

Alors, pourquoi vous énerver ?

Je vous rappellerai simplement que, en 1981 - vous écartez cette donnée, parce qu'elle vous gêne - nous avons hérité d'une inflation supérieure à 14 p. 100, et nous avons réussi, en cinq années, à la ramener à un taux raisonnable et à diminuer le différentiel d'inflation avec notre partenaire essentiel, la République fédérale d'Allemagne.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* C'est faux !

M. Louis Perrein. Je ne veux pas engager de polémique, monsieur le ministre ; permettez-moi de continuer.

Il est vrai qu'en 1981 nous attendions, c'est ce que pronostiquaient tous les économistes du monde entier, la relance de l'économie. Nous nous sommes « plantés », nous le reconnaissons !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Bravo !

M. Louis Perrein. Mais vous-même, monsieur le ministre, qu'avez-vous dit avant mars 1986 ? Je revois encore cette affiche qui couvrait les murs de Paris, sur laquelle, cravates au vent, vous proclamiez : « Vivement demain ! » et « Nous allons rétablir la confiance ».

Etes-vous bien sûr, monsieur le ministre, d'avoir rétabli la confiance ? Ce que vous avanciez, en vous appuyant sur des pronostics de l'O.C.D.E., va-t-il réaliser ? Personnellement, je le souhaite, parce que je suis un bon Français et que je veux que mon pays se redresse. Je souhaite que le réinvestissement progresse. Mais êtes-vous sûr qu'il va progresser ? Ce n'est pas évident, car, en vérité, vous n'avez pas rétabli la confiance, et c'est la raison pour laquelle votre majorité se déchire à qui mieux mieux ! *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale commune ?...

La discussion générale est close.

REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET DE 1984

M. le président. Nous abordons, en premier lieu, l'examen des articles du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984.

Article 1er

M. le président. « Art. 1er. - Les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1984 sont arrêtés aux sommes mentionnées ci-après :

DESIGNATION		CHARGES	RESSOURCES
A. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF			
Budget général et comptes d'affectation spéciale			
Ressources :			
Budget général (1)	927 445 200 503,78		
Comptes d'affectation spéciale	10 238 800 936,70		
Total		»	937 684 001 440,48
Charges			
Dépenses ordinaires civiles :			
Budget général	850 481 919 746,16		
Comptes d'affectation spéciale	8 553 639 302,82		
Total		859 035 559 048,98	»

DESIGNATION		CHARGES	RESSOURCES
Dépenses civiles en capital :			
Budget général	87 276 469 699,85		
Comptes d'affectation spéciale	1 108 097 531,84		
Total		88 384 567 231,69	»
Dépenses militaires :			
Budget général	136 998 496 762,76		
Comptes d'affectation spéciale	219 614 322,43		
Total		137 218 111 085,19	»
Totaux (budget général et comptes d'affectation spéciale)		1 084 638 237 365,86	937 684 001 440,48
Budgets annexes			
Imprimerie nationale		1 674 444 950,12	1 674 444 950,12
Journaux officiels		451 239 593,59	451 239 593,59
Légion d'honneur		129 563 473,59	129 563 473,59
Monnaies et médailles		668 734 480,42	668 734 480,42
Ordre de la Libération		3 511 421,00	3 511 421,00
Postes et télécommunications		157 246 081 222,77	157 246 081 222,77
Prestations sociales agricoles		60 331 240 132,19	60 331 240 132,19
Essences		4 653 931 206,04	4 653 931 206,04
Totaux budgets annexes		225 158 746 479,72	225 158 746 479,72
Totaux (A)		1 309 796 983 845,58	1 162 842 747 920,20
Excédent des charges définitives de l'Etat		146 954 235 925,38	
B. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE			
Comptes spéciaux du Trésor			
Comptes d'affectation spéciale		297 379 246,44	111 744 256,62
	Charges	Ressources	
Comptes de prêts :			
H.L.M.	»	628 086 758,58	
F.D.E.S.	1 279 721 431,63	4 866 646 480,13	
Autres prêts	6 604 708 268,50	2 172 631 551,81	
Totaux (comptes de prêts)		7 884 429 700,13	7 667 364 790,52
Comptes d'avances		145 392 248 367,01	138 927 152 269,70
Comptes de commerce (résultat net)		(-) 2 434 954 897,04	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (résultat net)		(-) 225 654 078,39	»
Comptes d'opérations monétaires, hors F.M.I. (résultat net)		6 302 767 933,31	»
Totaux (B)		157 216 216 271,46	146 706 261 316,84
Excédent des charges temporaires de l'Etat (B)		10 509 954 954,62	»
Excédent net des charges (hors F.M.I.)		157 464 190 880,00	»

(1) Après déduction des prélèvements sur les recettes de l'Etat (109 097 992 028,83 F) au profit des collectivités locales et des communautés européennes.

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 1er.
(L'article 1er est adopté.)

Article 2 et tableau A annexé

M. le président. « Art. 2 - Le montant définitif des recettes du budget général de l'année 1984 est arrêté à 927 445 200 503,78 F. La répartition de cette somme fait l'objet du tableau A annexé à la présente loi.

TABLEAU A

Règlement définitif des recettes du budget général 1984

Tableau A. - *Règlement définitif*

(En

DESIGNATION DES DROITS ET PRODUITS 1	EVALUATION des droits et produits 2	RESTES A RECOUVRER au 1er janvier 3	DROITS pris en charges 4
A. - Recettes fiscales :			
Produits des impôts directs et taxes assimilées	380 539 000 000	65 782 773 739,67	273 556 507 029,28
Produits de l'enregistrement	41 684 000 000	1 150 170 196,23	41 497 739 271,02
Produits du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	8 296 000 000	152 496 150,93	7 882 327 588,38
Droits d'importation, taxes intérieures sur les produits pétroliers et divers produits des douanes	77 851 000 000	26 753 528,66	126 114 861,30
Produits de la taxe sur la valeur ajoutée	415 800 000 000	17 845 751 234,45	293 657 167 862,64
Produits des contributions indirectes	24 228 000 000	120 344 896,41	17 405 286 197,45
Produits des autres taxes indirectes	1 639 000 000	18 782 845,57	2 237 378 719,24
Total des recettes fiscales	950 037 000 000	85 097 072 591,92	636 362 521 529,31
B. - Recettes non fiscales :			
Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier	11 938 000 000	621 956,85	9 955 063 267,71
Produits et revenus du domaine de l'Etat	3 908 660 000	18 888 120,99	1 755 156 658,93
Taxes, redevances et recettes assimilées	8 313 833 000	2 592 103 414,69	11 367 475 332,60
Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	10 804 030 000	1 033 426 814,84	5 680 703 254,55
Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat	12 634 800 000	483 341 868,75	13 389 149 156,69
Recettes provenant de l'extérieur	2 370 000 000	125 588,59	2 412 901 476,98
Opérations entre administrations et services publics	696 983 000	156 710 517,18	919 614 317,71
Divers	3 335 700 000	1 826 483 706,87	6 924 740 080,94
Total des recettes non fiscales	54 002 006 000	6 111 701 988,76	52 404 803 546,11
C. - Fonds de concours et recettes assimilées	Mémoire	4 656 514 105,14	35 191 051 786,83
Total A à C	1 004 039 006 000	95 865 288 685,82	723 958 376 862,25
D. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	- 76 878 000 000	»	»
E. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes	- 31 034 000 000	»	»
Total des recettes du budget général	896 127 006 000	95 865 288 685,82	723 958 376 862,25

des recettes du budget général 1984

francs).

ANNULATIONS de prises en charge 5	TOTAL des droits constatés 6	RECOUVREMENT sur prises en charges 7	RESTES A RECOUVRER au 31 décembre 8	RECETTES au comptant 9	TOTAL des recettes budgétaires 10
294 745 741,29	339 044 535 027,66	259 513 973 100,44	79 530 561 927,22	109 959 637 946,95	369 473 611 047,39
328 148 568,80	42 319 760 918,45	41 172 077 482,34	1 147 683 436,11	- 94 000 000,00	41 078 077 482,34
15 190 715,11	8 019 633 024,20	7 836 343 088,12	183 289 936,08	198 991 179,67	8 035 334 267,79
5 238 233,39	147 630 156,57	122 103 825,65	25 526 330,92	74 604 310 217,94	74 726 414 043,59
1 199 062 031,48	310 303 857 065,61	288 661 773 407,07	21 642 083 658,54	128 095 553 231,26	416 757 326 638,33
9 253 824,91	17 516 377 268,95	17 358 818 818,72	157 558 450,23	6 557 417 856,31	23 916 236 675,03
3 926 602,31	2 252 234 962,50	2 232 256 479,05	19 978 483,45	4 278 417,67	2 236 534 896,72
1 855 565 697,29	719 604 028 423,94	616 897 346 201,39	102 706 682 222,55	319 326 188 849,80	936 223 535 051,19
346 317,50	9 955 338 907,06	9 954 825 373,35	513 533,71	2 564 521 029,06	12 519 346 402,41
1 284 359,38	1 772 760 420,54	1 751 367 161,55	21 393 258,99	1 231 577 753,32	2 982 944 914,87
3 199 010 680,17	10 760 568 067,12	7 161 621 882,10	3 598 946 185,02	3 861 003 001,19	11 022 624 883,29
91 891 527,59	6 622 238 541,80	5 380 021 004,40	1 242 217 537,40	3 698 664 174,15	9 078 685 178,55
5 811 095,78	13 866 679 929,66	13 362 009 882,53	504 670 047,13	240 202 352,40	13 602 212 234,93
190,78	2 413 026 874,79	2 412 894 280,68	132 594,11	118 399 216,60	2 531 293 497,28
173 198,04	1 076 151 636,85	919 310 061,53	156 841 575,32	223 818 748,24	1 143 128 809,77
707 025 062,23	8 044 198 725,58	5 796 486 878,77	2 247 711 846,81	6 625 810 044,50	12 422 296 923,27
4 005 542 431,47	54 510 963 103,40	46 738 536 524,91	7 772 426 578,49	18 563 996 319,46	65 302 532 844,37
335 586 892,92	39 511 978 999,05	35 017 124 637,05	4 494 854 362,00	»	35 017 124 637,05
6 196 695 021,68	813 626 970 526,39	698 653 007 363,35	114 973 963 163,04	337 890 185 169,26	1 036 543 192 532,61
»	»	»	»	78 158 303 346,56	78 158 303 346,56
»	»	»	»	30 939 688 682,27	30 939 688 682,27
6 196 695 021,68	813 626 970 526,39	698 653 007 363,35	114 973 963 163,04	228 792 193 140,43	927 445 200 503,78

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 2 et le tableau A annexé.
(L'article 2 et le tableau A annexé sont adoptés.)

Article 3 et tableau B annexé

M. le président. « Art. 3. - Le montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau B annexé à la présent loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
I. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76
II. Pouvoirs publics	2 588 954 000,00	»	»
III. Moyens des services	351 815 737 270,18	485 527 997,87	2 867 885 588,69
IV. Interventions publiques	323 733 235 166,20	3 903 293 952,87	1 609 298 586,67
Totaux	850 481 919 746,16	14 265 731 354,28	5 530 644 421,12

TABLEAU B

Dépenses ordinaires civiles

Tableau B. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 859 286 705
	Variation prévisions dépenses	14 348 644
	Reports gestion précédente	41 163 568
	Transferts répartitions	- 846 596 379
	Fonds concours, dons, legs	12 404 216
	Total net des crédits	1 080 606 754
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 859 286 705
	Variation prévisions dépenses	14 348 644
	Reports gestion précédente	41 163 568
	Transferts répartitions	- 846 596 379
	Fonds concours, dons, legs	12 404 216
	Total net des crédits	1 080 606 754
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé. - Solidarité		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 027 350 349
	Variation prévisions dépenses	- 4 340 000
	Reports gestion précédente	714 523
	Transferts répartitions	629 172
	Fonds concours, dons, legs	1 862 027
	Total net des crédits	2 026 216 071
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	25 496 258 618
	Variation prévisions dépenses	- 60 317 000
	Reports gestion précédente	38 307 835
	Transferts répartitions	30 760 000
	Fonds concours, dons, legs	5 421 900
	Total net des crédits	25 510 431 353
Total pour le ministère	Crédits initiaux	27 523 608 967
	Variation prévisions dépenses	- 64 657 000
	Reports gestion précédente	39 022 358
	Transferts répartitions	31 389 172
	Fonds concours, dons, legs	7 283 927
	Total net des crédits	27 536 647 424
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail. Emploi		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 995 277 121
	Variation prévisions dépenses	1 922 000
	Reports gestion précédente	5 881 418
	Transferts répartitions	44 284
	Total net des crédits	3 003 124 823
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	46 754 458 921
	Variation prévisions dépenses	- 978 808 791
	Reports gestion précédente	2 733 636 584
	Transferts répartitions	2 998 619 315
	Fonds concours, dons, legs	1 596 194 596
	Total net des crédits	53 104 100 625
Total pour le ministère	Crédits initiaux	49 749 736 042
	Variation prévisions dépenses	- 976 886 791
	Reports gestion précédente	2 739 518 002
	Transferts répartitions	2 998 663 599
	Fonds concours, dons, legs	1 596 194 596
	Total net des crédits	56 107 225 448

ordinaires civiles

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	967 587 987,03			
Rétablissements crédits	- 1 348 696,30			
Dépenses nettes	966 239 290,73	»	88 467 228,27	25 900 235
Ordonnancées	967 587 987,03			
Rétablissements crédits	- 1 348 696,30			
Dépenses nettes	966 239 290,73	»	88 467 228,27	25 900 235
Ordonnancées	1 915 072 894,10			
Rétablissements crédits	- 662 225,79			
Dépenses nettes	1 914 410 668,31	»	110 498 849,69	1 306 553
Ordonnancées	24 732 022 391,07			
Rétablissements crédits	- 3 098 376,78			
Dépenses nettes	24 728 924 014,29	9 267 006,00	737 026 902,71	53 747 442
Ordonnancées	26 647 095 285,17			
Rétablissements crédits	- 3 760 602,57			
Dépenses nettes	26 643 334 682,60	9 267 006,00	847 525 752,40	55 053 995
Ordonnancées	2 904 872 958,72			
Rétablissements crédits	- 5 608 302,26			
Dépenses nettes	2 899 264 656,46	0,03	98 506 737,57	5 353 429
Ordonnancées	49 419 405 140,49			
Rétablissements crédits	- 22 092 286,74			
Dépenses nettes	49 397 312 853,75	1 393 922 669,32	25 069 212,57	5 075 641,228
Ordonnancées	52 324 278 099,21			
Rétablissements crédits	- 27 700 589,00			
Dépenses nettes	52 296 577 510,21	1 393 922 669,35	123 575 950,14	5 080 994 657

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Agriculture		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	5 344 480 523
	Reports gestion précédente	45 546 017
	Transferts répartitions	- 899 885 299
	Fonds concours, dons, legs	119 782 826
	Total net des crédits	4 609 924 067
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	24 196 965 808
	Variation prévisions dépenses	224 952 000
	Reports gestion précédente	2 788 735 893
	Transferts répartitions	88 423 636
	Fonds concours, dons, legs	679 658 095
	Total net des crédits	27 978 735 432
Total pour le ministère	Crédits initiaux	29 541 446 331
	Variation prévisions dépenses	224 952 000
	Reports gestion précédente	2 834 281 910
	Transferts répartitions	- 811 461 663
	Fonds concours, dons, legs	799 440 921
	Total net des crédits	32 588 659 499
Anciens combattants		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	932 631 612
	Variation prévisions dépenses	- 11 968 400
	Reports gestion précédente	36 552 018
	Transferts répartitions	- 209 362 244
	Fonds concours, dons, legs	66 418 558
	Total net des crédits	814 271 544
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	25 120 173 232
	Variation prévisions dépenses	- 33 931 475
	Reports gestion précédente	6 411 400
	Fonds concours, dons, legs	71 539 595
	Total net des crédits	25 164 192 752
Total pour le ministère	Crédits initiaux	26 052 804 844
	Variation prévisions dépenses	- 45 899 875
	Reports gestion précédente	42 963 418
	Transferts répartitions	- 209 362 244
	Fonds concours, dons, legs	137 958 153
	Total net des crédits	25 978 464 296
Commerce et artisanat		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	36 124 165
	Variation prévisions dépenses	- 565 823
	Reports gestion précédente	214 036
	Transferts répartitions	14 809
	Total net des crédits	35 787 187
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	369 137 465
	Variation prévisions dépenses	- 18 256 432
	Reports gestion précédente	13 405 000
	Transferts répartitions	34 315 000
	Total net des crédits	398 601 033
Total pour le ministère	Crédits initiaux	405 261 630
	Variation prévisions dépenses	- 18 822 255
	Reports gestion précédente	13 619 036
	Transferts répartitions	34 329 809
	Total net des crédits	434 388 220
Culture		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	3 252 486 526
	Variation prévisions dépenses	- 45 779 400
	Reports gestion précédente	47 334 972
	Transferts répartitions	- 114 491 755
	Fonds concours, dons, legs	50 172 524
	Total net des crédits	3 189 722 867

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	4 491 033 915,73			
Rétablissements crédits	- 14 753 705,88			
Dépenses nettes	4 476 280 209,85	0,02	108 532 595,17	25 111 262
Ordonnancées	26 482 878 262,43			
Rétablissements crédits	- 402 223,64			
Dépenses nettes	26 482 476 038,79	381 504 014,54	6 669 260,75	1 871 094 147
Ordonnancées	30 973 912 178,16			
Rétablissements crédits	- 15 155 929,52			
Dépenses nettes	30 958 756 248,64	381 504 014,56	115 201 855,92	1 896 205 409
Ordonnancées	756 511 554,04			
Rétablissements crédits	- 20 100 322,37			
Dépenses nettes	736 411 231,67	»	27 849 059,33	50 011 253
Ordonnancées	24 826 993 959,15			
Rétablissements crédits	- 5 486 815,51			
Dépenses nettes	24 821 507 143,64	67 685 748,03	404 628 017,39	5 743 339
Ordonnancées	25 583 505 513,19			
Rétablissements crédits	- 25 587 137,88			
Dépenses nettes	25 557 918 375,31	67 685 748,03	432 477 076,72	55 754 592
Ordonnancées	29 943 476,22			
Rétablissements crédits	- 18 640,28			
Dépenses nettes	29 924 835,94	»	5 682 661,06	179 690
Ordonnancées	390 065 902,40			
Rétablissements crédits	- 230 000,00			
Dépenses nettes	389 835 902,40	»	2 313 930,60	6 451 200
Ordonnancées	420 009 378,62			
Rétablissements crédits	- 248 640,28			
Dépenses nettes	419 760 738,34	»	7 996 591,66	6 630 890
Ordonnancées	3 004 128 465,34			
Rétablissements crédits	- 2 485 481,40			
Dépenses nettes	3 001 642 983,94	357 484,45	137 622 669,51	50 814 698

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	2 498 146 319
	Variation prévisions dépenses	- 62 860 000
	Reports gestion précédente	1 146 771
	Transferts répartitions	285 000
	Total net des crédits	2 436 718 090
Total pour le ministère	Crédits initiaux	5 750 632 845
	Variation prévisions dépenses	- 108 639 400
	Reports gestion précédente	48 481 743
	Transferts répartitions	- 114 206 755
	Fonds concours, dons, legs	50 172 524
	Total net des crédits	5 626 440 957
Départements et territoires d'outre-mer		
Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	496 153 813
	Variation prévisions dépenses	7 311 470
	Reports gestion précédente	582 170
	Transferts répartitions	734 226
	Total net des crédits	504 781 679
Total pour le ministère	Crédits initiaux	496 153 813
	Variation prévisions dépenses	7 311 470
	Reports gestion précédente	582 170
	Transferts répartitions	734 226
	Total net des crédits	504 781 679
Départements d'outre-mer		
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	156 917 593
	Variation prévisions dépenses	- 9 715 000
	Reports gestion précédente	1 548 461
	Transferts répartitions	9 008 167
	Fonds concours, dons, legs	44 256 669
	Total net des crédits	202 015 890
Total pour le ministère	Crédits initiaux	156 917 593
	Variation prévisions dépenses	- 9 715 000
	Reports gestion précédente	1 548 461
	Transferts répartitions	9 008 167
	Fonds concours, dons, legs	44 256 669
	Total net des crédits	202 015 890
Territoires d'outre-mer		
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	185 433 679
	Variation prévisions dépenses	52 070 000
	Reports gestion précédente	364 625
	Transferts répartitions	16 880 000
	Total net des crédits	254 748 304
Total pour le ministère	Crédits initiaux	185 433 679
	Variation prévisions dépenses	52 070 000
	Reports gestion précédente	364 625
	Transferts répartitions	16 880 000
	Total net des crédits	254 748 304
Economie, finances et budget		
I. - Charges communes		
Titre I. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	Crédits initiaux	143 572 744 152
	Variation prévisions dépenses	19 977 600 000
	Transferts répartitions	- 29 800 000
	Total net des crédits	163 520 544 152
Titre II. - Pouvoirs publics	Crédits initiaux	2 587 954 000
	Transferts répartitions	1 000 000
	Total net des crédits	2 588 954 000

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	2 436 377 568,43			
Rétablissements crédits	- 34 000,00			
Dépenses nettes	2 436 343 568,43	31 175 010,00	21 449 180,57	10 100 351
Ordonnancées	5 440 506 033,77			
Rétablissements crédits	- 2 519 481,40			
Dépenses nettes	5 437 986 552,37	31 532 494,45	159 071 850,08	60 915 049
Ordonnancées	476 445 287,93			
Rétablissements crédits	- 2 107 689,13			
Dépenses nettes	474 337 598,80	456 721,32	29 139 365,52	1 761 436
Ordonnancées	476 445 287,93			
Rétablissements crédits	- 2 107 689,13			
Dépenses nettes	474 337 598,80	456 721,32	29 139 365,52	1 761 436
Ordonnancées	201 265 272,90			
Dépenses nettes	201 265 272,90	»	150 617,10	600 000
Ordonnancées	201 265 272,90			
Dépenses nettes	201 265 272,90	»	150 617,10	600 000
Ordonnancées	251 698 165,83			
Rétablissements crédits	- 245 551,46			
Dépenses nettes	251 452 614,37	»	1 215 689,63	2 080 000
Ordonnancées	251 698 165,83			
Rétablissements crédits	- 245 551,46			
Dépenses nettes	251 452 614,37	»	1 215 689,63	2 080 000
Ordonnancées	172 587 681 189,34			
Rétablissements crédits	- 243 687 879,56			
Dépenses nettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	»
Ordonnancées	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes	2 588 954 000,00	»	»	»

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	45 433 011 308
	Variation prévisions dépenses	427 274 000
	Transferts répartitions	61 777 010 598
	Fonds concours, dons, legs	10 375 602 470
	Total net des crédits	118 012 898 376
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	68 798 997 351
	Variation prévisions dépenses	1 414 390 000
	Reports gestion précédente	2 738 372 461
	Transferts répartitions	9 817 571 904
	Fonds concours, dons, legs	3 379 778 359
	Total net des crédits	86 149 110 075
Total pour le ministère	Crédits initiaux	260 392 706 811
	Variation prévisions dépenses	21 819 264 000
	Reports gestion précédente	2 738 372 461
	Transferts répartitions	71 565 782 502
	Fonds concours, dons, legs	13 755 380 829
	Total net des crédits	370 271 506 603
Economie, finances et budget		
II. - Services financiers		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	28 554 033 154
	Variation prévisions dépenses	5 794 500
	Reports gestion précédente	152 229 056
	Transferts répartitions	- 4 896 838 149
	Fonds concours, dons, legs	5 078 504 834
	Total net des crédits	28 893 723 395
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	427 798 146
	Variation prévisions dépenses	- 14 770 000
	Reports gestion précédente	82 428 398
	Transferts répartitions	4 490 000
	Total net des crédits	499 946 544
Total pour le ministère	Crédits initiaux	28 981 831 300
	Variation prévisions dépenses	- 8 975 500
	Reports gestion précédente	234 657 454
	Transferts répartitions	- 4 892 348 149
	Fonds concours, dons, legs	5 078 504 834
	Total net des crédits	29 393 669 939
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	123 194 939 193
	Variation prévisions dépenses	- 6 092 170
	Reports gestion précédente	13 300 396
	Transferts répartitions	- 15 781 576 939
	Fonds concours, dons, legs	195 961 154
	Total net des crédits	107 616 531 634
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	23 697 202 056
	Variation prévisions dépenses	24 954 500
	Reports gestion précédente	219 687 973
	Transferts répartitions	47 486 460
	Total net des crédits	23 989 330 989
Total pour le ministère	Crédits initiaux	146 892 141 249
	Variation prévisions dépenses	18 862 330
	Reports gestion précédente	232 988 369
	Transferts répartitions	- 15 734 090 479
	Fonds concours, dons, legs	195 961 154
	Total net des crédits	131 605 862 623

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	117 993 187 542,22			
Rétablissements crédits	- 1 695 922,19			
Dépenses nettes	117 991 491 620,03	386 407 574,33	407 814 330,30	»
Ordonnancées	74 732 886 169,58			
Dépenses nettes	74 732 886 169,58	2 019 702 527,75	149 330 673,17	13 286 595 760
Ordonnancées	367 902 708 901,14			
Rétablissements crédits	- 245 383 801,75			
Dépenses nettes	367 657 325 099,39	12 283 019 505,62	1 610 605 249,23	13 286 595 760
Ordonnancées	28 647 596 782,37			
Rétablissements crédits	- 173 208 335,51			
Dépenses nettes	28 474 388 446,86	27 826 003,21	289 596 817,35	157 564 134
Ordonnancées	433 030 219,12			
Dépenses nettes	433 030 219,12	36 977,21	10 088,09	66 943 214
Ordonnancées	29 080 627 001,49			
Rétablissements crédits	- 173 208 335,51			
Dépenses nettes	28 907 418 665,98	27 862 980,42	289 606 905,44	224 507 348
Ordonnancées	107 575 950 353,42			
Rétablissements crédits	- 94 102 979,29			
Dépenses nettes	107 481 847 374,13	2 990,87	91 514 749,74	43 172 501
Ordonnancées	23 808 166 665,10			
Rétablissements crédits	- 1 698 182,45			
Dépenses nettes	23 806 468 482,65	0,02	5 041 487,37	177 821 019
Ordonnancées	131 384 117 018,52			
Rétablissements crédits	- 95 801 161,74			
Dépenses nettes	131 288 315 856,78	2 990,89	96 556 237,11	220 993 520

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	15 280 159 152
	Variation prévisions dépenses	- 17 270 000
	Reports gestion précédente	37 603
	Transferts répartitions	141 635 978
	Fonds concours, dons, legs	4 847 907
	Total net des crédits	15 409 410 640
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	2 224 205 135
	Variation prévisions dépenses	- 8 600 000
	Reports gestion précédente	81 792
	Transferts répartitions	- 34 750 000
	Fonds concours, dons, legs	1 539 612
	Total net des crédits	2 182 476 539
Total pour le ministère	Crédits initiaux	17 504 364 287
	Variation prévisions dépenses	- 25 870 000
	Reports gestion précédente	119 395
	Transferts répartitions	106 885 978
	Fonds concours, dons, legs	6 387 519
	Total net des crédits	17 591 887 179
Environnement et qualité de la vie		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	260 842 784
	Variation prévisions dépenses	- 2 530 117
	Reports gestion précédente	3 226 620
	Transferts répartitions	- 92 840 352
	Fonds concours, dons, legs	4 741 953
	Total net des crédits	173 440 888
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	79 980 165
	Variation prévisions dépenses	- 857 884
	Reports gestion précédente	1 306 045
	Transferts répartitions	31 422 000
	Total net des crédits	111 850 326
Total pour le ministère	Crédits initiaux	340 822 949
	Variation prévisions dépenses	- 3 388 001
	Reports gestion précédente	4 532 665
	Transferts répartitions	- 61 418 352
	Fonds concours, dons, legs	4 741 953
	Total net des crédits	285 291 214
Industrie et recherche		
I. - Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 124 868 142
	Variation prévisions dépenses	27 887 485
	Reports gestion précédente	16 906 932
	Transferts répartitions	- 112 535 677
	Fonds concours, dons, legs	431 184 593
	Total net des crédits	1 488 311 475
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 124 868 142
	Variation prévisions dépenses	27 887 485
	Reports gestion précédente	16 906 932
	Transferts répartitions	- 112 535 677
	Fonds concours, dons, legs	431 184 593
	Total net des crédits	1 488 311 475
Industrie et recherche		
II. - Industrie		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	16 382 800
	Variation prévisions dépenses	- 3 018 000
	Total net des crédits	13 364 800

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	15 360 544 226,49			
Rétablissements crédits	– 5 315 177,27			
Dépenses nettes	15 355 229 049,22	835,98	51 529 404,76	2 653 022
Ordonnancées	2 167 221 788,09			
Rétablissements crédits	– 7 801 917,27			
Dépenses nettes	2 159 419 870,82	»	400 386 ,18	22 656 282
Ordonnancées	17 527 766 014,58			
Rétablissements crédits	– 13 117 094,54			
Dépenses nettes	17 514 648 920,04	835,98	51 929 790,94	25 309 304
Ordonnancées	166 484 556,03			
Rétablissements crédits	– 39 740,36			
Dépenses nettes	166 444 815,67	»	3 983 117,33	3 012 955
Ordonnancées	111 612 226,33			
Dépenses nettes	111 612 226,33	»	238 099,67	»
Ordonnancées	278 096 782,36			
Rétablissements crédits	– 39 740,36			
Dépenses nettes	278 057 042,00	»	4 221 217,00	3 012 955
Ordonnancées	1 397 200 071,49			
Rétablissements crédits	– 7 372 240.79			
Dépenses nettes	1 389 827 830,70	4 184 824,22	74 535 259,52	28 133 209
Ordonnancées	1 397 200 071,49			
Rétablissements crédits	– 7 372 240,79			
Dépenses nettes	1 389 827 830,70	4 184 824,22	74 535 259,52	28 133 209
Ordonnancées	13 364 800,00			
Dépenses nettes	13 364 800,00	»	»	»

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	8 112 962 117
	Variation prévisions dépenses	– 1 267 780 000
	Reports gestion précédente	17 118 875
	Transferts répartitions	209 821 903
	Fonds concours, dons, legs	255 680
	Total net des crédits	7 072 378 575
Total pour le ministère	Crédits initiaux	8 129 344 917
	Variation prévisions dépenses	– 1 270 798 000
	Reports gestion précédente	17 118 875
	Transferts répartitions	209 821 903
	Fonds concours, dons, legs	255 680
	Total net des crédits	7 085 743 375
Industrie et recherche		
III. – Recherche		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	14 324 953 386
	Variation prévisions dépenses	– 303 764 000
	Total net des crédits	14 021 189 386
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	511 966 345
	Variation prévisions dépenses	23 024 021
	Reports gestion précédente	5 000 000
	Total net des crédits	539 990 366
Total pour le ministère	Crédits initiaux	14 836 919 731
	Variation prévisions dépenses	– 280 739 979
	Reports gestion précédente	5 000 000
	Total net des crédits	14 561 179 752
Intérieur et décentralisation		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	26 128 448 398
	Variation prévisions dépenses	– 10 620 963
	Reports gestion précédente	294 227 438
	Transferts répartitions	– 5 618 688 009
	Fonds concours, dons, legs	24 733 223
	Total net des crédits	20 818 100 087
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	11 670 488 524
	Variation prévisions dépenses	1 356 631 752
	Reports gestion précédente	3 268 169
	Transferts répartitions	5 355 000
	Total net des crédits	13 035 743 445
Total pour le ministère	Crédits initiaux	37 798 936 922
	Variation prévisions dépenses	1 346 010 789
	Reports gestion précédente	297 495 607
	Transferts répartitions	– 5 613 333 009
	Fonds concours, dons, legs	24 733 223
	Total net des crédits	33 853 843 532
Justice		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	8 963 835 417
	Variation prévisions dépenses	154 215 000
	Reports gestion précédente	11 216 756
	Transferts répartitions	– 1 003 964 549
	Fonds concours, dons, legs	27 595 722
	Total net des crédits	8 152 898 346
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	900 170 356
	Variation prévisions dépenses	– 134 502 020
	Reports gestion précédente	253 824 719
	Total net des crédits	1 019 493 055
Total pour le ministère	Crédits initiaux	9 864 005 773
	Variation prévisions dépenses	19 712 980
	Reports gestion précédente	265 041 475
	Transferts répartitions	– 1 003 964 549
	Fonds concours, dons, legs	27 595 722
	Total net des crédits	9 172 391 401

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	6 501 518 241,99			
Dépenses nettes	6 501 518 241,99	»	170 444 232,01	400 416 101
Ordonnancées	6 514 883 041,99			
Dépenses nettes	6 514 883 041,99	»	170 444 232,01	400 416 101
Ordonnancées	13 983 531 581,00			
Dépenses nettes	13 983 531 581,00	»	37 657 805,00	»
Ordonnancées	520 549 861,09			
Dépenses nettes	520 549 861,09	»	14 040 504,91	5 400 000
Ordonnancées	14 504 081 442,09			
Dépenses nettes	14 504 081 442,09	»	51 698 309,91	5 400 000
Ordonnancées	20 320 018 588,46			
Rétablissements crédits	- 6 958 374,52			
Dépenses nettes	20 313 060 213,94	0,01	380 834 751,07	124 205 122
Ordonnancées	12 909 742 104,04			
Dépenses nettes	12 909 742 104,04	»	13 950 617,96	112 050 723
Ordonnancées	33 229 760 692,50			
Rétablissements crédits	- 6 958 374,52			
Dépenses nettes	33 222 802 317,98	0,01	394 785 369,03	236 255 845
Ordonnancées	8 053 741 917,91			
Rétablissements crédits	- 9 229 168,56			
Dépenses nettes	8 044 512 749,35	58 958 133,52	148 882 317,07	18 461 413
Ordonnancées	757 854 714,96			
Rétablissements crédits	- 130 958,00			
Dépenses nettes	757 723 756,96	»	0,04	261 769 298
Ordonnancées	8 811 596 632,87			
Rétablissements crédits	- 9 360 126,56			
Dépenses nettes	8 802 236 506,31	58 958 133,42	148 882 317,11	280 230,711

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Mer		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	483 257 217
	Variation prévisions dépenses	- 4 401 874
	Reports gestion précédente	837 293
	Transferts répartitions	- 7 374 773
	Fonds concours, dons, legs	13 925 034
	Total net des crédits	486 242 897
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	4 198 820 818
	Variation prévisions dépenses	- 24 196 000
	Reports gestion précédente	46 337 196
	Transferts répartitions	8 724 083
	Total net des crédits	4 229 686 097
Total pour le ministère	Crédits initiaux	4 682 078 035
	Variation prévisions dépenses	- 28 597 874
	Reports gestion précédente	47 174 489
	Transferts répartitions	1 349 310
	Fonds concours, dons, legs	13 925 034
	Total net des crédits	4 715 928 994
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	4 557 555 881
	Variation prévisions dépenses	58 245 046
	Reports gestion précédente	77 881 848
	Transferts répartitions	- 81 244 445
	Fonds concours, dons, legs	278 783
	Total net des crédits	4 612 717 113
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	4 300 466 656
	Variation prévisions dépenses	- 65 522 002
	Reports gestion précédente	20 671 068
	Transferts répartitions	37 762 985
	Fonds concours, dons, legs	64 602 658
	Total net des crédits	4 357 981 365
Total pour le ministère	Crédits initiaux	8 858 022 537
	Variation prévisions dépenses	- 7 276 956
	Reports gestion précédente	98 552 916
	Transferts répartitions	- 43 481 460
	Fonds concours, dons, legs	64 881 441
	Total net des crédits	8 970 698 478
Relations extérieures		
II. - Coopération		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	177 336 798
	Variation prévisions dépenses	- 1 330 000
	Transferts répartitions	838 953
	Total net des crédits	176 845 751
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	4 998 291 818
	Variation prévisions dépenses	- 125 752 000
	Reports gestion précédente	114 638 759
	Transferts répartitions	152 668 491
	Fonds concours, dons, legs	948 977 782
	Total net des crédits	6 088 824 850
Total pour le ministère	Crédits initiaux	5 175 628 616
	Variation prévisions dépenses	- 127 082 000
	Reports gestion précédente	114 638 759
	Transferts répartitions	153 507 444
	Fonds concours, dons, legs	948 977 782
	Total net des crédits	6 265 670 601

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	475 309 153,84			
Rétablissements crédits	- 10 028 731,66			
Dépenses nettes	465 280 422,18	»	20 128 172,82	834 302
Ordonnancées	4 203 817 236,18			
Dépenses nettes	4 203 817 236,18	»	18 353 469,82	7 515 391
Ordonnancées	4 679 126 390,02			
Rétablissements crédits	- 10 028 731,66			
Dépenses nettes	4 669 097 658,36	»	38 481 642,64	8 349 693
Ordonnancées	4 455 379 267,35			
Rétablissements crédits	- 14 795 079,83			
Dépenses nettes	4 440 584 187,52	»	75 791 697,48	96 341 228
Ordonnancées	4 301 975 427,86			
Rétablissements crédits	- 7 391 640,59			
Dépenses nettes	4 294 583 787,27	»	7 967 730,73	55 429 847
Ordonnancées	8 757 354 695,21			
Rétablissements crédits	- 22 186 720,42			
Dépenses nettes	8 735 167 974,79	»	83 759 428,21	151 771 075
Ordonnancées	158 789 399,69			
Rétablissements crédits	- 303 345,50			
Dépenses nettes	158 486 054,19	0,07	18 359 696,88	»
Ordonnancées	5 773 130 187,49			
Rétablissements crédits	- 3 977 067,35			
Dépenses nettes	5 769 153 120,14	»	13 734 804,86	305 936 925
Ordonnancées	5 931 919 587,18			
Rétablissements crédits	- 4 280 412,85			
Dépenses nettes	5 927 639 174,33	0,07	32 094 501,74	305 936 925

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 866 972 221
	Variation prévisions dépenses	6 887 520
	Reports gestion précédente	11 572 419
	Transferts répartitions	- 244 672 785
	Fonds concours, dons, legs	29 262 136
	Total net des crédits	1 670 021 511
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	10 407 087 713
	Variation prévisions dépenses	25 772 534
	Reports gestion précédente	639 653 113
	Transferts répartitions	- 2 838 177 127
	Fonds concours, dons, legs	287 585 313
	Total net des crédits	8 521 921 546
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 274 059 934
	Variation prévisions dépenses	32 660 054
	Reports gestion précédente	651 225 532
	Transferts répartitions	- 3 082 849 912
	Fonds concours, dons, legs	316 847 449
	Total net des crédits	10 191 943 057
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre III. - Moyens de services	Crédits initiaux	39 363 074
	Variation prévisions dépenses	- 506 368
	Reports gestion précédente	119 223
	Transferts répartitions	638 346
	Total net des crédits	39 614 275
Total pour le ministère	Crédits initiaux	39 363 074
	Variation prévisions dépenses	- 506 368
	Reports gestion précédente	119 223
	Transferts répartitions	638 346
	Total net des crédits	39 614 275
Conseil économique et social		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	105 630 647
	Transferts répartitions	3 333 803
	Total net des crédits	108 964 450
Total pour le ministère	Crédits initiaux	105 630 647
	Transferts répartitions	3 333 803
	Total net des crédits	108 964 450
Commissariat général du Plan		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	85 328 764
	Variation prévisions dépenses	- 928 000
	Reports gestion précédente	48 214
	Transferts répartitions	332 354
	Fonds concours, dons, legs	328 500
	Total net des crédits	85 109 832
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	34 021 411
	Variation prévisions dépenses	- 196 259
	Total net des crédits	33 825 152
Total pour le ministère	Crédits initiaux	119 350 175
	Variation prévisions dépenses	- 1 124 259
	Reports gestion précédente	48 214
	Transferts répartitions	332 354
	Fonds concours, dons, legs	328 500
	Total net des crédits	118 934 984

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 644 671 290,97			
Rétablissements crédits	- 27 710 693,71			
Dépenses nettes	1 616 960 597,26	137 536,11	36 471 904,85	16 726 545
Ordonnancées	7 562 103 582,26			
Rétablissements crédits	- 23 535 600,00			
Dépenses nettes	7 538 567 982,26	»	12 071 732,74	971 281 831
Ordonnancées	9 206 774 873,23			
Rétablissements crédits	- 51 246 293,71			
Dépenses nettes	9 155 528 579,52	137 536,11	48 543 637,59	988 008 376
Ordonnancées	39 500 587,09			
Rétablissements crédits	- 1 085 188,65			
Dépenses nettes	38 415 398,44	»	1 140 149,56	58 727
Ordonnancées	39 500 587,09			
Rétablissements crédits	- 1 085 188,65			
Dépenses nettes	38 415 398,44	»	1 140 149,56	58 727
Ordonnancées	108 509 450,00			
Dépenses nettes	108 509 450,00	»	455 000,00	»
Ordonnancées	108 509 450,00			
Dépenses nettes	108 509 450,00	»	455 000,00	»
Ordonnancées	75 394 115,71			
Rétablissements crédits	- 291 708,07			
Dépenses nettes	75 102 407,64	199,87	8 709 414,23	1 298 210
Ordonnancées	33 915 211,70			
Rétablissements crédits	- 114 020,00			
Dépenses nettes	33 801 191,70	»	23 960,30	»
Ordonnancées	109 309 327,41			
Rétablissements crédits	- 405 728,07			
Dépenses nettes	108 903 599,34	199,87	8 733 374,53	1 298 210

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Aménagement du territoire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	44 767 893
	Variation prévisions dépenses	- 22 662
	Reports gestion précédente	144 932
	Transferts répartitions	505 570
	Total net des crédits	45 395 733
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	48 363 395
	Variation prévisions dépenses	- 1 209 085
	Transferts répartitions	113 416 827
	Total net des crédits	160 571 137
Total pour le ministère	Crédits initiaux	93 131 288
	Variation prévisions dépenses	- 1 231 747
	Reports gestion précédente	144 932
	Transferts répartitions	113 922 397
	Total net des crédits	205 966 870
Economie sociale		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	3 930 672
	Variation prévisions dépenses	- 63 840
	Total net des crédits	3 866 832
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	8 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 200 000
	Transferts répartitions	1 431 000
	Total net des crédits	9 231 000
Total pour le ministère	Crédits initiaux	11 930 672
	Variation prévisions dépenses	- 263 840
	Transferts répartitions	1 431 000
	Total net des crédits	13 097 832
Temps libre, jeunesse et sports		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 307 893 113
	Variation prévisions dépenses	- 6 960 000
	Reports gestion précédente	1 081 323
	Transferts répartitions	- 284 867
	Total net des crédits	1 301 729 569
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	629 440 610
	Variation prévisions dépenses	- 15 747 000
	Transferts répartitions	31 386 877
	Total net des crédits	645 080 487
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 937 333 723
	Variation prévisions dépenses	- 22 707 000
	Reports gestion précédente	1 081 323
	Transferts répartitions	31 102 010
	Total net des crédits	1 946 810 056
Tourisme		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	154 434 773
	Variation prévisions dépenses	2 841 670
	Transferts répartitions	- 443 146
	Total net des crédits	156 833 297
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	42 151 061
	Variation prévisions dépenses	1 093 000
	Transferts répartitions	37 455 000
	Total net des crédits	80 699 061
Total pour le ministère	Crédits initiaux	196 585 834
	Variation prévisions dépenses	3 934 670
	Transferts répartitions	37 011 854
	Total net des crédits	237 532 358

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	38 995 703,99			
Rétablissements crédits	- 311 789,17			
Dépenses nettes	38 683 914,82	»	6 711 818,18	»
Ordonnancées	158 267 043,44			
Rétablissements crédits	- 603,63			
Dépenses nettes	158 266 439,81	»	0,19	2 304 697
Ordonnancées	197 262 747,43			
Rétablissements crédits	- 312 392,80			
Dépenses nettes	196 950 354,63	»	6 711 818,37	2 304 697
Ordonnancées	3 031 498,97			
Dépenses nettes	3 031 498,97	»	652 553,03	182 780
Ordonnancées	9 166 000,00			
Dépenses nettes	9 166 000,00	»	58 000,00	7 000
Ordonnancées	12 197 498,97			
Dépenses nettes	12 197 498,97	»	710 553,03	189 780
Ordonnancées	1 173 782 561,14			
Rétablissements crédits	- 78 162,36			
Dépenses nettes	1 173 704 398,78	»	128 024 661,22	509
Ordonnancées	642 865 395,72			
Rétablissements crédits	- 1 138 128,00			
Dépenses nettes	641 727 267,72	»	2 927 219,28	426 000
Ordonnancées	1 816 647 956,86			
Rétablissements crédits	- 1 216 290,36			
Dépenses nettes	1 815 431 666,50	»	130 951 880,50	426 509
Ordonnancées	149 888 713,99			
Rétablissements crédits	- 367 099,56			
Dépenses nettes	149 521 614,43	»	7 086 585,57	225 097
Ordonnancées	79 316 082,00			
Dépenses nettes	79 316 082,00	»	32 979,00	1 350 000
Ordonnancées	229 204 795,99			
Rétablissements crédits	- 367 099,56			
Dépenses nettes	228 837 696,43	»	7 119 564,57	1 575 097

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	719 781 138
	Variation prévisions dépenses	- 9 240 214
	Reports gestion précédente	1 497 043
	Transferts répartitions	- 435 761 195
	Fonds concours, dons, legs	972 799
	Total net des crédits	227 249 571
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	637 140 000
	Variation prévisions dépenses	6 630 000
	Reports gestion précédente	5 847 548
	Total net des crédits	649 617 548
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 356 921 138
	Variation prévisions dépenses	- 2 610 214
	Reports gestion précédente	7 344 591
	Transferts répartitions	- 485 761 195
	Fonds concours, dons, legs	972 799
	Total net des crédits	876 867 119
Transports		
Aviation civile		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 879 934 629
	Variation prévisions dépenses	- 8 585 360
	Reports gestion précédente	8 609 345
	Transferts répartitions	- 196 104 792
	Fonds concours, dons, legs	108 683 510
	Total net des crédits	1 792 537 332
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	241 497 797
	Variation prévisions dépenses	- 51 751 196
	Total net des crédits	189 746 601
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 121 432 426
	Variation prévisions dépenses	- 60 336 556
	Reports gestion précédente	8 609 345
	Transferts répartitions	- 196 104 792
	Fonds concours, dons, legs	108 683 510
	Total net des crédits	1 982 283 933
Transports		
Transports intérieurs		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 187 634 507
	Variation prévisions dépenses	- 219 242 257
	Reports gestion précédente	158 412 426
	Transferts répartitions	- 85 962 868
	Fonds concours, dons, legs	406 970 153
	Total net des crédits	2 447 811 961
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	36 151 830 041
	Variation prévisions dépenses	- 237 333 190
	Reports gestion précédente	140 408 000
	Transferts répartitions	932 194 800
	Total net des crédits	36 987 099 651
Total pour le ministère	Crédits initiaux	38 339 464 548
	Variation prévisions dépenses	- 456 575 447
	Reports gestion précédente	298 820 426
	Transferts répartitions	846 231 932
	Fonds concours, dons, legs	406 970 153
	Total net des crédits	39 434 911 612

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	222 686 208,01			
Rétablissements crédits	- 672 099,10			
Dépenses nettes	222 014 108,91	7 109 155,90	10 754 446,99	1 590 171
Ordonnancées	643 791 345,77			
Dépenses nettes	643 791 345,77	»	3 500,23	5 822 702
Ordonnancées	866 477 553,78			
Rétablissements crédits	- 672 099,10			
Dépenses nettes	865 805 454,68	7 109 155,90	10 757 947,22	7 412 873
Ordonnancées	1 748 551 241,72			
Rétablissements crédits	- 28 660 488,21			
Dépenses nettes	1 719 890 753,51	»	63 814 963,49	8 831 615
Ordonnancées	188 646 601,00			
Dépenses nettes	188 646 601,00	»	1 100 000,00	»
Ordonnancées	1 937 197 842,72			
Rétablissements crédits	- 28 660 488,21			
Dépenses nettes	1 908 537 354,51	»	64 914 963,49	8 831 615
Ordonnancées	2 344 411 452,64			
Rétablissements crédits	- 98 894 936,14			
Dépenses nettes	2 245 516 516,50	»	32 862 079,50	169 433 365
Ordonnancées	36 986 527 797,85			
Dépenses nettes	36 986 527 797,85	»	71 853,15	500 000
Ordonnancées	39 330 939 250,49			
Rétablissements crédits	- 98 894 936,14			
Dépenses nettes	39 232 044 314,35	»	32 933 932,65	169 933 365

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Météorologie		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	505 939 159
	Variation prévisions dépenses	- 3 412 877
	Reports gestion précédente	14 368 769
	Transferts répartitions	8 286 975
	Fonds concours, dons, legs	61 052 384
	Total net des crédits	586 234 410
Total pour le ministère	Crédits initiaux	505 939 159
	Variation prévisions dépenses	- 3 412 877
	Reports gestion précédente	14 368 769
	Transferts répartitions	8 286 975
	Fonds concours, dons, legs	61 052 384
	Total net des crédits	586 234 410
Urbanisme et logement		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	12 524 907 364
	Variation prévisions dépenses	58 358 249
	Reports gestion précédente	27 825 819
	Transferts répartitions	- 2 230 379 453
	Fonds concours, dons, legs	1 085 894 033
	Total net des crédits	11 466 606 012
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	12 593 775 359
	Variation prévisions dépenses	- 336 277 897
	Reports gestion précédente	251 175 733
	Transferts répartitions	45 144 000
	Fonds concours, dons, legs	10 330
	Total net des crédits	12 553 827 525
Total pour le ministère	Crédits initiaux	25 118 682 723
	Variation prévisions dépenses	- 277 919 648
	Reports gestion précédente	279 001 552
	Transferts répartitions	- 2 185 235 453
	Fonds concours, dons, legs	1 085 904 363
	Total net des crédits	24 020 433 537
RECAPITULATION		
Titre Ier. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	143 572 744 152
	Variation prévisions dépenses	19 977 600 000
	Transferts répartitions	- 29 800 000
	Total net des crédits	163 520 544 152
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre I)	Crédits initiaux	143 572 744 152
	Variation prévisions dépenses	19 977 600 000
	Transferts répartitions	- 29 800 000
	Total net des crédits	163 520 544 152
Titre II. - Pouvoirs publics		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	2 587 954 000
	Transferts répartitions	1 000 000
	Total net des crédits	2 588 954 000
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre II)	Crédits initiaux	2 587 954 000
	Transferts répartitions	1 000 000
	Total net des crédits	2 588 954 000
Titre III. - Moyens des services		
Affaires sociales et solidarité. I. - Section commune	Crédits initiaux	1 859 286 705
	Variation prévisions dépenses	14 348 644
	Reports gestion précédente	41 163 568
	Transferts répartitions	- 846 596 379
	Fonds concours, dons, legs	12 404 216
	Total net des crédits	1 080 606 754

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	564 615 515,55			
Rétablissements crédits	- 8 006 283,26			
Dépenses nettes	556 609 232,29	»	20 462 714,71	9 162 463
Ordonnancées	564 615 515,55			
Rétablissements crédits	- 8 006 283,26			
Dépenses nettes	556 609 232,29	»	20 462 714,71	9 162 463
Ordonnancées	11 374 519 100,61			
Rétablissements crédits	- 283 302 342,47			
Dépenses nettes	11 091 216 758,14	86 538,06	343 812 011,92	31 663 780
Ordonnancées	12 543 829 735,35			
Rétablissements crédits	- 27 762,00			
Dépenses nettes	12 543 801 973,35	»	974 435,65	9 051 116
Ordonnancées	23 918 348 835,96			
Rétablissements crédits	- 283 330 104,47			
Dépenses nettes	23 635 018 731,49	86 538,06	344 786 447,57	40 714 896
Ordonnancées	172 587 681 189,34			
Rétablissements crédits	- 243 687 879,56			
Dépenses nettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	»
Ordonnancées	172 587 681 189,34			
Rétablissements crédits	- 243 687 879,56			
Dépenses nettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	»
Ordonnancées	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes	2 588 954 000,00	»	»	»
Ordonnancées	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes	2 588 954 000,00	»	»	»
Ordonnancées	967 587 987,03			
Rétablissements crédits	- 1 348 696,30			
Dépenses nettes	966 239 290,73	»	88 467 228,27	25 900 235

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre III. - Moyens des services		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité	Crédits initiaux	2 027 350 349
	Variation prévisions dépenses	- 4 340 000
	Reports gestion précédente	714 523
	Transferts répartitions	629 172
	Fonds concours, dons, legs	1 862 027
	Total net des crédits	2 026 216 071
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail. Emploi	Crédits initiaux	2 995 277 121
	Variation prévisions dépenses	1 922 000
	Reports gestion précédente	5 881 418
	Transferts répartitions	44 284
	Total net des crédits	3 003 124 823
Agriculture	Crédits initiaux	5 344 480 523
	Reports gestion précédente	45 546 017
	Transferts répartitions	- 899 885 299
	Fonds concours, dons, legs	119 782 826
	Total net des crédits	4 609 924 067
Anciens combattants	Crédits initiaux	932 631 612
	Variation prévisions dépenses	- 11 968 400
	Reports gestion précédente	36 552 018
	Transferts répartitions	- 209 362 244
	Fonds concours, dons, legs	66 418 558
	Total net des crédits	814 271 544
Commerce et artisanat	Crédits initiaux	36 124 165
	Variation prévisions dépenses	- 565 823
	Reports gestion précédente	214 036
	Transferts répartitions	14 809
	Total net des crédits	35 787 187
Culture	Crédits initiaux	3 252 486 526
	Variation prévisions dépenses	- 45 779 400
	Reports gestion précédente	47 334 972
	Transferts répartitions	- 114 491 755
	Fonds concours, dons, legs	50 172 524
	Total net des crédits	3 189 722 867
Départements territoires d'outre-mer. - Section commune	Crédits initiaux	496 153 813
	Variation prévisions dépenses	7 311 470
	Reports gestion précédente	582 170
	Transferts répartitions	734 226
	Total net des crédits	504 781 679
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	45 433 011 308
	Variation prévisions dépenses	427 274 000
	Transferts répartitions	61 777 010 598
	Fonds concours, dons, legs	10 375 602 470
	Total net des crédits	118 012 898 376
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	28 554 033 154
	Variation prévisions dépenses	5 794 500
	Reports gestion précédente	152 229 056
	Transferts répartitions	- 4 896 838 149
	Fonds concours, dons, legs	5 078 504 834
	Total net des crédits	28 893 723 395
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux	123 194 939 193
	Variation prévisions dépenses	- 6 092 170
	Reports gestion précédente	13 300 396
	Transferts répartitions	- 15 781 576 939
	Fonds concours, dons, legs	195 961 154
	Total net des crédits	107 616 531 634

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 915 072 894,10			
Rétablissements crédits	- 662 225,79			
Dépenses nettes	1 914 410 668,31	»	110 498 849,69	1 306 553
Ordonnancées	2 904 872 958,72			
Rétablissements crédits	- 5 608 302,26			
Dépenses nettes	2 899 264 656,46	0,03	98 506 737,57	5 353 429
Ordonnancées	4 491 033 915,73			
Rétablissements crédits	- 14 753 705,88			
Dépenses nettes	4 476 280 209,85	0,02	108 532 595,17	25 111 262
Ordonnancées	756 511 554,04			
Rétablissements crédits	- 20 100 322,37			
Dépenses nettes	736 411 231,67	»	27 849 059,33	50 011 253
Ordonnancées	29 943 476,22			
Rétablissements crédits	- 18 640,28			
Dépenses nettes	29 924 835,94	»	5 682 661,06	179 690
Ordonnancées	3 004 128 465,34			
Rétablissements crédits	- 2 485 481,40			
Dépenses nettes	3 001 642 983,94	357 484,45	137 622 669,51	50 814 698
Ordonnancées	476 445 287,93			
Rétablissements crédits	- 2 107 689,13			
Dépenses nettes	474 337 598,80	456 721,32	29 139 365,52	1 761 436
Ordonnancées	117 993 187 542,22			
Rétablissements crédits	- 1 695 922,19			
Dépenses nettes	117 991 491 620,03	386 407 574,33	407 814 330,30	»
Ordonnancées	28 647 596 782,37			
Rétablissements crédits	- 173 208 335,51			
Dépenses nettes	28 474 388 446,86	27 826 003,21	289 596 817,35	157 564 134
Ordonnancées	107 575 950 353,42			
Rétablissements crédits	- 94 102 979,29			
Dépenses nettes	107 481 847 374,13	2 990,87	91 514 749,74	43 172 501

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Education nationale. - Enseignement universitaire	Crédits initiaux	15 280 159 152
	Variation prévisions dépenses	- 17 270 000
	Reports gestion précédente	37 603
	Transferts répartitions	141 635 978
	Fonds concours, dons, legs	4 847 907
	Total net des crédits	15 409 410 640
Environnement et qualité de la vie	Crédits initiaux	260 842 784
	Variation prévisions dépenses	- 2 530 117
	Reports gestion précédente	3 226 620
	Transferts répartitions	- 92 840 352
	Fonds concours, dons, legs	4 741 953
	Total net des crédits	173 440 888
Industrie et recherche. I. - Section commune	Crédits initiaux	1 124 868 142
	Variation prévisions dépenses	27 887 485
	Reports gestion précédente	16 906 932
	Transferts répartitions	- 112 535 677
	Fonds concours, dons, legs	431 184 593
	Total net des crédits	1 488 311 475
Industrie et recherche. II. - Industrie	Crédits initiaux	16 382 800
	Variation prévisions dépenses	- 3 018 000
	Total net des crédits	13 364 800
Industrie et recherche. III. - Recherche	Crédits initiaux	14 324 953 386
	Variation prévisions dépenses	- 303 764 000
	Total net des crédits	14 021 189 386
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	26 128 448 398
	Variation prévisions dépenses	- 10 620 963
	Reports gestion précédente	294 227 438
	Transferts répartitions	- 5 618 688 009
	Fonds concours, dons, legs	24 733 223
	Total net des crédits	20 818 100 087
Justice	Crédits initiaux	8 963 835 417
	Variation prévisions dépenses	154 215 000
	Reports gestion précédente	11 216 756
	Transferts répartitions	- 1 003 964 549
	Fonds concours, dons, legs	27 595 722
	Total net des crédits	8 152 898 346
Mer	Crédits initiaux	483 257 217
	Variation prévisions dépenses	- 4 401 874
	Reports gestion précédente	837 293
	Transferts répartitions	- 7 374 773
	Fonds concours, dons, legs	13 925 034
	Total net des crédits	486 242 897
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques	Crédits initiaux	4 557 555 881
	Variation prévisions dépenses	58 245 046
	Reports gestion précédente	77 881 848
	Transferts répartitions	- 81 244 445
	Fonds concours, dons, legs	278 783
	Total net des crédits	4 612 717 113
Relations extérieures. II. - Coopération	Crédits initiaux	177 336 798
	Variation prévisions dépenses	- 1 330 000
	Transferts répartitions	838 953
	Total net des crédits	176 845 751
Services du Premier ministre. - Services généraux	Crédits initiaux	1 866 972 221
	Variation prévisions dépenses	6 887 520
	Reports gestion précédente	11 572 419
	Transferts répartitions	- 244 672 785
	Fonds concours, dons, legs	29 262 136
	Total net des crédits	1 670 021 511

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	15 360 544 226,49			
Rétablissements crédits	- 5 315 177,27			
Dépenses nettes	15 355 229 049,22	835,98	51 529 404,76	2 653 022
Ordonnancées	166 484 556,03			
Rétablissements crédits	- 39 740,36			
Dépenses nettes	166 444 815,67	»	3 983 117,33	3 012 955
Ordonnancées	1 397 200 071,49			
Rétablissements crédits	- 7 372 240,79			
Dépenses nettes	1 389 827 830,70	4 184 824,22	74 535 259,52	28 133 209
Ordonnancées	13 364 800,00			
Dépenses nettes	13 364 800,00	»	»	»
Ordonnancées	13 983 531 581,00			
Dépenses nettes	13 983 531 581,00	»	37 657 805,00	»
Ordonnancées	20 320 018 588,46			
Rétablissements crédits	- 6 958 374,52			
Dépenses nettes	20 313 060 213,94	0,01	380 834 751,07	124 205 122
Ordonnancées	8 053 741 917,91			
Rétablissements crédits	- 9 229 168,56			
Dépenses nettes	8 044 512 749,35	58 958 133,42	148 882 317,07	18 461 413
Ordonnancées	475 309 153,84			
Rétablissements crédits	- 10 028 731,66			
Dépenses nettes	465 280 422,18	»	20 128 172,82	834 302
Ordonnancées	4 455 379 267,35			
Rétablissements crédits	- 14 795 079,83			
Dépenses nettes	4 440 584 187,52	»	75 791 697,48	96 341 228
Ordonnancées	158 789 399,69			
Rétablissements crédits	- 303 345,50			
Dépenses nettes	158 486 054,19	0,07	18 359 696,88	»
Ordonnancées	1 644 671 290,97			
Rétablissements crédits	- 27 710 693,71			
Dépenses nettes	1 616 960 597,26	137 536,11	36 471 904,85	16 726 545

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Secrétariat général de la défense nationale	Crédits initiaux	39 363 074
	Variation prévisions dépenses	- 506 368
	Reports gestion précédente	119 223
	Transferts répartitions	638 346
	Total net des crédits	39 614 275
Conseil économique et social	Crédits initiaux	105 630 647
	Transferts répartitions	3 333 803
	Total net des crédits	108 964 450
Commissariat général du Plan	Crédits initiaux	85 328 764
	Variation prévisions dépenses	- 928 000
	Reports gestion précédente	48 214
	Transferts répartitions	332 354
	Fonds concours, dons, legs	328 500
	Total net des crédits	85 109 832
Aménagement du territoire	Crédits initiaux	44 767 893
	Variation prévisions dépenses	- 22 662
	Reports gestion précédente	144 932
	Transferts répartitions	505 570
	Total net des crédits	45 395 733
Economie sociale	Crédits initiaux	3 930 672
	Variation prévisions dépenses	- 63 840
	Total net des crédits	3 866 832
Temps libre, jeunesse et sports	Crédits initiaux	1 307 893 113
	Variation prévisions dépenses	- 6 960 000
	Reports gestion précédente	1 081 323
	Transferts répartitions	- 284 867
	Total net des crédits	1 301 729 569
Tourisme	Crédits initiaux	154 434 773
	Variation prévisions dépenses	2 841 670
	Transferts répartitions	- 443 146
	Total net des crédits	156 833 297
Transports. - Section commune	Crédits initiaux	719 781 138
	Variation prévisions dépenses	- 9 240 214
	Reports gestion précédente	1 497 043
	Transferts répartitions	- 485 761 195
	Fonds concours, dons, legs	972 799
	Total net des crédits	227 249 571
Transports. - Aviation civile	Crédits initiaux	1 879 934 629
	Variation prévisions dépenses	- 8 585 360
	Reports gestion précédente	8 609 345
	Transferts répartitions	- 196 104 792
	Fonds concours, dons, legs	108 683 510
	Total net des crédits	1 792 537 332
Transports. - Transports intérieurs	Crédits initiaux	2 187 634 507
	Variation prévisions dépenses	- 219 242 257
	Reports gestion précédente	158 412 426
	Transferts répartitions	- 85 962 868
	Fonds concours, dons, legs	406 970 153
	Total net des crédits	2 447 811 961
Transports. - Météorologie	Crédits initiaux	505 939 159
	Variation prévisions dépenses	- 3 412 877
	Reports gestion précédente	14 368 769
	Transferts répartitions	8 286 975
	Fonds concours, dons, legs	61 052 384
	Total net des crédits	586 234 410

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	39 500 587,09			
Rétablissements crédits	- 1 085 188,65			
Dépenses nettes	38 415 398,44	»	1 140 149,56	58 727
Ordonnancées	108 509 450,00			
Dépenses nettes	108 509 450,00	»	455 000,00	»
Ordonnancées	75 394 115,71			
Rétablissements crédits	- 291 708,07			
Dépenses nettes	75 102 407,64	199,87	8 709 414,23	1 298 210
Ordonnancées	38 995 703,99			
Rétablissements crédits	- 311 789,17			
Dépenses nettes	38 683 914,82	»	6 711 818,18	»
Ordonnancées	3 031 498,97			
Dépenses nettes	3 031 498,97	»	652 553,03	182 780
Ordonnancées	1 173 782 561,14			
Rétablissements crédits	- 78 162,36			
Dépenses nettes	1 173 704 398,78	»	128 024 661,22	509
Ordonnancées	149 888 713,99			
Rétablissements crédits	- 367 099,56			
Dépenses nettes	149 521 614,43	»	7 086 585,57	225 097
Ordonnancées	222 686 208,01			
Rétablissements crédits	- 672 099,10			
Dépenses nettes	222 014 108,91	7 109 155,90	10 754 446,99	1 590 171
Ordonnancées	1 748 551 241,72			
Rétablissements crédits	- 28 660 488,21			
Dépenses nettes	1 719 890 753,51	»	63 814 963,49	8 831 615
Ordonnancées	2 344 411 452,64			
Rétablissements crédits	- 98 894 936,14			
Dépenses nettes	2 245 516 516,50	»	32 862 079,50	169 433 365
Ordonnancées	564 615 515,55			
Rétablissements crédits	- 8 006 283,26			
Dépenses nettes	556 609 232,29	»	20 462 714,71	9 162 463

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Urbanisme et logement	Crédits initiaux	12 524 907 364
	Variation prévisions dépenses	58 358 249
	Reports gestion précédente	27 825 819
	Transferts répartitions	- 2 230 379 453
	Fonds concours, dons, legs	1 085 894 033
	Total net des crédits	11 466 606 012
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre III)	Crédits initiaux	306 869 932 393
	Variation prévisions dépenses	104 443 259
	Reports gestion précédente	971 532 177
	Transferts répartitions	29 024 997 392
	Fonds concours, dons, legs	18 101 179 339
	Total net des crédits	355 072 084 565
Titre IV. - Interventions publiques		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité	Crédits initiaux	25 496 258 618
	Variation prévisions dépenses	- 60 317 000
	Reports gestion précédente	38 307 835
	Transferts répartitions	30 760 000
	Fonds concours, dons, legs	5 421 900
	Total net des crédits	25 510 431 353
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail. Emploi	Crédits initiaux	46 754 458 921
	Variation prévisions dépenses	- 978 808 791
	Reports gestion précédente	2 733 636 584
	Transferts répartitions	2 998 619 315
	Fonds concours, dons, legs	1 596 194 596
	Total net des crédits	53 104 100 625
Agriculture	Crédits initiaux	24 196 965 808
	Variation prévisions dépenses	224 952 000
	Reports gestion précédente	2 788 735 893
	Transferts répartitions	88 423 636
	Fonds concours, dons, legs	679 658 095
	Total net des crédits	27 978 735 432
Anciens combattants	Crédits initiaux	25 120 173 232
	Variation prévisions dépenses	- 33 931 475
	Reports gestion précédente	6 411 400
	Fonds concours, dons, legs	71 539 595
	Total net des crédits	25 164 192 752
Commerce et artisanat	Crédits initiaux	369 137 465
	Variation prévisions dépenses	- 18 256 432
	Reports gestion précédente	13 405 000
	Transferts répartitions	34 315 000
	Total net des crédits	398 601 033
Culture	Crédits initiaux	2 498 146 319
	Variation prévisions dépenses	- 62 860 000
	Reports gestion précédente	1 146 771
	Transferts répartitions	285 000
	Total net des crédits	2 436 718 090
Départements d'outre-mer	Crédits initiaux	156 917 593
	Variation prévisions dépenses	- 9 715 000
	Reports gestion précédente	1 548 461
	Transferts répartitions	9 008 167
	Fonds concours, dons, legs	44 256 669
	Total net des crédits	202 015 890
Territoires d'outre-mer	Crédits initiaux	185 433 679
	Variation prévisions dépenses	52 070 000
	Reports gestion précédente	364 625
	Transferts répartitions	16 880 000
	Total net des crédits	254 748 304

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	11 374 519 100,61			
Rétablissements crédits	- 283 302 342,47			
Dépenses nettes	11 091 216 758,14	86 538,06	343 812 011,92	31 663 780
Ordonnancées	352 635 252 219,77			
Rétablissements crédits	- 819 514 949,59			
Dépenses nettes	351 815 737 270,18	485 527 997,87	2 867 885 588,69	873 989 704
Ordonnancées	24 732 022 391,07			
Rétablissements crédits	- 3 098 376,78			
Dépenses nettes	24 728 924 014,29	9 267 006,00	737 026 902,71	53 747 442
Ordonnancées	49 419 405 140,49			
Rétablissements crédits	- 22 092 286,74			
Dépenses nettes	49 397 312 853,75	1 393 922 669,32	25 069 212,57	5 075 641 228
Ordonnancées	26 482 878 262,43			
Rétablissements crédits	- 402 223,64			
Dépenses nettes	26 482 476 038,79	381 504 014,54	6 669 260,75	1 871 094 147
Ordonnancées	24 826 993 959,15			
Rétablissements crédits	- 5 486 815,51			
Dépenses nettes	24 821 507 143,64	67 685 748,03	404 628 017,39	5 743 339
Ordonnancées	390 065 902,40			
Rétablissements crédits	- 230 000,00			
Dépenses nettes	389 835 902,40	»	2 313 930,60	6 451 200
Ordonnancées	2 436 377 568,43			
Rétablissements crédits	- 34 000,00			
Dépenses nettes	2 436 343 568,43	31 175 010,00	21 449 180,57	10 100 351
Ordonnancées	201 265 272,90			
Dépenses nettes	201 265 272,90	»	150 617,10	600 000
Ordonnancées	251 698 165,83			
Rétablissements crédits	- 245 551,46			
Dépenses nettes	251 452 614,37	»	1 215 689,63	2 080 000

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Economie, finances et budget. I. – Charges communes	Crédits initiaux	68 798 997 351
	Variation prévisions dépenses	1 414 390 000
	Reports gestion précédente	2 738 372 461
	Transferts répartitions	9 817 571 904
	Fonds concours, dons, legs	3 379 778 359
	Total net des crédits	86 149 110 075
Economie, finances et budget. II. – Services financiers	Crédits initiaux	427 798 146
	Variation prévisions dépenses	– 14 770 000
	Reports gestion précédente	82 428 398
	Transferts répartitions	4 490 000
	Total net des crédits	499 946 544
Education nationale. – Enseignement scolaire	Crédits initiaux	23 697 202 056
	Variation prévisions dépenses	24 954 500
	Reports gestion précédente	219 687 973
	Transferts répartitions	47 486 460
	Total net des crédits	23 989 330 989
Education nationale. – Enseignement universitaire	Crédits initiaux	2 224 205 135
	Variation prévisions dépenses	– 8 600 000
	Reports gestion précédente	81 792
	Transferts répartitions	– 34 750 000
	Fonds concours, dons, legs	1 539 612
	Total net des crédits	2 182 476 539
Environnement et qualité de la vie	Crédits initiaux	79 980 165
	Variation prévisions dépenses	– 857 884
	Reports gestion précédente	1 306 045
	Transferts répartitions	31 422 000
	Total net des crédits	111 850 326
Industrie et recherche. II. – Industrie	Crédits initiaux	8 112 962 117
	Variation prévisions dépenses	– 1 267 780 000
	Reports gestion précédente	17 118 875
	Transferts répartitions	209 821 903
	Fonds concours, dons, legs	255 680
	Total net des crédits	7 072 378 575
Industrie et recherche. II. – Recherche	Crédits initiaux	511 966 345
	Variation prévisions dépenses	23 024 021
	Reports gestion précédente	5 000 000
	Total net des crédits	539 990 366
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	11 670 488 524
	Variation prévisions dépenses	1 356 631 752
	Reports gestion précédente	3 268 169
	Transferts répartitions	5 355 000
	Total net des crédits	13 035 743 445
Justice	Crédits initiaux	900 170 356
	Variation prévisions dépenses	– 134 502 020
	Reports gestion précédente	253 824 719
	Total net des crédits	1 019 493 055
Mer	Crédits initiaux	4 198 820 818
	Variation prévisions dépenses	– 24 196 000
	Reports gestion précédente	46 337 196
	Transferts répartitions	8 724 083
	Total net des crédits	4 229 686 097
Relations extérieures. I. – Services diplomatiques	Crédits initiaux	4 300 466 656
	Variation prévisions dépenses	– 65 522 002
	Reports gestion précédente	20 671 068
	Transferts répartitions	37 762 985
	Fonds concours, dons, legs	64 602 653
	Total net des crédits	4 357 981 365

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	74 732 886 169,58			
Dépenses nettes	74 732 886 169,58	2 019 702 527,75	149 330 673,17	13 286 595 760
Ordonnancées	433 030 219,12			
Dépenses nettes	433 030 219,12	36 977,21	10 088,09	66 943 214
Ordonnancées	23 808 166 665,10			
Rétablissements crédits	- 1 698 182,45			
Dépenses nettes	23 806 468 482,65	0,02	5 041 487,37	177 821 019
Ordonnancées	2 167 221 788,09			
Rétablissements crédits	- 7 801 917,27			
Dépenses nettes	2 159 419 870,82	»	400 386,18	22 656 282
Ordonnancées	111 612 226,33			
Dépenses nettes	111 612 226,33	»	238 099,67	»
Ordonnancées	6 501 518 241,99			
Dépenses nettes	6 501 518 241,99	»	170 444 232,01	400 416 101
Ordonnancées	520 549 861,09			
Dépenses nettes	520 549 861,09	»	14 040 504,91	5 400 000
Ordonnancées	12 909 742 104,04			
Dépenses nettes	12 909 742 104,04	»	13 950 617,96	112 050 723
Ordonnancées	757 854 714,96			
Rétablissements crédits	- 130 958,00			
Dépenses nettes	757 723 756,96	»	0,04	261 769 298
Ordonnancées	4 203 817 236,18			
Dépenses nettes	4 203 817 236,18	»	18 353 469,82	7 515 391
Ordonnancées	4 301 975 427,86			
Rétablissements crédits	- 7 391 640,59			
Dépenses nettes	4 294 583 787,27	»	7 967 730,73	55 429 847

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Relations extérieures. II. - Coopération	Crédits initiaux	4 998 291 818
	Variation prévisions dépenses	- 125 752 000
	Reports gestion précédente	114 638 759
	Transferts répartitions	152 668 491
	Fonds concours, dons, legs	948 977 782
	Total net des crédits	6 088 824 850
Services du Premier ministre. - Services généraux	Crédits initiaux	10 407 087 713
	Variation prévisions dépenses	25 772 534
	Reports gestion précédente	639 653 113
	Transferts répartitions	- 2 838 177 127
	Fonds concours, dons, legs	287 585 313
	Total net des crédits	8 521 921 546
Commissariat général du Plan	Crédits initiaux	34 021 411
	Variation prévisions dépenses	- 196 259
	Total net des crédits	33 825 152
Aménagement du territoire	Crédits initiaux	48 363 395
	Variation prévisions dépenses	- 1 209 085
	Transferts répartitions	113 416 827
	Total net des crédits	160 571 137
Economie sociale	Crédits initiaux	8 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 200 000
	Transferts répartitions	1 431 000
	Total net des crédits	9 231 000
Temps libre, jeunesse et sports	Crédits initiaux	629 440 610
	Variation prévisions dépenses	- 15 747 000
	Transferts répartitions	31 386 877
	Total net des crédits	645 080 487
Tourisme	Crédits initiaux	42 151 061
	Variation prévisions dépenses	1 093 000
	Transferts répartitions	37 455 000
	Total net des crédits	80 699 061
Transports. - Section commune	Crédits initiaux	637 140 000
	Variation prévisions dépenses	6 630 000
	Reports gestion précédente	5 847 548
	Total net des crédits	649 617 543
Transports. - Aviation civile	Crédits initiaux	241 497 797
	Variation prévisions dépenses	- 51 751 196
	Total net des crédits	189 746 601
Transports. - Transports intérieurs	Crédits initiaux	36 151 830 041
	Variation prévisions dépenses	- 237 333 190
	Reports gestion précédente	140 408 000
	Transferts répartitions	932 194 800
	Total net des crédits	36 987 099 651
Urbanisme et logement	Crédits initiaux	12 593 775 359
	Variation prévisions dépenses	- 336 277 897
	Reports gestion précédente	251 175 733
	Transferts répartitions	45 144 000
	Fonds concours, dons, legs	10 330
	Total net des crédits	12 553 827 525
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre IV)	Crédits initiaux	315 492 148 509
	Variation prévisions dépenses	- 319 065 424
	Reports gestion précédente	10 123 376 418
	Transferts répartitions	11 781 695 321
	Fonds concours, dons, legs	7 079 820 589
	Total net des crédits	344 157 975 413

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	5 773 130 187,49			
Rétablissements crédits	- 3 977 067,35			
Dépenses nettes	5 769 153 120,14	»	13 734 804,86	305 936 925
Ordonnancées	7 562 103 582,26			
Rétablissements crédits	- 23 535 600,00			
Dépenses nettes	7 538 567 982,26	»	12 071 732,74	971 281 831
Ordonnancées	33 915 211,70			
Rétablissements crédits	- 114 020,00			
Dépenses nettes	33 801 191,70	»	23 960,30	»
Ordonnancées	158 267 043,44			
Rétablissements crédits	- 603,63			
Dépenses nettes	158 266 439,81	»	0,19	2 304 697
Ordonnancées	9 166 000,00			
Dépenses nettes	9 166 000,00	»	58 000,00	7 000
Ordonnancées	642 865 395,72			
Rétablissements crédits	- 1 138 128,00			
Dépenses nettes	641 727 267,72	»	2 927 219,28	426 000
Ordonnancées	79 316 082,00			
Dépenses nettes	79 316 082,00	»	32 979,00	1 350 000
Ordonnancées	643 791 345,77			
Dépenses nettes	643 791 345,77	»	3 500,23	5 822 702
Ordonnancées	188 646 601,00			
Dépenses nettes	188 646 601,00	»	1 100 000,00	»
Ordonnancées	36 986 527 797,85			
Dépenses nettes	36 986 527 797,85	»	71 853,15	500,000
Ordonnancées	12 543 829 735,35			
Rétablissements crédits	- 27 762,00			
Dépenses nettes	12 543 801 973,35	»	974 435,65	9 051 116
Ordonnancées	323 810 640 299,62			
Rétablissements crédits	- 77 405 133,42			
Dépenses nettes	323 733 235 166,20	3 903 293 952,87	1 609 298 586,67	22 718 735 613

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
RECAPITULATION GENERALE		
Titre Ier. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	Crédits initiaux	143 572 744 152
	Variation prévisions dépenses	19 977 600 000
	Transferts répartitions	- 29 800 000
	Total net des crédits	163 520 544 152
Titre II. - Pouvoirs publics	Crédits initiaux	2 587 954 000
	Transferts répartitions	1 000 000
	Total net des crédits	2 588 954 000
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	306 869 932 398
	Variation prévisions dépenses	104 443 259
	Reports gestion précédente	971 532 177
	Transferts répartitions	29 024 997 392
	Fonds concours, dons, legs	18 101 179 339
	Total net des crédits	355 072 084 565
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	315 492 148 509
	Variation prévisions dépenses	- 319 065 424
	Reports gestion précédente	10 123 376 418
	Transferts répartitions	11 781 695 321
	Fonds concours, dons, legs	7 079 820 589
	Total net des crédits	344 157 975 413
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titres I à IV)	Crédits initiaux	768 522 779 059
	Variation prévisions dépenses	19 762 977 835
	Reports gestion précédente	11 094 908 595
	Transferts répartitions	40 777 892 713
	Fonds concours, dons, legs	25 180 999 928
	Total net des crédits	865 339 558 130

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	172 587 681 189,34			
Rétablissements crédits	- 243 687 879,56			
Dépenses nettes	172 343 993 309,78	9 876 909 403,54	1 053 460 245,76	»
Ordonnancées	2 588 954 000,00			
Dépenses nettes	2 588 954 000,00	»	»	»
Ordonnancées	352 635 252 219,77			
Rétablissements crédits	- 819 514 949,59			
Dépenses nettes	351 815 737 270,18	485 527 997,87	2 867 885 588,69	873 989 704
Ordonnancées	323 810 640 299,62			
Rétablissements crédits	- 77 405 133,42			
Dépenses nettes	323 733 235 166,20	3 903 293 952,87	1 609 298 586,67	22 718 735 613
Ordonnancées	851 622 527 708,73			
Rétablissements crédits	- 1 140 607 962,57			
Dépenses nettes	850 481 919 746,16	14 265 731 354,28	5 530 644 421,12	23 592 725 317

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 3 et le tableau B annexé.
(L'article 3 et le tableau B annexé sont adoptés.)

Article 4 et tableau C annexé

M. le président. « Art. 4. - Le montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau C annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Investissements exécutés par l'Etat	33 448 860 354,97	0,50	43,53
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	53 817 409 971,94	45 000,41	36,47
VII. - Réparations des dommages de guerre	10 199 372,94	»	0,06
Totaux	87 276 469 699,85	45 000,91	80,06

TABLEAU C

Dépenses civiles en capital

Tableau C. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	62 733 000
	Variation prévisions dépenses	- 1 673 000
	Reports gestion précédente	67 160 376
	Transferts répartitions	1 142 000
	Total net des crédits	129 362 376
Total pour le ministère	Crédits initiaux	62 733 000
	Variation prévisions dépenses	- 1 673 000
	Reports gestion précédente	67 160 376
	Transferts répartitions	1 142 000
	Total net des crédits	129 362 376
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé, solidarité		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	46 400 000
	Variation prévisions dépenses	- 7 559 000
	Reports gestion précédente	35 930 197
	Transferts répartitions	3 087 756
	Total net des crédits	77 858 953
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 617 176 000
	Variation prévisions dépenses	- 62 305 837
	Reports gestion précédente	89 172 595
	Transferts répartitions	4 952 500
	Fonds concours, dons, legs	710 377 408
	Total net des crédits	2 359 372 666
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 663 576 000
	Variation prévisions dépenses	- 69 864 837
	Reports gestion précédente	125 102 792
	Transferts répartitions	8 040 256
	Fonds concours, dons, legs	710 377 408
	Total net des crédits	2 437 231 619
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail. Emploi		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	109 373 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 521 000
	Reports gestion précédente	28 028 557
	Transferts répartitions	1 780 000
	Total net des crédits	135 660 557
Total pour le ministère	Crédits initiaux	109 373 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 521 000
	Reports gestion précédente	28 028 557
	Transferts répartitions	1 780 000
	Total net des crédits	135 660 557
Agriculture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	240 670 000
	Variation prévisions dépenses	- 15 978 000
	Reports gestion précédente	86 251 388
	Transferts répartitions	13 217 523
	Fonds concours, dons, legs	12 047 373
	Total net des crédits	336 208 284

civiles en capital

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	47 986 084,62			
Dépenses nettes	47 986 084,62	»	1,38	81 376 290
Ordonnancées	47 986 084,62			
Dépenses nettes	47 986 084,62	»	1,38	81 376 290
Ordonnancées	32 461 181,72			
Dépenses nettes	32 461 181,72	»	2,28	45 397 769
Ordonnancées	2 242 316 766,01			
Rétablissements crédits	- 13 183,99			
Dépenses nettes	2 242 303 582,02	»	0,98	117 069 083
Ordonnancées	2 274 777 947,73			
Rétablissements crédits	- 13 183,99			
Dépenses nettes	2 274 764 763,74	»	3,26	162 466 852
Ordonnancées	107 302 547,46			
Dépenses nettes	107 302 547,46	»	0,54	28 358 009
Ordonnancées	107 302 547,46			
Dépenses nettes	107 302 547,46	»	0,54	28 358 009
Ordonnancées	263 277 582,38			
Rétablissements crédits	- 2 564 392,69			
Dépenses nettes	260 713 189,69	0,11	1,42	75 495 093

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 386 965 000
	Variation prévisions dépenses	- 15 357 290
	Reports gestion précédente	295 194 775
	Transferts répartitions	162 411 067
	Fonds concours, dons, legs	135 363 326
	Total net des crédits	1 964 576 878
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 627 635 000
	Variation prévisions dépenses	- 31 335 290
	Reports gestion précédente	381 446 163
	Transferts répartitions	175 628 590
	Fonds concours, dons, legs	147 410 699
	Total net des crédits	2 300 785 162
Commerce et artisanat		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordés par l'Etat.	Crédits initiaux	72 680 000
	Variation prévisions dépenses	520 000
	Reports gestion précédente	69 719 320
	Transferts répartitions	- 5 628 500
	Total net des crédits	137 290 820
Total pour le ministère	Crédits initiaux	72 680 000
	Variation prévisions dépenses	520 000
	Reports gestion précédente	69 719 320
	Transferts répartitions	- 5 628 500
	Total net des crédits	137 290 820
Culture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	894 425 000
	Variation prévisions dépenses	- 8 856 000
	Reports gestion précédente	370 065 239
	Transferts répartitions	19 365 000
	Fonds concours, dons, legs	209 387 772
	Total net des crédits	1 484 387 011
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 403 342 000
	Variation prévisions dépenses	- 82 172 000
	Reports gestion précédente	318 586 803
	Transferts répartitions	10 780 000
	Total net des crédits	1 650 536 803
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 297 767 000
	Variation prévisions dépenses	- 91 028 000
	Reports gestion précédente	688 652 042
	Transferts répartitions	30 145 000
	Fonds concours, dons, legs	209 387 772
	Total net des crédits	3 134 923 814
Départements d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	35 280 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 264 000
	Reports gestion précédente	6 412 324
	Total net des crédits	37 428 324
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	214 072 000
	Variation prévisions dépenses	- 12 778 000
	Reports gestion précédente	124 461 037
	Transferts répartitions	- 4 264 000
	Fonds concours, dons, legs	26 240 726
	Total net des crédits	347 731 763
Total pour le ministère	Crédits initiaux	249 352 000
	Variation prévisions dépenses	- 17 042 000
	Reports gestion précédente	130 873 361
	Transferts répartitions	- 4 264 000
	Fonds concours, dons, legs	26 240 726
	Total net des crédits	385 160 087

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 725 465 498,87			
Rétablissements crédits	- 6 572 860,84			
Dépenses nettes	1 718 892 638,03	0,01	4,98	245 684 235
Ordonnancées	1 988 743 081,25			
Rétablissements crédits	- 9 137 253,53			
Dépenses nettes	1 979 605 827,72	0,12	6,40	321 179 328
Ordonnancées	58 044 446,44			
Rétablissements crédits	- 567 807,77			
Dépenses nettes	57 476 638,67	»	1,33	79 814 180
Ordonnancées	58 044 446,44			
Rétablissements crédits	- 567 807,77			
Dépenses nettes	57 476 638,67	»	1,33	79 814 180
Ordonnancées	1 247 949 947,64			
Rétablissements crédits	- 15 060,59			
Dépenses nettes	1 247 934 887,05	0,01	1,96	236 452 122
Ordonnancées	1 339 167 107,96			
Dépenses nettes	1 339 167 107,96	»	3,04	311 369 692
Ordonnancées	2 587 117 055,60			
Rétablissements crédits	- 15 060,59			
Dépenses nettes	2 587 101 995,01	0,01	5,00	547 821 814
Ordonnancées	14 526 963,36			
Dépenses nettes	14 526 963,36	»	0,64	22 901 360
Ordonnancées	201 914 147,81			
Dépenses nettes	201 914 147,81	»	2,19	145 817 613
Ordonnancées	216 441 111,17			
Dépenses nettes	216 441 111,17	»	2,83	168 718 973

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Territoires d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	4 800 000
	Variation prévisions dépenses	9 765 000
	Reports gestion précédente	4 449 121
	Transferts répartitions	1 091 000
	Total net des crédits	20 105 121
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	126 882 000
	Variation prévisions dépenses	- 10 750 000
	Reports gestion précédente	65 076 757
	Total net des crédits	181 208 757
Total pour le ministère	Crédits initiaux	131 682 000
	Variation prévisions dépenses	- 985 000
	Reports gestion précédente	69 525 878
	Transferts répartitions	1 091 000
	Total net des crédits	201 313 878
Economie, finances et budget		
I. - Charges communes		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	3 554 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 500 000
	Reports gestion précédente	3 963 808 662
	Transferts répartitions	- 327 875 000
	Total net des crédits	7 185 433 662
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	4 743 790 000
	Variation prévisions dépenses	- 206 624 000
	Reports gestion précédente	2 400 504 899
	Transferts répartitions	- 219 018 894
	Total net des crédits	6 718 652 005
Total pour le ministère	Crédits initiaux	8 297 790 000
	Variation prévisions dépenses	- 211 124 000
	Reports gestion précédente	6 364 313 561
	Transferts répartitions	- 546 893 894
	Total net des crédits	13 904 085 667
Economie, finances et budget		
II. - Services financiers		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	218 584 000
	Variation prévisions dépenses	- 31 350 474
	Reports gestion précédente	376 429 549
	Transferts répartitions	- 39 821 500
	Fonds concours, dons, legs	437 361 988
	Total net des crédits	961 203 563
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	36 000
	Total net des crédits	36 000
Total pour le ministère	Crédits initiaux	218 620 000
	Variation prévisions dépenses	- 31 350 474
	Reports gestion précédente	376 429 549
	Transferts répartitions	- 39 821 500
	Fonds concours, dons, legs	437 361 988
	Total net des crédits	961 239 563
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	1 781 325 000
	Variation prévisions dépenses	- 397 410 000
	Reports gestion précédente	223 765 324
	Transferts répartitions	23 824 870
	Fonds concours, dons, legs	16 620 443
	Total net des crédits	1 648 125 637

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	5 813 849,30			
Dépenses nettes	5 813 849,30	»	0,70	14 291 271
Ordonnancées	181 133 757,00			
Dépenses nettes	181 133 757,00	»	»	75 000
Ordonnancées	186 947 606,30			
Dépenses nettes	186 947 606,30	»	0,70	14 366 271
Ordonnancées	6 114 069 041,39			
Dépenses nettes	6 114 069 041,39	0,03	1,64	1 071 364 619
Ordonnancées	4 407 296 469,72			
Dépenses nettes	4 407 296 469,72	45 000,00	2,28	2 311 400 533
Ordonnancées	10 521 365 511,11			
Dépenses nettes	10 521 365 511,11	45 000,03	3,92	3 382 765 152
Ordonnancées	538 587 360,24			
Rétablissements crédits	- 69 932,63			
Dépenses nettes	538 517 427,61	»	0,39	422 686 135
Ordonnancées	5 000			
Dépenses nettes	5 000	»	»	31 000
Ordonnancées	538 592 360,24			
Rétablissements crédits	- 69 932,63			
Dépenses nettes	538 522 427,61	»	0,39	422 717 135
Ordonnancées	1 505 331 037,26			
Rétablissements crédits	- 5 306 823,42			
Dépenses nettes	1 500 024 213,84	»	2,16	148 101 421

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 786 940 000
	Variation prévisions dépenses	- 234 210 008
	Reports gestion précédente	117 656 985
	Transferts répartitions	- 10 298 000
	Fonds concours, dons, legs	639 621 108
	Total net des crédits	2 299 710 085
Total pour le ministère	Crédits initiaux	3 568 265 000
	Variation prévisions dépenses	- 631 620 008
	Reports gestion précédente	341 422 309
	Transferts répartitions	13 526 870
	Fonds concours, dons, legs	656 241 551
	Total net des crédits	3 947 835 722
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	317 100 000
	Variation prévisions dépenses	- 60 543 000
	Reports gestion précédente	203 779 113
	Transferts répartitions	3 465 000
	Fonds concours, dons, legs	33 090 000
	Total net des crédits	496 891 113
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 103 918 000
	Variation prévisions dépenses	- 97 841 000
	Reports gestion précédente	88 663 405
	Transferts répartitions	- 15 932 000
	Total net des crédits	1 078 808 405
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 421 018 000
	Variation prévisions dépenses	- 158 384 000
	Reports gestion précédente	292 442 518
	Transferts répartitions	- 12 467 000
	Fonds concours, dons, legs	33 090 000
	Total net des crédits	1 575 699 518
Environnement et qualité de la vie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	42 865 000
	Variation prévisions dépenses	260 000
	Reports gestion précédente	69 328 845
	Transferts répartitions	14 172 462
	Fonds concours, dons, legs	20 229 138
	Total net des crédits	146 855 445
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	411 245 000
	Variation prévisions dépenses	- 24 066 000
	Reports gestion précédente	31 816 904
	Transferts répartitions	- 53 887 397
	Fonds concours, dons, legs	577 290
	Total net des crédits	365 685 797
Total pour le ministère	Crédits initiaux	454 110 000
	Variation prévisions dépenses	- 23 806 000
	Reports gestion précédente	101 145 749
	Transferts répartitions	- 39 714 935
	Fonds concours, dons, legs	20 806 428
	Total net des crédits	512 541 242
Industrie et recherche		
I. - Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	49 750 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 568 000
	Reports gestion précédente	82 388 070
	Transferts répartitions	4 469 000
	Fonds concours, dons, legs	22 350 723
	Total net des crédits	154 389 793

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 941 578 204,49			
Rétablissements crédits	- 42 572,68			
Dépenses nettes	1 941 535 631,81	»	1,19	358 174 452
Ordonnancées	3 446 909 241,75			
Rétablissements crédits	- 5 349 396,10			
Dépenses nettes	3 441 559 845,65	»	3,35	506 275 873
Ordonnancées	371 691 737,75			
Rétablissements crédits	- 910 000,00			
Dépenses nettes	370 781 737,75	»	2,25	126 109 373
Ordonnancées	1 080 126 419,13			
Rétablissements crédits	- 11 200 000,00			
Dépenses nettes	1 068 926 419,13	»	0,87	9 881 985
Ordonnancées	1 451 818 156,88			
Rétablissements crédits	- 12 110 000,00			
Dépenses nettes	1 439 708 156,88	»	3,12	135 991 358
Ordonnancées	97 207 877,96			
Rétablissements crédits	- 3 710,54			
Dépenses nettes	97 204 167,42	»	3,58	49 651 274
Ordonnancées	303 265 054,08			
Dépenses nettes	303 265 054,08	»	1,92	62 420 741
Ordonnancées	400 472 932,04			
Rétablissements crédits	- 3 710,54			
Dépenses nettes	400 469 221,50	»	5,50	112 072 015
Ordonnancées	102 012 473,31			
Rétablissements crédits	- 364 533,00			
Dépenses nettes	101 647 940,31	»	0,69	52 741 852

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	49 750 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 568 000
	Reports gestion précédente	82 388 070
	Transferts répartitions	4 469 000
	Fonds concours, dons, legs	22 350 723
	Total net des crédits	154 389 793
Industrie et recherche		
II. - Industrie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	10 919 452 000
	Variation prévisions dépenses	754 511 000
	Reports gestion précédente	84 504 968
	Transferts répartitions	98 960 000
	Total net des crédits	11 857 427 968
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	3 361 035 000
	Variation prévisions dépenses	- 40 279 604
	Reports gestion précédente	357 032 300
	Transferts répartitions	45 893 200
	Fonds concours, dons, legs	240 672 730
	Total net des crédits	3 964 353 626
Total pour le ministère	Crédits initiaux	14 280 487 000
	Variation prévisions dépenses	714 231 396
	Reports gestion précédente	441 537 268
	Transferts répartitions	144 853 200
	Fonds concours, dons, legs	240 672 730
	Total net des crédits	15 821 781 594
Industrie et recherche		
III. - Recherche		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	19 697 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 187 000
	Reports gestion précédente	11 064 273
	Transferts répartitions	890 000
	Total net des crédits	28 464 273
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	9 832 330 000
	Variation prévisions dépenses	- 1 571 720 670
	Reports gestion précédente	390 296 034
	Transferts répartitions	8 045 685 875
	Total net des crédits	16 696 591 239
Total pour le ministère	Crédits initiaux	9 852 027 000
	Variation prévisions dépenses	- 1 574 907 670
	Reports gestion précédente	401 360 307
	Transferts répartitions	8 046 575 875
	Total net des crédits	16 725 055 512
Intérieur et décentralisation		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	342 030 000
	Variation prévisions dépenses	- 11 455 000
	Reports gestion précédente	205 325 999
	Transferts répartitions	- 25 881 446
	Total net des crédits	510 019 553
Titre VI. - Subventions d'investissements accordées par l'Etat	Crédits initiaux	3 625 397 000
	Variation prévisions dépenses	- 34 068 500
	Reports gestion précédente	508 268 066
	Transferts répartitions	57 983 584
	Fonds concours, dons, legs	510 000
	Total net des crédits	4 158 090 150

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	102 012 473,31			
Rétablissements crédits	- 364 533,00			
Dépenses nettes	101 647 940,31	»	0,69	52 741 852
Ordonnancées	11 640 193 334,60			
Rétablissements crédits	- 2 502,78			
Dépenses nettes	11 640 190 831,82	0,07	1,25	217 237 135
Ordonnancées	3 293 591 818,01			
Rétablissements crédits	- 3 998 913,42			
Dépenses nettes	3 289 592 904,59	»	2,41	674 760 719
Ordonnancées	14 933 785 152,61			
Rétablissements crédits	- 4 001 416,20			
Dépenses nettes	14 929 783 736,41	0,07	3,66	891 997 854
Ordonnancées	19 545 032,48			
Dépenses nettes	19 545 032,48	»	0,52	8 919 240
Ordonnancées	16 548 315 137,00			
Rétablissements crédits	- 822 691,13			
Dépenses nettes	16 547 492 445,87	»	1,13	149 098 792
Ordonnancées	16 567 860 169,48			
Rétablissements crédits	- 822 691,13			
Dépenses nettes	16 567 037 478,35	»	1,65	158 018 032
Ordonnancées	363 377 671,05			
Rétablissements crédits	- 11 466 230,36			
Dépenses nettes	351 911 440,69	»	2,31	158 108 110
Ordonnancées	3 503 761 433,62			
Rétablissements crédits	- 18 658,26			
Dépenses nettes	3 503 742 775,36	0,06	2,70	654 347 372

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	3 967 427 000
	Variation prévisions dépenses	- 45 523 500
	Reports gestion précédente	713 594 065
	Transferts répartitions	32 102 138
	Fonds concours, dons, legs	510 000
	Total net des crédits	4 668 109 703
Justice		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	358 670 000
	Variation prévisions dépenses	- 14 169 000
	Reports gestion précédente	102 568 136
	Transferts répartitions	- 1 510 000
	Fonds concours, dons, legs	17 638 662
	Total net des crédits	463 197 798
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	94 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 083 000
	Reports gestion précédente	6 375 984
	Total net des crédits	97 292 984
Total pour le ministère	Crédits initiaux	452 670 000
	Variation prévisions dépenses	- 17 252 000
	Reports gestion précédente	108 944 120
	Transferts répartitions	- 1 510 000
	Fonds concours, dons, legs	17 638 662
	Total net des crédits	560 490 782
Mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	530 700 000
	Variation prévisions dépenses	- 40 671 000
	Reports gestion précédente	56 216 254
	Transferts répartitions	2 209 005
	Fonds concours, dons, legs	268 557 953
	Total net des crédits	817 012 212
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 931 043 000
	Variation prévisions dépenses	3 583 800 000
	Reports gestion précédente	705 679 908
	Transferts répartitions	- 35 885 000
	Total net des crédits	6 184 637 908
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 461 743 000
	Variation prévisions dépenses	3 543 129 000
	Reports gestion précédente	761 896 162
	Transferts répartitions	- 33 675 995
	Fonds concours, dons, legs	268 557 953
	Total net des crédits	7 001 650 120
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Titre VI. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	181 730 000
	Variation prévisions dépenses	17 789 110
	Reports gestion précédente	171 392 393
	Transferts répartitions	114 394 000
	Fonds concours, dons, legs	65 552 751
	Total net des crédits	550 858 254
Titres VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	79 270 000
	Variation prévisions dépenses	5 340 932
	Reports gestion précédente	52 231 030
	Total net des crédits	136 841 962
Total pour le ministère	Crédits initiaux	261 000 000
	Variation prévisions dépenses	23 130 042
	Reports gestion précédente	223 623 423
	Transferts répartitions	114 394 000
	Fonds concours, dons, legs	65 552 751
	Total net des crédits	687 700 216

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	3 867 139 104,67			
Rétablissements crédits	- 11 484 888,62			
Dépenses nettes	3 855 654 216,05	0,06	5,01	812 455 482
Ordonnancées	309 490 854,72			
Rétablissements crédits	- 50 478,41			
Dépenses nettes	309 440 376,31	0,05	1,74	153 757 420
Ordonnancées	71 525 119,67			
Dépenses nettes	71 525 119,67	0,09	0,42	25 767 864
Ordonnancées	381 015 974,39			
Rétablissements crédits	- 50 478,41			
Dépenses nettes	380 965 495,98	0,14	2,16	179 525 284
Ordonnancées	761 483 516,52			
Rétablissements crédits	- 14 508 888,23			
Dépenses nettes	746 974 628,29	»	2,71	70 037 581
Ordonnancées	5 614 438 795,59			
Dépenses nettes	5 614 438 795,59	»	0,41	570 199 112
Ordonnancées	6 375 922 312,11			
Rétablissements crédits	- 14 508 888,23			
Dépenses nettes	6 361 413 423,88	»	3,12	640 236 693
Ordonnancées	358 832 065,80			
Dépenses nettes	358 832 065,80	»	0,20	192 026 188
Ordonnancées	76 727 342,67			
Dépenses nettes	76 727 342,67	0,07	0,40	60 114 619
Ordonnancées	435 559 408,47			
Dépenses nettes	435 559 408,47	0,07	0,60	252 140 807

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Relations extérieures		
II. - Coopération		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	500 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 610 000
	Reports gestion précédente	7 948 095
	Transferts répartitions	- 600 000
	Fonds concours, dons, legs	8 799 383
	Total net des crédits	14 037 478
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 271 550 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 787 403
	Reports gestion précédente	54 291 326
	Transferts répartitions	- 45 000 000
	Total net des crédits	1 276 053 923
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 272 050 000
	Variation prévisions dépenses	- 7 397 403
	Reports gestion précédente	62 239 421
	Transferts répartitions	- 45 600 000
	Fonds concours, dons, legs	8 799 383
	Total net des crédits	1 290 091 401
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	9 815 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 749 000
	Reports gestion précédente	10 812 684
	Transferts répartitions	- 703 000
	Total net des crédits	16 175 684
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	331 665 000
	Variation prévisions dépenses	2 500 000
	Reports gestion précédente	46 981 562
	Transferts répartitions	6 793 336
	Total net des crédits	387 939 898
Total pour le ministère	Crédits initiaux	341 480 000
	Variation prévisions dépenses	- 1 249 000
	Reports gestion précédente	57 794 246
	Transferts répartitions	6 090 336
	Total net des crédits	404 115 582
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	31 588 000
	Variation prévisions dépenses	- 5 332 000
	Reports gestion précédente	1 094 034
	Transferts répartitions	- 4 289 000
	Total net des crédits	23 061 034
Total pour le ministère	Crédits initiaux	31 588 000
	Variation prévisions dépenses	- 5 332 000
	Reports gestion précédente	1 094 034
	Transferts répartitions	- 4 289 000
	Total net des crédits	23 061 034
Commissariat général du Plan		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	10 585 000
	Reports gestion précédente	3 908 382
	Transferts répartitions	3 000 000
	Total net des crédits	17 493 382
Total pour le ministère	Crédits initiaux	10 585 000
	Reports gestion précédente	3 908 382
	Transferts répartitions	3 000 000
	Total net des crédits	17 493 382

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	8 159 418,03			
Dépenses nettes	8 159 418,03	0,03	»	5 878 060
Ordonnancées	1 114 244 035,81			
Dépenses nettes	1 114 244 035,81	0,04	0,23	161 809 887
Ordonnancées	1 122 403 453,84			
Dépenses nettes	1 122 403 453,84	0,07	0,23	167 687 947
Ordonnancées	12 118 947,72			
Rétablissements crédits	- 564 800,00			
Dépenses nettes	11 554 147,72	»	1,28	4 621 535
Ordonnancées	341 896 940,80			
Dépenses nettes	341 896 940,80	»	0,20	46 042 957
Ordonnancées	354 015 888,52			
Rétablissements crédits	- 564 800,00			
Dépenses nettes	353 451 088,52	»	1,48	50 664 492
Ordonnancées	21 498 056,47			
Dépenses nettes	21 498 056,47	»	1,53	1 562 976
Ordonnancées	21 498 056,47			
Dépenses nettes	21 498 056,47	»	1,53	1 562 976
Ordonnancées	15 298 506,15			
Dépenses nettes	15 298 506,15	»	0,85	2 194 875
Ordonnancées	15 298 506,15			
Dépenses nettes	15 298 506,15	»	0,85	2 194 875

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Aménagement du territoire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	72 707 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 775 000
	Reports gestion précédente	66 644 691
	Transferts répartitions	- 77 040 218
	Total net des crédits	58 536 473
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 909 903 000
	Variation prévisions dépenses	- 143 984 000
	Reports gestion précédente	616 475 603
	Transferts répartitions	- 572 056 564
	Fonds concours, dons, legs	84 438 949
	Total net des crédits	1 894 776 988
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 982 610 000
	Variation prévisions dépenses	- 147 759 000
	Reports gestion précédente	683 120 294
	Transferts répartitions	- 649 096 782
	Fonds concours, dons, legs	84 438 949
	Total net des crédits	1 953 313 461
Temps libre, jeunesse et sports		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	89 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 10 149 000
	Reports gestion précédente	12 674 954
	Transferts répartitions	- 1 797 000
	Fonds concours, dons, legs	3 922 161
	Total net des crédits	93 651 115
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	332 188 000
	Variation prévisions dépenses	- 26 999 000
	Reports gestion précédente	7 670 892
	Transferts répartitions	- 1 310 000
	Total net des crédits	311 549 892
Total pour le ministère	Crédits initiaux	421 188 000
	Variation prévisions dépenses	- 37 148 000
	Reports gestion précédente	20 345 846
	Transferts répartitions	- 3 107 000
	Fonds concours, dons, legs	3 922 161
	Total net des crédits	405 201 007
Tourisme		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	12 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 700 000
	Reports gestion précédente	4 650 781
	Transferts répartitions	- 5 152 064
	Fonds concours, dons, legs	362 242
	Total net des crédits	9 160 959
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées	Crédits initiaux	47 810 000
	Variation prévisions dépenses	- 5 241 000
	Reports gestion précédente	29 956 467
	Transferts répartitions	15 665 091
	Total net des crédits	88 190 558
Total pour le ministère	Crédits initiaux	59 810 000
	Variation prévisions dépenses	- 7 941 000
	Reports gestion précédente	34 607 248
	Transferts répartitions	10 513 027
	Fonds concours, dons, legs	362 242
	Total net des crédits	97 351 517

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	9 029 108,37			
Dépenses nettes	9 029 108,37	»	0,63	49 507 364
Ordonnancées	1 201 115 556,15			
Rétablissements crédits	- 29 446 589,03			
Dépenses nettes	1 171 668 967,12	0,04	0,92	723 108 020
Ordonnancées	1 210 144 664,52			
Rétablissements crédits	- 29 446 589,03			
Dépenses nettes	1 180 698 075,49	0,04	1,55	772 615 384
Ordonnancées	86 742 836,74			
Dépenses nettes	86 742 836,74	»	1,26	6 908 277
Ordonnancées	305 377 087,80			
Dépenses nettes	305 377 087,80	»	0,20	6 172 804
Ordonnancées	392 119 924,54			
Dépenses nettes	392 119 924,54	»	1,46	13 081 081
Ordonnancées	4 283 269,39			
Dépenses nettes	4 283 269,39	»	0,61	4 877 689
Ordonnancées	70 505 536,88			
Dépenses nettes	70 505 536,88	»	1,12	17 685 020
Ordonnancées	74 788 806,27			
Dépenses nettes	74 788 806,27	»	1,73	22 562 709

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	78 728 240
	Variation prévisions dépenses	- 9 034 000
	Reports gestion précédente	14 797 363
	Transferts répartitions	- 14 574 250
	Total net des crédits	69 917 353
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	79 730 000
	Variation prévisions dépenses	- 9 889 000
	Reports gestion précédente	19 789 761
	Transferts répartitions	- 1 650 000
	Total net des crédits	87 980 761
Total pour le ministère	Crédits initiaux	158 458 240
	Variation prévisions dépenses	- 18 923 000
	Reports gestion précédente	34 587 124
	Transferts répartitions	- 16 224 250
	Total net des crédits	157 898 114
Transports		
Aviation civile		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	2 458 600 000
	Variation prévisions dépenses	- 152 524 000
	Reports gestion précédente	82 631 395
	Transferts répartitions	- 1 951 700 000
	Fonds concours, dons, legs	4 123 290
	Total net des crédits	441 130 685
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	12 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 700 000
	Reports gestion précédente	380 138
	Transferts répartitions	- 5 000 000
	Total net des crédits	4 680 138
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 470 600 000
	Variation prévisions dépenses	- 155 224 000
	Reports gestion précédente	83 011 533
	Transferts répartitions	- 1 956 700 000
	Fonds concours, dons, legs	4 123 290
	Total net des crédits	445 810 823
Transports		
Transports intérieurs		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	5 363 366 000
	Variation prévisions dépenses	- 639 690 691
	Reports gestion précédente	1 311 462 147
	Transferts répartitions	- 40 576 569
	Fonds concours, dons, legs	3 704 055 875
	Total net des crédits	9 798 616 762
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	847 240 000
	Variation prévisions dépenses	- 76 814 308
	Reports gestion précédente	146 516 470
	Fonds concours, dons, legs	- 60 030 000
	Total net des crédits	856 912 162
Total pour le ministère	Crédits initiaux	6 210 606 000
	Variation prévisions dépenses	- 616 504 999
	Reports gestion précédente	1 457 978 617
	Transferts répartitions	- 100 606 569
	Fonds concours, dons, legs	3 704 055 875
	Total net des crédits	10 655 528 924

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	51 427 618,51			
Rétablissements crédits	- 541 713,10			
Dépenses nettes	50 885 905,41	»	0,59	19 031 447
Ordonnancées	76 777 734,00			
Dépenses nettes	76 777 734,00	»	»	11 203 027
Ordonnancées	128 205 352,51			
Rétablissements crédits	- 541 713,10			
Dépenses nettes	127 663 639,41	»	0,59	30 234 474
Ordonnancées	381 778 223,68			
Rétablissements crédits	- 5 469 837,67			
Dépenses nettes	376 308 386,01	»	2,99	64 822 296
Ordonnancées	4 667 560,13			
Dépenses nettes	4 667 560,13	»	0,87	12 577
Ordonnancées	386 445 783,81			
Rétablissements crédits	- 5 469 837,67			
Dépenses nettes	380 975 946,14	»	3,86	64 834 873
Ordonnancées	8 445 631 990,44			
Rétablissements crédits	- 2 921 583,81			
Dépenses nettes	8 442 710 406,63	0,07	3,44	1 355 906 352
Ordonnancées	804 603 085,96			
Rétablissements crédits	- 7 914 202,68			
Dépenses nettes	796 688 883,28	0,08	0,80	60 223 278
Ordonnancées	9 250 235 076,40			
Rétablissements crédits	- 10 835 786,49			
Dépenses nettes	9 239 399 289,91	0,15	4,24	1 416 129 630

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Météorologie		
Titre V. – Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	95 309 000
	Variation prévisions dépenses	– 5 636 000
	Reports gestion précédente	24 159 387
	Transferts répartitions	– 3 941 000
	Fonds concours, dons, legs	4 902 056
	Total net des crédits	114 793 443
Total pour le ministère	Crédits initiaux	95 309 000
	Variation prévisions dépenses	– 5 636 000
	Reports gestion précédente	24 159 387
	Transferts répartitions	– 3 941 000
	Fonds concours, dons, legs	4 902 056
	Total net des crédits	114 793 443
Urbanisme et logement		
Titre V. – Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	376 664 000
	Variation prévisions dépenses	3 631 384
	Reports gestion précédente	156 405 581
	Transferts répartitions	290 189 133
	Fonds concours, dons, legs	72 014 200
	Total net des crédits	898 904 298
Titre VI. – Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	14 136 559 000
	Variation prévisions dépenses	– 245 610 544
	Reports gestion précédente	1 566 078 611
	Transferts répartitions	– 11 118 964 848
	Fonds concours, dons, legs	4 129 000 000
	Total net des crédits	8 467 062 219
Titre VII. – Réparations des dommages de guerre	Crédits initiaux	17 450 000
	Variation prévisions dépenses	– 4 501 000
	Reports gestion précédente	24 538 528
	Total net des crédits	37 487 528
Total pour le ministère	Crédits initiaux	14 530 673 000
	Variation prévisions dépenses	– 246 480 160
	Reports gestion précédente	1 747 022 720
	Transferts répartitions	– 10 828 775 715
	Fonds concours, dons, legs	4 201 014 200
	Total net des crédits	9 403 454 045
RECAPITULATION		
Titre V. – Investissements exécutés par l'Etat		
Affaires sociales et solidarité. I. – Section commune	Crédits initiaux	62 733 000
	Variation prévisions dépenses	– 1 673 000
	Reports gestion précédente	67 160 376
	Transferts répartitions	1 142 000
	Total net des crédits	129 362 376
Affaires sociales et solidarité. II. – Santé, solidarité	Crédits initiaux	46 400 000
	Variation prévisions dépenses	– 7 559 000
	Reports gestion précédente	35 930 197
	Transferts répartitions	3 087 756
	Total net des crédits	77 858 953
Agriculture	Crédits initiaux	240 670 000
	Variation prévisions dépenses	– 15 978 000
	Reports gestion précédente	86 251 388
	Transferts répartitions	13 217 523
	Fonds concours, dons, legs	12 047 373
	Total net des crédits	336 208 284

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	106 764 787,46			
Rétablissements crédits	- 187 302,06			
Dépenses nettes	106 577 485,40	»	0,60	8 215 957
Ordonnancées	106 764 787,46			
Rétablissements crédits	- 187 302,06			
Dépenses nettes	106 577 485,40	»	0,60	8 215 957
Ordonnancées	577 127 671,93			
Rétablissements crédits	- 4 591 396,58			
Dépenses nettes	572 536 275,35	0,13	2,78	326 368 020
Ordonnancées	7 247 836 342,53			
Rétablissements crédits	- 290 000,00			
Dépenses nettes	7 247 546 342,53	0,02	4,49	1 219 515 872
Ordonnancées	10 199 372,94			
Dépenses nettes	10 199 372,94	»	0,06	27 288 155
Ordonnancées	7 835 163 387,40			
Rétablissements crédits	- 4 881 396,58			
Dépenses nettes	7 830 281 990,82	0,15	7,33	1 573 172 047
Ordonnancées	47 986 084,62			
Dépenses nettes	47 986 084,62	»	1,38	81 376 290
Ordonnancées	32 461 181,72			
Dépenses nettes	32 461 181,72	»	2,28	45 397 769
Ordonnancées	263 277 582,38			
Rétablissements crédits	- 2 564 392,69			
Dépenses nettes	260 713 189,69	0,11	1,42	75 495 093

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Culture	Crédits initiaux	894 425 000
	Variation prévisions dépenses	- 8 856 000
	Reports gestion précédente	370 065 239
	Transferts répartitions	19 365 000
	Fonds concours, dons, legs	209 387 772
	Total net des crédits	1 484 387 011
Départements d'outre-mer	Crédits initiaux	35 280 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 264 000
	Reports gestion précédente	6 412 324
	Total net des crédits	37 428 324
Territoires d'outre-mer	Crédits initiaux	4 800 000
	Variation prévisions dépenses	9 765 000
	Reports gestion précédente	4 449 121
	Transferts répartitions	1 091 000
	Total net des crédits	20 105 121
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	3 554 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 500 000
	Reports gestion précédente	3 963 808 662
	Transferts répartitions	- 327 875 000
	Total net des crédits	7 185 433 662
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	218 584 000
	Variation prévisions dépenses	- 31 350 474
	Reports gestion précédente	376 429 549
	Transferts répartitions	- 39 821 500
	Fonds concours, dons, legs	437 361 988
	Total net des crédits	961 203 563
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux	1 781 325 000
	Variation prévisions dépenses	- 397 410 000
	Reports gestion précédente	223 765 324
	Transferts répartitions	23 824 870
	Fonds concours, dons, legs	16 620 443
	Total net des crédits	1 648 125 637
Education nationale. - Enseignement universitaire	Crédits initiaux	317 100 000
	Variation prévisions dépenses	- 60 543 000
	Reports gestion précédente	203 779 113
	Transferts répartitions	3 465 000
	Fonds concours, dons, legs	33 090 000
	Total net des crédits	496 891 113
Environnement et qualité de la vie	Crédits initiaux	42 865 000
	Variation prévisions dépenses	260 000
	Reports gestion précédente	69 328 845
	Transferts répartitions	14 172 462
	Fonds concours, dons, legs	20 229 138
	Total net des crédits	146 855 445
Industrie et recherche. I. - Section commune	Crédits initiaux	49 750 000
	Variation prévisions dépenses	- 4 568 000
	Reports gestion précédente	82 388 070
	Transferts répartitions	4 469 000
	Fonds concours, dons, legs	22 350 723
	Total net des crédits	154 389 793
Industrie et recherche. II. - Industrie	Crédits initiaux	10 919 452 000
	Variation prévisions dépenses	754 511 000
	Reports gestion précédente	84 504 968
	Transferts répartitions	98 960 000
	Total net des crédits	11 857 427 968
Industrie et recherche. III. - Recherche	Crédits initiaux	19 697 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 187 000
	Reports gestion précédente	11 064 273
	Transferts répartitions	890 000
	Total net des crédits	28 464 273

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 247 949 947,64			
Rétablissements crédits	- 15 060,59			
Dépenses nettes	1 247 934 887,05	0,01	1,96	236 452 122
Ordonnancées	14 526 963,36			
Dépenses nettes	14 526 963,36	»	0,64	22 901 360
Ordonnancées	5 813 849,30			
Dépenses nettes	5 813 849,30	»	0,70	14 291 271
Ordonnancées	6 114 069 041,39			
Dépenses nettes	6 114 069 041,39	0,03	1,64	1 071 364 619
Ordonnancées	538 587 360,24			
Rétablissements crédits	- 69 932,63			
Dépenses nettes	538 517 427,61	»	0,39	422 686 135
Ordonnancées	1 505 331 037,26			
Rétablissements crédits	- 5 306 823,42			
Dépenses nettes	1 500 024 213,84	»	2,16	148 101 421
Ordonnancées	371 691 737,75			
Rétablissements crédits	- 910 000,00			
Dépenses nettes	370 781 737,75	»	2,25	126 109 373
Ordonnancées	97 207 877,96			
Rétablissements crédits	- 3 710,54			
Dépenses nettes	97 204 167,42	»	3,58	49 651 274
Ordonnancées	102 012 473,31			
Rétablissements crédits	- 364 533,00			
Dépenses nettes	101 647 940,31	»	0,69	52 741 852
Ordonnancées	11 640 193 334,60			
Rétablissements crédits	- 2 502,78			
Dépenses nettes	11 648 190 831,32	0,07	1,25	217 237 135
Ordonnancées	19 545 032,48			
Dépenses nettes	19 545 032,48	»	0,52	8 919 240

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	342 030 000
	Variation prévisions dépenses	- 11 455 000
	Reports gestion précédente	205 325 999
	Transferts répartitions	- 25 881 446
	Total net des crédits	510 019 553
Justice	Crédits initiaux	358 670 000
	Variation prévisions dépenses	- 14 169 000
	Reports gestion précédente	102 568 136
	Transferts répartitions	- 1 510 000
	Fonds concours, dons, legs	17 638 662
	Total net des crédits	463 197 798
Mer	Crédits initiaux	530 700 000
	Variation prévisions dépenses	- 40 671 000
	Reports gestion précédente	56 216 254
	Transferts répartitions	2 209 005
	Fonds concours, dons, legs	268 557 953
	Total net des crédits	817 012 212
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques	Crédits initiaux	181 730 000
	Variation prévisions dépenses	17 789 110
	Reports gestion précédente	171 392 393
	Transferts répartitions	114 394 000
	Fonds concours, dons, legs	65 552 751
	Total net des crédits	550 858 254
Relations extérieures. II. - Coopération	Crédits initiaux	500 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 610 000
	Reports gestion précédente	7 948 095
	Transferts répartitions	- 600 000
	Fonds concours, dons, legs	8 799 383
	Total net des crédits	14 037 478
Services du Premier ministre. - Services généraux	Crédits initiaux	9 815 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 749 000
	Reports gestion précédente	10 812 684
	Transferts répartitions	- 703 000
	Total net des crédits	16 175 684
Secrétariat général de la défense nationale	Crédits initiaux	31 588 000
	Variation prévisions dépenses	- 5 332 000
	Reports gestion précédente	1 094 034
	Transferts répartitions	- 4 289 000
	Total net des crédits	23 061 034
Aménagement du territoire	Crédits initiaux	72 707 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 775 000
	Reports gestion précédente	66 644 691
	Transferts répartitions	- 77 040 218
	Total net des crédits	58 536 473
Temps libre, jeunesse et sports	Crédits initiaux	89 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 10 149 000
	Reports gestion précédente	12 674 954
	Transferts répartitions	- 1 797 000
	Fonds concours, dons, legs	3 922 161
	Total net des crédits	93 651 115
Tourisme	Crédits initiaux	12 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 700 000
	Reports gestion précédente	4 650 781
	Transferts répartitions	- 5 152 064
	Fonds concours, dons, legs	362 242
	Total net des crédits	9 160 959
Transports. - Section commune	Crédits initiaux	78 728 240
	Variation prévisions dépenses	- 9 034 000
	Reports gestion précédente	14 797 363
	Transferts répartitions	- 14 574 250
	Total net des crédits	69 917 353

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	363 377 671,05			
Rétablissements crédits	- 11 466 230,36			
Dépenses nettes	351 911 440,69	»	2,31	158 108 110
Ordonnancées	309 490 854,72			
Rétablissements crédits	- 50 478,41			
Dépenses nettes	309 440 376,31	0,05	1,74	153 757 420
Ordonnancées	761 483 516,52			
Rétablissements crédits	- 14 508 888,23			
Dépenses nettes	746 974 628,29	»	2,71	70 037 581
Ordonnancées	358 832 065,80			
Dépenses nettes	358 832 065,80	»	0,20	192 026 188
Ordonnancées	8 159 418,03			
Dépenses nettes	8 159 418,03	0,03	»	5 878 060
Ordonnancées	12 118 947,72			
Rétablissements crédits	- 564 800,00			
Dépenses nettes	11 554 147,72	»	1,28	4 621 535
Ordonnancées	21 498 056,47			
Dépenses nettes	21 498 056,47	»	1,53	1 562 976
Ordonnancées	9 029 108,37			
Dépenses nettes	9 029 108,37	»	0,63	49 507 364
Ordonnancées	86 742 836,74			
Dépenses nettes	86 742 836,74	»	1,26	6 903,277
Ordonnancées	4 283 269,39			
Dépenses nettes	4 283 269,39	»	0,61	4 877 689
Ordonnancées	51 427 618,51			
Rétablissements crédits	- 541 713,10			
Dépenses nettes	50 885 905,41	»	0,59	19 031 447

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports. – Aviation civile	Crédits initiaux	2 458 600 000
	Variation prévisions dépenses	– 152 524 000
	Reports gestion précédente	82 631 395
	Transferts répartitions	– 1 951 700 000
	Fonds concours, dons, legs	4 123 290
	Total net des crédits	441 130 685
Transports. – Transports intérieurs	Crédits initiaux	5 363 366 000
	Variation prévisions dépenses	– 539 690 691
	Reports gestion précédente	1 311 462 147
	Transferts répartitions	– 40 576 569
	Fonds concours, dons, legs	3 704 055 875
	Total net des crédits	9 798 616 762
Transports. – Météorologie	Crédits initiaux	95 309 000
	Variation prévisions dépenses	– 5 636 000
	Reports gestion précédente	24 159 387
	Transferts répartitions	– 3 941 000
	Fonds concours, dons, legs	4 902 056
	Total net des crédits	114 793 443
Urbanisme et logement	Crédits initiaux	376 664 000
	Variation prévisions dépenses	3 631 384
	Reports gestion précédente	156 405 581
	Transferts répartitions	290 189 133
	Fonds concours, dons, legs	72 014 200
	Total net des crédits	898 904 298
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre V).	Crédits initiaux	28 188 488 240
	Variation prévisions dépenses	– 555 426 671
	Reports gestion précédente	7 814 121 343
	Transferts répartitions	– 1 904 984 298
	Fonds concours, dons, legs	4 901 016 010
	Total net des crédits	38 443 214 624
Titre VI. – Subventions d'investissement accordées par l'Etat.		
Affaires sociales et solidarité. II. – Santé. Solidarité	Crédits initiaux	1 617 176 000
	Variation prévisions dépenses	– 62 305 837
	Reports gestion précédente	89 172 595
	Transferts répartitions	4 952 500
	Fonds concours, dons, legs	710 377 408
	Total net des crédits	2 359 372 666
Affaires sociales et solidarité. III. – Travail. Emploi	Crédits initiaux	109 373 000
	Variation prévisions dépenses	– 3 521 000
	Reports gestion précédente	28 028 557
	Transferts répartitions	1 780 000
	Total net des crédits	135 660 557
Agriculture	Crédits initiaux	1 386 965 000
	Variation prévisions dépenses	– 15 357 290
	Reports gestion précédente	295 194 775
	Transferts répartitions	162 411 067
	Fonds concours, dons, legs	135 363 326
	Total net des crédits	1 964 576 878
Commerce et artisanat	Crédits initiaux	72 680 000
	Variation prévisions dépenses	520 000
	Reports gestion précédente	69 719 320
	Transferts répartitions	– 5 628 500
	Total net des crédits	137 290 820
Culture	Crédits initiaux	1 403 342 000
	Variation prévisions dépenses	– 82 172 000
	Reports gestion précédente	318 586 803
	Transferts répartitions	10 780 000
	Total net des crédits	1 650 536 803

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	381 778 223,68			
Rétablissements crédits	- 5 469 837,67			
Dépenses nettes	376 308 386,01	»	2,99	64 822 296
Ordonnancées	8 445 631 990,44			
Rétablissements crédits	- 2 921 583,81			
Dépenses nettes	8 442 710 406,63	0,07	3,44	1 355 906 352
Ordonnancées	106 764 787,46			
Rétablissements crédits	- 187 302,06			
Dépenses nettes	106 577 485,40	»	0,60	8 215 957
Ordonnancées	577 127 671,93			
Rétablissements crédits	- 4 591 396,58			
Dépenses nettes	572 536 275,35	0,13	2,78	326 368 020
Ordonnancées	33 498 399 540,84			
Rétablissements crédits	- 49 539 185,87			
Dépenses nettes	33 448 860 354,97	0,50	43,53	4 994 354 226
Ordonnancées	2 242 316 766,01			
Rétablissements crédits	- 13 183,99			
Dépenses nettes	2 242 303 582,02	»	0,98	117 069 083
Ordonnancées	107 302 547,46			
Dépenses nettes	107 302 547,46	»	0,54	28 358 009
Ordonnancées	1 725 465 498,87			
Rétablissements crédits	- 6 572 860,84			
Dépenses nettes	1 718 892 638,03	0,01	4,98	245 684 235
Ordonnancées	58 044 446,44			
Rétablissements crédits	- 567 807,77			
Dépenses nettes	57 476 638,67	»	1,33	79 814 180
Ordonnancées	1 339 167 107,96			
Dépenses nettes	1 339 167 107,96	»	3,04	311 369 692

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Départements d'outre-mer	Crédits initiaux	214 072 000
	Variation prévisions dépenses	- 12 778 000
	Reports gestion précédente	124 461 037
	Transferts répartitions	- 4 264 000
	Fonds concours, dons, legs	26 240 726
	Total net des crédits	347 731 763
Territoires d'outre-mer	Crédits initiaux	126 882 000
	Variation prévisions dépenses	- 10 750 000
	Reports gestion précédente	65 076 757
	Total net des crédits	181 208 757
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	4 743 790 000
	Variation prévisions dépenses	- 206 624 000
	Reports gestion précédente	2 400 504 899
	Transferts répartitions	- 219 018 894
	Total net des crédits	6 718 652 005
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	36 000
	Total net des crédits	36 000
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux	1 786 940 000
	Variation prévisions dépenses	- 234 210 008
	Reports gestion précédente	117 656 985
	Transferts répartitions	- 10 298 000
	Fonds concours, dons, legs	639 621 108
	Total net des crédits	2 299 710 085
Education nationale. - Enseignement universitaire	Crédits initiaux	1 103 918 000
	Variation prévisions dépenses	- 97 841 000
	Reports gestion précédente	88 663 405
	Transferts répartitions	- 15 932 000
	Total net des crédits	1 078 808 405
Environnement et qualité de la vie	Crédits initiaux	411 245 000
	Variation prévisions dépenses	- 24 066 000
	Reports gestion précédente	31 816 904
	Transferts répartitions	- 53 887 397
	Fonds concours, dons, legs	577 290
	Total net des crédits	365 685 797
Industrie et recherche. II. - Industrie	Crédits initiaux	3 361 035 000
	Variation prévisions dépenses	- 40 279 604
	Reports gestion précédente	357 032 300
	Transferts répartitions	45 893 200
	Fonds concours, dons, legs	240 672 730
	Total net des crédits	3 964 353 626
Industrie et recherche. III. - Recherche	Crédits initiaux	9 832 330 000
	Variation prévisions dépenses	- 1 571 720 670
	Reports gestion précédente	390 296 034
	Transferts répartitions	8 045 685 875
	Total net des crédits	16 696 591 239
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	3 625 397 000
	Variation prévisions dépenses	- 34 068 500
	Reports gestion précédente	508 268 066
	Transferts répartitions	57 983 584
	Fonds concours, dons, legs	510 000
	Total net des crédits	4 158 090 150
Justice	Crédits initiaux	94 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 083 000
	Reports gestion précédente	6 375 984
	Total net des crédits	97 292 984

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	201 914 147,81			
Dépenses nettes	201 914 147,81	»	2,19	145 817 613
Ordonnancées	181 133 757,00			
Dépenses nettes	181 133 757,00	»	»	75 000
Ordonnancées	4 407 296 469,72			
Dépenses nettes	4 407 296 469,72	45 000,00	2,28	2 311 400 533
Ordonnancées	5 000,00			
Dépenses nettes	5 000,00	»	»	31 000
Ordonnancées	1 941 578 204,49			
Rétablissements crédits	- 42 572,68			
Dépenses nettes	1 941 535 631,81	»	1,19	358 174 452
Ordonnancées	1 080 126 419,13			
Rétablissements crédits	- 11 200 000,00			
Dépenses nettes	1 068 926 419,13	»	0,87	9 881 985
Ordonnancées	303 265 054,08			
Dépenses nettes	303 265 054,08	»	1,92	62 420 741
Ordonnancées	3 293 591 818,01			
Rétablissements crédits	- 3 998 913,42			
Dépenses nettes	3 289 592 904,59	»	2,41	674 760 719
Ordonnancées	16 548 315 137,00			
Rétablissements crédits	- 822 691,13			
Dépenses nettes	16 547 492 445,87	»	1,13	149 098 792
Ordonnancées	3 503 761 433,62			
Rétablissements crédits	- 18 658,26			
Dépenses nettes	3 503 742 775,36	0,06	2,70	654 347 372
Ordonnancées	71 525 119,67			
Dépenses nettes	71 525 119,67	0,09	0,42	25 767 864

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Mer	Crédits initiaux	1 931 043 000
	Variation prévisions dépenses	3 583 800 000
	Reports gestion précédente	705 679 908
	Transferts répartitions	– 35 885 000
	Total net des crédits	6 184 637 908
Relations extérieures. I. – Services diplomatiques	Crédits initiaux	79 270 000
	Variation prévisions dépenses	5 340 932
	Reports gestion précédente	52 231 030
	Total net des crédits	136 841 962
Relations extérieures. II. – Coopération	Crédits initiaux	1 271 550 000
	Variation prévisions dépenses	– 4 787 403
	Reports gestion précédente	54 291 326
	Transferts répartitions	– 45 000 000
	Total net des crédits	1 276 053 923
Services du Premier ministre. – Services généraux	Crédits initiaux	331 665 000
	Variation prévisions dépenses	2 500 000
	Reports gestion précédente	46 981 562
	Transferts répartitions	6 793 336
	Total net des crédits	387 939 898
Commissariat général du Plan	Crédits initiaux	10 585 000
	Reports gestion précédente	3 908 382
	Transferts répartitions	3 000 000
	Total net des crédits	17 493 382
Aménagement du territoire	Crédits initiaux	1 909 903 000
	Variation prévisions dépenses	– 143 984 000
	Reports gestion précédente	616 475 603
	Transferts répartitions	– 572 056 564
	Fonds concours, dons, legs	84 438 949
	Total net des crédits	1 894 776 988
Temps libre, jeunesse et sports	Crédits initiaux	332 188 000
	Variation prévisions dépenses	– 26 999 000
	Reports gestion précédente	7 670 892
	Transferts répartitions	– 1 310 000
	Total net des crédits	311 549 892
Tourisme	Crédits initiaux	47 810 000
	Variation prévisions dépenses	– 5 241 000
	Reports gestion précédente	29 956 467
	Transferts répartitions	15 665 091
	Total net des crédits	88 190 558
Transports. – Section commune	Crédits initiaux	79 730 000
	Variation prévisions dépenses	– 9 889 000
	Reports gestion précédente	19 789 761
	Transferts répartitions	– 1 650 000
	Total net des crédits	87 980 761
Transports. – Aviation civile	Crédits initiaux	12 000 000
	Variation prévisions dépenses	– 2 700 000
	Reports gestion précédente	380 138
	Transferts répartitions	– 5 000 000
	Total net des crédits	4 680 138
Transports. – Transports intérieurs	Crédits initiaux	847 240 000
	Variation prévisions dépenses	– 76 814 308
	Reports gestion précédente	146 516 470
	Transferts répartitions	– 60 030 000
	Total net des crédits	856 912 162
Urbanisme et logement	Crédits initiaux	14 136 559 000
	Variation prévisions dépenses	– 245 610 544
	Reports gestion précédente	1 566 078 611
	Transferts répartitions	– 11 118 964 848
	Fonds concours, dons, legs	4 129 000 000
	Total net des crédits	8 467 062 219

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	5 614 438 795,59			
Dépenses nettes	5 614 438 795,59	»	0,41	570 199 112
Ordonnancées	76 727 342,67			
Dépenses nettes	76 727 342,67	0,07	0,40	60 114 619
Ordonnancées	1 114 244 035,81			
Dépenses nettes	1 114 244 035,81	0,04	0,23	161 809 887
Ordonnancées	341 896 940,80			
Dépenses nettes	341 896 940,80	»	0,20	46 042 957
Ordonnancées	15 298 506,15			
Dépenses nettes	15 298 506,15	»	0,85	2 194 875
Ordonnancées	1 201 115 556,15			
Rétablissements crédits	- 29 446 589,03			
Dépenses nettes	1 171 668 967,12	0,04	0,92	723 108 020
Ordonnancées	305 377 087,80			
Dépenses nettes	305 377 087,80	»	0,20	6 172 804
Ordonnancées	70 505 536,88			
Dépenses nettes	70 505 536,88	»	1,12	17 685,020
Ordonnancées	76 777 734,00			
Dépenses nettes	76 777 734,00	»	»	11 203 027
Ordonnancées	4 667 560,13			
Dépenses nettes	4 667 560,13	»	0,87	12 577
Ordonnancées	804 603 085,96			
Rétablissements crédits	- 7 914 202,68			
Dépenses nettes	796 688 883,28	0,08	0,80	60 223 278
Ordonnancées	7 247 836 342,53			
Rétablissements crédits	- 290 000,00			
Dépenses nettes	7 247 546 342,53	0,02	4,49	1 219 515 872

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VI)	Crédits initiaux	50 878 724 000
	Variation prévisions dépenses	677 358 768
	Reports gestion précédente	8 140 814 571
	Transferts répartitions	– 3 793 980 550
	Fonds concours, dons, legs	5 966 801 537
	Total net des crédits	61 869 718 326
Titre VII. – Répartition des dommages de guerre		
Urbanisme et logement	Crédits initiaux	17 450 000
	Variation prévisions dépenses	– 4 501 000
	Reports gestion précédente	24 538 528
	Total net des crédits	37 487 528
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VII)	Crédits initiaux	17 450 000
	Variation prévisions dépenses	– 4 501 000
	Reports gestion précédente	24 538 528
	Total net des crédits	37 487 528
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. – Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	28 188 488 240
	Variation prévisions dépenses	– 555 426 671
	Reports gestion précédente	7 814 121 343
	Transferts répartitions	– 1 904 984 298
	Fonds concours, dons, legs	4 901 016 010
	Total net des crédits	38 443 214 624
Titre VI. – Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	50 878 724 000
	Variation prévisions dépenses	677 358 768
	Reports gestion précédente	8 140 814 571
	Transferts répartitions	– 3 793 980 550
	Fonds concours, dons, legs	5 966 801 537
	Total net des crédits	61 869 718 326
Titre VII. – Réparations des dommages de guerre	Crédits initiaux	17 450 000
	Variation prévisions dépenses	– 4 501 000
	Reports gestion précédente	24 538 523
	Total net des crédits	37 487 528
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titres V à VII)	Crédits initiaux	79 084 662 240
	Variation prévisions dépenses	117 431 097
	Reports gestion précédente	15 979 474 442
	Transferts répartitions	– 5 698 964 848
	Fonds concours, dons, legs	10 867 817 547
	Total net des crédits	100 350 420 478

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	53 878 297 451,74			
Rétablissements crédits	- 60 887 479,80			
Dépenses nettes	53 817 409 971,94	45 000,41	36,47	8 052 353 318
Ordonnancées	10 199 372,94			
Dépenses nettes	10 199 372,94	»	0,06	27 288 155
Ordonnancées	10 199 372,94			
Dépenses nettes	10 199 372,94	»	0,06	27 288 155
Ordonnancées	33 498 399 540,84			
Rétablissements crédits	- 49 539 185 87			
Dépenses nettes	33 448 860 354,97	0,50	43,53	4 994 354 226
Ordonnancées	53 878 297 451,74			
Rétablissements crédits	- 60 887 479,80			
Dépenses nettes	53 817 409 971,94	45 000,41	36,47	8 052 353 318
Ordonnancées	10 199 372,94			
Dépenses nettes	10 199 372,94	»	0,06	27 288 155
Ordonnancées	87 386 896 365,52			
Rétablissements crédits	- 110 426 665,67			
Dépenses nettes	87 276 469 699,85	45 000,91	80,06	13 073 995 699

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 4 et le tableau C annexé.
(L'article 4 et le tableau C annexé sont adoptés.)

Article 5 et tableau D annexé

M. le président. « Art. 5. - Le montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section conformément au tableau D annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits complémentaires
III. - Moyens des armes et services	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20
Totaux	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20

TABLEAU D

Dépenses ordinaires militaires

Tableau D. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section commune		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	44 476 138 000
	Variation prévisions dépenses	- 17 300 000
	Reports gestion précédente	36 515 627
	Transferts répartitions	- 29 652 344 407
	Fonds concours, dons, legs	1 625 074
	Total net des crédits	14 844 634 294
Total pour le ministère	Crédits initiaux	44 476 138 000
	Variation prévisions dépenses	- 17 300 000
	Reports gestion précédente	36 515 627
	Transferts répartitions	- 29 652 344 407
	Fonds concours, dons, legs	1 625 074
	Total net des crédits	14 844 634 294
Défense		
Section Air		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	13 521 525 000
	Variation prévisions dépenses	106 500 000
	Reports gestion précédente	70 574 816
	Transferts répartitions	164 897 949
	Fonds concours, dons, legs	92 169 389
	Total net des crédits	13 955 667 154
Total pour le ministère	Crédits initiaux	13 521 525 000
	Variation prévisions dépenses	106 500 000
	Reports gestion précédente	70 574 816
	Transferts répartitions	164 897 949
	Fonds concours, dons, legs	92 169 389
	Total net des crédits	13 955 667 154
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	22 164 699 000
	Variation prévisions dépenses	522 166 000
	Reports gestion précédente	6 175 149
	Transferts répartitions	425 895 990
	Fonds concours, dons, legs	38 660 074
	Total net des crédits	23 157 596 213
Total pour le ministère	Crédits initiaux	22 164 699 000
	Variation prévisions dépenses	522 166 000
	Reports gestion précédente	6 175 149
	Transferts répartitions	425 895 990
	Fonds concours, dons, legs	38 660 074
	Total net des crédits	23 157 596 213
Défense		
Section Marine		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	12 091 816 000
	Variation prévisions dépenses	161 900 000
	Reports gestion précédente	11 040 172
	Transferts répartitions	90 684 694
	Fonds concours, dons, legs	8 090 155
	Total net des crédits	12 363 531 021
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 091 816 000
	Variation prévisions dépenses	161 900 000
	Reports gestion précédente	11 040 172
	Transferts répartitions	90 684 694
	Fonds concours, dons, legs	8 090 155
	Total net des crédits	12 363 531 021

ordinaires militaires

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	23 866 393 772,30			
Rétablissements crédits	- 9 066 895 890,01			
Dépenses nettes	14 799 497 882,29	73 260 587,49	78 695 362,20	39 701 637
Ordonnancées	23 866 393 772,30			
Rétablissements crédits	- 9 066 895 890,01			
Dépenses nettes	14 799 497 882,29	73 260 587,49	78 695 362,20	39 701 637
Ordonnancées	14 262 064 123,53			
Rétablissements crédits	- 404 317 704,99			
Dépenses nettes	13 857 746 418,54	0,51	7 760 037,97	90 160 698
Ordonnancées	14 262 064 123,53			
Rétablissements crédits	- 404 317 704,99			
Dépenses nettes	13 857 746 418,54	0,51	7 760 037,97	90 160 698
Ordonnancées	23 726 764 178,56			
Rétablissements crédits	- 540 134 621,98			
Dépenses nettes	23 186 629 556,58	68 576 335,01	18 926 223,43	20 616 768
Ordonnancées	23 726 764 178,56			
Rétablissements crédits	- 540 134 621,98			
Dépenses nettes	23 186 629 556,58	68 576 335,01	18 926 223,43	20 616 768
Ordonnancées	12 949 010 585,51			
Rétablissements crédits	- 704 628 007,58			
Dépenses nettes	12 244 382 577,93	400 290,44	2 104 677,51	117 444 056
Ordonnancées	12 949 010 585,51			
Rétablissements crédits	- 704 628 007,58			
Dépenses nettes	12 244 382 577,93	400 290,44	2 104 677,51	117 444 056

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	12 167 276 000
	Variation prévisions dépenses	- 21 200 000
	Transferts répartitions	4 076 413
	Fonds concours, dons, legs	4 193 950
	Total net des crédits	12 154 346 363
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 167 276 000
	Variation prévisions dépenses	- 21 200 000
	Transferts répartitions	4 076 413
	Fonds concours, dons, legs	4 193 950
	Total net des crédits	12 154 346 363
RECAPITULATION		
Titre III. - Moyens des armes et services		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	44 476 138 000
	Variation prévisions dépenses	- 17 300 000
	Reports gestion précédente	36 515 627
	Transferts répartitions	- 29 652 344 407
	Fonds concours, dons, legs	1 625 074
	Total net des crédits	14 844 634 294
Défense. - Section Air	Crédits initiaux	13 521 525 000
	Variation prévisions dépenses	106 500 000
	Reports gestion précédente	70 574 816
	Transferts répartitions	164 897 949
	Fonds concours, dons, legs	92 169 389
	Total net des crédits	13 955 667 154
Défense. - Section Forces terrestres	Crédits initiaux	22 164 699 000
	Variation prévisions dépenses	522 166 000
	Reports gestion précédente	6 175 149
	Transferts répartitions	425 895 990
	Fonds concours, dons, legs	38 660 074
	Total net des crédits	23 157 596 213
Défense. - Section Marine	Crédits initiaux	12 091 816 000
	Variation prévisions dépenses	161 900 000
	Reports gestion précédente	11 040 172
	Transferts répartitions	90 684 694
	Fonds concours, dons, legs	8 090 155
	Total net des crédits	12 363 531 021
Défense. - Section Gendarmerie	Crédits initiaux	12 167 276 000
	Variation prévisions dépenses	- 21 200 000
	Transferts répartitions	4 076 413
	Fonds concours, dons, legs	4 193 950
	Total net des crédits	12 154 346 363
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titre III)	Crédits initiaux	104 421 454 000
	Variation prévisions dépenses	752 066 000
	Reports gestion précédente	124 305 764
	Transferts répartitions	- 28 966 789 361
	Fonds concours, dons, legs	144 738 642
	Total net des crédits	76 475 775 045
RECAPITULATION GENERALE		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	104 421 454 000
	Variation prévisions dépenses	752 066 000
	Reports gestion précédente	124 305 764
	Transferts répartitions	- 28 966 789 361
	Fonds concours, dons, legs	144 738 642
	Total net des crédits	76 475 775 045

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	12 222 621 288,16			
Rétablissements crédits	- 80 634 981,70			
Dépenses nettes	12 141 986 306,46	0,55	2 549 686,09	9 810 371
Ordonnancées	12 222 621 288,16			
Rétablissements crédits	- 80 634 981,70			
Dépenses nettes	12 141 986 306,46	0,55	2 549 686,09	9 810 371
Ordonnancées	23 366 393 772,30			
Rétablissements crédits	- 9 066 895 890,01			
Dépenses nettes	14 799 497 882,29	73 260 587,49	78 695 362,20	39 701 637
Ordonnancées	14 262 064 123,53			
Rétablissements crédits	- 404 317 704,99			
Dépenses nettes	13 857 746 418,54	0,51	7 760 037,97	90 160 698
Ordonnancées	23 726 764 178,56			
Rétablissements crédits	- 540 134 621,98			
Dépenses nettes	23 186 629 556,58	68 576 335,01	18 926 223,43	20 616 768
Ordonnancées	12 949 010 585,51			
Rétablissements crédits	- 704 628 007,58			
Dépenses nettes	12 244 382 577,93	400 290,44	2 104 677,51	117 444 056
Ordonnancées	12 222 621 288,16			
Rétablissements crédits	- 80 634 981,70			
Dépenses nettes	12 141 986 306,46	0,55	2 549 686,09	9 810 371
Ordonnancées	87 026 853 948,06			
Rétablissements crédits	- 10 796 611 206,26			
Dépenses nettes	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20	277 733 530
Ordonnancées	87 026 853 948,06			
Rétablissements crédits	- 10 796 611 206,26			
Dépenses nettes	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20	277 735 530

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titres III et IV)	Crédits initiaux	104 421 454 000
	Variation prévisions dépenses	752 066 000
	Reports gestion précédente	124 305 764
	Transferts répartitions	- 28 966 789 361
	Fonds concours, dons, legs	144 738 642
	Total net des crédits	76 475 775 045

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	87 026 853 948,06			
Rétablissements crédits	- 10 796 611 206,26			
Dépenses nettes	76 230 242 741,80	142 237 214,00	110 035 987,20	277 733 530

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 5 et le tableau D annexé.
(L'article 5 et le tableau D annexé sont adoptés.)

Article 6 et tableau E annexé

M. le président. « Art. 6. - Le montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1984 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section, conformément au tableau E annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Equipement	60 568 173 689,12	0,17	18,05
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	200 080 331,84	»	1,16
Totaux	60 768 254 020,96	0,17	19,21

TABLEAU E

Dépenses militaires en capital

Tableau E. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section commune		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	18 432 500 000
	Variation prévisions dépenses	47 000 000
	Reports gestion précédente	1 961 573 213
	Transferts répartitions	- 7 824 696 000
	Fonds concours, dons, legs	30 341 531
	Total net des crédits	12 646 718 744
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	212 100 000
	Reports gestion précédente	63 831 795
	Transferts répartitions	5 000 000
	Total net des crédits	280 931 795
Total pour le ministère	Crédits initiaux	18 644 600 000
	Variation prévisions dépenses	47 000 000
	Reports gestion précédente	2 025 405 008
	Transferts répartitions	- 7 819 696 000
	Fonds concours, dons, legs	30 341 531
	Total net des crédits	12 927 650 539
Défense		
Section Air		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	16 644 800 000
	Variation prévisions dépenses	55 000 000
	Reports gestion précédente	1 270 417 855
	Transferts répartitions	1 988 967 496
	Fonds concours, dons, legs	333 824.258
	Total net des crédits	20 293 009 609
Total pour le ministère	Crédits initiaux	16 644 800 000
	Variation prévisions dépenses	55 000 000
	Reports gestion précédente	1 270 417 855
	Transferts répartitions	1 988 967 496
	Fonds concours, dons, legs	333 824 258
	Total net des crédits	20 293 009 609
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	16 206 800 000
	Variation prévisions dépenses	43 000 000
	Reports gestion précédente	187 813 019
	Transferts répartitions	5 920 000
	Fonds concours, dons, legs	149 026 360
	Total net des crédits	16 592 559 379
Total pour le ministère	Crédits initiaux	16 206 800 000
	Variation prévisions dépenses	43 000 000
	Reports gestion précédente	187 813 019
	Transferts répartitions	5 920 000
	Fonds concours, dons, legs	149 026 360
	Total net des crédits	16 592 559 379
Défense		
Section Marine		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	13 876 800 000
	Reports gestion précédente	508 637 359
	Transferts répartitions	- 287 330 000
	Fonds concours, dons, legs	28 980 929
	Total net des crédits	14 127 088 288

militaires en capital

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1984

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	11 265 598 387,73			
Rétablissements crédits	- 357 893 608,79			
Dépenses nettes	10 907 704 778,94	0,01	5,07	1 739 013 960
Ordonnancées	200 080 331,84			
Dépenses nettes	200 080 331,84	»	1,16	80 851 462
Ordonnancées	11 465 678 719,57			
Rétablissements crédits	- 357 893 608,79			
Dépenses nettes	11 107 785 110,78	0,01	6,23	1 819 865 422
Ordonnancées	19 787 008 186,41			
Rétablissements crédits	- 525 124 857,01			
Dépenses nettes	19 261 883 329,40	»	6,60	1 031 126 273
Ordonnancées	19 787 008 186,41			
Rétablissements crédits	- 525 124 857,01			
Dépenses nettes	19 261 883 329,40	»	6,60	1 031 126 273
Ordonnancées	16 370 025 467,25			
Rétablissements crédits	- 557 730 981,21			
Dépenses nettes	15 812 294 486,04	»	1,96	780 264 891
Ordonnancées	16 370 025 467,25			
Rétablissements crédits	- 557 730 981,21			
Dépenses nettes	15 812 294 486,04	»	1,96	780 264 891
Ordonnancées	13 638 797 755,06			
Rétablissements crédits	- 223 582 966,81			
Dépenses nettes	13 415 214 788,25	0,08	3,83	711 873 496

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	13 876 800 000
	Reports gestion précédente	508 637 359
	Transferts répartitions	- 287 330 000
	Fonds concours, dons, legs	28 980 929
	Total net des crédits	14 127 088 288
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	1 227 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 34 400 000
	Reports gestion précédente	145 372 117
	Total net des crédits	1 337 972 117
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 227 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 34 400 000
	Reports gestion précédente	145 372 117
	Total net des crédits	1 337 972 117
RECAPITULATION		
Titre V. - Equipement		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	18 432 500 000
	Variation prévisions dépenses	47 000 000
	Reports gestion précédente	1 961 573 213
	Transferts répartitions	- 7 824 696 000
	Fonds concours, dons, legs	30 341 531
	Total net des crédits	12 646 718 744
Défense. - Section Air	Crédits initiaux	16 644 800 000
	Variation prévisions dépenses	55 000 000
	Reports gestion précédente	1 270 417 855
	Transferts répartitions	1 988 967 496
	Fonds concours, dons, legs	333 824 258
	Total net des crédits	20 293 009 609
Défense. - Section Forces terrestres	Crédits initiaux	16 206 800 000
	Variation prévisions dépenses	43 000 000
	Reports gestion précédente	187 813 019
	Transferts répartitions	5 920 000
	Fonds concours, dons, legs	149 026 360
	Total net des crédits	16 592 559 379
Défense. - Section Marine	Crédits initiaux	13 876 800 000
	Reports gestion précédente	508 637 359
	Transferts répartitions	- 287 330 000
	Fonds concours, dons, legs	28 980 929
	Total net des crédits	14 127 088 288
Défense. - Section Gendarmerie	Crédits initiaux	1 227 000 000
	Variation prévisions dépenses	- 34 400 000
	Reports gestion précédente	145 372 117
	Total net des crédits	1 337 972 117
Totaux pour les défenses militaires en capital (titre V)	Crédits initiaux	66 387 900 000
	Variation prévisions dépenses	110 600 000
	Reports gestion précédente	4 073 813 563
	Transferts répartitions	- 6 117 138 504
	Fonds concours, dons, legs	542 173 078
	Total net des crédits	64 997 348 137
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	212 100 000
	Reports gestion précédente	63 831 795
	Transferts répartitions	5 000 000
	Total net des crédits	280 931 795

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	13 638 797 755,06			
Rétablissements crédits	- 223 582 966,81			
Dépenses nettes	13 415 214 788,25	0,08	3,83	711 873 496
Ordonnancées	1 178 419 631,87			
Rétablissements crédits	- 7 343 325,38			
Dépenses nettes	1 171 076 306,49	0,08	0,59	166 895 810
Ordonnancées	1 178 419 631,87			
Rétablissements crédits	- 7 343 325,38			
Dépenses nettes	1 171 076 306,49	0,08	0,59	166 895 810
Ordonnancées	11 265 598 387,73			
Rétablissements crédits	- 357 893 608,79			
Dépenses nettes	10 907 704 778,94	0,01	5,07	1 739 013 960
Ordonnancées	19 787 008 186,41			
Rétablissements crédits	- 525 124 857,01			
Dépenses nettes	19 261 883 329,40	»	6,60	1 031 126 273
Ordonnancées	16 370 025 467,25			
Rétablissements crédits	- 557 730 981,21			
Dépenses nettes	15 812 294 486,04	»	1,96	780 264 891
Ordonnancées	13 638 797 755,06			
Rétablissements crédits	- 223 582 966,81			
Dépenses nettes	13 415 214 788,25	0,08	3,83	711 873 496
Ordonnancées	1 178 419 631,87			
Rétablissements crédits	- 7 343 325,38			
Dépenses nettes	1 171 076 306,49	0,08	0,59	166 895 810
Ordonnancées	62 239 849 428,32			
Rétablissements crédits	- 1 671 675 739,20			
Dépenses nettes	60 568 173 689,12	0,17	18,05	4 429 174 430
Ordonnancées	200 080 331,84			
Dépenses nettes	200 080 331,84	»	1,16	80 851 462

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titre VI)	Crédits initiaux	212 100 000
	Reports gestion précédente	63 831 795
	Transferts répartitions	5 000 000
	Total net des crédits	280 931 795
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. – Equipement	Crédits initiaux	66 387 900 000
	Variation prévisions dépenses	110 600 000
	Reports gestion précédente	4 073 813 563
	Transferts répartitions	– 6 117 138 504
	Fonds concours, dons, legs	542 173 078
	Total net des crédits	64 997 348 137
Titre VI. – Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	212 100 000
	Reports gestion précédente	63 831 795
	Transferts répartitions	5 000 000
	Total net des crédits	280 931 795
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titres V et VI)	Crédits initiaux	66 600 000 000
	Variation prévisions dépenses	110 600 000
	Reports gestion précédente	4 137 645 358
	Transferts répartitions	– 6 112 138 504
	Fonds concours, dons, legs	542 173 078
	Total net des crédits	65 278 279 932

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 6 et le tableau E annexé.
(L'article 6 et le tableau E annexé sont adoptés.)

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	200 080 331,84			
Dépenses nettes	200 080 331,84	»	1,16	80 851 462
Ordonnancées	62 239 849 428,32			
Rétablissements crédits	- 1 671 675 739,20			
Dépenses nettes	60 568 173 689,12	0,17	18,05	4 429 174 430
Ordonnancées	200 080 331,84			
Dépenses nettes	200 080 331,84	»	1,16	80 851 462
Ordonnancées	62 439 929 760,16			
Rétablissements crédits	- 1 671 675 739,20			
Dépenses nettes	60 768 254 020,96	0,17	19,21	4 510 025 892

● ● ●

Article 7 et tableau F annexé

M. le président. « Art. 7. - Le résultat du budget général de 1984 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes	927 445 200 503,78 F
Dépenses	1 074 756 886 208,77 F
Excédent des dépenses sur les recettes	147 311 685 704,99 F

La répartition de ces sommes fait l'objet du tableau F, annexé à la présente loi.

Tableau F

Résultat définitif du budget général de 1984

(En francs)

GRANDES CATEGORIES DE RECETTES	MONTANT DEFINITIF des recettes du budget général de l'année 1984
RECETTES	
A. - Recettes fiscales	936 223 535 051,19
B. - Recettes non fiscales	65 302 532 844,37
C. - Fonds de concours et recettes assimilées	35 017 124 637,05
D. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	- 78 158 303 346,56
E. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes	- 30 939 688 682,27
Total général des recettes	927 445 200 503,78

GRANDES CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT DEFINITIF des dépenses et des recettes du budget général de l'année 1984
DEPENSES	
Dépenses ordinaires civiles	
Titre Ier. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	172 343 993 309,78
Titre II. - Pouvoirs publics	2 588 954 000,00
Titre III. - Moyens des services	351 815 737 270,18
Titre IV. - Interventions publiques	323 733 235 166,20
	850 481 919 746,16
Dépenses civiles en capital	
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	33 448 860 354,97
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	53 817 409 971,94
Titre VII. - Réparation des dommages de guerre	10 199 372,94
	87 276 469 699,85
Dépenses ordinaires militaires	
Titre III. - Moyens des armes et services	76 230 242 741,80
	76 230 242 741,80
Dépenses militaires en capital	
Titre V. - Equipement	60 568 173 689,12
Titre VI. - Subvention d'investissement accordées par l'Etat	200 080 331,84
	60 768 254 020,96
Total général des dépenses	1 074 756 886 208,77
Report du total général des recettes	927 445 200 503,78
Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1984	147 311 685 704,99

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7 et le tableau F annexé.

(L'article 7 et le tableau F annexé sont adoptés.)

Article 8 et tableau G annexé

M. le président. « Art. 8. - Les résultats définitifs des budgets annexes (services civils), rattachés pour ordre au budget général, sont arrêtés, pour 1984, en recettes et en dépenses, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par budget annexe, conformément au tableau G annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Imprimerie nationale	1 674 444 950,12	119 012 538,61	44 814 513,49
Journaux officiels	451 239 593,59	6 851 038,34	7 949 222,75
Légion d'honneur	129 563 473,59	14 500 525,24	16 414 583,55
Monnaies et médailles	668 734 480,42	36 904 371,97	16 350 279,59
Ordre de la Libération	3 511 421,00	737 107,28	737 107,28
Postes et télécommunications	157 246 081 222,77	2 183 513 638,49	1 733 957 092,72
Prestations sociales agricoles	60 331 240 132,19	1 672 594 412,69	260 354 280,50
Totaux	220 504 815 273,68	4 034 113 632,62	2 080 577 079,94

Tableau G

Règlement définitif des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de 1984 (services civils)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DEPENSES
Imprimerie nationale	1 674 444 950,12	1 674 444 950,12
Journaux officiels	451 239 593,59	451 239 593,59
Légion d'honneur	129 563 473,59	129 563 473,59
Monnaies et médailles	668 734 480,42	668 734 480,42
Ordre de la Libération	3 511 421,00	3 511 421,00
Postes et télécommunications	157 246 081 222,77	157 246 081 222,77
Prestations sociales agricoles	60 331 240 132,19	60 331 240 132,19
Totaux	220 504 815 273,68	220 504 815 273,68

1re PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES 1	EVALUATION des produits 2	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1984 3	RECOUVREMENTS définitifs de l'année 1984 4	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés 5
Imprimerie nationale				
1re section. - Exploitation	1 599 441 175	1 618 390 804,35	1 618 390 804,35	»
2e section. - Equipement	15 302 036	56 054 145,77	56 054 145,77	»
Totaux	1 614 743 211	1 674 444 950,12	1 674 444 950,12	»
Journaux officiels				
1re section. - Exploitation	449 170 368	449 702 093,14	449 702 093,14	»
2e section. - Equipement	»	1 537 500,45	1 537 500,45	»
Totaux	449 170 368	451 239 593,59	451 239 593,59	»
Légion d'honneur				
1re section. - Exploitation	129 134 397	129 563 473,59	129 563 473,59	»
2e section. - Equipement	»	»	»	»
Totaux	129 134 397	129 563 473,59	129 563 473,59	»

BUDGETS ANNEXES 1	EVALUATION des produits 2	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1984 3	RECOUVREMENTS définitifs de l'année 1984 4	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés 5
Monnaies et médailles				
1re section. - Exploitation	661 210 710	651 333 883,18	651 333 883,18	»
2e section. - Equipement	6 011 419	17 400 597,24	17 400 597,24	»
Totaux	667 222 129	668 734 480,42	668 734 480,42	»
Ordre de la Libération				
1re section. - Recettes ordinaires	3 511 421	3 511 421,00	3 511 421,00	»
Postes et télécommunications				
1re section. - Exploitation	136 480 348 933	137 218 967 012,31	137 218 967 012,31	»
2e section. - Equipement	19 182 675 000	20 027 114 210,46	20 027 114 210,46	»
Totaux	155 663 023 933	157 246 081 222,77	157 246 081 222,77	»
Prestations sociales agricoles				
1re section. - Recettes ordinaires	58 919 000 000	60 331 240 132,19	60 331 240 132,19	»
Totaux pour la situation des recettes	217 445 805 459	220 504 815 273,68	220 504 815 273,68	»

2e PARTIE

Situation des dépenses

2e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES	CREDITS initiaux	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Par suite de variations dans les prévisions de dépenses	En liaison avec la réalisation de certaines ressources	Au titre de mesures d'ordre réglementaire			
				Reports de la gestion précédente	Transferts et répartitions	Fonds de concours et dons et legs	Mesures diverses
1	2	3	4	5	6	7	8
Imprimerie nationale							
1re section. - Exploitation	1 553 864 036	»	7 147 175	28 375 302	»	»	»
2e section. - Equipement	44 732 000	»	9 000 000	13 916 500	»	»	»
Total	1 598 596 036	»	16 147 175	42 291 802	»	»	»
Journaux officiels							
1re section. - Exploitation	376 962 974	»	57 807 394	»	»	»	»
2e section. - Equipement	14 400 000	»	»	4 415 037	»	»	»
Total	391 362 974	»	57 807 394	4 415 037	»	»	»
Légion d'honneur							
1re section. - Exploitation	87 226 820	»	1 362 577	11 356	»	»	»
2e section. - Equipement	40 545 000	»	»	12 806 118	»	»	»
Total	127 771 820	»	1 362 577	12 817 474	»	»	»
Monnaies et médailles							
1re section. - Exploitation	659 258 269	»	13 860	»	»	»	»
2e section. - Equipement	7 950 000	»	»	15 057 160	»	»	»
Total	667 208 269	»	13 860	15 057 160	»	»	»
Ordre de la Libération							
1re section. - Exploitation	3 511,421	»	»	»	»	»	»
Postes et télécommunications							
1re section. - Exploitation	113 278 798 514	938 300 000	1 689 419	107 374 494	»	67 143 336	»
2e section. - Equipement	42 373 036 000	1 121 000 000	9 500 000	5 763 150 515	»	187 171 242	»
Total	155 651 834 514	2 059 300 000	11 189 419	5 870 525 009	»	254 314 578	»
Prestations sociales agricoles							
1re section. - Exploitation	58 919 000 000	»	»	»	»	»	»
RECAPITULATION							
1re section. - Exploitation	174 878 622 034	938 300 000	68 020 425	135 761 152	»	67 143 336	»
2e section. - Equipement	42 480 663 000	1 121 000 000	18 500 000	5 809 345 330	»	187 171 242	»
Totaux pour la situation des dépenses	217 359 285 034	2 059 300 000	86 520 425	5 945 106 482	»	254 314 578	»

DES DEPENSES

francs)

TOTAL des crédits	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés)	RETABLISSEMENTS des crédits	DEPENSES nettes	REGLEMENT DES CREDITS		CREDITS reportés à 1985
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits	Crédits non consommés et annulés définitivement	
9	10	11	12	13	14	15
1 589 386 513	1 546 746 811,09	22 421 348,02	1 524 325 463,07	2 456 229,71	44 814 512,64	22 702 767
67 648 500	150 119 487,05	»	150 119 487,05	116 556 308,90	0,85	34 085 321
1 657 035 013	1 696 866 298,14	22 421 348,02	1 674 444 950,12	119 012 538,61	44 814 513,49	56 788 088
434 770 368	444 415 508,97	17 412 040,58	427 003 468,39	182 322,56	7 949 222,17	»
18 815 037	24 236 125,20	»	24 236 125,20	6 668 715,78	0,58	1 247 627
453 585 405	468 651 634,17	17 412 040,58	451 239 593,59	6 851 038,34	7 949 222,75	1 247 627
88 600 753	86 738 265,69	51 570,70	86 686 694,99	14 500 525,24	16 414 583,25	»
53 351 118	42 876 778,60	»	42 876 778,60	»	0,40	10 474 339
141 951 871	129 615 044,29	51 570,70	129 563 473,59	14 500 525,24	16 414 583,65	10 474 339
659 272 129	799 039 815,91	172 941 946,35	626 097 869,56	1 033 889,72	16 350 279,16	17 857 870
23 007 160	42 646 765,51	10 154,65	42 636 610,86	35 870 482,25	0,39	16 241 031
682 279 289	841 686 581,42	172 952 101,00	668 734 480,42	36 904 371,97	16 350 279,55	34 098 901
3 511 421	3 511 421,00	»	3 511 421,00	737 107,28	737 107,28	»
114 393 305 763	113 841 635 020,54	343 012 103,82	113 498 622 916,72	881 956 754,34	1 636 957 079,62	139 682 521
49 453 857 757	43 920 057 842,50	172 599 536,45	43 747 458 306,05	1 301 556 884,15	97 000 013,10	6 910 956 322
163 847 163 520	157 761 692 863,04	515 611 640,27	157 246 081 222,77	2 183 513 638,49	1 733 957 092,72	7 050 638 843
58 919 000 000	60 331 240 132,19	»	60 331 240 132,19	1 672 594 412,69	260 354 280,50	»
176 087 846 947	177 053 326 975,39	555 839 009,47	176 497 487 965,92	2 573 461 241,54	1 983 577 064,62	180 243 158
49 616 679 572	44 179 936 998,86	172 609 691,10	44 007 327 307,76	1 460 652 391,08	97 000 015,32	6 973 004 640
225 704 526 519	221 233 263 974,25	728 448 700,57	220 504 815 273,68	4 034 113 632,62	2 080 577 079,94	7 153 247 798

3e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX DES RECETTES ET DES DEPENSES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	REGLEMENT DES RECETTES			REGLEMENT DES DEPENSES		
	Recettes résultants des opérations propres	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédents de dépenses)	Totaux pour les recettes	Dépenses résultant des opérations propres	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédents de recettes)	Totaux des dépenses
1	2	3	4	5	6	7
Imprimerie nationale						
1re section. - Exploitation	1 618 390 804,35	»	1 618 390 804,35	1 524 325 463,07	»	1 524 325 463,07
2e section. - Equipement	56 054 145,77	»	56 054 145,77	(1) 150 119 487,05	»	150 119 487,05
Totaux	1 674 444 950,12	»	1 674 444 950,12	1 674 444 950,12	»	1 674 444 950,12
Journaux officiels						
1re section. - Exploitation	449 702 093,14	»	449 702 093,14	427 003 468,39	»	427 003 468,39
2e section. - Equipement	1 537 500,45	»	1 537 500,45	(2) 24 236 125,20	»	24 236 125,20
Totaux	451 239 593,59	»	451 239 593,59	451 239 593,59	»	451 239 593,59
Légion d'honneur						
1re section. - Exploitation	129 563 473,59	»	129 563 473,59	72 190 070,36	14 496 624,63	86 686 694,99
2e section. - Equipement	»	»	»	42 876 778,60	»	42 876 778,60
Totaux	129 563 473,59	»	129 563 473,59	115 066 848,96	14 496 624,63	129 563 473,59
Monnaies et médailles						
1re section. - Exploitation	651 333 883,18	»	651 333 883,18	626 097 869,56	»	626 097 869,56
2e section. - Equipement	17 400 597,24	»	17 400 597,24	(3) 42 636 610,86	»	42 636 610,86
Totaux	668 734 480,42	»	668 734 480,42	668 734 480,42	»	668 734 480,42
Ordre de la Libération						
1re section. - Exploitation	3 511 421,00	»	3 511 421,00	2 774 313,72	737 107,28	3 511 421,00
Postes et télécommunications						
1re section. - Exploitation	137 218 967 012,31	»	137 218 967 012,31	113 498 622 916,72	»	113 498 622 916,72
2e section. - Equipement	20 027 114 210,46	»	20 027 114 210,46	43 747 458 306,05	»	43 747 458 306,05
Totaux	157 246 081 222,77	»	157 246 081 222,77	157 246 081 222,77	»	157 246 081 222,77
Prestations sociales agricoles						
1re section. - Exploitation	60 331 240 132,19	»	60 331 240 132,19	60 331 240 132,19	»	60 331 240 132,19
Totaux pour les résultats généraux	220 504 815 273,68	»	220 504 815 273,68	220 489 581 541,77	15 233 731,91	220 504 815 273,68

OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS

(1) Y compris une dépense de 97 603 696,69 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.

(2) Y compris une dépense de 5 671 955,40 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.

(3) Y compris une dépense de 31 001 239,56 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 8 et le tableau G annexé.
(L'article 8 et le tableau G annexé sont adoptés.)

Article 9 et tableau H annexé

M. le président. « Art. 9. - Les résultats définitifs des budgets annexes (services militaires), rattachés pour ordre au budget général, sont arrêtés, pour 1984, en recettes et en dépenses, aux sommes mentionnées ci-après au tableau. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par budget annexe, conformément au tableau H annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Service des essences	4 653 931 206,04	113 230 224,45	302 260 323,41
Totaux	4 653 931 206,04	113 230 224,45	302 260 323,41

Tableau H

Règlement définitif des budgets annexes (Services militaires) rattachés pour ordre au budget général de 1984 (Défense)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DEPENSES
Service des essences	4 653 931 206,04	4 653 931 206,04
Totaux	4 653 931 206,04	4 653 931 206,04

1re PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	EVALUATION des produits	DROITS RESTANT à recouvrer à la clôture de la gestion 1983	DROITS constatés pendant la gestion 1984	TOTAL des droits constatés de la gestion 1984	RECOUVREMENTS définitifs de la gestion 1984	RESTES à recouvrer sur les droits constatés
Services des essences						
1re section. - Recettes d'exploitation	4 876 506 000	72 002 480,04	4 310 502 539,95	4 382 505 019,99	4 308 151 505,49	74 353 514,50
2e section. - Opérations en capital	30 350 000	»	343 428 666,09	343 428 666,09	343 428 666,09	»
Totaux pour la situation des recettes	4 906 856 000	72 002 480,04	4 653 931 206,04	4 725 933 686,08	4 651 580 171,58	74 353 514,50

2e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES	CREDITS initiaux	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Par suite de variations dans les prévisions de dépenses	En liaison avec la réalisation de certaines ressources	Au titre de mesure d'ordre			
				Reports de la gestion précédente	Transferts et répartitions	Fonds de concours et dons et legs	Mesures diverses
1	2	3	4	5	6	7	8
Service des essences							
1re section. - Dépenses d'exploitation	4 786 566 000	»	»	7 970 490	»	»	»
2e section. - Opérations en capital	120 290 000	»	»	46 920 831	»	»	»
Totaux	4 906 856 000	»	»	54 891 321	»	»	»
Totaux pour la situation des dépenses	4 906 856 000	»	»	54 891 321	»	»	»

3e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX

(En

BUDGETS ANNEXES	REGLEMENT DES RECETTES		
	Recettes résultant des opérations propres	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédents de dépenses)	Totaux pour les recettes
1	2	3	4
Service des essences			
1re section. - Exploitation	4 310 502 539,95	»	4 310 502 539,95
2e section. - Capital	(1) 343 428 666,09	»	343 428 666,09
Totaux	4 653 931 206,04	»	4 653 931 206,04
Totaux pour les résultats généraux	4 653 931 206,04	»	4 653 931 206,04

DES DEPENSES

francs)

TOTAL des crédits 9	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés) 10	RETABLISSEMENTS de crédits 11	DEPENSES nettes 12	REGLEMENTS DES CREDITS		CREDITS REPORTES à 1985 15
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits 13	Crédits non consommés et annulés définitivement 14	
4 794 536 490	4 641 772 172,97	216 149 032,56	4 425 623 140,41	»	302 260 321,59	66 653 028
167 210 831	234 338 352,65	6 030 287,02	228 308 065,63	113 230 224,45	1,82	52 132 988
4 961 747 321	4 876 110 525,62	222 179 319,58	4 653 931 206,04	113 230 224,45	302 260 323,41	118 786 016
4 961 747 321	4 876 110 525,62	222 179 319,58	4 653 931 206,04	113 320 224,45	302 260 323,41	118 786 016

DES RECETTES ET DES DEPENSES

francs)

REGLEMENT DES DEPENSES			OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS 8
Dépenses résultant des opérations propres 5	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédents de recettes) 6	Totaux des dépenses 7	
4 425 623 140,41	»	4 425 623 140,41	(1) Y compris un prélèvement sur le fonds de réserve de 206 064 104,52.
228 308 065,63	»	228 308 065,63	
4 653 931 206,04	»	4 653 931 206,04	
4 653 931 206,04	»	4 653 931 206,04	

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 9 et le tableau H annexé.
(L'article 9 et le tableau H annexé sont adoptés.)

Article 10 et tableau I annexé

M. le président. « Art. 10. - I. Les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés, pour 1984, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits et les autorisations de découverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits et ces autorisations de découverts sont répartis par catégorie de comptes et ministère gestionnaire, conformément au tableau I, annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1984		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisations de découverts complémentaires
§ 1. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF					
Comptes d'affectation spéciale	9 881 351 157,09	10 238 800 936,70	38 378 737,53	553 279 052,44	»
§ 2. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Comptes d'affectation spéciale	297 379 246,44	111 744 256,62	0,44	12 425 000,00	»
Comptes de commerce	79 982 592 680,65	82 519 830 291,50	»	»	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	417 395 943,60	618 008 024,10	»	»	»
Comptes d'opérations monétaires	15 999 036 134,43	7 835 827 909,44	»	»	27 750 892 627,23
Comptes d'avances	145 392 248 367,01	138 927 152 269,70	13 513 128 108,05	491 879 741,04	»
Comptes de prêts	7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	74 370 000,00	806 282,87	»
Totaux pour le § 2	249 973 082 072,26	237 051 840 783,30	13 587 498 108,49	505 111 023,91	27 750 892 627,23
Totaux généraux	259 854 433 229,35	247 290 641 720,00	13 625 876 846,02	1 058 390 076,35	27 750 892 627,23

« II. 1° Les soldes, à la date du 31 décembre 1984, des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1984	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale : opérations à caractère définitif et à caractère temporaire	447 028,24	1 185 827 141,45
Comptes de commerce	819 118 725,55	7 257 107 342,24
Comptes de règlement avec les gouverments étrangers	2 979 918 885,85	40 311 452,68
Comptes d'opérations monétaires	34 859 719 635,66	9 776 857 364,53
Comptes d'avances	40 007 118 789,60	»
Comptes de prêts	68 554 459 322,17	»
Totaux	147 220 782 387,07	18 260 103 300,90

« Les soldes ainsi arrêtés sont reportés à la gestion 1985 à l'exception d'un solde débiteur de 121 908 171,87 F concernant les comptes de prêts et d'un solde débiteur de 7 108 827 008,43 F concernant les comptes d'opérations monétaires qui font l'objet d'une affectation par l'article 15.

« 2° La répartition, par ministère, des sommes fixées au 1° est donnée au tableau I annexé à la présente loi. »

TABLEAU I

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985.

Tableau I. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

Résultats

(En

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1er JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
Comptes d'affectation spéciale		
Agriculture	»	499 287 266,85
Culture	»	146 909 617,30
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	447 028,24	57 841 977,15
Industrie et recherche. II. - Industrie	»	4 070 823,76
Temps libre, jeunesse et sports	»	283 361 888,50
Défense. - Section commune	»	22 540 778,10
Total des opérations à caractère définitif	447 028,24	1 014 012 351,66
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (2)		
Comptes d'avances		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	33 542 022 692,29	»
Total catégorie	33 542 022 692,29	»
Comptes de prêts		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	67 709 307 653,98	»
Total catégorie	67 709 307 653,98	»
Comptes de commerce		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	»	768 265 207,67
Education nationale. - Enseignement scolaire	»	58 457 978,80
Justice	»	13 466 684,97
Services du Premier ministre. - Services généraux	5 403 340,05	»
Urbanisme et logement	840 817 494,43	»
Défense. - Section commune	81 212 582,94	3 987 994 551,82
Total catégorie	927 433 417,42	4 828 184 423,26
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	3 156 242 389,83	545 792,13
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques	»	23 477 084,03
Défense. - Section commune	8 000 000,00	»
Total catégorie	3 164 242 389,83	24 022 876,16
Comptes d'opérations monétaires (4)		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	25 890 452 335,55	8 970 798 289,41
Total catégorie	25 890 452 335,55	8 970 798 289,41
Total des opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit	101 251 330 346,27	»
Comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 538,83
RECAPITULATION		
I. - Opérations à caractère définitif (1)		
Comptes dotés de crédits de dépenses		
Comptes d'affection spéciale	447 028,24	1 014 012 351,66
II. - Opérations à caractère temporaire (2)		
Comptes dotés de crédits de dépenses		
Comptes d'avances	33 542 022 692,29	»
Comptes de prêts	67 709 307 653,98	»
Total des comptes dotés de crédits de dépenses	101 251 330 346,27	»

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985

comptables

francs)

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépenses nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
1 447 174 390,80	1 628 293 583,43	»	680 406 459,48
744 806 180,71	718 604 857,48	»	120 708 294,07
7 046 864 748,71	7 033 866 191,23	447 028,24	44 843 419,67
313 601 695,88	310 712 217,53	»	1 181 345,41
406 669 065,00	395 736 796,21	»	272 429 619,71
219 614 322,43	263 331 547,44	»	66 258 003,11
10 178 730 403,53	10 350 545 193,32	447 028,24	1 185 827 141,45
145 392 248 367,01	138 927 152 269,70	40 007 118 789,60	»
145 392 248 367,01	138 927 152 269,70	40 007 118 789,60	»
7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	(3) 68 432 551 150,30	»
7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	68 432 551 150,30	»
17 137 244 390,96	19 595 791 030,60	»	3 226 811 847,31
5 236 071 942,06	5 332 653 376,57	»	155 039 413,31
159 122 693,47	156 689 873,22	»	11 033 864,72
67 274 812,50	66 788 759,14	5 889 393,41	»
111 162 642,26	178 732 681,98	773 247 454,71	»
57 271 716 199,40	57 189 174 569,99	39 981 877,43	3 864 222 216,90
79 982 592 680,65	82 519 830 291,50	819 118 725,55	7 257 107 342,24
65 868 746,80	250 061 470,19	2 971 918 885,85	415 011,54
157 095 022,56	173 514 379,67	»	39 896 441,14
194 432 174,24	194 432 174,24	8 000 000,00	»
417 395 943,60	618 008 024,10	2 979 918 885,85	40 311 452,68
15 999 036 134,43	7 835 827 909,44	27 750 892 627,23	9 776 857 364,53
15 999 036 134,43	7 835 827 909,44	(5) 27 750 892 627,23	9 776 857 364,53
153 276 678 067,14	145 966 430 301,64	108 439 669 939,90	»
96 399 024 758,68	90 973 666 225,04	31 549 930 238,63	17 074 276 159,45
10 178 730 403,53	10 350 545 193,32	447 028,24	1 185 827 141,45
145 392 248 367,01	138 927 152 269,70	40 007 118 789,60	»
7 884 429 700,13	7 039 278 031,94	68 432 551 150,30	»
153 276 678 067,14	145 966 430 301,64	108 439 669 939,90	»

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1er JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
Comptes à découvert		
Comptes de commerce	927 433 417,42	4 828 184 423,26
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	3 164 242 389,83.	24 022 876,16
Comptes d'opérations monétaires	25 890 452 335,55	8 970 798 289,41
Comptes en liquidation	»	»
Total des comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83
Total des opérations à caractère définitif (1)	447 028,24	1 014 012 351,66
Total des opérations à caractère temporaire (2) :		
Comptes à crédit	101 251 330 346,27	»
Comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83
RECAPITULATION GENERALE		
I. - Opérations à caractère définitif (1)		
Comptes à crédit	447 028,24	1 014 012 351,66
II. - Opérations à caractère temporaire (2)		
Comptes à crédit (2)	101 251 330 346,27	»
Comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83
Total général :		
Comptes à crédit	101 251 777 374,51	1 014 012 351,66
Comptes à découvert	29 982 128 142,80	13 823 005 588,83

(1) Y compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

(2) Non compris les opérations mentionnées en (1).

(3) Voir compris une somme de 121 908 171,87 F transportée en augmentation des découverts du Trésor en application de l'article 16 de la loi portant

(4) Y compris le solde du compte « Opérations avec le F.N.I. » d'un montant de moins 1 860 440 291,68 F au tite de 1984.

(5) Non compris le solde débiteur des pertes et bénéfices de change d'un montant de 7 108 827 008,43 F transportée en augmentation des découverts du

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépenses nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
79 982 592 680,65 417 395 943,60 15 999 036 134,43 »	82 519 830 291,50 618 008 024,10 7 835 827 909,44 »	819 118 725,55 2 979 918 885,85 27.750 892 627,23 »	7 257 107 342,24 40 311 452,68 9 776 857 364,53 »
96 399 024 758,68	90 973 666 225,04	31 549 930 238,63	17 074 276 159,45
10 178 730 403,53	10 350 545 193,32	447 028,24	1 185 827 141,45
153 276 678 067,14 96 399 024 758,68	145 966 430 301,64 90 973 666 225,04	108 439 669 939,90 31 549 930 238,63	» 17 074 276 159,45
10 178 730 403,53	10 350 545 193,32	447 028,24	1 185 827 141,45
153 276 678 067,14 96 399 024 758,68	145 966 430 301,64 90 973 666 225,04	108 439 669 939,90 31 549 930 238,63	» 17 074 276 159,45
163 455 408 470,67 96 399 024 758,68	156 316 975 494,96 90 973 666 225,04	108 440 116 968,14 31 549 930 238,63	1 185 827 141,45 17 074 276 159,45

règlement définitif du budget de 1978 (n° 80-1095 du 30 décembre 1980).

Trésor.

Tableau I. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

(En

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
COMPTES A CREDIT		
Comptes d'affectation spéciale		
Agriculture	Crédits initiaux	1 600 045 369
	Variations prévisions dépenses	- 34 000 000
	Réalisations ressources	9 293 021
	Reports gestion précédente	119 681 431
	Total net des crédits	1 695 019 821
Culture	Crédits initiaux	746 500 000
	Réalisations ressources	8 555 178
	Reports gestion précédente	138 233 617
	Total net des crédits	893 288 795
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	7 444 477 000
	Réalisations ressources	67 339 377
	Reports gestion précédente	76 225 008
	Total net des crédits	7 588 041 385
Industrie et recherche. II. - Industrie	Crédits initiaux	310 000 000
	Réalisations ressources	712 217
	Reports gestion précédente	4 071 284
	Total net des crédits	314 783 501
Temps libre, jeunesse et sports	Crédits initiaux	366 500 000
	Réalisations ressources	24 736 794
	Reports gestion précédente	190 219 698
	Total net des crédits	581 456 492
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	216 000 000
	Total net des crédits	216 000 000
Total des opérations à caractère définitif	Crédits initiaux	10 683 522 369
	Variations prévisions dépenses	- 34 000 000
	Réalisations ressources	110 636 587
	Reports gestion précédente	528 431 038
	Total net des crédits	11 288 589 994
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (1)		
COMPTES A CREDIT		
Comptes d'avances		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	132 371 000 000
	Total net des crédits	132 371 000 000
Total pour la catégorie	Crédits initiaux	132 371 000 000
	Total net des crédits	132 371 000 000
Comptes de prêts		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	7 638 000 000
	Variations prévisions dépenses	454 000 000
	Reports gestion précédente	3 072 869 974
	Total net des crédits	11 164 869 974
Total pour la catégorie	Crédits initiaux	7 638 000 000
	Variations prévisions dépenses	454 000 000
	Reports gestion précédente	3 072 869 974
	Total net des crédits	11 164 869 974

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985

francs)

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 447 174 390,80			
Dépenses nettes	1 447 174 390,80	1 053 421,89	17 900 070,09	230 998 782
Ordonnancées	744 806 180,71			
Dépenses nettes	744 806 180,71	14 497,71	36 464 921,00	112 032 191
Ordonnancées	7 046 864 748,71			
Dépenses nettes	7 046 864 748,71	2 972 945,22	480 615 509,51	63 534 072
Ordonnancées	313 601 695,88			
Dépenses nettes	313 601 695,88	0,88	»	1 181 806
Ordonnancées	406 669 065,00			
Dépenses nettes	406 669 065,00	»	2,00	174 787 425
Ordonnancées	219 614 322,43			
Dépenses nettes	219 614 322,43	34 337 872,27	30 723 549,84	»
Ordonnancées	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 276
Ordonnancées	145 392 248 367,01			
Dépenses nettes	145 392 248 367,01	13 513 128 108,05	491 879 741,04	»
Ordonnancées	145 392 248 367,01			
Dépenses nettes	145 392 248 367,01	13 513 128 108,05	491 879 741,04	»
Ordonnancées	7 884 429 700,13			
Dépenses nettes	7 884 429 700,13	74 370 000,00	806 282,87	3 354 003 991
Ordonnancées	7 884 429 700,13			
Dépenses nettes	7 884 429 700,13	74 370 000,00	806 282,87	3 354 003 991

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
COMPTES A DECOUVERT		
Comptes de commerce		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Autorisations initiales	100 000 000
	Total des autorisations	100 000 000
Education nationale. - Enseignement scolaire	Autorisations initiales	130 000 000
	Total des autorisations	130 000 000
Justice	Autorisations initiales	4 000 000
	Total des autorisations	4 000 000
Services du Premier ministre. - Services généraux	Autorisations initiales	6 000 000
	Total des autorisations	6 000 000
Urbanisme et logement	Autorisations initiales	1 134 000 000
	Total des autorisations	1 134 000 000
Défense. - Section commune	Autorisations initiales	150 000 000
	Total des autorisations	150 000 000
Total pour la catégorie	Autorisations initiales	1 524 000 000
	Total des autorisations	1 524 000 000
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Autorisations initiales	4 530 000 000
	Total des autorisations	4 530 000 000
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Défense. - Section commune	Autorisations initiales	8 000 000
	Total des autorisations	8 000 000
Total pour la catégorie	Autorisations initiales	4 538 000 000
	Total des autorisations	4 538 000 000
Comptes d'opérations monétaires		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers		
Total pour la catégorie		
Total des opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	140 009 000 000
	Variations prévisions dépenses	454 000 000
	Reports gestion précédente	3 072 869 974
	Total net des crédits	143 535 869 974
Comptes à découvert	Autorisations initiales	6 062 000 000
	Total des autorisations	6 062 000 000

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	17 137 244 390,96			
Dépenses nettes	17 137 244 390,96	»	»	»
Ordonnancées	5 236 071 942,06			
Dépenses nettes	5 236 071 942,06	»	»	»
Ordonnancées	159 122 693,47			
Dépenses nettes	159 122 693,47	»	»	»
Ordonnancées	67 274 812,50			
Dépenses nettes	67 274 812,50	»	»	»
Ordonnancées	111 162 642,26			
Dépenses nettes	111 162 642,26	»	»	»
Ordonnancées	57 271 716 199,40			
Dépenses nettes	57 271 716 199,40	»	»	»
Ordonnancées	79 982 592 680,65			
Dépenses nettes	79 982 592 680,65	»	»	»
Ordonnancées	65 868 746,80			
Dépenses nettes	65 868 746,80	»	»	»
Ordonnancées	157 095 022,56			
Dépenses nettes	157 095 022,56	»	»	»
Ordonnancées	194 432 174,24			
Dépenses nettes	194 432 174,24	»	»	»
Ordonnancées	417 395 943,60			
Dépenses nettes	417 395 943,60	»	»	»
Ordonnancées	15 999 036 134,43			
Dépenses nettes	15 999 036 134,43	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnancées	15 999 036 134,43			
Dépenses nettes	15 999 036 134,43	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnancées	153 276 678 067,14			
Dépenses nettes	153 276 678 067,14	13 587 498 108,05	492 686 023,91	3 354 003 991
Ordonnancées	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
RECAPITULATION		
Récapitulation pour les opérations à caractère définitif		
Comptes à crédit		
Comptes d'affectation spéciale	Crédits initiaux	10 683 522 369
	Variations prévisions dépenses	- 34 000 000
	Réalisations ressources	110 636 587
	Reports gestion précédente	528 431 038
	Total net des crédits	11 288 589 994
Totaux pour les opérations à caractère définitif	Crédits initiaux	10 683 522 369
	Variations prévisions dépenses	- 34 000 000
	Réalisations ressources	110 636 587
	Reports gestion précédente	528 431 038
	Total net des crédits	11 288 589 994
Récapitulation pour les opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit		
Comptes d'avances	Crédits initiaux	132 371 000 000
	Total net des crédits	132 371 000 000
Comptes de prêts	Crédits initiaux	7 638 000 000
	Variations prévisions dépenses	454 000 000
	Reports gestion précédente	3 072 869 974
	Total net des crédits	11 164 869 974
Comptes à découvert		
Comptes de commerce	Autorisations initiales	1 524 000 000
	Total des autorisations	1 524 000 000
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	Autorisations initiales	4 538 000 000
	Total des autorisations	4 538 000 000
Comptes d'opérations monétaires		
Totaux pour les opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	140 009 000 000
	Variations prévisions dépenses	454 000 000
	Reports gestion précédente	3 072 869 974
	Total net des crédits	143 535 869 974
Comptes à découvert	Autorisations initiales	6 062 000 000
	Total des autorisations	6 062 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
I. - Opérations à caractère définitif	Crédits initiaux	10 683 522 369
	Variation prévisions dépenses	- 34 000 000
	Réalisations ressources	110 636 587
	Reports gestion précédente	528 431 038
	Total net des crédits	11 288 589 994
II. - Opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	140 009 000 000
	Variations prévisions dépenses	454 000 000
	Reports gestion précédente	3 072 869 974
	Total net des crédits	143 535 869 974
Comptes à découvert	Autorisations initiales	6 062 000 000
	Total des autorisations	6 062 000 000

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 276
Ordonnancées	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 276
Ordonnancées	145 392 248 367,01			
Dépenses nettes	145 392 248 367,01	13 513 128 108,05	491 879 741,04	»
Ordonnancées	7 884 429 700,13			
Dépenses nettes	7 884 429 700,13	74 370 000,00	806 282,87	3 354 003 991
Ordonnancées	79 982 592 680,65			
Dépenses nettes	79 982 592 680,65	»	»	»
Ordonnancées	417 395 943,60			
Dépenses nettes	417 395 943,60	»	»	»
Ordonnancées	15 999 036 134,43			
Dépenses nettes	15 999 036 134,43	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnancées	153 276 678 067,14			
Dépenses nettes	153 276 678 067,14	13 587 498 108,05	492 686 023,91	3 354 003 991
Ordonnancées	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»
Ordonnancées	10 178 730 403,53			
Dépenses nettes	10 178 730 403,53	38 378 737,97	565 704 052,44	582 534 276
Ordonnancées	153 276 678 067,14			
Dépenses nettes	153 276 678 067,14	13 587 498 108,05	492 686 023,91	3 354 003 991
Ordonnancées	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»

SIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
Totaux généraux		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	150 692 522 369
	Variations prévisions dépenses	420 000 000
	Réalisations ressources	110 636 587
	Reports gestion précédente	3 601 301 012
	Total net des crédits	154 824 459 968
Comptes à découvert	Autorisations initiales	6 062 000 000
	Total des autorisations	6 062 000 000

(1) Non compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

Tableau I. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

(En

DESIGNATION	OPERATIONS DE L'ANNEE 1984	
	Dépenses nettes	Recouvrements effectués
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
Comptes d'affection spéciale		
Pour mémoire. - Opérations propres à 1984 seulement		
Agriculture	206 669 246,44	105 750 810,08
Culture	90 000 000,00	5 143 696,54
Economie, finances et budget. - Services financiers	»	»
Temps libre. - Jeunesse et sports	710 000,00	849 750,00
Total pour les opérations à caractère temporaire comprises dans les comptes d'affectation spéciale	297 379 246,44	111 744 256,62

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 10 et le tableau I annexé.
(L'article 10 et le tableau I annexé sont adoptés.)

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	163 455 408 470,67			
Dépenses nettes	163 455 408 470,67	13 625 876 846,02	1 058 390 076,35	3 936 538 267
Ordonnancées	96 399 024 758,68			
Dépenses nettes	96 399 024 758,68	27 750 892 627,23	»	»

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1985

francs)

OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Origine	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Crédits initiaux	203 246 000			
Reports gestion précédente	46 979 650			
Total net des crédits	250 225 650	0,44	»	43 556 404
Crédits initiaux	92 425 000			
Réalisations ressources	»			
Reports gestion précédente	16 000 000			
Total net des crédits	108 425 000	»	12 425 000,00	6 000 000
	»	»	»	»
Crédits initiaux	»			
Reports gestion précédente	1 728 000			
Total net des crédits	1 728 000	»	»	1 018 000
Crédits initiaux	295 671 000			
Réalisations ressources	»			
Reports gestion précédente	64 707 650			
Total net des crédits	360 378 650	0,44	12 425 000,00	50 574 404

Article 11 et tableau J annexé

M. le président. - « Art. 11. - I. Les résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984 sont arrêtés aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par catégorie de comptes et par ministère gestionnaire, conformément au tableau J annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1984		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisation de découvert complémentaire
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Comptes de prêts :					
903.04 Prêts aux organismes d'H.L.M. .	»	628 086 758,58	»	»	»
Comptes de commerce :					
904.18 Construction de casernements..	142 215 242,87	39 932 529,06	»	»	»
Comptes de règlements avec les gouvernements étrangers :					
905.07 Assistance financière à la Turquie dans le cadre de l'accord d'association entre la C.E.E. et ce pays	»	25 041 997,89	»	»	»
Total	142 215 242,87	693 061 285,53	»	»	»

« II. Les soldes, à la date du 31 décembre 1984, des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984 sont arrêtés aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1984	
	Débiteurs	Créditeurs
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
Comptes de prêts :		
903.04 Prêts aux organismes d'H.L.M.	14 106 278 328,19	»
Comptes de commerce :		
904.18 Construction de casernements	»	»
Comptes de règlements avec les gouvernements étrangers :		
905.07 Assistance financière à la Turquie dans le cadre de l'accord d'association entre la C.E.E. et ce pays	535 538 756,39	»
Total	14 641 817 084,58	»

TABLEAU J

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984

Tableau J. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

(En

DESIGNATION DES COMPTES DEFINITIVEMENT CLOS et indication des textes prononçant leur clôture	SOLDE AU 1er JANVIER 1984		OPERATIONS DE L'ANNEE 1984	
	Débiteurs	Créditeurs	Dépenses	Recettes
1	2	3	4	5
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE				
Compte de prêts (1)				
903.04. - Prêt aux organismes d'H.L.M.	14 734 365 086,77	»	»	628 086 758,58
Compte de commerce (2)				
904.18. - Construction de casernements	»	102 282 713,81	142 215 242,87	39 932 529,06
Compte de règlement avec les gouvernements étrangers (3)				
905-07. - Assistance financière à la Turquie dans le cadre de l'accord d'association entre la Communauté économique européenne et ce pays	560 580 754,28	»	»	25 041 997,89
Totaux pour les comptes clos	15 294 945 841,05	102 282 713,81	142 215 242,87	693 061 285,53

(1) Compte clos le 31 décembre 1984 en application de l'article 70 de la loi de finances initiale pour 1985.

(2) Compte clos le 31 décembre 1984 en application de l'article 64 de la loi de finances initiale pour 1984.

(3) Compte clos le 31 décembre 1984 en application de l'article 67 de la loi de finances initiale pour 1985.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11 et le tableau J annexé.

(L'article 11 et le tableau J annexé sont adoptés.)

du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1984

francs)

REGLEMENT					SOLDES A LA CLOTURE DES COMPTES	
Des crédits			Des découverts		Débiteurs	Créditeurs
Crédits accordés L.F.I.	Ouverture de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Découverts autorisés	Autorisations complémentaires		
6	7	8	9	10	9	10
»	»	»	»	»	14 106 278 328,19	»
»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	535 538 756,39	»
»	»	»	»	»	14 641 817 084,58	»

Article 12

M. le président. « Art. 12. - Le solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor, pour 1984, est arrêté, conformément au tableau ci-après, à la somme de 2 832 987 732,36 F :

OPERATIONS	DEPENSES	RECETTES
Annuités de subventions non supportées par le budget général ou un compte spécial du Trésor	3 478 624,38	»
Charges résultant du paiement des rentes viagères	1 714 428,24	»
Pertes et profits sur remboursements anticipés de titres	778 993 017,87	2 843 122,00
Différences de change	»	»
Charges résultant des primes de remboursement et des indexations	2 062 390 327,15	»
Pertes et profits divers	»	10 745 543,28
Totaux	2 846 576 397,64	13 588 665,28
Solde	2 832 987 732,36	

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

Articles 13 à 15

M. le président. « Art. 13. - Sont reconnues d'utilité publique, pour un montant total de 6 720 F, les dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat, jugée par la Cour des comptes dans ses arrêtés des 22 septembre 1982 et 2 mai 1984, au titre du ministère des relations extérieures. » - *(Adopté.)*

« Art. 14. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget est autorisé à admettre en surséance les avances au Trésor d'un montant de 2 950 millions de francs, consenties de 1980 à 1983 au service des alcools et imputées au compte spécial du Trésor "Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics". - *(Adopté.)*

« Art. 15. - I. - Les sommes énumérées ci-après, mentionnées aux articles 7, 9, 10, 11, 12 et 14, sont transportées en augmentation des découverts du Trésor :

Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1984	147 311 685 704,99 F
Résultat net des comptes spéciaux du Trésor soldés en 1984	7 108 827 008,43 F
Solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunt pour 1984	2 832 987 732,36 F
Résultat net des comptes spéciaux du Trésor clos au 31 décembre 1984	14 641 817 084,58 F
Admission en surséance d'avances irrécouvrables	2 950 000 000,00 F
Total	174 845 317 530,36 F

« II. - Conformément à l'article 16 de la loi n° 80-1095 du 30 décembre 1980 portant règlement définitif du budget de 1978, il est fait remise de dettes à certains pays appartenant à la catégorie des pays les moins avancés pour un montant de 121 908 171,87 F

« La somme précitée, correspondant au montant en capital des échéances, du 31 décembre 1984, est transportée en augmentation des découverts du Trésor.

« Montant à transporter en augmentation des découverts du Trésor (I + II) 174 967 225 702,23 F »

(Adopté.)

Vote pour l'ensemble

M. le président. Je vais mettre aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. Claude Estier. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Estier.

M. Claude Estier. J'ai écouté avec beaucoup d'attention la présentation qu'a faite M. le ministre de ces projets de loi de règlement des budgets de 1984 et 1985 ainsi que sa dernière intervention.

On peut résumer les propos de M. Juppé en une seule phrase : « Du temps des socialistes, il n'y avait que laxisme et dérapage. Heureusement, nous sommes arrivés et, maintenant, les comptes sont rigoureux ! »

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* C'est exact !

M. Claude Estier. C'est le schéma habituel, tout à fait simpliste, que nous entendons tous les jours.

Chacun d'entre vous sait que la réalité est tout à fait différente et autrement plus complexe, mon collègue Louis Perrein vient de le démontrer.

Je formulerai deux observations, brèves, bien qu'elles portent sur des sujets importants.

Vous venez de nous parler, monsieur le ministre, du déficit du commerce extérieur pendant les premières années de la gestion socialiste. Vous avez oublié de dire de quel déficit du commerce extérieur nous avions hérité en 1981 : plus de soixante milliards de francs. Vous oubliez, comme par hasard, de parler de cette année-là.

Vous omettez également de nous dire que, actuellement, vous bénéficiez - et cela vous aide beaucoup dans vos finances - du produit de la privatisation d'entreprises que nous avions nationalisées et qui, apparemment, s'en sont bien portées puisque, aujourd'hui, vous en tirez, mois après mois, un certain nombre de milliards. Cette donnée mérite peut-être, elle aussi, d'être prise en considération lorsque l'on examine les comptes.

J'ajoute que vous comparez des lois de finances exécutées, qui comportent toujours un certain dépassement - M. Perrein vous a rappelé que tel était également le cas avant 1981, même si les chiffres étaient différents - vous les comparez, dis-je, avec des lois de finances sur lesquelles nous ne disposons pas encore aujourd'hui d'éléments de règlement. Je serais curieux de savoir ce qu'il en sera lorsque nous aurons à étudier le règlement de vos lois de finances de 1986 et 1987 !

M. le rapporteur général a bien voulu reconnaître tout à l'heure - il était difficile de ne pas le reconnaître - que, sous la gestion socialiste, un effort considérable avait été consenti pour lutter contre l'inflation. Nous pouvons aujourd'hui nous demander si celle-ci n'est pas en train de repartir. En tout cas, nous pouvons douter que vous puissiez respecter en ce domaine l'objectif que vous vous étiez fixé pour 1987.

Vous avez dit, monsieur Juppé, que si vous demandiez l'adoption de ces textes vous n'approuviez pas pour autant la gestion du gouvernement socialiste - ce n'est évidemment pas pour nous une surprise et nous ne vous en demandions pas tant - pas plus que nous n'approuvions votre gestion avant ni ne l'approuvons maintenant. Mais, comme vous l'avez dit, il s'agit de documents comptables, qui devraient être à l'abri de toute polémique.

Je vous rappellerai, après mon collègue M. Perrein, que la majorité socialiste d'après 1981 avait adopté les comptes de votre gestion précédente.

La majorité sénatoriale n'a pas aujourd'hui cette élégance. C'est votre affaire. Quant à nous, bien entendu, nous voterons les projets de loi qui nous sont soumis aujourd'hui.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* Monsieur le président, l'explication de vote de M. Estier ayant consisté en une interpellation à mon adresse, je souhaite lui répondre très brièvement.

Je lui dirai tout d'abord - mais il a pu en juger lui-même - que mon exposé à la tribune était un exposé factuel et technique. Si la polémique a été engagée, ce n'est pas par moi. J'ai entendu un long discours de M. Perrein, qui a consisté à comparer l'excellence de la gestion des années 1981 à 1985 à la mauvaise gestion des années 1986 et 1987. J'ai répondu, et je pense l'avoir fait sans violence ni passion. Il ne faut pas que l'opposition parlementaire s'octroie le monopole des réactions un peu fermes et un peu vives dans cette assemblée. Or, il me semble que c'est un peu la conception que vous avez parfois.

J'ajouterai deux choses.

Vous me dites : « Attendons l'exécution de la loi de finances de 1986. » Vous connaissez le chiffre d'exécution ; nous l'avons publié. Pour la première fois depuis 1980, l'exécution de la loi de finances de 1986 se situera au-dessous de la prévision de la loi de finances initiale puisque nous avons annoncé le chiffre de 141 milliards de francs.

Quant à la reprise de l'inflation, que vous évoquez, je peux vous donner les derniers chiffres que nous connaissons : le différentiel d'inflation avec l'Allemagne est passé, en six mois, de 3,9 à 3,4 points. Ça, c'est un constat !

Quant à la prévision, je reconnais bien volontiers avec vous qu'elle est aléatoire. Mais tout le monde nous dit que d'ici à la fin de l'année nous devrions revenir aux alentours de deux points. Il faut constater, en effet, que la croissance des coûts salariaux en France s'est considérablement ralentie...

M. Robert Vizet. Voilà !

M. Alain Juppé, *ministre délégué.* ... par rapport à la croissance des coûts salariaux en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Un processus de rééquilibrage est donc entamé.

Tels sont les deux points très factuels que je voulais préciser, en réponse à votre intervention, monsieur Estier.

M. Robert Vizet. Belle réussite !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

En application de l'article 59 du règlement, le scrutin public est de droit.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 215 :

Nombre des votants	312
Nombre des suffrages exprimés	74
Majorité absolue des suffrages exprimés	38
Pour l'adoption	74

Le Sénat a adopté.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE 1985

M. le président. Nous en venons à l'examen des articles du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985.

Article 1er

M. le président. « Art. 1er. - Les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour 1985 sont arrêtés aux sommes mentionnées ci-après :

DESIGNATION		CHARGES	RESSOURCES
A. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF			
Budget général et comptes d'affectation spéciale			
Ressources :			
Budget général (1)	1 003 066 460 401,79		
Comptes d'affectation spéciale	11 438 016 007,43		
Total		»	1 014 504 476 409,22
Charges			
Dépenses ordinaires civiles :			
Budget général	927 357 817 986,12		
Comptes d'affectation spéciale	9 646 018 158,56		
Total		937 003 836 144,68	»
Dépenses civiles en capital :			
Budget général	84 605 838 166,87		
Comptes d'affectation spéciale	1 119 021 821,28		
Total		85 724 859 988,15	»
Dépenses militaires :			
Budget général	145 606 585 249,72		
Comptes d'affectation spéciale	260 409 040,04		
Total		145 866 994 289,76	»
Totaux (budget général et comptes d'affectation spéciale)		1 168 595 690 422,59	1 014 504 476 409,22
Budgets annexes			
Imprimerie nationale		1 746 034 419,70	1 746 034 419,70
Journaux officiels		496 895 544,22	496 895 544,22
Légion d'honneur		130 736 458,04	130 736 458,04
Monnaies et médailles		591 949 223,85	591 949 223,85
Navigation aérienne		1 834 535 831,81	1 834 535 831,81
Ordre de la Libération		3 331 203,00	3 331 203,00
Postes et télécommunications		176 002 143 801,24	176 002 143 801,24
Prestations sociales agricoles		63 859 434 754,47	63 859 434 754,47
Essences		4 727 816 814,47	4 727 816 814,47
Totaux budgets annexes		249 392 878 050,80	249 392 878 050,80
Totaux (A)		1 417 988 568 473,39	1 263 897 354 460,02
Excédent des charges définitives de l'Etat		154 091 214 013,37	»
B. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE			
Comptes spéciaux du Trésor			
Comptes d'affectation spéciale		275 464 886,51	138 591 416,77
	Charges	Ressources	
Comptes de prêts :			
F.D.E.S.	1 621 875 046,18	9 644 890 435,98	
Autres prêts	6 315 165 469,61	477 498 486,83	
Totaux (comptes de prêts)		7 937 040 515,79	10 122 388 922,81
Comptes d'avances		162 494 199 776,50	158 686 129 218,89
Comptes de commerce (résultat net)		1 807 846 764,54	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (résultat net)		(-) 159 387 269,25	»
Comptes d'opérations monétaires, hors F.M.I. (résultat net)		1 912 140 270,81	»
Totaux (B)		174 267 304 944,90	168 947 109 558,47
Excédent des charges temporaires de l'Etat (B)		5 320 195 386,43	»
Excédent net des charges (hors F.M.I.)		159 411 409 399,80	»

(1) Après déduction des prélèvements sur les recettes de l'Etat (117 970 516 712,55 F) au profit des collectivités locales et des communautés européennes.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er.

(L'article 1er est adopté.)

Article 2 et tableau A annexé

M. le président. « Art. 2. - Le montant définitif des recettes du budget général de l'année 1985 est arrêté à 1 003 066 460 401,79 F. La répartition de cette somme fait l'objet du tableau A annexé à la présente loi ».

TABLEAU A

Règlement définitif des recettes du budget général 1985

Tableau A. - *Règlement définitif des*

(En

DESIGNATION DES DROITS ET PRODUITS	EVALUATION des droits et produits	RESTES A RECOUVRER au 1er janvier	DROITS pris en charges
A. - Recettes fiscales :			
Produits des impôts directs et taxes assimilées	387 116 000 000	79 530 877 134,22	286 578 486 215,72
Produits de l'enregistrement	44 589 000 000	1 147 527 821,63	43 422 907 549,05
Produits du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	8 578 000 000	183 288 950,25	7 982 600 236,18
Droits d'importation, taxes intérieures sur les produits pétroliers et divers produits des douanes	96 547 000 000	25 534 200,92	125 196 926,93
Produits de la taxe sur la valeur ajoutée	444 624 000 000	21 656 718 944,91	316 975 595 294,81
Produits des contributions indirectes	25 917 000 000	157 050 920,95	18 396 850 157,84
Produits des autres taxes indirectes	1 733 000 000	19 982 626,19	1 773 642 126,65
Total des recettes fiscales	1 009 104 000 000	102 720 980 599,07	675 254 278 507,18
B. - Recettes non fiscales :			
Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier	13 625 300 000	513 533,71	10 208 799 615,30
Produits et revenus du domaine de l'Etat	2 614 700 000	21 013 258,99	1 970 852 510,65
Taxes, redevances et recettes assimilées	10 282 290 000	3 598 930 728,72	11 753 116 099,80
Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	10 634 000 000	1 242 217 537,40	7 240 586 127,67
Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat	14 550 600 000	504 670 047,13	14 218 442 438,71
Recettes provenant de l'extérieur	2 838 000 000	132 594,11	2 745 384 857,26
Opérations entre administrations et services publics	1 108 433 000	156 841 575,32	1 370 881 410,57
Divers	4 821 700 000	2 347 305 602,49	6 763 435 057,29
Total des recettes non fiscales	60 475 023 000	7 871 624 877,87	56 271 498 117,25
C. - Fonds de concours et recettes assimilées	Mémoire	4 494 855 323,30	41 260 492 467,42
Total A à C	1 069 579 023 000	115 087 460 800,24	772 786 269 091,85
D. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	- 81 509 000 000	»	»
E. - Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes	- 33 775 000 000	»	»
Total des recettes du budget général	954 295 023 000	115 087 460 800,24	772 786 269 091,85

recettes du budget général de 1985

francs).

ANNULATIONS de prises en charge	TOTAL des droits constatés	RECOUVREMENTS sur prises en charges	RESTES A RECOUVRER au 31 décembre	RECETTES au comptant	TOTAL des recettes budgétaires
203 236 815,45	365 906 126 534,49	276 421 449 012,15	89 484 677 522,34	112 412 562 243,14	388 834 011 255,29
397 646 160,11	44 172 789 210,57	43 002 880 322,44	1 169 908 888,13	- 20 000 000,00	42 982 880 322,44
20 656 826,07	8 145 232 360,36	7 933 770 303,15	211 462 057,21	218 798 549,32	8 152 568 852,47
5 147 835,97	145 583 291,88	118 375 197,76	27 208 094,12	94 074 988 792,89	94 193 363 990,65
1 744 954 137,53	336 887 360 102,19	311 783 208 005,06	25 104 152 097,13	141 036 013 636,36	452 819 221 641,42
14 089 869,05	18 538 811 209,74	18 325 075 813,94	213 735 395,80	7 477 381 374,42	25 802 457 188,36
3 811 572,11	1 789 813 180,73	1 768 155 014,66	21 658 166,07	5 905 704,51	1 774 060 719,17
2 389 543 216,29	775 585 715 889,96	659 352 913 669,16	116 232 802 220,80	355 205 650 300,64	1 014 558 563 969,80
30 883 015,15	10 178 430 133,86	10 177 985 322,35	444 811,51	3 529 875 584,57	13 707 860 906,92
2 047 267,21	1 989 818 502,43	1 957 731 238,21	32 087 264,22	133 362 404,08	2 091 093 642,29
3 856 642 045,58	11 495 404 782,94	6 696 522 894,32	4 798 881 888,62	3 932 540 822,54	10 629 063 716,86
202 192 976,30	8 280 610 688,77	6 088 400 983,02	2 192 209 705,75	1 983 063 497,38	8 071 464 480,40
12 940 158,14	14 710 172 327,70	14 138 997 687,35	571 174 640,35	154 280 847,34	14 293 278 534,69
31 102 093,81	2 714 415 357,56	2 714 415 357,56	»	105 978 915,45	2 820 394 273,01
3 853 839,10	1 523 869 146,79	1 370 976 912,26	152 892 234,53	321 271 355,40	1 692 248 267,66
186 565 742,03	8 924 174 917,75	6 440 757 489,34	2 483 417 428,41	6 819 156 986,85	13 259 914 476,19
4 326 227 137,32	59 816 895 857,80	49 585 787 884,41	10 231 107 973,39	16 979 530 413,61	66 565 318 298,02
300 057 253,57	45 455 290 537,15	39 913 094 846,52	5 542 195 690,63	»	39 913 094 846,52
7 015 827 607,18	880 857 902 284,91	748 851 796 400,09	132 006 105 884,82	372 185 180 714,25	1 121 036 977 114,34
»	»	»	»	- 82 911 523 222,12	- 82 911 523 222,12
»	»	»	»	- 35 058 993 490,43	- 35 058 993 490,43
7 015 827 607,18	880 857 902 284,91	748 851 796 400,09	132 006 105 884,82	254 214 664 001,70	1 003 066 460 401,79

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 2 et le tableau A annexé.
(L'article 2 et le tableau A annexé sont adoptés.)

Article 3 et tableau B annexé

M. le président. « Art. 3. - Le montant définitif des dépenses ordinaires civiles du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau B annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
I. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19
II. Pouvoirs publics	2 587 152 000,00	»	»
III. Moyens des services	372 415 904 894,58	243 302 153,88	2 313 903 375,30
IV. Interventions publiques	355 184 250 032,03	755 275 610,30	3 375 283 740,27
Totaux	927 357 817 986,12	7 412 789 618,88	7 684 625 865,76

TABLEAU B

Dépenses ordinaires civiles

Tableau B. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	2 099 297 021
	Variation prévisions dépenses	3 862 230
	Reports gestion précédente	25 900 235
	Transferts répartitions	- 971 132 831
	Fonds concours, dons, legs	54 017 902
	Total net des crédits	1 211 944 557
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 099 297 021
	Variation prévisions dépenses	3 862 230
	Reports gestion précédente	25 900 235
	Transferts répartitions	- 971 132 831
	Fonds concours, dons, legs	54 017 902
	Total net des crédits	1 211 944 557
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé. - Solidarité		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 835 374 800
	Variation prévisions dépenses	- 7 500 000
	Reports gestion précédente	1 306 553
	Transferts répartitions	8 624 630
	Fonds concours, dons, legs	1 912 097
	Total net des crédits	1 839 718 080
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	26 251 301 148
	Variation prévisions dépenses	- 2 216 220 000
	Reports gestion précédente	53 747 442
	Transferts répartitions	381 916 000
	Fonds concours, dons, legs	7 322 600
	Total net des crédits	24 478 067 190
Total pour le ministère	Crédits initiaux	28 086 675 948
	Variation prévisions dépenses	- 2 223 720 000
	Reports gestion précédente	55 053 995
	Transferts répartitions	390 540 630
	Fonds concours, dons, legs	9 234 697
	Total net des crédits	26 317 785 270
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail. Emploi		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	3 203 730 992
	Reports gestion précédente	5 353 429
	Transferts répartitions	4 031 272
	Total net des crédits	3 213 115 693
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	45 700 486 541
	Variation prévisions dépenses	- 14 850 000
	Reports gestion précédente	5 075 641 228
	Transferts répartitions	3 959 587 478
	Fonds concours, dons, legs	3 705 119 657
	Total net des crédits	58 425 984 904
Total pour le ministère	Crédits initiaux	48 904 217 533
	Variation prévisions dépenses	- 14 850 000
	Reports gestion précédente	5 080 994 657
	Transferts répartitions	3 963 618 750
	Fonds concours, dons, legs	3 705 119 657
	Total net des crédits	61 639 100 597

ordinaires civiles

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 123 836 889,73			
Rétablissements crédits	- 1 207 845,05			
Dépenses nettes	1 122 629 044,68	6 384 272,65	73 215 019,97	22 484 765
Ordonnancées	1 123 836 889,73			
Rétablissements crédits	- 1 207 845,05			
Dépenses nettes	1 122 629 044,68	6 384 272,65	73 215 019,97	22 484 765
Ordonnancées	1 723 012 018,37			
Rétablissements crédits	- 516 360,89			
Dépenses nettes	1 722 495 657,48	»	116 002 948,52	1 219 474
Ordonnancées	24 264 960 758,50			
Rétablissements crédits	- 290 114,00			
Dépenses nettes	24 264 670 644,50	5 045 760,06	132 261 910,56	86 180 395
Ordonnancées	25 987 972 776,87			
Rétablissements crédits	- 806 474,89			
Dépenses nettes	25 987 166 301,98	5 045 760,06	248 264 859,08	87 399 869
Ordonnancées	3 139 689 542,62			
Rétablissements crédits	- 5 337 541,14			
Dépenses nettes	3 134 352 001,48	»	75 825 660,52	2 938 031
Ordonnancées	55 221 796 329,51			
Rétablissements crédits	- 3 546 153,60			
Dépenses nettes	55 218 250 175,91	»	102 259 722,09	3 105 475 006
Ordonnancées	58 361 485 872,13			
Rétablissements crédits	- 8 883 694,74			
Dépenses nettes	58 352 602 177,39	»	178 085 382,61	3 108 413 037

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Agriculture		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	5 601 102 552
	Variation prévisions dépenses	31 241 636
	Reports gestion précédente	25 111 262
	Transferts répartitions	- 1 021 224 011
	Fonds concours, dons, legs	131 393 767
	Total net des crédits	4 767 625 206
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	25 143 658 519
	Variation prévisions dépenses	38 282 789
	Reports gestion précédente	1 871 094 147
	Transferts répartitions	93 218 547
	Fonds concours, dons, legs	707 055 317
	Total net des crédits	27 853 309 319
Total pour le ministère	Crédits initiaux	30 744 761 071
	Variation prévisions dépenses	69 524 425
	Reports gestion précédente	1 896 205 409
	Transferts répartitions	- 928 005 464
	Fonds concours, dons, legs	838 449 084
	Total net des crédits	32 620 934 525
Anciens combattants		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 013 738 043
	Variation prévisions dépenses	- 16 046 000
	Reports gestion précédente	50 011 253
	Transferts répartitions	- 268 421 995
	Fonds concours, dons, legs	59 367 256
	Total net des crédits	838 648 557
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	25 224 948 757
	Variation prévisions dépenses	- 1 954 000
	Reports gestion précédente	5 743 339
	Transferts répartitions	200 000
	Fonds concours, dons, legs	83 903 810
	Total net des crédits	25 312 841 906
Total pour le ministère	Crédits initiaux	26 238 686 800
	Variation prévisions dépenses	- 18 000 000
	Reports gestion précédente	55 754 592
	Transferts répartitions	- 268 221 995
	Fonds concours, dons, legs	143 271 066
	Total net des crédits	26 151 490 463
Commerce, artisanat et tourisme		
Commerce et artisanat		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	38 949 481
	Reports gestion précédente	179 690
	Transferts répartitions	3 418 000
	Total net des crédits	42 547 171
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	470 224 201
	Variation prévisions dépenses	- 400 000
	Reports gestion précédente	6 451 200
	Transferts répartitions	44 858 592
	Total net des crédits	521 933 993
Total pour le ministère	Crédits initiaux	509 173 682
	Variation prévisions dépenses	400 000
	Reports gestion précédente	6 630 890
	Transferts répartitions	48 276 592
	Total net des crédits	564 481 164

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	4 661 334 517,13			
Rétablissements crédits	- 16 654 856,55			
Dépenses nettes	4 644 679 660,58	»	93 025 516,42	29 920 029
Ordonnancées	26 104 929 774,44			
Rétablissements crédits	- 533 860,45			
Dépenses nettes	26 104 395 913,99	375 306 721,77	214 789,78	2 124 005 337
Ordonnancées	30 766 264 291,57			
Rétablissements crédits	- 17 188 717,00			
Dépenses nettes	30 749 075 574,57	375 306 721,77	93 240 306,20	2 153 925 366
Ordonnancées	787 005 629,47			
Rétablissements crédits	- 13 646 044,95			
Dépenses nettes	773 359 584,52	0,09	23 749 079,57	41 539 893
Ordonnancées	25 479 627 349,97			
Rétablissements crédits	- 1 871 840,74			
Dépenses nettes	25 477 755 509,23	295 256 738,90	121 065 715,67	9 277 420
Ordonnancées	26 266 632 979,44			
Rétablissements crédits	- 15 517 885,69			
Dépenses nettes	26 251 115 093,75	295 256 738,99	144 814 795,24	50 817 313
Ordonnancées	39 765 485,84			
Rétablissements crédits	- 185 717,90			
Dépenses nettes	39 579 767,94	»	2 917 039,06	50 364
Ordonnancées	518 593 481,73			
Rétablissements crédits	- 30 000,00			
Dépenses nettes	518 563 481,73	7 480 246,08	10 850 757,35	»
Ordonnancées	558 358 967,57			
Rétablissements crédits	- 215 717,90			
Dépenses nettes	558 143 249,67	7 480 246,08	13 767 796,41	50 364

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Commerce, artisanat et tourisme		
II. - Tourisme		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	169 412 864
	Variation prévisions dépenses	9 500 000
	Reports gestion précédente	225 097
	Transferts répartitions	605 298
	Total net des crédits	179 743 259
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	41 424 913
	Variation prévisions dépenses	5 000 000
	Reports gestion précédente	1 350 000
	Transferts répartitions	41 418 000
	Total net des crédits	89 192 913
Total pour le ministère	Crédits initiaux	210 837 777
	Variation prévisions dépenses	14 500 000
	Reports gestion précédente	1 575 097
	Transferts répartitions	42 023 298
	Total net des crédits	268 936 172
Culture		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	3 334 630 638
	Variation prévisions dépenses	- 9 304 000
	Reports gestion précédente	50 814 698
	Transferts répartitions	- 126 250 818
	Fonds concours, dons, legs	58 275 756
	Total net des crédits	3 308 166 274
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	2 404 190 836
	Variation prévisions dépenses	23 854 000
	Reports gestion précédente	10 100 351
	Transferts répartitions	- 4 072 930
	Total net des crédits	2 434 072 257
Total pour le ministère	Crédits initiaux	5 738 821 474
	Variation prévisions dépenses	14 550 000
	Reports gestion précédente	60 915 049
	Transferts répartitions	- 130 323 748
	Fonds concours, dons, legs	58 275 756
	Total net des crédits	5 742 238 531
Départements territoires d'outre-mer		
Section commune		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	511 450 610
	Variation prévisions dépenses	- 5 515 000
	Reports gestion précédente	1 761 436
	Transferts répartitions	2 856 391
	Total net des crédits	510 553 437
Total pour le ministère	Crédits initiaux	511 450 610
	Variation prévisions dépenses	- 5 515 000
	Reports gestion précédente	1 761 436
	Transferts répartitions	2 856 391
	Total net des crédits	510 553 437
Départements d'outre-mer		
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	143 500 000
	Variation prévisions dépenses	1 040 000
	Reports gestion précédente	600 000
	Transferts répartitions	- 7 150 000
	Fonds concours, dons, legs	71 491 665
	Total net des crédits	209 481 665
Total pour le ministère	Crédits initiaux	143 500 000
	Variation prévisions dépenses	1 040 000
	Reports gestion précédente	600 000
	Transferts répartitions	- 7 150 000
	Fonds concours, dons, legs	71 491 665
	Total net des crédits	209 481 665

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	173 114 942,17			
Rétablissements crédits	– 621 979,64			
Dépenses nettes	172 492 962,53	0,04	6 697 868,51	552 428
Ordonnancées	80 252 855,00			
Dépenses nettes	80 252 855,00	»	5 925 667,00	3 014 391
Ordonnancées	253 367 797,17			
Rétablissements crédits	– 621 979,64			
Dépenses nettes	252 745 817,53	0,04	12 623 535,51	3 566 819
Ordonnancées	3 148 916 536,91			
Rétablissements crédits	– 2 798 721,29			
Dépenses nettes	3 146 117 815,62	0,08	105 406 817,46	56 641 641
Ordonnancées	2 472 176 241,05			
Rétablissements crédits	– 2 000,00			
Dépenses nettes	2 472 174 241,05	61 868 432,00	16 988 451,95	6 777 996
Ordonnancées	5 621 092 777,96			
Rétablissements crédits	– 2 800 721,29			
Dépenses nettes	5 618 292 056,67	61 868 432,08	122 395 269,41	63 419 637
Ordonnancées	488 227 155,50			
Rétablissements crédits	– 3 532 501,75			
Dépenses nettes	484 694 653,75	1 898 105,38	26 101 539,63	1 655 349
Ordonnancées	488 227 155,50			
Rétablissements crédits	– 3 532 501,75			
Dépenses nettes	484 694 653,75	1 898 105,38	26 101 539,63	1 655 349
Ordonnancées	183 507 003,40			
Dépenses nettes	183 507 003,40	»	256 907,60	25 717 754
Ordonnancées	183 507 003,40			
Dépenses nettes	183 507 003,40	»	256 907,60	25 717 754

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Territoires d'outre-mer		
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	172 043 441
	Variation prévisions dépenses	45 000 000
	Reports gestion précédente	2 080 000
	Transferts répartitions	29 671 000
	Total net des crédits	248 794 441
Total pour le ministère	Crédits initiaux	172 043 441
	Variation prévisions dépenses	45 000 000
	Reports gestion précédente	2 080 000
	Transferts répartitions	29 671 000
	Total net des crédits	248 794 441
Economie, finances et budget		
I. – Charges communes		
Titre Ier. – Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	Crédits initiaux	182 514 254 955
	Variation prévisions dépenses	10 270 283 000
	Transferts répartitions	– 32 800 000
	Total net des crédits	192 751 737 955
Titre II. – Pouvoirs publics	Crédits initiaux	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses	– 42 177 000
	Total net des crédits	2 587 152 000
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	43 236 735 979
	Variation prévisions dépenses	584 000 000
	Transferts répartitions	69 280 307 683
	Fonds concours, dons, legs	11 178 611 510
	Total net des crédits	124 279 655 172
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	69 395 043 093
	Variation prévisions dépenses	– 1 431 723 000
	Reports gestion précédente	13 286 595 760
	Transferts répartitions	12 024 533 000
	Fonds concours, dons, legs	4 028 850 056
	Total net des crédits	97 303 298 909
Total pour le ministère	Crédits initiaux	297 775 363 027
	Variation prévisions dépenses	9 380 383 000
	Reports gestion précédente	13 286 595 760
	Transferts répartitions	81 272 040 683
	Fonds concours, dons, legs	15 207 461 566
	Total net des crédits	416 921 844 036
Economie, finances et budget		
II. – Services financiers		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	30 075 147 620
	Variation prévisions dépenses	103 318 718
	Reports gestion précédente	157 564 134
	Transferts répartitions	– 5 443 407 690
	Fonds concours, dons, legs	5 663 835 316
	Total net des crédits	30 556 458 098
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	416 643 503
	Variation prévisions dépenses	68 590 000
	Reports gestion précédente	66 943 214
	Transferts répartitions	1 432 440
	Total net des crédits	553 609 157
Total pour le ministère	Crédits initiaux	30 491 791 123
	Variation prévisions dépenses	171 908 718
	Reports gestion précédente	224 507 348
	Transferts répartitions	– 5 441 975 250
	Fonds concours, dons, legs	5 663 835 316
	Total net des crédits	31 110 067 255

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	244 431 361,23			
Dépenses nettes	244 431 361,23	»	4 220 585,77	142 494
Ordonnancées	244 431 361,23			
Dépenses nettes	244 431 361,23	»	4 220 585,77	142 494
Ordonnancées	197 436 125 327,51			
Rétablissements crédits	– 265 614 268,00			
Dépenses nettes	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19	»
Ordonnancées	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes	2 587 152 000,00	»	»	»
Ordonnancées	124 121 970 001,35			
Rétablissements crédits	– 2 832 880,23			
Dépenses nettes	124 119 137 121,12	»	110 518 050,88	50 000 000
Ordonnancées	93 300 334 850,67			
Dépenses nettes	93 300 334 850,67	5 416 574,40	2 827 116 662,73	1 181 263 970
Ordonnancées	417 445 582 179,53			
Rétablissements crédits	– 268 447 148,23			
Dépenses nettes	417 177 135 031,30	6 419 628 429,10	4 933 073 463,80	1 231 263 970
Ordonnancées	30 342 673 138,25			
Rétablissements crédits	– 192 288 552,64			
Dépenses nettes	30 150 384 585,61	7 510 096,38	201 771 515,77	211 812 093
Ordonnancées	472 673 046,10			
Dépenses nettes	472 673 046,10	»	697 323,90	80 238 787
Ordonnancées	30 815 346 184,35			
Rétablissements crédits	– 192 288 552,64			
Dépenses nettes	30 623 057 631,71	7 510 096,38	202 468 839,67	292 050 880

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	131 916 760 385
	Variation prévisions dépenses	580 878 050
	Reports gestion précédente	43 172 501
	Transferts répartitions	- 18 498 851 701
	Fonds concours, dons, legs	200 054 317
	Total net des crédits	114 242 013 552
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	23 032 123 822
	Variation prévisions dépenses	- 446 220 000
	Reports gestion précédente	177 821 019
	Transferts répartitions	126 521 907
	Fonds concours, dons, legs	30 000
	Total net des crédits	22 890 276 748
Total pour le ministère	Crédits initiaux	154 948 884 207
	Variation prévisions dépenses	134 658 050
	Reports gestion précédente	220 993 520
	Transferts répartitions	- 18 372 329 794
	Fonds concours, dons, legs	200 084 317
	Total net des crédits	137 132 290 300
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	16 065 075 798
	Variation prévisions dépenses	- 395 050
	Reports gestion précédente	2 653 022
	Transferts répartitions	215 893 189
	Fonds concours, dons, legs	5 469 770
	Total net des crédits	16 288 696 729
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	2 671 551 498
	Variation prévisions dépenses	- 31 000 000
	Reports gestion précédente	22 656 282
	Transferts répartitions	68 450 000
	Fonds concours, dons, legs	2 253 607
	Total net des crédits	2 733 911 387
Total pour le ministère	Crédits initiaux	18 736 627 296
	Variation prévisions dépenses	- 31 395 050
	Reports gestion précédente	25 309 304
	Transferts répartitions	284 343 189
	Fonds concours, dons, legs	7 723 377
	Total net des crédits	19 022 608 116
Environnement		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	283 386 297
	Variation prévisions dépenses	3 740 000
	Reports gestion précédente	3 012 955
	Transferts répartitions	- 99 651 431
	Fonds concours, dons, legs	5 462 496
	Total net des crédits	195 950 317
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	77 587 536
	Transferts répartitions	39 066 190
	Total net des crédits	116 653 726
Total pour le ministère	Crédits initiaux	360 973 833
	Variation prévisions dépenses	3 740 000
	Reports gestion précédente	3 012 955
	Transferts répartitions	- 60 585 241
	Fonds concours, dons, legs	5 462 496
	Total net des crédits	312 604 043

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	114 005 076 271,18			
Rétablissements crédits	- 15 045 710,40			
Dépenses nettes	113 990 030 560,78	1,23	187 870 891,45	64 112 101
Ordonnancées	22 570 013 103,80			
Rétablissements crédits	- 1 561 443,53			
Dépenses nettes	22 568 451 660,27	0,06	2 379 716,79	319 445 371
Ordonnancées	136 575 089 374,98			
Rétablissements crédits	- 16 607 153,93			
Dépenses nettes	136 558 482 221,05	1,29	190 250 608,24	383 557 472
Ordonnancées	16 200 075 919,36			
Rétablissements crédits	- 8 173 888,06			
Dépenses nettes	16 191 902 031,30	0,38	89 975 746,08	6 818 952
Ordonnancées	2 720 083 251,90			
Rétablissements crédits	- 8 085 460,00			
Dépenses nettes	2 711 997 791,90	»	47 360,10	21 866 235
Ordonnancées	18 920 159 171,26			
Rétablissements crédits	- 16 259 348,06			
Dépenses nettes	18 903 899 823,20	0,38	90 023 106,18	28 685 187
Ordonnancées	190 092 848,16			
Rétablissements crédits	- 593 621,49			
Dépenses nettes	189 499 226,67	141 581,80	3 973 784,13	2 618 888
Ordonnancées	115 542 422,32			
Dépenses nettes	115 542 422,32	»	1 111 303,68	»
Ordonnancées	305 635 270,48			
Rétablissements crédits	- 593 621,49			
Dépenses nettes	305 041 648,99	141 581,80	5 085 087,81	2 618 888

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	27 800 644 805
	Variation prévisions dépenses	160 433 120
	Reports gestion précédente	124 205 122
	Transferts répartitions	- 6 349 444 421
	Fonds concours, dons, legs	32 527 086
	Total net des crédits	21 768 365 712
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	12 073 144 927
	Variation prévisions dépenses	1 858 465 000
	Reports gestion précédente	112 050 723
	Transferts répartitions	- 55 510 000
	Total net des crédits	13 988 150 650
Total pour le ministère	Crédits initiaux	39 873 789 732
	Variation prévisions dépenses	2 018 898 120
	Reports gestion précédente	236 255 845
	Transferts répartitions	- 6 404 954 421
	Fonds concours, dons, legs	32 527 086
	Total net des crédits	35 756 516 362
Jeunesse et sports		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 301 656 527
	Variation prévisions dépenses	4 100 000
	Reports gestion précédente	509
	Transferts répartitions	99 800
	Total net des crédits	1 305 856 836
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	611 733 436
	Variation prévisions dépenses	- 750 000
	Reports gestion précédente	426 000
	Transferts répartitions	42 189 600
	Fonds concours, dons, legs	147 600
	Total net des crédits	653 746 636
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 913 389 963
	Variation prévisions dépenses	3 350 000
	Reports gestion précédente	426 509
	Transferts répartitions	42 289 400
	Fonds concours, dons, legs	147 600
	Total net des crédits	1 959 603 472
Justice		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	9 661 968 521
	Variation prévisions dépenses	62 141 000
	Reports gestion précédente	18 461 413
	Transferts répartitions	- 1 169 766 358
	Fonds concours, dons, legs	30 451 940
	Total net des crédits	8 603 256 516
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	887 140 356
	Reports gestion précédente	261 769 298
	Total net des crédits	1 148 909 654
Total pour le ministère	Crédits initiaux	10 549 108 877
	Variation prévisions dépenses	62 141 000
	Reports gestion précédente	280 230 711
	Transferts répartitions	- 1 169 766 358
	Fonds concours, dons, legs	30 451 940
	Total net des crédits	9 752 166 170
Mer		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	485 084 325
	Variation prévisions dépenses	20 700 000
	Reports gestion précédente	834 302
	Transferts répartitions	- 10 591 510
	Fonds concours, dons, legs	17 114 006
	Total net des crédits	513 141 123

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	21 441 445 066,77			
Rétablissements crédits	- 14 520 614,53			
Dépenses nettes	21 426 924 452,24	21 696 342,50	269 985 105,26	93 152 497
Ordonnancées	13 899 462 244,82			
Rétablissements crédits	- 1 899 813,00			
Dépenses nettes	13 897 562 431,82	4 884 664,20	9 646 530,38	85 826 352
Ordonnancées	35 340 907 311,59			
Rétablissements crédits	- 16 420 427,53			
Dépenses nettes	35 324 486 884,06	26 581 006,70	279 631 635,64	178 978 849
Ordonnancées	1 206 938 240,35			
Rétablissements crédits	- 194 290,53			
Dépenses nettes	1 206 743 949,82	2 715 212,10	100 968 778,28	859 320
Ordonnancées	654 211 733,91			
Rétablissements crédits	- 1 837 378,00			
Dépenses nettes	652 374 355,91	»	1 372 280,09	»
Ordonnancées	1 861 149 974,26			
Rétablissements crédits	- 2 031 668 53			
Dépenses nettes	1 859 118 305,73	2 715 212,10	102 341 058,37	859 320
Ordonnancées	8 679 466 087,32			
Rétablissements crédits	- 14 171 378,52			
Dépenses nettes	8 665 294 708,80	195 309 238,20	85 013 305,40	48 257 740
Ordonnancées	904 697 112,45			
Dépenses nettes	904 697 112,45	»	144 358,55	244 068 183
Ordonnancées	9 584 163 199,77			
Rétablissements crédits	- 14 171 378,52			
Dépenses nettes	9 569 991 821,25	195 309 238,20	85 157 663,95	292 325 923
Ordonnancées	500 071 650,32			
Rétablissements crédits	- 11 981 602,41			
Dépenses nettes	488 090 047,91	»	23 339 302,09	1 711 773

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	4 536 578 821
	Variation prévisions dépenses	- 365 785 753
	Reports gestion précédente	7 515 391
	Transferts répartitions	10 602 450
	Total net des crédits	4 188 910 909
Total pour le ministère	Crédits initiaux	5 021 663 146
	Variation prévisions dépenses	- 345 085 753
	Reports gestion précédente	8 349 693
	Transferts répartitions	10 940
	Fonds concours, dons, legs	17 114 006
	Total net des crédits	4 702 052 032
I. - Commissariat général du Plan		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	92 455 034
	Variation prévisions dépenses	2 100 000
	Reports gestion précédente	1 298 210
	Transferts répartitions	- 1 352 791
	Fonds concours, dons, legs	537 708
	Total net des crédits	95 038 161
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	43 395 411
	Variation prévisions dépenses	17 050 000
	Transferts répartitions	29 000 000
	Total net des crédits	89 445 411
Total pour le ministère	Crédits initiaux	135 850 445
	Variation prévisions dépenses	19 150 000
	Reports gestion précédente	1 298 210
	Transferts répartitions	27 647 209
	Fonds concours, dons, legs	537 708
	Total net des crédits	184 483 572
II. - Aménagement du territoire		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	46 443 874
	Variation prévisions dépenses	70 000
	Transferts répartitions	32 210
	Total net des crédits	46 546 084
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	55 068 738
	Reports gestion précédente	2 304 697
	Transferts répartitions	139 680 136
	Total net des crédits	197 051 571
Total pour le ministère	Crédits initiaux	101 510 612
	Variation prévisions dépenses	70 000
	Reports gestion précédente	2 304 697
	Transferts répartitions	139 712 346
	Total net des crédits	243 597 655
Recherche et technologie		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	15 427 651 363
	Variation prévisions dépenses	- 340 700 000
	Transferts répartitions	- 1 388 930
	Total net des crédits	15 085 562 433
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	605 627 276
	Reports gestion précédente	5 400 000
	Transferts répartitions	1 477 500
	Total net des crédits	612 504 776
Total pour le ministère	Crédits initiaux	16 033 278 639
	Variation prévisions dépenses	- 340 700 000
	Reports gestion précédente	5 400 000
	Transferts répartitions	88 570
	Total net des crédits	15 698 067 209

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	4 121 107 897,49			
Dépenses nettes	4 121 107 897,49	»	8 008 153,51	59 794 858
Ordonnancées	4 621 179 547,81			
Rétablissements crédits	- 11 981 602,41			
Dépenses nettes	4 609 197 945,40	»	31 347 455,60	61 506 631
Ordonnancées	78 979 060,24			
Rétablissements crédits	- 102 606,50			
Dépenses nettes	78 876 453,74	0,03	10 916 820,29	5 244 887
Ordonnancées	89 318 973,96			
Dépenses nettes	89 318 973,96	»	126 437,04	»
Ordonnancées	168 298 034,20			
Rétablissements crédits	- 102 606,50			
Dépenses nettes	168 195 427,70	0,03	11 043 257,33	5 244 887
Ordonnancées	38 965 308,88			
Rétablissements crédits	- 599 313,31			
Dépenses nettes	38 365 995,57	»	7 103 205,43	1 076 883
Ordonnancées	190 839 397,59			
Dépenses nettes	190 839 397,59	»	6 212 173,41	»
Ordonnancées	229 804 706,47			
Rétablissements crédits	- 599 313,31			
Dépenses nettes	229 205 393,16	»	13 315 378,84	1 076 883
Ordonnancées	15 067 856 679,00			
Dépenses nettes	15 067 856 679,00	»	11 528 870,00	6 176 884
Ordonnancées	579 182 501,71			
Dépenses nettes	579 182 501,71	»	25 522 274,29	7 800 000
Ordonnancées	15 647 039 180,71			
Dépenses nettes	15 647 039 180,71	»	37 051 144,29	13 976 884

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Redéploiement industriel		
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	8 411 070 545
	Variation prévisions dépenses	– 65 290 000
	Reports gestion précédente	400 416 101
	Transferts répartitions	20 669 882
	Fonds concours, dons, legs	61 014
	Total net des crédits	8 766 927 542
Total pour le ministère	Crédits initiaux	8 411 070 545
	Variation prévisions dépenses	– 65 290 000
	Reports gestion précédente	400 416 101
	Transferts répartitions	20 669 882
	Fonds concours, dons, legs	61 014
	Total net des crédits	8 766 927 542
Redéploiement industriel. – Recherche		
Services communs		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	1 230 363 360
	Variation prévisions dépenses	34 700 000
	Reports gestion précédente	28 133 209
	Transferts répartitions	– 113 254 104
	Fonds concours, dons, legs	499 136 453
	Total net des crédits	1 679 078 918
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 230 363 360
	Variation prévisions dépenses	34 700 000
	Reports gestion précédente	28 133 209
	Transferts répartitions	– 113 254 104
	Fonds concours, dons, legs	499 136 453
	Total net des crédits	1 679 078 918
Relations extérieures		
I. – Services diplomatiques		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	4 793 816 746
	Variation prévisions dépenses	– 3 869 345
	Reports gestion précédente	96 341 228
	Transferts répartitions	– 35 908 776
	Fonds concours, dons, legs	275 176
	Total net des crédits	4 850 655 029
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	4 284 469 391
	Variation prévisions dépenses	48 539 000
	Reports gestion précédente	55 429 847
	Transferts répartitions	4 563 060
	Fonds concours, dons, legs	59 315 536
	Total net des crédits	4 452 316 834
Total pour le ministère	Crédits initiaux	9 078 286 137
	Variation prévisions dépenses	44 669 655
	Reports gestion précédente	151 771 075
	Transferts répartitions	– 31 345 716
	Fonds concours, dons, legs	59 590 712
	Total net des crédits	9 302 971 863
Relations extérieures		
II. – Coopération		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	182 375 976
	Variation prévisions dépenses	– 2 000 000
	Transferts répartitions	5 438 975
	Total net des crédits	185 814 951
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	4 857 809 042
	Variation prévisions dépenses	155 955 000
	Reports gestion précédente	305 936 925
	Transferts répartitions	144 750 000
	Fonds concours, dons, legs	843 501 085
	Total net des crédits	6 307 952 052

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	8 387 894 817,27			
Rétablissements crédits	– 23 203,00			
Dépenses nettes	8 387 871 614,27	»	16 811 911,73	362 244 016
Ordonnancées	8 387 894 817,27			
Rétablissements crédits	– 23 203,00			
Dépenses nettes	8 387 871 614,27	»	16 811 911,73	362 244 016
Ordonnancées	1 589 132 567,76			
Rétablissements crédits	– 7 479 591,07			
Dépenses nettes	1 581 652 976,69	571 308,23	70 957 547,54	27 039 702
Ordonnancées	1 589 132 567,76			
Rétablissements crédits	– 7 479 591,07			
Dépenses nettes	1 581 652 976,69	571 308,23	70 957 547,54	27 039 702
Ordonnancées	4 699 492 470,41			
Rétablissements crédits	– 26 314 588,82			
Dépenses nettes	4 673 177 881,59	2 478 251,55	82 144 980,96	97 810 418
Ordonnancées	4 291 933 829,31			
Rétablissements crédits	– 29 824 596,87			
Dépenses nettes	4 262 109 232,44	16 472,83	46 929 971,39	143 294,103
Ordonnancées	8 991 426 299,72			
Rétablissements crédits	– 56 139 185,69			
Dépenses nettes	8 935 287 114,03	2 494 724,38	129 074 952,35	241 104 521
Ordonnancées	170 653 558,90			
Rétablissements crédits	– 172 433,74			
Dépenses nettes	170 481 125,16	»	13 793 380,84	1 540 445
Ordonnancées	5 985 657 705,75			
Rétablissements crédits	– 1 081 706,72			
Dépenses nettes	5 984 575 999,03	»	13 447 596,97	309 928 456

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	5 040 185 018
	Variation prévisions dépenses	153 955 000
	Reports gestion précédente	305 936 925
	Transferts répartitions	150 188 975
	Fonds concours, dons, legs	843 501 085
	Total net des crédits	6 493 767 003
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	1 976 331 383
	Variation prévisions dépenses	26 478 832
	Reports gestion précédente	16 909 325
	Transferts répartitions	- 197 445 426
	Fonds concours, dons, legs	31 284 765
	Total net des crédits	1 853 558 879
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	10 944 171 794
	Variation prévisions dépenses	61 481 853
	Reports gestion précédente	971 288 831
	Transferts répartitions	- 2 870 098 235
	Fonds concours, dons, legs	805 466 320
	Total net des crédits	9 912 310 563
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 920 503.177
	Variation prévisions dépenses	87 960 685
	Reports gestion précédente	988 198 156
	Transferts répartitions	- 3 067 543 661
	Fonds concours, dons, legs	836 751 085
	Total net des crédits	11 765 869 442
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	41 093 449
	Reports gestion précédente	58 727
	Transferts répartitions	959 878
	Total net des crédits	42 112 054
Total pour le ministère	Crédits initiaux	41 093 449
	Reports gestion précédente	58 727
	Transferts répartitions	959 878
	Total net des crédits	42 112 054
Conseil économique et social		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	125 078 290
	Total net des crédits	125 078 290
Total pour le ministère	Crédits initiaux	125 078 290
	Total net des crédits	125 078 290
Urbanisme, logement et transports		
Urbanisme et logement		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	13 695 956 670
	Variation prévisions dépenses	109 784 016
	Reports gestion précédente	168 045 720
	Transferts répartitions	- 2 710 680 740
	Fonds concours, dons, legs	1 465 882 491
	Total net des crédits	12 728 988 157
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	13 226 118 140
	Variation prévisions dépenses	1 249 965 000
	Reports gestion précédente	9 051 116
	Transferts répartitions	63 707 590
	Fonds concours, dons, legs	550 385
	Total net des crédits	14 549 392 231

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	6 156 311 264,65			
Rétablissements crédits	– 1 254 140,46			
Dépenses nettes	6 155 057 124,19	»	27 240 977,81	311 468 901
Ordonnancées	1 797 912 132,15			
Rétablissements crédits	– 26 162 367,24			
Dépenses nettes	1 771 749 764,91	113 624,61	51 715 852,70	30 206 886
Ordonnancées	8 583 132 971,49			
Rétablissements crédits	– 25 508 000,00			
Dépenses nettes	8 557 624 971,49	»	1 517 380,51	1 353 168 211
Ordonnancées	10 381 045 103,64			
Rétablissements crédits	– 51 670 367,24			
Dépenses nettes	10 329 374 736,40	113 624,61	53 233 233,21	1 383 375 097
Ordonnancées	41 412 112,44			
Rétablissements crédits	– 732 255,41			
Dépenses nettes	40 679 857,03	»	1 194 687,97	237 509
Ordonnancées	41 412 112,44			
Rétablissements crédits	– 732 255,41			
Dépenses nettes	40 679 857,03	»	1 194 687,97	237 509
Rétablissements crédits	120 631 290,00			
Dépenses nettes	120 631 290,00	»	4 447 000,00	»
Ordonnancées	120 631 290,00			
Dépenses nettes	120 631 290,00	»	4 447 000,00	»
Ordonnancées	12 357 080 997,31			
Rétablissements crédits	– 99 148 397,86			
Dépenses nettes	12 257 932 599,45	1 178 930,06	302 730 257,61	169 504 230
Ordonnancées	14 541 587 587,47			
Rétablissements crédits	– 29 494,15			
Dépenses nettes	14 541 558 093,32	»	3 869 178,68	3 964 959

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	26 922 074 810
	Variation prévisions dépenses	1 359 749 016
	Reports gestion précédente	177 096 836
	Transferts répartitions	– 2 646 973 150
	Fonds concours, dons, legs	1 466 432 876
	Total net des crédits	27 278 380 388
Transports		
Section commune		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	731 783 653
	Reports gestion précédente	1 590 171
	Transferts répartitions	– 550 958 382
	Fonds concours, dons, legs	1 735 044
	Total net des crédits	184 150 486
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	689 850 000
	Reports gestion précédente	5 822 702
	Transferts répartitions	31 604 000
	Total net des crédits	727 276 702
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 421 633 653
	Reports gestion précédente	7 412 873
	Transferts répartitions	– 519 354 382
	Fonds concours, dons, legs	1 735 044
	Total net des crédits	911 427 188
Transports		
Aviation civile		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	2 157 937 256
	Variation prévisions dépenses	– 71 000 000
	Reports gestion précédente	8 831 615
	Transferts répartitions	– 207 155 602
	Fonds concours, dons, legs	173 529 382
	Total net des crédits	2 062 142 651
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	178 237 447
	Variation prévisions dépenses	– 79 100 000
	Transferts répartitions	– 15 800 000
	Total net des crédits	83 337 447
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 336 174 703
	Variation prévisions dépenses	– 150 100 000
	Reports gestion précédente	8 831 615
	Transferts répartitions	– 222 955 602
	Fonds concours, dons, legs	173 529 382
	Total net des crédits	2 145 480 098
Transports		
Transports intérieurs		
Titre III. – Moyens des services	Crédits initiaux	2 153 349 191
	Variation prévisions dépenses	85 176 000
	Reports gestion précédente	33 051 425
	Transferts répartitions	– 39 352 053
	Fonds concours, dons, legs	94 928 930
	Total net des crédits	2 327 153 493
Titre IV. – Interventions publiques	Crédits initiaux	38 892 343 136
	Variation prévisions dépenses	– 379 959 444
	Reports gestion précédente	500 000
	Transferts répartitions	– 16 604 000
	Total net des crédits	38 496 279 692
Total pour le ministère	Crédits initiaux	41 045 692 327
	Variation prévisions dépenses	– 294 783 444
	Reports gestion précédente	33 551 425
	Transferts répartitions	– 55 956 053
	Fonds concours, dons, legs	94 928 930
	Total net des crédits	40 823 433 185

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	26 898 668 584,78			
Rétablissements crédits	- 99 177 892,01			
Dépenses nettes	26 799 490 692,77	1 178 930,06	306 599 436,29	173 469 189
Ordonnancées	181 162 852,37			
Rétablissements crédits	- 7 963 082,33			
Dépenses nettes	173 199 770,04	3 305 188,57	11 407 819,53	2 848 085
Ordonnancées	720 435 322,42			
Dépenses nettes	720 435 322,42	»	436 000,58	6 405 379
Ordonnancées	901 598 174,79			
Rétablissements crédits	- 7 963 082,33			
Dépenses nettes	893 635 092,46	3 305 188,57	11 843 820,11	9 253 464
Ordonnancées	1 995 556 081,31			
Rétablissements crédits	- 39 247 846,69			
Dépenses nettes	1 956 308 234,62	»	95 055 913,38	10 778 503
Ordonnancées	83 336 647,00			
Dépenses nettes	83 336 647,00	»	800,00	»
Ordonnancées	2 078 892 728,31			
Rétablissements crédits	- 39 247 846,69			
Dépenses nettes	2 039 644 881,62	»	95 056 713,38	10 778 503
Ordonnancées	2 281 001 942,51			
Rétablissements crédits	- 31 247 626,97			
Dépenses nettes	2 249 754 315,54	»	41 452 251,46	35 946 926
Ordonnancées	38 478 654 523,83			
Dépenses nettes	38 478 654 523,83	»	15 841 818,17	1 783 350
Ordonnancées	40 759 656 466,34			
Rétablissements crédits	- 31 247 626,97			
Dépenses nettes	40 728 408 839,37	»	57 294 069,63	37 730 276

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports		
Météorologie		
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	555 473 924
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	9 162 463
	Transferts répartitions	2 699 184
	Fonds concours, dons, legs	22 893 598
	Total net des crédits	593 229 169
Total pour le ministère	Crédits initiaux	555 473 924
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	9 162 463
	Transferts répartitions	2 699 184
	Fonds concours, dons, legs	22 893 598
	Total net des crédits	593 229 169
RECAPITULATION		
Titre Ier. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	182 514 254 955
	Variation prévisions dépenses	10 270 283 000
	Transferts répartitions	- 32 800 000
	Total net des crédits	192 751 737 955
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre I)	Crédits initiaux	182 514 254 955
	Variation prévisions dépenses	10 270 283 000
	Transferts répartitions	- 32 800 000
	Total net des crédits	192 751 737 955
Titre II. - Pouvoirs publics		
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses	- 42 177 000
	Total net des crédits	2 587 152 000
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre II)	Crédits initiaux	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses	- 42 177 000
	Total net des crédits	2 587 152 000
Titre III. - Moyens des services		
Affaires sociales et solidarité. I. - Section commune	Crédits initiaux	2 099 297 021
	Variation prévisions dépenses	3 862 230
	Reports gestion précédente	25 900 235
	Transferts répartitions	- 971 132 831
	Fonds concours, dons, legs	54 017 902
	Total net des crédits	1 211 944 557
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé - Solidarité	Crédits initiaux	1 835 374 800
	Variation prévisions dépenses	- 7 500 000
	Reports gestion précédente	1 306 553
	Transferts répartitions	8 624 630
	Fonds concours, dons, legs	1 912 097
	Total net des crédits	1 839 718 080
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail - Emploi	Crédits initiaux	3 203 730 992
	Reports gestion précédente	5 353 429
	Transferts répartitions	4 031 272
	Total net des crédits	3 213 115 693
Agriculture	Crédits initiaux	5 601 102 552
	Variation prévisions dépenses	31 241 636
	Reports gestion précédente	25 111 262
	Transferts répartitions	- 1 021 224 011
	Fonds concours, dons, legs	131 393 767
	Total net des crédits	4 767 625 206

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	576 043 478,72			
Rétablissements crédits	- 9 213 360,31			
Dépenses nettes	566 830 118,41	»	13 096 818,59	13 302 232
Ordonnancées	576 043 478,72			
Rétablissements crédits	- 9 213 360,31			
Dépenses nettes	566 830 118,41	»	13 096 818,59	13 302 232
Ordonnancées	197 436 125 327,51			
Rétablissements crédits	- 265 614 268,00			
Dépenses nettes	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19	»
Ordonnancées	197 436 125 327,51			
Rétablissements crédits	- 265 614 268,00			
Dépenses nettes	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19	»
Ordonnancées	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes	2 587 152 000,00	»	»	»
Ordonnancées	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes	2 587 152 000,00	»	»	»
Ordonnancées	1 123 836 889,73			
Rétablissements crédits	- 1 207 845,05			
Dépenses nettes	1 122 629 044,68	6 384 272,65	73 215 019,97	22 484 765
Ordonnancées	1 723 012 018,37			
Rétablissements crédits	- 516 360,89			
Dépenses nettes	1 722 495 657,48	»	116 002 948,52	1 219 474
Ordonnancées	3 139 689 542,62			
Rétablissements crédits	- 5 337 541,14			
Dépenses nettes	3 134 352 001,48	»	75 825 660,52	2 938 031
Ordonnancées	4 661 334 517,13			
Rétablissements crédits	- 16 654 856,55			
Dépenses nettes	4 644 679 660,58	»	93 025 516,42	29 920 029

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Anciens combattants	Crédits initiaux	1 013 738 043
	Variation prévisions dépenses	- 16 046 000
	Reports gestion précédente	50 011 253
	Transferts répartitions	- 268 421 995
	Fonds concours, dons, legs	59 367 256
	Total net des crédits	838 648 557
Commerce, artisanat et tourisme. I. - Commerce et artisanat	Crédits initiaux	38 949 481
	Reports gestion précédente	179 690
	Transferts répartitions	3 418 000
	Total net des crédits	42 547 171
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme	Crédits initiaux	169 412 864
	Variation prévisions dépenses	9 500 000
	Reports gestion précédente	225 097
	Transferts répartitions	605 298
	Total net des crédits	179 743 259
Culture	Crédits initiaux	3 334 630 638
	Variation prévisions dépenses	- 9 304 000
	Reports gestion précédente	50 814 698
	Transferts répartitions	- 126 250 818
	Fonds concours, dons, legs	58 275 756
	Total net des crédits	3 308 166 274
Départements et territoires d'outre-mer. - Section commune	Crédits initiaux	511 450 610
	Variation prévisions dépenses	- 5 515 000
	Reports gestion précédente	1 761 436
	Transferts répartitions	2 856 391
	Total net des crédits	510 553 437
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	43 236 735 979
	Variation prévisions dépenses	584 000 000
	Transferts répartitions	69 280 307 683
	Fonds concours, dons, legs	11 178 611 510
	Total net des crédits	124 279 655 172
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	30 075 147 620
	Variation prévisions dépenses	103 318 718
	Reports gestion précédente	157 564 134
	Transferts répartitions	- 5 443 407 690
	Fonds concours, dons, legs	5 663 835 316
	Total net des crédits	30 556 458 098
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux	131 916 760 385
	Variation prévisions dépenses	580 878 050
	Reports gestion précédente	43 172 501
	Transferts répartitions	- 18 498 851 701
	Fonds concours, dons, legs	200 054 317
	Total net des crédits	114 242 013 552
Education nationale. - Enseignement universitaire	Crédits initiaux	16 065 075 798
	Variation prévisions dépenses	- 395 050
	Reports gestion précédente	2 653 022
	Transferts répartitions	215 893 189
	Fonds concours, dons, legs	5 469 770
	Total net des crédits	16 288 696 729
Environnement	Crédits initiaux	283 386 297
	Variation prévisions dépenses	3 740 000
	Reports gestion précédente	3 012 955
	Transferts répartitions	- 99 651 431
	Fonds concours, dons, legs	5 462 496
	Total net des crédits	195 950 317

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	787 005 629,47			
Rétablissements crédits	- 13 646 044,95			
Dépenses nettes	773 359 584,52	0,09	23 749 079,57	41 539 893
Ordonnancées	39 765 485,84			
Rétablissements crédits	- 185 717,90			
Dépenses nettes	39 579 767,94	»	2 917 039,06	50 364
Ordonnancées	173 114 942,17			
Rétablissements crédits	- 621 979,64			
Dépenses nettes	172 492 962,53	0,04	6 697 868,51	552 428
Ordonnancées	3 148 916 536,91			
Rétablissements crédits	- 2 798 721,29			
Dépenses nettes	3 146 117 815,62	0,08	105 406 817,46	56 641 641
Ordonnancées	488 227 155,50			
Rétablissements crédits	- 3 532 501,75			
Dépenses nettes	484 694 653,75	1 898 105,38	26 101 539,63	1 655 349
Ordonnancées	124 121 970 001,35			
Rétablissements crédits	- 2 832 880,23			
Dépenses nettes	124 119 137 121,12	»	110 518 050,88	50 000 000
Ordonnancées	30 342 673 138,25			
Rétablissements crédits	- 192 288 552,64			
Dépenses nettes	30 150 384 585,61	7 510 096,38	201 771 515,77	211 812 093
Ordonnancées	114 005 076 271,18			
Rétablissements crédits	- 15 045 710,40			
Dépenses nettes	113 990 030 560,78	1,23	187 870 891,45	64 112 101
Ordonnancées	16 200 075 919,36			
Rétablissements crédits	- 8 173 888,06			
Dépenses nettes	16 191 902 031,30	0,38	89 975 746,08	6 818 952
Ordonnancées	190 092 848,16			
Rétablissements crédits	- 593 621,49			
Dépenses nettes	189 499 226,67	141 581,80	3 973 784,13	2 618 888

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	27 800 644 805
	Variation prévisions dépenses	160 433 120
	Reports gestion précédente	124 205 122
	Transferts répartitions	- 6 349 444 421
	Fonds concours, dons, legs	32 527 086
	Total net des crédits	21 768 365 712
Jeunesse et sports	Crédits initiaux	1 301 656 527
	Variation prévisions dépenses	4 100 000
	Reports gestion précédente	509
	Transferts répartitions	99 800
	Total net des crédits	1 305 856 836
Justice	Crédits initiaux	9 661 968 521
	Variation prévisions dépenses	62 141 000
	Reports gestion précédente	18 461 413
	Transferts répartitions	- 1 169 766 358
	Fonds concours, dons, legs	30 451 940
	Total net des crédits	8 603 256 516
Mer	Crédits initiaux	485 084 325
	Variation prévisions dépenses	20 700 000
	Reports gestion précédente	834 302
	Transferts répartitions	- 10 591 510
	Fonds concours, dons, legs	17 114 006
	Total net des crédits	513 141 123
I. - Commissariat général du Plan	Crédits initiaux	92 455 034
	Variation prévisions dépenses	2 100 000
	Reports gestion précédente	1 298 210
	Transferts répartitions	- 1 352 791
	Fonds concours, dons, legs	537 708
	Total net des crédits	95 038 161
II. - Aménagement du territoire	Crédits initiaux	46 443 874
	Variation prévisions dépenses	70 000
	Transferts répartitions	32 210
	Total net des crédits	46 546 084
Recherche et technologie	Crédits initiaux	15 427 651 363
	Variation prévisions dépenses	- 340 700 000
	Transferts répartitions	- 1 388 930
	Total net des crédits	15 085 562 433
Redéploiement industriel. - Recherche, services communs	Crédits initiaux	1 230 363 360
	Variation prévisions dépenses	34 700 000
	Reports gestion précédente	28 133 209
	Transferts répartitions	- 113 254 104
	Fonds concours, dons, legs	499 136 453
	Total net des crédits	1 679 078 918
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques	Crédits initiaux	4 793 816 746
	Variation prévisions dépenses	- 3 869 345
	Reports gestion précédente	96 341 228
	Transferts répartitions	- 35 908 776
	Fonds concours, dons, legs	275 176
	Total net des crédits	4 850 655 029
Relations extérieures. II. - Coopération	Crédits initiaux	182 375 976
	Variation prévisions dépenses	- 2 000 000
	Transferts répartitions	5 438 975
	Total net des crédits	185 814 951
Services du Premier ministre. - Services généraux	Crédits initiaux	1 976 331 383
	Variation prévisions dépenses	26 478 832
	Reports gestion précédente	16 909 325
	Transferts répartitions	- 197 445 426
	Fonds concours, dons, legs	31 284 765
	Total net des crédits	1 853 558 879

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	21 441 445 066,77			
Rétablissements crédits	- 14 520 614,53			
Dépenses nettes	21 426 924 452,24	21 696 342,50	269 985 105,26	93 152 497
Ordonnancées	1 206 938 240,35			
Rétablissements crédits	- 194 290,53			
Dépenses nettes	1 206 743 949,82	2 715 212,10	100 968 778,28	859 320
Ordonnancées	8 679 466 087,32			
Rétablissements crédits	- 14 171 378,52			
Dépenses nettes	8 665 294 708,80	195 309 238,20	85 013 305,40	48 257 740
Ordonnancées	500 071 650,32			
Rétablissements crédits	- 11 981 602,41			
Dépenses nettes	488 090 047,91	»	23 339 302,09	1 711 773
Ordonnancées	78 979 060,24			
Rétablissements crédits	- 102 606,50			
Dépenses nettes	78 876 453,74	0,03	10 916 820,29	5 244 887
Ordonnancées	38 965 308,88			
Rétablissements crédits	- 599 313,31			
Dépenses nettes	38 365 995,57	»	7 103 205,43	1 076 883
Ordonnancées	15 067 856 679,00			
Dépenses nettes	15 067 856 679,00	»	11 528 870,00	6 176 884,00
Ordonnancées	1 589 132 567,76			
Rétablissements crédits	- 7 479 591,07			
Dépenses nettes	1 581 652 976,69	571 308,23	70 957 547,54	27 039 702
Ordonnancées	4 699 492 470,41			
Rétablissements crédits	- 26 314 588,82			
Dépenses nettes	4 673 177 881,59	2 478 251,55	82 144 980,96	97 810 418
Ordonnancées	170 653 558,90			
Rétablissements crédits	- 172 433,74			
Dépenses nettes	170 481 125,16	»	13 793 380,84	1 540 445
Ordonnancées	1 797 912 132,15			
Rétablissements crédits	- 26 162 367,24			
Dépenses nettes	1 771 749 764,91	113 624,61	51 715 852,70	30 206 886

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Secrétariat général de la défense nationale	Crédits initiaux	41 093 449
	Reports gestion précédente	58 727
	Transferts répartitions	959 878
	Total net des crédits	42 112 054
Conseil économique et social	Crédits initiaux	125 078 290
	Total net des crédits	125 078 290
Urbanisme, logement et transports-urbanisme logement	Crédits initiaux	13 695 956 670
	Variation prévisions dépenses	109 784 016
	Reports gestion précédente	168 045 720
	Transferts répartitions	- 2 710 680 740
	Fonds concours, dons, legs	1 465 882 491
	Total net des crédits	12 728 988 157
Transports. - Section commune	Crédits initiaux	731 783 653
	Reports gestion précédente	1 590 171
	Transferts répartitions	- 550 958 382
	Fonds concours, dons, legs	1 735 044
	Total net des crédits	184 150 486
Transports. - Aviation civile	Crédits initiaux	2 157 937 256
	Variation prévisions dépenses	- 71 000 000
	Reports gestion précédente	8 831 615
	Transferts répartitions	- 207 155 602
	Fonds concours, dons, legs	173 529 382
	Total net des crédits	2 062 142 651
Transports intérieurs	Crédits initiaux	2 153 349 191
	Variation prévisions dépenses	85 176 000
	Reports gestion précédente	33 051 425
	Transferts répartitions	- 39352 053
	Fonds concours, dons, legs	94928 930
	Total net des crédits	2 327 153 493
Météorologie	Crédits initiaux	555 473 924
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	9 162 463
	Transferts répartitions	2 699 184
	Fonds concours, dons, legs	22 893 598
	Total net des crédits	593 229 169
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre III)	Crédits initiaux	321 844 257 427
	Variation prévisions dépenses	1 368 894 207
	Reports gestion précédente	873 989 704
	Transferts répartitions	31 708 726 940
	Fonds concours, dons, legs	19 728 696 766
	Total net des crédits	375 524 565 044
Titre IV. - Interventions publiques		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé - Solidarité	Crédits initiaux	26 251 301 148
	Variation prévisions dépenses	- 2 216 220 000
	Reports gestion précédente	53 747 442
	Transferts répartitions	381 916 000
	Fonds concours, dons, legs	7 322 600
	Total net des crédits	24 478 067 190
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail - Emploi	Crédits initiaux	45 700 486 541
	Variation prévisions dépenses	- 14 850 000
	Reports gestion précédente	5 075 641 228
	Transferts répartitions	3 959 587 478
	Fonds concours, dons, legs	3 705 119 657
	Total net des crédits	58 425 984 904
Agriculture	Crédits initiaux	25 143 658 519
	Variation prévisions dépenses	38 282 789
	Reports gestion précédente	1 871 094 147
	Transferts répartitions	93 218 547
	Fonds concours, dons, legs	707 055 317
	Total net des crédits	27 853 309 319

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	41 412 112,44			
Rétablissements crédits	- 732 255,41			
Dépenses nettes	40 679 857,03	»	1 194 687,97	237 509
Ordonnancées	120 631 290,00			
Dépenses nettes	120 631 290,00	»	4 447 000,00	»
Ordonnancées	12 357 080 997,31			
Rétablissements crédits	- 99 148 397,86			
Dépenses nettes	12 257 932 599,45	1 178 930,06	302 730 257,61	169 504 230
Ordonnancées	181 162 852,37			
Rétablissements crédits	- 7 963 082,33			
Dépenses nettes	173 199 770,04	3 305 188,57	11 407 819,53	2 848 085
Ordonnancées	1 995 556 081,31			
Rétablissements crédits	- 39 247 846,69			
Dépenses nettes	1 956 308 234,62	»	95 055 913,38	10 778 503
Ordonnancées	2 281 001 942,51			
Rétablissements crédits	- 31 247 626,97			
Dépenses nettes	2 249 754 315,54	»	41 452 251,46	35 946 926
Ordonnancées	576 043 478,72			
Rétablissements crédits	- 9 213 360,31			
Dépenses nettes	566 830 118,41	»	13 096 818,59	13 302 232
Ordonnancées	372 968 592 472,80			
Rétablissements crédits	- 552 687 578,22			
Dépenses nettes	372 415 904 894,58	243 302 153,88	2 313 903 375,30	1 038 058 928
Ordonnancées	24 264 960 758,50			
Rétablissements crédits	- 290 114,00			
Dépenses nettes	24 264 670 644,50	5 045 760,06	132 261 910,56	86 180 395
Ordonnancées	55 221 796 329,51			
Rétablissements crédits	- 3 546 153,60			
Dépenses nettes	55 218 250 175,91	»	102 259 722,09	3 105 475 006
Ordonnancées	26 104 929 774,44			
Rétablissements crédits	- 533 860,45			
Dépenses nettes	26 104 395 913,99	375 306 721,77	214 789,78	2 124 005 337

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Anciens combattants	Crédits initiaux	25 224 948 757
	Variation prévisions dépenses	- 1 954 000
	Reports gestion précédente	5 743 339
	Transferts répartitions	200 000
	Fonds concours, dons, legs	83 903 810
	Total net des crédits	25 312 841 906
Commerce, artisanat et tourisme. I. - Commerce et artisanat	Crédits initiaux	470 224 201
	Variation prévisions dépenses	400 000
	Reports gestion précédente	6 451 200
	Transferts répartitions	44 858 592
	Total net des crédits	521 933 993
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme	Crédits initiaux	41 424 913
	Variation prévisions dépenses	5 000 000
	Reports gestion précédente	1 350 000
	Transferts répartitions	41 418 000
	Total net des crédits	89 192 913
Culture	Crédits initiaux	2 404 190 836
	Variation prévisions dépenses	23 854 000
	Reports gestion précédente	10 100 351
	Transferts répartitions	- 4 072 930
	Total net des crédits	2 434 072 257
Départements d'outre-mer	Crédits initiaux	143 500 000
	Variation prévisions dépenses	1 040 000
	Reports gestion précédente	600 000
	Transferts répartitions	- 7 150 000
	Fonds concours, dons, legs	71 491 665
	Total net des crédits	209 481 665
Territoires d'outre-mer	Crédits initiaux	172 043 441
	Variation prévisions dépenses	45 000 000
	Reports gestion précédente	2 080 000
	Transferts répartitions	29 671 000
	Total net des crédits	248 794 441
Economie, finances et budget. - I. - Charges communes	Crédits initiaux	69 395 043 093
	Variation prévisions dépenses	- 1 431 723 000
	Reports gestion précédente	13 286 595 760
	Transferts répartitions	12 024 533 000
	Fonds concours, dons, legs	4 028 850 056
	Total net des crédits	97 303 298 909
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	Crédits initiaux	416 643 503
	Variation prévisions dépenses	- 68 590 000
	Reports gestion précédente	66 943 214
	Transferts répartitions	1 432 440
	Total net des crédits	553 609 157
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux	23 052 123 822
	Variation prévisions dépenses	- 446 220 000
	Reports gestion précédente	177 821 019
	Transferts répartitions	126 521 907
	Fonds concours, dons, legs	30 000
	Total net des crédits	22 890 276 748
Education nationale. - Enseignement universitaire	Crédits initiaux	2 671 551 498
	Variation prévisions dépenses	- 31 000 000
	Reports gestion précédente	22 656 282
	Transferts répartitions	68 450 000
	Fonds concours, dons, legs	2 253 607
	Total net des crédits	2 733 911 387
Environnement	Crédits initiaux	77 587 536
	Transferts répartitions	39 066 190
	Total net des crédits	116 653 726

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	25 479 627 349,97			
Rétablissements crédits	- 1 871 840,74			
Dépenses nettes	25 477 755 509,23	295 256 738,90	121 065 715,67	9 277 420
Ordonnancées	518 593 481,73			
Rétablissements crédits	- 30 000,00			
Dépenses nettes	518 563 481,73	7 480 246,08	10 850 757,35	
Ordonnancées	80 252 855 »			
Dépenses nettes	80 252 855,00	»	5 925 667,00	3 014 391
Ordonnancées	2 472 176 241,05			
Rétablissements crédits	- 2 000,00			
Dépenses nettes	2 472 174 241,05	61 868 432,00	16 988 451,95	6 777 996
Ordonnancées	183 507 003,40			
Dépenses nettes	183 507 003,40	»	256 907,60	25 717 754
Ordonnancées	244 431 361,23			
Dépenses nettes	244 431 361,23	»	4 220 585,77	142 494
Ordonnancées	93 300 334 850,67			
Dépenses nettes	93 300 334 850,67	5 416 574,40	2 827 116 662,73	1 181 263 970
Ordonnancées	472 673 046,10			
Dépenses nettes	472 673 046,10	»	697 323,90	80 238 787
Ordonnancées	22 570 013 103,80			
Rétablissements crédits	- 1 561 443,53			
Dépenses nettes	22 568 451 660,27	0,06	2 379 716,79	319 445 371
Ordonnancées	2 720 083 251,90			
Rétablissements crédits	- 8 085 460,00			
Dépenses nettes	2 711 997 791,90	»	47 360,10	21 866 235
Ordonnancées	115 542 422,32			
Dépenses nettes	115 542 422,32	»	1 111 303,68	»

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	12 073 144 927
	Variation prévisions dépenses	1 858 465 000
	Reports gestion précédente	112 050 723
	Transferts répartitions	- 55 510 000
	Total net des crédits	13 988 150 650
Jeunesse et sports	Crédits initiaux	611 733 436
	Variation prévisions dépenses	- 750 000
	Reports gestion précédente	426 000
	Transferts répartitions	42 189 600
	Fonds concours, dons, legs	147 600
	Total net des crédits	653 746 636
Justice	Crédits initiaux	887 140 356
	Reports gestion précédente	261 769 298
	Total net des crédits	1 148 909 654
Mer	Crédits initiaux	4 536 578 821
	Variation prévisions dépenses	- 365 785 753
	Reports gestion précédente	7 515 391
	Transferts répartitions	10 602 450
	Total net des crédits	4 188 910 909
I. - Commissariat général du Plan	Crédits initiaux	43 395 411
	Variation prévisions dépenses	17 050 000
	Transferts répartitions	29 000 000
	Total net des crédits	89 445 411
II. - Aménagement du territoire	Crédits initiaux	55 066 738
	Reports gestion précédente	2 304 697
	Transferts répartitions	139 680 136
	Total net des crédits	197 051 571
Recherche et technologie	Crédits initiaux	605 627 276
	Reports gestion précédente	5 400 000
	Transferts répartitions	1 477 500
	Total net des crédits	612 504 776
Redéploiement industriel	Crédits initiaux	8 411 070 545
	Variation prévisions dépenses	- 65 290 000
	Reports gestion précédente	400 416 101
	Transferts répartitions	20 669 882
	Fohds concours, dons, legs	61 014
	Total net des crédits	8 766 927 542
Relations extérieures. - I. - Services diplomatiques	Crédits initiaux	4 284 469 391
	Variation prévisions dépenses	48 539 000
	Reports gestion précédente	55 429 847
	Transferts répartitions	4 563 060
	Fonds concours, dons, legs	59 315 536
	Total net des crédits	4 452 316 834
Relations extérieures. II. - Coopération	Crédits initiaux	4 857 809 042
	Variation prévisions dépenses	155 955 000
	Reports gestion précédente	305 936 925
	Transferts répartitions	144 750 000
	Fonds concours, dons, legs	843 501 085
	Total net des crédits	6 307 952 052
Services du Premier ministre. - Services généraux	Crédits initiaux	10 944 171 794
	Variation prévisions dépenses	61 481 853
	Reports gestion précédente	971 288 831
	Transferts répartitions	- 2 870 098 235
	Fonds concours, dons, legs	805 466 320
	Total net des crédits	9 912 310 563

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	13 899 462 244,82			
Rétablissements crédits	- 1 899 813,00			
Dépenses nettes	13 897 562 431,82	4 884 664,20	9 646 530,38	85 826 352
Ordonnancées	654 211 733,91			
Rétablissements crédits	- 1 837 378,00			
Dépenses nettes	652 374 355,91	»	1 372 280,09	»
Ordonnancées	904 697 112,45			
Dépenses nettes	904 697 112,45	»	144 358,55	244 068 183
Ordonnancées	4 121 107 897,49			
Dépenses nettes	4 121 107 897,49	»	8 008 153,51	59 794 858
Ordonnancées	89 318 973,96			
Dépenses nettes	89 318 973,96	»	126 437,04	»
Ordonnancées	190 839 397,59			
Dépenses nettes	190 839 397,59	»	6 212 173,41	»
Ordonnancées	579 182 501,71			
Dépenses nettes	579 182 501,71	»	25 522 274,29	7 800 000
Ordonnancées	8 387 894 817,27			
Rétablissements crédits	- 23 203,00			
Dépenses nettes	8 387 871 614,27	»	16 811 911,73	362 244 016
Ordonnancées	4 291 933 829,31			
Rétablissements crédits	- 29 824 596,87			
Dépenses nettes	4 262 109 232,44	16 472,83	46 929 971,39	143 294 103
Ordonnancées	5 985 657 705,75			
Rétablissements crédits	- 1 081 706,72			
Dépenses nettes	5 984 575 999,03	»	13 447 596,97	309 928 456
Ordonnancées	8 583 132 971,49			
Rétablissements crédits	- 25 508 000,00			
Dépenses nettes	8 557 624 971,49	»	1 517 380,51	1 353 168 211

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme, logement.	Crédits initiaux	13 226 118 140
	Variation prévisions dépenses	1 249 965 000
	Reports gestion précédente	9 051 116
	Transferts répartitions	63 707 590
	Fonds concours, dons, legs	550 385
	Total net des crédits	14 549 392 231
Transports. - Section commune	Crédits initiaux	689 850 000
	Reports gestion précédente	5 822 702
	Transferts répartitions	31 604 000
	Total net des crédits	727 276 702
Transports. - Aviation civile	Crédits initiaux	178 237 447
	Variation prévisions dépenses	- 79 100 000
	Transferts répartitions	- 15 800 000
	Total net des crédits	83 337 447
Transports. - Transports intérieurs	Crédits initiaux	38 892 343 136
	Variation prévisions dépenses	- 379 959 444
	Reports gestion précédente	500 000
	Transferts répartitions	- 16 604 000
	Total net des crédits	38 496 279 692
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titre IV)	Crédits initiaux	321 441 484 268
	Variation prévisions dépenses	- 1 459 229 555
	Reports gestion précédente	22 718 735 613
	Transferts répartitions	14 329 882 207
	Fonds concours, dons, legs	10 315 068 652
	Total net des crédits	367 345 941 185
RECAPITULATION GENERALE		
Titre Ier. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	Crédits initiaux	182 514 254 955
	Variation prévisions dépenses	10 270 283 000
	Transferts répartitions	- 32 800 000
	Total net des crédits	192 751 737 955
Titre II. - Pouvoirs publics	Crédits initiaux	2 629 329 000
	Variation prévisions dépenses	- 42 177 000
	Total net des crédits	2 587 152 000
Titre III. - Moyens des services	Crédits initiaux	321 844 257 427
	Variation prévisions dépenses	1 368 894 207
	Reports gestion précédente	873 989 704
	Transferts répartitions	31 708 726 940
	Fonds concours, dons, legs	19 728 696 766
	Total net des crédits	375 524 565 044
Titre IV. - Interventions publiques	Crédits initiaux	321 441 484 268
	Variation prévisions dépenses	- 1 459 229 555
	Reports gestion précédente	22 718 735 613
	Transferts répartitions	14 329 882 207
	Fonds concours, dons, legs	10 315 068 652
	Total net des crédits	367 345 941 185
Totaux pour les dépenses ordinaires civiles (titres I à IV)	Crédits initiaux	828 429 325 650
	Variation prévisions dépenses	10 137 770 652
	Reports gestion précédente	23 592 725 317
	Transferts répartitions	46 005 809 147
	Fonds concours, dons, legs	30 043 765 418
	Total net des crédits	938 209 396 184

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	14 541 587 587,47			
Rétablissements crédits	- 29 494,15			
Dépenses nettes	14 541 558 093,32	»	3 869 178,68	3 964 959
Ordonnancées	720 435 322,42			
Dépenses nettes	720 435 322,42	»	436 000,58	6 405 379
Ordonnancées	83 336 647,00			
Dépenses nettes	83 336 647,00	»	800,00	»
Ordonnancées	38 478 654 523,83			
Dépenses nettes	38 478 654 523,83	»	15 841 818,17	1 783 350
Ordonnancées	355 260 375 096,09			
Rétablissements crédits	- 76 125 064,06			
Dépenses nettes	355 184 250 032,03	755 275 610,30	3 375 283 740,27	9 541 683 023
Ordonnancées	197 436 125 327,51			
Rétablissements crédits	- 265 614 268,00			
Dépenses nettes	197 170 511 059,51	6 414 211 854,70	1 995 438 750,19	»
Ordonnancées	2 587 152 000,00			
Dépenses nettes	2 587 152 000,00			
Ordonnancées	372 968 592 472,80			
Rétablissements crédits	- 552 687 578,22			
Dépenses nettes	372 415 904 894,58	243 302 153,88	2 313 903 375,30	1 038 058 928
Ordonnancées	355 260 375 096,09			
Rétablissements crédits	- 76 125 064,06			
Dépenses nettes	355 184 250 032,03	755 275 610,30	3 375 283 740,27	9 541 683 023
Ordonnancées	928 252 244 896,40			
Rétablissements crédits	- 894 426 910,28			
Dépenses nettes	927 357 817 986,12	7 412 789 618,88	7 684 625 865,76	10 579 741 951

Personne ne demande la parole ?..
Je mets aux voix l'article 3 et le tableau B annexé.
(L'article 3 et le tableau B sont adoptés.)

Article 4 et tableau C annexé

M. le président. « Art. 4. - Le montant définitif des dépenses civiles en capital du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par ministère, conformément au tableau C annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Investissements exécutés par l'Etat	31 042 923 822,93	0,53	105,60
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	53 551 682 109,86	0,38	37,52
VII. - Réparations des dommages de guerre	11 232 234,08	0,08	»
Totaux	84 605 838 166,87	0,99	143,12

TABLEAU C

Dépenses civiles en capital

Tableau C. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Affaires sociales et solidarité		
I. - Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	58 950 000
	Variation prévisions dépenses	2 000 000
	Reports gestion précédente	81 376 290
	Transferts répartitions	- 1 341 300
	Fonds concours, dons, legs	130 000
	Total net des crédits	141 114 990
Total pour le ministère	Crédits initiaux	58 950 000
	Variation prévisions dépenses	2 000 000
	Reports gestion précédente	81 376 290
	Transferts répartitions	- 1 341 300
	Fonds concours, dons, legs	130 000
	Total net des crédits	141 114 990
Affaires sociales et solidarité		
II. - Santé, solidarité		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	40 000 000
	Reports gestion précédente	45 397 769
	Transferts répartitions	1 692 261
	Total net des crédits	87 090 030
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 553 980 000
	Variation prévisions dépenses	28 500 000
	Reports gestion précédente	117 069 083
	Transferts répartitions	4 770 000
	Fonds concours, dons, legs	431 634 317
	Total net des crédits	2 135 953 400
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 593 980 000
	Variation prévisions dépenses	28 500 000
	Reports gestion précédente	162 466 852
	Transferts répartitions	6 462 261
	Fonds concours, dons, legs	431 634 317
	Total net des crédits	2 223 043 430
Affaires sociales et solidarité		
III. - Travail - Emploi		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	191 859 000
	Reports gestion précédente	28 358 009
	Transferts répartitions	4 949 000
	Total net des crédits	225 166 009
Total pour le ministère	Crédits initiaux	191 859 000
	Reports gestion précédente	28 358 009
	Transferts répartitions	4 949 000
	Total net des crédits	225 166 009
Agriculture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	228 800 000
	Variation prévisions dépenses	4 500 000
	Reports gestion précédente	75 495 093
	Transferts répartitions	22 719 071
	Fonds concours, dons, legs	33 088 826
	Total net des crédits	364 602 990

civiles en capital

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	64 535 565,79			
Dépenses nettes	64 535 565,79	»	1,21	76 579 423
Ordonnancées	64 535 565,79			
Dépenses nettes	64 535 565,79	»	1,21	76 579 423
Ordonnancées	27 500 737,52			
Dépenses nettes	27 500 737,52	»	0,48	59 589 292
Ordonnancées	1 856 536 990,51			
Rétablissements crédits	- 3 001,21			
Dépenses nettes	1 856 533 989,30	»	0,70	279 419 410
Ordonnancées	1 884 037 728,03			
Rétablissements crédits	- 3 001,21			
Dépenses nettes	1 884 034 726,82	»	1,18	339 008 702
Ordonnancées	188 745 152,99			
Dépenses nettes	188 745 152,99	»	1,01	36 420 855
Ordonnancées	188 745 152,99			
Dépenses nettes	188 745 152,99	»	1,01	36 420 855
Ordonnancées	266 800 274,84			
Rétablissements crédits	- 182 752,25			
Dépenses nettes	266 617 522,59	»	2,41	97 985 465

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 467 490 000
	Variation prévisions dépenses	- 12 372 516
	Reports gestion précédente	245 684 235
	Transferts répartitions	202 329 410
	Fonds concours, dons, legs	39 423 762
	Total net des crédits	1 942 554 891
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 696 290 000
	Variation prévisions dépenses	- 7 872 516
	Reports gestion précédente	321 179 328
	Transferts répartitions	225 048 481
	Fonds concours, dons, legs	72 512 588
	Total net des crédits	2 307 157 881
Commerce, artisanat et tourisme		
Commerce et artisanat		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	75 420 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 057 377
	Reports gestion précédente	79 814 180
	Transferts répartitions	- 26 892 000
	Total net des crédits	126 284 803
Total pour le ministère	Crédits initiaux	75 420 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 057 377
	Reports gestion précédente	79 814 180
	Transferts répartitions	- 26 892 000
	Total net des crédits	126 284 803
Commerce, artisanat et tourisme		
II. - Tourisme		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	16 500 000
	Reports gestion précédente	4 877 689
	Transferts répartitions	- 11 185 400
	Fonds concours, dons, legs	442 542
	Total net des crédits	10 634 831
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	57 030 000
	Reports gestion précédente	17 685 020
	Transferts répartitions	16 958 670
	Total net des crédits	91 673 690
Total pour le ministère	Crédits initiaux	73 530 000
	Reports gestion précédente	22 562 709
	Transferts répartitions	5 773 270
	Fonds concours, dons, legs	442 542
	Total net des crédits	102 308 521
Culture		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	996 800 000
	Variation prévisions dépenses	14 481 195
	Reports gestion précédente	236 452 122
	Transferts répartitions	15 780 728
	Fonds concours, dons, legs	220 388 717
	Total net des crédits	1 483 902 762
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 830 400 000
	Variation prévisions dépenses	- 71 080 000
	Reports gestion précédente	311 369 692
	Transferts répartitions	7 290 000
	Total net des crédits	2 077 979 692
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 827 200 000
	Variation prévisions dépenses	- 56 598 805
	Reports gestion précédente	547 821 814
	Transferts répartitions	23 070 728
	Fonds concours, dons, legs	220 388 717
	Total net des crédits	3 561 882 454

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 736 230 118,45			
Rétablissements crédits	- 1 129 733,89			
Dépenses nettes	1 735 100 384,56	»	4,44	207 454 502
Ordonnancées	2 003 030 393,29			
Rétablissements crédits	- 1 312 486,14			
Dépenses nettes	2 001 717 907,15	»	6,85	305 439 967
Ordonnancées	56 955 254,45			
Rétablissements crédits	- 311 774,39			
Dépenses nettes	56 643 480,06	»	0,94	69 641 322
Ordonnancées	56 955 254,45			
Rétablissements crédits	- 311 774,39			
Dépenses nettes	56 643 480,06	»	0,94	69 641 322
Ordonnancées	2 347 545,43			
Dépenses nettes	2 347 545,43	»	0,57	8 287 285
Ordonnancées	65 734 255,14			
Dépenses nettes	65 734 255,14	»	0,86	25 939 434
Ordonnancées	68 081 800,57			
Dépenses nettes	68 081 800,57	»	1,43	34 226 719
Ordonnancées	1 254 664 831,44			
Dépenses nettes	1 254 664 831,44	0,03	1,59	229 237 929
Ordonnancées	1 702 156 431,28			
Dépenses nettes	1 702 156 431,28	0,01	1,73	375 823 259
Ordonnancées	2 956 821 262,72			
Dépenses nettes	2 956 821 262,72	0,04	3,32	605 061 188

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Départements d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	32 000 000
	Reports gestion précédente	22 901 360
	Total net des crédits	54 901 360
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	329 760 000
	Variation prévisions dépenses	- 665 771
	Reports gestion précédente	145 817 613
	Transferts répartitions	755 000
	Fonds concours, dons, legs	1 527 401
	Total net des crédits	477 194 243
Total pour le ministère	Crédits initiaux	361 760 000
	Variation prévisions dépenses	- 665 771
	Reports gestion précédente	168 718 973
	Transferts répartitions	755 000
	Fonds concours, dons, legs	1 527 401
	Total net des crédits	532 095 603
Territoires d'outre-mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	4 000 000
	Variation prévisions dépenses	5 900 000
	Reports gestion précédente	14 291 271
	Transferts répartitions	1 388 311
	Total net des crédits	25 579 582
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	176 762 000
	Variation prévisions dépenses	- 6 375 000
	Reports gestion précédente	75 000
	Total net des crédits	170 462 000
Total pour le ministère	Crédits initiaux	180 762 000
	Variation prévisions dépenses	- 475 000
	Reports gestion précédente	14 366 271
	Transferts répartitions	1 388 311
	Total net des crédits	196 041 582
Economie, finances et budget		
I. - Charges communes		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	2 009 600 000
	Variation prévisions dépenses	2 179 800 000
	Reports gestion précédente	1 063 064 619
	Transferts répartitions	217 280 000
	Total net des crédits	5 469 744 619
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	6 626 900 000
	Variation prévisions dépenses	- 224 928 000
	Reports gestion précédente	2 304 637 759
	Transferts répartitions	- 184 280 000
	Total net des crédits	8 522 329 759
Total pour le ministère	Crédits initiaux	8 636 500 000
	Variation prévisions dépenses	1 954 872 000
	Reports gestion précédente	3 367 702 378
	Transferts répartitions	33 000 000
	Total net des crédits	13 992 074 378
Economie, finances et budget		
II. - Services financiers		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	388 870 000
	Variation prévisions dépenses	4 070 000
	Reports gestion précédente	422 686 135
	Transferts répartitions	- 56 471 038
	Fonds concours, dons, legs	413 450 901
	Total net des crédits	1 172 605 998

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	45 488 071,04			
Dépenses nettes	45 488 071,04	0,04	»	9 413 289
Ordonnancées	256 007 369,86			
Dépenses nettes	256 007 369,86	»	3,14	221 186 870
Ordonnancées	301 495 440,90			
Dépenses nettes	301 495 440,90	0,04	3,14	230 600 159
Ordonnancées	12 398 159,61			
Dépenses nettes	12 398 159,61	»	0,39	13 181 422
Ordonnancées	168 249 300,00			
Dépenses nettes	168 249 300,00	»	»	2 212 700
Ordonnancées	180 647 459,61			
Dépenses nettes	180 647 459,61	»	0,39	15 394 122
Ordonnancées Rétablissements crédits	4 323 721 014,59 - 279 100,00			
Dépenses nettes	4 323 441 914,59	0,09	2,50	1 146 302 702
Ordonnancées	6 151 435 333,82			
Dépenses nettes	6 151 435 333,82	»	1,18	2 370 894 424
Ordonnancées Rétablissements crédits	10 475 156 348,41 - 279 100,00			
Dépenses nettes	10 474 877 248,41	0,09	3,68	3 517 197 126
Ordonnancées Rétablissements crédits	632 497 430,05 - 549 594,23			
Dépenses nettes	631 947 835,82	»	1,18	540 658 161

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	30 000
	Reports gestion précédente	31 000
	Total net des crédits	61 000
Total pour le ministère	Crédits initiaux	388 900 000
	Variation prévisions dépenses	4 070 000
	Reports gestion précédente	422 717 135
	Transferts répartitions	- 56 471 038
	Fonds concours, dons, legs	413 450 901
	Total net des crédits	1 172 666 998
Education nationale		
Enseignement scolaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	1 950 855 000
	Variation prévisions dépenses	- 34 009 200
	Reports gestion précédente	148 101 421
	Transferts répartitions	23 688 431
	Fonds concours, dons, legs	68 103 583
	Total net des crédits	2 156 739 235
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 502 595 000
	Variation prévisions dépenses	- 49 902 235
	Reports gestion précédente	358 174 452
	Transferts répartitions	30 412 000
	Fonds concours, dons, legs	326 703 341
	Total net des crédits	2 167 982 558
Total pour le ministère	Crédits initiaux	3 453 450 000
	Variation prévisions dépenses	- 83 911 435
	Reports gestion précédente	506 275 873
	Transferts répartitions	54 100 431
	Fonds concours, dons, legs	394 806 924
	Total net des crédits	4 324 721 793
Education nationale		
Enseignement universitaire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	299 210 000
	Variation prévisions dépenses	5 728 000
	Reports gestion précédente	126 109 373
	Transferts répartitions	31 664 972
	Fonds concours, dons, legs	83 512 500
	Total net des crédits	546 224 845
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 107 770 000
	Variation prévisions dépenses	355 800
	Reports gestion précédente	9 881 985
	Transferts répartitions	69 057 000
	Total net des crédits	1 187 064 785
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 406 980 000
	Variation prévisions dépenses	6 083 800
	Reports gestion précédente	135 991 358
	Transferts répartitions	100 721 972
	Fonds concours, dons, legs	83 512 500
	Total net des crédits	1 733 289 630
Environnement		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	62 875 000
	Variation prévisions dépenses	- 140 000
	Reports gestion précédente	49 651 274
	Transferts répartitions	9 075 050
	Fonds concours, dons, legs	25 639 924
	Total net des crédits	147 101 248

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Dépenses nettes	»	»	»	61 000
Ordonnancées	632 497 430,05			
Rétablissements crédits	- 549 594,23			
Dépenses nettes	631 947 835,82	»	1,18	540 719 161
Ordonnancées	1 944 948 354,85			
Rétablissements crédits	- 15 000 000,00			
Dépenses nettes	1 929 948 354,85	0,12	1,27	226 790 879
Ordonnancées	1 897 575 669,17			
Rétablissements crédits	- 487 948,07			
Dépenses nettes	1 897 087 721,10	0,04	0,94	270 894 836
Ordonnancées	3 842 524 024,02			
Rétablissements crédits	- 15 487 948,07			
Dépenses nettes	3 827 036 075,95	0,16	2,21	497 685 715
Ordonnancées	398 555 682,77			
Rétablissements crédits	- 56 907,00			
Dépenses nettes	398 498 775,77	»	1,23	147 726 068
Ordonnancées	1 133 913 212,32			
Rétablissements crédits	- 25 500 000,00			
Dépenses nettes	1 108 413 212,32	»	0,68	78 651 572
Ordonnancées	1 532 468 895,09			
Rétablissements crédits	- 25 556 907,00			
Dépenses nettes	1 506 911 988,09	»	1,91	226 377 640
Ordonnancées	103 047 516,31			
Dépenses nettes	103 047 516,31	»	2,69	44 053 729

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	393 764 000
	Reports gestion précédente	62 420 741
	Transferts répartitions	- 62 480 250
	Total net des crédits	393 704 491
Total pour le ministère	Crédits initiaux	456 639 000
	Variation prévisions dépenses	- 140 000
	Reports gestion précédente	112 072 015
	Transferts répartitions	- 53 405 200
	Fonds concours, dons, legs	25 639 924
	Total net des crédits	540 805 739
Intérieur et décentralisation		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	398 601 000
	Variation prévisions dépenses	- 10 100 000
	Reports gestion précédente	158 108 110
	Transferts répartitions	- 17 541 414
	Fonds concours, dons, legs	4 962 278
	Total net des crédits	534 029 974
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	4 022 814 000
	Variation prévisions dépenses	13 345 000
	Reports gestion précédente	654 347 372
	Transferts répartitions	- 21 272 610
	Fonds concours, dons, legs	631 909
	Total net des crédits	4 669 865 671
Total pour le ministère	Crédits initiaux	4 421 415 000
	Variation prévisions dépenses	3 245 000
	Reports gestion précédente	812 455 482
	Transferts répartitions	- 38 814 024
	Fonds concours, dons, legs	5 594 187
	Total net des crédits	5 203 895 645
Jeunesse et sports		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	95 922 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 264 916
	Reports gestion précédente	6 908 277
	Fonds concours, dons, legs	2 357 200
	Total net des crédits	101 922 561
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	214 240 000
	Variation prévisions dépenses	24 400 000
	Reports gestion précédente	6 172 804
	Transferts répartitions	16 231 000
	Total net des crédits	261 043 804
Total pour le ministère	Crédits initiaux	310 162 000
	Variation prévisions dépenses	21 135 084
	Reports gestion précédente	13 081 081
	Transferts répartitions	16 231 000
	Fonds concours, dons, legs	2 357 200
	Total net des crédits	362 966 365
Justice		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	528 045 000
	Variation prévisions dépenses	27 205 750
	Reports gestion précédente	153 757 420
	Transferts répartitions	12 913 175
	Fonds concours, dons, legs	6 367 755
	Total net des crédits	728 289 100
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	75 075 000
	Reports gestion précédente	25 767 864
	Total net des crédits	100 842 864

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	338 181 645,02			
Dépenses nettes	338 181 645,02	»	2,98	55 522 843
Ordonnancées	441 229 161,33			
Dépenses nettes	441 229 161,33	»	5,67	99 576 572
Ordonnancées	429 003 925,21			
Rétablissements crédits	- 19 115 311,64			
Dépenses nettes	409 888 613,57	»	1,43	124 141 359
Ordonnancées	3 850 432 139,48			
Rétablissements crédits	- 628,00			
Dépenses nettes	3 850 431 511,48	0,07	3,59	819 434 156
Ordonnancées	4 279 436 064,69			
Rétablissements crédits	- 19 115 939,64			
Dépenses nettes	4 260 320 125,05	0,07	5,02	943 575 515
Ordonnancées	89 552 184,54			
Rétablissements crédits	- 24 342,00			
Dépenses nettes	89 527 842,54	»	0,46	12 394 718
Ordonnancées	233 111 991,52			
Dépenses nettes	233 111 991,52	»	0,48	27 931 812
Ordonnancées	322 664 176,06			
Rétablissements crédits	- 24 342,00			
Dépenses nettes	322 639 834,06	»	0,94	40 326 530
Ordonnancées	454 843 179,69			
Rétablissements crédits	- 78 468 34			
Dépenses nettes	454 764 711,35	»	3,65	273 524 385
Ordonnancées	59 699 649,97			
Dépenses nettes	59 699 649,97	»	1,03	41 143 213

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	603 120 000
	Variation prévisions dépenses	27 205 750
	Reports gestion précédente	179 525 284
	Transferts répartitions	12 913 175
	Fonds concours, dons, legs	6 367 755
	Total net des crédits	829 131 964
Mer		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	358 750 000
	Variation prévisions dépenses	25 800 000
	Reports gestion précédente	70 037 581
	Transferts répartitions	- 600 000
	Fonds concours, dons, legs	349 213 073
	Total net des crédits	803 200 654
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	284 470 000
	Variation prévisions dépenses	17 800 000
	Reports gestion précédente	72 366 021
	Transferts répartitions	- 14 096 474
	Total net des crédits	360 539 547
Total pour le ministère	Crédits initiaux	643 220 000
	Variation prévisions dépenses	43 600 000
	Reports gestion précédente	142 403 602
	Transferts répartitions	- 14 696 474
	Fonds concours, dons, legs	349 213 073
	Total net des crédits	1 163 740 201
I. - Commissariat général du Plan		
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	11 000 000
	Reports gestion précédente	2 194 875
	Total net des crédits	13 194 875
Total pour le ministère	Crédits initiaux	11 000 000
	Reports gestion précédente	2 194 875
	Total net des crédits	13 194 875
II. - Aménagement du territoire		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	76 500 000
	Reports gestion précédente	49 507 364
	Transferts répartitions	- 81 937 800
	Total net des crédits	44 069 564
Titres VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	2 205 333 000
	Variation prévisions dépenses	69 830 000
	Reports gestion précédente	723 108 020
	Transferts répartitions	- 608 988 369
	Fonds concours, dons, legs	55 581 133
	Total net des crédits	2 444 863 784
Total pour le ministère	Crédits initiaux	2 281 833 000
	Variation prévisions dépenses	69 830 000
	Reports gestion précédente	772 615 384
	Transferts répartitions	- 690 926 169
	Fonds concours, dons, legs	55 581 133
	Total net des crédits	2 488 933 348
Recherche et technologie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	13 980 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 000 000
	Reports gestion précédente	8 919 240
	Transferts répartitions	- 220 000
	Total net des crédits	20 679 240

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	514 542 829,66			
Rétablissements crédits	- 78 468,34			
Dépenses nettes	514 464 361,32	»	4,68	314 667 598
Ordonnancées	563 553 445,92			
Rétablissements crédits	- 11 551 519,80			
Dépenses nettes	552 001 926,12	0,03	1,91	251 198 726
Ordonnancées	314 325 852,78			
Dépenses nettes	314 325 852,78	0,04	0,26	46 213 694
Ordonnancées	877 879 298,70			
Rétablissements crédits	- 11 551 519,80			
Dépenses nettes	866 327 778,90	0,07	2,17	297 412 420
Ordonnancées	10 877 280,38			
Dépenses nettes	10 877 280,38	»	0,62	2 317 594
Ordonnancées	10 877 280,38			
Dépenses nettes	10 877 280,38	»	0,62	2 317 594
Ordonnancées	3 136 688,63			
Dépenses nettes	3 136 688,63	»	0,37	40 932 875
Ordonnancées	1 609 497 513,41			
Rétablissements crédits	- 24 605 296,37			
Dépenses nettes	1 584 892 217,04	0,04	2,00	859 971 565
Ordonnancées	1 612 634 202,04			
Rétablissements crédits	- 24 605 296,37			
Dépenses nettes	1 588 028 905,67	0,04	2,37	900 904 440
Ordonnancées	12 262 920,92			
Dépenses nettes	12 262 920,92	»	2,08	8 416 317

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	7 221 977 000
	Variation prévisions dépenses	11 160 000
	Reports gestion précédente	149 098 792
	Transferts répartitions	7 651 557 690
	Fonds concours, dons, legs	3 000 000
	Total net des crédits	15 036 793 482
Total pour le ministère	Crédits initiaux	7 235 957 000
	Variation prévisions dépenses	9 160 000
	Reports gestion précédente	158 018 032
	Transferts répartitions	7 651 337 690
	Fonds concours, dons, legs	3 000 000
	Total net des crédits	15 057 472 722
Redéploiement industriel		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	11 878 540 000
	Variation prévisions dépenses	- 910 667 000
	Reports gestion précédente	217 237 135
	Transferts répartitions	- 238 370 000
	Total net des crédits	10 946 740 135
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	7 473 950 000
	Variation prévisions dépenses	675 356 000
	Reports gestion précédente	1 186 449 089
	Transferts répartitions	185 840 997
	Fonds concours, dons, legs	291 165 909
	Total net des crédits	9 812 761 995
Total pour le ministère	Crédits initiaux	19 352 490 000
	Variation prévisions dépenses	- 235 311 000
	Reports gestion précédente	1 403 686 224
	Transferts répartitions	- 52 529 003
	Fonds concours, dons, legs	291 165 909
	Total net des crédits	20 759 502 130
Redéploiement industriel. - Recherche		
Services communs		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	133 460 000
	Variation prévisions dépenses	2 950 000
	Reports gestion précédente	52 741 852
	Transferts répartitions	1 189 000
	Fonds concours, dons, legs	29 089 069
	Total net des crédits	219 429 921
Total pour le ministère	Crédits initiaux	133 460 000
	Variation prévisions dépenses	2 950 000
	Reports gestion précédente	52 741 852
	Transferts répartitions	1 189 000
	Fonds concours, dons, legs	29 089 069
	Total net des crédits	219 429 921
Relations extérieures		
I. - Services diplomatiques		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	161 000 000
	Variation prévisions dépenses	45 248 082
	Reports gestion précédente	192 026 188
	Transferts répartitions	72 440 154
	Fonds concours, dons, legs	68 011 900
	Total net des crédits	538 726 324
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	56 800 000
	Variation prévisions dépenses	18 110 000
	Reports gestion précédente	60 114 619
	Total net des crédits	135 024 619

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	14 859 131 881,06			
Rétablissements crédits	- 42 000,00			
Dépenses nettes	14 859 089 881,06	»	1,94	177 703 599
Ordonnancées	14 871 394 801,98			
Rétablissements crédits	- 42 000,00			
Dépenses nettes	14 871 352 801,98	»	4,02	186 119 916
Ordonnancées	10 878 625 294,20			
Rétablissements crédits	- 3 513,00			
Dépenses nettes	10 878 621 781,20	»	1,80	68 118 352
Ordonnancées	8 088 966 599,83			
Rétablissements crédits	- 2 889 913,00			
Dépenses nettes	8 086 076 686,83	»	2,17	1 726 685 306
Ordonnancées	18 967 591 894,03			
Rétablissements crédits	- 2 893 426,00			
Dépenses nettes	18 964 698 468,03	»	3,97	1 794 803 658
Ordonnancées	119 653 793,59			
Rétablissements crédits	- 175 000,00			
Dépenses nettes	119 478 793,59	»	0,41	99 951 127
Ordonnancées	119 653 793,59			
Rétablissements crédits	- 175 000,00			
Dépenses nettes	119 478 793,59	»	0,41	99 951 127
Ordonnancées	330 886 457,40			
Dépenses nettes	330 886 457,40	»	0,60	207 839 866
Ordonnancées	62 502 712,94			
Dépenses nettes	62 502 712,94	»	0,06	72 521 906

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	217 800 000
	Variation prévisions dépenses	63 358 082
	Reports gestion précédente	252 140 807
	Transferts répartitions	72 440 154
	Fonds concours, dons, legs	68 011 900
	Total net des crédits	673 750 943
Relations extérieures		
II. - Coopération		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	1 500 000
	Reports gestion précédente	5 878 060
	Transferts répartitions	- 4 225 415
	Fonds concours, dons, legs	9 753 769
	Total net des crédits	12 906 414
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	1 160 970 000
	Variation prévisions dépenses	- 268 065 000
	Reports gestion précédente	161 809 887
	Transferts répartitions	16 560 000
	Total net des crédits	1 071 274 887
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 162 470 000
	Variation prévisions dépenses	- 268 065 000
	Reports gestion précédente	167 687 947
	Transferts répartitions	12 334 585
	Fonds concours, dons, legs	9 753 769
	Total net des crédits	1 084 181 301
Services du Premier ministre		
Services généraux		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	9 500 000
	Reports gestion précédente	4 621 535
	Transferts répartitions	1 200 000
	Total net des crédits	15 321 535
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	287 868 000
	Reports gestion précédente	46 042 957
	Transferts répartitions	6 025 000
	Total net des crédits	339 935 957
Total pour le ministère	Crédits initiaux	297 368 000
	Reports gestion précédente	50 664 492
	Transferts répartitions	7 225 000
	Total net des crédits	355 257 492
Secrétariat général de la défense nationale		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	23 761 000
	Reports gestion précédente	1 562 976
	Transferts répartitions	10 100 000
	Total net des crédits	35 423 976
Total pour le ministère	Crédits initiaux	23 761 000
	Reports gestion précédente	1 562 976
	Transferts répartitions	10 100 000
	Total net des crédits	35 423 976
Urbanisme, logement et transports		
Urbanisme, logement		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	336 149 000
	Variation prévisions dépenses	- 588 077
	Reports gestion précédente	326 368 020
	Transferts répartitions	103 351 447
	Fonds concours, dons, legs	111 429 593
	Total net des crédits	876 709 983

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	393 389 170,34			
Dépenses nettes	393 389 170,34	»	0,66	280 361 772
Ordonnancées	7 990 928,29			
Dépenses nettes	7 990 928,29	»	0,71	4 915 485
Ordonnancées	1 008 361 622,19			
Dépenses nettes	1 008 361 622,19	»	0,81	62 913 264
Ordonnancées	1 016 352 550,48			
Dépenses nettes	1 016 352 550,48	»	1,52	67 828 749
Ordonnancées Rétablissements crédits	10 798 955,20 - 1 000 000,00			
Dépenses nettes	9 798 955,20	»	0,80	5 522 579
Ordonnancées	307 112 180,39			
Dépenses nettes	307 112 180,39	»	0,61	32 823 776
Ordonnancées Rétablissements crédits	317 911 135,59 - 1 000 000,00			
Dépenses nettes	316 911 135,59	»	1,41	38 346 355
Ordonnancées Rétablissements crédits	17 903 243,27 - 294 792,39			
Dépenses nettes	17 608 450,88	»	63,12	17 815 462
Ordonnancées Rétablissements crédits	17 903 243,27 - 294 792,39			
Dépenses nettes	17 608 450,88	»	63,12	17 815 462
Ordonnancées Rétablissements crédits	596 671 552,00 - 1 308 516,74			
Dépenses nettes	595 363 035,26	0,06	5,80	281 346 942

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissements accordées par l'Etat	Crédits initiaux	17 047 538 000
	Variation prévisions dépenses	- 72 642 000
	Reports gestion précédente	1 219 515 872
	Transferts répartitions	- 13 685 842 900
	Fonds concours, dons, legs	3 732 000 000
	Total net des crédits	8 240 568 972
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre	Crédits initiaux	15 877 000
	Reports gestion précédente	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs	106 677
	Total net des crédits	43 271 832
Total pour le ministère	Crédits initiaux	17 399 564 000
	Variation prévisions dépenses	- 73 230 077
	Reports gestion précédente	1 573 172 047
	Transferts répartitions	- 13 582 491 453
	Fonds concours, dons, legs	3 843 536 270
	Total net des crédits	9 160 550 787
Transports		
Section commune		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	37 500 000
	Reports gestion précédente	19 031 447
	Transferts répartitions	- 16 500 000
	Total net des crédits	40 031 447
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	41 000 000
	Reports gestion précédente	11 203 027
	Transferts répartitions	- 3 350 000
	Total net des crédits	48 853 027
Total pour le ministère	Crédits initiaux	78 500 000
	Reports gestion précédente	30 234 474
	Transferts répartitions	- 19 850 000
	Total net des crédits	88 884 474
Transports		
Aviation civile		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	1 946 250 000
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	64 822 296
	Transferts répartitions	- 1 806 229 819
	Fonds concours, dons, legs	1 238 655
	Total net des crédits	209 081 132
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	11 500 000
	Reports gestion précédente	12 577
	Transferts répartitions	- 7 200 000
	Total net des crédits	4 312 577
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 957 750 000
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	64 834 873
	Transferts répartitions	- 1 813 429 819
	Fonds concours, dons, legs	1 238 655
	Total net des crédits	213 393 709
Transports		
Transports intérieurs		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	4 471 299 000
	Variation prévisions dépenses	- 155 179 918
	Reports gestion précédente	1 355 906 352
	Transferts répartitions	12 321 839
	Fonds concours, dons, legs	4 315 632 037
	Total net des crédits	9 999 979 310

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	6 750 565 640,52			
Rétablissements crédits	- 443 647,00			
Dépenses nettes	6 750 121 993,52	0,06	2,54	1 490 446 976
Ordonnancées	11 232 234 08			
Dépenses nettes	11 232 234,08	0,08	»	32 039 598
Ordonnancées	7 358 469 426,60			
Rétablissements crédits	- 1 752 163,74			
Dépenses nettes	7 356 717 262,86	0,20	8,34	1 803 833 516
Ordonnancées	23 079 171,54			
Rétablissements crédits	- 114 224,52			
Dépenses nettes	22 964 947,02	»	0,98	17 066 499
Ordonnancées	19 908 313,29			
Dépenses nettes	19 908 313,29	»	0,71	28 944 713
Ordonnancées	42 987 484,83			
Rétablissements crédits	- 114 224,52			
Dépenses nettes	42 873 260,31	»	1,69	46 011 212
Ordonnancées	188 796 255,87			
Rétablissements crédits	- 42 587 240,65			
Dépenses nettes	146 209 015,22	0,12	1,90	62 872 115
Ordonnancées	3 614 280,05			
Dépenses nettes	3 614 280,05	0,05	»	698 297
Ordonnancées	192 410 535,92			
Rétablissements crédits	- 42 587 240,65			
Dépenses nettes	149 823 295,27	0,17	1,90	63 570 412
Ordonnancées	8 210 276 159,81			
Rétablissements crédits	- 5 015 300,39			
Dépenses nettes	8 205 260 859,42	0,04	3,62	1 794 718 447

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	909 230 000
	Variation prévisions dépenses	8 640 000
	Reports gestion précédente	60 223 278
	Transferts répartitions	- 29 700 000
	Fonds concours, dons, legs	134 999
	Total net des crédits	948 528 277
Total pour le ministère	Crédits initiaux	5 380 529 000
	Variation prévisions dépenses	- 146 539 918
	Reports gestion précédente	1 416 129 630
	Transferts répartitions	- 17 378 161
	Fonds concours, dons, legs	4 315 767 036
	Total net des crédits	10 948 507 587
Transports		
Météorologie		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	114 700 000
	Variation prévisions dépenses	8 000 000
	Reports gestion précédente	8 215 957
	Transferts répartitions	500 000
	Fonds concours, dons, legs	3 994 223
	Total net des crédits	135 410 180
Total pour le ministère	Crédits initiaux	114 700 000
	Variation prévisions dépenses	8 000 000
	Reports gestion précédente	8 215 957
	Transferts répartitions	500 000
	Fonds concours, dons, legs	3 994 223
	Total net des crédits	135 410 180
RECAPITULATION		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat		
Affaires sociales et solidarité. I. - Section commune	Crédits initiaux	58 950 000
	Variation prévisions dépenses	2 000 000
	Reports gestion précédente	81 376 290
	Transferts répartitions	- 1 341 300
	Fonds concours, dons, legs	130 000
	Total net des crédits	141 114 990
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité	Crédits initiaux	40 000 000
	Reports gestion précédente	45 397 769
	Transferts répartitions	1 692 261
	Total net des crédits	87 090 030
Agriculture	Crédits initiaux	228 800 000
	Variation prévisions dépenses	4 500 000
	Reports gestion précédente	75 495 093
	Transferts répartitions	22 719 071
	Fonds concours, dons, legs	33 088 826
	Total net des crédits	364 602 990
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme	Crédits initiaux	16 500 000
	Reports gestion précédente	4 877 689
	Transferts répartitions	- 11 185 400
	Fonds concours, dons, legs	442 542
	Total net des crédits	10 634 831
Culture	Crédits initiaux	996 800 000
	Variation prévisions dépenses	14 481 195
	Reports gestion précédente	236 452 122
	Transferts répartitions	15 780 728
	Fonds concours, dons, legs	220 388 717
	Total net des crédits	1 483 902 762
Départements d'outre-mer	Crédits initiaux	32 000 000
	Reports gestion précédente	22 901 360
	Total net des crédits	54 901 360

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	877 267 660,97			
Dépenses nettes	877 267 660,97	0,07	2,10	71 260 614
Ordonnancées	9 087 543 820,78			
Rétablissements crédits	- 5 015 300,39			
Dépenses nettes	9 082 528 520,39	0,11	5,72	1 865 979 061
Ordonnancées	127 357 888,98			
Rétablissements crédits	- 636 823,42			
Dépenses nettes	126 721 065,56	»	0,44	8 689 114
Ordonnancées	127 357 888,98			
Rétablissements crédits	- 636 823,42			
Dépenses nettes	126 721 065,56	»	0,44	8 689 114
Ordonnancées	64 535 565,79			
Dépenses nettes	64 535 565,79	»	1,21	76 579 423
Ordonnancées	27 500 737,52			
Dépenses nettes	27 500 737,52	»	0,48	59 589 292
Ordonnancées	266 800 274,84			
Rétablissements crédits	- 182 752,25			
Dépenses nettes	266 617 522,59	»	2,41	97 985 465
Ordonnancées	2 347 545,43			
Dépenses nettes	2 347 545,43	»	0,57	8 287 285
Ordonnancées	1 254 664 831,44			
Dépenses nettes	1 254 664 831,44	0,03	1,59	229 237 929
Ordonnancées	45 488 071,04			
Dépenses nettes	45 488 071,04	0,04	»	9 413 289

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Territoires d'outre-mer	Crédits initiaux	4 000 000
	Variation prévisions dépenses	5 900 000
	Reports gestion précédente	14 291 271
	Transferts répartitions	1 388 311
	Total net des crédits	25 579 582
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	2 009 600 000
	Variation prévisions dépenses	2 179 800 000
	Reports gestion précédente	1 063 064 619
	Transferts répartitions	217 280 000
	Total net des crédits	5 469 744 619
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	388 870 000
	Variation prévisions dépenses	4 070 000
	Reports gestion précédente	422 686 135
	Transferts répartitions	- 56 471 038
	Fonds concours, dons, legs	413 450 901
	Total net des crédits	1 172 605 998
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux	1 950 855 000
	Variation prévisions dépenses	- 34 009 200
	Reports gestion précédente	148 101 421
	Transferts répartitions	23 688 431
	Fonds concours, dons, legs	68 103 583
	Total net des crédits	2 156 739 235
Education nationale. - Enseignement universitaire	Crédits initiaux	299 210 000
	Variation prévisions dépenses	5 728 000
	Reports gestion précédente	126 109 373
	Transferts répartitions	31 664 972
	Fonds concours, dons, legs	83 512 500
	Total net des crédits	546 224 845
Environnement	Crédits initiaux	62 875 000
	Variation prévisions dépenses	- 140 000
	Reports gestion précédente	49 651 274
	Transferts répartitions	9 075 050
	Fonds concours, dons, legs	25 639 924
	Total net des crédits	147 101 248
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	398 601 000
	Variation prévisions dépenses	- 19 100 000
	Reports gestion précédente	158 108 110
	Transferts répartitions	- 17 541 414
	Fonds concours, dons, legs	4 962 278
	Total net des crédits	534 029 974
Jeunesse et sports	Crédits initiaux	95 922 000
	Variation prévisions dépenses	- 3 264 916
	Reports gestion précédente	6 908 277
	Fonds concours, dons, legs	2 357 200
	Total net des crédits	101 922 561
Justice	Crédits initiaux	528 045 000
	Variation prévisions dépenses	27 205 750
	Reports gestion précédente	153 757 420
	Transferts répartitions	12 913 175
	Fonds concours, dons, legs	6 367 755
	Total net des crédits	728 289 100
Mer	Crédits initiaux	358 750 000
	Variation prévisions dépenses	25 800 000
	Reports gestion précédente	70 037 581
	Transferts répartitions	- 600 000
	Fonds concours, dons, legs	349 213 073
	Total net des crédits	803 200 654
II. - Aménagement du territoire	Crédits initiaux	76 500 000
	Reports gestion précédente	49 507 364
	Transferts répartitions	- 81 937 800
	Total net des crédits	44 069 564

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	12 398 159,61			
Dépenses nettes	12 398 159,61	»	0,39	13 181 422
Ordonnancées	4 323 721 014,59			
Rétablissements crédits	- 279 100,00			
Dépenses nettes	4 323 441 914,59	0,09	2,50	1 146 302 702
Ordonnancées	632 497 430,05			
Rétablissements crédits	- 549 594,23			
Dépenses nettes	631 947 835,82	»	1,18	540 658 161
Ordonnancées	1 944 948 354,85			
Rétablissements crédits	- 15 000 000,00			
Dépenses nettes	1 929 948 354,85	0,12	1,27	226 790 879
Ordonnancées	398 555 682,77			
Rétablissements crédits	- 56 907,00			
Dépenses nettes	398 498 775,77	»	1,23	147 726 068
Ordonnancées	103 047 516,31			
Dépenses nettes	103 047 516,31	»	2,69	44 053 729
Ordonnancées	429 003 925,21			
Rétablissements crédits	- 19 115 311,64			
Dépenses nettes	409 888 613,57	»	1,43	124 141 359
Ordonnancées	89 552 184,54			
Rétablissements crédits	- 24 342,00			
Dépenses nettes	89 527 842,54	»	0,46	12 394 718
Ordonnancées	454 843 179,69			
Rétablissements crédits	- 78 468,34			
Dépenses nettes	454 764 711,35	»	3,65	273 524 385
Ordonnancées	563 553 445,92			
Rétablissements crédits	- 11 551 519,80			
Dépenses nettes	552 001 926,12	0,03	1,91	251 198 726
Ordonnancées	3 136 688,63			
Dépenses nettes	3 136 688,63	»	0,37	40 932 875

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Recherche et technologie	Crédits initiaux	13 980 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 000 000
	Reports gestion précédente	8 919 240
	Transferts répartitions	- 220 000
	Total net des crédits	20 679 240
Redéploiement industriel	Crédits initiaux	11 878 540 000
	Variation prévisions dépenses	- 910 667 000
	Reports gestion précédente	217 237 135
	Transferts répartitions	- 238 370 000
	Total net des crédits	10 946 740 135
Redéploiement industriel. Recherche. - Services communs	Crédits initiaux	133 460 000
	Variation prévisions dépenses	2 950 000
	Reports gestion précédente	52 741 852
	Transferts répartitions	1 189 000
	Fonds concours, dons, legs	29 089 069
	Total net des crédits	219 429 921
Relations extérieures. I. - Services diplomatiques	Crédits initiaux	161 000 000
	Variation prévisions dépenses	45 248 082
	Reports gestion précédente	192 026 188
	Transferts répartitions	72 440 154
	Fonds concours, dons, legs	68 011 900
	Total net des crédits	538 726 324
Relations extérieures. II. - Coopération	Crédits initiaux	1 500 000
	Reports gestion précédente	5 878 060
	Transferts répartitions	- 4 225 415
	Fonds concours, dons, legs	9 753 769
	Total net des crédits	12 906 414
Services du Premier ministre. - Services généraux	Crédits initiaux	9 500 000
	Reports gestion précédente	4 621 535
	Transferts répartitions	1 200 000
	Total net des crédits	15 321 535
Secrétariat général de la défense nationale	Crédits initiaux	23 761 000
	Reports gestion précédente	1 562 976
	Transferts répartitions	10 100 000
	Total net des crédits	35 423 976
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement	Crédits initiaux	336 149 000
	Variation prévisions dépenses	- 588 077
	Reports gestion précédente	326 368 020
	Transferts répartitions	103 351 447
	Fonds concours, dons, legs	111 429 593
	Total net des crédits	876 709 983
Transport. - Section commune	Crédits initiaux	37 500 000
	Reports gestion précédente	19 031 447
	Transferts répartitions	- 16 500 000
	Total net des crédits	40 031 447
Transports. - Aviation civile	Crédits initiaux	1 946 250 000
	Variation prévisions dépenses	3 000 000
	Reports gestion précédente	64 822 296
	Transferts répartitions	- 1 806 229 819
	Fonds concours, dons, legs	1 238 655
	Total net des crédits	209 081 132
Transports. - Transports intérieurs	Crédits initiaux	4 471 299 000
	Variation prévisions dépenses	- 155 179 918
	Reports gestion précédente	1 355 906 352
	Transferts répartitions	12 321 839
	Fonds concours, dons, legs	4 315 632 037
	Total net des crédits	9 999 979 310

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	12 262 920,92			
Dépenses nettes	12 262 920,92	»	2,08	8 416 317
Ordonnancées	10 878 625 294,20			
Rétablissements crédits	- 3 513,00			
Dépenses nettes	10 878 621 781,20	»	1,80	68 118 352
Ordonnancées	119 653 793,59			
Rétablissements crédits	- 175 000,00			
Dépenses nettes	119 478 793,59	»	0,41	99 951 127
Ordonnancées	330 886 457,40			
Dépenses nettes	330 886 457,40	»	0,60	207 839 866
Ordonnancées	7 990 928,29			
Dépenses nettes	7 990 928,29	»	0,71	4 915 485
Ordonnancées	10 798 955,20			
Rétablissements crédits	- 1 000 000,00			
Dépenses nettes	9 798 955,20	»	0,80	5 522 579
Ordonnancées	17 903 243,27			
Rétablissements crédits	- 294 792,39			
Dépenses nettes	17 608 450,88	»	63,12	17 815 462
Ordonnancées	596 671 552,00			
Rétablissements crédits	- 1 308 516,74			
Dépenses nettes	595 363 035,26	0,06	5,80	281 346 942
Ordonnancées	23 079 171,54			
Rétablissements crédits	- 114 224,52			
Dépenses nettes	22 964 947,02	»	0,98	17 066 499
Ordonnancées	188 796 255,87			
Rétablissements crédits	- 42 587 240,65			
Dépenses nettes	146 209 015,22	0,12	1,90	62 872 115
Ordonnancées	8 210 276 159,81			
Rétablissements crédits	- 5 015 300,39			
Dépenses nettes	8 205 260 859,42	0,04	3,62	1 794 718 447

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Transports. - Météorologie	Crédits initiaux	114 700 000
	Variation prévisions dépenses	8 000 000
	Reports gestion précédente	8 215 957
	Transferts répartitions	500 000
	Fonds concours, dons, legs	3 994 223
	Total net des crédits	135 410 180
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre V).	Crédits initiaux	26 673 917 000
	Variation prévisions dépenses	1 212 733 916
	Reports gestion précédente	4 986 054 226
	Transferts répartitions	- 1 697 317 747
	Fonds concours, dons, legs	5 746 806 545
	Total net des crédits	36 922 193 940
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat		
Affaires sociales et solidarité. II. - Santé. Solidarité	Crédits initiaux	1 553 980 000
	Variation prévisions dépenses	28 500 000
	Reports gestion précédente	117 069 083
	Transferts répartitions	4 770 000
	Fonds concours, dons, legs	431 634 317
	Total net des crédits	2 135 953 400
Affaires sociales et solidarité. III. - Travail. Emploi	Crédits initiaux	191 859 000
	Reports gestion précédente	28 358 009
	Transferts répartitions	4 949 000
	Total net des crédits	225 166 009
Agriculture	Crédits initiaux	1 467 490 000
	Variation prévisions dépenses	- 12 372 516
	Reports gestion précédente	245 684 235
	Transferts répartitions	202 329 410
	Fonds concours, dons, legs	39 423 762
	Total net des crédits	1 942 554 891
Commerce, artisanat et tourisme. I. - Commerce et artisanat	Crédits initiaux	75 420 000
	Variation prévisions dépenses	- 2 057 377
	Reports gestion précédente	79 814 180
	Transferts répartitions	- 26 892 000
	Total net des crédits	126 284 803
Commerce, artisanat et tourisme. II. - Tourisme	Crédits initiaux	57 030 000
	Reports gestion précédente	17 685 020
	Transferts répartitions	16 958 670
	Total net des crédits	91 673 690
Culture	Crédits initiaux	1 830 400 000
	Variation prévisions dépenses	- 71 080 000
	Reports gestion précédente	311 369 692
	Transferts répartitions	7 290 000
	Total net des crédits	2 077 979 692
Départements d'outre-mer	Crédits initiaux	329 760 000
	Variation prévisions dépenses	- 665 771
	Reports gestion précédente	145 817 613
	Transferts répartitions	755 000
	Fonds concours, dons, legs	1 527 401
	Total net des crédits	477 194 243
Territoires d'outre-mer	Crédits initiaux	176 762 000
	Variation prévisions dépenses	- 6 375 000
	Reports gestion précédente	75 000
	Total net des crédits	170 462 000
Economie, finances et budget. I. - Charges communes	Crédits initiaux	6 626 900 000
	Variation prévisions dépenses	- 224 928 000
	Reports gestion précédente	2 304 637 759
	Transferts répartitions	- 184 280 000
	Total net des crédits	8 522 329 759

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	127 357 888,98			
Rétablissements crédits	- 636 823,42			
Dépenses nettes	126 721 065,56	»	0,44	8 689 114
Ordonnancées	31 140 897 229,30			
Rétablissements crédits	- 97 973 406,37			
Dépenses nettes	31 042 923 822,93	0,53	105,60	5 879 270 012
Ordonnancées	1 856 536 990,51			
Rétablissements crédits	- 3 001,21			
Dépenses nettes	1 856 533 989,30	»	0,70	279 419 410
Ordonnancées	188 745 152,99			
Dépenses nettes	188 745 152,99	»	1,01	36 420 855
Ordonnancées	1 736 230 118,45			
Rétablissements crédits	- 1 129 733,89			
Dépenses nettes	1 735 100 384,56	»	4,44	207 454 502
Ordonnancées	56 955 254,45			
Rétablissements crédits	- 311 774,39			
Dépenses nettes	56 643 480,06	»	0,94	69 641 322
Ordonnancées	65 734 255,14			
Dépenses nettes	65 734 255,14	»	0,86	25 939 434
Ordonnancées	1 702 156 431,28			
Dépenses nettes	1 702 156 431,28	0,01	1,73	375 823 259
Ordonnancées	256 007 369,86			
Dépenses nettes	256 007 369,86	»	3,14	221 186 870
Ordonnancées	168 249 300,00			
Dépenses nettes	168 249 300,00	»	»	2 212 700
Ordonnancées	6 151 435 333,82			
Dépenses nettes	6 151 435 333,82	»	1,18	2 370 894 424

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	30 000
	Reports gestion précédente	31 000
	Total net des crédits	61 000
Education nationale. - Enseignement scolaire	Crédits initiaux	1 502 595 000
	Variation prévisions dépenses	- 49 902 235
	Reports gestion précédente	358 174 452
	Transferts répartitions	30 412 000
	Fonds concours, dons, legs	326 703 341
	Total net des crédits	2 167 982 558
Education nationale. - Enseignement universitaire	Crédits initiaux	1 107 770 000
	Variation prévisions dépenses	355 800
	Reports gestion précédente	9 881 985
	Transferts répartitions	69 057 000894
	Total net des crédits	1 187 064 785
Environnement	Crédits initiaux	393 764 000
	Reports gestion précédente	62 420 741
	Transferts répartitions	- 62 480 250
	Total net des crédits	393 704 491
Intérieur et décentralisation	Crédits initiaux	4 022 814 000
	Variation prévisions dépenses	13 345 000
	Reports gestion précédente	654 347 372
	Transferts répartitions	- 21 272 610
	Fonds concours, dons, legs	631 909
	Total net des crédits	4 669 865 671
Jeunesse et sports	Crédits initiaux	214 240 000
	Variation prévisions dépenses	24 400 000
	Reports gestion précédente	6 172 804
	Transferts répartitions	16 231 000
	Total net des crédits	261 043 804
Justice	Crédits initiaux	75 075 000
	Reports gestion précédente	25 767 864
	Total net des crédits	100 842 864
Mer	Crédits initiaux	284 470 000
	Variation prévisions dépenses	17 800 000
	Reports gestion précédente	72 366 021
	Transferts répartitions	- 14 096 474
	Total net des crédits	360 539 547
I. - Commissariat général du Plan	Crédits initiaux	11 000 000
	Reports gestion précédente	2 194 875
	Total net des crédits	13 194 875
II. - Aménagement du territoire	Crédits initiaux	2 205 333 080
	Variation prévisions dépenses	69 830 000
	Reports gestion précédente	723 108 020
	Transferts répartitions	- 608 988 369
	Fonds concours, dons, legs	55 581 133
	Total net des crédits	2 444 863 784
Recherche et technologie	Crédits initiaux	7 221 977 000
	Variation prévisions dépenses	11 160 000
	Reports gestion précédente	149 098 792
	Transferts répartitions	7 651 557 690
	Fonds concours, dons, legs	3 000 000
	Total net des crédits	15 036 793 482
Redéploiement industriel	Crédits initiaux	7 473 950 000
	Variation prévisions dépenses	675 356 000
	Reports gestion précédente	1 186 449 089
	Transferts répartitions	185 840 997
	Fonds concours, dons, legs	291 165 909
	Total net des crédits	9 812 761 995

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Dépenses nettes	»	»	»	61 000
Ordonnancées	1 897 575 669,17			
Rétablissements crédits	- 487 948,07			
Dépenses nettes	1 897 087 721,10	0,04	0,94	270 894 836
Ordonnancées	1 133 913 212,32			
Rétablissements crédits	- 25 500 000,00			
Dépenses nettes	1 108 413 212,32	»	0,68	78 651 572
Ordonnancées	338 181 645,02			
Dépenses nettes	338 181 645,02	»	2.98	55 522 843
Ordonnancées	3 850 432 139,48			
Rétablissements crédits	- 628,00			
Dépenses nettes	3 850 431 511,48	0,07	3,59	819 434 156
Ordonnancées	233 111 991,52			
Dépenses nettes	233 111 991,52	»	0,48	27 931 812
Ordonnancées	59 699 649,97			
Dépenses nettes	59 699 649,97	»	1,03	41 143 213
Ordonnancées	314 325 852,78			
Dépenses nettes	314 325 852,78	0,04	0,26	46 213 694
Ordonnancées	10 877 280,38			
Dépenses nettes	10 877 280,38	»	0,62	2 317 594
Ordonnancées	1 609 497 513,41			
Rétablissements crédits	- 24 605 296,37			
Dépenses nettes	1 584 892 217,04	0,04	2,00	859 971 565
Ordonnancées	14 859 131 881,06			
Rétablissements crédits	- 42 000,00			
Dépenses nettes	14 859 089 881,06	»	1,94	177 703 599
Ordonnancées	8 088 966 599,83			
Rétablissements crédits	- 2 889 913,00			
Dépenses nettes	8 086 076 686,83	»	2,17	1 726 685 306

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Relations extérieures. - I. - Services diplomatiques	Crédits initiaux	56 800 000
	Variation prévisions dépenses	18 110 000
	Reports gestion précédente	60 114 619
	Total net des crédits	135 024 619
Relations extérieures. - II. - Coopération	Crédits initiaux	1 160 970 000
	Variation prévisions dépenses	- 268 065 000
	Reports gestion précédente	161 809 887
	Transferts répartitions	16 560 000
	Total net des crédits	1 071 274 887
Services du Premier ministre. - Services généraux	Crédits initiaux	287 868 000
	Reports gestion précédente	46 042 957
	Transferts répartitions	6 025 000
	Total net des crédits	339 935 957
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement	Crédits initiaux	17 047 538 000
	Variation prévisions dépenses	- 72 642 000
	Reports gestion précédente	1 219 515 872
	Transferts répartitions	- 13 685 842 900
	Fonds concours, dons, legs	3 732 000 000
	Total net des crédits	8 240 568 972
Transports. - Section commune	Crédits initiaux	41 000 000
	Reports gestion précédente	11 203 027
	Transferts répartitions	- 3 350 000
	Total net des crédits	48 853 027
Transports. - Aviation civile	Crédits initiaux	11 500 000
	Reports gestion précédente	12 577
	Transferts répartitions	- 7 200 000
	Total net des crédits	4 312 577
Transports. - Transports intérieurs	Crédits initiaux	909 230 000
	Variation prévisions dépenses	8 640 000
	Reports gestion précédente	60 223 278
	Transferts répartitions	- 29 700 000
	Fonds concours, dons, legs	134 999
	Total net des crédits	948 528 277
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VI)	Crédits initiaux	56 337 525 000
	Variation prévisions dépenses	159 408 901
	Reports gestion précédente	8 059 445 823
	Transferts répartitions	- 6 431 366 836
	Fonds concours, dons, legs	4 881 802 771
	Total net des crédits	63 006 815 659
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre		
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement	Crédits initiaux	15 877 000
	Reports gestion précédente	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs	106 677
	Total net des crédits	43 271 832
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titre VII)	Crédits initiaux	15 877 000
	Reports gestion précédente	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs	106 677
	Total net des crédits	43 271 832
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	Crédits initiaux	26 673 917 000
	Variation prévisions dépenses	1 212 733 916
	Reports gestion précédente	4 986 054 226
	Transferts répartitions	- 1 697 317 747
	Fonds concours, dons, legs	5 746 806 545
	Total net des crédits	36 922 193 940

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	62 502 712,94			
Dépenses nettes	62 502 712,94	»	0,06	72 521 906
Ordonnancées	1 008 361 622,19			
Dépenses nettes	1 008 361 622,19	»	0,81	62 913 264
Ordonnancées	307 112 180,39			
Dépenses nettes	307 112 180,39	»	0,61	32 823 776
Ordonnancées	6 750 565 640,52			
Rétablissements crédits	- 443 647,00			
Dépenses nettes	6 750 121 993,52	0,06	2,54	1 490 446 976
Ordonnancées	19 908 313,29			
Dépenses nettes	19 908 313,29	»	0,71	28 944 713
Ordonnancées	3 614 280,05			
Dépenses nettes	3 614 280,05	0,05	»	698.297
Ordonnancées	877 267 660,97			
Dépenses nettes	877 267 660,97	0,07	2,10	71 260,614
Ordonnancées	53 607 096 051,79			
Rétablissements crédits	- 55 413 941,93			
Dépenses nettes	53 551 682 109,86	0,38	37,52	9 455 133 512
Ordonnancées	11 232 234,08			
Dépenses nettes	11 232 234,08	0,08	»	32 039 598
Ordonnancées	11 232 234,08			
Dépenses nettes	11 232 234,08	0,08	»	32 039 598
Ordonnancées	31 140 897 229,30			
Rétablissements crédits	- 97 973 406,37			
Dépenses nettes	31 042 923 822,93	0,53	105,60	5 879 270 012

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	56 337 525 000
	Variation prévisions dépenses	159 408 901
	Reports gestion précédente	8 059 445 823
	Transferts répartitions	- 6 431 366 836
	Fonds concours, dons, legs	4 881 802 771
	Total net des crédits	63 006 815 659
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre	Crédits initiaux	15 877 000
	Reports gestion précédente	27 288 155
	Fonds concours, dons, legs	106 677
	Total net des crédits	43 271 832
Totaux pour les dépenses civiles en capital (titres V à VII)	Crédits initiaux	83 027 319 000
	Variation prévisions dépenses	1 372 142 817
	Reports gestion précédente	13 072 788 204
	Transferts répartitions	- 8 128 684 583
	Fonds concours, dons, legs	10 628 715 993
	Total net des crédits	99 972 281 431

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	53 607 096 051,79			
Rétablissements crédits	- 55 413 941,93			
Dépenses nettes	53 551 682 109,86	0,38	37,52	9 455 133 512
Ordonnancées	11 232 234,08			
Dépenses nettes	11 232 234,08	0,08	»	32 039 598
Ordonnancées	84 759 225 515,17			
Rétablissements crédits	- 153 387 348,30			
Dépenses nettes	84 605 838 166,87	0,99	143,12	15 366 443 122

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 4 et le tableau C annexé.
(L'article 4 et le tableau C annexé sont adoptés.)

Article 5 et tableau D annexé

M. le président. « Art. 5. - Le montant définitif des dépenses ordinaires militaires du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section conformément au tableau D annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
III. - Moyens des armes et services	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41
Totaux	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41

TABLEAU D

Dépenses ordinaires militaires

Tableau D. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section commune		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	48 456 527 000
	Variation prévisions dépenses	- 44 643 000
	Reports gestion précédente	39 701 637
	Transferts répartitions	- 32 954 989 938
	Fonds concours, dons, legs	5 301 684
	Total net des crédits	15 501 897 383
Total pour le ministère	Crédits initiaux	48 456 527 000
	Variation prévisions dépenses	- 44 643 000
	Reports gestion précédente	39 701 637
	Transferts répartitions	- 32 954 989 938
	Fonds concours, dons, legs	5 301 684
	Total net des crédits	15 501 897 383
Défense		
Section Air		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	13 878 882 000
	Variation prévisions dépenses	30 400 000
	Reports gestion précédente	90 160 698
	Transferts répartitions	207 286 967
	Fonds concours, dons, legs	93 006 383
	Total net des crédits	14 299 736 048
Total pour le ministère	Crédits initiaux	13 878 882 000
	Variation prévisions dépenses	30 400 000
	Reports gestion précédente	90 160 698
	Transferts répartitions	207 286 967
	Fonds concours, dons, legs	93 006 383
	Total net des crédits	14 299 736 048
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	22 928 927 000
	Variation prévisions dépenses	184 673 000
	Reports gestion précédente	20 616 768
	Transferts répartitions	566 795 953
	Fonds concours, dons, legs	42 976 869
	Total net des crédits	23 743 989 590
Total pour le ministère	Crédits initiaux	22 928 927 000
	Variation prévisions dépenses	184 673 000
	Reports gestion précédente	20 616 768
	Transferts répartitions	566 795 953
	Fonds concours, dons, legs	42 976 869
	Total net des crédits	23 743 989 590
Défense		
Section Marine		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	12 468 767 000
	Variation prévisions dépenses	35 000 000
	Reports gestion précédente	117 444 056
	Transferts répartitions	83 496 578
	Fonds concours, dons, legs	10 397 961
	Total net des crédits	12 715 105 595
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 468 767 000
	Variation prévisions dépenses	35 000 000
	Reports gestion précédente	117 444 056
	Transferts répartitions	83 496 578
	Fonds concours, dons, legs	10 397 961
	Total net des crédits	12 715 105 595

ordinaires militaires

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	25 118 386 895,22			
Rétablissements crédits	- 9 737 710 336,59			
Dépenses nettes	15 380 676 558,63	65 015 079,35	114 795 269,72	71 440 634
Ordonnancées	25 118 386 895,22			
Rétablissements crédits	- 9 737 710 336,59			
Dépenses nettes	15 380 676 558,63	65 015 079,35	114 795 269,72	71 440 634
Ordonnancées	14 592 756 991,90			
Rétablissements crédits	- 403 453 620,84			
Dépenses nettes	14 189 303 371,06	0,30	15 182 616,24	95 250 061
Ordonnancées	14 592 756 991,90			
Rétablissements crédits	- 403 453 620,84			
Dépenses nettes	14 189 303 371,06	0,30	15 182 616,24	95 250 061
Ordonnancées	24 347 706 071,17			
Rétablissements crédits	- 553 754 656,66			
Dépenses nettes	23 793 951 414,51	96 115 090,34	122 302,83	46 030 963
Ordonnancées	24 347 706 071,17			
Rétablissements crédits	- 553 754 656,66			
Dépenses nettes	23 793 951 414,51	96 115 090,34	122 302,83	46 030 963
Ordonnancées	13 420 107 501,48			
Rétablissements crédits	- 728 835 623,61			
Dépenses nettes	12 691 271 877,87	11 115 780,42	6 113 855,55	28 835 642
Ordonnancées	13 420 107 501,48			
Rétablissements crédits	- 728 835 623,61			
Dépenses nettes	12 691 271 877,87	11 115 780,42	6 113 855,55	28 835 642

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	12 589 258 000
	Variation prévisions dépenses	342 000 000
	Reports gestion précédente	9 810 371
	Transferts répartitions	192 035 758
	Fonds concours, dons, legs	8 409 769
	Total net des crédits	13 141 513 898
Total pour le ministère	Crédits initiaux	12 589 258 000
	Variation prévisions dépenses	342 000 000
	Reports gestion précédente	9 810 371
	Transferts répartitions	192 035 758
	Fonds concours, dons, legs	8 409 769
	Total net des crédits	13 141 513 898
RECAPITULATION		
Titre III. - Moyens des armes et services		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	48 456 527 000
	Variation prévisions dépenses	- 44 643 000
	Reports gestion précédente	39 701 637
	Transferts répartitions	- 32 954 989 938
	Fonds concours, dons, legs	5 301 684
	Total net des crédits	15 501 897 383
Défense. - Section Air	Crédits initiaux	13 878 882 000
	Variation prévisions dépenses	30 400 000
	Reports gestion précédente	90 160 698
	Transferts répartitions	207 286 967
	Fonds concours, dons, legs	93 006 383
	Total net des crédits	14 299 736 048
Défense. - Section Forces terrestres	Crédits initiaux	22 928 927 000
	Variation prévisions dépenses	184 673 000
	Reports gestion précédente	20 616 768
	Transferts répartitions	566 795 953
	Fonds concours, dons, legs	42 976 869
	Total net des crédits	23 743 989 590
Défense. - Section Marine	Crédits initiaux	12 468 767 000
	Variation prévisions dépenses	35 000 000
	Reports gestion précédente	117 444 056
	Transferts répartitions	83 496 578
	Fonds concours, dons, legs	10 397 961
	Total net des crédits	12 715 105 595
Défense. - Section Gendarmerie	Crédits initiaux	12 589 258 000
	Variation prévisions dépenses	342 000 000
	Reports gestion précédente	9 810 371
	Transferts répartitions	192 035 758
	Fonds concours, dons, legs	8 409 769
	Total net des crédits	13 141 513 898
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titre III)	Crédits initiaux	110 322 361 000
	Variation prévisions dépenses	547 430 000
	Reports gestion précédente	277 733 530
	Transferts répartitions	- 31 905 374 682
	Fonds concours, dons, legs	160 092 666
	Total net des crédits	79 402 242 514
RECAPITULATION GENERALE		
Titre III. - Moyens des armes et services	Crédits initiaux	110 322 361 000
	Variation prévisions dépenses	547 430 000
	Reports gestion précédente	277 733 530
	Transferts répartitions	- 31 905 374 682
	Fonds concours, dons, legs	160 092 666
	Total net des crédits	79 402 242 514

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	13 232 254 622,38			
Rétablissements crédits	- 111 105 111,64			
Dépenses nettes	13 121 149 510,74	3 673 147,81	13 745 497,07	10 292 038
Ordonnancées	13 232 254 622,38			
Rétablissements crédits	- 111 105 111,64			
Dépenses nettes	13 121 149 510,74	3 673 147,81	13 745 497,07	10 292 038
Ordonnancées	25 118 386 895,22			
Rétablissements crédits	- 9 737 710 336,59			
Dépenses nettes	15 380 676 558,63	65 015 079,35	114 795 269,72	71 440 634
Ordonnancées	14 592 756 991,90			
Rétablissements crédits	- 403 453 620,84			
Dépenses nettes	14 189 303 371,06	0,30	15 182 616,24	95 250 061
Ordonnancées	24 347 706 071,17			
Rétablissements crédits	- 553 754 656,66			
Dépenses nettes	23 793 951 414,51	96 115 090,34	122 302,83	46 030 963
Ordonnancées	13 420 107 501,48			
Rétablissements crédits	- 728 835 623,61			
Dépenses nettes	12 691 271 877,87	11 115 780,42	6 113 855,55	28 835 642
Ordonnancées	13 232 254 622,38			
Rétablissements crédits	- 111 105 111,64			
Dépenses nettes	13 121 149 510,74	3 673 147,81	13 745 497,07	10 292 038
Ordonnancées	90 711 212 082,15			
Rétablissements crédits	- 11 534 859 349,34			
Dépenses nettes	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41	251 849 338
Ordonnancées	90 711 212 082,15			
Rétablissements crédits	- 11 534 859 349,34			
Dépenses nettes	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41	251 849 338

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Totaux pour les dépenses ordinaires militaires (titres III et IV)	Crédits initiaux	110 322 361 000
	Variation prévisions dépenses	547 430 000
	Reports gestion précédente	277 733 530
	Transferts répartitions	- 31 905 374 682
	Fonds concours, dons, legs	160 092 666
	Total net des crédits	79 402 242 514

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	90 711 212 082,15			
Rétablissements crédits	- 11 534 859 349,34			
Dépenses nettes	79 176 352 732,81	175 919 098,22	149 959 541,41	251 849 338

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 5 et le tableau D annexé.
(L'article 5 et le tableau D annexé sont adoptés.)

Article 6 et tableau E annexé

M. le président. « Art. 6. - Le montant définitif des dépenses militaires en capital du budget général de 1985 est arrêté aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par section, conformément au tableau E annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES TITRES	DEPENSES	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
V. - Equipement	66 209 727 318,08	0,25	8,17
VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	220 505 198,83	»	1,17
Totaux	66 430 232 516,91	0,25	9,34

TABLEAU E

Dépenses militaires en capital

Tableau E. - *Dépenses*

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Situation définitive des crédits

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Défense		
Section commune		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	20 053 700 000
	Variation prévisions dépenses	- 191 250 000
	Reports gestion précédente	1 738 737 653
	Transferts répartitions	- 8 181 694 001
	Fonds concours, dons, legs	400 114 115
	Total net des crédits	13 819 607 767
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	224 200 000
	Reports gestion précédente	80 851 462
	Transferts répartitions	13 700 000
	Total net des crédits	318 751 462
Total pour le ministère	Crédits initiaux	20 277 900 000
	Variation prévisions dépenses	- 191 250 000
	Reports gestion précédente	1 819 589 115
	Transferts répartitions	- 8 167 994 001
	Fonds concours, dons, legs	400 114 115
	Total net des crédits	14 138 359 229
Défense		
Section Air		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	17 734 900 000
	Reports gestion précédente	1 031 126 785
	Transferts répartitions	1 820 269 819
	Fonds concours, dons, legs	352 706 270
	Total net des crédits	20 939 002 874
Total pour le ministère	Crédits initiaux	17 734 900 000
	Reports gestion précédente	1 031 126 785
	Transferts répartitions	1 820 269 819
	Fonds concours, dons, legs	352 706 270
	Total net des crédits	20 939 002 874
Défense		
Section Forces terrestres		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	17 189 500 000
	Variation prévisions dépenses	183 250 000
	Reports gestion précédente	780 538 809
	Transferts répartitions	604 429 300
	Fonds concours, dons, legs	172 283 830
	Total net des crédits	18 930 001 939
Total pour le ministère	Crédits initiaux	17 189 500 000
	Variation prévisions dépenses	183 250 000
	Reports gestion précédente	780 538 809
	Transferts répartitions	604 429 300
	Fonds concours, dons, legs	172 283 830
	Total net des crédits	18 930 001 939
Défense		
Section Marine		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	15 203 700 000
	Reports gestion précédente	711 875 373
	Transferts répartitions	- 228 455 000
	Fonds concours, dons, legs	9 286 953
	Total net des crédits	15 696 407 326

militaires en capital

BUDGETAIRES DE L'ANNEE 1985

ouverts et des dépenses constatées

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	12 351 685 994,49			
Rétablissements crédits	- 419 379 582,84			
Dépenses nettes	11 932 306 411,65	»	3,35	1 887 301 352
Ordonnancées	220 505 198,83			
Dépenses nettes	220 505 198,83	»	1,17	98 246 262
Ordonnancées	12 572 191 193,32			
Rétablissements crédits	- 419 379 582,84			
Dépenses nettes	12 152 811 610,48	»	4,52	1 985 547 614
Ordonnancées	20 773 803 286,44			
Rétablissements crédits	- 415 451 238,50			
Dépenses nettes	20 358 352 047,94	0,13	2,19	580 650 824
Ordonnancées	20 773 803 286,44			
Rétablissements crédits	- 415 451 238,50			
Dépenses nettes	20 358 352 047,94	0,13	2,19	580 650 824
Ordonnancées	18 175 405 927,18			
Rétablissements crédits	- 247 201 673,85			
Dépenses nettes	17 928 204 253,33	»	0,67	1 001 797 685
Ordonnancées	18 175 405 927,18			
Rétablissements crédits	- 247 201 673,85			
Dépenses nettes	17 928 204 253,33	»	0,67	1 001 797,685
Ordonnancées	15 240 598 654,06			
Rétablissements crédits	- 481 000 844,83			
Dépenses nettes	14 759 597 809,23	»	1,77	936 809 515

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Total pour le ministère	Crédits initiaux	15 203 700 000
	Reports gestion précédente	711 875 373
	Transferts répartitions	- 228 455 000
	Fonds concours, dons, legs	9 286 953
	Total net des crédits	15 696 407 326
Défense		
Section Gendarmerie		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	1 294 000 000
	Variation prévisions dépenses	15 750 000
	Reports gestion précédente	166 895 810
	Fonds concours, dons, legs	140 000
	Total net des crédits	1 476 785 810
Total pour le ministère	Crédits initiaux	1 294 000 000
	Variation prévisions dépenses	15 750 000
	Reports gestion précédente	166 895 810
	Fonds concours, dons, legs	140 0000
	Total net des crédits	1 476 785 810
RECAPITULATION		
Titre V. - Equipement		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	20 053 700 000
	Variation prévisions dépenses	- 191 250 000
	Reports gestion précédente	1 738 737 653
	Transferts répartitions	- 8 181 694 001
	Fonds concours, dons, legs	400 114 115
	Total net des crédits	13 819 607 767
Défense. - Section Air	Crédits initiaux	17 734 900 000
	Reports gestion précédente	1 031 126 785
	Transferts répartitions	1 820 269 819
	Fonds concours, dons, legs	352 706 270
	Total net des crédits	20 939 002 874
Défense. - Section Forces terrestres	Crédits initiaux	17 189 500 000
	Variation prévisions dépenses	183 250 000
	Reports gestion précédente	780 538 809
	Transferts répartitions	604 429 300
	Fonds concours, dons, legs	172 283 830
	Total net des crédits	18 930 001 939
Défense. - Section Marine	Crédits initiaux	15 203 700 000
	Reports gestion précédente	711 875 373
	Transferts répartitions	- 228 455 000
	Fonds concours, dons, legs	9 286 953
	Total net des crédits	15 696 407 326
Défense. - Section Gendarmerie	Crédits initiaux	1 294 000 000
	Variation prévisions dépenses	15 750 000
	Reports gestion précédente	166 895 810
	Fonds concours, dons, legs	140 000
	Total net des crédits	1 476 785 810
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titre V)	Crédits initiaux	71 475 800 000
	Variation prévisions dépenses	7 750 000
	Reports gestion précédente	4 429 174 430
	Transferts répartitions	- 5 985 449 882
	Fonds concours, dons, legs	934 531 168
	Total net des crédits	70 861 805 716
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat		
Défense. - Section commune	Crédits initiaux	224 200 000
	Reports gestion précédente	80 851 462
	Transferts répartitions	13 700 000
	Total net des crédits	318 751 462

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	15 240 598 654,06			
Rétablissements crédits	- 481 000 844,83			
Dépenses nettes	14 759 597 809,23	»	1,77	936 809 515
Ordonnancées	1 239 272 077,51			
Rétablissements crédits	- 8 005 281,58			
Dépenses nettes	1 231 266 795,93	0,12	0,19	245 519 014
Ordonnancées	1 239 272 077,51			
Rétablissements crédits	- 8 005 281,58			
Dépenses nettes	1 231 266 795,93	0,12	0,19	245 519 014
Ordonnancées	12 351 685 994,49			
Rétablissements crédits	- 419 379 582,84			
Dépenses nettes	11 932 306 411,65	»	3,35	1 887 301 352
Ordonnancées	20 773 803 286,44			
Rétablissements crédits	- 415 451 238,50			
Dépenses nettes	20 358 352 047,94	0,13	2,19	580 650 824
Ordonnancées	18 175 405 927,18			
Rétablissements crédits	- 247 201 673,85			
Dépenses nettes	17 928 204 253,33	»	0,67	1 001 797 685
Ordonnancées	15 240 598 654,06			
Rétablissements crédits	- 481 000 844,83			
Dépenses nettes	14 759 597 809,23	»	1,77	936 809 515
Ordonnancées	1 239 272 077,51			
Rétablissements crédits	- 8 005 281,58			
Dépenses nettes	1 231 266 795,93	0,12	0,19	245 519 014
Ordonnancées	67 780 765 939,68			
Rétablissements crédits	- 1 571 038 621,60			
Dépenses nettes	66 209 727 318,08	0,25	8,17	4 652 078 390
Ordonnancées	220 505 198,83			
Dépenses nettes	220 505 198,83	»	1,17	98 246 262

DESIGNATION DES TITRES	CREDITS	
	Origine des ouvertures et annulations de crédits	Montants et sens
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titre VI)	Crédits initiaux	224 200 000
	Reports gestion précédente	80 851 462
	Transferts répartitions	13 700 000
	Total net des crédits	318 751 462
RECAPITULATION GENERALE		
Titre V. - Equipement	Crédits initiaux	71 475 800 000
	Variation prévisions dépenses	7 750 000
	Reports gestion précédente	4 429 174 430
	Transferts répartitions	- 5 985 449 882
	Fonds concours, dons, legs	934 531 168
	Total net des crédits	70 861 805 716
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	Crédits initiaux	224 200 000
	Reports gestion précédente	80 851 462
	Transferts répartitions	13 700 000
	Total net des crédits	318 751 462
Totaux pour les dépenses militaires en capital (titres V et VI)	Crédits initiaux	71 700 000 000
	Variation prévisions dépenses	7 750 000
	Reports gestion précédente	4 510 025 892
	Transferts répartitions	- 5 971 749 882
	Fonds concours, dons, legs	934 531 168
	Total net des crédits	71 180 557 178

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 6 et le tableau E annexé.
(L'article 6 et le tableau E annexé sont adoptés.)

DEPENSES		MODIFICATIONS DE CREDITS à demander dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	220 505 198,83			
Dépenses nettes	220 505 198,83	»	1,17	98 246 262
Ordonnancées	67 780 765 939,68			
Rétablissements crédits	- 1 571 038 621,60			
Dépenses nettes	66 209 727 318,08	0,25	8,17	4 652 078 390
Ordonnancées	220 505 198,83			
Dépenses nettes	220 505 198,83	»	1,17	98 246 262
Ordonnancées	68 001 271 138,51			
Rétablissements crédits	- 1 571 038 621,60			
Dépenses nettes	66 430 232 516,91	0,25	9,34	4 750 324 652

Article 7 et tableau F annexé

M. le président. « Art. 7. - Le résultat du budget général de 1985 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Recettes	1 003 066 460 401,79 F
Dépenses	1 157 570 241 402,71 F
Excédent des dépenses sur les recettes	154 503 781 000,92 F

La répartition de ces sommes fait l'objet du tableau F, annexé à la présente loi.

Tableau F

Résultat définitif du budget général de 1985

(En francs)

GRANDES CATEGORIES DE RECETTES	MONTANT DEFINITIF des recettes du budget général de l'année 1985
RECETTES	
A. - Recettes fiscales	1 014 558 563 969,80
B. - Recettes non fiscales	66 565 318 298,02
C. - Fonds de concours et recettes assimilées	39 913 094 846,52
D. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	- 82 911 523 222,12
E. - Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes	- 35 058 993 490,43
Total général des recettes	1 003 066 460 401,79

GRANDES CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT DEFINITIF des dépenses et des recettes du budget général de l'année 1985
DEPENSES	
Dépenses ordinaires civiles	
Titre Ier. - Dette publique et dépenses en atténuation de recettes	197 170 511 059,51
Titre II. - Pouvoirs publics	2 587 152 000,00
Titre III. - Moyens des services	372 415 904 894,58
Titre IV. - Interventions publiques	355 184 250 032,03
	927 357 817 986,12
Dépenses civiles en capital	
Titre V. - Investissements exécutés par l'Etat	31 042 923 822,93
Titre VI. - Subventions d'investissement accordées par l'Etat	53 551 682 109,86
Titre VII. - Réparations des dommages de guerre	11 232 234,08
	84 605 838 166,87
Dépenses ordinaires militaires	
Titre III. - Moyens des armes et services	79 176 352 732,81
Dépenses militaires en capital	
Titre V. - Equipement	66 209 727 318,08
Titre VI. - Subvention d'investissement accordées par l'Etat	220 505 198,83
	66 430 232 516,91
Total général des dépenses	1 157 570 241 402,71
Report du total général des recettes	1 003 066 460 401,79
Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1985	154 503 781 000,92

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7 et le tableau F annexé.

(L'article 7 et le tableau F sont adoptés.)

Article 8 et tableau G annexé

M. le président. « Art. 8. - Les résultats définitifs des budgets annexes (services civils) sont arrêtés pour 1985 en recettes et en dépenses, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par budget annexe, conformément au tableau G annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Imprimerie nationale	1 746 034 419,70	80 731 213,40	30 416 522,70
Journaux officiels	496 895 544,22	5 527 741,98	4 594 454,76
Légion d'honneur	130 736 458,04	21 013 246,87	16 945 458,83
Monnaies et médailles	591 949 223,85	68 058 056,56	55 938 825,71
Navigation aérienne	1 834 535 831,81	103 805 338,89	32 750 867,08
Ordre de la Libération	3 331 203,00	478 221,03	478 221,03
Postes et télécommunications	176 002 143 801,24	10 296 396 946,27	3 227 868 407,03
Prestations sociales agricoles	63 859 434 754,47	2 787 711 018,74	1 077 276 264,27
Totaux	244 665 061 236,33	13 363 721 783,74	4 446 269 021,41

Tableau G

Règlement définitif des budgets annexes de 1985 (services civils)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DEPENSES
Imprimerie nationale	1 746 034 419,70	1 746 034 419,70
Journaux officiels	496 895 544,22	496 895 544,22
Légion d'honneur	130 736 458,04	130 736 458,04
Monnaies et médailles	591 949 223,85	591 949 223,85
Navigation aérienne	1 834 535 831,81	1 834 535 831,81
Ordre de la Libération	3 331 203,00	3 331 203,00
Postes et télécommunications	176 002 143 801,24	176 002 143 801,24
Prestations sociales agricoles	63 859 434 754,47	63 859 434 754,47
Totaux	244 665 061 236,33	244 665 061 236,33

1re PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	EVALUATION des produits	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1985	RECOUVREMENTS définitifs de l'année 1985	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés
1	2	3	4	5
Imprimerie nationale				
1re section. - Exploitation	1 707 386,171	1 745 407 085,89	1 745 407 085,89	»
2e section. - Equipement	»	627 333,81	627 333,81	»
Totaux	1 707 386 171	1 746 034 419,70	1 746 034 419,70	»
Journaux officiels				
1re section. - Exploitation	495 966 878	489 292 509,46	489 292 509,46	»
2e section. - Equipement	»	7 603 034,76	7 603 034,76	»
Totaux	495 966 878	496 895 544,22	496 895 544,22	»
Légion d'honneur				
1re section. - Exploitation	130 402 529	130 736 458,04	130 736 458,04	»
2e section. - Equipement	»	»	»	»
Totaux	130 402 529	130 736 458,04	130 736 458,04	»

BUDGETS ANNEXES 1	EVALUATION des produits 2	TOTAL des droits constatés pendant la gestion 1985 3	RECOUVREMENTS définitifs de l'année 1985 4	RESTES A RECOUVRER sur les droits constatés 5
Monnaies et médailles				
1re section. - Exploitation	566 851 366	525 400 836,40	525 400 836,40	»
2e section. - Equipement	»	66 548 387,45	66 548 387,45	»
Totaux	566 851 366	591 949 223,85	591 949 223,85	»
Navigation aérienne				
1re section. - Exploitation	1 521 817 000	1 577 073 395,00	1 577 073 395,00	»
2e section. - Equipement	251 000 000	247 462 436,81	257 462 436,81	»
Totaux	1 772 817 000	1 834 535 831,81	1 834 535 831,81	»
Ordre de la Libération				
1re section. - Recettes ordinaires	3 331 203	3 331 203,00	3 331 203,00	»
Postes et télécommunications				
1re section. - Exploitation	151 261 239 813	151 572 244 092,28	151 572 244 092,28	»
2e section. - Equipement	17 747 847 000	24 429 899 708,96	24 429 899 708,96	»
Totaux	169 009 086 813	176 002 143 801,24	176 002 143 801,24	»
Prestations sociales agricoles				
1re section. - Recettes ordinaires	62 149 000 000	63 859 434 754,47	63 859 434 754,47	»
Totaux pour la situation des recettes	235 834 841 960	244 665 061 236,33	244 665 061 236,33	»

2e PARTIE

Situation des dépenses

2e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES	CREDITS initiaux	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Par suite de variations dans les prévisions de dépenses	En liaison avec la réalisation de certaines ressources	Au titre de mesures d'ordre réglementaire			
				Reports de la gestion précédente	Transferts et répartitions	Fonds de concours et dons et legs	Mesures diverses
1	2	3	4	5	6	7	8
Imprimerie nationale							
1re section. - Exploitation	1 552 463 000	»	102 886 171	22 702 767	»	»	»
2e section. - Equipement	52 037 000	»	»	34 085 321	»	»	»
Total	1 604 500 000	»	102 886 171	56 788 088	»	»	»
Journaux officiels							
1re section. - Exploitation	426 015 756	»	53 931 122	»	»	»	»
2e section. - Equipement	15 050 000	»	970 000	1 247 627	»	»	»
Total	441 065 756	»	54 901 122	1 247 627	»	»	»
Légion d'honneur							
1re section. - Exploitation	90 513 927	»	43 602	»	»	5 334 025	»
2e section. - Equipement	39 845 000	»	»	10 474 339	»	»	»
Total	130 358 927	»	43 602	10 474 339	»	5 334 025	»
Monnaies et médailles							
1re section. - Exploitation	546 016 080	»	3 168 679	17 857 870	»	»	»
2e section. - Equipement	17 666 607	»	»	16 241 031	»	»	»
Total	563 682 687	»	3 168 679	34 098 901	»	»	»
Navigation aérienne							
1re section. - Exploitation	1 306 517 000	»	34 300 000	»	»	»	»
2e section. - Equipement	432 000 000	»	»	»	»	6 264 774	»
Total	1 738 517 000	»	34 300 000	»	»	6 264 774	»
Ordre de la Libération							
1re section. - Exploitation	3 331 203	»	»	»	»	»	»
Postes et télécommunications							
1re section. - Exploitation	119 708 316 813	»	666 000	139 682 521	»	127 934 029	»
2e section. - Equipement	49 258 574 000	1 770 000 000	41 530 000	6 812 163 817	»	281 555 410	»
Total	168 696 890 813	1 770 000 000	42 196 000	7 051 846 338	»	409 489 439	»
Prestations sociales agricoles							
1re section. - Exploitation	62 149 000 000	»	»	»	»	»	»
RECAPITULATION							
1re section. - Exploitation	185 782 173 779	»	194 995 574	180 243 158	»	133 268 054	»
2e section. - Equipement	49 815 172 607	1 770 000 000	42 500 000	6 974 212 135	»	287 820 184	»
Totaux pour la situation des dépenses	235 597 346 386	1 770 000 000	237 495 574	7 154 455 293	»	421 088 238	»

DES DEPENSES

francs)

TOTAL des crédits	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés)	RETABLISSEMENTS des crédits	DEPENSES nettes	REGLEMENT DES CREDITS		CREDITS reportés à 1986
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits	Crédits non consommés et annulés définitivement	
9	10	11	12	13	14	15
1 678 051 938	1 622 831 453,99	3 412 793,73	1 619 418 660,26	779 582,90	30 416 522,64	28 996 338
86 122 321	126 615 759,44	»	126 615 759,44	79 951 630,50	0,06	39 458 192
1 764 174 259	1 749 447 213,43	3 412 793,73	1 746 034 419,70	80 731 213,40	30 416 522,70	68 454 530
479 946 878	490 159 488,82	14 201 111,96	475 958 376,86	605 952,72	4 594 453,86	»
17 267 627	20 937 167,36	»	20 937 167,36	4 921 789,26	0,90	1 252 248
497 214 505	511 096 656,18	14 201 111,96	496 895 544,22	5 527 741,98	4 594 454,76	1 252 248
95 891 554	93 308 997,57	85 760,52	93 223 237,05	19 611 166,87	16 945 458,82	5 334 025
50 319 339	37 513 220,99	»	37 513 220,99	1 402 080,00	0,01	14 208 198
146 210 893	130 822 218,56	85 760,52	130 736 458,04	21 013 246,87	16 945 458,83	19 542 223
567 042 629	552 440 619,47	46 601 240,45	505 839 379,02	1 322 154,58	55 938 825,56	6 586 579
33 907 638	86 261 002,15	151 157,32	86 109 844,83	66 735 901,98	0,15	14 533 695
600 950 267	638 701 621,62	46 752 397,77	591 949 223,85	68 058 056,56	55 938 825,71	21 120 274
1 340 817 000	1 404 205 781,63	8 132 386,63	1 396 073 395,00	89 390 811,43	32 750 866,43	1 383 550
438 264 774	446 091 485,00	7 629 048,19	438 462 436,81	14 414 527,46	0,65	14 216 864
1 779 081 774	1 850 297 266,63	15 761 434,82	1 834 535 831,81	103 805 338,89	32 750 867,08	15 600 414
3 331 203	3 333 330,62	2 127,62	3 331 203,00	478 221,03	478 221,03	»
119 976 599 363	118 514 941 526,51	164 195 043,41	118 350 746 483,10	1 770 937 463,02	3 227 868 394,92	168 921 948
58 263 823 227	57 807 975 370,12	156 578 051,98	57 651 397 318,14	8 525 459 483,25	12,11	9 137 885 380
178 240 422 590	176 322 916 896,63	320 773 095,39	176 002 143 801,24	10 296 396 946,27	3 227 868 407,03	9 306 807 328
62 149 000 000	63 859 434 754,47	»	63 859 434 754,47	2 787 711 018,74	1 077 276 264,27	»
186 290 680 565	186 540 655 953,08	236 630 464,32	186 304 025 488,76	4 670 836 371,29	4 446 269 007,53	211 222 440
58 889 704 926	58 525 394 005,06	164 358 257,49	58 361 035 747,57	8 692 885 412,45	13,88	9 221 554 577
245 180 385 491	245 066 049 958,14	400 988 721,81	244 665 061 236,33	13 363 721 783,74	4 446 269 021,41	9 432 777 017

3e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX DES RECETTES ET DES DEPENSES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	REGLEMENT DES RECETTES			REGLEMENT DES DEPENSES		
	Recettes résultants des opérations propres	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédents de dépenses)	Totaux pour les recettes	Dépenses résultant des opérations propres	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédents de recettes)	Totaux des dépenses
1	2	3	4	5	6	7
Imprimerie nationale						
1re section. - Exploitation	1 745 407 085,89	»	1 745 407 085,89	1 619 418 660,26	»	1 619 418 660,26
2e section. - Equipement	627 333,81	»	627 333,81	126 615 759,44	»	126 615 759,44
Totaux	1 746 034 419,70	»	1 746 034 419,70	(1) 1 746 034 419,70	»	1 746 034 419,70
Journaux officiels						
1re section. - Exploitation	489 292 509,46	»	489 292 509,46	475 958 376,86	»	475 958,376,86
2e section. - Equipement	7 603 034,76	»	7 603 034,76	20 937 167,36	»	20 937 167,36
Totaux	496 895 544,22	»	496 895 544,22	(2) 496 895 544,22	»	496 895 544,22
Légion d'honneur						
1re section. - Exploitation	130 736 458,04	»	130 736 458,04	73 625 914,34	19 597 322,71	93 223 237,05
2e section. - Equipement	»	»	»	37 513 220,99	»	37 513 220,99
Totaux	130 736 458,04	»	130 736 458,04	(3) 111 139 135,33	19 597 322,71	130 736 458,04
Monnaies et médailles						
1re section. - Exploitation	525 400 836,40	»	525 400 836,40	505 839 379,02	»	505 839 379,02
2e section. - Equipement	66 548 387,45	»	66 548 387,45	86 109 844,83	»	86 109 844,83
Totaux	591 949 223,85	»	591 949 223,85	(4) 591 949 223,85	»	591 949 223,85
Navigation aérienne						
1re section. - Exploitation	1 577 073 395,00	»	1 577 073 395,00	1 396 073 395,00	»	1 396 073 395,00
2e section. - Equipement	257 462 436,81	»	257 462 436,81	438 462 436,81	»	438 462 436,81
Totaux	1 834 535 831,81	»	1 834 535 831,81	(5) 1 834 535 831,81	»	1 834 535 831,81
Ordre de la Libération						
1re section. - Exploitation	3 331 203,00	»	3 331 203,00	2 852 981,97	478 221,03	3 331 203,00
Postes et télécommunications						
1re section. - Exploitation	151 572 244 092,28	»	151 572 244 092,28	118 350 746 483,10	»	118 350 746 483,10
2e section. - Equipement	24 429 899 708,96	»	24 429 899 708,96	(6)57 651 397 318,14	»	57 651 397 318,14
Totaux	176 002 143 801,24	»	176 002 143 801,24	176 002 143 801,24	»	176 002 143 801,24
Prestations sociales agricoles						
1re section. - Exploitation	63 859 434 754,47	»	63 859 434 754,47	63 859 434 754,47	»	63 859 434 754,47
Totaux pour les résultats généraux	244 665 061 236,33	»	244 665 061 236,33	244 644 985 692,59	20 075 543,74	244 665 061 236,24

OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS

(1) Y compris une dépense de 78 576 559,80 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(2) Y compris une dépense de 4 404 914,21 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(3) Y compris une dépense de 1 402 080,00 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(4) Y compris une dépense de 22 111 681,52 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(5) Y compris une dépense de 103 805 338,89 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.
(6) Y compris une dépense de 1 862 349 352,13 F correspondant à une augmentation du fonds de roulement.

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 8 et le tableau G annexé.
(L'article 8 et le tableau G annexé sont adoptés.)

Article 9 et tableau H annexé

M. le président. « Art. 9. - Les résultats définitifs du budget annexe du service des essences sont arrêtés pour 1985 en recettes et en depenses aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis conformément au tableau H annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES BUDGETS ANNEXES	RESULTATS GENERAUX égaux en recettes et en dépenses	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Service des essences	4 727 816 814,47	183 066 368,61	415 559 374,14
Totaux	4 727 816 814,47	183 066 368,61	415 559 374,14

Tableau H

Règlement définitif du budget annexe du service des essences de 1985 (Défense)

RECAPITULATION GENERALE DES RESULTATS

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	RECETTES	DEPENSES
Service des essences	4 727 816 814,47	4 727 816 814,47
Totaux	4 727 816 814,47	4 727 816 814,47

1re PARTIE. - SITUATION DES RECETTES

(En francs)

BUDGETS ANNEXES	EVALUATION des produits	DROITS RESTANT à recouvrer à la clôture de la gestion 1984	DROITS constatés pendant la gestion 1985	TOTAL des droits constatés de la gestion 1985	RECOUVREMENTS définitifs de la gestion 1985	RESTES à recouvrer sur les droits constatés
Service des essences						
1re section. - Recettes d'exploitation	4 857 771 000	74 353 514,50	4 556 273 728,97	4 630 627 243,47	4 183 071 611,97	447 555 631,50
2e section. - Opérations en capital	31 700 000	»	171 543 085,50	171 543 085,50	171 543 085,50	»
Totaux pour la situation des recettes	4 889 471 000	74 353 514,50	4 727 816 814,47	4 802 170 328,97	4 354 614 697,47	447 555 631,50

2e PARTIE. - SITUATION

(En

BUDGETS ANNEXES	CREDITS initiaux	MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES EN COURS D'ANNEE					
		Par suite de variations dans les prévisions de dépenses	En liaison avec la réalisation de certaines ressources	Au titre de mesures d'ordre			
				Reports de la gestion précédente	Transferts et répartitions	Fonds de concours et dons et legs	Mesures diverses
1	2	3	4	5	6	7	8
Service des essences							
1re section. - Dépenses d'exploitation	4 759 321 000	»	»	66 653 028	»	»	»
2e section. - Opérations en capital	130 150 000	»	»	52 132 988	»	»	»
Totaux	4 889 471 000	»	»	118 786 016	»	»	»
Totaux pour la situation des dépenses	4 889 471 000	»	»	118 786 016	»	»	»

3e PARTIE. - RESULTATS GENERAUX

(En

BUDGETS ANNEXES	REGLEMENT DES RECETTES		
	Recettes résultant des opérations propres	Recettes versées ou à verser par le budget général (excédents de dépenses)	Totaux pour les recettes
1	2	3	4
Service des essences			
1re section. - Exploitation	4 556 273 728,97	»	4 556 273 728,97
2e section. - Capital	(A) 171 543 085,50	»	171 543 085,50
Totaux	4 727 816 814,47	»	4 727 816 814,47
Totaux pour les résultats généraux	4 727 816 814,47	»	4 727 816 814,47

DES DEPENSES

francs)

TOTAL des crédits 9	DEPENSES constatées (ordonnances ou mandats visés) 10	RETABLISSEMENTS de crédits 11	DEPENSES nettes 12	REGLEMENT DES CREDITS		CREDITS REPORTES à 1986 15
				Crédits complémentaires accordés pour couvrir l'excédent des dépenses sur les crédits 13	Crédits non consommés et annulés définitivement 14	
4 825 974 028	4 861 024 792,41	404 913 229,28	4 456 111 563,13	45 696 909,04	415 559 373,91	»
182 282 988	280 143 032,65	8 437 781,31	271 705 251,34	137 369 459,57	0,23	47 947 196
5 008 257 016	5 141 167 825,06	413 351 010,59	4 727 816 814,47	183 066 368,61	415 559 374,14	47 947 196
5 008 257 016	5 141 167 825,06	413 351 010,59	4 727 816 814,47	183 066 368,61	415 559 374,14	47 947 196

DES RECETTES ET DES DEPENSES

francs)

REGLEMENT DES DEPENSES			OBSERVATIONS SUR LA DETERMINATION DES RESULTATS
Dépenses résultant des opérations propres 5	Dépenses effectuées ou à effectuer au profit du budget général (excédents de recettes) 6	Totaux des dépenses 7	8
4 456 111 563,13	»	4 456 111 563,13	(A) Y compris un prélèvement sur le fonds de réserve de 91 672 550,36 F.
271 705 251,34	»	271 705 251,34	
4 727 816 814,47	»	4 727 816 814,47	
4 727 816 814,47	»	4 727 816 814,47	

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 9 et le tableau H annexé.
(L'article 9 et le tableau H annexé sont adoptés.)

Article 10 et tableau I annexé

M. le président. « Art. 10. - I. - Les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés, pour 1985, aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits et les autorisations de découverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits et ces autorisations de découverts sont répartis par catégorie de comptes et ministère gestionnaire, conformément au tableau I, annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1985		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisations de découverts complémentaires
§ 1. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF					
Comptes d'affectation spéciale	10 765 039 979,84	11 208 262 285,07	6 935 756,60	482 453 445,76	»
§ 2. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Comptes d'affectation spéciale	275 464 886,51	138 591 416,77	0,51	»	»
Comptes de commerce	82 384 465 502,37	80 360 169 734,34	»	»	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	334 638 943,07	494 026 212,32	»	»	»
Comptes d'opérations monétaires	15 875 469 898,49	11 353 629 627,68	»	»	30 360 592 627,23
Comptes d'avances	162 494 199 776,50	158 686 129 218,89	6 800 521 940,63	186 822 164,13	»
Comptes de prêts	7 937 040 515,79	10 122 388 922,81	0,61	0,82	»
Totaux pour le § 2	269 301 279 522,73	261 154 935 132,81	6 800 521 941,75	186 822 164,95	30 360 592 627,23
Totaux généraux	280 066 319 502,57	272 363 197 417,88	6 807 457 698,35	669 275 610,71	30 360 592 627,23

« II. - 1° Les soldes, à la date du 31 décembre 1985, des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent sont arrêtés aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1985	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale : opérations à caractère définitif et à caractère temporaire	447 028,24	1 425 917 973,83
Comptes de commerce	684 905 852,14	4 943 559 287,49
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	3 199 273 628,03	61 887 798,56
Comptes d'opérations monétaires	32 789 552 034,62	10 293 676 501,11
Comptes d'avances	43 815 189 347,21	»
Comptes de prêts	66 247 202 743,28	»
Totaux	146 736 570 633,52	16 725 041 560,99

« Les soldes ainsi arrêtés sont reportées àla gestion 1986 à l'exception d'un soldes débiteur de 51 881 607,53 F cocernant les comptes de prêts et d'un solde débiteur de 2 428 959 407,39 F concernant les comptes d'opérations monétaires qui font l'objet d'une affectation par l'article 17.

« 2° La répartition, par ministère, des sommes fixées au 1° est donnée au tableau I annexé à la présente loi. »

TABLEAU I

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

Tableau I. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

Résultats

(En

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1er JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
Comptes d'affectation spéciale		
Agriculture	»	680 406 459,48
Culture	»	120 708 294,07
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	447 028,24	44 843 419 67
Jeunesse et sports	»	272 429 619 71
Redéploiement industriel	»	1 181 345,41
Total des opérations à caractère définitif	447 028,24	1 119 569 138,34
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (2)		
Comptes d'avances		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	40 007 118 789,60	»
Total catégorie	40 007 118 789,60	»
Comptes de prêts		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	68 432 551 150,30	»
Total catégorie	68 432 551 150,30	»
Comptes de commerce		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	»	3 226 811 847,31
Justice	»	11 033 864,72
Services du Premier ministre. - Services généraux	5 889 393,41	»
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement	773 247 454 71	»
Défense. - Section commune	39 981 877,43	3 864 222 216 90
Total catégorie	819 118 725,55	7 102 067 928,93
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	2 971 918 885,85	415 011,54
Relations extérieures. - I. - Services diplomatiques	»	39 896 441,14
Total catégorie	2 971 918 885,85	40 311 452,68
Comptes d'opérations monétaires (3)		
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	27 750 892 627,23	9 776 857 364,53
Total catégorie	27 750 892 627,23	9 776 857 364 53
Total des opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit	108 439 669 939,90	»
Comptes à découvert	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14
RECAPITULATION		
I. - Opérations à caractère définitif (1)		
Comptes dotés de crédits de dépenses		
Comptes d'affectation spéciale	447 028,24	1 119 569 138,34
II. - Opérations à caractère temporaire (2)		
Comptes dotés de crédits de dépenses		
Comptes d'avances	40 007 118 789,60	»
Comptes de prêts	68 432 551 150,30	»
Total des comptes dotés de crédits de dépenses	108 439 669 939,90	»
Comptes à découvert		
Comptes de commerce	819 118 725,55	7 102 067 928,93
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	2 971 918 885,85	40 311 452,68
Comptes d'opérations monétaires	27 750 892 627,23	9 776 857 364,53
Total des comptes à découvert	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

comptables

francs)

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépenses nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
1 432 273 239,67	1 643 625 169,83	»	891 758 389,64
758 190 296,15	758 005 418,78	»	120 523 416,70
1 053 399 709,71	8 032 666 971,81	447 028,24	24 110 681,77
473 950 521,82	588 082 247,33	»	386 561 345,22
322 691 099,00	324 473 894,09	»	2 964 140,50
11 040 504 866,35	11 346 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
162 494 199 776,50	158 686 129 218,89	43 815 189 347,21	»
162 494 199 776,50	158 686 129 218,89	43 815 189 347,21	»
7 937 040 515,79	10 122 388 922,81	(4) 66 195 321 135,75	»
7 937 040 515,79	10 122 388 922,81	66 195 321 135,75	»
19 825 838 795,10	17 624 482 739,67	»	1 025 455 791 88
155 913 582,96	170 232 928,89	»	25 353 210,65
71 489 236 84	71 299 165,72	5 999 464,53	»
91 249 901,17	207 607 894,57	656 889 461,31	»
62 240 053 986 30	62 286 547 005,49	22 016 926,30	3 892 750 284,96
82 384 465 502,37	80 360 169 734,34	684 905 852,14	4 943 559 287,49
169 870 955,30	307 681 878,67	(5) 3 199 273 628,03	415 011,54
164 767 987,77	186 344 333,65	»	61 472 787,02
334 638 943,07	494 026 212,32	3 199 273 628,03	61 887 798,56
15 875 469 898,49	11 353 629 627,68	30 360 592 627,23	10 293 676 501,11
15 875 469 898,49	11 353 629 627,68	(6) 30 360 592 627,23	10 293 676 501,11
170 431 248 292,29	168 808 518 141,70	110 810 510 482,96	»
98 594 574 343,93	92 207 825 574,34	34 244 772 107,40	15 299 123 587,16
11 640 504 866,35	11 346 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
162 494 199 776,50	158 686 129 218,89	43 815 189 347,21	»
7 937 040 515,79	10 122 388 922,81	66 195 321 135,75	»
170 431 240 292,29	168 808 518 141,70	110 010 510 482,96	»
82 384 465 502,37	80 360 169 734,34	684 905 852,14	4 943 559 287,49
334 638 943,07	494 026 212,32	(5) 3 199 273 628,03	61 887 798,56
15 875 469 898,49	11 353 629 627,68	30 360 592 627,23	10 293 676 501,11
98 594 574 343,93	92 207 825 574,34	34 244 772 107,40	15 299 123 587,16

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	BALANCE D'ENTREE AU 1er JANVIER	
	Solde débiteur	Solde créditeur
Total des opérations à caractère définitif (1)	447 028,24	1 119 569 138,34
Total des opérations à caractère temporaire (2) :		
Comptes à crédit	108 439 669 939,90	»
Comptes à découvert	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14
RECAPITULATION GENERALE		
I. - Opérations à caractère définitif (1)		
Comptes à crédit	447 028,24	1 119 569 138,34
II. - Opérations à caractère temporaire (2)		
Comptes à crédit	108 439 669 939,90	»
Comptes à découvert	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14
Total général :		
Comptes à crédit	108 440 116 968,14	1 119 569 138,34
Comptes à découvert	31 541 930 238,63	16 919 236 746,14

(1) Y compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.
(2) Non compris les opérations mentionnées en (1).
(3) Y compris le solde du compte « Opérations avec le F.M.I. » au titre de 1985 (- 2 609 700 000 F).
(4) Non compris une somme de 51 881 607,53 F transportée en augmentation des découverts du Trésor en application de l'article 16 de la loi portant
(5) Y compris une somme de 365 165 665,55 F au titre de la dette commerciale du Zaïre.
(6) Non compris le solde du compte « Pertes et bénéfices de change » (- 2 428 959 407,39 F) transporté en augmentation des découverts du Trésor.

Tableau I. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF (1)		
COMPTES A CREDIT		
Comptes d'affectation spéciale		
Agriculture	Crédits initiaux	1 533 068 019
	Réalisations ressources	79 652 490
	Reports gestion précédente	230 998 782
	Total net des crédits	1 843 719 291
Culture	Crédits initiaux	778 000 000
	Réalisations ressources	5 755 790
	Reports gestion précédente	112 032 191
	Total net des crédits	895 787 981
Economie, finances et budget. - II. - Services financiers	Crédits initiaux	8 382 812 000
	Réalisations ressources	52 450 168
	Reports gestion précédente	63 534 072
	Total net des crédits	8 498 796 240
Jeunesse et sports	Crédits initiaux	396 000 000
	Réalisations ressources	193 176 108
	Reports gestion précédente	174 787 425
	Total net des crédits	763 963 533

OPERATIONS DE L'ANNEE		BALANCE DE SORTIE AU 31 DECEMBRE	
Dépenses nettes	Recouvrements	Solde débiteur	Solde créditeur
11 040 504 866,35	11 346 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
170 431 241 292,29 98 594 574 343,93	168 808 518 141,70 92 207 825 574,34	110 010 510 482,96 34 244 772 107,40	» 15 299 123 587,16
11 040 504 866,35	11 346 853 701,84	447 028,24	1 425 917 973,83
170 431 240 292,29 98 594 574 343,93	168 808 518 141,70 92 207 825 574,34	110 010 510 482,96 34 244 772 107,40	» 15 299 123 587,16
181 471 745 158,64 98 594 574 343,93	180 155 371 843,54 92 207 825 574,34	110 010 957 511,20 34 244 772 107,40	1 425 917 973,83 15 299 123 587,16

règlement définitif du budget de 1978 n° 80-1095 du 30 décembre 1980.

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	1 432 273 239,67			
Dépenses nettes	1 432 273 239,67	4 137,86	51 497 265,19	359 952 924
Ordonnancées	758 190 296,15			
Dépenses nettes	758 190 296,15	14 526,15	25 764 900,00	111 847 311
Ordonnancées	8 053 399 709,71			
Dépenses nettes	8 053 399 709,71	6 915 522,28	404 095 846,57	48 216 206
Ordonnancées	473 950 521,82			
Dépenses nettes	473 950 521,82	1 570,82	1 095 434,00	288 919 148

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
Redéploiement industriel	Crédits initiaux	323 000 000
	Réalisations ressources	1 473 893
	Reports gestion précédente	1 181 806
	Total net des crédits	325 655 699
Total des opérations à caractère définitif	Crédits initiaux	11 412 880 019
	Réalisations ressources	332 508 449
	Reports gestion précédente	582 534 276
	Total net des crédits	12 327 922 744
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE (2)		
COMPTES A CREDIT		
Comptes d'avances		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	155 880 500 000
	Total net des crédits	155 880 500 000
Total pour la catégorie	Crédits initiaux	155 880 500 000
	Total net des crédits	155 880 500 000
Comptes de prêts		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Crédits initiaux	7 445 000 000
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Reports gestion précédente	3 354 003 991
	Total net des crédits	9 963 003 991
Total pour la catégorie	Crédits initiaux	7 445 000 000
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Reports gestion précédente	3 354 003 991
	Total net des crédits	9 963 003 991
COMPTES A DECOUVERT		
Comptes de commerce		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Autorisations initiales	100 000 000
	Total des autorisations	100 000 000
Justice	Autorisations initiales	4 000 000
	Total des autorisations	4 000 000
Services du Premier ministre. - Services généraux	Autorisations initiales	6 000 000
	Total des autorisations	6 000 000
Urbanisme, logement et transports. - Urbanisme et logement	Autorisations initiales	900 000 000
	Total des autorisations	900 000 000
Défense. - Section commune	Autorisations initiales	150 000 000
	Total des autorisations	150 000 000
Total pour la catégorie	Autorisations initiales	1 160 000 000
	Total des autorisations	1 160 000 000
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers	Autorisations initiales	4 530 000 000
	Total des autorisations	4 530 000 000
Relations extérieures I. - Services diplomatiques		
Total pour la catégorie	Autorisations initiales	4 530 000 000
	Total des autorisations	4 530 000 000

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	322 691 099,00			
Dépenses nettes	322 691 099,00	»	»	2 964 600
Ordonnancées	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189
Ordonnancées	162 494 199 776,50			
Dépenses nettes	162 494 199 776,50	6 800 521 940,63	186 822 164,13	»
Ordonnancées	162 494 199 776,50			
Dépenses nettes	162 494 199 776,50	6 800 521 940,63	186 822 164,13	»
Ordonnancées	7 937 040 515,79			
Dépenses nettes	7 937 040 515,79	0,61	0,82	2 025 963 475
Ordonnancées	7 937 040 515,79			
Dépenses nettes	7 937 040 515,79	0,61	0,82	2 025 963 475
Ordonnancées	19 825 838 795,10			
Dépenses nettes	19 825 838 795,10	»	»	»
Ordonnancées	155 913 582,96			
Dépenses nettes	155 913 582,96	»	»	»
Ordonnancées	71 409 236,84			
Dépenses nettes	71 409 236,84	»	»	»
Ordonnancées	91 249 901,17			
Dépenses nettes	91 249 901,17	»	»	»
Ordonnancées	62 240 053 986,30			
Dépenses nettes	62 240 053 986,30	»	»	»
Ordonnancées	82 384 465 502,37			
Dépenses nettes	82 384 465 502,37	»	»	»
Ordonnancées	169 870 955,30			
Dépenses nettes	169 870 955,30	»	»	»
Ordonnancées	164 767 987,77			
Dépenses nettes	164 767 987,77	»	»	»
Ordonnancées	334 638 943,07			
Dépenses nettes	334 638 943,07	»	»	»

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
Comptes d'opérations monétaires		
Economie, finances et budget. II. - Services financiers		
Total pour la catégorie		
Total des opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	163 325 500 000
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Reports gestion précédente	3 354 003 991
	Total net des crédits	165 843 503 991
Comptes à découvert	Autorisations initiales	5 690 000 000
	Total des autorisations	5 690 000 000
RECAPITULATION		
Récapitulation pour les opérations à caractère définitif		
Comptes à crédit		
Comptes d'affectation spéciale	Crédits initiaux	11 412 880 019
	Réalisations ressources	332 508 449
	Reports gestion précédente	582 534 276
	Total net des crédits	12 327 922 744
Totaux pour les opérations à caractère définitif	Crédits initiaux	11 412 880 019
	Réalisations ressources	332 508 449
	Reports gestion précédente	582 534 276
	Total net des crédits	12 327 922 744
Récapitulation pour les opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit		
Comptes d'avances	Crédits initiaux	155 880 500 000
	Total net des crédits	155 880 500 000
Comptes de prêts	Crédits initiaux	7 445 000 000
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Reports gestion précédente	3 354 003 991
	Total net des crédits	9 963 003 991
Comptes à découvert		
Comptes de commerce	Autorisations initiales	1 160 000 000
	Total des autorisations	1 160 000 000
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	Autorisations initiales	4 530 000 000
	Total des autorisations	4 530 000 000
Comptes d'opérations monétaires		
Totaux pour les opérations à caractère temporaire :		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	163 325 500 000
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Reports gestion précédente	3 354 003 991
	Total net des crédits	165 843 503 991
Comptes à découvert	Autorisations initiales	5 690 000 000
	Total des autorisations	5 690 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
I. - Opérations à caractère définitif	Crédits initiaux	11 412 880 019
	Réalisations ressources	332 508 449
	Reports gestion précédente	582 534 276
	Total net des crédits	12 327 922 744

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	15 875 469 898,49			
Dépenses nettes	15 875 469 898,49	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnancées	15 875 469 898,49			
Dépenses nettes	15 875 469 898,49	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnancées	170 431 240 292,29			
Dépenses nettes	170 431 240 292,29	6 800 521 941,24	186 822 164,95	2 025 963 475
Ordonnancées	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes	98 594 574 343,93	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnancées	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189
Ordonnancées	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189
Ordonnancées	162 494 199 776,50			
Dépenses nettes	162 494 199 776,50	6 800 521 940,63	186 822 164,13	»
Ordonnancées	7 937 040 515,79			
Dépenses nettes	7 937 040 515,79	0,61	0,82	2 025 963 475
Ordonnancées	82 384 465 502,37			
Dépenses nettes	82 384 465 502,37	»	»	»
Ordonnancées	334 638 943,07			
Dépenses nettes	334 638 943,07	»	»	»
Ordonnancées	15 875 469 898,49			
Dépenses nettes	15 875 469 898,49	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnancées	170 431 240 292,29			
Dépenses nettes	170 431 240 292,29	6 800 521 941,24	186 822 164,95	2 025 963 475
Ordonnancées	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes	98 594 374 543,93	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnancées	11 040 504 866,35			
Dépenses nettes	11 040 504 866,35	6 935 757,11	482 453 445,76	811 900 189

DESIGNATION	OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS ou autorisations et annulations de découverts	
	Origine	Montants et sens
II. - Opérations à caractère temporaire		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	163 325 500 000
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Reports gestion précédente	3 354 003 991
	Total net des crédits	165 843 503 991
Comptes à découvert	Autorisations initiales	5 690 000 000
	Total des autorisations	5 690 000 000
Totaux généraux		
Comptes à crédit	Crédits initiaux	174 738 380 019
	Variations prévisions dépenses	- 836 000 000
	Réalisations ressources	332 508 449
	Reports gestion précédente	3 936 538 267
	Total net des crédits	178 171 426 735
Comptes à découvert	Autorisations initiales	5 690 000 000
	Total des autorisations	5 690 000 000

(1) Y compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.
(2) Non compris les opérations à caractère temporaire réalisées sur ressources affectées développées à la fin du tableau I.

Tableau I. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

DESIGNATION	OPERATIONS DE L'ANNEE 1985	
	Dépenses nettes	Recouvrements effectués
II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
Comptes d'affection spéciale		
Pour mémoire. - Opérations propres à 1985 seulement		
Agriculture	188 464 886,51	132 646 111,67
Culture	86 000 000,00	5 658 305,10
Jeunesse et sports	1 000 000,00	287 000,00
Total pour les opérations à caractère temporaire comprises dans les comptes d'affectation spéciale	275 464 886,51	138 591 416,77

DEPENSES		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Nature	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Ordonnancées	170 431 240 292,29			
Dépenses nettes	170 431 240 292,29	6 800 521 941,24	186 822 164,95	2 025 963 475
Ordonnancées	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes	98 594 574 343,93	30 360 592 627,23	»	»
Ordonnancées	181 471 745 158,64			
Dépenses nettes	181 471 745 158,64	6 807 457 698,35	669 275 610,71	2 837 863 664
Ordonnancées	98 594 574 343,93			
Dépenses nettes	98 594 574 343,93	30 360 592 627,23	»	»

du Trésor dont les opérations se poursuivent en 1986

OUVERTURES ET ANNULATIONS DE CREDITS		MODIFICATIONS A PREVOIR dans le projet de loi de règlement		REPORTS à la gestion suivante
Origine	Montants et sens	Ouvertures	Annulations	Montants
Crédits initiaux	186 000 000			
Réalisation ressources	28 000 000			
Reports gestion précédente	43 556 404			
Total net des crédits	257 556 404	0,51	»	69 091 518
Crédits initiaux	90 000 000			
Reports gestion précédente	6 000 000			
Total net des crédits	96 000 000	»	»	10 000 000
Crédits initiaux	500 000			
Reports gestion précédente	1 018 000			
Total net des crédits	1 518 000	»	»	518 000
Crédits initiaux	276 500 000			
Réalisations ressources	28 000 000			
Reports gestion précédente	50 574 404			
Total net des crédits	355 074 404	0,51	»	79 609 518

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 10 et le tableau I annexé.
(L'article 10 et le tableau I annexé sont adoptés.)

Article 11 et tableau J annexé

M. le président. « Art. 11. - I. - Les résultats des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985 sont arrêtés aux sommes mentionnées au tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est dit au même tableau. Ces crédits sont répartis par catégories de comptes et par ministère gestionnaire, conformément au tableau J annexé à la présente loi.

DESIGNATION DES CATEGORIES de comptes spéciaux	OPERATIONS DE L'ANNEE 1985		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisations de découverts complémentaires
§ 1. OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF					
Comptes d'affectation spéciale :					
902.03 Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	260 409 040,04	229 753 722,36	29 992 627,86	33 583 587,82	»
	»	»	»	»	»
Total du § 1	260 409 040,04	229 753 722,36	29 992 627,86	33 583 587,82	»
§ 2. OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
Compte de commerce :					
904.16 Union des groupements d'achats publics	6 698 029 467,95	6 914 478 471,44	»	»	»
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers :					
905.00 Contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	188 947 083,44	188 947 083,44	»	»	»
Total du § II	6 886 976 551,39	7 103 425 554,88	»	»	»
Total du § I	260 409 040,04	229 753 722,36	29 992 627,86	33 583 587,82	»
Total général	7 147 385 591,43	7 333 179 277,24	29 992 627,86	33 583 587,82	»

« II. - Les soldes avant affectation des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985 sont arrêtés à la date du 31 décembre 1985 aux sommes ci-après :

DESIGNATION DES CATEGORIES DE COMPTES SPECIAUX	SOLDES AU 31 DECEMBRE 1985	
	Débiteurs	Créditeurs
OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF		
Comptes d'affectation spéciale :		
902.03 Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	»	35 602 685,43
Total pour les opérations à caractère définitif	»	35 602 685,43
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE		
Comptes de commerce :		
904.16 Union des groupements d'achats publics	»	371 488 416,80
Compte de règlements avec les gouvernements étrangers	»	»
905.00 Contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	8 000 000,00	»
Total pour les opérations à caractère temporaire	8 000 000,00	371 488 416,80
Total général	8 000 000,00	407 091 102,23

« Ils font l'objet d'une affectation par l'article 17, à l'exception d'une somme de 552 648,36 F pour les comptes d'affectation spéciale et de 371 488 416,80 F pour les comptes de commerce, reprises à divers comptes. »

TABLEAU J

Règlement définitif des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985

Tableau J. - *Règlement définitif des comptes spéciaux*

DESIGNATION DES COMPTES SPECIAUX DEFINITIVEMENT CLOS par catégorie et par ministère	SOLDES AU 1er JANVIER 1985		OPERATIONS DE L'ANNEE 1985	
	Débiteurs	Créditeurs	Dépenses	Recettes
1	2	3	4	5
OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF				
Compte d'affectation spéciale (A)				
Défense				
903.03. - Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	»	66 258 003,11	260 409 040,04	229 753 722,36
OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE				
Compte de commerce (B)				
Education nationale				
904.16. - Union des groupements d'achats publics	»	155 039 413,31	6 698 029 467,95	6 914 478 471,44
Compte de règlement avec les gouvernements étrangers (C)				
Défense				
905-00. - Contribution d'Etats étrangers au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire	8 000 000,00	»	188 947 083,44	188 947 083,44
Totaux pour les comptes clos	8 000 000,00	221 297 416,42	7 147 385 591,43	7 333 179 277,24

(1) Y compris les opérations à caractère temporaire exceptionnellement réalisées sur ressources affectées et rappelées pour mémoire au paragraphe II
(2) Non compris les opérations à caractère temporaire exceptionnellement réalisées sur ressources affectées et rappelées pour mémoire au paragraphe I
(A) Compte clos le 31 décembre 1985 en application de l'article 71 de la loi de finances initiale pour 1985.
(B) Compte clos le 31 décembre 1985 en application de l'article 51 de la loi de finances initiale pour 1986.
(C) Compte clos le 31 décembre 1985 en application de l'article 71 de la loi de finances initiale pour 1985.
(D) Soldes portés au compte des découverts du Trésor à l'exception d'une somme de 552 648,36 F pour le compte 902-03 et une somme de

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 11 et le tableau J annexé.
(L'article 11 et le tableau J annexé sont adoptés.)

du Trésor définitivement clos au titre de l'année 1985

REGLEMENT					SOLDES A LA CLOTURE DES COMPTES (D)	
Des crédits			Des découverts			
Crédits accordés L.F.I.	Ouverture de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Découverts autorisés	Autorisations complémentaires	Débiteurs	Créditeurs
6	7	8	9	10	9	10
264 000 000,00	29 992 627,86	33 583 587,82	»	»	»	35 602 685,43
»	»	»	130 000 000,00	»	»	371 488 416,80
»	»	»	8 000 000,00	»	8 000 000,00	»
264 000 000,00	29 992 627,86	33 583 587,82	138 000 000,00	»	8 000 000,00	407 091 102,23

et analysées à l'annexe V (cf. p. 317).
et analysées à l'annexe V (cf. p. 317).

371 488 416,80 F pour le compte 904-16, reprises à divers comptes.

Article 12

M. le président. « Art. 12. - Le solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor, pour 1985, est arrêté, conformément au tableau ci-après, à la somme de 3 228 129 619,77 F :

OPERATIONS	DEPENSES	RECETTES
Annuités de subventions non supportées par le budget général ou un compte spécial du Trésor	662 709 134,53	»
Charges résultant du paiement des rentes viagères	1 466 556,29	»
Pertes et profits sur remboursements anticipés de titres	643 615 793,77	6 866 344,00
Différences de change	»	»
Charges résultant des primes de remboursement et des indexations	1 946 305 986,37	»
Pertes et profits divers	»	19 101 517,19
Totaux	3 254 097 470,96	25 967 851,19
Solde	3 228 129 619,77	

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 12.
(L'article 12 est adopté.)

Articles 13 à 17

M. le président. « Art. 13. - Le solde débiteur, s'élevant à 2 367 323,53 francs du compte n° 438-05 « Compte de liquidation de l'actif et du passif des anciennes colonies de la Guadeloupe, de la Guyanne française, de la Martinique et de la Réunion », subsistant dans les écuries du Trésor français et se rapportant à des opérations effectuées avant la transformation en départements d'outre-mer, en 1947, des quatre anciennes colonies, est définitivement apuré. - *(Adopté.)*

« Art. 14. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation est autorisé à admettre en surséance les avances du Trésor d'un montant de 850 millions de francs consenties en 1984 au service des alcools et imputées au compte spécial du Trésor « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ». - *(Adopté.)*

« Art. 15. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation est autorisé à abandonner la créance que l'Etat détient à l'encontre de la société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Paris - La Villette (S.E.M.V.I.) pour un montant de 196 590 620 francs résultant de prêts accordés à cette société et imputés sur le compte spécial du Trésor n° 903-05 « Prêts du fonds de développement économique et social ». - *(Adopté.)*

« Art. 16. - Sont reconnues d'utilité publique, pour un montant total de 275 007,76 francs les dépenses comprises dans la gestion de fait des deniers de l'Etat, jugée par la Cour des comptes dans ses arrêts des 1er juin 1984 et 10 octobre 1985, au titre du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports entre 1970 et 1975. » - *(Adopté.)*

« Art. 17. - I. - Les sommes énumérées ci-après, mentionnées aux articles 7, 10, 12, 13, 14 et 15, sont transportées en augmentation des découverts du Trésor :

« Excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 1985	154 503 781 000,92 F
« Résultat net des comptes spéciaux du Trésor soldés en 1985	2 428 959 407,39 F
« Solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts pour 1985	3 228 129 619,77 F
« Solde débiteur résultant de la liquidation de l'actif et du passif des anciennes colonies	2 367 323,53 F
« Admission en surséance d'avances du Trésor irrecouvrables	850 000 000,00 F
« Abandon d'une créance à l'encontre de la S.E.M.V.I.	196 590 620,00 F
Total	161 209 827 971,61 F

« II. - La somme mentionnée à l'article 11 est transportée en atténuation des découverts du Trésor :

« Résultat net des comptes spéciaux du Trésor clos au 31 décembre 1985	27 050 037,07 F

« III. - Conformément à l'article 16 de la loi n° 80-1095 du 30 décembre 1980 et à l'article 15 de la loi n° 84-386 du 24 mai 1984, il est fait remise de dettes à certains pays appartenant à la catégorie des pays les moins avancés pour un montant de 51 881 607,53 F

« La somme précitée, correspondant au montant en capital des échéances au 31 décembre 1985, est transportée en augmentation des découverts du Trésor.

« Net à transporter en augmentation des découverts du Trésor (I - II + III)	161 234 659 542,07 F »

(Adopté.)

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

En application de l'article 59 du règlement, le scrutin public est de droit.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 216 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	89
Majorité absolue des suffrages exprimés	45
Pour l'adoption	74
Contre	15

Le Sénat a adopté.

7

DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL

Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi (n° 271, 1986-1987), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social.

Rapport [n° 273 (1986-1987)] et avis [n°s 284 et 298 (1986-1987)].

Dans la discussion des articles, nous avions commencé l'examen des articles additionnels après l'article 31.

Article additionnel après l'article 31

M. le président. Par amendement n° 14 rectifié *bis*, M. Louis Souvet, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après l'article 31, d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 321-1 du code du travail est complété par un second alinéa ainsi rédigé :

« La convention et l'accord collectif de travail, ou, à défaut, la décision de l'employeur, ne peuvent comporter de dispositions établissant une priorité de licenciement à raison des seuls avantages à caractère viager dont bénéficie un salarié. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Louis Souvet, *rapporteur de la commission des affaires sociales.* Cet amendement est d'ordre purement rédactionnel. Il a pour objet de transférer l'article 58, introduit par amendement à l'Assemblée nationale, du titre VI « Dispositions diverses » au titre IV « Dispositions relatives au travail et à l'emploi », puisque cet article concerne le droit du travail.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Une fois de plus, le Gouvernement est convaincu par le propos de M. le rapporteur. Par conséquent, il accepte l'amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 14 rectifié *bis*, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 31.

Articles 31 *bis* et 32

M. le président. « Art. 31 *bis*. - L'article L. 128 du code du travail est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« La surveillance de la santé des personnes mentionnées au deuxième alinéa, au titre de leur activité, est assurée par un examen de médecine préventive. Cet examen est assuré par les services médicaux de main-d'œuvre.

« A défaut d'un examen pratiqué par ces services dans les douze mois précédant l'embauche, l'examen sera pratiqué au moment de l'embauche. Dans ce cas, il est à la charge de l'association employeur. Il est valable pour une période de douze mois consécutifs, quelles que soient les associations intermédiaires employeurs successifs. » - *(Adopté.)*

« Art. 32. - L'article L. 233-5 du code du travail est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Des arrêtés du ministre chargé du travail peuvent établir la liste des normes techniques de sécurité dont le respect permet de satisfaire aux règles édictées par les décrets prévus aux 2° et 3° du deuxième alinéa. Ces arrêtés peuvent rendre obligatoire certaines de ces normes.

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, sont autorisées, pour une durée déterminée, l'importation aux fins d'exposition et l'exposition dans les foires et salons autorisés de matériels et de produits ne satisfaisant pas aux prescriptions d'hygiène et de sécurité définies au deuxième alinéa. Toutefois, leur exposition est subordonnée à la présence d'un avertissement placé à proximité pendant toute la durée de l'exposition, dont les caractéristiques sont fixées par un arrêté du ministre chargé du travail pris après avis du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels. » - *(Adopté.)*

Article 33

M. le président. « Art. 33. - I. - L'article L. 311-5 du code du travail est ainsi modifié :

« 1° Le premier alinéa est complété par les mots : « et sont tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi ».

« 2° Dans le deuxième alinéa, après les mots : « les personnes qui », sont insérés les mots : « ne peuvent justifier de l'accomplissement de tels actes ou qui ».

« 3° Il est inséré un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Les personnes qui ne peuvent bénéficier des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 351-16 et qui répondent à une condition d'âge fixée par décret, peuvent toutefois, à leur demande, être dispensées de l'obligation fixée au premier alinéa du présent article. »

« II. - Le 1° de l'article L. 311-5 du code de la sécurité sociale est complété par une phrase suivante : « Cette condition est réputée satisfaite pour les personnes dispensées d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi en application du troisième alinéa de l'article L. 311-5 du code du travail. »

Je suis saisi de sept amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

Le premier, n° 140, est présenté par MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés.

Le deuxième, n° 234, est présenté par MM. Viron, Souffrin, Mme Beaudeau, les membres du groupe communiste et apparenté.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Le troisième, n° 141, présenté par MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés, tend à supprimer le 1° du paragraphe I de cet article.

Le quatrième, n° 142, présenté par les mêmes auteurs, vise à supprimer le 2° du paragraphe I de cet article.

Le cinquième, n° 144 rectifié, présenté par MM. Méric, Régnault, Authié, Bœuf, Bonifay, Ciccolini, Delfau, Estier, Mélenchon, Sérusclat, les membres du groupe socialiste et apparentés, tend dans le dernier alinéa du paragraphe I de cet article, après les mots : « être dispensés », à ajouter les mots : « par l'agence locale de l'A.N.P.E., »

Le sixième, n° 143 rectifié, présenté par les mêmes auteurs, vise à compléter le paragraphe I de cet article par les dispositions suivantes :

« 4° Il est inséré un quatrième alinéa ainsi rédigé :

« Les personnes qui ne peuvent justifier d'actes positifs de recherche d'emploi ou qui sont dispensées de cette obligation sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi. »

Enfin, le septième, n° 235, présenté par MM. Viron, Souffrin, Mme Beaudeau, les membres du groupe communiste et apparenté, est ainsi conçu :

Il est ajouté, *in fine* du paragraphe I de cet article, un alinéa supplémentaire rédigé comme suit :

« 4° Il est ajouté un quatrième alinéa ainsi rédigé : « toutes les personnes concernées par les trois alinéas précédents demeurent inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi. »

La parole est à M. Bonifay, pour défendre l'amendement n° 140.

M. Charles Bonifay. L'article 33 a pour seule utilité de diminuer les chiffres du chômage. Nous proposons la suppression de cet article par honnêteté intellectuelle.

M. le président. La parole est à M. Viron, pour défendre l'amendement n° 234.

M. Hector Viron. Nous avons été amenés à faire la même constatation que notre collègue M. Bonifay.

Le rapport écrit indique pour l'article 33 du projet de loi que les modifications sont de trois ordres. Or, la deuxième modification consiste dans la possibilité d'exclure de la liste des demandeurs d'emploi tenue par l'A.N.P.E. certaines personnes et la troisième consiste à dispenser certaines personnes de l'obligation de recherche d'emploi.

En réalité, sous couvert d'une très légère amélioration, cet article aura pour résultat de réduire d'une façon artificielle le nombre de chômeurs et de contribuer ainsi à la marginalisation des personnes intéressées. C'est la raison pour laquelle nous en demandons la suppression.

M. le président. La parole est à M. Bonifay, pour défendre les amendements n°s 141, 142, 144 rectifié et 143 rectifié.

M. Charles Bonifay. Les amendements n°s 141 et 142 tendent à la suppression des premier et deuxième paragraphes de l'article 33.

L'amendement n° 144 rectifié apporte une précision que la commission et le Gouvernement devraient accepter.

Enfin, s'agissant de l'amendement n° 143 rectifié, nous pensons qu'il n'y a pas lieu de modifier la comptabilisation des demandeurs d'emploi pour des raisons circonstancielles.

M. le président. La parole est à M. Viron, pour défendre l'amendement n° 235.

M. Hector Viron. L'amendement n° 235 a pour objet, au cas où l'article 33 ne serait pas supprimé, d'insérer un quatrième alinéa permettant de continuer à comptabiliser à l'agence nationale pour l'emploi l'ensemble des personnes recherchant un emploi. Nous voulons disposer de véritables chiffres et non pas de chiffres plus ou moins approximatifs en raison de l'exclusion de dizaines de milliers, pour ne pas dire de plusieurs centaines de milliers de demandeurs d'emploi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces différents amendements ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* En ce qui concerne les amendements n°s 140 et 234, la commission a donné un avis défavorable à ces amendements de suppression des dispositions relatives à l'extension de la dispense de la recherche d'emploi pour les chômeurs non indemnisés.

S'agissant de l'amendement n° 141, qui est un amendement de repli, la commission a émis un avis défavorable, car il supprime le principe de l'obligation de la recherche d'emploi pour une personne inscrite à l'A.N.P.E.

Quant à l'amendement n° 142, la commission a émis un avis défavorable, car il permet de tenir compte des personnes qui ne peuvent justifier d'une recherche d'emploi, essentiellement des personnes qui ne répondent plus aux convocations de l'A.N.P.E.

En ce qui concerne l'amendement n° 144 rectifié, la commission s'en est remise à la sagesse du Sénat et souhaite connaître la position du Gouvernement.

S'agissant de l'amendement n° 143 rectifié, dans sa première version, cet amendement avait pour objet de comptabiliser comme demandeurs d'emploi l'ensemble des bénéficiaires d'un dispositif de formation, de réinsertion professionnelle et de travaux d'utilité collective.

Cet amendement était contraire aux recommandations du Bureau international du travail - B.I.T. - qui ne place pas parmi les chômeurs ces personnes. Par conséquent, votre commission n'avait pu à l'époque qu'émettre un avis défavorable sur cet amendement.

Or, depuis la réunion de notre commission, je constate que les auteurs de cet amendement se sont ralliés à la position du rapporteur. Toutefois, la nouvelle rédaction n'est pas plus acceptable, car on ne peut maintenir dans la catégorie des chômeurs les personnes qui ne répondent plus aux convocations de l'A.N.P.E.

Dans ces conditions, je ne peux, au nom de la commission, qu'émettre, une nouvelle fois, un avis défavorable sur cet amendement.

Enfin, quant à l'amendement n° 235, il est, bien sûr, contraire à l'objet de l'article 33 et la commission y est également défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur tous ces amendements ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je ferai une observation liminaire, qui pourra s'appliquer aux deux amendements de suppression n°s 140 et 234.

Je souhaiterais vivement que les auteurs de ces deux amendements me fassent l'honneur de penser que, si je souhaitais manipuler les statistiques, premièrement, je ne me rendrais pas ridicule en venant leur en demander la permission, deuxièment je ne m'en tiendrais pas à un public maximum de l'ordre de 36 000 personnes et, enfin, troisièmement, je n'aurais pas demandé, dès mon arrivée au ministère dont j'ai la charge au directeur général de l'I.N.S.E.E. de bien vouloir mettre en conformité notre système statistique avec les normes du B.I.T., m'engageant par avance à suivre ces recommandations, quelles qu'elles soient.

Les recommandations de M. Malinvaud, directeur général de l'I.N.S.E.E., ont conduit, vous le savez, à la réintégration dans les chiffres des demandeurs d'emploi de 70 000 demandeurs d'emploi supplémentaires. Ce mois-là, le chômage n'a pas augmenté de 70 000 personnes. Simplement, nous avons procédé, conformément au vœu du directeur général de l'I.N.S.E.E., à une rectification statistique.

Je suis probablement le seul ministre de l'histoire sociale de ce pays qui ait accepté 70 000 demandeurs d'emploi supplémentaires pour de simples raisons d'esthétique statistique. Je crois donc que l'on est mal venu de nous reprocher de chercher à manipuler les chiffres.

De quoi s'agit-il en fait ? Nous avons parmi les demandeurs d'emploi une catégorie très particulière, à savoir les personnes de plus de cinquante-cinq ans. Le gouvernement précédent - je prends M. Bonifay à témoin - a estimé que, posant des problèmes particuliers, cette catégorie appelait une gestion particulière.

C'est ainsi que, sur l'initiative du gouvernement précédent, 116 000 demandeurs d'emploi de plus de cinquante-cinq ans indemnisés ont été retirés des statistiques du chômage.

C'est une opération que je ne conteste pas, que je ne critique pas du tout. Simplement, le gouvernement précédent, plus particulièrement M. Delebarre, avait estimé qu'à la faveur du nouveau règlement du système d'indemnisation du chômage, c'est-à-dire de l'U.N.E.D.I.C. les personnes indemnisées de plus de cinquante-cinq ans étaient portées jusqu'à l'âge de la retraite par le système d'indemnisation. Il y avait lieu de considérer qu'elles n'étaient plus réellement à la recherche d'un emploi et qu'il ne fallait ni leur imposer inutilement ces démarches, ni imposer à l'U.N.E.D.I.C., qui a bien d'autres chats à fouetter, de les gérer.

Je reconnais bien volontiers que le précédent gouvernement n'avait pris aucune initiative pour les chômeurs non indemnisés de plus de cinquante-cinq ans. Il est vrai que le problème des chômeurs non indemnisés se pose dans des termes différents. Pourquoi ? Parce qu'ils se répartissent en plusieurs catégories.

Il en est qui sont effectivement à la recherche d'un emploi, qui ne sont plus indemnisés parce qu'ils ont épuisé leurs droits. Ils relèvent généralement dans ce cas de l'aide sociale et ceux-là il faut, bien évidemment, continuer à les aider à retrouver une activité.

L'autre catégorie de demandeurs d'emplois de plus de cinquante-cinq ans non indemnisés, probablement la plus nombreuse, est composée des personnes qui s'inscrivent à l'A.N.P.E. pour conserver leurs droits à l'assurance maladie.

D'autres encore s'inscrivent pour pouvoir tout simplement bénéficier d'un certain nombre d'avantages sociaux accordés par les collectivités locales aux demandeurs d'emploi.

J'ouvre une parenthèse pour rappeler que, tout en étant parfaitement louables, ces initiatives entraînent parfois des effets pervers en termes statistiques. En effet, certaines personnes, et pas seulement celles qui sont âgées de plus de cinquante-cinq ans, ont tendance à s'inscrire comme demandeurs d'emploi alors qu'elles ne recherchent pas réellement une activité, aux seules fins de bénéficier du transport gratuit ou de réductions sur tel ou tel service communal.

Le Sénat se souvient d'ailleurs qu'il lui avait été demandé l'année dernière de « réparer » une initiative de l'Assemblée nationale, qui risquait d'entraîner des effets pervers en termes de statistiques du chômage. L'Assemblée nationale avait en effet voté, dans un élan de générosité tout à fait louable, une disposition prévoyant que les enfants de demandeurs d'emploi bénéficieraient de certaines réductions ou seraient dispensés des droits d'inscription à l'université. Nous avons procédé à un rapide calcul lorsque nous avons appris le vote de cet amendement. Nous avons estimé entre 50 000 et 100 000 le nombre d'inscriptions supplémentaires à l'A.N.P.E. qui en résulteraient. Il suffirait, en effet, que dans un couple l'un travaille et l'autre s'inscrive à l'A.N.P.E. pour que leurs enfants bénéficient des exonérations de droits d'inscription. Le Sénat avait bien voulu suivre le Gouvernement et revenir sur cette disposition.

C'est à ces demandeurs d'emploi non indemnisés que nous songeons. Est-il normal, dès lors qu'ils ne recherchent pas réellement un emploi et qu'ils le reconnaissent, de leur imposer les diverses démarches requises ? Est-il normal de leur faire courir le risque d'une radiation dès lors qu'ils ne recherchent pas activement un emploi et de leur faire perdre, en conséquence, le bénéfice des avantages sociaux dont ils cherchent par ailleurs à profiter.

Il va de soi que le système proposé par le Gouvernement est strictement facultatif. C'est une possibilité qui est offerte aux demandeurs d'emploi de plus de cinquante-cinq ans de demander à être dispensés des actes de recherche d'emploi, étant entendu par ailleurs qu'ils continueront à bénéficier de tous les avantages attachés à la qualité de demandeurs d'emploi.

Cela permettra à l'A.N.P.E., qui a de nombreuses tâches à accomplir, de se consacrer aux demandeurs d'emploi qui sont effectivement à la recherche d'un emploi.

C'est la raison pour laquelle, monsieur le président, vous l'aurez compris, le Gouvernement n'est pas favorable aux amendements de suppression nos 140 et 234.

L'amendement no 141 tend à la suppression du premier paragraphe de l'article où il est proposé d'ajouter une condition supplémentaire pour qu'une personne puisse être considérée comme étant à la recherche d'un emploi.

Il faudra désormais, non seulement qu'elle soit inscrite sur la liste des demandeurs d'emploi, mais en outre qu'elle accomplisse des actes positifs de recherche d'emploi. De cette façon, les effectifs à gérer par l'A.N.P.E. ne comprendront plus des gens qui ne recherchent pas, avec toute la diligence souhaitable, un emploi.

Que l'on ne parle pas de dureté de la part du Gouvernement. En effet, pour ce qui est de l'Assedic, on sait que la décision de prolongation de ce que l'on appelle les allocations de fin de droits est souvent prise par la commission locale au vu des efforts déployés par la personne considérée pour retrouver une activité.

Le Gouvernement ne sera pas davantage favorable à l'amendement no 142, qui tend à supprimer le deuxième paragraphe de l'article.

Le projet de loi ajoute donc une condition supplémentaire pour qu'une personne puisse être considérée comme étant à la recherche d'emploi. Je rappelle que cette disposition n'est pas entièrement nouvelle puisque, à l'heure actuelle, les directeurs départementaux du travail et de l'emploi peuvent déjà radier du bénéfice des allocations de chômage les demandeurs qui n'effectuent pas ces recherches positives. Je précise que ces allocations peuvent être supprimées de façon définitive.

Nous sommes d'ailleurs en pleine actualité. Je crois savoir que M. le premier président de la Cour des comptes est venu déposer, il y a quelques instants, sur le bureau de votre assemblée, le rapport de la haute juridiction pour l'année 1987. Un chapitre dont j'avais eu connaissance y est consacré aux conditions dans lesquelles les Assedic gèrent les allocations de demandeurs d'emploi ; il appelle à un effort de rigueur, voire de sévérité, ce qui correspond précisément à ce que nous essayons de mettre en œuvre.

Il est normal, dans le cadre des pouvoirs confiés à l'A.N.P.E., qu'une durée de trois mois soit prévue pour la radiation de la liste des demandeurs d'emploi. Cette mesure se justifie par l'ampleur de l'effort que consent la nation en faveur des demandeurs d'emploi.

J'en viens maintenant à l'amendement no 144 rectifié, sur lequel la commission souhaitait entendre l'avis du Gouvernement.

Le Gouvernement va demander le rejet de cet amendement au motif qu'il n'est pas du domaine législatif. Il s'agit d'aligner le régime des demandeurs âgés non indemnisés qui souhaitent volontairement être dispensés de recherche d'emploi sur celui des demandeurs âgés indemnisés qui se trouvent dans les mêmes dispositions. S'agissant des 116 000 personnes que j'évoquais tout à l'heure, le problème a été réglé dans le passé par voie d'instruction et nous avons l'intention de faire de même. Comme pour les demandeurs indemnisés, l'agence enverra une lettre au demandeur d'emploi théorique lui indiquant qu'il remplit les conditions pour être dispensé de recherche d'emploi, s'il le désire. Il lui suffira de renvoyer le deuxième volet d'une carte jointe à la lettre et de conserver le premier volet. La lettre précisera, en outre, les droits que l'intéressé conservera en tout état de cause.

Par conséquent, l'A.N.P.E. n'aura pas à prendre de décision ; elle devra simplement enregistrer une demande et en tirer les conséquences.

Comme je l'ai précisé à l'Assemblée nationale, l'A.N.P.E. conservera - je le confirme - une liste des intéressés. Une attestation annuelle de dispense de recherche d'emploi sera remise aux intéressés afin qu'ils puissent continuer à bénéficier des avantages sociaux attachés éventuellement à l'inscription comme demandeur d'emploi.

Dans l'amendement no 143 rectifié, il est proposé : « Les personnes qui ne peuvent justifier d'actes positifs de recherche d'emploi ou qui sont dispensées de cette obligation sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi. »

J'espère que les auteurs de l'amendement ont bien compris ce qu'ils proposaient et, dans ce cas, j'y verrai une trace d'humour. En effet, si cet amendement était adopté, seraient réintégrées dans les statistiques de l'A.N.P.E. non seulement les quelques milliers de personnes de plus de cinquante-cinq ans qui demanderaient à bénéficier des dispositions que je vous propose de voter mais, qui plus est, les 116 000 personnes qui en ont été évacuées par M. Delebarre, ce qui est probablement excessif.

Ainsi, en application des normes du bureau international du travail, les personnes concernées n'apparaîtront pas dans la liste des demandeurs d'emploi de catégorie I mais on les retrouvera dans les statistiques mensuelles que nous publions et chacun pourra - le syndicat C.G.T. ne s'en prive pas - calculer son propre indice selon ce qu'il souhaite intégrer dans les chiffres. D'ailleurs, les chiffres de la C.G.T., il ne faut pas être très savant pour les établir ! Il n'est que de lire les chiffres que nous publions nous-mêmes. Une fois pour toutes, la C.G.T. a décidé qu'un jeune effectuant un travail d'utilité collective était un demandeur d'emploi comme un autre et devait être compté comme tel. Comme nous en donnons le nombre, il ne reste qu'à faire une addition. La même pratique sert pour les bénéficiaires des stages. C'est dire, monsieur Viron, que nous ne cachons rien ! Nous avons seulement une autre approche politique que la vôtre.

D'abord, nous respectons les normes du B.I.T. Nos chiffres ont sa bénédiction et j'ai cru comprendre, au cours d'autres débats, que vous attachiez beaucoup de prix à ses avis.

Ensuite - Mme Fraysse-Cazalis appellerait volontiers cela de la précarisation - dans le contexte économique dans lequel nous nous trouvons et dès lors que nous ne pouvons pas - dire le contraire serait mentir - créer autant d'emplois

qu'il en est demandé, nous cherchons du moins à proposer aux demandeurs d'emploi des options positives qui leur donnent un statut social, financier et psychologique plus favorable que la situation de chômage proprement dite. Traitement social, peut-être ; traitement socio-économique plus probablement. Je n'oublie pas que je suis à la fois le ministre de l'emploi et le ministre des affaires sociales.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement ne sera pas non plus favorable aux amendements nos 143 rectifié et 235.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 140 et 234, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement no 141.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je suis tout à fait désolé de ne pas avoir assisté à la reprise du débat sur le D.M.O.S. Mais, en ce moment, l'ordre du jour varie presque aussi vite que le temps change ! J'aurais pourtant sans doute pu convaincre M. le ministre de la qualité de nos intentions en défendant l'amendement no 141.

En revanche, je retire l'amendement no 143 rectifié. M. Séguin a, en effet, rappelé à juste titre qu'un gouvernement soutenu par le groupe socialiste avait exclu de la liste des demandeurs d'emploi, donc des statistiques, un certain nombre de personnes.

Cela répondait à une logique qui, si j'en crois les comptes rendus de l'Assemblée nationale, avait soulevé de vives protestations. Mais aujourd'hui, du fait de la transfiguration qui résulte du passage de l'opposition à la majorité, ces critiques sont un vieux, un mauvais souvenir !

Selon nous, ces personnes ne cherchent plus de travail, elles sont en préretraite ; il est donc bien normal qu'elles se reposent et qu'elles ne figurent plus dans les statistiques.

Pour vous, 30 000 personnes sont concernées ; d'autres avancent le chiffre de 60 000. On verra bien !

Parmi eux, vous distinguez deux catégories : ceux dont le plafond de ressources leur interdit d'être inscrits et ceux qui sont dispensés de s'inscrire.

Nous pensons que vous fonctionnez par *a priori* car, au fond, vous n'en savez peut-être pas plus que nous sur cette affaire.

Nous avons le sentiment que les personnes qui seront dispensées de s'inscrire n'iront pas. Elles ne figureront certes pas dans les statistiques, mais je ne vous ferai pas le procès de vouloir « arranger » les chiffres ! Mais surtout, elles se tiendront plus encore « hors circuit ».

A un moment où tant de petites et moyennes entreprises souhaitent embaucher de la main-d'œuvre jeune - la loi sur l'apprentissage dont nous venons de débattre et bien d'autres dispositifs favorisent, en effet, l'embauche des plus jeunes par l'octroi de conditions avantageuses pour les entreprises - nous craignons que les personnes qui sont placées dans la situation intermédiaire que je viens de décrire ne soient bloquées par le sentiment que le marché du travail est engorgé et ne s'enfoncent dans la marginalisation si elles ne sont plus tenues de maintenir un lien avec l'A.N.P.E., même si celui-ci n'est pas très sympathique. Elles risquent ainsi de rompre progressivement tout lien avec la recherche de l'emploi et la bataille pour la réinsertion.

Après tout, nous semblons nous situer sur le même terrain. Vous mettez en avant certaines raisons d'ordre psychologique : à quoi bon obliger les gens à faire telle ou telle démarche ; proposons-leur de s'en dispenser. Nous vous répondons par d'autres considérations d'ordre psychologique : mieux vaut que ces gens continuent de pointer afin qu'ils participent au mouvement ordinaire de la société ; sinon, nous risquons de les précipiter dans une marginalisation plus grande encore.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* La modération de M. Mélenchon m'incite à lui apporter tous les apaisements que je suis en mesure de lui donner.

M. Jean-Luc Mélenchon. Il y avait tout de même une pointe d'ironie dans mon propos !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je ne m'en suis pas aperçu ! Ne me faites pas regretter de vous répondre !

D'une part, je voudrais vous confirmer que c'est du volontariat. D'autre part, sensible à l'argumentation que vous avez développée sur le plan psychologique, je dirai que, si certains qui ont accepté le regrettaient pour telle ou telle raison, ils seront immédiatement récupérés, repris sur le statut antérieur.

Un de vos propos, monsieur Mélenchon, me fait songer à une dernière chose qui peut intéresser le Sénat. Là encore, nous sommes en pleine actualité, cette remarque découlant de la réunion de la commission administrative de l'U.N.E.D.I.C. de ce matin.

Vous nous avez dit que les personnes qui avaient été « évacuées » précédemment, si je puis dire, des statistiques étaient en préretraite. Non, précisément pas. Il s'agit de gens qui ont bénéficié du nouveau règlement de l'U.N.E.D.I.C. selon lequel la personne qui, à cinquante-cinq ans, peut bénéficier de l'indemnisation, peut aussi en profiter jusqu'à soixante ans.

C'est là une nouveauté importante qui est d'ailleurs à l'origine, à titre principal, d'un très important problème, évoqué ce matin même par l'U.N.E.D.I.C. et auquel le Gouvernement est confronté, à savoir que, précisément, les « préretraites » du fonds national de l'emploi se révèlent, dans de nombreux cas, non compétitives avec celles de l'U.N.E.D.I.C.

Le résultat est le suivant : l'Etat fait - malgré lui, allais-je dire - des économies sur le F.N.E., alors que l'U.N.E.D.I.C. se voit infliger une charge supplémentaire du fait du caractère libéral de son propre règlement.

Nous avons essayé de commencer à remédier à ce déséquilibre - vous vous en souvenez - dans le texte concernant les chômeurs de longue durée, en prévoyant une contribution à l'U.N.E.D.I.C. de l'ordre de trois mois de salaire, lorsque la personne de plus de cinquante-cinq ans qui perd son poste de travail n'est pas orientée vers le F.N.E.

Nous sommes confrontés là à un très grave problème de transfert de charges - au bénéfice de l'Etat, je le reconnais bien volontiers - qui devra être réglé d'une façon ou d'une autre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 141, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 142, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. La commission souhaitait connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement no 144 rectifié. Celui-ci s'est opposé à l'adoption de ce texte. Quel est désormais l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Monsieur le président, à partir du moment où les arguments de M. le ministre sur la nature réglementaire de cette mesure m'ont convaincu, la cause me paraît entendue !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 144 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Monsieur Mélenchon, l'amendement no 143 rectifié est-il maintenu ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Monsieur le président, je retire cet amendement dans la mesure où il pourrait revenir sur les excellentes mesures prises par un précédent gouvernement !

M. le président. L'amendement no 143 rectifié est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 235, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33.

(L'article 33 est adopté.)

Article 34

M. le président. « Art. 34. - L'article L. 351-12 du code du travail est ainsi rédigé ;

« *Art. L. 351-12.* - Ont droit aux allocations d'assurance dans les conditions prévues à l'article L. 351-3 :

« 1° les agents non fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs, les agents titulaires des collectivités territoriales ainsi que les agents statutaires des autres établissements publics administratifs ;

« 2° les agents non titulaires des collectivités territoriales et les agents non statutaires des établissements publics administratifs autres que ceux de l'Etat et ceux mentionnés au 4° ci-dessous ;

« 3° les salariés des entreprises, sociétés et organismes définis au *a)* du paragraphe I de l'article 164 de l'ordonnance portant loi de finances pour 1959 (n° 58-1374 du 30 décembre 1958), les salariés relevant soit des établissements publics à caractère industriel et commercial des collectivités territoriales, soit des sociétés d'économie mixte dans lesquelles ces collectivités ont une participation majoritaire ;

« 4° les salariés non statutaires des chambres de métiers, des services à caractère industriel et commercial gérés par les chambres de commerce et d'industrie, des chambres d'agriculture, ainsi que les salariés des établissements et services d'utilité agricole de ces chambres.

« La charge et la gestion de cette indemnisation sont assurées par les employeurs mentionnés au présent article. Ceux-ci peuvent toutefois, par convention conclue avec les institutions gestionnaires du régime d'assurance, leur confier cette gestion.

« Les employeurs mentionnés au 3° et au 4° ci-dessus ont aussi la faculté, par une option irrévocable, de se placer sous le régime de l'article L. 351-4.

« Les employeurs mentionnés au 2° peuvent également adhérer au régime prévu à l'article 351-4. La contribution incombant aux salariés prévue à l'article L. 351-5 est égale au montant de la contribution exceptionnelle qu'ils auraient dû verser en application de l'article 2 de la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi et est versée par l'employeur. Les litiges résultant de cette adhésion relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les règles de coordination applicables pour l'indemnisation des travailleurs dont les activités antérieures prises en compte pour l'ouverture des droits ont été exercées auprès d'employeurs relevant, les uns de l'article L. 351-4, les autres du présent article. »

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je veux, au passage, signaler au Sénat l'importance de l'article 34, qui n'a visiblement échappé à personne puisque aucun amendement n'a été déposé. Cet article permet aux collectivités locales de s'affilier à l'U.N.E.D.I.C. pour leur personnel non titulaire, et ce, au taux de droit commun amputé de deux points correspondant, pour les entreprises, à la garantie de ressources qui ne concerne pas les collectivités locales.

Cette mesure est importante et positive pour les collectivités locales. Tous les maires qui siègent au Sénat ont connu l'expérience douloureuse de la première découverte du fait qu'ils étaient leur propre assureur et qu'ils devaient donc prendre en charge les implications de l'histoire professionnelle des personnes qu'ils avaient embauchées temporairement. De telles situations ne se produiront plus.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 34.

(L'article 34 est adopté.)

Article 35

M. le président. « Art. 35. - Dans le 1° de l'article L. 351-13 du code du travail, les mots : « de moins de cinquante tonneaux » sont remplacés par les mots : « remplissant une condition relative, soit à leur tonnage, soit à leur longueur fixée par le décret mentionné ci-dessus ». - *(Adopté.)*

Article 36

M. le président. « Art. 36. - Il est inséré, dans le titre V du livre IX du code du travail, un article L. 950-2-6 ainsi rédigé :

« *Art. L. 950-2-6.* - Les dépenses supportées par l'employeur au titre du congé d'enseignement prévu au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 931-13, du fait du maintien total ou partiel de la rémunération des salariés en congé et des cotisations de sécurité sociale y afférentes qui sont à la charge de l'employeur, sont déductibles du montant de la participation prévue à l'article L. 950-1. »

Par amendement n° 145, MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. L'article 36 ne contribue pas à clarifier les circuits de financement de la formation professionnelle. Pour être encore plus précis, nous estimons qu'il entraîne un certain détournement des moyens. Notre amendement tend donc à supprimer l'article 36 pour maintenir autant que possible la clarté en la matière.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Je fais observer à M. Mélenchon que la suppression de cet article conduirait à maintenir la situation actuelle, à savoir la non-application du congé d'enseignement prévu par la loi du 24 février 1984 faute de définition du régime de la rémunération du salarié intéressé. Par conséquent, la commission a émis un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Le Gouvernement est lui aussi hostile à cet amendement. En effet, l'article qu'il tend à supprimer a pour objet de favoriser le congé d'enseignement institué par la loi du 24 février 1984 modifiée le 23 décembre 1985, en facilitant, en clarifiant la prise en charge par l'employeur du maintien de tout ou partie de la rémunération du salarié en congé.

Ce congé mérite d'être rendu plus attractif et le texte proposé ne constitue aucunement, selon le Gouvernement, un détournement des fonds de la formation professionnelle car l'enseignement peut profiter à la fois à la formation initiale et à la formation continue. Par ailleurs, il est également formateur pour les salariés bénéficiaires de ce congé.

Nous souhaitons qu'il y ait une meilleure interpénétration du monde du travail et du monde de l'enseignement. Cet article 36 vous propose de mettre en place un moyen privilégié d'y parvenir.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 145, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 36.

(L'article 36 est adopté.)

Article 36 *bis*

M. le président. « Art. 36 *bis.* - Il est inséré, après l'article L. 900-2 du code du travail, un article L. 900-2-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 900-2-1.* - Pendant la durée de sa présence en entreprise au titre de l'une des actions prévues à l'article L. 900-2, le stagiaire non titulaire d'un contrat de travail bénéficie des dispositions du code du travail relatives à la

durée du travail ainsi que de celles relatives à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail prévues au titre troisième du livre II du présent code. »

Par amendement n° 46, M. Chérioux et les membres du groupe du R.P.R. proposent d'insérer, dans le texte présenté pour l'article L. 900-2-1 du code du travail, après les mots : « des dispositions du code du travail, », les mots : « et, le cas échéant, du code rural ».

La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. Si les dispositions du code du travail sont applicables aux salariés occupés dans les entreprises agricoles. En ce qui concerne les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité, les règles applicables en matière de durée du travail nécessitent la référence obligatoire au code rural.

Après le long débat de ce matin sur les personnels relevant de l'agriculture, il nous apparaît important d'assurer les mêmes traitements à l'ensemble des stagiaires.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* La commission a donné un avis favorable sur cet amendement qui étend au code rural les dispositions de cet article relatif à la protection des stagiaires non titulaires d'un contrat de travail, notamment au regard des règles de sécurité et de durée du travail.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Le Gouvernement est sensible à l'argumentation de M. Neuwirth, aux termes de laquelle la référence au code rural est nécessaire en ce qui concerne la durée du travail : il accepte donc cet amendement.

M. Lucien Neuwirth. Merci, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 46, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 146, MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de compléter le texte présenté pour l'article L. 900-2-1 du code du travail, par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« La durée hebdomadaire de l'activité du stagiaire inclut le temps consacré à la formation et ne peut déroger à la durée normale du travail appliquée dans l'entreprise d'accueil. »

La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Cet amendement a pour objet de préciser les garanties dont vont bénéficier les stagiaires.

Notre démarche est motivée par une certaine inquiétude, plutôt une question que nous nous posons en vous lisant.

Qu'entend-on par « temps de travail du jeune stagiaire » ? Est-ce seulement le temps passé dans l'entreprise ou est-ce que cela comprend en plus le temps de la formation ? Il est évident que, si l'on ne prenait pas en compte le temps de la formation, on aboutirait à une situation tout à fait préjudiciable pour le jeune stagiaire.

L'amendement a donc pour objet de préciser cette notion de durée du travail dans le cas du jeune stagiaire, étant entendu qu'on prendrait en compte le temps passé à la formation.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Cet article a été introduit par voie d'amendement à l'Assemblée nationale.

Il a pour objet de faire profiter les bénéficiaires d'un stage d'initiation à la vie professionnelle des dispositions du code du travail relatives à l'hygiène, à la sécurité, aux conditions de travail ainsi qu'à la durée du travail, dispositions qui nous semblent vraiment superfétatoires.

Toutefois, tel qu'il est rédigé, cet article permet de confirmer la couverture, par le droit du travail, de tous les stagiaires qui suivent dans l'entreprise une formation à temps plein ou à temps partiel et non seulement des bénéficiaires d'un stage d'insertion à la vie professionnelle. Mais, puisque l'article nous paraît superfétatoire, il en est à plus forte raison de même de l'amendement !

La commission, dans sa sagesse, souhaite malgré tout entendre le Gouvernement, pour avoir la confirmation que le temps de travail concerné est total, c'est-à-dire qu'il englobe le travail et la formation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Vous l'avez indiqué, monsieur le rapporteur, cet article 36 *bis* a été introduit à l'Assemblée nationale par voie d'amendement et, plus précisément, par deux amendements du groupe socialiste, acceptés par le Gouvernement, qui tendaient à préciser que les jeunes suivant un stage d'insertion à la vie professionnelle étaient soumis à la durée du travail de l'entreprise et aux mêmes règles d'hygiène et de sécurité que les salariés de cette entreprise.

Bien que cela soit évident et superfétatoire, comme l'a indiqué la commission, le Gouvernement a accepté le principe et a proposé un amendement ayant pour objet de regrouper les deux mesures et, de surcroît, de les élargir à tous les stagiaires de la formation professionnelle effectuant, au cours de leur formation, un stage en entreprise.

Je tiens à vous rappeler qu'il s'agit de règles générales qui s'imposent à l'entreprise et qui ne sont pas liées au statut de la personne qui travaille, qu'elle soit salariée ou stagiaire.

Comme je l'ai déjà indiqué à l'Assemblée nationale, on ne va pas retirer la protection d'une machine sous prétexte qu'elle est utilisée par un stagiaire et non par un salarié. De même, on ne va pas dire au stagiaire qu'il n'a pas à appliquer les consignes de sécurité. Vous conviendrez que ce serait totalement absurde.

De même, si pendant le stage en entreprise la journée ou la semaine est partagée entre le stage pratique et les cours théoriques, on ne vas pas prolonger, pour le stagiaire, la journée ou la semaine au-delà de l'horaire de travail pratiqué dans l'entreprise. Cela ne correspondrait d'ailleurs pas à une gestion rationnelle.

Il est cependant apparu au Gouvernement qu'il n'était pas gênant de consacrer dans la loi des mesures de bon sens qui s'imposent à chacun dans l'entreprise.

Après les explications que je viens de donner et surtout après l'adoption de l'amendement n° 46 de M. Chérioux, défendu par M. Neuwirth, qui apporte une précision nécessaire en ce qui concerne les règles du code rural afférentes à la durée du travail, je pense que les auteurs de l'amendement devraient être rassurés et j'espère qu'ils voudront bien envisager son retrait.

M. le président. Monsieur Mélenchon, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 146, considéré par la commission et par le Gouvernement comme superflu.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 36 *bis*, complété.

(L'article 36 bis est adopté.)

Articles additionnels

M. le président. Par amendement n° 147, MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent, après l'article 36 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après l'article L. 980-9 du code du travail, est inséré un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L.* - ... Les jeunes bénéficiaires des stages prévus à l'article L. 980-9 bénéficient de l'ensemble des dispositions relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail du titre troisième du livre II du code du travail applicables aux salariés de l'entreprise d'accueil. »

La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je serai très bref, car cet amendement participe du même souci pointilleux que celui qui a été manifesté lors de la précédente intervention relative à l'amendement n° 142.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Les bénéficiaires des stages prévus à l'article L. 989-9 du code du travail sont des jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Ces stages ont pour objet l'acquisition d'une qualification, l'adaptation à l'emploi et l'insertion sociale et professionnelle.

En fait, ces jeunes sont déjà couverts, me semble-t-il, par le nouvel article 36 *bis*, qui concerne la protection de l'ensemble des stagiaires non titulaires d'un contrat de travail. C'est la raison pour laquelle cet amendement nous paraît vraiment superflu. La commission y est donc défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Cet amendement correspond à l'un des amendements déposés à l'Assemblée nationale que j'évoquais à l'instant.

Comme l'a fort bien remarqué M. le rapporteur, il va de soi que les jeunes qui effectuent un stage d'initiation à la vie professionnelle bénéficient du statut de stagiaire de la formation professionnelle. Par conséquent, à ce titre, ils sont expressément visés par l'article 36 *bis*. Cela allait sans le dire, cela ira encore mieux en le disant !

Le stage qu'ils suivent constitue bien une action de préparation à la vie professionnelle mentionnée au 1° de l'article L. 902 du code du travail. Dans ces conditions, l'évidence ayant été soulignée, les auteurs de l'amendement devraient accepter de le retirer. Le fait de l'adopter reviendrait à abuser des redondances !

M. le président. Monsieur Mélenchon, êtes-vous sensible à l'appel du Gouvernement ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Je crois que oui pour cette fois. *(Sourires).*

M. Emmanuel Hamel. Bravo !

M. le président. L'amendement n° 147 est retiré.

Par amendement n° 811, le Gouvernement propose, après l'article 36 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Les cinquième et sixième alinéas de l'article 980-2 du code du travail sont modifiés comme suit :

« I. - Dans le cinquième alinéa de cet article, les mots "l'article L. 122-3-12" sont remplacés par les mots "l'article L. 122-3-11" ;

« II. - Dans le sixième alinéa de ce même article, les mots "l'article L. 122-3-11" sont remplacés par les mots "l'article L. 122-3-10" ».

La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Cet amendement vise simplement - je demande au Sénat de me croire, car il n'y a vraiment rien de caché ! - à prendre en compte les modifications intervenues dans la numérotation des articles.

L'article L. 122-3-11 du code du travail est devenu l'article L. 122-3-10 et l'article L. 122-3-12 est devenu l'article L. 122-3-11. Encore une fois, il n'y a vraiment rien de caché derrière ces chiffres ! *(Sourires.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Je ne vais pas reprendre l'argumentation de M. le ministre. La commission émet un avis favorable sur cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 811, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 36 *bis*.

M. Claude Estier. Cette fois, on ne cache rien ! *(Sourires.)*

M. le président. Par amendement n° 160, le Gouvernement propose, avant l'article 37, l'article additionnel suivant :

« L'embauche d'un jeune par un contrat de qualification prévue à l'article L. 980-2 du code du travail ouvre droit à l'exonération des cotisations à la charge de l'employeur dues au titre des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales.

« L'exonération porte sur les cotisations afférentes aux rémunérations dues jusqu'à la fin du contrat de qualification. Ces cotisations sont prises en charge par l'Etat qui les verse directement aux organismes de sécurité sociale.

« Cette disposition s'applique, à compter du 1er juillet 1987, aux contrats de qualification en cours à cette date et à ceux qui débuteront avant le 1er juillet 1988. »

La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Le développement massif des formations en alternance qui a été lancé à la faveur du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes du 16 juillet 1986 a montré l'intérêt croissant des employeurs pour les différentes formules de formation en alternance instituées par les partenaires sociaux, le 26 octobre 1983, et consacrées par la loi en 1984.

Ce plan, qui a pu se développer et connaître un essor certain grâce aux formules d'exonération des charges sociales, a consacré l'entreprise en tant que lieu de formation. Le Gouvernement a choisi de maintenir définitivement le non-assujettissement des stages d'initiation à la vie professionnelle, les S.I.V.P., ainsi que l'exonération à 100 p. 100 des cotisations patronales pour toute embauche sur contrat d'apprentissage, quelle que soit la taille de l'entreprise.

Or, il est incontestable - M. Delfau n'avait pas manqué, je m'en souviens, de le souligner à une époque où la décision n'était pas prise - que le contrat de qualification est la formule la plus proche du contrat d'apprentissage, même s'il répond à un besoin différent.

Conscient de la nécessité d'aligner les conditions offertes aux entreprises prêtes à accueillir un jeune sur contrat de qualification, le Gouvernement propose donc de prolonger l'exonération de 100 p. 100 sur le contrat de qualification jusqu'au 30 juin 1988 inclus.

Tel est l'objet de l'amendement n° 160.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Le Gouvernement propose, par cet amendement, d'étendre l'exonération des charges sociales pesant sur l'employeur pour l'embauche d'un jeune sous contrat de qualification. Cette disposition semblable à l'article 37 pour les stages d'initiation à la vie professionnelle s'appliquerait à compter du 1er juillet 1987 aux contrats de qualification en cours à compter du 1er juillet 1988 et aux nouveaux contrats.

La commission - vous le comprendrez - a émis un avis favorable.

M. Hector Viron. Je demande la parole, contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Viron.

M. Hector Viron. Dans l'exposé des motifs de cet amendement, tel qu'il nous a été distribué, il est indiqué que le Gouvernement choisit de maintenir définitivement le non-assujettissement des stages d'initiation à la vie professionnelle, ainsi que l'exonération à 100 p. 100 des cotisations patronales pour toute embauche - quelle que soit la taille de l'entreprise - sur contrat d'apprentissage.

Le Gouvernement propose donc de prolonger l'exonération de 100 p. 100 sur le contrat de qualification jusqu'au 30 juin 1988, inclus. Or, monsieur le ministre, force est bien de le constater, le patronat a déjà utilisé à plein votre plan jeunes pour se débarrasser d'emplois à plein temps, comme le démontrent toutes les études récentes de conjoncture.

Mais le discours ne change rien à ce sujet : les exonérations de charges sociales ont permis, dites-vous continuellement, l'embauche de plus d'un million de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Seulement voilà, le chômage dans cette tranche d'âge, après avoir légèrement diminué, est stabilisé depuis trois mois. Ce n'est pas moi qui l'affirme, je reprends un article du journal *Les Echos* du 27 mars 1987 qui soulignait ce fait.

Avec cet amendement, vous proposez aujourd'hui de prolonger cette situation. Comment voulez-vous que nous l'acceptions ? Votre amendement ne pourra qu'aggraver cette situation. C'est pourquoi nous demandons au Sénat de le rejeter par un scrutin public.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Sur ce thème, nous aurons encore une discussion à l'article 37.

Toutefois, comme nous sommes, pour une part, les inventeurs des dispositifs de résistance à la marginalisation et au chômage des jeunes... *(M. Vizet conteste.)*

Mais si, mon cher collègue !

Nous pouvons nous en attribuer la paternité ! Nous sommes donc bien placés aussi pour en apprécier les effets pervers.

Ces dispositifs se voulaient être essentiellement des dispositifs de résistance ponctuelle au chômage des jeunes, des « occupations », comme on dit dans d'autres pays. Ils se fondaient sur l'idée qu'il valait mieux placer un jeune, grâce à un travail d'utilité collective par exemple, pour le maintenir en contact avec la vie professionnelle et avec la vie sociale, plutôt que de le livrer au désœuvrement dont on connaît toutes les conséquences.

Nous nous sommes aperçus que, progressivement, en tout cas dès lors que ces dispositifs étaient étendus au secteur privé, les effets pervers, à bien des égards, semblaient l'emporter sur les effets positifs. Il faut le reconnaître ! On a vu - la formule me paraît assez heureuse, mais ce n'est pas une image - licencier le père pour embaucher le fils.

Il faudrait donc, pour se faire une idée précise des résultats obtenus dans tel ou tel secteur par le plan pour l'emploi des jeunes, faire des comparaisons entre les différentes tranches d'âge.

L'amendement n° 160 a pour objet d'encourager le recours à une main-d'œuvre de jeunes. J'emploie le mot « main-d'œuvre » à dessein ; en effet, on ne demande pas aux entrepreneurs de faire acte de charité ! Au contraire, on leur propose un service en échange de la démarche qu'ils entreprennent. Compte tenu de cette généralisation, le groupe socialiste votera contre cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 160, accepté par la commission.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 217 :

Nombre des votants	307
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour l'adoption	228
Contre	79

Le Sénat a adopté.

Un article additionnel ainsi rédigé est donc inséré dans le projet de loi, avant l'article 37.

Article 37

M. le président. « Art. 37. - L'article L. 980-11-1 du code du travail est complété par un troisième alinéa ainsi rédigé :

« L'indemnité complémentaire versée, en application du premier alinéa, par l'entreprise à un jeune qui suit un stage d'initiation à la vie professionnelle n'entre pas dans l'assiette des cotisations d'assurances sociales, d'accidents du travail et d'allocations familiales. »

La parole est à M. Garcia.

M. Jean Garcia. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 37 tend à pérenniser l'exonération des cotisations sociales patronales au titre des stages d'insertion à la vie professionnelle.

Après qu'ont été offertes au patronat des possibilités d'exonérations fiscales et sociales en contrepartie de l'embauche de jeunes sur des contrats précaires pendant une durée déterminée, nous constatons que l'exonération devient permanente, alors qu'aucun emploi sérieux et réel n'a résulté de toutes les formes de précarité mises en place depuis l'introduction des travaux d'utilité collective.

Ainsi que le laisse entendre M. le rapporteur, le principe de cette pérennisation est à rapprocher des décisions qui seront prochainement prises en matière de contrats d'apprentissage.

Dorénavant, un employeur pourra faire alterner le même jeune sur un S.I.V.P. et sur un contrat d'apprentissage. Le grand bénéficiaire de l'opération sera naturellement l'employeur, au mépris complet des véritables exigences de la formation de ce jeune.

Comme on le voit, il existe une cohérence entre l'entreprise de sabotage du code du travail et l'opération de précarisation des travailleurs.

Il est d'ailleurs utile de rappeler que les jeunes « bénéficiaires » d'un S.I.V.P. sont faiblement rémunérés. La prise en compte de cette rémunération, si elle faisait l'objet d'une cotisation normale à la charge de l'employeur, ne constituerait donc pas pour celui-ci une charge insupportable.

L'exonération constitue donc moins une incitation à l'embauche qu'une incitation à l'exploitation d'une main-d'œuvre démunie de droits.

De surcroît, alors que le Gouvernement cherche à régler les difficultés de trésorerie de la sécurité sociale en rançonnant une nouvelle fois les salariés, il est singulier de procéder à de nouvelles exonérations de charges sociales. Celles-ci, jointes aux exonérations prévues pour les employeurs d'apprentis, représenteront plusieurs millions de francs.

Si nous savons, d'après les chiffres communiqués par le rapporteur, que 190 000 jeunes ont suivi un S.I.V.P. entre le 1er mai 1986 et le 31 janvier 1987, nous ignorons, en revanche, combien d'entre eux ont bénéficié du deuxième alinéa de l'article L. 980-11 du code du travail, lequel envisage l'embauche définitive du jeune à l'issue du stage.

Gageons que, désormais, le patronat n'embauchera plus définitivement les jeunes après un S.I.V.P., puisque, avec le maintien des exonérations, il pourra recourir en permanence aux S.I.V.P. En fait, les jeunes seront toujours et de plus en plus précarisés.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous vous proposons de supprimer l'article 37.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Nous abordons de nouveau le problème des S.I.V.P. Permettez-moi, à cette occasion, de faire référence à mon expérience de maire-adjoint, chargé de la jeunesse. A cet égard, je veille sur une P.A.I.O. - permanence d'accueil, d'information et d'orientation - et je suis de très près tous les dispositifs destinés à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Les S.I.V.P. ont tout d'abord été analysés par les professionnels de l'insertion sociale et professionnelle comme un élément de plus dans la panoplie des moyens dont ils disposaient déjà. Il n'y avait donc pas de jugement *a priori* défavorable sur ce dispositif.

Mais les avis ont changé au vu des résultats de ces stages. En effet, la clientèle privilégiée des S.I.V.P. est constituée par des jeunes en situation d'échec scolaire, à la recherche d'un emploi. Par ailleurs, ils souffrent souvent d'une certaine instabilité personnelle, qui les rend moins aptes que d'autres à supporter un certain nombre de contraintes - tout le monde comprend pourquoi. Si leur responsabilité individuelle est bien sûr engagée à cet égard - ce n'est pas moi qui dirai le contraire ici - il existe néanmoins tout un registre d'explications et, en quelque sorte, de circonstances atténuantes liées au contexte dans lequel ces jeunes sont amenés à faire leur entrée dans la vie active.

Les dispositifs d'insertion sociale et professionnelle doivent donc avoir pour objet de motiver à nouveau les jeunes, en opérant une rupture avec la spirale de l'échec. En effet, tout est gagné quand on a convaincu un jeune non seulement de chercher à avoir une meilleure image de lui-même, mais aussi de sa capacité à entrer dans le monde du travail. Plus que tout le reste, c'est donc la motivation qui compte. C'est d'ailleurs ce raisonnement qui avait emporté mon adhésion, que ce soit pour les T.U.C. ou pour d'autres dispositifs.

Mais les S.I.V.P. ont été l'occasion d'un brassage extraordinaire de jeunes, et ce sans aucun principe. *(M. le ministre fait un signe de dénégation.)* Monsieur le ministre, je vois que

vous doutez ; je peux pourtant vous l'assurer. Mon propos ne constitue d'ailleurs pas un procès d'intention ou une charge politique et n'a d'autre fin que de vous faire part de mon expérience.

A cet égard, j'ai vu s'ouvrir une grande surface - je prends cet exemple, mais je pourrais en citer dix - regroupant plusieurs magasins de vente de produits dégriffés. On a alors embauché jusqu'à dix ou quinze jeunes en S.I.V.P. par boutique, en leur laissant croire - c'est du moins ainsi que les jeunes l'ont compris - que s'ils « en mettaient un bon coup » - permettez-moi l'expression - un contrat définitif viendrait récompenser leur allant et leur bonne volonté.

Mais à la fin, il n'y a pas eu d'emplois ; il n'y a rien eu, sinon une tristesse, une démotivation, une amertume encore plus grande que celles que ces jeunes avaient au départ.

Faisons donc bien attention à ce que nous élaborons. En effet, avec de tels dispositifs, non seulement on démotive les jeunes, mais on provoque aussi chez eux un sentiment de rejet de toute forme d'organisation et de toute parole donnée par un responsable ; or, cela pourrait avoir des conséquences tragiques à terme, non pas sur l'équilibre de la société - personnellement je souhaiterais qu'elle change profondément - mais tout simplement sur la qualité des relations que peut entretenir la jeunesse avec les adultes et tous les responsables de ce pays.

Prenons donc bien garde au fait que c'est à travers ce genre de petites blessures que passent les grandes maladies : des jeunes au chômage, ne croyant plus à rien, totalement démotivés, avec le sentiment qu'on se moque d'eux, qu'on leur refuse toute dignité et toute considération pourraient finir par trouver le sentiment d'une dignité, de la reconnaissance par la société et le goût d'une organisation au travers de formes d'engagement totalement perverties. Ainsi, parmi les jeunes au crâne rasé que l'on trouve dans les milices de tel « aboyeur public » que vous connaissez tous, figurent, pour une part, ces jeunes qui n'ont d'autre perspective que de retrouver une dignité dans ce genre de comportement. L'histoire a déjà montré qu'il en va souvent ainsi.

Mon propos - soyez-en sûr - n'a d'autre objet que de nous demander si nos actes vont vraiment dans le sens de la remotivation de la jeunesse.

S'agissant des S.I.V.P. eux-mêmes, le Gouvernement veut en étendre le dispositif. Je ferai, à cet égard, quelques observations chiffrées : 41,5 p. 100 des jeunes auraient trouvé un emploi à l'issue d'un S.I.V.P. au troisième trimestre de 1986. J'ai essayé de comparer ces données avec d'autres et je m'aperçois que personne n'est d'accord ; les données sont contradictoires avec ceux qu'a publiés la presse. *Liaisons sociales*, qui me paraît un journal sérieux, indique que 41 p. 100 des jeunes, à l'issue d'un S.I.V.P., se retrouvent au chômage, 38 p. 100 obtenant un contrat de travail. Le Conseil économique et social, pour sa part, révèle que 31 p. 100 des jeunes trouvent un emploi en fin de S.I.V.P.

Ce n'est déjà pas si mal, me direz-vous. Certes, mais à voir ce que deviennent les autres, on s'aperçoit que, si cette filière est moins coûteuse que d'autres en termes financiers - c'est ce qui en fait le succès - elle est extrêmement coûteuse sur le plan humain.

Ces 70 p. 100 de jeunes qui ne trouvent aucun emploi au terme d'un S.I.V.P., ce sont 70 p. 100 de jeunes meurtris, blessés, se trouvant dans une situation psychologiquement et socialement - tout le monde en conviendra, dans cette enceinte - inacceptable.

Les entreprises qui ont recours aux S.I.V.P. appartiennent pour 60 p. 100 au secteur des services et pour 16 p. 100 au commerce de détail et aux grandes surfaces. Tout le monde voit bien de quel type d'emplois il s'agit. Leur logique n'est naturellement pas celle de la formation, mais bien celle du travail plutôt moins qualifié que plus.

Je pèse mes mots, car je ne voudrais pas que les expressions que j'emploie contribuent d'une manière quelconque à la démotivation d'un jeune qui se trouverait aujourd'hui dans un S.I.V.P., même si je pense que, pour une part, il est victime d'une mystification douloureuse.

L'encouragement au développement de la filière des S.I.V.P. n'est donc pas une bonne chose pour les jeunes. C'est - comment dire le contraire ? - un cadeau que l'on fait à un certain nombre d'employeurs. Si ce cadeau devait rapporter quelque chose à un jeune, je serais favorable à cette disposition, mais il se trouve qu'il est sans contrepartie.

Telle est la raison pour laquelle cet article ne répond pas à un plan d'avenir pour les jeunes. Nous sommes donc conduits à en demander la suppression par notre amendement n° 148, que je viens, en fait, d'expliciter. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Je suis maintenant saisi de cinq amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 148, présenté par MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés, et le deuxième, n° 236, présenté par MM. Viron, Souffrin, Mme Beaudeau, les membres du groupe communiste et apparenté, sont identiques.

Tous deux tendent à supprimer l'article 37.

Le troisième, n° 812, présenté par le Gouvernement, est ainsi conçu :

I. - Compléter cet article par un alinéa additionnel ainsi rédigé :

« Cette disposition est applicable aux stages d'initiation à la vie professionnelle en cours au 1er juillet 1987 et à ceux qui seront conclus à compter de cette date. »

« II. - En conséquence, après les mots : "est complété par", rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : "deux alinéas ainsi rédigés". »

Le quatrième, n° 149, présenté par MM. Méric, Bialsky, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés, vise à compléter l'article 37 par l'alinéa suivant :

« A l'issue d'une période de stage en S.I.V.P., un jeune stagiaire ne peut se voir proposer d'autre stage appartenant à cette catégorie. »

Le cinquième, n° 150, présenté par les mêmes auteurs que le précédent, tend, après les dispositions prévues pour le troisième alinéa de l'article L. 980-11-1, à ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« A l'issue d'une période de stage pour un jeune stagiaire, les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de renouvellement du stage d'initiation à la vie professionnelle. »

L'amendement n° 148 ayant déjà été présenté, je donne la parole à M. Garcia, pour présenter l'amendement n° 236.

M. Jean Garcia. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, nous demandons la suppression de l'article 37.

En effet, cet article pérennise l'exonération des cotisations sociales au bénéfice du patronat pour les S.I.V.P., sans aucune contrepartie de créations d'emplois stables et qualifiés ni aucune garantie de formation.

Nous demandons, par ailleurs, que le Sénat se prononce sur notre amendement par scrutin public.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 812.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, cette disposition technique a pour objet d'éviter un vide juridique entre le terme de l'application de l'ordonnance du 16 juillet dernier, modifiée le 20 décembre 1986, et la promulgation du présent texte en discussion devant la Haute Assemblée, un certain nombre d'indices me donnant à penser - je m'avance peut-être quelque peu - qu'elle pourrait ne pas intervenir avant le 1er juillet.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon, pour défendre les amendements nos 149 et 150.

M. Jean-Luc Mélenchon. L'amendement n° 149 s'inscrit dans la logique de l'appréciation que nous portons sur les S.I.V.P.

Nous proposons une espèce de barrière de sécurité, afin que l'on ne fasse pas, pour les S.I.V.P., ce que l'on a fait pour les contrats d'apprentissage.

D'ailleurs, monsieur le ministre, je suis persuadé, pour vous avoir entendu sur l'apprentissage, que vous préférerez sans doute voir un jeune entrer dans ce circuit de l'apprentissage, dont vous avez parlé avec beaucoup de conviction, que dans un S.I.V.P.

Même si nos analyses sur le nouveau système de l'apprentissage divergent, même si nous ne sommes pas d'accord sur le titre ou sur le diplôme qui conclut ce cycle, nous nous

retrouvons sans doute pour dire que le S.I.V.P. n'égale pas l'apprentissage, qui, lui, aboutit à une qualification. Les S.I.V.P., vous savez bien ce que c'est : rien du tout ! si ce n'est, comme je l'expliquais tout à l'heure, le fait qu'on continue dans l'errance.

C'est pourquoi nous demandons qu'à la fin d'une période de stage d'initiation à la vie professionnelle on ne puisse pas proposer à un jeune stagiaire d'en commencer un autre. Ce faisant, nous voulons éviter que ne finisse par se créer une espèce de sous-domesticité ouvrière qui, tant qu'elle est jeune, ira de stage en stage et se trouvera de ce fait, dans une situation totalement précaire et désespérante.

Cet amendement se veut moral. C'est pourquoi, monsieur le ministre, je suis persuadé que vous allez l'accepter.

A-t-on noté des « rires divers » à propos du qualificatif « moral » ? Je n'y souscris pas.

M. le président. Ne vous laissez pas interrompre !

M. Claude Estier. Il s'interrompt lui-même ! *(Rires.)*

M. Jean-Luc Mélenchon. L'amendement n° 150, toujours dans la même démarche, vise à réduire les possibilités d'utiliser les stages d'initiation à la vie professionnelle comme des filières de main-d'œuvre facile et bon marché. Il tend aussi à limiter la « casse ».

En effet, ainsi que je l'ai constaté sur le territoire de ma commune - j'ai confronté mon expérience avec celle des responsables de communes voisines - un certain nombre d'établissements, surtout des sociétés de services, qui ont recours assez largement aux S.I.V.P., voient leur masse salariale diminuer tandis que la quantité des S.I.V.P. augmente.

Il n'est pas besoin de faire d'autre commentaire, tout le monde comprend. Cela signifie que, dans un certain nombre d'entreprises, il existe un volant d'emplois dont certains n'ont pas une grande qualification et pour lesquels on utilise les jeunes comme main-d'œuvre à très bon marché.

A cet égard, permettez-moi une petite pique. J'ai lu récemment une déclaration de M. le Premier ministre selon laquelle il n'était pas possible, dans ce pays, d'arriver à accomplir des progrès aussi longtemps que l'on continuerait à payer la main-d'œuvre pour des travaux déqualifiés deux à trois fois plus cher que n'importe où ailleurs dans le monde, en particulier dans le tiers monde.

J'espère que ce n'est pas vers cela que vous vous dirigez. Dans la France d'aujourd'hui - nous pouvons tous le regretter - nombre de jeunes n'ont pas de qualification. C'est ainsi ! Mais, si on leur explique qu'ils sont de trop dans ce pays, que certains emplois sont tellement négligeables, tellement nuls qu'on ne les paie même pas comme un emploi, il arrive un moment où ils prennent cela pour eux, où ils se disent qu'eux-mêmes ne sont rien et qu'ils n'ont pas droit à une place dans cette société.

Nos amendements visent aussi à lutter contre la propagation de cette forme du désespoir.

Si les stages d'initiation à la vie professionnelle - comme l'indique leur nom - servent, à l'intérieur d'un dispositif plus vaste, à tendre une espèce de filet étroit pour ceux que l'on n'arrive à placer nulle part ailleurs, afin de les réintégrer de cette manière, pourquoi pas ? Cela peut être utile, c'est une forme de pédagogie.

En revanche, si l'on utilise ce dispositif avec ce côté méthodique et systématique qui apparaîtra si vous n'acceptez pas nos amendements, nous sommes obligés de dire non. En effet, dès lors, il s'agit, non plus d'un dispositif de réparation des déchirures du corps social, mais de l'organisation d'une main-d'œuvre sous-qualifiée.

Cela, nous ne pouvons l'accepter. Je suis sûr que vous non plus, monsieur le ministre, et c'est pourquoi je m'attends à voir le Gouvernement approuver nos deux amendements. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les cinq amendements ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* La commission ayant soutenu les initiatives du Gouvernement pour le développement de la formation en alternance dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, elle ne peut donner qu'un avis défavorable sur les amendements nos 148 et 236, qui sont des amendements de suppression de l'exonération des charges sociales versées par l'entreprise au titre de l'indemnité des S.I.V.P.

L'amendement n° 812 du Gouvernement, que la commission accepte, prévoit une disposition générale purement technique. Il vise à éviter une interruption dans l'exonération des S.I.V.P. Le texte sera d'autant mieux construit.

En ce qui concerne les amendements nos 149 et 150, qui visent à interdire à un jeune le renouvellement d'un stage d'initiation à la vie professionnelle, c'est-à-dire à retirer une seconde chance après un premier échec, l'avis de la commission est défavorable.

Je dirai à M. Mélenchon que je ne partage pas sa manière si noire de voir les choses. J'appartiens à une région qu'il connaît bien, la Franche-Comté, dans laquelle nous avons mis en place des dispositifs de ce type, à savoir, d'une part, l'emploi vocationnel, d'autre part, la seconde chance. Ces mesures étant antérieures à celles que propose le Gouvernement, peut-être est-il permis de penser que celui-ci s'en est inspiré. Quoi qu'il en soit, nous avons tout de même placé plus de 2 000 jeunes en S.I.V.P. Par conséquent, je crois qu'il ne faut pas être aussi négatif.

Vous avez regretté le fait que seulement 40 p. 100 des jeunes aient été concernés. Je considère, pour ma part, que si déjà 40 p. 100 d'entre eux trouvent un emploi en suivant un S.I.V.P....

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Ce n'est pas un emploi !

M. Louis Souvet, *rapporteur.* C'est, en tout cas, un contrat de travail, et il me semble que ce n'est pas si mal.

Par conséquent, monsieur Mélenchon, nous ne pouvons vous suivre dans cette voie.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 148, 236, 149 et 150 ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, le Gouvernement est défavorable aux amendements nos 148 et 236, qui ont pour objet de supprimer l'article 37.

Pourquoi ? Parce que cet article a pour finalité de pérenniser, au-delà du 1er juillet, l'exonération des charges patronales sur le revenu complémentaire versé par l'employeur aux jeunes suivant un stage d'initiation à la vie professionnelle.

Il s'agit, dans l'esprit du Gouvernement - j'aurai l'occasion de développer ses raisons - de conserver le caractère attractif de cette formule de formation en alternance qui facilite, après le premier contact avec l'entreprise, une meilleure insertion professionnelle.

Les S.I.V.P. s'adressent, en effet, à des jeunes demandeurs d'emploi qui, pour des raisons tenant prioritairement à la nature de leur formation ou à la durée de leur chômage, ont besoin d'une aide particulière pour leur insertion professionnelle.

En outre, cette décision est une mesure de bon sens allant dans la voie de la simplification indispensable des démarches administratives de l'entreprise.

Enfin, cette mesure s'inscrit dans un ensemble cohérent qui va des exonérations du S.I.V.P. à celles qui sont prévues pour le contrat d'apprentissage, en passant par le contrat de qualification, comme nous venons de le voir.

Le S.I.V.P. - le rappellerai-je ? - n'est pas une invention du présent Gouvernement. Il a été mis au point par les partenaires sociaux eux-mêmes et intégré dans la loi par la majorité précédente.

Je ne reviens pas, monsieur le président, sur l'amendement n° 812, si ce n'est pour prendre acte de l'appui de la commission, ce dont le Gouvernement se réjouit.

J'en arrive à l'amendement n° 149, qui va me permettre d'aller plus avant dans ma démonstration. Il est proposé par ses auteurs qu'à l'issue d'une période de stage en S.I.V.P., un jeune stagiaire ne puisse se voir proposer d'autre stage appartenant à cette catégorie. Cela traduit le souci bien compréhensible d'imposer en quelque sorte l'embauche d'un jeune qui serait demandeur d'emploi. Malheureusement, il reste encore la possibilité du chômage.

Je précise à nouveau, comme l'ont d'ailleurs rappelé les partenaires sociaux le 22 décembre dernier, que le S.I.V.P. a bien une utilité même si nous devons éviter toute perversion du système.

Permettez-moi, monsieur Mélenchon, de vous donner les chiffres de l'A.N.P.E. qui me paraissent contredire l'impression qui est la vôtre, même si des excès ou des déviations

comme celles que vous avez dénoncées, ont été constatées, notamment, dans un certain nombre de magasins à grande surface. Les chiffres sont encourageants et les partenaires en ont pris acte.

Je vous les livre : trois mois après la fin d'un S.I.V.P., 8,4 p. 100 des bénéficiaires sont embauchés avec un contrat à durée indéterminée, 10 p. 100 le sont dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, 19,9 p. 100 avec un contrat d'adaptation, 5,5 p. 100 avec un contrat de qualification ou d'apprentissage et 12,8 p. 100 sont dans des situations diverses d'emploi. Au total, pour 57 p. 100 des jeunes, leur stage d'initiation à la vie professionnelle se solde par un emploi. Ce sont les chiffres de l'A.N.P.E.

Malheureusement, il est exact qu'une partie de ces jeunes se retrouvent au chômage à l'issue de leur stage.

Le Gouvernement partage la préoccupation exprimée par les auteurs de l'amendement qui proposent d'offrir une qualification ou une formation qualifiante puis un emploi à ces jeunes. Cependant, l'interdiction de renouveler un S.I.V.P. ou de proposer un stage de même nature risquerait de fragiliser encore plus de jeunes.

Un nouveau S.I.V.P. ne peut que faciliter leur insertion s'il n'a pas lieu, monsieur Mélenchon, dans la même entreprise.

Imaginez le cas d'un jeune qui obtient un S.I.V.P. dans un garage et qui fait de la mécanique ; imaginez qu'au bout des trois, quatre ou cinq mois de stage la mécanique ne lui plaise pas, et qu'après quelques mois de chômage, il se voit proposer un S.I.V.P. dans une autre branche. Pourquoi le lui interdire ?

Le renouvellement d'un stage dans la même entreprise - je suis d'accord avec vous - risquerait d'entraîner des effets pervers et l'amendement n° 150 tend à écarter les dispositions de l'article 37, précisément en cas de renouvellement du S.I.V.P. dans la même entreprise.

Une telle disposition me semble cependant inutile. En effet, compte tenu des dispositions actuellement en vigueur, ce stage ne peut être renouvelé, sauf dérogation accordée par mes services à qui je demande d'être particulièrement vigilants, au-delà de la période initialement prévue au moment de la signature de la convention de stage.

Comme je l'ai récemment indiqué, ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'un nouveau S.I.V.P. pourrait être proposé dans une autre entreprise à un jeune ayant déjà bénéficié de cette formule.

Il convient donc d'en maintenir le principe pour des cas exceptionnels sans pénaliser les employeurs qui accepteraient d'accueillir les jeunes dans ce cas.

Telle est la raison pour laquelle le Gouvernement est également hostile à l'amendement n° 150.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nos 148 et 236.

M. Lucien Neuwirth. Je demande la parole, contre ces amendements.

M. le président. La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. Compte tenu du terrain sur lequel M. Mélenchon a placé la discussion de ces amendements, je ne puis - excusez-m'en par avance - être moins bref que lui, car il faut aller au fond du débat et ne pas se contenter d'arguments fugaces compte tenu de l'évolution de la situation.

Parmi les causes réelles du chômage, il en est deux principales.

C'est tout d'abord, la disparition de postes de travail qui ne correspondent plus à la réalité des techniques d'aujourd'hui.

Je parle de ce que je connais car, élu du département de la Loire, j'ai vu s'effondrer des pans entiers de son industrie, de sa sidérurgie, de sa mécanique lourde, bref de certains secteurs où l'irruption des nouvelles technologies a eu pour conséquence la disparition définitive de postes de travail qui ne correspondaient plus aux nécessités des techniques de production d'aujourd'hui. Cette évolution n'est pas propre à la France, on l'a constaté dans d'autres pays.

Nous nous trouvons donc dans une situation de déséquilibre qui est la suivante : un grand nombre de postes de travail ont disparu, mais comment et par quoi remplacer ces emplois condamnés par une évolution contre laquelle nous sommes impuissants ? En effet, c'est le monde qui évolue, qui progresse et c'est tant mieux quand on voit quelle était la pénibilité de certains postes de travail qui ont désormais disparu !

Tout à l'heure, je vous ai entendu, monsieur Mélenchon, avec beaucoup d'étonnement, je le dis très sincèrement, vous élever contre l'augmentation du nombre d'emplois dans les sociétés de service.

Jetez donc un coup d'œil sur les statistiques des autres pays, en particulier sur celles des Etats-Unis qui ont connu une création de dix millions d'emplois. Regardez donc, après l'effondrement de l'industrie lourde américaine d'où viennent les dix millions d'emplois ainsi créés : pour une large part des sociétés de service, du secteur tertiaire, des sociétés d'exportation que les gouvernements de notre pays, y compris et je dirai particulièrement les vôtres, ont été incapables depuis vingt ans de susciter, de soutenir et de développer ?

La deuxième cause importante de chômage est due à notre système éducatif : depuis vint-cinq ans, il marque un échec évident quant à la formation des jeunes et leur capacité d'être insérés immédiatement en sortant de l'école dans la vie active.

La preuve, je vous la donne : ce sont vos amis socialistes de la République fédérale d'Allemagne qui la proclament eux-mêmes. Je vous invite à lire leurs journaux, ils sont intéressants. Pourquoi ? Ils ont fait une analyse très « pointue » sur la situation de la France et ils concluent que c'est le pays où le chômage des jeunes est le plus important en pourcentage parce que les jeunes Français n'ont pas reçu une formation leur permettant de s'insérer...

M. Jean-Luc Mélenchon. Mais non !

M. Lucien Neuwirth. Je ne vous ai pas interrompu, je vous prie d'en faire de même !

Nos jeunes donc n'ont pas été préparés, formés pour être immédiatement utilisables par les entreprises, soit parce que celles-ci n'existaient pas encore, soit parce que les postes de travail dans les technologies nouvelles requièrent des qualifications que nos jeunes ne possèdent pas encore. Cela, il faut le savoir.

Il faut également tenir compte du temps qui s'écoule entre la disparition de ces emplois « lourds » et l'apparition de nouveaux emplois résultant de technologies nouvelles.

Je vous en donne un exemple. Le pays le plus riche du monde, si l'on peut dire, qui a la monnaie la plus solide, que nous envions, la R.F.A., compte plus de 2,5 millions de chômeurs. Son système éducatif et d'apprentissage est tel, je le dis, que le pourcentage de jeunes chômeurs y est moins important qu'en France.

Ainsi, les deux causes principales du chômage sont la disparition de postes de travail qui n'ont pas été remplacés et la formation insuffisante de notre jeunesse.

S'agissant des S.I.V.P., vous avez lancé une expérience dans votre commune, j'en ai tenté une dans mon département en tant que président de conseil général, sous le nom de « coup de jeunes sur l'emploi ». J'y ai participé sur le terrain, avec tous ces jeunes qui se sont « défoncés » pendant cette campagne. Les résultats sont allés au-delà de nos espérances puisque nous avons manqué de contrats et heureusement que le Gouvernement a procédé à la mutualisation. Néanmoins, il nous en manque encore.

Quel est l'intérêt psychologique pour ces jeunes ? Vous évoquiez tout à l'heure la détresse de ces jeunes qui constituaient une main-d'œuvre au rabais. Il est une détresse plus grande, celle d'être chômeur, d'avoir le sentiment d'être marginalisé, d'être rejeté par la société.

Le S.I.V.P. n'est certes pas le Pérou ; je le conçois comme un système transitoire, car nous sommes en pleine mutation. Vous avez échoué, comme nous ne réussissons pas autant que nous le souhaiterions.

Nous vivons une période de transition en attendant que les nouveaux postes de travail remplacent les anciens, que notre système de qualification professionnelle - nous en reparlerons - soit bien au point pour sortir les jeunes de la situation désespérante où ils se trouvent, car le chômage, c'est le désespoir, c'est une atteinte à la dignité.

Nous utilisons donc ce système pour les réinsérer en partie dans une vie active afin qu'ils ne sentent plus marginalisés et aient l'impression de servir à quelque chose.

Voilà pourquoi, contrairement à vous, monsieur Mélenchon, qui voulez supprimez ce système sans le remplacer je suis pour ma part heureux qu'il existe et je souhaite qu'il

perdure, de telle façon que les transitions que nous aurons à assumer - nous ou vous ; peut-être aurez-vous à assumer ces transitions demain - le soient. En ce moment, nous avons les responsabilités. Le Gouvernement a raison de les revendiquer et sa majorité de le soutenir.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je dois être, comme M. le ministre s'en est plaint hier, plutôt incompréhensible. En effet, monsieur Neuwirth, je ne crois pas avoir dit dans mon intervention que j'étais opposé aux S.I.V.P., non plus qu'aux emplois dans les sociétés de service. A aucun moment, je n'ai dit cela !

M. Lucien Neuwirth. Vous la lirez dans le compte rendu !

M. Jean-Luc Mélenchon. Une fois de plus, il a fallu entendre chanter les louanges des Etats-Unis d'Amérique, de la R.F.A. Le Japon a été oublié, qui fait d'habitude partie de cette vitrine éblouissante dont, pour ma part...

M. Lucien Neuwirth. Nous ne sommes pas des abolitionnistes !

M. Jean-Luc Mélenchon. ... je ne veux pas pour mon propre pays, je ne cesse de le dire.

Les sociétés de service, aux Etats-Unis, ont, dites-vous, créé des milliers d'emplois. Nous pourrions d'ailleurs polémiquer sur les statistiques. Je pourrais reprendre à mon compte cette remarque d'un commentateur : « Quel est donc ce peuple qui s'occupe à vendre des hamburgers et à faire nettoyer ses chemises les uns par les autres et qui achète ses voitures et tout son matériel un peu sophistiqué à l'étranger ? » Je ne veux pas de cela pour mon pays.

Je ne dis pas non aux emplois des sociétés de service, mais cessons de nous envoyer à la tête des solutions qui n'en sont pas pour la France.

Non ! Notre objectif n'est pas de créer ce type de France-là. En tout cas, moi, je n'en veux pas et mes amis non plus ! Si cela correspond à votre modèle de société, il faut le clamer haut et fort pour que les Français le sachent et puissent vous juger.

M. Lucien Neuwirth. Pas du tout ! Vous êtes un mauvais dialecticien !

M. Jean-Luc Mélenchon. On peut alors parler du Japon et de la R.F.A. Mais parler de la R.F.A., c'est un contresens qui suit une affirmation qui a été un vrai crève-cœur !

Comment peut-on dire, dans cette enceinte, que, depuis vingt-cinq ans, le système éducatif français est en faillite ? Quelle exagération extraordinaire !

M. Lucien Neuwirth. Je n'ai pas parlé de faillite mais d'inadaptation !

M. Jean-Luc Mélenchon. Quel propos démoralisant pour ceux qui s'y attèlent, qui y croient !

M. Lucien Neuwirth. Vous dites n'importe quoi !

M. Jean-Luc Mélenchon. Monsieur Neuwirth, moi, je n'ai protesté qu'une fois, alors laissez-moi poursuivre mon explication de vote.

Non, notre système éducatif n'a pas échoué. Je vous mets au défi de dire quels sont les emplois de demain auxquels le système éducatif devrait préparer les jeunes. Vous n'en savez rien, et personne n'en sait rien !

La seule chose que l'on puisse demander au système éducatif français c'est d'apprendre aux jeunes à apprendre, c'est-à-dire de leur dispenser un haut niveau de formation générale, théorique et technologique.

M. Lucien Neuwirth. Ce n'est pas ce qu'ont fait vos amis !

M. Jean-Luc Mélenchon. Voilà ce qu'a fait le système éducatif pendant ces vingt-cinq dernières années !

Je n'arrive pas à comprendre que vous vous livriez à à cette entreprise de dénigrement.

M. Lucien Neuwirth. Vous faites du dogmatisme et c'est le dogmatisme qui vous tue !

M. Jean-Luc Mélenchon. Non, les enseignants n'avaient pas à prévoir les évolutions de l'économie que vous avez été vous-mêmes incapables de prévoir, vous et les autres, ces dirigeants qui ont laissé couler leur entreprise, qui ont été incapables d'investir, d'inventer, de proposer d'autre solution que la ruine que nous vivons aujourd'hui ! Ces responsabilités, il ne faut pas non plus les oublier.

M. Lucien Neuwirth. C'est toujours l'autre qui a tort !

M. Jean-Luc Mélenchon. Il n'est pas vrai que le système éducatif français ait échoué et qu'il faille aujourd'hui le rendre responsable de toutes nos misères.

Si en R.F.A. le taux de chômage est moins élevé qu'en France, cher collègue, c'est pour une autre raison : il y existe un système d'apprentissage qui est une véritable filière de l'emploi, ce qui n'est pas le cas dans notre pays.

M. Lucien Neuwirth. Parlez-vous de l'artisanat et de l'apprentissage allemands !

M. Claude Estier. Cessez de l'interrompre !

M. Jean-Luc Mélenchon. Vous le savez bien, c'est une affaire de statistiques.

Si vous vous contentiez d'appliquer la politique des socialistes allemands que vous me jetez à la figure, eh bien, nous serions presque contents et nous nous entendrions bien mieux !

M. Lucien Neuwirth. La preuve, c'est que les Allemands en ont changé et ils avaient leurs raisons !

M. Jean-Luc Mélenchon. Ne vous contentez pas de lire leurs journaux ; essayez également de comprendre ce qu'ils sont, car nous en sommes une autre variété, appliquée à la France ! Vos comparaisons, que voulez-vous, ne sont pas raison !

Je n'ai pas dit que je refusais - aucun socialiste ne les rejette - ces dispositifs qui sont destinés à insérer, par une filière même limitée, un certain nombre de jeunes dans la vie professionnelle.

M. Lucien Neuwirth. Eh bien bravo !

M. Jean-Luc Mélenchon. Cependant, nous n'entendons pas prendre les violons, comme vous le faites, pour chanter les louanges des S.I.V.P.

M. Lucien Neuwirth. Je ne chante pas leurs louanges !

M. Jean-Luc Mélenchon. Vous refusez nos modestes contributions pour que les effets pervers des S.I.V.P. soient contrebalancés par des dispositions législatives permettant de les encadrer. Voilà ce que nous proposons, et rien d'autre !

Je préciserai, enfin, que les statistiques n'ont aucune signification si on les considère à cru ; il faut les replacer dans leur contexte. Il ne suffit pas de dire que tant de jeunes qui ont accompli un S.I.V.P. finissent par trouver un emploi ; il faut dire combien ont suivi ces stages. Tout de même, nous ne sommes pas un pays du tiers monde, une nation en pleine récession !

La France connaît sans doute des difficultés, mais elle possède tout de même une réserve, un allant. Au moins devriez-vous admettre que nous enregistrons quand même une part de croissance qui justifie que des emplois soient créés. Mécaniquement, l'économie française crée, tous les ans, des emplois pour les jeunes ; pas en nombre suffisant - nous en sommes bien d'accord - mais elle en crée.

Par conséquent, vos S.I.V.P., lorsqu'ils sont employés à une échelle pareille, correspondent tout simplement à une espèce d'« ajournement » de l'emploi : au lieu d'embaucher directement des jeunes, on commence par leur faire suivre un S.I.V.P. !

Les stages d'initiation à la vie professionnelle n'ont jamais créé un seul emploi, et personne dans cette assemblée n'osera prétendre le contraire ! Ce ne sont que des passerelles pour l'emploi ! Le ministre n'a pas dit autre chose, n'en rajoutez pas !

M. Lucien Neuwirth. Il a essayé de vous expliquer !

M. Emmanuel Hamel. Pourquoi supprimer ces passerelles ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Nous vous proposons simplement d'éviter d'en faire le moyen de se procurer de la main-d'œuvre à bon marché.

M. Lucien Neuwirth. Pourquoi supprimez-vous l'article ? Vous êtes inconséquent !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 148 et 236, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin no 218 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	309
Majorité absolue des suffrages exprimés	155
Pour l'adoption	79
Contre	230

Le Sénat n'a pas adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 812, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 149, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 150, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 37, modifié.

(L'article 37 est adopté.)

Article additionnel

M. le président. Par amendement no 161, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 37, l'article additionnel suivant :

« I. - A l'article 30, paragraphe II, de la loi no 84-1208 du 29 décembre 1984, les mots « 0,2 p. 100 » sont remplacés par les mots « 0,3 p. 100 ».

« Cette disposition s'applique à la participation au financement de la formation professionnelle continue due à compter de l'exercice 1987. »

« II. - Le premier alinéa de l'article L. 950-2 du code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les employeurs doivent consacrer au financement des actions de formation définies à l'article L. 950-1 un pourcentage minimum de 1,2 p. 100 du montant, entendu au sens de l'article 231-1 du code général des impôts, des salaires payés pendant l'année en cours. Ce pourcentage peut être revalorisé par la loi après consultation du conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi prévue à l'article L. 910-1. »

« Cette disposition s'applique aux salaires versés à compter du 1er janvier 1987. »

La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Mesdames, messieurs les sénateurs, l'importance de cet amendement ne vous aura pas échappé. En effet, chacun connaît la situation de l'emploi à laquelle nous sommes confrontés et j'ai eu l'occasion de préciser quelle était l'analyse du Gouvernement, quel était mon sentiment face à cette situation et quelles étaient les perspectives que l'on pouvait imaginer pour les années qui viennent.

Selon toute vraisemblance, nous avons changé de mode de croissance : nous sommes passés de la croissance linéaire et extrapolative des « trente glorieuses » à une croisssance beaucoup plus modérée, exigeant davantage de créativité et où le quantitatif laissera de plus en plus la place au qualitatif.

Si l'on se réfère à des chiffres connus, imaginons que l'on puisse véritablement commencer à créer de l'emploi net avec une croissance légèrement supérieure à 4 p. 100 ; reverrons-nous une croissance de 4 p. 100 avant longtemps ? La question mérite d'être posée !

En tout état de cause, quelle que soit l'analyse que l'on puisse faire de la situation des pays industrialisés, il faut bien reconnaître, sans vouloir parler de déclin de notre pays, que notre position relative face aux autres pays industrialisés, en particulier vis-à-vis de certains Etats de la Communauté économique européenne, est défavorable.

Pendant un certain nombre d'années, nous avons perdu des parts de marché. Or qui dit perte de parts de marché au profit de pays concurrents dit perte corrélative d'emplois au bénéfice de ces pays.

Quels que soient, par ailleurs, les éléments de la politique antichômage qui vous est proposée à travers diverses dispositions du présent texte ou dans le projet de loi relatif aux chômeurs de longue durée, il est une priorité que nous devons satisfaire : rétablir la situation relative de notre pays. Or, si elle s'est détériorée, c'est principalement pour des raisons tenant à la compétitivité de notre appareil industriel et de nos services. Cette perte de compétitivité - chacun le sait - est liée à l'augmentation trop modérée, voire au freinage ou à la baisse de notre effort d'investissement.

Lorsque l'on parle d'investissement, deux catégories doivent être présentes à l'esprit. La première est connue depuis très longtemps : il s'agit de l'investissement matériel. La seconde prend une part croissante : je veux parler de l'investissement immatériel.

Qu'est-ce que l'investissement immatériel ? C'est, en particulier, l'effort commercial auquel, trop longtemps, nous n'avons pas assez sacrifié. Or il ne suffit pas de produire pour vendre ; il faut être capable de vendre pour produire, donc pour créer des emplois.

C'est aussi l'investissement en formation. Je ne veux pas dire que la formation professionnelle, qu'elle soit initiale ou continue, soit une panacée et qu'elle réussisse à elle seule à régler les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Mais, à l'évidence, un pays qui a des moyens de formation développés, solides, est mieux en mesure de faire face à la concurrence internationale qu'un autre.

A cet égard, de grandes dates jalonnent l'histoire de notre formation professionnelle ; il en est ainsi, incontestablement, de 1971. Nous avons eu l'occasion de l'évoquer lorsque nous avons traité de l'apprentissage.

Je pourrais vous parler de la formation continue et de la nécessité de former en permanence, à l'extérieur des entreprises, les hommes qui concourent à l'effort de production car, nous le savons, aujourd'hui une formation de départ devient rapidement obsolète et exige une mise à jour continuelle. Je me contenterai, à ce stade du débat, d'évoquer l'une des étapes de la formation pour laquelle nous souffrons le plus de la comparaison avec d'autres pays ; je veux parler de la formation qui se situe en tout début de carrière professionnelle et, plus précisément, des conditions de passage de l'appareil de formation initiale vers le monde du travail, vers l'entreprise.

Je ne parlerai pas de la République fédérale d'Allemagne. *(Sourires.)* J'ai cru comprendre que cela agaçait ! J'admets parfaitement que cette référence constante puisse susciter une telle réaction, mais sans vouloir m'en tenir à cet exemple, force est de constater que nombre de pays concurrents réussissent mieux que nous ce passage difficile.

Ce problème doit être abordé de façon très pragmatique. Il faut saluer ici les efforts qui ont été accomplis par l'éducation nationale ; je l'ai déjà fait à cette tribune, et je le refais volontiers aujourd'hui. Il est loin le temps où l'éducation nationale considérait, parfois, que tout rapport avec une entreprise pouvait être suspect d'une volonté de soumission au capitalisme international ; mais il est loin aussi le temps

où les entreprises considéraient systématiquement que toutes les actions engagées par l'éducation nationale ne valaient rien et étaient juste bonnes à « être jetées aux chiens ».

Des efforts de rapprochement incontestables ont été opérés ; il n'est pas interdit de penser qu'une période récente les a favorisés. En tout état de cause, l'éducation nationale joue et jouera encore davantage demain un rôle dans ce passage difficile entre la formation initiale et le monde du travail.

Mais il existe également d'autres voies. Nous avons eu l'occasion d'évoquer l'apprentissage qui constitue une autre voie traditionnelle, parallèle, souvent considérée par le passé, et aujourd'hui encore parfois, comme concurrente, voire comme adversaire de l'éducation nationale. Il a sa place et doit être encouragé.

En tout cas, les partenaires sociaux ont estimé - comment leur donner tort compte tenu de l'importance des classes d'âge qui arrivent chaque année sur le marché du travail ? - qu'il convenait de compléter ces deux filières par une troisième filière comprenant elle-même des branches diversifiées. Ainsi, en 1983, les partenaires sociaux - le patronat et les organisations syndicales, à l'exception de la C.G.T. - ont décidé, ensemble, de créer trois voies de passage de l'appareil de formation initial vers le monde du travail : les stages d'initiation à la vie professionnelle, les contrats de qualification - nous avons parlé de ces deux voies - et les contrats d'adaptation.

L'idée est claire et simple : on essaie, à la sortie du système scolaire, de faire vivre une période intermédiaire aux jeunes, qui bénéficieront ainsi à la fois d'un enseignement théorique et d'une formation sur le tas au sein d'une entreprise, avec les variantes dues à la diversité des solutions que sont le S.I.V.P., le contrat d'adaptation et le contrat de qualification.

Ces trois voies sont à encourager simultanément. La France connaît un problème particulier de chômage des jeunes parce que ces trois voies n'ont atteint leur véritable efficacité que très progressivement. Chaque année nous enregistrons encore plusieurs centaines de milliers de jeunes qui ne sont pas susceptibles de bénéficier de l'un de ces trois sas qui coexistent - ils le feront, je l'espère, de plus en plus harmonieusement - entre, d'autre part, l'école au sens large du terme et, d'autre part, l'entreprise.

Les formations en alternance, qui ont été mises en place en 1983 et qui ont été consacrées par la loi et, donc, par le Parlement en 1984, ont connu, jusqu'à la mi-1986, un démarrage relativement timide. En effet, on évalue à une centaine de milliers le nombre de contrats qui existaient à cette époque.

Le Gouvernement, souhaitant alors prendre une initiative en matière d'emploi des jeunes et y consacrer des sommes relativement importantes, a interrogé les partenaires sociaux - c'était en avril-mai 1986 - sur la solution qui leur apparaissait la mieux adaptée pour répondre aux objectifs que le Gouvernement se donnait.

Les partenaires sociaux ont été quasi unanimes, la C.G.T. restant fidèle à sa position, pour demander que cette aide à l'emploi des jeunes se fasse par le biais d'un encouragement des formations en alternance et prenne la forme d'exonérations de charges sociales, de manière à rendre encore plus attractives les trois formations en alternance que j'ai évoquées.

Pour faire bonne mesure, je le rappelle, le Gouvernement a inclu l'apprentissage dans le champ des exonérations, pour éviter toute concurrence déloyale entre les diverses formules.

Le Gouvernement a donc mis en place ce que l'on a appelé « le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes », créé par l'ordonnance du 16 juillet 1986, signée, si j'ose dire, sur le siège, par le Président de la République, qui a bien voulu lui réserver les honneurs du communiqué de l'Elysée pour saluer son intérêt. *(Sourires.)* Toutes les ordonnances n'ayant pas eu le même sort, je salue d'autant plus volontiers le sort heureux de celle-ci.

Ce plan d'urgence pour l'emploi des jeunes devait, normalement, se terminer le 31 janvier dernier. Plus d'un million de jeunes ont été concernés par les diverses dispositions du plan qui a connu un succès tel qu'il a été prolongé jusqu'au 30 juin prochain.

Finalement, si on regarde ce qui s'est passé, on se rend compte que l'important, ce ne sont pas les chiffres du plan pour l'emploi des jeunes, c'est le lancement définitif des formations en alternance. Au-delà des querelles de chiffres pour connaître le nombre d'emplois net créés et le ratio entre ce nombre et le montant des exonérations de charges sociales - que sais-je encore ? - il demeure que le rythme de création des formations en alternance, qui était de l'ordre de 100 000 par an en 1985-1986, est à l'heure actuelle compris entre 500 000 à 600 000. Ce chiffre paraît répondre à une nécessité car, tous les jeunes qui sortent du système scolaire, soit avec le système scolaire, soit avec l'apprentissage, soit avec les formations en alternance, ont ainsi un moyen pour mieux préparer leur insertion professionnelle.

Par ailleurs, ces formations en alternance sont également un « plus » pour les entreprises qui voient des jeunes y commencer leur vie professionnelle et avoir davantage de chance d'y réussir, ce qui, en un mot, accroîtra les possibilités d'enrichissement des capacités de ladite entreprise.

Mais le problème du financement des formations en alternance s'est vite trouvé posé. Mesdames et messieurs les sénateurs, quelles que soient d'ailleurs les travées sur lesquelles vous siégez, vous n'avez pas été les derniers à le signaler au Gouvernement. Celui-ci a assumé ses responsabilités. Il lui revenait de rembourser à la sécurité sociale le manque à gagner que représentait l'exonération des charges sociales. Dans cette affaire, la sécurité sociale n'a pas perdu un centime, je crois même pouvoir dire qu'elle y a probablement gagné quant à sa trésorerie car, l'Etat étant concerné, les cotisations rentraient plus rapidement et plus régulièrement.

L'Etat n'a donc pas manqué à ses obligations. Mais il est apparu très rapidement que le système mis en place par les entreprises elles-mêmes pour financer les formations en alternance étaient en cours d'asséchement. Comment s'en étonner dans la mesure où le 0,2 p. 100 et le 0,1 p. 100 visant à alimenter les formations en alternance, dans le cadre du 1,1 p. 100 de la formation professionnelle, sont prévus, bon an mal an, pour assurer le financement de 250 000 à 300 000 formations en alternance.

Voilà quel est le problème. L'Etat assume toutes ses responsabilités. Il vous a même demandé tout à l'heure, s'agissant des S.I.V.P. et des contrats de qualification, comme il vous l'a demandé voilà quelques jours pour les contrats d'apprentissage, d'être autorisé à continuer à le faire, probablement de manière définitive. En revanche, les moyens des organismes de mutualisation, les fameux O.M.A., gérés paritairement par les partenaires sociaux et qui collectent les fonds du 0,2 p. 100 et du 0,1 p. 100, se sont très rapidement retrouvés asséchés.

Sur le terrain, un certain nombre de difficultés ont commencé par se manifester dans les entreprises qui ne cotisent ni au 0,2 p. 100, ni au 0,1 p. 100, c'est-à-dire dans les entreprises qui comptent moins de dix salariés, dans les entreprises artisanales et dans les entreprises agricoles. Ainsi, le fonds d'assurance formation des salariés des exploitations agricoles - F.A.F.S.E.A. - a été très rapidement asséché.

Par conséquent, le problème qui se pose aujourd'hui est simple : ou bien nous renonçons à faire fonctionner, année après année, à titre définitif, entre cinq cent mille et six cent mille formations en alternance, qui, à l'évidence, rendent des services aux jeunes concernés, aux entreprises de notre pays et répondent au handicap de notre pays, et nous revenons à un rythme de deux cent mille à deux cent cinquante mille, laissant de trois cent mille à trois cent cinquante mille jeunes sur le bord du chemin, jeunes dont les chances d'insertion se trouveront ainsi amoindries et je ne parle pas de l'amoindrissement des chances des entreprises - ou nous nous donnons les moyens de faire face à cette situation. C'est un véritable problème national.

Mesdames et messieurs les sénateurs, M. le Premier ministre et le Gouvernement ont choisi de faire face. Pour ce faire, depuis le mois d'août dernier, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures dont chacune a contribué à améliorer la situation.

D'abord, s'agissant des quelque deux cents organismes de mutualisation qui existent, le Gouvernement a autorisé une plus grande fluidité entre eux.

Dans un deuxième temps, il a fait en sorte - je schématise, mais vous saurez l'essentiel - que les fonds qui n'étaient pas utilisés pour la formation et qui étaient reversés au Trésor puissent être réorientés dans le circuit de la formation.

Aujourd'hui, il vous demande de décider de porter le 0,2 p. 100 plus le 0,1 p. 100, c'est-à-dire le 0,3 p. 100, compris dans le 1,1 p. 100 de la formation professionnelle, à

0,4 p. 100, et plus précisément de porter le 1,1 p. 100 à 1,2 p. 100. Cette mesure est non seulement importante, car le 1,1 p. 100 est ancien, mais nécessaire. Alors - dira-t-on - il s'agit d'une charge supplémentaire imposée aux entreprises. Je voudrais tout de suite dire que cela est inexact.

M. Jean-Luc Mélenchon. Ouf !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je suis heureux de rassurer M. Mélenchon sur ce point. *(Sourires.)* Inexact, pourquoi ? Parce qu'il s'agit non pas d'une ponction de l'Etat pour lui-même, mais simplement de fonds mutualisés, c'est-à-dire d'argent qui reste dans le circuit des entreprises, à ceci près qu'un redéploiement sera effectué à hauteur de 0,1 p. 100 entre celles qui font un effort de formation et celles qui ne l'accomplissent pas, d'autant qu'en terme macro-économique cela ne doit pas affoler. Le 1,1 p. 100, Dieu merci, est très largement dépassé par un très grand nombre d'entreprises. Actuellement, le pourcentage des ressources des entreprises affectées à la formation professionnelle est supérieur à 2 p. 100 et même, dans de nombreuses entreprises, à 4 p. 100, 5 p. 100 voire plus.

Il s'agit donc, non pas d'une charge pour les entreprises, mais simplement d'une autre ventilation des fonds qu'elles consacrent à la formation.

La disposition qui vous est proposée est donc importante et absolument nécessaire. Je reviens à ce que je disais au début de mon propos. On parle beaucoup d'investissement. L'investissement principal, c'est l'investissement immatériel et dans celui-ci l'investissement numéro un, c'est l'investissement en formation.

En République fédérale d'Allemagne - que M. Mélenchon me pardonne de la citer *(Sourires.)* - les entreprises prennent en charge l'essentiel de l'effort qui est accompli et il n'existe donc aucune solution de continuité entre l'école et l'entreprise. Il n'est pas question d'imposer autant à nos propres entreprises. Mais la mesure que vous propose le Gouvernement doit pouvoir être admise par les entreprises dans leur globalité, d'autant que, je le rappelle - et ce n'est pas sur les travées socialistes ou communistes que l'on me démentira - le Gouvernement s'est appliqué, depuis mars 1986, à ne pas leur imposer de charges supplémentaires.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Certes !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je remercie Mme Fraysse-Cazalis d'appuyer ma démonstration. Le Gouvernement s'est au contraire attaché à alléger les charges des entreprises.

Une solution aurait pu consister - mais le Gouvernement n'a pas souhaité la retenir - un report *sine die* de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés qui est envisagée pour 1988, pour financer les formations en alternance. Le Gouvernement n'a pas voulu s'engager dans cette voie, que pourtant le C.N.P.F. n'excluait pas.

M. Jean-Luc Mélenchon et Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Ben Voyons !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Le Gouvernement a donc décidé, après consultation de la commission permanente du conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi, de revaloriser la contribution minimale des entreprises au financement de la formation professionnelle continue de 1,1 à 1,2 p. 100 et de porter, à l'intérieur de cette contribution, de 0,2 à 0,3 p. 100 la part consacrée aux formations en alternance.

J'ai bon espoir, après le vote de cet amendement qui vous est proposé par le Gouvernement et après l'emprunt-relais que le Gouvernement garantira à l'Agefal, l'organisme qui est chargé de la gestion du fonds des formations en alternance, que, sous quelques semaines, toutes les difficultés qui avaient été constatées pourront être aplanies et que nous retrouverons un rythme pour les formations en alternance compatible avec les besoins du pays. *(Applaudissements sur les travées de l'U.R.E.I., du R.P.R. et de l'union centriste.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Cet amendement du Gouvernement a pour objet de faire face aux conséquences financières générées par le plan pour l'emploi des jeunes. Il a trait au financement, par les employeurs, des actions de formation et prévoit notamment une revalorisation de la contribution des entreprises au financement de la formation professionnelle continue de 1,1 p. 100 à 1,2 p. 100, la part de cette contribution consacrée aux formations en alternance passant de 0,2 p. 100 à 0,3 p. 100.

Cet amendement précise que cette revalorisation ne pourra entrer en application qu'après consultation du conseil national de la formation professionnelle et qu'elle s'appliquera aux salaires versés à compter du 1er janvier 1987.

La commission, ayant soutenu le Gouvernement dans sa politique d'emploi des jeunes, pour rester cohérente dans ses positions, approuvera cette disposition, qui est nécessaire pour faire face au succès de ce plan.

Elle n'ignore pas, monsieur le ministre, les réactions des employeurs face à cette disposition ; mais, entre la disparition des formations en alternance par manque de financement, entre le déséquilibre du budget, le rétablissement des finances publiques et la mesure proposée, bien sûr, elle a choisi.

Les organisations syndicales, par le biais de la presse, vous tire quelques coups de chapeau à ce sujet, monsieur le ministre.

D'abord, elles expliquent ce que sera le système. On vous attribue l'intention - on ne prête qu'aux riches ! - d'octroyer un prêt de 700 millions de francs aux organismes assurant la formation en alternance, prêt qui, selon certains syndicats, pourrait, sur le long terme, se transformer en subvention.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Ah ça !

M. Louis Souvet, *rapporteur.* On explique pourquoi ce déficit existe, et voici le coup de chapeau : « Il n'empêche, disent certains syndicats » - certains, peut-être pas tous ! - « le Gouvernement aurait pu choisir de ne rien faire du tout et de renvoyer ainsi dos à dos les partenaires sociaux signataires de l'accord de 1983 sur la formation en alternance. Il aurait bien fallu alors se débrouiller pour trouver une solution. »

Vous aurez sûrement compris, monsieur le président, mes chers collègues, que la commission a donné un avis favorable à cet amendement.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. J'ai bien noté, monsieur le ministre, les trésors de pédagogie que vous avez déployés pour nous faire comprendre dans le détail la situation ; j'avais l'impression qu'ils ne nous étaient pas spécialement destinés.

Je n'ai pas entendu les répliques qui, normalement, auraient dû venir. Imaginez un instant, monsieur le ministre, que nous ayons, nous, proposé une mesure comme celle-là : on nous aurait alors accusé d'abrutir les entreprises de charges. Vous bénéficiez, monsieur le ministre, d'un traitement de faveur tout à fait exceptionnel et dont nous n'avons pas pu bénéficier, nous, en notre temps.

Vous me permettrez de justifier mon vote, en reprenant le déroulement de votre explication, qui, à la vérité, était très intéressante.

Vous avez commencé par évoquer l'importance de l'investissement immatériel. Vous pensez bien que c'est un langage que nous entendons. Cela dit, vos propos me ramènent à ce qu'est le budget de la recherche en France : il n'est pas du tout en rapport avec ce que vous dites, vous, de l'investissement immatériel.

Je saisis cette occasion, puisque tout à l'heure on l'a dénigrée - c'est la mode, aujourd'hui, de dire du mal de tout ce qui vient de l'Etat - pour rappeler ici l'importance de la recherche fondamentale en France, son haut niveau ainsi que ses extraordinaires capacités de performances face au reste du monde, R.F.A., Japon et Etats-Unis compris, pour évoquer l'image des chercheurs des instituts publics, comme le C.E.A., où, parce que c'est l'Etat, parce que c'est la nation, on est en train d'étudier - on n'en est pas encore au stade du prototype, mais presque - les centrales nucléaires à fusion de l'an 2030. Au moment où l'on parle de l'investissement immatériel, je tiens à saluer cet effort d'intelligence et de recherche. Je tiens à célébrer ici la grandeur de notre pays, au moment où, y compris dans cette assemblée, on a le front de dénigrer le travail de ceux qui, au cours de ces vingt-

cinq dernières années, ont contribué à la formation des hommes de génie qui concourent à cette grandeur pour la fin du millénaire et même au-delà.

Il va de soi que la formation en alternance - vous l'avez dit et vous n'avez pas exagéré, je ne vais donc pas vous reprendre - est une des formes de l'investissement dans l'intelligence.

Je ne vous chercherai pas mesquinement querelle pour savoir si tout ce qui a été investi dans le plan pour l'emploi des jeunes constitue bien une dépense raisonnable ; si l'on vous demandait combien coûte chaque poste ainsi acquis, eu égard aux crédits qui y ont été affectés lors de la précédente campagne, ne serait-on pas dans l'obligation de constater que cela fait quand même un peu beaucoup pour un résultat qui ne s'écarte guère, en fait, de l'accroissement mécanique du nombre de postes de travail que cette économie a fournis ?

Le succès du plan d'emploi pour les jeunes continue, hélas ! - je vais y revenir dans un instant - à témoigner de l'état d'esprit frileux d'un grand nombre d'entrepreneurs. Je ne suis pas surpris lorsque vous nous dites que le C.N.P.F. aurait préféré que l'on finance ce qui reste par la baisse de l'impôt sur le revenu ; c'est tout à fait caractéristique de la mentalité avide, du « toujours plus », « jamais content » de cette organisation. Si un problème se pose dans notre pays en ce qui concerne le développement de l'investissement dans l'intelligence pour l'avenir, il vient de là.

Mais trêve de ces comptes d'apothicaire : nous sommes invités ici à financer un « coup parti », et parti de quelle manière ! Selon moi, l'explosion de recrutements sur la base des diverses modalités du plan d'emploi pour les jeunes - je vous l'ai dit tout à l'heure à propos des S.I.V.P., je pourrais le dire à propos d'autres formules - manifeste qu'il y a une procédure de substitution des emplois. Telle est notre crainte, et vous ne nous dites rien, monsieur le ministre, qui puisse l'apaiser. C'est à grande échelle que l'on a recouru à ce dispositif pour ne pas avoir recours à l'embauche.

Lorsque vous expliquez - j'ai trouvé votre démonstration exquise - pourquoi ce prélèvement est un bon prélèvement par rapport aux autres, je prolongerais volontiers la démonstration pour dire que c'est le cas de tout prélèvement : il donne lieu à redistribution. Une bonne partie de ce qui se dit sur les prélèvements obligatoires et sur la nécessité de les contenir est tissu de sottises, car les prélèvements sont l'occasion de la redistribution.

Mais la redistribution, elle, se fait de manière concertée, et vous en apportez aujourd'hui la preuve. Et qui dit concertation, dit irruption du politique dans l'économie, ce qui, par les temps qui courent, est, vous le savez, l'horreur absolue, en tout cas ce contre quoi il faut se défendre immédiatement.

Alors, puisque c'est pour l'Etat, monsieur le ministre, je m'abstiendrai dans ce vote, car, en définitive, l'Etat, c'est la nation et la nation c'est tous les Français. Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de le rappeler ici à tous ceux qui, dès qu'il est question de verser un centime dans les caisses de l'Etat, grimpent au rideau d'horreur, car n'est bon argent que celui qui reste dans les poches privées !

M. Lucien Neuwirth. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. Je veux dire pourquoi notre groupe se réjouit de voter cet amendement, que nous appelions de nos vœux ; nous apprécions d'avoir été entendus.

On observe qu'une certaine notion de l'intérêt général, que l'on croyait s'être un peu estompée au fil du temps, se manifeste à nouveau, surtout en ce qui concerne des problèmes vitaux comme ceux de la recherche et de la formation, qui sont, pour nous, incontournables.

Contrairement à d'autres, nous estimons que toute création de poste de travail est raisonnable, quel qu'en soit le prix, et que, chaque fois que l'on donne une qualification à un jeune, c'est une victoire de la collectivité nationale tout entière.

Comme il m'a semblé que l'analyse de la situation des pays voisins en chagrinait certains, je conclurai par un proverbe chinois qui dit : « Lorsque tu donnes un poisson à un homme, tu le nourris pour la journée. Lorsque tu lui apprends à pêcher, tu le nourris pour la vie. »

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 161, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Un article additionnel ainsi rédigé est donc inséré dans le projet de loi, après l'article 37.

Article 38

M. le président. « Art. 38. - Le deuxième alinéa de l'article premier de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et l'actionnariat des salariés est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, les dispositions du présent chapitre ne sont applicables de plein droit aux entreprises publiques ou aux sociétés nationales que si elles entrent dans le champ d'application défini au chapitre premier du titre III du livre premier du code du travail.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles les dispositions du présent chapitre sont applicables aux entreprises publiques et aux sociétés nationales ne répondant pas à la condition fixée au deuxième alinéa. » - *(Adopté.)*

Article 38 *bis*

M. le président. « Art. 38 *bis*. - La liste figurant en annexe III de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public est complétée par un alinéa ainsi rédigé :

« - Les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers à péage, lorsque plus de la moitié de leur capital est détenu, directement ou indirectement, par l'Etat ou un de ses établissements publics.»

Par amendement n° 151, MM. Méric, Bialski, Bonifay, Bœuf, Sérusclat, Roujas, Mélenchon, Benedetti, Penne, Louisy, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Mélenchon.

M. Jean-Luc Mélenchon. Hélas ! nous sommes obligés de demander la suppression de cet article.

Nous n'entrerons pas dans les détails, car nous connaissons les pièges de la réponse du ministre. Nous nous contenterons de noter que la loi relative à la démocratisation du secteur public est une loi trop importante et trop complexe pour être modifiée au détour d'un D.M.O.S. En raison de l'attachement que nous avons pour cette loi, nous souhaitons que, si elle doit être modifiée, elle le soit séparément, dans un autre cadre et avec plus de sérieux.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* La commission a émis un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je veux souligner la clarté et la pureté des intentions du Gouvernement.

Actuellement, la loi de démocratisation du secteur public organise, dans les entreprises concernées, une commission tripartite du conseil d'administration, où siègent des représentants de l'Etat, des personnalités qualifiées et des représentants des salariés.

Oublions cela une seconde - nous allons y revenir - et parlons des sociétés d'économie mixte d'autoroutes, que M. Bonifay connaît bien, puisque, de Marseille, partent des autoroutes dans tous les sens. Sa région a plus de chances que d'autres. Mais passons !

En l'état actuel des choses, ces sociétés d'économie mixte n'entrent pas dans le champ d'application de la loi. Aussi les conseils d'administration de ces sociétés sont-ils composés essentiellement de représentants des collectivités locales concernées directement par les autoroutes gérées par ces sociétés.

Or, que va-t-il se passer ? L'Etat va être amené, dans le cadre des nouvelles règles de financement des autoroutes, à apporter des dotations en fonds propres à ces sociétés.

Souvenez-vous : « Investissement ! Investissement ! » Réponse de M. Balladur : « On va investir, certes, mais on va investir en apportant des fonds propres à des entreprises publiques. » En voilà une application : on va faire des autoroutes !

Seulement, pour apporter ses fonds, l'Etat, je le répète, va être conduit à apporter des dotations en fonds propres, donc, à être présent dans le capital. Et cela pose un problème juridique.

En effet, compte tenu de la part importante qu'il prendra en capital, la loi de démocratisation sera applicable. Dès lors, on va se trouver avec un conseil d'administration tripartite comprenant des représentants de l'Etat, des personnalités qualifiées, des représentants des salariés, mais pas de représentant des collectivités locales !

C'est donc pour assurer la représentation des collectivités locales et le maintien de la formule actuelle que le Gouvernement vous propose l'article 38 *bis*, et pas pour une autre raison.

Je rappelle qu'une disposition de nature identique avait été adoptée par la précédente majorité en 1985 puisque la loi du 3 janvier 1985 portant diverses dispositions d'ordre social avait, en son article 11, complété l'annexe précitée en y incluant les établissements publics d'aménagement définis à l'article L. 321-2 du code de l'urbanisme. Il s'agissait, alors, d'exclure du champ d'application de la loi, notamment l'établissement public d'aménagement de la Défense, pour lequel le législateur avait alors estimé nécessaire que l'Etat conservât la moitié des sièges.

Telle est la raison pour laquelle, monsieur le président, je souhaiterais - peut-être est-ce un rêve ! - que les auteurs de l'amendement le retirent, faute de quoi je serais obligé de m'y opposer.

M. le président. Monsieur Mélenchon, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Les explications de M. le ministre sont conformes à celles qu'il a déjà données. J'adopterai donc, avec les collègues de mon groupe, une attitude conforme à celle de mes collègues députés. Nous retirons notre amendement.

M. le président. L'amendement n° 151 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 38 *bis*.

(L'article 38 bis *est adopté.)*

Articles additionnels

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 237, est présenté par MM. Viron, Souffrin, Mme Beaudeau, les membres du groupe communiste et apparenté.

Il a pour objet d'insérer, après l'article 38 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est inséré, après l'article L. 122-4 du code du travail, un article L. 122-4-1 rédigé comme suit :

« *Art. L. 122-4-1.* - L'absence pour cause de maladie ou de maternité ne constitue pas un motif réel et sérieux de licenciement. »

Le second, n° 238, a les mêmes auteurs.

Il tend à insérer après l'article 38 *bis* un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est inséré, après l'article L. 122-4 du code du travail, un article L. 122-4-1 rédigé comme suit :

« *Art. L. 122-4-1.* - Tout licenciement ou toute sanction prononcé à l'encontre d'un salarié consécutif à l'exercice d'un droit ou d'une liberté individuelle ou collective garantie par la Constitution est nul et de nul effet. »

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis, pour défendre ces deux amendements.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. La simple lecture de ces deux amendements éclaire notre démarche. Toutefois, je souhaiterais préciser davantage les raisons qui nous ont conduits à les déposer.

Notre pays connaît actuellement une série d'agressions de grande envergure contre le droit au travail, le droit du travail et les droits des travailleurs.

La remise en cause du droit au travail, pourtant consacré par la Constitution, du fait d'une politique de casse industrielle privilégiant le profit et la spéculation, s'opère au détriment de l'efficacité sociale et de l'intérêt national. Cette politique aggrave le chômage, qui atteint un niveau record en France où le nombre de chômeurs dépasse trois millions. Si l'on retient la définition du bureau international du travail, près de 4 millions de personnes sont, aujourd'hui, privées d'emploi.

La remise en cause du droit du travail est le fait de l'offensive tendant à la précarisation de la situation des salariés et à un alignement des règles juridiques sur les exigences patronales et sur l'espace européen. Les diverses dispositions qui ont été proposées dans ce texte ne font qu'aggraver ce phénomène.

Cette offensive se manifeste d'abord par un nombre important de lois d'origine gouvernementale : loi du 28 février 1986 relative à la flexibilité du temps de travail ; loi du 3 juillet 1986 supprimant l'autorisation administrative de licenciement ; loi du 30 décembre 1986 instituant un nouveau régime pour les licenciements économiques et une procédure d'urgence devant les conseils de prud'hommes ; ordonnance du 11 août 1986 étendant considérablement les cas de recours aux contrats de type précaire - contrat à durée déterminée, travail temporaire, etc. ; ordonnance de juillet 1986 qui procède à un éclatement du service public de l'emploi et brise le monopole de l'agence nationale pour l'emploi ; multiplication des formules d'emplois précaires et de « stages-impasses » chez les jeunes - travaux d'utilité collective, stages d'insertion à la vie professionnelle, etc.

Cette offensive a eu pour résultat une fragilisation croissante de la situation juridique des salariés. Le nombre d'actifs titulaires d'un contrat à durée indéterminée ne cesse de diminuer.

La remise en cause du droit du travail utilise également les voies de la négociation collective. La loi Delebarre sur la flexibilité, contrairement aux affirmations de M. le ministre, n'a pas permis de porter un coup d'arrêt au développement d'accords illicites, comportant des remises en cause très importantes d'acquis du mouvement ouvrier, permettant au patronat, moyennant la signature d'une ou de deux organisations minoritaires, d'obtenir une « caution syndicale » dans son entreprise de régression sociale.

Longtemps conçue comme un moyen, pour le monde du travail, d'obtenir du patronat des conditions plus avantageuses et une avancée des droits démocratiques, la négociation collective tend à devenir un moyen de remise en cause des acquis sous couvert d'accords donnant-donnant, où le donnant du patron se limite souvent à une promesse de maintien de l'emploi.

Le travail cesse d'être un droit pour devenir une chance, c'est tout le symbole d'une régression sociale délibérément et méthodiquement organisée.

Au constat que l'on peut faire de ces remises en cause du droit du travail s'ajoutent les projets qui commencent ou qui achèvent de prendre forme.

Au niveau local, c'est la création de zones d'infra droit comme l'envisagent les promoteurs du projet « Euro-Disneyland » à Marne-la-Vallée.

Au niveau national, c'est le nivellement par le bas de notre droit du travail dans le sens de son alignement sur les normes européennes souvent en retrait par rapport à ce que le mouvement ouvrier français a su conquérir.

C'est la poursuite de l'offensive législative que j'ai déjà décrite ci-dessus : second projet de loi relatif à la flexibilité et au travail de nuit des femmes ; projets concernant le relèvement des seuils d'effectifs pour l'application des droits sociaux ; textes et propositions tendant à remettre en cause l'exercice du droit de grève dans la fonction publique et dans le secteur public ; développement de la négociation d'entreprise qui permet souvent au patron, compte tenu de la répression antisyndicale, d'obtenir ce qu'il n'avait pu gagner au niveau de la branche.

La remise en cause des droits des travailleurs découle de la politique économique et sociale menée par le patronat dans les entreprises et par le Gouvernement dans le pays, politique antinomique de la citoyenneté dans l'entreprise à laquelle les travailleurs aspirent légitimement.

L'existence de droits reconnus à ceux qui travaillent devient un obstacle à la réalisation des objectifs économiques du patronat et à la stratégie de remodelage de cette société.

L'affrontement sur ce terrain est, de ce fait, très dur et la répression s'abat sur toutes celles et tous ceux qui contestent cette logique et lui opposent celle de la satisfaction des besoins sociaux et de l'intérêt national. Le chiffre de 25 000 délégués licenciés au cours de ces dix dernières années - c'est-à-dire sept par jour - donne la mesure de cette répression sur laquelle les médias font peser curieusement un silence de plomb.

Cette répression vise la fraction la plus consciente du monde du travail, en premier lieu les militants de la C.G.T., mais elle tend également à créer un climat de peur, à dissuader l'ensemble des travailleurs de faire usage de leurs droits.

Ces derniers mois ont été particulièrement riches en exemple de cette répression, de ces atteintes quotidiennes aux droits de l'homme dans les entreprises françaises : condamnation de syndicats à verser des sommes astronomiques aux patrons ; poursuites pénales contre les militants syndicaux et politiques, principalement de la C.G.T. et du parti communiste ; licenciements purement arbitraires liés à l'exercice d'un droit fondamental comme le droit d'expression - affaire Clavaud - ou à la maladie - Mmes Plessis et Soyer -auxquels s'ajoutent chaque jour de nouveaux cas - intervention systématique de la police et de la justice dans les conflits, intervention qui devient de plus en plus musclée.

Cette situation est grave pour la démocratie dans notre pays et pour l'intérêt national. Il est urgent d'y mettre un coup d'arrêt et de ne pas laisser le droit du travail, le droit au travail et les droits des travailleurs se faire ainsi laminer.

Telles sont les raisons qui nous ont conduits à déposer ces deux amendements et à solliciter pour chacun d'eux un scrutin public.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Le rapporteur dira simplement que le juge dispose d'un pouvoir d'appréciation, que ce soit pour le contrat de travail ou pour autre chose. Or les deux amendements qui nous sont proposés empiètent sur ce pouvoir d'appréciation. Dans ces conditions, la commission ne peut y donner un avis favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Monsieur le président, je rappellerai, à propos de l'amendement n° 237 que, selon les dispositions du droit du travail, la maladie ne rompt pas le contrat de travail, mais le suspend et que les droits des femmes qui connaissent la maternité sont déjà protégés par la législation actuelle.

Je rappellerai en outre que, lorsque des règles, des droits ou des libertés sont garanties par la Constitution, ils ont valeur normative. L'amendement n° 238 est donc inutile. Les juges sont là pour garantir le respect de ces règles. C'est ainsi qu'une cour d'appel récemment a ordonné sur ces bases la réintégration d'un salarié dont le nom a été prononcé par Mme Fraysse-Cazalis. L'affaire est pendante devant la Cour de cassation, qui dira si les juges du fond ont fait une juste application des règles garantissant une liberté fondamentale ou s'ils ont interprété les faits d'une façon erronée. En tout état de cause, le Gouvernement est trop respectueux de la séparation des pouvoirs pour s'immiscer de quelque façon que ce soit dans ce processus.

Le texte que vous proposez ne changerait strictement rien à l'affaire ; le Gouvernement est donc défavorable à l'amendement n° 238.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 237, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 219 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour l'adoption	79
Contre	228

Le Sénat n'a pas adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 238, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 220 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour l'adoption	79
Contre	228

Le Sénat n'a pas adopté.

Par amendement n° 239, MM. Viron et Souffrin, Mme Beaudeau, les membre du groupe communiste et apparenté proposent, après l'article 38 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Pour la mise en place des institutions représentatives du personnel, sont prises en compte dans l'effectif de l'entreprise, toutes les personnes travaillant pour le compte de celle-ci, quel que soit leur statut juridique, au jour de la désignation d'un délégué syndical ou de la demande d'organisation d'élections professionnelles.

« Toutes les dispositions excluant certaines catégories de travailleurs de l'effectif mentionné à l'alinéa précédent sont abrogées. »

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Ce texte vise à instaurer dans toutes les entreprises les conditions de l'existence des institutions représentatives du personnel. Il est proposé que la totalité des effectifs de salariés travaillant pour le compte de l'entreprise au jour de la demande d'organisation d'élections professionnelles soit prise en considération dans le calcul des seuils d'effectifs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Souvet, *rapporteur.* Monsieur le président, cet amendement aurait pour effet de renforcer les effets de seuil. La commission souhaite, au contraire, encourager toute disposition visant à éliminer les effets négatifs sur l'embauche des seuils sociaux et fiscaux. Elle l'a manifesté en faisant adopter, à l'article 3 du projet de loi relatif au chômage de longue durée, des dispositions qui excluent du calcul des effectifs les chômeurs de longue durée, et ce, par similitude avec l'article 54 de la loi du 25 juillet 1985 qui avait créé, à titre permanent, une dérogation aux règles de calcul des effectifs des entreprises, en particulier des jeunes sous contrat de qualification ou d'adaptation.

Dans ces conditions, vous comprendrez que la commission émette un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Le Gouvernement suit l'avis de la commission. Cet amendement va en effet à l'encontre du texte relatif à la « proratisation » des temps partiels. De plus, il ne paraît pas opportun d'adopter un texte portant sur le problème des seuils alors que le Gouvernement a demandé aux partenaires sociaux de traiter du sujet par voie de négociation.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 239, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Le Sénat a terminé l'examen du titre IV.

Nous allons donc interrompre maintenant nos travaux pour les reprendre à vingt-deux heures quinze, avec l'examen du titre II.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt heures cinq, est reprise à vingt-deux heures vingt-cinq, sous la présidence de M. Etienne Dailly.)

PRÉSIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY, vice-président

M. le président. La séance est reprise.

8

DÉCÈS D'UN ANCIEN SÉNATEUR

M. le président. J'ai le regret de vous faire part du décès, survenu le 14 juin 1987, de notre ancien collègue M. Louis Brunet, qui fut sénateur de Tunisie de 1947 à 1952.

9

DEMANDE D'AUTORISATION D'UNE MISSION D'INFORMATION

M. le président. M. le président du Sénat a été saisi par M. Jacques Larché, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, d'une demande tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en Argentine et au Brésil, afin d'y étudier les nouvelles institutions de ces pays, au niveau tant central que local.

Le Sénat sera appelé à statuer sur cette demande dans les formes fixées par l'article 21 du règlement.

10

RAPPEL AU RÈGLEMENT

M. Robert Vizet. Je demande la parole, pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, mon rappel au règlement se fonde sur l'article 32 du règlement ainsi que sur les articles relatifs à l'organisation de nos travaux.

Le rappel au règlement que j'ai fait cet après-midi, à la reprise de la séance, avait pour objet de dénoncer le « saucissonnage » de nos travaux en cette fin de session. En outre, je demandais que le Sénat ne siège ni samedi ni dimanche prochains, démontrant l'absurdité d'un tel calendrier puisque nous allons, de toute manière, vers une session extraordinaire.

M. Lucien Neuwirth. On n'en sait rien !

M. Robert Vizet. Le président de séance, M. Taittinger, m'a répondu qu'il transmettrait ma demande à M. le président du Sénat, ce qui doit être fait en cet instant. Je souhaite maintenant avoir une réponse claire : oui ou non, monsieur le président, le Sénat va-t-il siéger samedi et dimanche prochains, alors que, de toute évidence, c'est inutile ? Cette inorganisation est tellement préjudiciable au bon travail du Sénat que nous continuerons à la dénoncer autant que de besoin.

Les conditions de travail qui sont actuellement imposées aux parlementaires sont inacceptables et participent à l'abaissement des droits du Parlement. Quand allons-nous savoir ce qui sera soumis à la signature du Président de la République pour la session extraordinaire ? La conférence des présidents va-t-elle se réunir demain, à la demande de M. le président du Sénat, pour décider de ne pas siéger samedi et dimanche ? Je souhaite qu'il soit répondu à ces questions.

Le nombre de participants à cette séance du soir conforte ma position, à moins que nos collègues ne se réservent pour les séances de samedi et dimanche !

M. le président. Monsieur Vizet, il me sera peut-être plus facile qu'à un autre de vous répondre, et je vais le faire de la façon la plus claire.

La conférence des présidents s'est réunie mercredi à midi - nous sommes jeudi soir - et elle a enregistré les demandes du Gouvernement. A la reprise de la séance, à quinze heures, ayant eu le privilège et le grand honneur de présider le Sénat, c'est en effet moi qui ai soumis à l'approbation de la Haute Assemblée les conclusions de la conférence des présidents. Vous-même étiez déjà, vous vous en souvenez, à cette place.

J'ai pris tout le temps nécessaire pour consulter le Sénat d'abord sur son désir, ou son non-désir, de siéger les jours où il n'est pas obligé de le faire, à savoir les jours autres que les mardi, jeudi et vendredi. Un scrutin public a été demandé, tardivement, par votre groupe. Le Sénat n'a alors émis aucune opposition. Je l'ai ensuite consulté sur l'ordre du jour complémentaire. Je n'ai reçu aucune opposition non plus.

C'est alors que le groupe communiste a demandé la parole pour contester le fait de siéger non pas samedi et dimanche - comme vous venez de le réitérer après l'avoir explicité à mon collègue M. Pierre-Christian Taittinger avant la suspension de séance - mais uniquement dimanche.

Vous avez demandé que le Sénat se prononce sur ce point par scrutin public, ce que j'ai refusé puisqu'il avait déjà pris sa décision.

Nul doute que M. Taittinger portera à la connaissance de M. le président du Sénat vos doléances sur cette situation, d'autant plus singulière que l'Assemblée nationale, qui compte un certain retard dans l'examen des textes sur le Sénat, ne siégera, elle, ni samedi ni dimanche.

Toutefois, la décision ayant été prise par le Sénat, je me dois, aux fonctions qui sont les miennes, de la faire observer.

Peut-être le Gouvernement, qui vous a entendu, comme il en a entendu d'autres, vous répondra-t-il à un moment donné. Pour ma part, je ne peux rien vous dire d'autre.

11

DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL

Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant sur diverses mesures d'ordre social.

Le Sénat ayant achevé, cet après-midi, l'examen en priorité du titre IV, nous en revenons maintenant au titre II.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTÉ

Article 16

M. le président. « Art. 16. Il est inséré, dans le livre III du code de la santé publique, un titre VII ainsi rédigé :

« TITRE VII

« LUTTE CONTRE L'INFECTION PAR LE VIRUS DE L'IMMUNO-DEFICIENCE HUMAINE

« Art. L. 355-22. - La définition de la politique de lutte contre l'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine appartient à l'Etat.

« *Art. L. 355-23.* - Dans chaque département, le représentant de l'Etat désigne au moins une consultation destinée à effectuer de façon anonyme et gratuite le dépistage de l'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine.

« Les conditions de désignation et le fonctionnement de ces consultations sont fixés par décret. Ce même décret précise les conditions dans lesquelles les dépenses afférentes à ce dépistage sont prises en charge par l'Etat et les organismes d'assurance maladie. »

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Cet article traite d'un problème qui préoccupe aujourd'hui non seulement la France, mais le monde entier, et il me paraît bon qu'il ait été abordé à l'occasion de la discussion de ce projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Malheureusement - c'est la raison de mon intervention sur l'article - il eût été préférable que nous disposions d'un temps de discussion un peu plus long. En effet, il est particulièrement important, actuellement, de vérifier quelles positions, quelles directions sont prises pour le traitement et la prévention du syndrome immuno-déficitaire acquis, le S.I.D.A.

J'aurais aimé faire savoir à Mme Barzach, mais je suis sûr que M. le ministre lui transmettra, que j'approuve non seulement sa position, mais aussi les propos fermes qu'elle a su tenir, quand il convenait, sur des analyses et des problèmes concernant le S.I.D.A., aussi bien dans la presse qu'à l'Assemblée nationale.

Nous approuvons la démarche qui consiste à prévoir une disposition respectant l'anonymat, la gratuité et, par conséquent, le volontariat, ce qui permettra à certains groupes de subir plus facilement un dépistage.

A l'opposé, nous sommes tout à fait hostile au dépistage systématique, qui, aujourd'hui, ne peut aboutir qu'à une exclusion ou, bien pis, à la souffrance de ceux qui apprennent qu'ils sont séropositifs, alors que la positivité ne porte en elle aucune immédiateté de maladie ou de contagion puisque le H1V peut être tout à fait dormant pendant toute une existence et que les circonstances de son réveil ne sont pas connues.

Dans la mesure où la séropositivité n'apporte que ce constat, sachant, de plus, que pour être valable, un dépistage devrait être répété au moins tous les trois mois, il serait tout à fait inutile d'inciter à un dépistage qui aboutirait à cette exclusion, d'autant que nous sommes dans l'impossibilité de prévenir par un vaccin ou de traiter par des médicaments.

Pour toutes ces raisons, je souhaitais poser certaines questions sur les décisions qui ont été prises en matière de lutte contre le S.I.D.A., en particulier - mais peut-être est-il trop tôt ! - sur le plan présenté au conseil des ministres hier matin et, notamment, sur l'augmentation apparente de l'effort de recherche.

Aujourd'hui, 100 millions de francs sont prévus pour un an, alors que les demandes de projets atteignent déjà 220 millions de francs, voire 240 millions de francs. De plus, ces 100 millions de francs sont pour partie - 60 millions de francs - abondés par un prélèvement sur les fonds de réserve de l'institut national de la santé et de la recherche médicale - I.N.S.E.R.M. - ce qui peut avoir une incidence sur d'autres recherches.

D'où ma double question : y aura-t-il une augmentation et, surtout, un suivi au-delà d'un an, car une recherche si limitée est évidemment relativement vouée à l'échec.

Or - je l'ai indiqué tout à l'heure - nous sommes engagés dans un pari qu'il faut absolument gagner. Pour reprendre une expression qui a eu son moment de vogue, c'est une ardente obligation que de trouver des vaccins et des moyens thérapeutiques qui permettraient d'arrêter, tout au moins en France et dans les pays développés, la progression du S.I.D.A.

On mesure de plus en plus les modalités actuelles de sa propagation. On sait les difficultés de l'Afrique ; on sait, aujourd'hui, que si rien n'intervient de façon extrêmement efficace - vaccins ou thérapeutiques - 25 p. 100 de la population africaine peut être amenée à disparaître, en raison des conditions actuelles d'évolution mortelle du S.I.D.A.

Nous avons donc une obligation de recherche. Cela rejoint, d'ailleurs, un autre souci que j'évoquerai dans le débat concernant la réforme des études médicales et pharmaceutiques, à savoir la suppression de la filière recherche.

Il serait également intéressant de connaître le plan d'application pour la création de ces centres de dépistage. Combien y en aura-t-il en France ? A partir de quand fonctionneront-ils et quelles sommes seront mises à leur disposition pour leur fonctionnement ?

Tels sont quelques-uns des éléments qui auraient permis d'avoir un échange plus riche en d'autres circonstances que l'examen des D.M.O.S. Cela me paraissait néanmoins devoir être dit à cette occasion.

M. le président. Avant de donner la parole à M. Vizet sur l'article 16, je dois faire savoir au Sénat que le groupe communiste vient de m'informer que ceux de ses membres qui étaient inscrits sur tous les autres articles du titre II renonçaient à la parole.

Il va de soi que nous lui en sommes infiniment obligés.

Vous avez la parole, monsieur Vizet.

M. Robert Vizet. Comme nous l'avons dit lors de la discussion générale, nous approuvons cet article, qui vise à introduire dans le code de la santé publique le principe de la lutte contre l'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine et à créer, dans chaque département, une consultation qui permettrait l'accès anonyme et gratuit aux tests de dépistage.

Nous approuvons également - la raison en est évidente si l'on songe à la récente proposition du conseil général des Alpes-Maritimes - le principe selon lequel il incombe à l'Etat, et à l'Etat seulement, de définir la politique de lutte contre le S.I.D.A.

Les seules réserves que nous avançons concernent, en fait, le taux de remboursement prévu pour ceux qui décideraient de se soumettre aux tests de dépistage dans les structures médicales existantes et le nombre des centres d'information et de surveillance clinique du S.I.D.A.

Dans le premier cas, nous proposons que le remboursement soit pris en charge à 100 p. 100 et, dans le second cas, qu'il soit créé au moins un centre d'information et de surveillance clinique dans chaque région.

M. le président. La parole est à M. Neuwirth.

M. Lucien Neuwirth. Monsieur le ministre, dans le texte proposé pour l'article L. 355-3 du code de la santé publique, il est dit : « Dans chaque département, le représentant de l'Etat désigne au moins une consultation destinée à effectuer de façon anonyme... »

M. le rapporteur indique dans son rapport écrit qu'il suppose, car ce n'est pas dans le texte du projet, que les collectivités locales peuvent intervenir dans cette affaire. Or, ni dans le texte du Gouvernement, ni dans les amendements, je ne trouve trace d'une intervention quelconque concernant les collectivités locales.

Les départements qui ont des têtes d'arrondissement, voire des métropoles relativement importantes, peuvent estimer de leur devoir d'ouvrir des centres - bien entendu gratuits et anonymes - de dépistage dans les mêmes conditions que le seront les centres des chefs-lieux de département.

Le Gouvernement ne devrait voir que des avantages à ce que les collectivités locales puissent coopérer avec le représentant de l'Etat. Puisque cela ne figure pas dans la loi, une déclaration de vous, monsieur le ministre, suffirait.

Ainsi, dans les gros départements - je prendrai comme exemple non pas mon propre département mais celui des Bouches-du-Rhône - il ne paraîtrait pas extravagant d'envisager la création de plusieurs centres de dépistage dans une métropole telle que Marseille et d'autres centres à Aix-en-Provence, par exemple.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Monsieur le président, monsieur le ministre, remplaçant au pied levé M. Huriet, rapporteur de la commission, je voudrais, sur cet article important, faire deux observations.

Je dirai, d'abord, à M. le ministre que la commission s'est réjouie de voir figurer dans la loi cette organisation nationale importante qui permettra d'organiser de manière rationnelle le dépistage.

Le dispositif du texte prévoyant les consultations anonymes et gratuites ainsi que la mobilisation de l'ensemble des représentants de l'Etat me paraît une bonne chose, surtout si l'on y ajoute, comme l'a dit M. Neuwirth - la commission partage tout à fait son avis - la participation, la caution ou la mise en place d'organismes de liaison avec les collectivités territoriales.

En revanche, j'ai une question à poser sur la deuxième partie de l'article, qui prévoit qu'un décret définira les modalités d'organisation et de financement. Ce financement serait réparti entre l'Etat et les organismes d'assurance maladie.

Monsieur le ministre, tant qu'à faire une opération de cette nature, ne vaut-il pas mieux dire que c'est l'Etat qui prend en charge cette organisation ? Ce décret organisant un partage entre l'Etat et les organismes d'assurance maladie risque, en effet, d'entraîner quelque retard dans la mise en place du dispositif.

Tout le monde a noté l'importance de ce phénomène et les craintes qu'il suscite dans les populations. Si l'Etat prenait en charge cette affaire, quitte à prévoir ensuite, dans ses rapports normaux avec les caisses d'assurance maladie, la caisse nationale et les caisses régionales, des conventions ou des organisations particulières, ce serait plus simple.

Je crains que le renvoi à ce décret prévoyant un système mixte de financement ne nous fasse perdre du temps alors que, dans cette affaire, il y a un consensus général pour agir, à l'échelon national, de manière rapide et efficace.

M. Lucien Neuwirth. Tout à fait !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Plusieurs questions m'ont été posées. Je commencerai par répondre à M. Sérusclat, qui me demande un certain nombre de précisions s'agissant du bilan concernant le plan national de lutte contre le S.I.D.A., présenté hier au conseil des ministres.

Ce plan comporte quatre orientations principales : la prévention, l'action en matière de soins, l'aide à la recherche et enfin le renforcement de la coopération internationale.

S'agissant de la prévention, vous le savez, monsieur Sérusclat, une importante campagne d'information a été lancée. Elle s'adresse notamment aux jeunes. Le dépistage à l'occasion des dons du sang a été rendu obligatoire dès 1985. Un centre assurant un dépistage anonyme et gratuit sera ouvert dans chaque département. La publicité sur les préservatifs à été libérée. Vous connaissez déjà les dispositions prises en matière de vente de seringues. Enfin, conformément à la décision prise à l'unanimité par le conseil des ministres de la santé de la Communauté européenne, les voyageurs internationaux, les étrangers venant séjourner en France recevront une information sur le S.I.D.A. et sa prévention.

Voilà brièvement résumées les grandes lignes de l'action de prévention.

J'en viens aux soins. Onze centres de soins, d'information, de surveillance biologique et clinique seront ouverts aussi bien à Paris qu'en province ; dès le mois d'octobre prochain. Je vous en donnerai dans quelques instants la répartition.

S'agissant de l'action de recherche, une dotation de cent millions de francs a été dégagée - M. le Premier ministre et Mme Barzach avaient annoncé cette mesure - pour permettre la mise au point de nouvelles méthodes de diagnostic et de traitement ainsi que la préparation des vaccins. Plus de cinquante équipes de chercheurs ont ainsi pu être mobilisées à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, au Centre national de la recherche scientifique et à l'institut Pasteur.

Par ailleurs, la recherche sur le S.I.D.A. a été déclarée pour 1987 « grande cause nationale ».

La fondation pour la recherche médicale a lancé une campagne d'appel au public pour renforcer l'effort financier déjà consenti dans ce domaine.

S'agissant de la coopération internationale - chacun en a eu des échos - la France a déjà renforcé le potentiel de l'organisation mondiale de la santé qui doit rester en première ligne. Une réunion des responsables du monde entier de la lutte contre le S.I.D.A. sera organisée à Paris les 22 et 23 octobre prochains.

Enfin, un comité national de réflexion sur les problèmes éthiques, sociaux et économiques posés par cette maladie a été mise en place.

Telles sont les grandes lignes, monsieur Sérusclat, de ce bilan tel qu'il a été présenté hier devant le conseil des ministres.

J'en arrive aux questions plus précises qui ont été posées.

S'agissant des onze centres que je viens d'évoquer, il est prévu que cinq seraient implantés à Paris et six en province, à savoir à Lille, à Bordeaux, à Marseille, à Tours, à Strasbourg et à Lyon. Des subventions d'équipement seront prévues pour les laboratoires annexés à ces centres. Soixante postes de personnel non médical sont prévus.

S'agissant des fonds destinés à la recherche, aux 100 millions de francs que j'évoquais, s'ajouteront les sommes collectées par la fondation pour la recherche médicale. Je précise que vingt-quatre millions de lettres sont envoyées aux Français jointes à leur facture de téléphone. Il va sans dire que la recherche étant nécessairement pluriannuelle l'effort financier sera poursuivi.

Je rassure maintenant M. Neuwirth ; dans l'article L. 355-23, il est écrit : « au moins une consultation ». Il n'existe donc aucun problème pour la coopération qu'il appelle de ses vœux.

La définition de la politique de lutte contre le S.I.D.A. est de la responsabilité de l'Etat, mais rien ne s'oppose, au contraire, à ce que le centre de dépistage anonyme et gratuit soit un dispensaire géré par le département, ce sera même sans doute un cas assez fréquent. Rien ne s'oppose, en outre, à ce que le département participe à la gestion des centres de soins.

M. Fourcade a posé une question importante. Il craint que la négociation prévue entre l'Etat et la caisse nationale d'assurance maladie ne prenne du temps. Je le rassure, la négociation avec la caisse nationale d'assurance maladie sur le partage de la charge commencera dès le vote de la loi, je dis bien dès le vote.

Comme il n'est pas impossible qu'entre le vote de la loi et sa promulgation ne s'écoule quelque temps, je suis persuadé que celui-ci sera, du moins, mis à profit pour aboutir.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Très bien !

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* En tout cas, nous aurons présent à l'esprit le souci de M. Fourcade et de la commission de nous voir aboutir très rapidement. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R.)*

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Monsieur le ministre, vos propos relatifs à la présentation devant le conseil des ministres de mercredi dernier du plan de lutte contre le S.I.D.A. sont des redites. La vente libre des seringues, la libération de la publicité sur les préservatifs, etc. avaient déjà été annoncées.

En revanche, je n'ai pas obtenu de réponse s'agissant de l'augmentation des crédits mis à la disposition de la recherche dès cette année.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Si !

M. Franck Sérusclat. Non, vous avez simplement précisé que, la recherche étant pluriannuelle, l'effort sera poursuivi. C'est déjà une réponse intéressante, mais j'ai souligné tout à l'heure que 60 millions de francs étaient prélevés sur l'I.N.S.E.R.M. , donc autant de crédits en moins pour la recherche. En outre, un crédit de 100 millions de francs me paraît tout à fait insuffisant.

Peut-être n'ai-je pas été assez clair, mais je vous ai également demandé si des positions fermes contre l'exclusion avaient été à nouveau envisagées.

En effet, aujourd'hui, nous nous orientons déjà quelque peu en France - certes de façon moins évidente que dans d'autres pays voisins - vers une démarche tendant à dire qu'une séropositivité - l'expérience est actuellement menée chez les souris - entraîne des désordres nerveux et donc que l'on pourrait soumettre les pilotes d'avion à un dépistage pour ne pas embaucher de pilotes séropositifs. Demain, on y soumettra les conducteurs d'autobus !

Vous savez également que les sociétés d'assurance exercent de fortes pressions pour avoir le droit de demander un dépistage avant de conclure un contrat. En République fédérale d'Allemagne, les groupes de pression sont relativement puissants et tentent d'être efficaces en ce domaine.

Les lieux où des hommes vivent ensemble pendant longtemps, prison ou armée, par exemple, semblent également être visés. L'Espagne ne vient-elle pas de retenir le principe de réformer un appelé pour séropositivité ?

Le Gouvernement a-t-il engagé des réflexions sur ces sujets et entend-il prendre des décisions ?

S'agissant de la prévention, les modalités d'approche peuvent être très différentes. Le document qui a été envoyé et celui qui a été distribué, notamment aux jeunes gens, s'ils préconisent l'usage du préservatif, donnent en ce domaine une information si discrète qu'on a l'impression, en définitive, que c'est plus l'abstinence - on peut en discuter - ou la pratique avec un partenaire bien connu qui sont suggérées, que l'usage du préservatif, qui n'est pas très bien reçu en France, alors qu'il est efficace. Je vous rappelle une ancienne formule utilisée pour valoriser l'usage du préservatif : « toile d'araignée contre le plaisir, véritable bouclier contre le danger ».

Vous ne m'avez donc guère apporté d'éléments nouveaux, dans votre réponse, monsieur le ministre, et vous n'avez pas annoncé d'augmentation des moyens dès cette année pour la recherche. C'est pourtant sur la recherche que reposent nos chances de trouver des solutions efficaces que tout le monde espère rapides.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* Au fur et à mesure que M. Sérusclat s'exprime, il devient de plus en plus désagréable. *(Sourires.)* Tout à l'heure, il a bien commencé son propos en se félicitant de la présence de cet article dans le titre II. Depuis, il paraît s'échiner à chercher de bonnes et de mauvaises raisons d'être mécontent de la politique du Gouvernement en matière de lutte contre le S.I.D.A.

Vous m'avez demandé, monsieur Sérusclat, de vous indiquer ce qui avait été dit hier en conseil des ministres. Je vous l'ai dit. Vous en savez autant que M. le Président de la République. Que vous dire de plus ?

En ce qui concerne les 100 millions de francs, vous ne m'avez pas écouté. Je vous ai dit qu'ils seront abondés par les fonds qui proviendront des résultats de l'appel fait au public par l'intermédiaire de la fondation que j'ai évoquée tout à l'heure.

Vous dites qu'une partie des ces 100 millions de francs sera prélevée sur le fonds de roulement de l'I.N.S.E.R.M. En effet, il faut bien, en cours d'année, touver l'argent quelque part. On n'établit pas un budget spécial !

S'agissant des conséquences futures de la séropositivité, et des réflexions à mener sur ce sujet, je ne suis pas sûr qu'une assemblée parlementaire soit le meilleur lieu pour un tel débat.

J'ai la conviction personnelle que, depuis un certain temps, on a tellement tendance, dans ce pays, à mélanger les problèmes médicaux et les problèmes politiques qu'on en arrive parfois aux excès que vous connaissez.

De grâce, nous ne sommes pas ici dans une conférence internationale où nous aurions à échanger, les uns et les autres, le résultat de nos recherches personnelles sur le S.I.D.A. ! Nous avons, pour ce qui concerne les représentants de l'Etat - comme aurait dit M. Neuwirth - à vous présenter les résultats de l'action générale du Gouvernement. Nous n'avons à nous substituer ni aux chercheurs ni aux médecins. Ensuite, il appartient à la représentation nationale d'apprécier la qualité et l'ampleur de l'action du Gouvernement.

Enfin, s'agissant des implications en matière d'assurance des problèmes que vous avez évoqués, je vous rassure : il a été prévu d'inviter le président de la fédération des sociétés d'assurances, M. Jacques Lallement, à faire partie du comité de réflexion sur les problèmes du S.I.D.A. C'est dire que, dans ce cadre approprié, les problèmes que vous avez soulevés ne manqueront pas d'être effectivement traités. *(Applaudissements sur les travées du R.P.R. et de l'union centriste.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16.

(L'article 16 est adopté.)

Article 16 *bis*

M. le président. « Art. 16 *bis.* - L'article L. 666 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les attributions des divers établissements de transfusion sanguine comprennent la mise en œuvre de l'ensemble des techniques nécessaires à la réalisation de la transfusion autologue.

« Les indications et les modalités de mise en œuvre de la transfusion autologue sont définies par décret. »

Sur l'article, la parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Si je n'ai pas demandé la parole pour répondre à M. le ministre, c'était afin de ne pas allonger le débat. Cependant, je me permets de m'étonner de sa réaction d'irritation, qui n'est pas dans ses habitudes.

Les questions que j'ai posées ne comportaient aucune intention de polémique particulière. J'ai simplement essayé - ce qui me paraît normal dans une enceinte comme la nôtre - de connaître un peu plus les positions du Gouvernement, qui sont politiques - c'est vrai - sur un problème important. J'ai effectivement souligné tout à l'heure l'importance de l'article 16 et du débat sur le S.I.D.A.

Je ne dirai pas que je suis resté sans voix. Mais j'ai préféré ne pas reprendre la parole pour ne pas m'étonner de cette réaction d'agacement à mon encontre.

J'en viens à l'article 16 *bis.* J'en profiterai pour défendre l'amendement n° 116, de façon à ne pas reprendre la parole.

Si j'ai souhaité intervenir sur cet article, c'est parce que l'amendement n° 10 entend le supprimer et en raison des propos qui ont été tenus par le rapporteur à l'Assemblée nationale lesquels comportent une indication qui justifie, à mon avis, le maintien de cet article et notre amendement.

En effet, le rapporteur a dit que la transfusion autologue présente pour les receveurs l'intérêt d'éviter, d'une part, tous les accidents transfusionnels liés aux incompatibilités de groupes - ce qui est tout à fait classique et souhaitable - aux agglutinines irrégulières et, d'autre part, la transmission de maladies comme le S.I.D.A., les hépatites transfusionnelles et les infections à cytomégalovirus.

Cette hypothèse selon laquelle cela est déjà fait et ne mérite pas que l'on dise que la transfusion autologue peut être envisagée et que l'on précise les deux cas dans lesquels elle peut l'être - ces cas ont d'ailleurs été évoqués à l'Assemblée nationale, Mme Barzach précisant qu'il s'agissait des cas où cette intervention peut effectivement avoir lieu - ne tient pas.

Notre amendement vise à préciser que la transfusion autologue est autorisée pour les deux cas suivants : d'une part, les réinjections extemporanées au cours d'interventions en salle d'opération ; d'autre part, les prélèvements sanguins en vue d'une intervention chirurgicale programmée à court terme.

Si nous proposons cet amendement, c'est parce qu'il comporte une précision qui ne figure pas dans les textes en vigueur.

En effet, si une transfusion autologue est faite, on se trouve alors dans une situation de vide juridique, car les pratiques dont j'ai fait état et auxquelles on a recours à l'hôpital n'ont pas d'existence légale.

Nous souhaiterions donc que l'article 16 *bis* soit maintenu et complété comme je viens de l'indiquer.

M. le président. Sur cet article 16 *bis,* je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 10, présenté par M. Claude Huriet, au nom de la commission des affaires sociales, vise à supprimer l'article 16 *bis.*

Je signale au Sénat que le rapporteur M. Huriet est remplacé ce soir par le président de la commission, M. Fourcade.

Le second, n° 116, proposé par MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés,

tend, à la fin du troisième alinéa de l'article 16 *bis*, à remplacer les mots : « sont définies par décret » par les dispositions suivantes : « sont autorisées dans les deux cas suivants :

« - les réinjections extemporanées au cours d'interventions en salle d'opération

« - les prélèvements sanguins en vue d'une intervention chirurgicale programmée à court terme. »

La parole est à M. le président de la commission, pour défendre l'amendement n° 10 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 116, qui vient d'être défendu par M. Sérusclat.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* L'article 16 *bis* résulte d'un amendement de l'Assemblée nationale, qui vise à préciser les compétences des établissements de transfusion sanguine.

Par un alinéa additionnel à l'article L. 666 du code de la santé publique, il est donné compétence aux centres de transfusion sanguine pour pratiquer des transfusions autologues, c'est-à-dire des autotransfusions.

Cependant, la commission n'a pas accepté cette innovation de l'Assemblée nationale, à laquelle elle fait deux objections.

D'une part - c'est l'objection principale - le fonctionnement et les attributions des centres de transfusion sanguine sont fixés par voie réglementaire. Le décret du 16 janvier 1954 portant règlement d'administration publique n'interdit en rien les transfusions autologues puisque l'article 14 de ce décret donne compétence aux centres et aux postes de transfusion sanguine pour procéder aux prélèvements de sang, constituer des dépôts de sang humain et en assurer la bonne conservation et répondre aux besoins de sang frais. Au terme de cet article 14, les transfusions autologues relèvent, à l'évidence, des compétences actuelles des centres de transfusion sanguine.

D'autre part, ce type de transfusion ne peut être pratiqué que dans des cas très limités, notamment les petites interventions chirurgicales qui sont programmées à court terme. Ces transfusions autologues ne peuvent, bien entendu, absolument pas remplacer les dons du sang.

Aussi, la commission a considéré qu'il n'était pas raisonnable de donner valeur législative à cette attribution très particulière des centres de transfusion sanguine, qui peuvent déjà pratiquer de telles transfusions. En outre, dans les circonstances actuelles, l'effet d'affichage d'un tel texte dans cette loi serait déplacé.

C'est pourquoi la commission vous propose de supprimer cet article 16 *bis*.

Dans ces conditions, elle ne peut qu'émettre un avis défavorable - M. Sérusclat le comprendra - à l'amendement n° 116, qui tend à compléter le texte de l'Assemblée nationale, en visant le cas des réinjections extemporanées au cours d'interventions en salle d'opération et des prélèvements sanguins en vue d'une intervention chirurgicale programmée à court terme. Autrement dit, on est en train de transformer un article de loi en indiquant un certain nombre de pratiques médicales qui existent déjà et qui sont codifiées par un règlement d'administration publique.

Cela procède certainement d'un désir de bien faire. Mais il n'est pas nécessaire de donner une onction législative à de telles pratiques sinon, monsieur Sérusclat, pourquoi pas, étant donné les pratiques et les errements actuels, un article de loi pour expliquer comment l'on peut faire les piqûres, pour préciser qu'il existe trois séries de piqûres différentes et comment il faut s'y prendre pour faire une injection sous-cutanée ou une intraveineuse - que sais-je encore ? On peut tout mettre dans la loi. Mais étant donné que le système existe, que le règlement de 1954 est appliqué par tous les centres de transfusion sanguine et que les autotransfusions - ou les transfusions autologues, pour employer un langage savant que j'ignorais voilà quelques instants - sont déjà autorisées, je ne vois pas pourquoi l'on introduirait dans ce projet de loi un article autorisant les centres de transfusion sanguine à recourir à de telles pratiques.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n^{os} 10 et 116 ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille.* Monsieur le président, mesdames et messieurs les sénateurs, lorsque l'amendement créant cet article 16 *bis* est venu en discussion à l'Assemblée nationale, j'ai indiqué qu'une dispostion législative n'était pas nécessaire, comme vient de le rappeler M. le président de la commission, pour autoriser la transfusion autologue, le fonctionnement des centres de transfusion sanguine relevant d'un décret. J'ai par ailleurs indiqué que la transfusion autologue est d'ores et déjà pratiquée dans les hôpitaux dans deux cas très précis : la réinjection extemporanée en cours d'intervention, c'est-à-dire au moment même de l'intervention, et le prélèvement en vue d'une intervention chirurgicale programmée à court terme.

Le Gouvernement est donc favorable à l'amendement n° 10 et, bien sûr, par voie de conséquence, défavorable à l'amendement n° 116 car, compte tenu de l'évolution très rapide des techniques médicales, il serait inopportun et d'une très grande lourdeur de faire figurer dans une loi les indications thérapeutiques d'une technique médicale.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 10, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 16 *bis* est supprimé et l'amendement n° 116 n'a plus d'objet.

Article 17

M. le président. « Art. 17. - I. - Dans le troisième alinéa de l'article L. 356 du code de la santé publique, les mots : " Des personnes étrangères titulaires d'un diplôme français permettant l'exercice de la profession " sont remplacés par les mots : " Des personnes étrangères titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre mentionné à l'article L. 356-2 ".

« II. - Dans le quatrième alinéa du même article, les mots : " par voie réglementaire " sont remplacés par les mots : " par arrêté du ministre chargé de la santé " ».

Sur l'article, la parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Monsieur le président, comme j'ai déposé un amendement sur cet article, je le défendrai par la même occasion, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

M. le président. En l'occurrence, je n'y vois aucun inconvénient parce que votre amendement est le seul qui est présenté sur l'article. Mais, lorsque tel n'est pas le cas, cela ne facilite pas la discussion. Vous agirez donc comme vous l'entendez et je ferai au mieux.

M. Franck Sérusclat. Le paragraphe I de cet article me paraît utile et bon dans la mesure où il corrige une situation un peu paradoxale selon laquelle, aujourd'hui, un Suisse ou un Américain, même s'il a acquis un diplôme en France ou dans un autre pays de la Communauté économique européenne, doit passer un examen de synthèse clinique, par exemple, en raison de sa nationalité. Cette exigence sera dorénavant levée, ce qui est une bonne chose.

Mais il est dommage que cette disposition soit accompagnée d'une suppression, dans le quatrième alinéa du même article, des mots : « par voie réglementaire » qui sont remplacés par les mots : « arrêté du ministre de la santé ». Or, il est préférable que le texte législatif prévoie les deux possibilités que sont l'arrêté ou le décret, plutôt que de laisser au ministre de la santé l'appréciation de ce qu'il convient de faire en la matière.

Telle est la raison de notre amendement n° 117, qui vise à supprimer le paragraphe II de l'article 17.

M. le président. Par amendement n° 117, MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de supprimer le paragraphe II de l'article 17.

M. Sérusclat vient de défendre cet amendement.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Malgré toute la persuasion de notre collègue M. Sérusclat, la commission n'a pas donné un avis favorable à cet amendement, et cela pour deux raisons. En premier lieu, le nombre d'installations visées par l'article 17 est peu important. On parle de cent quarante cas par an. En second lieu, afin d'alléger les formalités, l'arrêté ministériel nous paraît mieux approprié, pour régler ces cas individuels, que

le passage par la voie réglementaire ou l'obligation de définir par décret l'ensemble des conditions. La nouvelle rédaction de l'article L. 356 du code de la santé publique nous semble meilleure. Le mécanisme de l'arrêté ministériel est plus simple et plus souple. Contrairement à M. Sérusclat, nous, nous faisons confiance à l'autorité ministérielle pour régler ces cas individuels.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Le paragraphe II de l'article 17 a pour objet d'alléger une procédure administrative renouvelée chaque année en maintenant toutes les garanties nécessaires. En effet, comme l'indique clairement l'article L. 356 du code de la santé publique, qui n'est pas modifié sur ce point, l'arrêté du ministre de la santé fixant le nombre maximum d'autorisations sera pris en accord avec la commission représentant la profession médicale.

Le Gouvernement demande, par conséquent, le rejet de cet amendement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 117.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. J'entends bien toutes les raisons qui ont été avancées. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un glissement vers un abandon à la discrétion du seul ministre des décisions. Nous, législateurs, avons le souci de garder une influence sur l'arrêté ministériel.

Je maintiens donc mon amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 117, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17 est adopté.)

Article 18

M. le président. « Art. 18. - Le début du 2° du dernier alinéa de l'article L. 359 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« 2° Les étudiants en chirurgie dentaire français ou ressortissants de l'un des Etats membres des Communautés européennes ayant satisfait en France à l'examen de cinquième année, à compter de cet examen et jusqu'à la fin de l'année civile qui suit... *(Le reste sans changement.)* »

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je souhaite poser deux questions. En définitive les D.M.O.S. ont pour effet d'aiguiser la curiosité : pourquoi telle disposition est-elle introduite dans le D.M.O.S. ?

Je n'ai pas de raison particulière de m'opposer à cet article, mais je souhaiterais savoir, dans les dispositions qui restent en vigueur, dans quels cas l'autorisation du préfet est nécessaire et dans quels cas le préfet peut s'opposer, par exemple, à la demande de remplacement d'un étudiant en chirurgie dentaire qui a satisfait à l'examen lui permettant de remplacer un chirurgien-dentiste ou d'être chirurgien-dentiste adjoint. Sur quels critères le préfet, puisqu'il faut son autorisation, s'appuie-t-il pour déterminer qui peut effectuer un remplacement et qui ne le peut pas ?

Par ailleurs, pourquoi limite-t-on à un an la durée de remplacement d'un chirurgien-dentiste par un chirurgien-dentiste qui a acquis les capacités de travailler sur les malades - « en bouche » selon la formule consacrée - mais qui n'a pas encore passé sa thèse, celle-ci étant nécessaire pour s'installer ?

Peut-être comparaison n'est-elle pas raison, mais je sais que, dans le milieu pharmaceutique, il est des pharmaciens qui, ayant obtenu leur diplôme, souhaitent rester en mobilité par des remplacements, parce qu'ils n'ont pas envie d'acheter une pharmacie ou de se fixer en un lieu.

Pourquoi le chirurgien-dentiste, puisqu'il est capable de travailler en clientèle, puisqu'il peut, seul, remplacer un chirurgien-dentiste serait-il obligé, au bout d'un an, de passer sa thèse s'il n'a pas envie de la passer tout de suite ?

Cela étant, nous voterons cet article.

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Monsieur le sénateur, l'intervention du préfet est une garantie ; elle est, de toute façon, le plus souvent purement formelle.

S'agissant de votre deuxième question, il me paraît vain de vouloir comparer des situations incomparables : vous faites état des pharmaciens, nous parlons des dentistes !

Cette disposition satisfait pleinement les chirurgiens-dentistes, qui ne posent pas le problème de la même manière que vous et qui n'ont pas formulé ce type de demande.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18.

(L'article 18 est adopté.)

Article 18 *bis*

M. le président. « Art. 18 *bis.* - L'article L. 376 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 376.* - L'exercice illégal de la profession de médecin ou de chirurgien-dentiste est puni d'une amende de 5 000 francs à 60 000 francs et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, et, en cas de récidive, d'une amende de 20 000 francs à 120 000 francs et d'un emprisonnement de un à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. Dans tous les cas, pourra être prononcée la confiscation du matériel ayant permis l'exercice illégal. »

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. J'interviendrai sur les articles 18 *bis* et 18 *ter*, qui, l'un et l'autre, portent sur l'exercice illégal des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme.

Ma première question est la suivante : pourquoi n'existe-t-il aucune disposition relative à l'exercice illégal de la profession de pharmacien ? Il existe également.

Je ne mélange pas tout, madame le ministre. Tout à l'heure, je n'ai pas mélangé les pharmaciens et les chirurgiens-dentistes. Si l'on ne peut pas établir des comparaisons de situation à situation, avouez que cela rétrécit un peu le débat. Je ne vois pas pour quelle raison la possibilité, pour un pharmacien, d'effectuer des remplacements toute sa vie ne vaudrait pas pour les chirurgiens-dentistes. Vous me répondez que la profession ne l'a pas demandé. A-t-elle réellement été consultée sur ce point précis ? D'après ce que j'en sais, je ne le pense pas. Par ailleurs, il y a bien d'autres choses que la profession n'a pas demandées ; nous en reparlerons tout à l'heure pour l'odontologie.

Cela étant, j'en reviens aux articles 18 *bis* et 18 *ter*, là aussi par curiosité.

L'exercice illégal est sanctionné. Vous prévoyez d'augmenter les peines, ce contre quoi je ne m'élève pas.

Il y a deux formes d'exercice illégal.

Premièrement, des personnes qui ne sont pas médecin exercent la médecine - c'est l'article 18 *bis.* Les peines prévues vont de 5 000 à 60 000 francs et de 20 000 à 120 000 francs en cas de récidive. Les peines d'emprisonnement vont de un à six mois.

L'autre forme d'exercice illégal, c'est quand un médecin exerce sous un pseudonyme. Les peines planchers restent les mêmes ; les peines plafonds sont réduites de moitié ; cela se conçoit. Mais les peines d'emprisonnement ? Le plafond reste aussi élevé que pour les récidives d'exercice illégal réel de la médecine. Je suis étonné qu'on réduise de moitié les amendes pour l'exercice sous un pseudonyme et qu'on laisse les mêmes plafonds pour les peines d'emprisonnement.

Je m'informe : y a-t-il des raisons à cette différence de traitement ou bien cette disposition, comme la plupart de celles qui figurent dans un D.O.M.S., cette loi « fourre-tout », a-t-elle été introduite un peu hâtivement ? Bref, y a-t-il non-cohérence par négligence ou par volonté ?

M. le président. Par amendement n° 11, M. Claude Huriet, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le début du texte présenté pour l'article L. 376 du code de la santé publique :

« L'exercice illégal de la profession de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme est puni d'une amende de 5 000 francs à 60 000 francs... »

La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* L'amendement n° 11 vise à étendre les dispositions de l'article 18 *bis* à la profession de sage-femme. Il nous paraît raisonnable, puisqu'on aggrave les sanctions pour exercice illégal de la médecine ou de la profession de chirurgien-dentiste, de les aggraver aussi pour exercice illégal de la profession de sage-femme.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Le Gouvernement est favorable à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 11, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 18 *bis,* ainsi modifié.

(L'article 18 bis *est adopté.)*

Article 18 *ter*

M. le président. « Art. 18 *ter.* - Après l'article L. 376 du code de la santé publique, il est inséré un article L. 376-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 376-1.* - Les infractions aux dispositions des articles L. 363, L. 364 et L. 365 seront punies d'une amende de 5 000 francs à 30 000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 20 000 francs à 60 000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement. » - *(Adopté.)*

Article 19

M. le président. « Art. 19. - Le dernier alinéa de l'article L. 412 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« Un médecin inscrit ou enregistré en qualité de médecin dans un Etat ne faisant pas partie des Communautés européennes ne peut être inscrit à un tableau à l'ordre des médecins. »

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. J'y renonce.

M. le président. Par amendement n° 118, MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent, au deuxième alinéa, de remplacer les mots : « des Communautés européennes » par les mots : « de la Communauté économique européenne ».

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Si j'ai renoncé à la parole sur l'article, c'est parce que je n'ai pas obtenu de réponse à ma précédente intervention. Dans ces conditions, ce n'est pas la peine de poser des questions.

J'en viens à notre amendement n° 118.

Le texte de l'article 19 fait mention des « Communautés européennes ». Certes, il n'existe aucune ambiguïté sur le nombre des pays concernés, même en employant la formule « Communautés européennes », puisque l'Euratom et la C.E.C.A. sont composés des mêmes pays que la Communauté économique européenne.

Toutefois, il me semble préférable de parler de « la Communauté économique européenne » parce que, d'une part, c'est cet ensemble-là, sous ce titre-là, qui est concerné et que, d'autre part, c'est le Traité de Rome qui avait prévu les possibilités de directives pour harmoniser les comportements au sein de la Communauté économique européenne.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* La commission des affaires sociales a estimé que le scrupule juridique de M. Sérusclat était fondé. Comme le principe du libre établissement, qui justifie l'article 19, est inclus dans le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, il est juridiquement plus juste de viser la Communauté économique européenne dans l'article 19.

Par conséquent, la commission a donné un avis favorable sur l'amendement n° 118.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Le Gouvernement y est favorable, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 118, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19, ainsi modifié.

(L'article 19 est adopté.)

Article 20

M. le président. « Art. 20. - L'article L. 514 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 514.* - Nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'offre toutes garanties de moralité professionnelle et s'il ne réunit les conditions suivantes :

« 1° Etre titulaire :

« *a)* soit du diplôme français d'Etat de docteur en pharmacie ou de pharmacien ;

« *b)* soit d'un diplôme, certificat ou autre titre de pharmacien délivré par un des Etats membres des Communautés européennes et figurant sur une liste établie conformément aux obligations communautaires par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des universités ;

« *c)* soit de tout autre diplôme, certificat ou autre titre de pharmacien délivré par l'un des Etats membres sanctionnant une formation de pharmacien acquise dans l'un de ces Etats et commencée avant le 1er octobre 1987, à la condition qu'il soit accompagné d'une attestation d'un Etat membre certifiant que le titulaire du diplôme, certificat ou titre de pharmacien s'est consacré de façon effective et licite aux activités de pharmacien pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

« Les diplômes, certificats ou titres doivent être enregistrés sans frais à la préfecture.

« Les diplômes, certificats ou autres titres délivrés par la République hellénique ne sont reconnus que pour l'exercice d'une activité salariée.

« 2° Etre de nationalité française, citoyen andorran, ressortissant de l'un des Etats membres des Communautés européennes ou ressortissant d'un pays dans lequel les Français peuvent exercer la pharmacie lorsqu'ils sont titulaires du diplôme qui en ouvre l'exercice aux nationaux de ce pays.

« 3° Etre inscrit à l'ordre des pharmaciens. »

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je n'ai pas l'intention de développer l'ensemble des propositions et réflexions qui ont été faites dans un rapport déposé auprès de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, sur l'organisation de la distribution des médicaments en France ; toutefois, à l'occasion de la discussion d'un certain nombre de dispositions du D.M.O.S., j'attirerai l'attention sur le manque de concertation avec les organisations professionnelles. Des options ont été proposées, qui, aujourd'hui, sont discutées et qui se situent soit dans une dérégulation de la vente du médicament, soit, au contraire, dans le maintien, avec un certain nombre d'accords contractuels, d'une distribution du médicament par des pharmaciens diplômés.

Si cela doit s'inscrire dans une directive européenne - et il est bon de faire un petit pas dans ce sens - j'aurais aimé que ce fût l'occasion d'une mise à plat des conditions actuelles de création et de transfert - j'en parlerai tout à l'heure - des officines. En France, nous vivons sur une conception qui date de 1941 ; je ne cite pas cette date pour des raisons politiques, mais simplement pour indiquer que cela fait maintenant quarante-six ans que la réglementation a été imaginée ; elle venait après une époque où la commercialisation outran-

cière, l'absence même d'obligation de diplôme pour être propriétaire d'une officine, avaient créé des situations insupportables.

Aujourd'hui, des évolutions ont eu lieu. Les comparaisons avec les autres pays peuvent nous inciter à nous poser des questions. Il existe d'ailleurs un groupement européen des pharmacies qui a donné en ce domaine un certain nombre d'informations.

On sait aujourd'hui, par exemple, que le principe de la répartition existe à peu près dans tous les pays, sauf en République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, mais aussi que les modalités de répartition des officines ne sont pas liées à un texte réglementaire. En Belgique, pour être propriétaire d'une officine, il n'est pas nécessaire d'être pharmacien.

Peut-être à très long terme y aura-t-il nécessité d'harmoniser les conditions de création ? Ce n'est pas évident. On peut effectivement admettre que l'harmonisation des réglementations pourra intervenir avant que chacun parte dans le désordre au niveau européen. On peut considérer aussi - c'est acceptable et discutable - que, pendant un certain temps, avec des dispositions transitoires, chaque pays conservera son originalité quant aux conditions de répartition et d'exercice des pharmaciens. Il est dommage en fait qu'à l'occasion d'un D.M.O.S. on traite une question qui mérite en définitive une discussion plus large, même si celle-ci a pu déjà avoir lieu partiellement par le biais de rapports qui ont été déposés. Celui que j'ai eu la charge de réaliser n'est pas le seul. Il y en a eu d'autres et, depuis 1986, des remarques ont été formulées dans ce domaine.

Je ne crois pas que, avant la rédaction du texte de cet article, qui, je le répète, s'inscrit dans la ligne de la directive européenne, il y ait eu concertation avec la profession pharmaceutique, que ce soit avec le conseil de l'ordre des pharmaciens ou avec les syndicats pharmaceutiques.

M. le président. Par amendement n° 119, MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent, au 1°, b) de l'article L. 514 du code de la santé publique, de remplacer les mots : « des Communautés européennes » par les mots : « de la Communauté économique européenne ».

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Les arguments en faveur de cet amendement sont les mêmes que ceux qui justifiaient l'amendement précédent. Je ne les répéterai donc pas.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* La commission est favorable à cet amendement pour les raisons mêmes qui lui ont fait donner son accord à l'amendement précédent.

Toutefois, elle suggère à M. Sérusclat de rectifier son amendement car, à l'article 20, « les Communautés européennes » sont mentionnées par deux fois : une première fois, effectivement, au 1° du *b*) et une seconde fois au 2°. Si nous prenons la décision de remplacer la première fois « les Communautés européennes » par « la Communauté économique européenne », il faut le faire également la seconde fois.

M. le président. Monsieur Sérusclat, je pense qu'à l'invitation du président de la commission, dont l'autorité et la compétence sont reconnues par tous, vous voudrez rectifier votre amendement dans le sens qu'il a indiqué.

M. Franck Sérusclat. Tout à fait, monsieur le président.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 119 rectifié, présenté par MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés et tendant, au 1°, b) et dans le 2° de l'article L. 514 du code de la santé publique, à remplacer les mots : « des Communautés européennes » par les mots : « de la Communauté économique européenne ».

Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Favorable, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 119 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20, ainsi modifié.

(L'article 20 est adopté.)

Article 21

M. le président. « Art. 21. - Il est inséré, après l'article L. 514 du code de la santé publique, les articles L. 514-1 et L. 514-2 ainsi rédigés :

« *Art. L. 514-1.* - Le ministre chargé de la santé, après avis du conseil supérieur de la pharmacie, peut autoriser un pharmacien d'une nationalité autre que celles qui sont mentionnées au 2° de l'article L. 514 et titulaire du diplôme français d'Etat de docteur en pharmacie ou de pharmacien, à exercer la profession de pharmacien.

« Le nombre maximum de ces autorisations est fixé chaque année par arrêté du ministre chargé de la santé, après avis du conseil supérieur de la pharmacie et compte tenu du mode d'exercice de la profession.

« *Art. L. 514-2.* - Tout pharmacien non titulaire du diplôme français d'Etat de docteur en pharmacie ou de pharmacien est tenu, dans tous les cas où il fait état de son titre ou de sa qualité de pharmacien, de faire figurer le lieu et l'établissement universitaire où il a obtenu le titre ou le certificat lui permettant d'exercer la profession de pharmacien. » - *(Adopté.)*

Article 22

M. le président. « Art. 22. - L'article L. 525 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

« *Art. L. 525.* - Les demandes d'inscription au tableau sont adressées par les intéressés au conseil régional de l'ordre ; elles sont accompagnées d'un dossier dont la composition est fixée par décret en Conseil d'Etat.

« En cas de cessation de l'activité professionnelle ou de changement du siège de l'établissement, une déclaration est adressée dans les quinze jours au conseil régional de l'ordre qui radie l'inscription au tableau s'il y a lieu. »

Sur l'article, la parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Il nous est proposé par l'article 22 d'abandonner, alors qu'elle figurait dans le texte de la loi, l'énumération des pièces qui doivent accompagner un dossier de demande d'inscription au tableau du conseil régional de l'ordre. Je me permets de vous citer ces pièces : une copie de l'acte de naissance, un extrait du casier judiciaire, une copie certifiée conforme du diplôme, un certificat de radiation d'inscription s'il y a lieu. Je pense que ces pièces resteront nécessaires quel que soit le décret en Conseil d'Etat que prendra dorénavant le ministre. En revanche, j'aimerais savoir s'il y aura une modification pour la copie de l'acte d'achat ou de l'acte de propriété de l'officine.

En effet, actuellement, la règle, en France comme dans d'autres pays, est qu'un pharmacien doit être propriétaire de son officine pour pouvoir être inscrit à l'Ordre et, par conséquent, exercer. La profession pharmaceutique y est étroitement attachée. Je ne sais pas si elle a raison. Personnellement, j'ai émis d'autres suggestions notamment dans le domaine des sociétés. Tout à l'heure, ce point devra également être étudié ou élucidé.

Il n'empêche que, si la suppression de ce texte et son remplacement par l'article 22 ont pour conséquence de supprimer l'obligation d'être propriétaire de son officine, il est bien évident qu'on ouvre alors la possibilité à quiconque d'acheter une officine, même s'il n'est pas pharmacien, et de la faire gérer par un diplomé.

Toute l'argumentation développée à ce sujet en 1940 et 1941 a montré qu'il était dangereux de laisser à une personne non diplômée la possibilité d'exploiter une pharmacie dans laquelle devait être délivré le médicament alors qu'il n'y avait pas de liens entre celui qui apportait les capitaux et celui qui avait la responsabilité d'être « l'homme du médicament ».

Comme je l'ai dit tout à l'heure, cette obligation n'existe pas en Belgique, seul pays où a été conservée la possibilité pour quiconque d'être propriétaire d'une officine.

La suppression de cette obligation aurait pour effet de revenir à la situation antérieure à 1940 alors que l'ensemble de la profession pharmaceutique avait estimé nécessaire de modifier la législation. Elle s'inscrit dans les hypothèses d'une commercialisation des médicaments n'importe où. Ainsi, dans une grande surface un rayon pourrait être réservé à un pharmacien salarié, comme cela existe, pour une partie des officines tout au moins, au Canada, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Ces rayons de pharmacie sont divisés en deux parties : l'une où l'on peut acheter à volonté de l'aspirine, par exemple - en France, les pharmaciens estiment qu'ils doivent se préoccuper des raisons d'achat de ce médicament - l'autre où un pharmacien ne délivre que les médicaments sur ordonnance.

Si une telle intention existe, il serait souhaitable de le savoir car si le décret en Conseil d'Etat ne modifie pas le contenu du dossier, alors cette disposition est parfaitement inutile. En revanche, si le Gouvernement estime qu'elle présente quelque utilité, j'aimerais bien savoir laquelle.

M. le président. Sur l'article 22, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 120, présenté par MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés, et le deuxième, n° 184, déposé par M. Souffrin, Mme Beaudeau, M. Viron, Mme Luc, M. Renar, M. Minetti, Mme Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté, sont identiques.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Le troisième, n° 165, est présenté par MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés et vise, au deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 525 du code de la santé publique, à remplacer les mots : « l'inscription », par les mots : « le pharmacien concerné ».

La parole est à M. Sérusclat, pour défendre l'amendement n° 120.

M. Franck Sérusclat. Monsieur le président, je ne demanderai pas la parole pour défendre cet amendement car j'ai déjà développé les raisons de son dépôt dans mon intervention sur l'article.

M. le président. La parole est à M. Vizet, pour défendre l'amendement n° 184

M. Robert Vizet. Nous proposons de supprimer l'article 22 car nous estimons que la rédaction de l'article L. 525 du code de la santé publique est bien meilleure.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat, pour défendre l'amendement n° 165.

M. Franck Sérusclat. Il s'agit d'un amendement de repli, au cas où évidemment l'amendement de suppression ne serait pas adopté.

Je me demande si la formule « qui radie l'inscription » peut être utilisée. Il me semble que l'on radie plutôt quelqu'un qu'une inscription.

C'est la raison pour laquelle cet amendement pourrait être accepté, me semble-t-il, sans danger politique.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n°s 120, 184 et 165 ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* La commission est perplexe sur les deux amendements de suppression parce que deux logiques s'affrontent : l'une juridique et l'autre économique.

La logique juridique consiste à ne pas laisser subsister dans le texte de loi la composition d'un dossier d'inscription qui, aux termes de l'article 34 de la Constitution, est manifestement d'ordre réglementaire. Il s'agit là d'une loi antérieure à la Constitution de 1958 mais, chaque fois qu'on le peut, il convient de remettre les choses en place et de bien déterminer ce qui relève du domaine législatif et ce qui dépend du domaine réglementaire. Peut-être parviendra-t-on ainsi, un jour, après beaucoup de travail, à des lois simples et lisibles.

Mais MM. Vizet et Sérusclat se sont placés à un autre niveau, celui de la logique économique, qui consiste à reconnaître le problème essentiel qui est de savoir qui est propriétaire du fonds.

Le risque encouru est la création de chaînes et la commission comprend donc bien leur souci. La commission est cependant défavorable à ces deux amendements qui visent à légaliser des pratiques réglementaires.

De plus, elle souhaiterait que Mme le ministre déclare devant le Sénat que, dans les formalités prévues dans le décret, figurera l'indication du candidat acquéreur, ce qui est essentiel pour éviter la création de chaînes pharmaceutiques.

Ainsi, la logique juridique serait préservée et les inquiétudes de M. Sérusclat ainsi que celles d'autres membres de la commission seraient apaisées.

Sur l'amendement rédactionnel n° 165, la commission ne partage pas l'avis de M. Sérusclat. Il semble, en effet, délicat d'inscrire dans un texte de loi qu'on radie le pharmacien, l'expression « radier l'inscription » qui figure à l'article L. 525 du code de la santé publique nous paraissant préférable.

La notion de « radiation du pharmacien concerné » paraît, en effet, aller au-delà des intentions du législateur et la commission est donc défavorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Il est clair que la composition détaillée du dossier à fournir en complément d'une demande d'inscription au tableau du conseil de l'ordre ne relève pas du domaine de la loi. C'est la raison pour laquelle l'article 22 du présent D.M.O.S. renvoie cette composition à un décret en Conseil d'Etat.

La crainte exprimée par les auteurs de l'amendement dans leur exposé des motifs n'est pas fondée. En effet, outre le fait que le décret reprendra la composition actuelle du dossier - je réponds ainsi à une question que vous me posiez - il n'y a pas de risque de création de chaînes de pharmacies. L'article L. 575 du code de la santé publique prévoit effectivement que le pharmacien doit être propriétaire de l'officine dont il est titulaire et qu'un pharmacien ne peut être propriétaire ou copropriétaire que d'une seule officine, ce qui exclut le risque évoqué. Le Gouvernement demande donc le rejet de l'amendement n° 120.

J'ai ainsi répondu, me semble-t-il, à la question de M. le président de la commission, à savoir que l'inscripion « être propriétaire de l'officine dont il est titulaire » exclut le risque évoqué de constitution éventuelle de chaînes de pharmacies.

S'agissant de l'amendement n° 184, les articles 20, 21, 22, 23 et 25 du présent D.M.O.S. sont pris en application d'une directive européenne à laquelle il convient de se conformer. De plus, la nouvelle rédaction de l'article L. 525 est davantage conforme à la répartition des compétences entre la loi et le règlement. Le Gouvernement demande donc également le rejet de cet amendement.

Il demande également que l'amendement n° 165 ne soit pas adopté.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques n°s 120 et 184.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je me permets de reprendre brièvement la parole pour explication de vote car les arguments donnés sont minces.

Si nous avions présenté un article tendant à faire figurer certaines dispositions dans la loi, et qu'on ait répondu : c'est du domaine réglementaire, on ne peut donc pas le faire, j'aurais admis cet argument. Dans la mesure où ces dispositions figuraient déjà dans une loi, je comprends moins cet argument.

Je crois, sans réserve, ce que vient de dire Mme Barzach. Mais un ministre succède à un autre ! Par décret en Conseil d'Etat, on peut donc apporter des modifications.

Le motif de cette position est, en fait, de se réserver la possibilité de toucher à cette notion de propriété, sur laquelle j'ai mes positions, qui mériteraient peut-être discussion.

Ni les arguments donnés, ni l'engagement de Mme le ministre, ne justifient la présence de l'article 22 dans un D.M.O.S., projet dans lequel, chacun le sait, il est toujours

possible de présenter des textes dont on ne mesure peut-être pas toutes les conséquences, et ce, sans discussion. Je maintiens donc cet amendement.

De plus, si j'apprécie la remarque de M. le président de la commission, à savoir qu'il partageait notre souci, je m'étonne qu'il laisse courir un risque.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 120 et 184, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement no 165.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je m'étonne que l'expression « radier un pharmacien » inquiète M. Fourcade. Dans quelque temps, il nous proposera certainement de supprimer la formule « radier l'électeur déchu de ses droits » ! Nous nous bornons à reprendre une expression figurant dans le code électoral ; en effet, on « radie l'électeur ».

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Je ne voudrais pas poursuivre ce dialogue avec M. Sérusclat. Toutefois, j'ai été convaincu et tranquillisé dans mon inquiétude par la référence qu'a donnée Mme le ministre sur l'article 575, qui prévoit que le pharmacien doit être propriétaire de son officine. En fait, voilà la véritable garantie, beaucoup plus que la constitution du dossier de candidature. Si un jour on déclarait que peuvent être titulaires d'une officine les membres d'autres catégories socio-professionnelles que les pharmaciens, à ce moment-là un problème se poserait.

Sur l'affaire de la radiation, je n'assimile pas la liste électorale, élément de base du fonctionnement de la démocratie à l'inscription à l'Ordre des pharmaciens. Pardonnez-moi, selon moi, ce n'est pas du même niveau ! Par conséquent, si j'admets que le conseil de l'Ordre des pharmaciens puisse radier une inscription, je trouve que « radier un pharmacien » va un peu plus loin. Je préfère donc m'en tenir à la radiation de l'inscription, comme il est dit dans le projet de loi.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 165, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22.

(L'article 22 est adopté.)

Article 23

M. le président. Sur l'article 23, la parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Il est effectivement nécessaire de tirer des conséquences de la possibilité pour les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne de demander leur inscription au tableau de l'Ordre des pharmaciens en France en réglementant l'allongement du délai de réponse pour supplément d'information, plus particulièrement sur la moralité du candidat.

Mais l'article 23 va plus loin. Il augmente le délai normal de réponse d'un mois, soit 50 p. 100 du délai initial. Il me semble qu'il appartient aux conseils régionaux d'organiser leur travail pour que les réponses puissent être rapides. Il n'est pas bon de leur donner une possibilité d'allonger leur temps de réponse.

En revanche, le silence de l'Ordre, qui valait jusqu'à présent inscription, vaudrait désormais refus. Certes, dans le domaine administratif la non-réponse équivaut souvent à un refus. Mais, jusqu'à présent - le conseil de l'Ordre ne pouvant pas être comparé à un établissements administratif - le silence de l'Ordre valait accord tacite.

Il n'est pas admissible d'agir ainsi. L'Ordre doit s'organiser pour répondre rapidement et non pas laisser le silence déterminer la nature de la réponse, et ce, d'autant plus que cela lui permet de ne pas motiver son refus.

Ces deux éléments m'ont paru suffisamment importants pour que j'attire l'attention du Sénat sur l'article 23.

M. le président. « Art. 23. - Il est inséré, après l'article L. 525 du code de la santé publique, les articles L. 525-1, L. 525-2 et L. 525-3 ainsi rédigés : »

L'alinéa introductif de l'article 23 est réservé.

ARTICLE L. 525-1 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

M. le président. Je donne lecture du texte proposé pour l'article L. 525-1 du code de la santé publique :

« Art. L. 525-1. - Le conseil régional de l'ordre statue sur la demande d'inscription au tableau dans un délai maximum de trois mois à compter de la réception de la demande accompagnée d'un dossier complet.

« En ce qui concerne les ressortissants des Etats membres des Communautés européennes autres que la France, lorsqu'il y a lieu de consulter un Etat membre sur l'existence de faits graves et précis commis hors de France et susceptibles d'avoir des conséquences sur l'inscription au tableau, le délai fixé au premier alinéa est suspendu par la demande de consultation jusqu'à la réception de la réponse de l'Etat consulté. Si la réponse n'est pas parvenue dans un délai maximum de trois mois, la suspension prend fin à l'expiration dudit délai. L'intéressé reçoit notification de la date de suspension du délai ainsi que de la date de sa réouverture.

« En ce qui concerne les personnes autres que celles mentionnées aux alinéas précédents, le délai initial de trois mois fixé au premier alinéa est porté à six mois lorsqu'il y a lieu de procéder à une enquête hors de la France métropolitaine. L'intéressé en reçoit notification. »

Je suis saisi de quatre amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, no 185, présenté par M. Souffrin, Mme Beaudeau, M. Viron, Mme Luc, M. Renar, M. Minetti, Mme Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté, vise à supprimer cet article.

Les trois autres amendements sont présentés par MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés.

L'amendement no 121 tend, au deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 525-1 du code de la santé publique, à remplacer les mots : « des Communautés européennes » par les mots : « de la Communauté économique européenne. »

L'amendement no 166 a pour objet de rédiger comme suit la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 525-1 du code de la santé publique : « Si la réponse n'est pas parvenue à l'expiration d'un délai maximum de trois mois, la suspension prend fin. »

L'amendement no 167 vise, au troisième alinéa de l'article L. 525-1 du code de la santé publique, à remplacer les mots : « aux alinéas précédents » par les mots suivants : « à l'alinéa précédent ».

La parole est à M. Vizet, pour défendre l'amendement no 185.

M. Robert Vizet. Cet amendement procède de la même démarche que précédemment. Nous voulons la suppression de cet article car nous considérons que les dispositions actuelles du code de la santé publique sont davantage satisfaisantes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* La commission est défavorable à la suppression de cet article. En effet, comme l'a rappelé Mme le ministre, tous ces articles ont pour objet de mettre la législation française en conformité avec une directive européenne. Je crois que nous avons l'obligation de suivre cette directive et je ne vois pas pourquoi on refuserait cette modification.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Pour les mêmes raisons que celles que j'ai déjà exposées à propos de l'amendement n° 184, le Gouvernement demande le rejet de cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat, pour présenter les amendements n°s 121, 166 et 167.

M. Franck Sérusclat. Je ne répéterai pas, pour l'amendement n° 121, l'argumentation que j'ai développée pour l'amendement n° 118.

En revanche, bien que l'amendement n° 166 soit également un amendement d'ordre rédactionnel, je me permets d'attirer l'attention sur la lourdeur de la phrase qu'il tend à modifier dans l'article L. 525-1 : « Si la réponse n'est pas parvenue dans un délai maximum de trois mois, la suspension prend fin à l'expiration dudit délai. » Si les trois dentales de la formule « dudit délai » peuvent, certes, constituer un jeu de mots ou un amusement, elles ne me paraissent pas utiles dans un texte de loi.

Je préfère, pour ma part, écrire : « Si la réponse n'est pas parvenue dans un délai maximum de trois mois, la suspension prend fin. » Cela me paraît à la fois plus léger et sans doute d'un meilleur français.

L'amendement n° 167 est également d'ordre rédactionnel. Il est fait allusion, à l'article L. 525-1, aux « alinéas précédents » alors qu'il n'y en a qu'un.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* L'amendement n° 121 a pour objet de poursuivre une modification à laquelle nous avons déjà donné notre accord à deux reprises. Etant cohérents avec nous-mêmes, nous sommes favorables à la troisième, et donc à l'amendement n° 121.

J'avoue ne pas avoir parfaitement saisi la portée de la correction apportée par l'amendement n° 166. « Si la réponse n'est pas parvenue dans un délai maximum de trois mois, la suspension prend fin à l'expiration dudit délai. » Certes, le mot « dudit » n'est pas très joli, je le reconnais. M. Sérusclat propose : « Si la réponse n'est pas parvenue à l'expiration d'un délai maximum de trois mois, la suspension prend fin. » Il n'y a pas de différence de nature entre les deux rédactions ; aussi la commission m'a-t-elle demandé de prendre une position neutre en m'en remettant à la sagesse du Sénat. Nous n'avons pas été capables, en effet, de faire la part entre les deux formules. La seconde est peut-être grammaticalement plus belle que la première. Si l'on avait ajouté : « un délai maximal », j'eusse préféré, mais on ne va pas, à cette heure tardive, modifier les amendements !

En ce qui concerne l'amendement n° 167, M. Sérusclat a raison. Comme il ne reste plus qu'un alinéa dans le texte - on a supprimé les autres - son amendement se justifie. La commission y est donc favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Le Gouvernement est favorable, pour des raisons de cohérence, à l'amendement n° 121.

Selon les mêmes arguments que le président de la commission, il s'en remet à la sagesse de la Haute Assemblée pour l'amendement n° 166. Effectivement, il n'existe pas de raison particulière de changer la formulation. Cependant, on pourrait la modifier.

Il est favorable enfin à l'amendement n° 167.

M. le président. Monsieur le président de la commission, l'adjectif « maximal » n'est-il pas redondant ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* C'est exact, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 185, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 121, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 166.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Si cela peut amener le Sénat à adopter cet amendement, je suis disposé à le rectifier pour supprimer le mot « maximum ».

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Très bien !

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 166 rectifié, qui reprend le texte de l'amendement n° 166, mais où le mot « maximum » est supprimé.

Quel est l'avis de la commission sur cet amendement n° 166 rectifié ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Favorable, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Le Gouvernement est également favorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 166 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 167, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 525-1 du code de la santé publique, modifié.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLE L. 525-2 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

M. le président. Je donne lecture du texte proposé pour l'article L. 525-2 du code de la santé publique :

« *Art. L. 525-2.* - Après avoir examiné les titres et qualités du demandeur, le conseil régional de l'ordre accorde l'inscription au tableau ou la refuse par décision motivée écrite, si les garanties de moralité professionnelle ou les conditions prévues par la loi ne sont pas remplies. L'intéressé reçoit notification de la décision du conseil, par lettre recommandée, dans la semaine qui suit cette décision.

« A l'expiration du délai imparti pour statuer au conseil régional, le silence gardé par celui-ci constitue une décision implicite de rejet susceptible de recours.

« Toute inscription ou tout refus d'inscription au tableau peut faire l'objet d'un appel devant le conseil national de l'ordre. »

Par amendement n° 122 rectifié, MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés proposent de rédiger comme suit la fin de la première phrase de cet article : « ...ou, si les conditions prévues par la loi ne sont pas remplies, la refuse par décision motivée écrite. »

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Cette rectification me paraît plus importante que les trois précédentes qui ont tout de même leur valeur, peut-être justement parce qu'elles ont été adoptées avec le sourire, sourire qui pourrait cependant laisser penser qu'elles n'ont pas grande importance. En tant que législateurs, nous nous devons d'être aussi respectueux que possible des exigences de la langue française et d'approcher la plus grande clarté afin qu'il n'y ait aucune confusion. C'est précisément la confusion qui nous a incités à présenter cet amendement.

Le texte de l'article L. 525-2 prévoit en effet que « le conseil régional de l'ordre accorde l'inscription au tableau ou la refuse par décision motivée écrite, si les garanties de moralité professionnelle... ». La condition laisse penser que le conseil peut accorder ou refuser cette inscription, selon que les garanties de moralité professionnelle le permettent ou ne le permettent pas. Chacun sait fort bien que, si de telles garanties ne sont pas reconnues, on n'accordera pas l'inscription.

C'est la raison pour laquelle il convient plutôt de préciser que « le conseil régional de l'ordre accorde l'inscription au tableau ou, si les garanties de moralité professionnelle ou les

conditions prévues par la loi ne sont pas remplies, la refuse... ». De cette façon, il est très clair que le refus est lié aux conditions de moralité professionnelle qui ne sont pas remplies.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Malgré un long débat sur ce point, la majorité de la commission a préféré conserver le texte actuel du Gouvernement, notamment parce qu'il vise les garanties de moralité professionnelle. La commission a émis un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 122 rectifié.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je ne comprends vraiment pas l'argument de M. Fourcade, qui ne me semble pas tout à fait exact.

Il tient à conserver la référence à la moralité professionnelle. Or, sur ce point, je suis obligé de reconnaître un manque de ma part. Je n'avais pas présenté une rédaction claire à la commission. J'avais demandé que l'on dactylographie : « ou, si les garanties de moralité professionnelle ou les conditions prévues par la loi ne sont pas remplies », c'est-à-dire la totalité du texte.

Je demande donc que l'amendement soit rectifié ainsi pour que la condition à laquelle tient M. Fourcade et qu'il faut préciser, j'en suis tout à fait d'accord, figure bien dans mon amendement, qui pourrait peut-être alors satisfaire le président de la commission. Cela vaudrait la peine de le modifier. J'aurais dû le faire moi-même. Il faut effectivement laisser la référence à la garantie de moralité professionnelle.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 122 rectifié *bis,* qui reprends le dispositif de l'amendement n° 122 rectifié, mais où les mots : « ou, si les garanties de moralité professionnelles » sont insérés avant les mots : « ou si les conditions... », le reste sans changement.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Je rends hommage au travail de M. Sérusclat. Dans la mesure où il accepte que l'on maintienne, dans ce texte de loi, les garanties de moralité professionnelle, je suis volontiers favorable, à titre personnel, bien sûr, à l'amendement n° 122 rectifié *bis.*

M. le président. Permettez-moi de relire la première phrase de l'article L. 525-2, modifiée par l'amendement n° 122 rectifié *bis.*

« Après avoir examiné les titres et qualités du demandeur, le conseil régional de l'ordre accorde l'inscription au tableau ou, si les garanties de moralité professionnelle ou les conditions prévues par la loi ne sont pas remplies... ». La répétition du « ou » ne vous irrite-t-elle point ? Que chacun y réfléchisse !

Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Compte tenu de la rectification apportée par M. Sérusclat, le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 122 rectifié *bis.*

M. le président. Monsieur le président de la commission, ne vaudrait-il pas mieux rédiger ainsi cet amendement : « Après avoir examiné les titres et qualités du demandeur, le conseil régional de l'ordre soit accorde l'inscription au tableau, soit la refuse par décision motivée écrite, si les garanties de moralité professionnelle ou les conditions prévues par la loi... » ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Cette rédaction me conviendrait, monsieur le président. C'est d'ailleurs la rédaction du texte gouvernemental.

Il est vrai que la rédaction proposée par M. Sérusclat a l'inconvénient de faire apparaître trois fois la conjonction « ou » et que, si l'on veut une rédaction claire et plus légère, il faut retenir le texte du Gouvernement.

Mais, comme M. Sérusclat a fait de multiples efforts de rectification, il convient de rendre un hommage au talent, et c'est ce qui explique notre accord à son amendement.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Pour ma part, j'accepte votre rédaction, monsieur le président. D'ailleurs, les trois « ou » ne résultent pas de nos propositions ; ils figurent dans le texte du Gouvernement. Ne subsisterait donc plus que le troisième « ou », que l'on ne peut pas supprimer, celui-là, et la rédaction serait bien meilleure avec « soit ».

M. le président. C'est ce que j'avais proposé.

Je suis donc saisi, par M. Sérusclat, d'un amendement n° 122 rectifié *ter,* qui tend à rédiger comme suit la fin de la première phrase de l'article L. 525-2 du code de la santé publique : « ... le conseil régional de l'ordre soit accorde l'inscription au tableau, soit, si les garanties de moralité professionnelle ou les conditions prévues par la loi ne sont pas remplies, la refuse par décision motivée écrite. »

Quel est l'avis de la commission sur cet amendement n° 122 rectifié *ter ?*

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Avis favorable, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Même avis que la commission.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 122 rectifié *ter,* accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Tous deux sont présentés par MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Bœuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés :

Le premier, n° 123, vise à rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article L. 525-2 du code de la santé publique :

« A l'expiration du délai imparti au conseil régional de l'ordre pour statuer, l'inscription a lieu de droit sur demande de l'intéressé. »

Le second, n° 124, tend, au début de ce même texte, à remplacer les mots : « A l'expiration du délai imparti pour statuer au conseil régional » par les mots : « A l'expiration du délai imparti au conseil régional de l'ordre pour statuer ».

La parole est à M. Sérusclat, pour défendre ces deux amendements.

M. Franck Sérusclat. L'amendement n° 123 tend à modifier profondément l'article 23 puisqu'il prévoit le retour à la situation actuelle ; cela veut dire, par conséquent, qu'on annule la disposition selon laquelle le silence vaut refus.

C'est nécessaire, me semble-t-il, car, dans son alinéa précédent, le projet de loi indique que le conseil régional de l'ordre accorde l'inscription au tableau ou la refuse par décision motivée écrite. On ne voit pas pourquoi, dans le premier alinéa, on aurait une décision motivée et, dans le suivant, une absence de motivation par simple silence.

Quant à l'amendement n° 124, c'est un amendement de repli.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Nous quittons là le domaine de la grammaire pour aborder celui du fonctionnement des ordres professionnels. Le mécanisme de fonctionnement de l'ordre des pharmaciens ne peut être fondamentalement différent de celui de l'ordre des médecins étant donné que, pour ce dernier, l'absence de décision positive équivaut à un rejet. Nous ne pouvons pas inverser le mécanisme pour les pharmaciens.

Par conséquent, monsieur le président, la commission est défavorable à l'amendement n° 123, mais elle accepte l'amendement de repli n° 124, qui, sans remettre en cause le problème du rejet, écrit mieux le texte dont nous discutons.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* La disposition prévue par la nouvelle rédaction de l'article L. 525-2 du code de la santé publique ne fait que reprendre celle qui s'applique déjà aux médecins depuis la loi du 31 décembre 1976.

L'article L. 415 du code la santé publique, qui s'applique à l'inscription au conseil de l'ordre des médecins, est ainsi conçu : « A l'expiration du délai imparti pour statuer au conseil départemental, le silence gardé par celui-ci constitue une décision implicite de rejet susceptible de recours. »

Il n'y a pas lieu de traiter différemment les médecins et les pharmaciens. Aussi le Gouvernement demande-t-il le rejet de l'amendement n° 123. En revanche, il est favorable à l'amendement n° 124.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 123.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je ne veux pas jouer au ping-pong avec Mme le ministre. *(Sourires.)*

M. le président. Cela pourrait avoir son intérêt et son charme, mais, effectivement, ce n'est pas l'heure ! *(Nouveaux sourires.)*

M. Franck Sérusclat. Tout à l'heure, Mme le ministre m'a reproché de mélanger pharmaciens et chirurgiens-dentistes ; on pourrait lui rétorquer qu'elle mélange médecins et pharmaciens. Elle doit savoir que ces deux ordres, qui ont le souci de leur propre identité, sont plus souvent en rivalité qu'en conciliation.

L'important, en la matière, est que l'on change une situation dans laquelle vivaient les pharmaciens depuis longtemps au prétexte que la situation des médecins est autre. A-t-on demandé aux pharmaciens s'ils étaient d'accord sur ce changement ? Le conseil de l'ordre, entre autres, a-t-il été saisi d'une demande écrite pour savoir si ce changement ne lui posait pas problème ?

En effet, en réalité, il existe une différence énorme. Je suis convaincu que les pharmaciens de France, dans leur immense majorité, vivent aujourd'hui avec cette notion. Quand ils feront une demande, ils estimeront que, à défaut de l'expression d'un refus, cette demande sera accordée.

De plus : « Toute inscription ou tout refus d'inscription au tableau peut faire l'objet d'un appel devant le conseil national de l'ordre. » Sur quoi va-t-on se fonder pour faire cet appel ? S'il est refusé, on ne saura pas pourquoi.

Ce souci d'identification, presque d'uniformisation, qui va d'ailleurs à l'encontre du souci, souvent invoqué, de laisser la diversité s'exprimer, de laisser à chaque individu sa propre conception de la liberté et de l'expression de son identité, est regrettable.

Il serait préférable de discuter de ce problème calmement avec les organisations ordinales avant de prendre une décision au détour des D.M.O.S., même si, comme le disait tout à l'heure M. le président, l'intimité de ce soir nous permet de débattre relativement au fond.

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Monsieur le sénateur, les ordres ont été consultés sur ce problème. Ils ne sont pas demandeurs ; ils ont dit clairement que c'est ce qui leur convenait. Il n'y a donc pas lieu de les consulter de nouveau.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 123, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 124, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, modifié, le texte proposé pour l'article L. 525-2 du code de la santé publique.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLE L. 525-3 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

M. le président. Je donne lecture du texte proposé pour l'article L. 525-3 du code de la santé publique :

« *Art. L. 525-3.* - Le pharmacien qui demande son inscription à un tableau doit faire la preuve d'une connaissance suffisante de la langue française.

« Lorsque cette preuve ne résulte pas du dossier accompagnant la demande d'inscription, la vérification est faite par l'autorité administrative compétente.

« Une nouvelle vérification peut être faite à la demande de l'intéressé par la même autorité. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements présentés par MM. Sérusclat, Bonifay, Benedetti, Boeuf, Louisy, Mélenchon, Méric, Penne, Roujas, Signé, Tarcy, les membres du groupe socialiste et apparentés.

L'amendement n° 126 tend à insérer, avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 525-3 du code de la santé publique, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les éléments du dossier qui permettent de déduire une connaissance suffisante de la langue française ainsi que les conditions de l'examen et, notamment, les éléments objectifs sur lesquels l'autorité administrative compétente se prononce pour apprécier la connaissance suffisante de la langue française. »

L'amendement n° 125 vise à rédiger comme suit le premier alinéa de ce même texte :

« Le pharmacien qui demande son inscription à un tableau doit, sauf s'il a la nationalité française ou s'il est titulaire d'un diplôme français, faire la preuve d'une connaissance suffisante de la langue française. »

La parole est à M. Sérusclat, pour présenter ces deux amendements.

M. Franck Sérusclat. L'amendement n° 125 tend à éviter une confusion, car la phrase fait référence à l'alinéa précédent, et il est bien évident que cela ne concerne pas les pharmaciens français.

Toutefois, il nous paraît bon de préciser que le pharmacien qui demande son inscription à un tableau doit, sauf s'il a la nationalité française ou s'il est titulaire d'un diplôme français, faire preuve d'une connaissance suffisante de la langue française.

S'agissant de l'amendement n° 126, je rappellerai que le texte du projet ne comporte pas d'indications suffisamment claires pour éviter toute inégalité entre les individus qui sont soumis à cette appréciation de la connaissance de la langue française.

Il nous paraît donc bon que le texte de loi, à l'article L. 525-3, apporte ces indications dans un alinéa supplémentaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* La commission ne s'aventure qu'avec prudence sur le terrain de la langue française, notamment s'agissant des conditions objectives qui permettent de déceler chez un candidat quelconque s'il la maîtrise suffisamment. La pratique de la correction à un certain nombre d'examens de haut niveau montre que cette maîtrise n'est généralement pas partagée.

Concernant la langue française, il a paru à la majorité de la commission que le texte du Gouvernement était le plus clair. Bien évidemment, on ne va pas demander à quelqu'un qui a un diplôme français, qui est né de parents français, qui a vécu en France, de faire la preuve d'une connaissance suffisante de la langue ; mais il nous paraît que les deux amen-

dements de M. Sérusclat, nos 125 et 126, ne sont pas nécessaires. Le premier, parce que cela va de soi ; le second, qui est un chef-d'œuvre de rédaction, parce qu'il nous a semblé que le texte du Gouvernement, qui, pour une fois, est clair et simple *(Sourires)* et qui s'applique à tout le monde, devait être préféré.

La commission émet donc un avis défavorable sur ces deux amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Michèle Barzach, *ministre délégué.* Monsieur le sénateur, en ce qui concerne l'amendement no 125, le fait de détenir la nationalité française ne constitue pas en soi la preuve d'une bonne maîtrise de la langue.

Or, cette bonne maîtrise est indispensable à l'exercice de la profession de pharmacien, ce dernier, je le rappelle, étant amené à jouer un rôle de conseiller de la population pour les problèmes de santé.

Le Gouvernement demande donc le rejet, et de l'amendement no 125, et de l'amendement no 126.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement no 125.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Si j'ai bien compris ce qu'a dit Mme le ministre, il faut sous-entendre qu'un pharmacien français, puisqu'il pourrait « mal user » de la langue française, doit faire la preuve de la connaissance évidente de cette langue. Doit-il le faire en plus de son diplôme ?

S'agissant non seulement des fautes d'orthographe, mais également des fautes de syntaxe, je suis d'accord avec vous. On a souvent l'impression que les pharmaciens ne maîtrisent pas la langue française. Mais, ce qui est plus grave - j'ai eu des stagiaires en pharmacie - ils ont de grosses lacunes culturelles ne leur permettant pas de comprendre pourquoi tel nom est donné à tel produit : le espéridine, par exemple, pour le principe actif de l'orange.

Si vous voulez aller dans le sens d'une meilleure maîtrise de la langue française, de la connaissance de notre civilisation, je vous suis volontiers. Mais alors il faudra modifier l'enseignement et prévoir des examens appropriés.

Si vous avez dit cela, c'est qu'il peut y avoir confusion. Or mon amendement tend précisément à l'éviter, puisqu'il exclut de cette obligation d'apporter la preuve le pharmacien qui a la nationalité française ou qui a réussi à l'examen.

Vous avez bel et bien déclaré que certains pharmaciens français n'ont pas la maîtrise de la langue française. Cela sous-entend donc qu'il faut faire la preuve de la connaissance de cette langue.

Je maintiens donc mon amendement en demandant effectivement, si cette interprétation devait être retenue, de le voter car il ne faut absolument pas créer l'obligation pour un Français titulaire d'un diplôme de pharmacien de faire preuve d'une connaissance suffisante de la langue française.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 125, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 126, également repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 525-3 du code de la santé publique.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 23, modifié.

(L'article 23 est adopté.)

M. le président. Mes chers collègues, j'observe qu'il est zéro heure trente. M. le ministre, qui connaît comme nous l'ordre du jour « saucissonné » que nous impose le Gouvernement, sait qu'à onze heures trente ce matin nous devrons interrompre la discussion du projet de loi sur le financement de la sécurité sociale, que nous aurons commencé à neuf heures trente, pour examiner le projet de loi relatif au contentieux de la concurrence.

Par conséquent, M. le ministre m'a fait savoir qu'il conviendrait de lever maintenant la séance afin de disposer d'au moins deux heures ce matin pour présenter son projet de loi.

M. Philippe Séguin, *ministre des affaires sociales et de l'emploi.* C'est bien cela, monsieur le président !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Elle n'y voit aucun inconvénient.

M. le président. Il en est ainsi décidé.

12

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. François Giacobbi une proposition de loi tendant à reconnaître et à organiser le droit à la permanence des liaisons maritimes et aériennes de la Corse avec le territoire continental de la République.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 324, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des affaires sociales, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. *(Assentiment.)*

13

TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale une proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 323, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. *(Assentiment.)*

14

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Guy Cabanel un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation d'un accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. (No 278, 1986-1987.)

Le rapport sera imprimé sous le numéro 320 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean Garcia un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (No 275, 1986-1987.)

Le rapport sera imprimé sous le numéro 321 et distribué.

J'ai reçu de M. Paul Robert un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale autorisant l'approbation d'un accord international

sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire. (N° 274, 1986-1987.)

Le rapport sera imprimé sous le numéro 322 et distribué.

15

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée à aujourd'hui, vendredi 26 juin 1987 :

A neuf heures trente :

1. - Discussion du projet de loi (n° 303, 1986-1987), rejeté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale.

Rapport n° 311 (1986-1987), de M. Jacques Oudin fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - Avis n° 318 (1986-1987), de M. Charles Descours fait au nom de la commission des affaires sociales.

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 29 *bis*, alinéa 3, du règlement, aucune inscription de parole dans la discussion de ce projet de loi n'est plus recevable.

A onze heures trente :

2. - Discussion en deuxième lecture de la proposition de loi (n° 323, 1986-1987), adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, transférant le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire.

Rapport de M. Jacques Thyraud fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

A quinze heures et le soir :

3. - Discussion des questions orales avec débat, jointes, suivantes :

I. - M. Maurice Blin rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, que l'Acte unique européen, ratifié en décembre 1986, fixe aux Etats de la Communauté un objectif ambitieux : l'unification en 1992 du marché européen. Pour ce faire, de nombreuses mesures devront être prises, tant par les instances communautaires que par les Etats membres. Parmi celles-ci, certaines paraissent particulièrement importantes pour notre pays.

En particulier, le rapprochement des systèmes juridiques et fiscaux des Etats membres semble indispensable. Cette harmonisation devrait entraîner une refonte du mécanisme de la taxe sur la valeur ajoutée française, de certains des principes de l'imposition des sociétés commerciales - introduction éventuelle d'une fiscalité de groupe, du droit commercial - droit des sociétés, régime des entreprises en difficulté.

De plus, la consolidation de la construction européenne semble exiger une concertation plus étroite en matière de politique économique, de politique budgétaire et monétaire. Enfin, il convient d'envisager la définition d'une stratégie communautaire en matière d'investissements directs effectués dans la Communauté par des entreprises ne ressortissant pas des Etats membres ou face à la politique commerciale conduite par des Etats tiers.

Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour préparer notre économie tant sur le plan de l'adaptation de notre législation interne que sur celui de la conduite à adopter au sein des instances communautaires. (N° 189.)

II. - M. Roger Chinaud expose à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, que le marché unique européen dont la mise en œuvre a été décidée par l'ensemble des pays membres de la Communauté ne pourra entrer dans les faits avec succès que si les Etats membres décident de se doter d'une monnaie commune.

Il lui rappelle que le système monétaire européen institué en 1979 s'est révélé une démarche qui a été profitable à l'ensemble des Etats membres et qu'il convient aujourd'hui de lui conférer un nouvel élan pour parvenir à une intégration monétaire.

Il lui expose que, dans cette perspective, un certain nombre de mesures à court terme peuvent être envisagées :

- en premier lieu, l'inclusion de la livre sterling dans l'accord sur les taux de changes européens ;

- en deuxième lieu, la reconnaissance par tous les Etats membres du S.M.E., notamment par la République fédérale d'Allemagne, de l'ECU comme instrument de paiement et comme actif monétaire ;

- et, en dernier lieu, la réduction puis l'abrogation en France, en Belgique et en Italie, des systèmes résiduels du contrôle des changes et le double taux.

Il lui expose que, parallèlement à ces mesures, une action devrait être engagée tendant à assurer une intégration de l'ECU privé et de l'ECU officiel. Cela suppose que des efforts particuliers soient entrepris afin d'assurer une forte convergence des politiques monétaires. Ce qui suppose également la création d'une banque fédérale de réserve européenne.

L'ensemble de ces mesures devrait pouvoir faire l'objet d'un sommet européen pour lequel la France pourrait dès à présent prendre un certain nombre d'initiatives.

En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre à cet effet. (N° 190.)

III. - M. Lucien Neuwirth interroge M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sur les conséquences, au regard de la fiscalité indirecte, de l'objectif fixé par l'Acte unique européen, de réalisation d'un « espace intérieur sans frontière » - marché unique européen.

Il lui demande la nature et l'échéancier des mesures que le Gouvernement entend mettre en œuvre à ce propos et l'impact que celles-ci sont susceptibles d'avoir sur l'économie nationale et sur la marge de manœuvre de notre pays en matière fiscale et budgétaire. (N° 196.)

IV. - M. Josy Moinet expose à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation qu'il est prévu d'éliminer d'ici à 1992 l'ensemble des obstacles qui s'opposent à la libre circulation des capitaux au sein de la C.E.E.

La réalisation de ce grand marché va avoir des conséquences importantes pour les institutions financières françaises ; déjà confrontées à la concurrence de leurs rivaux européens notamment britanniques et allemands, elles vont devoir faire face à une pression accrue.

Dans le domaine des assurances et des agents de change de graves difficultés pourraient apparaître.

Les compagnies d'assurance française sont de petite taille à l'échelle mondiale, le premier groupe français, l'U.A.P., ne se situe qu'au trentième rang mondial. Elles sont relativement faibles dans des secteurs, tel l'assurance-vie, où la concurrence est très vive.

Les charges d'agents de change sont très petites et dispersées. Le marché de Londres s'est développé considérablement au cours des dernières années. Les plus grands courtiers américains et japonais y sont présents. Dès aujourd'hui, le nombre et la compétence de ces firmes britanniques sont tels qu'elles influencent profondément les autres places européennes.

Face à de tels « géants », comment vont réagir nos entreprises ? Les métiers financiers sont chaque jour plus complexes, ils s'internationalisent. Ils exigent une compétence accrue, qui ne peut s'acquérir que progressivement et dans un environnement favorable.

Il lui demande ce que compte entreprendre le Gouvernement pour aider l'évolution de nos entreprises et quelles sont les mesures qu'il envisage pour faciliter leur adaptation au grand marché européen.

Compte tenu de la taille des entreprises françaises comparée à celle de leurs concurrents étrangers, il demande en outre si le Gouvernement envisage de proposer des mesures spécifiques visant à regrouper nos entreprises et à les faire évoluer vers des structures mieux adaptées au nouvel environnement international. (N° 199.)

V. - M. Paul Loridant interroge M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sur les problèmes monétaires qui se posent à l'Europe et à la France, au sein de l'Europe, à savoir la place du franc français au sein du système monétaire européen, les politiques gouvernementales en matière de taux d'intérêt ainsi que sur le nécessaire renforcement du S.M.E. dans la perspective de l'échéance de 1992, lorsque la Communauté sera un espace sans frontière intérieure.

Depuis mars 1979, date de la création du système monétaire européen, l'impression d'un deutsche Mark dominateur au sein du S.M.E. n'a jamais autant prévalu, au point que certains n'appellent plus désormais le S.M.E. que zone Mark.

En effet, de plus en plus, les résultats de l'économie outre-Rhin font que la devise allemande apparaît comme la devise forte en Europe. Hormis le florin, fortement lié au deutsche Mark, les six autres devises dont le franc français sont dangereusement à la traîne.

Que penser des informations parues dans la presse concernant un éventuel réaménagement monétaire au cours de l'été ou à l'automne avec révision de certaines parités, notamment celles de la lire et du franc vis-à-vis du Mark ?

Informations alimentées notamment par la possibilité de voir la livre sterling entrer dans le S.M.E. Cette opération, si elle devait avoir lieu, doit-elle impliquer une dépréciation du franc ? Quelle est, dans cette éventualité, la volonté gouvernementale ?

La France est-elle contrainte pour endiguer les attaques contre sa monnaie de laisser les taux d'intérêt sur le marché monétaire à un niveau supérieur à ceux qui sont pratiqués en Europe ?

Les taux d'intérêt élevés sont dissuasifs pour l'investissement productif et préjudiciables à la croissance économique, accentuant ainsi la financiarisation de l'économie.

N'est-il pas temps pour la France de formuler de nouvelles propositions afin de voir les pays européens s'engager dans la coordination de leur politique en matière de taux d'intérêt ? N'est-il pas temps pour la France de militer réellement pour un renforcement du système monétaire européen, de façon à pouvoir réguler efficacement les marchés de capitaux ?

Le S.M.E. est une parade au système de changes flottants.

Conformément aux vœux exprimés par le Président de la République, notamment lors de son récent voyage au Canada, le Gouvernement français a-t-il l'intention de jouer un rôle effectif dans la remise en ordre indispensable du système monétaire international ? (N° 201.)

VI. - M. Robert Vizet interroge M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation sur les conséquences de l'harmonisation de la fiscalité dans la Communauté économique européenne pour l'économie française. (N° 202.)

4. - Réponses aux questions orales, sans débat, suivantes :

I. - M. Maurice Lombard demande à M. le ministre de l'intérieur quelles dispositions le Gouvernement envisage pour adapter les administrations de l'Etat à la situation née de la décentralisation. En effet, de nombreuses missions qui relevaient de la compétence de l'Etat ont été transférées aux autorités locales. Mais les administrations de l'Etat, dans les services centraux comme dans les services départementaux, ont conservé les cellules administratives et techniques et les fonctionnaires qui en avaient la charge.

Les transferts de personnels n'ont pas accompagné le plus souvent les transferts de responsabilités. Les collectivités locales sont ainsi amenées à recruter de nouveaux agents pour faire face à leurs tâches nouvelles, tandis que l'on s'interroge sur les services que peuvent rendre à l'Etat ceux de ses fonctionnaires qui s'en trouvent déchargés. (N° 202.)

II. - M. Louis Brives, saisi de différents incidents survenus à des maires, relatifs à l'utilisation de « cocardes » vendues couramment dans le commerce, et posées sur le pare-brise de leur voiture, se permet de rappeler à M. le ministre de l'intérieur que, si le droit d'arborer ce signe distinctif est régi par le décret n° 26-19 du 20 août 1942, en fait les circulaires d'application du 28 août 1978 et du 23 mars 1984 puisent expressément et exclusivement leurs références dans les dispositions du décret ci-dessus.

Certes, si une réponse ministérielle à une question écrite, n° 58 686, du 5 novembre 1984, implique une évolution dans l'esprit du ministre qui... « ne s'oppose pas à ce que les élus dotent leurs véhicules d'un signe distinctif »..., elle maintient, en fait, la réglementation de 1942.

Or, depuis ledit décret, sont intervenus les textes mettant en place la décentralisation et transformant profondément la compétence, les obligations et les responsabilités des élus, rendant ainsi apparemment tout à fait inadaptées les dispositions de 1942.

Le maire et ses adjoints sont, en effet, selon le code même de procédure pénale, officiers de police judiciaire et officiers d'état civil : qualités qui ont été parfaitement officialisées.

En outre, les véhicules de police sont nécessairement visiblement « matérialisés », sauf cas exceptionnels pour les besoins du service.

En conséquence, en attendant le statut officiel de l'élu, M. Brives prie M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir adapter aux textes nouveaux et à leurs conséquences les dispositions permettant aux maires d'utiliser une cocarde identique, leur facilitant, dans l'intérêt même des institutions, l'exercice de fonctions de plus en plus étendues, remplies avec un dévouement aussi permanent que désintéressé. (N° 215.)

III. - M. Yves Goussebaire-Dupin appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales, sur l'insuffisance des crédits de compensation du transfert de compétence des lycées aux régions. Il lui demande de bien vouloir indiquer au Sénat si, dans le cadre de la préparation de la loi de finances pour 1988, le Gouvernement envisage de faire bénéficier les régions de crédits supplémentaires. (N° 195.)

IV. - Mme Paulette Fost s'inquiète auprès de M. le ministre délégué chargé des collectivités locales des risques de hausse indue et de détérioration des services rendus que ne manquerait pas d'entraîner, si elle était maintenue, la libération annoncée des tarifs des restaurants scolaires. Elle lui demande s'il n'estime pas juste et utile de renoncer à cette mesure de libération. (N° 200.)

V. - Un rapport de l'organisation humanitaire Amnesty international fait état des tortures et des mauvais traitements infligés à des Basques espagnols réfugiés en France et expulsés par le Gouvernement français. M. Charles Lederman rappelle que les sénateurs et députés communistes ont été les premiers à dénoncer la violation du droit d'asile que constituaient ces expulsions et avaient alerté sur les risques que ces réfugiés couraient dans leur pays. En conséquence, il demande à M. le Premier ministre :

1° De faire toutes représentations au Gouvernement espagnol pour que soit respectée l'intégrité physique des hommes et des femmes qu'il lui a livrés ;

2° Qu'il réclame au Gouvernement espagnol que soient remis aux autorités françaises toutes celles et tous ceux qui n'ont fait, en Espagne, l'objet d'aucune poursuite ;

3° De prendre et respecter l'engagement de ne plus livrer aucun Basque espagnol au Gouvernement de Madrid avant que les procédures prévues par la loi sur l'extradition aient été mises en œuvre et menées à leur terme. (N° 201.)

VI. - M. Jean-Luc Bécart interroge M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur la politique qu'il entend mener en matière d'éducation surveillée.

A été confiée à l'administration de l'éducation surveillée la mission de s'occuper des mineurs en difficulté, sous protection judiciaire. L'expérience a largement montré que la réinsertion d'un jeune n'est réellement possible qu'à la suite d'un travail de longue haleine fondé sur l'accompagnement psychologique individuel et la pédagogie. Cette orientation éducative avait ainsi conduit l'éducation surveillée à ouvrir ses structures et à abandonner les centres fermés. La priorité accordée à la prévention et sa prise en compte par tout le corps social avaient eu aussi pour effet la mise en place, à divers niveaux, de conseils de prévention de la délinquance.

M. le garde des sceaux a déclaré vouloir « remettre en ordre l'éducation surveillée ».

L'ensemble des personnels de l'éducation surveillée, et bien au-delà tous les gens de bon sens, craignent un retour à des méthodes périmées et inefficaces - centres fermés, chantiers de jeunesse...

Dans ces conditions, comment le Gouvernement espère-t-il continuer à assumer la responsabilité qui est la sienne dans le domaine de la protection judiciaire de la jeunesse ? Quels moyens envisage-t-il d'accorder pour améliorer le système actuel ? Quelles réponses précises compte-t-il apporter à une question aussi fondamentale ? (N° 191.)

VII. - M. Paul Loridant rappelle à M. le ministre de la culture et de la communication la ferme intention qu'il aurait exprimée en début d'année 1987, devant les personnels, de se consacrer à la gestion intérieure des affaires de son ministère au détriment de la vie politique.

Le rappel de M. le Premier ministre du 2 juin de voir les membres du Gouvernement œuvrer à la gestion de leur département ministériel plutôt que de se consacrer à leur mouvement politique redonne à sa question écrite n° 4332 publiée le 29 janvier 1987 au *Journal officiel* - Sénat, Débats parlementaires, questions - renouvelée le 16 avril 1987, question n° 5553, un relief tout particulier.

En conséquence, il souhaiterait connaître à quoi il a réservé ses activités de ministre depuis le mois de mars 1986

et lui demande s'il n'y pas contradiction flagrante entre sa déclaration d'intention et son activité réelle mesurée par ses nombreuses interventions dans les médias portant plus sur la vie politique et sa propre image que sur la culture et la communication. (N° 206.)

VIII. - M. Roger Husson demande à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi de faire le point sur la situation de l'emploi en Lorraine et cela suivant les secteurs d'activité.

Il l'interroge sur les mesures que ne va pas manquer de prendre le Gouvernement afin de favoriser les créations d'emploi et de sortir la Lorraine du chaos social. (N° 174.)

IX. - Mme Paulette Fost demande à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi quelle utilisation il compte faire de l'excédent de 100 millions de centimes du fonds d'action sociale des Assedic de Seine-Saint-Denis. (N° 199.)

X. - M. Maurice Lombard rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que, en 1981, il fallait 11 sur 20 pour être reçu au C.A.P.E.S. d'histoire et que, en 1986, 6,2 sur 20 suffisait.

De même, l'an dernier, un licencié en mathématiques avait 92,6 p. 100 de chances de réussir.

Ainsi, de label de qualité sanctionnant une véritable compétence, ce concours s'est peu à peu transformé en simple formalité. Aussi l'objectif gouvernemental d'élever d'ici à l'an 2 000, 80 p. 100 d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat pourra difficilement être atteint en raison de l'abaissement progressif du niveau des qualifications des maîtres, à moins de diminuer plus encore le niveau de cet examen.

En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il envisage de prendre pour améliorer cette situation. (N° 172.)

XI. - Mme Hélène Luc s'inquiète auprès de M. le ministre de l'éducation nationale de l'insuffisance en matière de formation des instituteurs. En effet, d'après les chiffres communiqués par ses services aux organisations syndicales concernées, 1 200 places d'élève-instituteur en formation pour la seule année 1987-1988 ne pourraient disposer des professeurs nécessaires à leur encadrement.

En effet la justification des suppressions de postes de professeur s'est effectuée, en novembre 1986, sur la base d'un recrutement à la rentrée 1987 de 4 660 élèves-instituteurs. Au mois de mai 1987, les mêmes services tablent sur un recrutement de 5 800 élèves-instituteurs, soit 1 140 en plus, auxquels il faut rajouter 400 places pour un concours interne initialement non prévu. Même en tenant compte d'une surestimation légère d'autres effectifs, l'estimation d'un déficit d'encadrement pour 1 200 élèves-instituteurs ne semble donc pas excessive. Elle lui demande donc de bien vouloir lui confirmer les indications fournies par ses services et de lui faire connaître s'il n'estime pas devoir revenir sur les 284 suppressions de postes de professeur d'école normale, particulièrement injustifiées, notamment pour ce qui concerne les départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne. (N° 216.)

XII. - M. Louis Perrein demande à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, de lui faire connaître les moyens en matériels et personnels de tous grades, y compris les enseignants dont dispose l'université de Paris X-Nanterre.

Il souhaite également connaître le budget de fonctionnement de cette université et le montant de la subvention de l'Etat.

Il demande que soient explicités les critères retenus pour justifier les différences entre les subventions de fonctionnement des différentes universités.

Il souhaite que lui soit fourni, à l'appui des informations sollicitées, le montant des subventions par étudiant de toutes les universités subventionnées. (N° 198.)

XIII. - M. Robert Vizet appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports sur la situation dramatique de centaines de milliers d'accédants à la propriété qui ne peuvent plus faire face aux charges de remboursement des emprunts contractés en période de forte inflation et de taux d'intérêt très élevés. Les récentes mesures annoncées par le Gouvernement ne répondent pas à l'attente des familles pénalisées par des remboursements à forte progressivité. Aussi, il lui demande ce que compte faire le Gouvernement pour resolvabiliser à la mesure des besoins les emprunteurs qui sont actuellement dans une situation critique. (N° 211.)

XIV. - M. Charles Lederman interroge M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports sur les conséquences de l'application de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière. (N° 213.)

XV. - Compte tenu de la politique d'augmentation des loyers, de la baisse généralisée du pouvoir d'achat des familles, de la volonté des sociétés propriétaires d'accroître par tous les moyens leurs profits, compte tenu de l'absence d'aides aux sociétés H.L.M., du recul de l'aide à la pierre et des projets de réduction de l'aide à la personne, compte tenu de la politique d'ensemble menée par le Gouvernement poursuivant et aggravant celle qui a été engagée notamment dans les dix dernières années et qui réduit progressivement le logement social, Mme Marie-Claude Beaudeau constate que les familles rencontrent de plus en plus de difficultés pour payer loyers et charges, que le nombre des procédures engagées contre les locataires ne fait que croître, que les expulsions brutales se généralisent.

Elle demande à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports quelles mesures immédiates et concrètes il envisage pour interdire toute expulsion sans qu'une recherche obligatoire de solutions engageant locataires, propriétaires, Etat, services sociaux ait été conduite à son terme sous la responsabilité des préfets, commissaires de la République et sous-préfets, commissaires adjoints de la République. Elle lui demande également comment il envisage de modifier toute sa politique en matière de logement social afin de permettre à des millions de familles, de jeunes, de pouvoir vivre dans la dignité sans la crainte quotidienne des poursuites et des expulsions. (N° 214.)

XVI. - M. Roland Grimaldi interroge M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du plan sur ses intentions en matière de réforme de la planification, au terme de la concertation qu'il a engagée et qui a donné lieu à la publication d'un rapport établi à son initiative par M. Jean-Pierre Ruault et d'un avis du Conseil économique et social.

Il s'inquiète d'éventuelles tentations libérales niant la nécessité même de la planification, qui doit rester, pour la nation, indispensable dans ses trois dimensions : prévisions et prospective, concertation sociale, définition d'une stratégie à moyen terme de politique économique.

Sans refuser les adaptations nécessaires qui peuvent s'imposer, il affirme que la notion de plan ne peut pas, aujourd'hui, être globalement récusée : en effet, non seulement les impératifs de la gestion économique l'exigent mais aussi la planification a acquis, grâce aux procédures mises en place en 1982, une assise régionale incontestable.

Il souligne la distorsion qui risquerait alors d'apparaître entre des contrats de plan Etat-région conservant toute leur validité et une planification nationale, chargée pourtant d'assurer leur cohérence et leur efficacité, dans le même temps progressivement abandonnée.

Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer les projets gouvernementaux en la matière (N° 151.)

5. - Suite de la discussion du projet de loi (n° 303, 1986-1987), rejeté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale.

Délai limite pour le dépôt des amendements

Conformément à la décision prise le jeudi 11 juin 1987 par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements à tous les projets et propositions de loi prévus jusqu'à la fin de la session, à l'exception des textes de commissions mixtes paritaires et de ceux pour lesquels est déterminé un délai limite spécifique, est fixé, dans chaque cas, à la veille du jour où commence la discussion, à dix-sept heures.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée le vendredi 26 juin 1987, à zéro heure trente-cinq.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
ANDRÉ BOURGEOT

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL de la séance du jeudi 25 juin 1987

SCRUTIN (N° 211)

sur les amendements n° 51 et 179 présentés respectivement par le groupe socialiste et le groupe communiste, tendant à supprimer l'article 12 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour	78
Contre	229

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour

MM.

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
André Duromèa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Ont voté contre

MM.

Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

Se sont abstenus

M. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Stéphane Bonduel, Emile Didier, Maurice Faure, François Giacobbi, Josy Moinet, Hubert Peyou, Michel Rigou et Jean Roger.

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 212)

sur les amendements n° 53 de M. André Méric et des membres du groupe socialiste et n° 183 de M. Paul Souffrin et des membres du groupe communiste, tendant à supprimer l'article 15 ter du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	317
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour	86
Contre	231

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour

MM.

François Abadie
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Jean-Michel Baylet
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
Emile Didier
André Duroméa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Maurice Faure (Lot)
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
François Giacobbi
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Hubert Peyou
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Michel Rigou
Jean Roger
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Ont voté contre

MM.

Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Stéphane Bonduel
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Josy Moinet
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants	309
Nombre des suffrages exprimés	309
Majorité absolue des suffrages exprimés	155
Pour	78
Contre	231

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 213)

sur l'amendement n° 229 présenté par le groupe communiste, tendant à supprimer l'article 31 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	317
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour	78
Contre	239

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour

MM.

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
André Duromèa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Ont voté contre

MM.

François Abadie
Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Jean-Michel Baylet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Stéphane Bonduel
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
Emile Didier
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Maurice Faure (Lot)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
François Giacobbi
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Josy Moinet
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Hubert Peyou
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Michel Rigou
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Jean Roger
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 214)

sur l'amendement n° 232 présenté par le groupe communiste, à l'article 31 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	317
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour	78
Contre	239

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour

MM.

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
André Duromèa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Ont voté contre

MM.

François Abadie
Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Jean-Michel Baylet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Stéphane Bonduel
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
Emile Didier
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Maurice Faure (Lot)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
François Giacobbi
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Josy Moinet
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Hubert Peyou
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Michel Rigou
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Jean Roger
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	317
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour	79
Contre	238

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 215)

sur l'ensemble du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984

Nombre de votants	312
Nombre des suffrages exprimés	74
Majorité absolue des suffrages exprimés	38
Pour	74
Contre	0

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour

MM.

François Abadie
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Jean-Pierre Bayle
Jean-Michel Baylet
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Marc Bœuf
Stéphane Bonduel
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
Emile Didier
Michel Dreyfus-Schmidt
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Maurice Faure (Lot)
Gérard Gaud
François Giacobbi
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Josy Moinet
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Hubert Peyou
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Michel Rigou
Jean Roger
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal

Se sont abstenus

MM.

Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Henri Bangou
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Mme Danielle Bidard Reydet
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert

Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
André Duroméa
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Mme Paulette Fost
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Charles Lederman
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Mme Hélène Luc
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Louis Minetti
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Ivan Renar
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Paul Souffrin
Michel Souplet
Louis Souvet
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Hector Viron
Robert Vizet
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

N'ont pas pris part au vote

MM. Gilbert Baumet, Jacques Boyer-Andrivet, François Delga, Jacques Habert et Charles d'Ornano.

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 216)

sur l'ensemble du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	89
Majorité absolue des suffrages exprimés	45
Pour	74
Contre	15

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour

MM.

François Abadie
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Jean-Pierre Bayle
Jean-Michel Baylet
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Marc Bœuf
Stéphane Bonduel
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
Emile Didier
Michel Dreyfus-Schmidt
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Maurice Faure (Lot)
Gérard Gaud
François Giacobbi
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Josy Moinet
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Hubert Peyou
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Michel Rigou
Jean Roger
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal

Ont voté contre

MM.

Henri Bangou
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Mme Danielle Bidard Reydet
André Duroméa
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Charles Lederman
Mme Hélène Luc
Louis Minetti
Ivan Renar
Paul Souffrin
Hector Viron
Robert Vizet

Se sont abstenus

MM.

Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset

Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 217)

sur l'amendement n° 160 présenté par le Gouvernement, tendant à insérer un article additionnel avant l'article 37 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour	228
Contre	79

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour

MM.
Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

Ont voté contre

MM.
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau

Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
Michel Dreyfus-Schmidt
André Duromèa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Se sont abstenus

M. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Stéphane Bonduel, Emile Didier, Maurice Faure, François Giacobbi, Josy Moinet, Hubert Peyou, Michel Rigou et Jean Roger.

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants	307
Nombre des suffrages exprimés	297
Majorité absolue des suffrages exprimés	149
Pour	228
Contre	79

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 218)

sur les amendements n° 148 et 236 présentés respectivement par le groupe socialiste et le groupe communiste, tendant à supprimer l'article 37 du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	309
Majorité absolue des suffrages exprimés	155
Pour	79
Contre	230

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour

MM.
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
Michel Dreyfus-Schmidt
André Duromèa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Ont voté contre

MM.
Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Stéphane Bonduel
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Josy Moinet
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Siçard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert

René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

Se sont abstenus

M. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Emile Didier, Maurice Faure, François Giacobbi, Hubert Peyou, Michel Rigou et Jean Roger.

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 219)

sur l'amendement n° 237 présenté par le groupe communiste, tendant à insérer un article additionnel après l'article 38 bis du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour	79
Contre	228

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour

MM.
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
Michel Dreyfus-Schmidt
André Duroméa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Ont voté contre

MM.
Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

Se sont abstenus

M. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Stéphane Bonduel, Emile Didier, Maurice Faure, François Giacobbi, Josy Moinet, Hubert Peyou, Michel Rigou et Jean Roger.

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 220)

sur l'amendement n° 238 présenté par le groupe communiste, tendant à insérer un article additionnel après l'article 38 bis du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Nombre de votants	317
Nombre des suffrages exprimés	307
Majorité absolue des suffrages exprimés	154
Pour	79
Contre	228

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour

MM.

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Jean-Pierre Bayle
Mme Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Georges Benedetti
Roland Bernard
Jacques Bialski
Mme Danielle Bidard Reydet
Marc Bœuf
Charles Bonifay
Marcel Bony
Jacques Carat
Michel Charasse
William Chervy
Félix Ciccolini
Marcel Costes
Raymond Courrière
Roland Courteau
Michel Darras
Marcel Debarge
André Delelis
Gérard Delfau
Lucien Delmas
Rodolphe Désiré
Michel Dreyfus-Schmidt
André Duromèa
Léon Eeckhoutte
Claude Estier
Jules Faigt
Mme Paulette Fost
Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Grimaldi
Robert Guillaume
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Bastien Leccia
Charles Lederman
Louis Longequeue
Paul Loridant
François Louisy
Mme Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Pierre Matraja
Jean-Luc Mélenchon
André Méric
Louis Minetti
Michel Moreigne
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Maurice Pic
Robert Pontillon
Roger Quilliot
Albert Ramassamy
Mlle Irma Rapuzzi
René Régnault
Ivan Renar
Gérard Roujas
André Rouvière
Robert Schwint
Franck Sérusclat
René-Pierre Signé
Paul Souffrin
Raymond Tarcy
Fernand Tardy
Marcel Vidal
Hector Viron
Robert Vizet

Ont voté contre

MM.

Michel d'Aillières
Paul Alduy
Michel Alloncle
Jean Amelin
Hubert d'Andigné
Maurice Arreckx
Alphonse Arzel
José Balarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jean Barras
Jean-Paul Bataille
Gilbert Baumet
Henri Belcour
Jean Bénard Mousseaux
Jacques Bérard
Georges Berchet
Guy Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Roger Boileau
Christian Bonnet
Amédée Bouquerel
Yvon Bourges
Raymond Bourgine
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Jean Boyer (Isère)
Louis Boyer (Loiret)
Jacques Boyer-Andrivet
Jacques Braconnier
Pierre Brantus
Louis Brives
Raymond Brun
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Pierre Carous
Ernest Cartigny
Marc Castex
Louis de Catuélan
Jean Cauchon
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Maurice Charretier
Jacques Chaumont
Michel Chauty
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Auguste Chupin
Jean Clouet
Jean Cluzel
Jean Colin
Henri Collard
Henri Collette
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
Jacques Descours Desacres
Georges Dessaigne
André Diligent
Franz Duboscq
Pierre Dumas
Jean Dumont
Michel Durafour
Edgar Faure (Doubs)
Jean Faure (Isère)
Louis de La Forest
Marcel Fortier
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean Francou
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
Michel Giraud (Val-de-Marne)
Jean-Marie Girault (Calvados)
Paul Girod (Aisne)
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Yves Goussebaire-Dupin
Adrien Gouteyron
Jacques Grandon
Paul Graziani
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Mme Nicole de Hautecloque
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard-Charles Hugo
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
Louis Jung
Paul Kauss
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Christian de La Malène
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Guy de La Verpillière
Louis Lazuech
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Yves Le Cozannet
Modeste Legouez
Bernard Legrand (Loire-Atlantique)
Jean-François Le Grand (Manche)
Edouard Le Jeune (Finistère)
Max Lejeune (Somme)
Bernard Lemarié
Charles-Edmond Lenglet
Roger Lise
Georges Lombard (Finistère)
Maurice Lombard (Côte-d'Or)
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Paul Malassagne
Guy Malé
Kléber Malécot
Hubert Martin
Christian Masson (Ardennes)
Paul Masson (Loiret)
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Louis Mercier
Pierre Merli
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Mme Hélène Missoffe
Louis Moinard
Claude Mont
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Arthur Moulin
Georges Mouly
Jacques Moutet
Jean Natali
Lucien Neuwirth
Henri Olivier
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Jacques Oudin
Dominique Pado
Sosefo Makapé Papilio
Bernard Pellarin
Jacques Pelletier
Jean-François Pintat
Alain Pluchet
Raymond Poirier
Christian Poncelet
Henri Portier
Roger Poudonson
Richard Pouille
André Pourny
Claude Prouvoyeur
Jean Puech
André Rabineau
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Joseph Raybaud
Guy Robert (Vienne)
Paul Robert (Cantal)
Mme Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Olivier Roux
Marcel Rudloff
Roland Ruet
Michel Rufin
Pierre Salvi
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Abel Sempé
Paul Séramy
Pierre Sicard
Jean Simonin
Michel Sordel
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Louis Souvet
Jacques Thyraud
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Travert
René Trégouet
Georges Treille
Emile Tricon
François Trucy
Dick Ukeiwé
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Louis Virapoullé
Albert Voilquin
André-Georges Voisin

Se sont abstenus

M. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Stéphane Bonduel, Emile Didier, Maurice Faure, François Giacobbi, Josy Moinet, Hubert Peyou, Michel Rigou et Jean Roger.

N'ont pas pris part au vote

M. Alain Poher, président du Sénat, et M. Pierre-Christian Taittinger, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

Prix du numéro : **3 F**

Paris. - Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix. 105872606 - 000687